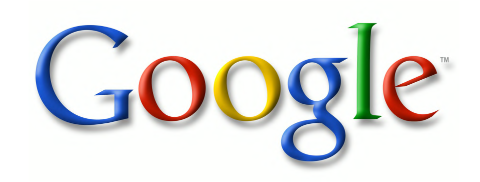
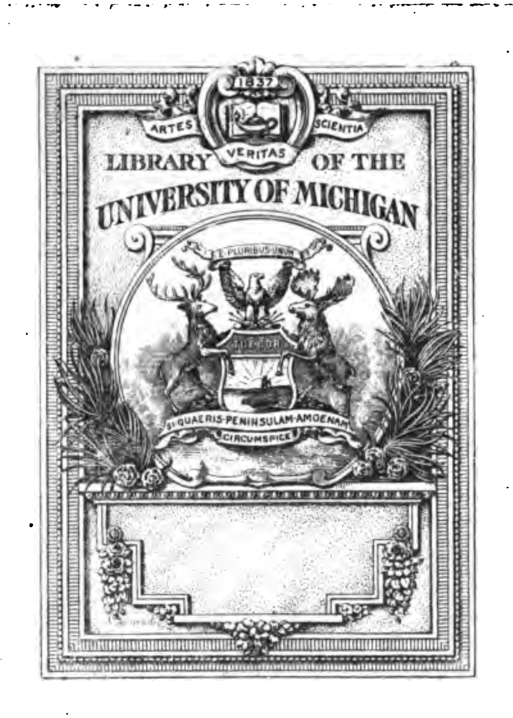



1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT

LE CONSULAT ET L'EMPIRE


1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT

LE CONSULAT ET L'EMPIRE

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1

ARMAND LEFEBVRE

MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, CONSEILLER D'ÉTAT, MEMBRE DE L'INSTITUT

HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT

LE CONSULAT ET L'EMPIRE

— 1800-1815 —

PRÉCÉDÉE D'UNE NOTICE

PAR M. SAINTE-BEUVE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, SÉNATEUR

ET

COMPLÉTÉE PAR M. ÉD. LEFEBVRE DE BÉHAINE

SECRÉTAIRE D'AMBASSADE

DEUXIÈME ÉDITION

TOME TROISIÈME

PARIS

AMYOT, LIBRAIRE-ÉDITEUR

RUE DE LA PAIX, 8

1866

HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT LE CONSULAT ET L'EMPIRE

1800—1815

CHAPITRE XXII

Insurrection de la Pologne prussienne. — Députation polonaise envoyée auprès de l'empereur Napoléon. — Paroles de ce prince. — Délicatesse de ses rapports avec l'Autriche. — Il lui propose de nouveau son alliance. — Refus de l'Autriche. — Armements formidables de cette puissance. — Napoléon s'en alarme. — Il demande des explications. — Rappel de M. de La Rochefoucauld, remplacé par le général Andréossy. — Discours de ce général à l'empereur d'Autriche. — Agitation des esprits en Gallicie. — Anxiétés de la cour de Vienne. — Lettre de l'Empereur au général Andréossy. — Il propose d'échanger la Gallicie contre la Silésie. — Refus de l'Autriche. — Fautes graves commises par la Russie. — Ambition intempestive de cette puissance. — Situation de la Turquie à la fin de 1806. — Mission du général Sébastiani à Constantinople. — Il exige la destitution des princes Ipsilanti et Moruzzy. — Crise violente. — Angoisses de la Porte. — Intrigues russes et anglaises. — Irrésolutions de Sélim. — Irruption des Russes en Moldavie et en Valachie. — Infériorité numérique de l'armée russe en Pologne. — Bataille de Pulstuck. — Retraite des Russes sur la Narrew — Les deux armées entrent en

quartiers d'hiver. — Capitulation des places de la Silésie. — Soudaine attaque de Bénigsen. — Dangers de sa position. — Sa retraite sur Pruss-Eylau. — Bataille d'Eylau. — Bataille d'Ostrolenska. — Suspension forcée des grandes opérations.

La destruction de l'armée prussienne et l'approche des Français avaient excité dans le cœur des provinces polonaises échues à la Prusse d'universels transports de joie et d'enthousiasme. Lorsque nos colonnes arrivèrent dans le duché de Posen, la population se leva en masse et prit les armes. Les nobles sortirent de leurs châteaux et enrégimentèrent leurs paysans. Un des plus illustres compagnons d'armes de Kosciusko, le général Dombrowski, se chargea d'organiser l'insurrection ; il forma en bataillons les bandes soulevées, désarma les détachements prussiens isolés dans les forts, et s'empara des places de Kalitsch, de Sidarsh, de Kempen et de Widowa. Le clergé consacra par ses prières ce grand mouvement national. Partout, on abolit jusqu'aux moindres vestiges de l'administration prussienne et l'on institua un gouvernement national. Enfin, une députation fut nommée et envoyée auprès de l'empereur Napoléon, qui était alors à Berlin, pour le supplier d'employer son génie et sa force à rétablir la Pologne.

Mais l'avenir était trop vague encore, trop subordonné aux vicissitudes de la guerre, pour qu'il osât s'engager à fond dans une si prodigieuse entreprise. Il l'admit cependant au nombre des combinaisons qu'il pourrait peut-être adopter. Tout dépendait des événements, des dispositions des alliés, du parti que prendrait l'Autriche, surtout, du degré d'énergie que montreraient les Polo-

nais pour briser le joug de leurs oppresseurs. Il en agit avec une parfaite loyauté à l'égard des députés du duché de Posen. L'intérêt qu'il avait à les passionner pour sa cause ne lui arracha point de fallacieuses promesses. Il leur fit un accueil empressé : il leur donna de chaleureux conseils; mais il ne lui échappa pas une parole qu'ils eussent le droit d'interpréter comme un engagement positif de reconstituer leur nationalité.

« La France, leur dit-il, n'a jamais reconnu les différents partages de la Pologne. Je ne puis néanmoins « proclamer votre indépendance que lorsque vous serez « décidés à défendre vos droits, comme nation, les armes « à la main, pour toutes sortes de sacrifices, celui même « de la vie. On vous a reproché d'avoir, dans vos con« tinuelles dissensions civiles, perdu de vue les vrais in« térêts et le salut de votre patrie. Instruits par vos « malheurs, unissez-vous et prouvez au monde qu'un « même esprit anime toute la nation polonaise. » Il dit encore ces mots d'une concision et d'une énergie saisissantes. « Pour rétablir la Pologne, il faudrait du sang, « puis du sang et encore du sang; » donnant ainsi à entendre que, comme il avait fallu frapper trois fois cette grande victime pour l'immoler, de même, pour lui rendre la vie, il faudrait trois guerres, toutes également heureuses.

L'entrée de l'empereur dans la ville de Posen fut une magnifique ovation. Le peuple accourut en foule sur son passage, le reçut au bruit de mille acclamations, et se plut à saluer en lui un libérateur. Le comte palatin, Radzimoski, vint le complimenter au nom du sénat et

lui renouvela en termes éloquents la prière de relever la Pologne. Napoléon lui répondit par ces nobles et mâles paroles :

« Les malheurs de la Pologne ont été le résultat de « ses divisions intestines. Ce qui a été détruit par la « force ne peut-être rétabli que par la force. Je verrais « avec un vif intérêt le trône de la Pologne se relever, « et son indépendance assurer celle de ses voisins, me- « nacée par l'ambition démesurée de la Russie. Mais « des discours et des vœux stériles ne suffisent pas. Si « les prêtres, les nobles et les bourgeois font cause com- « mune, s'ils prennent la ferme résolution de triompher « et de mourir, ils triompheront, et ils peuvent toujours « compter sur ma protection. »

Napoléon avait trouvé des auxiliaires dans les Polonais insurgés du duché Posen ; mais ce soulèvement, qui faisait sa force contre les Russes, menaçait de lui créer un nouvel ennemi.

Ce que l'empereur poursuivait depuis six années avec le plus de passion, c'était une grande alliance continentale qui rompît à tout jamais le faisceau des coalitions, maîtrisât le continent, et forçât l'Angleterre à la paix. C'était cette grande alliance qu'il avait vainement essayé de former, d'abord avec la Russie, et puis avec la Prusse. La Prusse lui appartenait aujourd'hui par le droit de la force ; mais il la méprisait trop pour en faire la base de sa puissance fédérative. Tout au plus pouvait-il en faire un instrument subalterne de sa polilique. Il ne restait plus que l'Autriche et la Russie auxquelles il pût s'adresser. Si la France et la Russie venaient à s'unir étroi-

tement, les conséquences d'une telle alliance seraient incalculables; toute la face du monde en serait changée. Quelle monarchie sur le continent pourrait demeurer indépendante et libre en face d'une ligue aussi formidable? La seule appréhension d'une pareille éventualité devait suffire pour inspirer à Vienne des réflexions sérieuses. Napoléon s'était appliqué, comme nous l'avons dit, à calmer les défiances de cette cour et à la détourner, par le caractère amical de ses démonstrations, de toutes pensées hostiles. L'alliance qu'il lui avait proposée avant que la guerre fût commencée, il la lui offrit de nouveau après la bataille d'Iéna. Le 19 octobre, il chargea son ambassadeur de dire au comte de Stadion que, si l'Autriche laissait échapper l'occasion de former des nœuds intimes avec la France, elle pourrait s'en repentir; que, refusé à Vienne, il ne lui resterait plus qu'à s'arranger avec la Prusse ou avec la Russie. L'Autriche était sortie de ses dernières luttes, meurtrie, humiliée et considérablement affaiblie. Napoléon, pour amollir ses résistances et l'entraîner, s'efforçait d'ouvrir à son ambition de nouvelles et vastes perspectives. Il lui montrait, dans la Prusse, une proie que les deux empires pouvaient se partager; dans la Turquie, un État qu'ils avaient un même intérêt à protéger; dans la Russie, une commune ennemie qu'ils devaient contenir dans ses digues.

La haine qu'on nourrissait à Vienne contre la France, le respect des traditions, l'infamie d'une défection en présence d'un désastre comme celui d'Iéna, enfin, l'ascendant du parti anglais, retinrent cette cour dans les

voies où elle marchait depuis seize années, et, pour la seconde fois, elle refusa l'alliance de Napoléon. Dans le moment même où ce prince s'efforçait de l'attirer à lui, Frédéric-Guillaume la conjurait à son tour de prendre en pitié sa détresse et de voler à son secours. L'empereur Alexandre et le ministère anglais joignaient leurs supplications à celles de ce malheureux roi. Ils représentaient à l'empereur François qu'il importait au salut de toutes les couronnes, à l'existence de sa propre maison, de ne pas laisser la Prusse s'abîmer tout entière. C'était une répétition presque littérale de ce qui s'était passé l'année précédente avant la bataille d'Austerlitz. Seulement, l'Autriche et la Prusse avaient changé de rôle.

La catastrophe d'Iéna avait causé à Vienne une profonde douleur. Au récit de ce désastre, tous les ressentiments de la cour impériale contre son ancienne rivale s'étaient apaisés, et elle ne s'était plus senti que de la pitié pour une si grande infortune. Elle n'eut point le courage de voler au secours des vaincus; mais elle leur fit des promesses qu'elle appuya par des armements. Déjà, aux premiers symptômes d'une rupture entre la France et la Prusse, elle avait rassemblé des corps d'observation sur les frontières de la Bohême et de la Moravie. Ces forces, s'accroissant de jour en jour, étaient devenues une armée formidable, prête à s'élancer sur nos derrières et à nous couper du Rhin. Les Russes s'avançaient sur la Vistule : une nouvelle campagne allait s'ouvrir; qui pouvait en prévoir les vicissitudes? Dans ces champs glacés de la Pologne où les Français n'avaient jamais combattu, peut-être la fortune leur réservait-

elle un de ces grands revers qui feraient oublier quinze années de triomphe et de gloire? L'Autriche résolut de se tenir prête pour toutes les éventualités. Elle ne se borna pas à accumuler en Bohême et en Moravie ce qu'elle avait de troupes disponibles : elle fit, dans toutes ses provinces, de grandes levées d'hommes et de chevaux. Elle porta ses escadrons au grand complet de guerre, augmenta considérablement le nombre de ses batteries de campagne.

Justement alarmé d'une attitude qui n'était point, disait-il, une neutralité impartiale, mais une menace flagrante dirigée contre sa puissance, Napoléon se plaignit vivement. Il somma l'Autriche, en termes nets et impérieux, de réduire son état militaire et de rappeler ses armées des frontières dans l'intérieur. Cette demande la plongea dans des angoisses cruelles. Refuser, c'était la guerre; se soumettre, c'était faillir à de secrets engagements, pousser peut-être Frédéric-Guillaume et l'empereur Alexandre à se mettre à la merci de la France. Elle essaya d'abord d'échapper, par l'humilité de son langage, au danger d'une rupture prématurée et à la honte d'un désarmement forcé. Elle protesta de sa loyauté ; elle nia effrontément qu'elle eût levé un seul homme de plus ; elle jura que jamais elle n'avait été plus éloignée de nous faire la guerre. Mais, en réalité, rien ne fut changé dans ses dispositions. Ses principaux corps d'armée continuèrent de camper sur les frontières de la Bohême et de la Gallicie, et, bien loin de ralentir ses armements, elle les poussa au contraire avec un redoublement d'ardeur.

Un tel état de choses ne pouvait pas durer. Avant de s'enfoncer dans les plaines de la Pologne, Napoléon voulait savoir à quoi s'en tenir sur les véritables desseins de l'Autriche. S'il devait la compter au nombre de ses ennemis, il valait mieux avoir à la combattre aujourd'hui que lorsqu'il serait à trois cents lieues du Rhin. Il résolut donc de percer à tout prix le mystère dont s'enveloppait cette puissance. Il rappela de Vienne M. de la Rochefoucauld et envoya à sa place le général Andréossy, dont le coup d'œil tout militaire put démêler dans le placement des corps et l'ensemble des armements de l'Autriche ses secrètes intentions.

Le jour où le nouvel ambassadeur présenta à l'empereur François ses lettres de créance, il mit de côté la phraséologie officielle consacrée par l'usage, et, allant droit au but, il dit à ce prince : « L'empereur Napoléon « ne craint ni ses ennemis publics, ni ses ennemis se- « crets. Jugeant des intentions par les faits, il est trop « habile pour ne pas démêler ces derniers, et, à cet « égard, Sire, il regretterait infiniment d'avoir à penser « que les armements considérables que Votre Majesté a « mis sur pied depuis le commencement des hostilités « fussent préparés et disposés contre lui suivant les « chances de la guerre. Votre Majesté paraît avoir « réuni sur les flancs de l'armée française tout ce « qu'elle a de forces raisonnablement disponibles, avec « des magasins immenses. Tranquille sur tous les « points de la circonférence de son vaste empire, un « seul semble l'occuper, et c'est précisément celui où « l'armée française, aux prises d'abord avec l'armée

« prussienne qui a été dissipée comme par un coup de « vent, ne tardera pas à se trouver engagée avec les « troupes de la Russie. »

Un tel langage était inusité : on eût dit Omar parlant au nom du prophète. En des temps ordinaires, des paroles si hautaines eussent été presque un outrage. Dans les circonstances présentes, il y avait une profonde habileté à démasquer ainsi l'Autriche. Surpris et troublé, l'empereur François répondit qu'il « n'avait pas d'au- « tres intentions que de maintenir une scrupuleuse « neutralité, qu'il avait promis à l'empereur Napoléon « de ne plus paraître parmi ses ennemis et qu'il tien- « drait parole. »

Il n'était plus possible à la cour de Vienne de prolonger la duplicité de son rôle : il fallait prendre un parti, dissoudre ses corps d'observation ou entrer en guerre. Elle aima mieux réserver ses forces pour des temps meilleurs. Elle rappela ses corps d'armée des frontières de la Bohême et de la Moravie ; mais elle n'en continua pas moins de pousser très-activement, quoique avec plus de secret, ses préparatifs. Sa neutralité n'était que de la peur. Elle n'attendait qu'une occasion favorable pour se déclarer. Que nos armes vinssent à essuyer un grave échec, et, l'on n'en pouvait pas douter, elle marcherait contre nous.

Tel était l'état de nos rapports avec l'Autriche, quand l'arrivée de Davoust à Posen et à Varsovie, et les proclamations du général Dombrowski provoquèrent le soulèvement de ces contrées. Le cri de l'indépendance poussé par la Pologne prussienne trouva de l'écho dans

les deux Gallicies. Tous les cœurs s'émurent : dans les palais des nobles, comme sous l'humble toit des chaumières, on bénit le nom de Napoléon : on fit publiquement des vœux pour le succès de ses armes. Déjà, les plus ardents étaient prêts au soulèvement. Toute la population brûlait de concourir par ses efforts à la restauration de la commune patrie. Mais ce généreux élan fut comprimé par les troupes nombreuses dont l'Autriche avait couvert les deux provinces. A Vienne, on était en proie aux plus vives alarmes. Ce que n'avaient pu faire ni les malheurs de la Prusse, ni les prières de son roi, ni celles de l'empereur Alexandre et de l'Angleterre, la crainte de perdre les Gallicies pouvait l'opérer. Napoléon comprit que, s'il ne trouvait un moyen de calmer les anxiétés de l'Autriche, il courait risque de la voir passer dans le camp des alliés. En conséquence, il envoya de nouvelles instructions au général Andréossy. Il lui écrivit à cet effet lui-même, le 1er décembre.

« Le roi de Prusse a déclaré que son pays étant plein « de Russes, il ne pouvait ratifier la suspension d'armes. « La Pologne entière se lève : prêtres, nobles, paysans, « tout est soldat. Il n'est pas en mon pouvoir d'empêcher « cette explosion nationale. La partie de la Pologne située « sur la rive gauche de la Vistule a déjà 60,000 hommes « sur pied. Je ne demandais pas mieux que de res- « treindre ce zèle par une suspension d'armes : le roi « de Prusse ne l'a pas voulu. Les destins feront le « reste...

« L'insurrection de la Pologne prussienne est une « suite naturelle de la présence des Français ; vous de-

« vez le dire à Vienne. *D'ailleurs, je n'ai jamais reconnu* « *le partage de la Pologne*. Mais, fidèle observateur des « traités, en favorisant l'insurrection des Pologne prus- « sienne et russe, je ne me mêlerai en rien de la Pologne « autrichienne.

« *Si l'Autriche sent la difficulté de maintenir les Gal-* « *liciens au milieu de ces mouvements et qu'elle veuille* « *admettre en indemnité une portion de la Silésie, vous* « *pouvez déclarer que vous êtes prêt à entrer en pour-* « *parlers sur cet objet. Ma conduite ne saurait être plus* « *pacifique*. L'Autriche veut-elle conserver la Gallicie? « je ne m'en mêle en rien. Veut-elle traiter secrète- « ment, publiquement? je suis prêt à faire ce qu'elle « veut. »

En d'autres circonstances, peut-être l'Autriche se serait-elle prêtée au rétablissement de la Pologne, car le voisinage de la Russie lui pèse et la trouble; elle eût été heureuse de pouvoir relever cette antique barrière entre elle et son redoutable voisin. Mais, en 1806, la France était le premier objet de ses terreurs et de sa haine; c'était contre la France qu'elle cherchait partout des appuis. Il n'y avait plus que la Russie sur le continent qui fût capable de lui servir de second dans une nouvelle lutte contre nous. Le rétablissement de la Pologne, opéré par nos armes, aurait pour effet inévitable d'étendre notre suprématie du nord au midi, en sorte que le continent tout entier nous serait asservi. Pressée au midi par le royaume d'Italie, à l'occident par la Suisse et la confédération du Rhin, au nord par la Pologne, à l'orient par la Turquie, devenue ainsi en quelque sorte

une esclave de notre système, l'Autriche n'aurait plus la liberté de ses mouvements : elle serait comprimée, étouffée dans la ceinture d'ennemis qui l'envelopperaient de toutes parts. Il était donc impossible qu'elle entrât dans une combinaison tendant au rétablissement même partiel de la Pologne. Elle rejeta les propositions de la France relatives à un échange de la Silésie contre les Gallicies, et déclara que sa moralité ne saurait lui permettre d'accepter une province dont la possession ne lui serait pas librement garantie par la Prusse.

L'empereur comprit toute la portée de ce refus. Il ordonna au général Andréossy[1] de s'attacher à bien convaincre le comte de Stadion que la prise d'armes des habitants du duché de Posen était un simple moyen de guerre contre la Russie; et, qu'à Vienne, on ne devait y attacher aucune pensée politique. A dater de ce moment, il apporta plus de réserve encore dans ses discours aux autorités polonaises; il poussa même les ménagements envers l'Autriche au point de ne vouloir admettre dans le gouvernement provisoire, créé à Varsovie, que des Polonais originaires de cette province.

La bataille d'Iéna avait changé complétement la situation militaire et le rôle de la Russie. De simple auxiliaire, elle était devenue partie principale dans la lutte contre la France. Ses périls comme ses devoirs s'étaient agrandis, et c'était sur elle seule qu'allait désormais retomber tout le poids de la guerre. Elle n'aurait pas

[1] Lettre de l'empereur au général Andréossy, du 27 janvier. (Dépôt des Archives des affaires étrangères.)

eu trop de la totalité de ses forces pour se mesurer avec nos colonnes victorieuses. Mais, au lieu de nous combattre avec 160,000 hommes, elle ne nous en opposa au début de la campagne de Pologne que 90,000. Il importe de bien faire connaître par quel enchaînement singulier d'événements et de fautes la Russie s'était placée volontairement dans une telle infériorité numérique.

Depuis la fin de l'expédition d'Égypte, la Porte était restée tout à fait en dehors des mouvements de la politique européenne. Elle avait été retenue dans l'isolement et l'inaction, d'abord par sa propre faiblesse, ensuite par la volonté de la Russie et de l'Angleterre, qui n'avaient pas cessé un seul jour de peser sur elle et de la dominer, l'une, par l'effroi qu'elle lui inspirait, l'autre, par les services qu'elle était en mesure de lui rendre. La Russie savait que le concours d'un tel allié contre la France eût été pour elle plutôt un embarras qu'une force. De son côté, l'Angleterre aurait craint, en mettant la Turquie en mouvement, de la faire tomber en poussière. Ces deux grandes puissances avaient laissé dormir leur rivalité en Orient, pour ne songer qu'à unir leurs efforts dans l'Occident contre l'empereur Napoléon. Quant à la France, en vain avait-elle essayé, jusqu'en 1805, de réveiller dans le sein du divan les sympathies qui l'attachaient autrefois à ses intérêts. Le général Brüne, envoyé à Constantinople pour y relever notre influence et combattre celle des Russes et des Anglais, avait échoué dans toutes ses tentatives. Notre ascendant sur la Porte semblait détruit sans retour. La conquête

de l'Égypte nous l'avait aliénée, et, depuis que nous nous étions laissé chasser de ce pays, elle nous avait pris en mépris. Nous avions perdu à ses yeux tous les genres de prestiges, ceux de l'amitié comme ceux de la force. La campagne de 1805 changea cet état de choses. L'écho du canon d'Austerlitz retentit sur les rives du Bosphore : le divan et le sultan Sélim tressaillirent d'étonnement et d'admiration. Le parti français, depuis longtemps silencieux et abattu, releva la tête, et, se recrutant de tous ceux qui, en Orient, voient la volonté de Dieu dans les arrêts de la fortune, il commença à balancer l'influence des Russes et des Anglais. L'impulsion était donnée ; tout était préparé ; quelques intrigues tissues et dénouées avec art, de l'or répandu par une main habile, de l'audace surtout, devaient suffire pour rétablir tout à fait notre prépondérance à Constantinople.

Pendant les négociations qui avaient précédé la guerre de Prusse, Napoléon avait envoyé au sultan Sélim un ambassadeur extraordinaire chargé de lui proposer l'alliance et l'appui de la France. Cette mission avait un caractère tout spécial. Il ne s'agissait pas de négocier secrètement, de nouer dans l'ombre de mystérieuses intrigues, de miner sourdement l'influence anglo-russe : il fallait au contraire négocier avec fracas, étourdir, menacer, briser enfin violemment les liens qui unissaient les Turcs à nos ennemis et nous emparer de haute lutte de la direction du divan.

Napoléon n'a pas toujours été heureux dans le choix de ses ambassadeurs. Trop souvent, il a eu le tort d'aller

les chercher dans ses états-majors. L'éducation des cours diffère essentiellement de celle des camps, et la rudesse de l'homme de guerre s'allie rarement à la sagacité souple du diplomate. Mais, cette fois, l'empereur fut bien inspiré. L'homme qu'il députa vers Sélim était un de ses plus jeunes généraux, comme lui, Corse d'origine, et qui, déjà, en plusieurs circonstances, notamment dans la journée du 18 brumaire, lui avait donné des preuves d'un grand dévouement. Le général Sébastiani avait une belle figure, de la distinction, l'esprit net, vif et résolu. Son instruction diplomatique n'était ni bien solide, ni très-étendue. Mais il suppléait à ce qui lui manquait par beaucoup de dextérité et une remarquable aptitude aux affaires. D'ailleurs, il connaissait l'Orient, où il avait déjà rempli, sous le Consulat, une mission éclatante. Rusé et ardent comme les hommes de son pays, d'autant plus habile dans sa souplesse qu'il la cachait sous un air arrogant, aussi hardi qu'adroit dans le choix des moyens de pousser sa fortune, aimant le faste qui plaît aux Orientaux, il avait les qualités et en quelque sorte les défauts que réclamait la mission toute spéciale dont il était chargé. Il quitta Paris dans les derniers jours du mois de juin 1806, et se rendit directement à Constantinople. Ses instructions lui enjoignaient d'employer les moyens de persuasion d'abord, et, s'ils étaient infructueux, la menace pour faire rentrer la Turquie dans notre sphère d'influence. Si la guerre venait à se rallumer dans le Nord, il devait brusquer une rupture entre la Porte et la Russie, et exciter la première à profiter de l'occasion pour se jeter sur la

Bessarabie et la Crimée et recouvrer ces précieuses provinces.

Les princes Ipsilanti et Moruzzy étaient, à Constantinople, les chefs du parti russe. Ils étaient gouverneurs de la Moldavie et de la Valachie, et c'était l'influence de la Russie qui les avait portés à ces hautes fonctions. Leur crédit auprès de la Porte et leurs richesses étaient immenses. Ils disposaient de presque toutes les voix du divan : après le sultan, ils étaient les deux personnages les plus considérables de l'empire. Les instructions remises au général Sébastiani lui enjoignaient de mettre tout en œuvre pour renverser le crédit de ces princes et de faire nommer à leur place, dans les fonctions de gouverneurs de la Moldavie et de la Valachie, les princes Suzzo et Callimachi, qui étaient dévoués aux intérêts français. Mais le traité d'Yassy interdisait formellement à la Porte le droit d'accéder à une telle exigence. Par une disposition expresse de ce traité, la durée des pouvoirs des princes vaïvodes était fixée à sept années et placée sous la garantie de la Russie. Or, Ipsilanti et Moruzzy ne gouvernaient les deux provinces que depuis trois années. Exiger de la Porte qu'elle proclamât leur déchéance et qu'elle les remplaçât par les créatures de la France, c'était lui demander de se mettre en état de rupture flagrante avec la Russie.

Le général Sébastiani venait d'arriver à Constantinople, quand il apprit la conclusion du traité de paix signé à Paris, le 20 juillet, par M. d'Oubrill. Cet événement ne lui parut pas de nature à suspendre l'exécution des ordres de sa cour. La paix était signée, mais elle n'était

point ratifiée. Il serait toujours temps, si l'empereur Alexandre sanctionnait l'œuvre de son négociateur, de revenir sur des prétentions que ne comporteraient plus les relations pacifiques de son gouvernement avec celui de Russie. L'ambassadeur de France sollicita donc de la Porte qu'elle voulût bien donner à l'empereur son maître un témoignage éclatant d'amitié en lui sacrifiant Ipsilanti et Moruzzy. Il dit que ces princes avaient indignement trahi les intérêts du sultan, abusé de leur immense pouvoir pour vendre à la Russie l'honneur, la dignité, l'existence même de l'empire, et qu'ils avaient perdu ainsi par leurs crimes le droit de réclamer les garanties du traité d'Yassy.

A cette brusque demande, le divan fut saisi de surprise et d'effroi. Les mieux disposés en notre faveur la blâmèrent comme intempestive. Les autres, gagnés presque tous par l'or des Russes, dirent qu'il fallait l'écarter comme étant une violation manifeste du traité d'Yassy. Cette opinion fut adoptée par la majorité et signifiée au général Sébastiani. Mais le jeune ambassadeur ne se décourage point. Ce n'est plus au divan qu'il s'adresse; c'est à Sélim lui-même. Il lui peint Ipsilanti et Moruzzy comme des traîtres qui conduisent la Turquie à une ruine infaillible, la France, comme son appui naturel et son plus ferme allié. Il l'émeut, il le trouble et lui arrache un hatti-schériff qui destitue les deux princes vaïvodes et nomme à leur place Suzzo et Callimachi.

On touchait à la fin du mois d'août 1806. Bientôt, le général Sébastiani apprend que l'empereur Alexandre

a désavoué M. d'Oubrill et rejeté le traité du 20 juillet. Ainsi, la guerre va se rallumer dans le Nord, et tout fait pressentir qu'elle aura pour théâtre, non plus seulement l'Allemagne, mais la Pologne. Le moment est venu de frapper sur le Bosphore des coups décisifs : il s'agit de réveiller les Turcs de leur léthargie séculaire et de les précipiter sur la Bessarabie. Le général Sébastiani se rend chez le reiss-effendi, et, avec cette gravité hautaine qui est un trait caractéristique de sa personne, il affirme que la cour de Saint-Pétersbourg n'a rejeté le traité du 20 juillet que parce qu'il garantissait l'indépendance des sept-îles et replaçait Raguse sous la protection de la Porte. Il montre la France victime de sa sollicitude pour la sécurité et l'indépendance de l'empire ottoman : « Aura-t-elle donc en partage tous « les travaux, tous les périls, tandis que l'empire, au « salut duquel elle sacrifie son repos et son sang, con- « tinuera de languir dans une lâche et funeste inaction? « l'occasion n'est-elle pas venue pour la Turquie de « ressaisir ses armes, de faire appel à l'énergie de ses « peuples, de se jeter sur la Russie et de venger d'un « seul coup tous ses affronts passés, en recouvrant à la « fois la Crimée et la Bessarabie? » Après les excitations, les menaces, l'ambassadeur déclare aux ministres ottomans que l'heure est venue pour eux de choisir. « L'empereur Napoléon, leur dit-il, a dirigé une armée « en Dalmatie pour protéger la Porte. Mais, si elle se « lie à l'Anglerre et à la Russie, sa résolution est prise; « il donnera à ses troupes une autre destination et il « traitera la Turquie en ennemie. » En conséquence,

le général demande qu'elle interdise l'entrée du Bosphore à tout vaisseau de guerre russe, ainsi qu'à tout bâtiment de la même nation qui serait chargé de munitions de guerre. Si elle persiste à accorder le passage, une flotte française attaquera immédiatement les Dardanelles.

Étourdie et subjuguée par le ton d'autorité du représentant de Napoléon, toujours prête à céder au plus fort ou au plus menaçant, stimulée d'ailleurs par l'espoir de reconquérir ses provinces perdues, la Porte abandonna la cause de la Russie et accéda à toutes les demandes de l'ambassadeur de France.

La situation était grave : on touchait à une crise décisive : la Porte échappait à l'influence de la Russie et de l'Angleterre. Les envoyés de ces deux puissances se communiquèrent leurs alarmes et convinrent de tout tenter, les prières, les séductions, les menaces, la violence même pour replacer la Porte sous leur joug. Le ministre de Russie, M. Italinski, sort de son palais, se rend sur le vaisseau anglais le *Canopus*, et fait savoir au reiss-effendi que, si les princes Ipsilanti et Moruzzy ne sont pas réintégrés immédiatement dans les principautés de Moldavie et de Valachie, il fera voile pour Sébastopol, et que toutes relations de paix seront rompues entre la Russie et la Turquie. L'ambassade anglaise tient un langage non moins menaçant. Retenu par la fièvre à son palais d'été, l'ambassadeur, M. Arbuthnot, charge un de ses secrétaires, M. William Wellesley-Pole, d'aller, à sa place, soumettre ou plutôt imposer ses demandes au divan. Le jeune Anglais

arrive à Constantinople à francétrier, se rend dans le sein du divan, le fouet à la main, et, d'un air impérieux, somme l'assemblée de révoquer sur l'heure toutes ses dernières mesures : en cas de refus, une flotte anglaise forcera le passage des Dardanelles et livrera aux flammes la capitale.

MM. Italinski et Arbuthnot n'avaient que trop bien calculé l'effet de leur double démarche. Elle remplit d'épouvante le divan et le sérail. L'ouvrage de l'ambassadeur de France fut encore une fois renversé : on oublia ses promesses comme ses menaces, on ne vit plus que le danger imminent d'une rupture avec deux puissances formidables qui, en déchaînant, l'une ses armées, l'autre, ses flottes, anéantiraient l'empire ottoman. Sélim n'osa braver tant de périls : il rétablit Ipsilanti et Moruzzy dans leurs principautés, révoqua le hatti-schériff qui interdisait l'entrée du Bosphore et des Dardanelles aux bâtiments de guerre russes et anglais, et mit le comble à tant de mobilité et de faiblesse en promettant en secret à notre ambassadeur de former des liens indissolubles avec l'empereur Napoléon, aussitôt que les circonstances le lui permettraient.

Cependant, la cour de Saint-Pétersbourg venait d'être informée de la destitution des princes vaïvodes ses protégés. Elle avait crié à l'infraction des traités. Saisissant avidement ce prétexte pour attaquer la Turquie, elle réunit 80,000 hommes sous les ordres du général Michelson, et leur commanda d'envahir et d'occuper immédiatement la Moldavie et la Valachie. Bientôt, elle

sut que la Porte avait effacé tous ses torts envers elle, qu'elle avait réintégré dans leurs gouvernements les princes Ipsilanti et Moruzzy, et rouvert aux navires russes et anglais l'entrée du Bosphore et des Dardanelles. Si la Turquie avait été une force digne d'être comptée pour quelque chose en ce monde, la Russie eût accepté sa soumission avec une joie profonde; elle lui eût pardonné un jour d'erreur et d'outrage; elle se fût déclarée pleinement satisfaite. Mais elle avait le secret de la débilité de cet empire, et elle avait résolu d'en abuser pour l'attaquer et lui arracher de nouvelles provinces. En vain le divan a cédé à toutes les exigences de M. Italinski et imploré le pardon de cet ambassadeur : elle ne veut point d'un repentir qui lui ôterait le droit de se venger : elle persiste à se déclarer insultée ; elle ne révoque point les ordres qu'elle a donnés au général Michelson. Sans doute elle aura à conduire une double guerre, l'une sur la Vistule, l'autre sur le Danube. Mais, dans l'emportement inconsidéré de son ambition, elle ne veut point attendre, pour éclater, l'issue des premiers chocs entre les Français et les Prussiens. Le souvenir de la catastrophe d'Ulm ne l'arrête point : elle tombe dans le piége que lui a tendu la France, elle fait irruption dans les deux provinces, et emploie à les conquérir 80,000 hommes qui, réunis à l'armée de Pologne, lui auraient donné sur les Français une supériorité incontestable. Après le désastre d'Iéna, elle comprit toute la grandeur de sa faute : elle voulut la réparer ; elle retira de son armée du Danube deux divisions et les dirigea sur la Narrew. Mais il leur fut impossible de rejoindre

le général Essen avant le mois de février. Elle ne fit donc rien de complet ni d'achevé. Elle disloqua son armée de Moldavie, paralysa ainsi les opérations du général Michelson, et ouvrit la campagne de Pologne avec une telle infériorité numérique qu'elle ne put se maintenir sur la Vistule. L'Angleterre ne fut pas la moins affligée de l'irruption des Russes dans la Moldavie et dans la Valachie; mais elle n'osa se plaindre. Elle avait besoin du bras de la Russie pour abattre Napoléon, et il lui fallut tolérer des violences qu'en d'autres temps elle n'eût point souffertes.

Quant à la France, qui venait d'appeler sur l'empire ottoman d'immenses périls, c'était pour elle un devoir sacré de lui chercher partout des appuis. Elle tourna les yeux vers la cour de Vienne. Elle s'efforça d'éveiller ses sollicitudes en faveur d'un empire dont l'existence assure la sécurité de la Transylvanie et de la Hongrie. Elle lui confia ses propres alarmes. « Elle craignait, « disait-elle, qu'après avoir conquis la Moldavie et la « Valachie, les Russes ne franchissent les Balkans et ne « s'emparassent de Constantinople. N'était-ce donc pas « là une cause sérieuse d'alarmes pour toute l'Europe? « le moment n'était-il pas venu pour la France et « l'Autriche de se concerter, afin de garantir l'existence « de la Turquie, si elle était possible encore, et, si elle « ne l'était plus, pour disposer de ses débris? » Vains efforts! la cour de Vienne déplora amèrement la situation périlleuse dans laquelle nous venions de placer la Turquie; mais elle déclara qu'elle ne s'exposerait point,

pour sauver cet état, aux chances d'une rupture avec la Russie.

La grande armée qui s'avançait sur la Vistule pour nous combattre était divisée en deux corps principaux commandés par les généraux Bénigsen et Buxhowden, auxquels se réunirent 1,600 Prussiens, sous les ordres du général Lestocq. Ces trois corps formaient un effectif de 106,000 hommes. Ils avaient pour généralissime le général Kamenski, vieillard octogénaire qui s'était distingué autrefois dans les guerres de Catherine : brisé aujourd'hui par l'âge, il était incapable de porter le poids d'un tel commandement.

Le 15 novembre, le général Bénigsen arriva avec son corps d'armée, fort de 55,000 hommes, sur la Vistule, prit position à Varsovie, et fit fortifier le pont de Praga. Mais bientôt nos têtes de colonnes parurent sur la rive gauche du fleuve. Dans les journées des 30 novembre, 1er et 2 décembre, Murat, Davoust et Lannes forcèrent le passage du fleuve. Le pays était en feu : de tous côtés les Polonais s'organisaient en bandes de partisans. Trop faible pour tenir tête à la population soulevée et à l'armée française, Bénigsen se replia en arrière sur le corps de Buxhowden qui s'approchait, et nous abandonna les deux rives de la Vistule. Le maréchal Ney s'empara de Thorn et ouvrit la marche aux corps de Bernadotte et de Bessières. Augereau et Soult, qui formaient le centre, passèrent le fleuve, le premier à Zakroczin, le second à Plotzk. L'armée se trouva maîtresse des deux rives et s'avança sur le Niémen.

L'empereur partit de Posen le 16 décembre. Avant de

quitter cette ville, il fit un acte d'une haute importance. Il conclut (11 décembre) avec l'électeur de Saxe, naguère son ennemi, une alliance étroite. Ce prince accéda à la confédération du Rhin et prit l'engagement de mettre au service de la France un contingent de 20,000 hommes. Il fut convenu par une disposition spéciale que, pendant le cours de la présente guerre, le contingent ne serait que de 6,000 hommes. Magnifique envers son nouvel allié, Napoléon échangea la couronne ducale de ce prince contre une couronne de roi. Il fit plus; il lui promit, si la fortune favorisait ses armes, de lui céder, à la paix, celles des provinces polonaises qui pourraient être enlevées à la Prusse.

De Posen, Napoléon se rendit à Varsovie où il arriva le 18 : puis, il se porta vivement sur les Russes qui occupaient l'espace compris entre l'Ukra, le Bug et la Narrew. Le corps de Bénigsen, qui était le plus rapproché de nous, campait autour de Nasielck et de Pulstuck. Celui de Buxhowden se trouvait un peu plus en arrière, entre Golmyn et Makow. Leur ligne de retraite, à l'un et à l'autre, se dirigeait par Rozan sur Ostrolenska. Le corps prussien du général Lestocq, placé sur la Dreventz, formait l'extrême droite de l'armée ennemie.

L'empereur, manœuvrant par sa gauche, résolut de couper aux Russes leur ligne de retraite et de les refouler sur la frontière autrichienne. Tandis que Lannes les attaquerait de front, Soult, Augereau et Davoust se porteraient, par une marche rapide, sur leur flanc droit et tâcheraient de les déborder sur la route de Rozan

Nos manœuvres intimidèrent le vieux Kamenski, qui fit replier toute l'armée sur Lomza et Ostrolenska. Dans sa frayeur, afin d'accélérer son mouvement de retraite, il donna l'ordre qu'on abandonnât tous les canons : mais Bénigsen et Buxhowden se révoltèrent contre une telle injonction et lui désobéirent.

Le maréchal Lannes rencontra Bénigsen à Nasielck, l'obligea à battre en retraite et l'assaillit, le 26 décembre, sur les hauteurs de Pulstuck. Les Russes avaient pour eux les avantages du nombre, de la position et de l'artillerie. Lannes fit des efforts inouïs pour emporter Pulstuck et n'y put réussir. Les routes étaient dans un état affreux. La Narrew ayant débordé, les plaines qui bordent ses rives étaient transformées en marais fangeux où les hommes et les chevaux s'engouffraient. Le choc fut terrible, et de part et d'autre on combattit avec ténacité et un grand courage. A notre impétuosité les Russes opposèrent une fermeté digne d'admiration. A la fin cependant, ils cédèrent : dans la nuit du 26 au 27, ils évacuèrent la ville de Pulstuck et se retirèrent en bon ordre sur Ostrolenska.

La bataille de Pulstuck n'était qu'un épisode de la grande manœuvre conçue par Napoléon. Ce n'était pas sur le corps de Bénigsen mais sur celui de Buxhowden qu'il avait résolu de frapper les coups décisifs. Murat, Davoust et Augereau assaillirent à Golmyn ce dernier corps d'armée. Malheureusement, leurs colonnes ne purent manœuvrer avec la rapidité convenable au milieu de l'immense bourbier où elles étaient engagées. C'est là ce qui sauva l'armée russe. Quelque effort que fît le

maréchal Soult pour gagner l'ennemi de vitesse à Makow et lui fermer toute issue, il lui fut impossible d'arriver à temps. Attaqué vigoureusement, le 26, à Golmyn, Buxhowden fit bonne contenance pendant tout le jour, et, dans la nuit, il put effectuer librement sa retraite.

Sur notre gauche, le maréchal Ney, lancé à la poursuite de Lestocq, l'avait chassé de Soldau, séparé de l'armée russe et rejeté dans la Prusse orientale.

La saison était affreuse. Les routes, partout défoncées, se refusaient au transport des magasins et de l'artillerie. Les fatigues et l'humidité du sol décimaient l'armée. Les Russes, refoulés sur la haute Narrew, ne pouvaient manœuvrer plus que nous. Persuadé que, d'ici à quelque temps, ils n'oseraient rien tenter de décisif, Napoléon résolut de prendre ses quartiers d'hiver et d'attendre, pour recommencer les grandes opérations, un temps plus favorable. En conséquence, il revint s'établir de sa personne à Varsovie, plaça sa droite entre les affluents du Bug et de la Vistule, son centre entre Mlawa et Neidenburg, et appuya sa gauche sur le Frisch-Haff, de manière à couvrir toute la basse Vistule et à tenir en échec Dantzick et Graudentz. De leur côté, les Russes établirent leurs cantonnements autour de Lomza.

L'empereur mit à profit ce moment de repos pour renforcer son armée. Elle s'était précipitée comme un torrent du Rhin à la Vistule, brisant, dans son cours impétueux, toutes les digues, tous les obstacles que l'ennemi lui avait opposés, et laissant derrière elle un pays immense et ravagé. C'est ici qu'il faut admirer

l'emploi merveilleux que l'empereur savait faire de ses vastes ressources. Chez lui, comme on l'a dit tant de fois, le génie organisateur était aussi grand que le génie des batailles ; sa prudence égalait son audace, et rien n'échappait à sa vigilance et à ses prévisions. Des corps frais, composés de nouvelles levées, vinrent combler les vides que les combats et les marches forcées avaient occasionnés dans les rangs de la grande armée. D'autres corps de réserve, échelonnés du Rhin à la Vistule, formaient une chaîne non interrompue qui contenait dans la soumission les populations ennemies. Notre artillerie s'était trouvée inférieure à celle des Russes dans les derniers combats; l'empereur fit venir de nouvelles batteries. Il releva les ouvrages de Thorn et de Praga, couvrit de retranchements les villes de Modlin et de Slerock sur la Vistule, et organisa un nouveau corps d'armée, le dixième, qu'il plaça sous les ordres du général Lefebvre. Il le destina à faire le siége de Dantzick et celui de Colberg.

La sûreté de nos lignes de communications et le caractère équivoque de nos rapports avec l'Autriche nous commandaient absolument de prendre les places de la Silésie. Le général Vandamme, chargé de les soumettre, s'était déjà emparé, le 2 décembre, de Glogau. Puis, il avait mis le siége devant Breslau. Cette grande ville, défendue par d'excellentes fortifications, par une garnison de 6,000 hommes, 300 pièces de canon, et bien approvisionnée, était en mesure de résister longtemps. Elle était secondée dans sa résistance par le prince d'Anhalt-Pless qui, à la tête des paysans enrégimentés

de la haute Silésie, venait troubler par des attaques soudaines et répétées les opérations du siége. Mais, dans un engagement qui eut lieu à Strahlen, sa troupe fut taillée en pièces, et il perdit tous ses canons. La place, vivement pressée par Vandamme, n'ayant plus aucun espoir d'être secourue et menacée d'une prise d'assaut, se rendit le 7 janvier. Bientôt après, Brieg, Schweidnitz et Kœsel tombèrent à leur tour. Il ne nous restait plus à réduire que Neisse et Glatz, les deux plus fortes places de la haute Silésie, l'une et l'autre défendues par des garnisons considérables. Elles opposèrent à nos attaques une valeureuse et opiniâtre défense et ne se rendirent qu'à la fin de la campagne, Neisse, le 1er juin, et Glatz, le 14, après avoir épuisé tous leurs vivres.

L'empereur avait compté que les Russes, retenus dans leurs cantonnements par l'inclémence de la saison, ne viendraient point le troubler dans ses quartiers d'hiver : il fut bientôt détrompé. Afin de faire vivre son armée, il s'était vu forcé de projeter son aile gauche, commandée par Bernadotte, jusque sur Elbing. Le corps du maréchal Ney, placé à Mlawa, reliait l'aile gauche au centre de l'armée. Mais, soit que la difficulté de s'approvisionner l'eût forcé de porter lui-même ses troupes dans un pays neuf, ou qu'il se fût concerté avec Bernadotte pour menacer Kœnigsberg, Ney sortit de sa position et se laissa entraîner jusqu'à Heilsberg.

Cette manœuvre excentrique rompit la chaîne de nos corps d'armée et attira l'attention des Russes. Le vieux Kamenski s'était démis du commandement et avait été

remplacé par Bénigsen, le même qui avait pris une part si cruelle à la mort tragique de Paul Ier. Ce général entrevoit dans la fausse manœuvre du maréchal Ney une chance de le détruire : il espère, à la faveur des forêts et des lacs qui couvrent ses lignes, nous dérober sa marche. Il lève silencieusement tous ses camps, ne laisse sur la Narrew qu'une seule de ses divisions, celle du général Essen ; puis, avec 80,000 hommes, il se porte vivement sur sa droite et fond, à l'improviste, sur les corps de Ney et de Bernadotte. Son projet était de les couper de la grande armée, de les refouler sur la mer et de les anéantir. Ce grand coup une fois porté, il passait la Vistule, débloquait Dantzick, Graudentz et Colberg, portait la guerre dans la Prusse occidentale et nous forçait ainsi à lui abandonner toute la ligne de la Vistule. Mais, au lieu de se jeter dans l'espace laissé vide par la manœuvre excentrique de Ney, il alla heurter de front ce maréchal qui retourna aussitôt sur ses pas et renoua la chaîne, un moment brisée, de nos lignes. De son côté, Bernadotte, surpris le 25 janvier à Mohrungen, rétrograda en toute hâte sur Strasburg, dans la direction de Thorn. Ce mouvement prononcé de retraite enhardit Bénigsen, qui, se laissant emporter à son tour par l'ardeur de la poursuite, poussa vivement Bernadotte sur Thorn, laissant derrière lui le gros de l'armée française. Ainsi, il allait donner précisément dans le même piége où Ney et Bernadotte avaient failli tomber.

Napoléon mesura de suite l'étendue de la faute commise par son adversaire. Il résolut de tourner l'aile

gauche des Russes, de les couper de Kœnigsberg, de les adosser à la mer et de les placer dans l'alternative de se rendre ou de mourir. Des instructions expédiées au maréchal Bernadotte l'initièrent aux secrets de ce grand mouvement. Ce maréchal reçut l'ordre de tromper l'ennemi en ayant l'air de fuir, et de l'attirer sur la basse Vistule. Dès que ce mouvement de l'ennemi fut bien prononcé, l'armée française sortit, le 1er février, de ses cantonnements et se porta sur le flanc gauche des Russes qui avaient déjà leur quartier général à Mohrungen et leur avant-garde à Osterode. S'ils avaient continué pendant un jour encore de poursuivre Bernadotte sur la basse Vistule, ils eussent été enveloppés par nos colonnes, coupés du Niémen, acculés à la mer, et, très-certainement, ils auraient eu le sort des Prussiens à Iéna. Mais l'officier chargé des ordres expédiés au maréchal Bernadotte eut le double malheur d'être pris et de n'avoir pas le temps de détruire ses dépêches. Elles furent portées aussitôt au général Bénigsen, qui apprit par elles qu'en se portant si impétueusement sur la basse Vistule il courait à sa perte. Aussitôt, il se retourne et se rejette en arrière sur Jonkowo. Napoléon est saisi de douleur à la vue de sa proie qui lui échappe. Cependant, il ne désespère pas encore de pouvoir déborder les Russes sur la route de Kœnigsberg. Dans ce dessein, il presse la marche de ses colonnes : vains efforts ! il ne peut atteindre que l'arrière-garde de l'ennemi, d'abord au pont de Bergfried, sur l'Alle, puis, successivement, à Wolfsdorff, à Hoff et à Landsberg. Le 7 février, l'armée russe arriva intacte à Pruss-Eylau,

n'ayant eu de compromis, dans cette retraite précipitée, qu'un seul de ses corps, celui du général prussien Lestocq, qui, averti trop tard du changement de front de Bénigsen, fut surpris par le maréchal Ney. Il ne lui échappa qu'avec une peine infinie et en sacrifiant un tiers de ses soldats.

Bénigsen avait été poursuivi si vivement que, pour n'être pas débordé sur son flanc gauche, coupé de la Prégel et refoulé sous les murs de Kœnigsberg, il fut obligé de faire volte-face et de nous livrer bataille. En conséquence, il plaça dans la ville de Pruss-Eylau, et dans les villages qui l'entourent, les divisions Markoff et Barclay de Tolly, et lui-même s'établit un peu en arrière, sur la route de Kœnigsberg, avec le gros de ses colonnes.

Murat et Soult ouvraient la marche de l'armée française. Le 7 février, ils abordèrent vivement les positions occupées par les deux divisions russes en avant d'Eylau et les enlevèrent après un grand carnage. L'ennemi refoulé dans la ville s'y maintint jusqu'à dix heures du soir. Quand ils nous l'abandonnèrent, elle n'était plus qu'un monceau de ruines et de cadavres. Napoléon y transporta son quartier général. Persuadé que l'ennemi était en pleine retraite sur Kœnigsberg, il fit prendre à ses colonnes fatiguées quelques heures de repos. Mais le lendemain matin, à l'aube du jour, une grêle de boulets et d'obus lancés sur la ville d'Eylau lui apprit que les Russes étaient près de lui et qu'il avait dormi sous les feux de leurs batteries[1]. Il n'était plus possible

[1] *Napoléon devant le tribunal de César et d'Alexandre*, par le général Jomini, tome II, page 358.

d'en douter, Bénigsen avait résolu de nous livrer une grande et décisive bataille.

Les deux armées étaient à peu près d'égale force. Elles comptaient chacune de 75 à 80,000 hommes. Mais les Russes avaient une artillerie plus nombreuse, et, à l'heure où ils engagèrent le combat, l'armée française se trouvait dégarnie de ses deux ailes. La droite, sous les ordres de Davoust, avait été portée sur Domnau, et la gauche, commandée par Ney, sur Kreutzbourg. Quant au maréchal Bernadotte, il fut informé seulement le 4 février que l'empereur se portait sur Bénigsen. Le 6, il n'était encore qu'à Osterode, en sorte qu'il lui fut impossible de prendre part à la grande bataille du 8. Jusqu'à une heure de l'après-midi, l'armée française se trouva réduite aux corps du centre, aux réserves de cavalerie et à la garde : ces corps formaient à peine 50,000 hommes. Napoléon se hâta de rappeler à lui ses deux ailes : mais Davoust ne put entrer en ligne que vers le milieu du jour, et le maréchal Ney arriva seulement le soir sur le champ de bataille. Bénigsen, au contraire, disposait dès le matin de la totalité de ses forces, à l'exception du corps de Lestocq qui arriva assez à temps pour prendre une part considérable à la bataille.

L'armée russe avait sa droite appuyée sur Schloditten et sa gauche sur Klein-Saussgarten. 150 pièces de douze et 250 obusiers défendaient ses positions, qui étaient formidables. Bagration conduisait l'avant-garde, Sacken le centre, et Doctorof la réserve.

Le corps de Soult fut le premier attaqué. Il comptait

à peine 18,000 hommes, et il se trouva aux prises avec 70,000 Russes. On était à demi-portée du canon et tous les coups portaient. Des milliers de braves succombèrent de notre côté. Soult était gravement compromis. Augereau arriva à son secours, et tous les deux fondirent impétueusement sur le centre des Russes. La neige tombait si abondamment que l'air en était obscurci, et le vent du nord la chassait dans les yeux de nos soldats. Les divisions d'Augereau perdirent leur point de direction et allèrent tomber entre la réserve de cavalerie des Russes et celle de leur infanterie. Attaquées avec une vigueur extrême en tête et en flanc, foudroyées à bout portant par 40 pièces de canon, elles furent déchirées, percées à jour, et à peu près anéanties. A ces lugubres nouvelles, Napoléon est saisi d'une douleur inexprimable; il voit la victoire lui échapper, et avec elle, la domination du continent. Alors il fait un effort immense; il lance contre l'ennemi toutes ses réserves de cavalerie. Murat et Bessières s'avancent à la tête de 70 escadrons, se précipitent avec une incroyable furie sur le centre des Russes, renversent la première et la seconde ligne, et pénètrent jusqu'à la troisième. La plume est impuissante à peindre le spectacle à la fois horrible et sublime de ce grand choc. Les cris des assaillants s'unissent aux hourras des Russes, aux lamentations des mourants et aux détonations de l'artillerie. Les lignes russes, qui d'abord ont cédé à la charge impétueuse de Murat et de Bessières, se reforment aussitôt, et, quand nos escadrons reviennent sur leurs pas, ils retrouvent une muraille d'acier qu'il leur faut encore

une fois renverser. Dans les deux armées l'héroïsme est égal et le massacre affreux. Du côté de l'ennemi, des lignes entières d'infanterie tombent pour ne plus se relever : des escadrons français perdent jusqu'à leur dernier homme. Le général d'Hautpoul, qui commandait la grande colonne des cuirassiers, fut une des illustres victimes de cette journée funèbre.

Cependant, il était plus de midi, et ni le corps de Davoust, ni celui du maréchal Ney, n'avaient encore paru. L'empereur était en proie à des angoisses cruelles. Enfin, on signale l'arrivée de Davoust : il entre aussitôt en ligne, fond sur l'aile gauche des Russes, et tout plie devant lui. Les divisions d'Ostermann, de Kamenski et de Bagavouth sont violemment reployées sur le village de Kutschitten : elles font des efforts inouïs pour conserver cette position; elle leur est enlevée. De ce côté, l'ennemi est tout à fait débordé, quand le général prussien, Lestocq, arrive à son tour, vole au secours de l'aile gauche des Russes, la raffermit, reprend avec elle la position de Kutschitten, et force Davoust à se replier sur Anklapen. On touchait à la fin du jour : déjà, la nuit étendait ses voiles, et les Russes restaient immobiles dans leurs rangs décimés, quand parut le maréchal Ney. La présence d'un corps frais, commandé par un tel chef, changeait complétement la situation respective des deux armées. Bénigsen n'osa prolonger la lutte; il lâcha prise et nous abandonna le champ de bataille, champ de carnage, bien plus que champ de victoire, et se retira sous le canon de Kœnigsberg. Telle fut cette terrible bataille d'Eylau, l'une des plus meurtrières et

des moins décisives des guerres modernes. Elle coûta à chacune des deux armées environ trente mille morts et blessés.

Les Russes s'attendaient à être poursuivis par les Français ; mais les deux armées, également abîmées, étaient incapables de continuer activement les opérations. Napoléon reploya tous ses corps et leur fit reprendre des quartiers d'hiver derrière les lignes de la Passarge et de l'Alle. Il s'établit de sa personne, d'abord à Osterode et ensuite au château de Finkenstein. Bénigsen n'apprit que le 19 février ce mouvement rétrogade. Il se méprit sur les intentions de Napoléon ; il s'imagina que l'armée française, hors d'état de tenir la campagne, se disposait à repasser la Vistule : il se mit donc sur nos traces. Alors l'empereur feignit de reprendre lui-même l'offensive sur toute sa ligne. Cette manœuvre fit bien voir à Bénigsen qu'il s'était abusé sur la situation et les vues de son adversaire : il arrêta son mouvement, prit, à l'exemple de Napoléon, ses quartiers d'hiver, et établit ses corps entre l'Alle, la Prégel et le Frisch-Haff.

Tandis que les deux armées épuisées et décimées suspendaient leurs luttes, le général russe, Essen, qui avait été laissé en observation sur la Narrew et qui venait d'être renforcé par une des divisions détachées de l'armée de Moldavie, attaqua, le 16 février, le corps français chargé de couvrir la haute Vistule. Le général Savary le commandait en l'absence du maréchal Lannes qui était malade. Ce corps d'armée était dans une position très-périlleuse; il ne comptait guère plus de

12,000 hommes, tandis qu'Essen en avait 22,000. Mais une circonstance imprévue et bien heureuse rétablit l'équilibre. Le général Oudinot se dirigeait avec 9,000 grenadiers sur Villemberg pour rejoindre la grande armée, quand il eut connaissance du mouvement offensif du général Essen; il vint aussitôt en aide à Savary. Les deux généraux, manœuvrant de concert, remportèrent sur les Russes, à Ostrolenska, une victoire complète. Ce succès avait une très-grande importance stratégique. Si Savary avait été battu, la haute Vistule se fût trouvée forcée et toute l'armée française aurait été entraînée dans le mouvement rétrograde de son aile droite. Le combat d'Ostrolenska la raffermit sur toute sa ligne. Ses deux extrémités s'appuyaient, l'une au Frisch-Haff sur la Baltique, et l'autre à la Narrew : le centre était couvert par l'Alle et la Passarge. Masséna étant arrivé d'Italie, Napoléon lui confia le commandement du corps d'armée chargé de contenir, sur la Narrew, les divisions du général Essen.

CHAPITRE XXIII

Napoléon s'établit au château de Finkenstein. — Convention d'armistice entre les Français et les Suédois. — Siége et prise de Dantzick. — Position critique de l'armée française. — Attitude inquiétante de l'Autriche. — Affaires de Turquie. — Efforts de Napoléon pour régénérer cet empire. — Position délicate de l'Angleterre à Constantinople. — L'amiral Duckworth, le général Sébastiani, M. Ruffin. — Armements à Constantinople. — Retraite calculée de Duckworth. — Il se dirige sur Alexandrie. — Échec des Anglais devant Rosette. — Ils évacuent Alexandrie. — Perplexités de Napoléon. — Il propose la paix et son alliance à la Prusse. — Lettre de Napoléon au roi. — Frédéric-Guillaume refuse l'alliance et la paix. — Il resserre ses nœuds avec l'Angleterre et la Russie. — Convention de Bartenstein. — Napoléon propose pour la troisième fois son alliance à l'Autriche. — Refus réitéré de cette couronne. — Elle se dispose à intervenir comme médiatrice armée. — Bases de négociation proposées par elle aux puissances belligérantes. — Réponses de la France, de l'Angleterre de la Russie, et de la Prusse. — Reprise des grandes opérations. — Force des deux armées. — Plan audacieux de Napoléon. — Bataille de Friedland. — Désastre des Russes. — Ils se retirent derrière le Niémen. — Prise de Kœnigsberg.

L'empereur mit à profit la suspension forcée des grandes opérations pour rendre du repos et des forces à ses corps affaiblis, presser la chute de Dantzick et des places de la Poméranie, consolider ses positions sur la

Vistule et l'Oder, et se trouver en mesure, au moment où se rouvrirait la campagne, de porter aux Russes des coups décisifs. Jamais moments ne furent remplis par de plus grands travaux que ceux qu'il passa au château de Finkenstein.

Le maréchal Mortier eut l'ordre d'occuper la Poméranie suédoise et d'investir Stralsund, où une garnison de 15,000 hommes, commandée par le général suédois Essen, menaçait nos communications avec les provinces de l'Elbe et du Rhin. Les Suédois, refoulés dans l'enceinte de la place, y furent bientôt étroitement bloqués, et la ligne de l'Oder, un moment compromise, se trouva dégagée et raffermie. Napoléon déplorait la guerre dans laquelle Gustave IV avait précipité son pays et il épiait l'occasion d'un rapprochement. « Est-ce à nous de faire « du mal à la Suède? écrivait-il au maréchal Mortier. « Faites-lui en le moins que vous pourrez. Proposez « au gouverneur une suspension d'armes, et rendez « moins funeste une guerre que je regarde comme « criminelle parce qu'elle est impolitique. »

Il nous était impossible d'investir à la fois toutes les places qui tenaient encore. Ainsi, nous n'avions pu faire un siége régulier de Colberg. Sa garnison, peu considérable mais dévouée, faisait de fréquentes sorties et surprenait nos convois. Plus soucieux de s'en emparer que de Stralsund qu'il voulait ménager, l'empereur ordonna à Mortier de ne laisser qu'une division, celle du général Grandjean, devant cette dernière ville, et d'aller avec le reste de son corps investir Colberg.

Mais le général Essen, instruit du départ du maréchal

Mortier, sortit de Stralsund à la tête de ses 15,000 hommes, fondit sur la division Grandjean, la culbuta d'abord sur Anklam, et ensuite sur Stettin, où elle arriva, le 7 avril, dans un grand désordre. A cette nouvelle, Mortier ajourne le siége de Colberg, revient sur ses pas, recueille la division Grandjean, rencontre les Suédois au village de Belling et les met en déroute. Il aurait dû poursuivre sa victoire, pousser les Suédois l'épée dans les reins jusque dans Stralsund et enlever la place. Il se laissa dominer par le désir de ménager les Suédois et accéda trop facilement aux propositions d'armistice que lui fit le général Essen. Le 18 avril 1807, il signa une convention en vertu de laquelle les hostilités ne pourraient recommencer qu'après que les chefs des deux armées se seraient prévenus réciproquement dix jours d'avance. Tant que durerait l'armistice, aucun débarquement de troupes ne pourrait s'effectuer, ni à Stralsund, ni dans l'île de Rügen, ni sur aucun point de la Poméranie suédoise.

L'empereur blâma sévèrement Mortier de n'avoir pas su tirer meilleur parti de ses avantages. Il refusa de ratifier la convention du 18 avril, et ordonna au maréchal de recommencer immédiatement les hostilités, à moins que le général Essen ne consentît à étendre de dix jours à un mois le délai de rigueur qui devrait précéder la reprise des opérations. Le général Essen en référa au roi. Ce prince était en ce moment fort irrité contre les Anglais. Depuis longtemps, ils lui annonçaient l'envoi d'une armée. Les jours, les mois s'écoulaient, et l'armée promise n'arrivait pas. D'un autre côté, la Suède en-

tière accusait son roi de l'avoir précipitée dans une guerre imprudente contre le plus ancien de ses alliés. Tous ces motifs agirent sur l'esprit de Gustave IV : il céda à son ressentiment contre l'Angleterre, aux cris de l'opinion, et accepta l'armistice rédigé dans les termes stipulés par Napoléon.

Le maréchal Mortier put dès lors appliquer au siége de Colberg une partie de ses forces. Le reste alla se réunir au corps d'observation qui s'organisait en ce moment sur les rives de l'Elbe et du Wéser, et qui était destiné à combattre cette fameuse armée anglaise, annoncée avec tant de fracas par les ministres et la presse de Londres, attendue si impatiemment et si vainement par les puissances coalisées. Elle devait, disait-on, se composer de 20,000 Anglo-Hanovriens, de 15,000 Russes, et de tous les soldats prussiens égarés qu'elle pourrait réunir. L'Angleterre donna en cette occasion une nouvelle preuve de son indifférence pour les malheurs du continent. Elle fit à ses alliés des promesses pompeuses qu'elle ne tint pas, proposa des plans gigantesques qu'elle savait inexécutables, et, lorsqu'enfin, les successeurs des lords Granville et Howick songèrent sérieusement à envoyer des troupes dans la Baltique, il n'était plus temps. Napoléon avait pris toutes ses mesures pour les repousser. 50,000 hommes, commandés par le maréchal Brune, attendaient de pied ferme l'arrivée des Anglais. Cette armée devait surveiller à la fois les côtes de la mer du Nord et celles de la Baltique, Cuxhaven, Hambourg, Lubeck et Stralsund. 15,000 Espagnols, sous les ordres du marquis de la Romana,

que Charles IV venait d'envoyer à l'empereur, comme gages de sa fidélité, en faisaient partie.

De toutes les places qui n'avaient point encore capitulé au moment où les armées entrèrent en quartiers d'hiver, celle dont il nous importait le plus de nous emparer était Dantzick. Elle avait des fortifications excellentes, une garnison de 20,000 hommes, et elle communiquait avec la mer par le fort de Weichselmünde. Tant qu'elle resterait debout, la ligne de la Vistule serait compromise, et nous ne pourrions, sans quelque danger, nous élever jusqu'au Niémen. Elle avait pour commandant en chef un des premiers hommes de guerre de la Prusse, le feld-maréchal Kalkreuth, qui s'y était jeté avec quelques milliers d'hommes échappés au désastre d'Iéna et de Prentzlow. Sa force d'âme, ses talents, son dévouement à son pays et à son roi, étaient à la hauteur de sa mission. Il fallait nous attendre que la prise d'une telle place commandée par un tel homme serait une rude et difficile tâche. Pour l'accomplir, il fallait presque une armée. L'empereur y employa tout le dixième corps, qu'il composa de deux divisions polonaises sous les ordres du général Dombrowski, des contingents badois et saxons, et d'une division italienne. Ces forces n'étant pas encore suffisantes, il les fit soutenir par les grenadiers d'Oudinot et par une partie du corps de Mortier. Il confia l'exécution de cette grande entreprise au maréchal Lefebvre.

Le 1er avril, la place fut investie du côté de la terre. Après cinq semaines d'efforts et de combats, le 6 mai, Lefebvre parvint à s'emparer de l'île de Holm, qui sé-

pare Dantzick du fort de Weichselmünde et coupa ainsi toutes les communications de la place avec la mer. Pressée vigoureusement, battue chaque jour en brèche et réduite à ses seules ressources, elle devait inévitablement succomber. Cependant, les alliés résolurent de faire un grand effort pour la délivrer. Le jeune général Kamenski partit du port de Pilau avec 10,000 hommes et vint débarquer près du fort de Weichselmünde, tandis que 4,000 Prussiens, conduits par le général Bulow, s'avancèrent le long de la mer par l'île de Neyrung. Bénigsen lui-même, afin d'attirer sur lui l'attention et les forces de l'empereur, feignit de lever ses camps et de se porter sur nous. Mais Napoléon ne fut pas la dupe de ce faux mouvement : il resta inébranlable dans ses positions et ne détourna pas un seul bataillon du siége de Dantzick. Kamenski et Bulow se ruèrent sur nos lignes avec plus de bravoure que d'habileté, furent battus, repoussés et forcés, le premier de se rembarquer, le second de faire retraite par le bord de la mer. Affamée et démantelée, la place était réduite aux abois. Le 23 mai, le maréchal Lefebvre fit toutes ses dispositions pour donner l'assaut, et, le 24 au matin, il envoya sommer la garnison de se rendre à discrétion. Kalkreuth répondit qu'il était disposé à discuter avec le maréchal les conditions d'une capitulation honorable, mais qu'il s'ensevelirait sous les murs de la place plutôt que de subir celles qu'on prétendait lui imposer. Il n'entrait ni dans les devoirs ni dans les instructions du maréchal Lefebvre de pousser à bout le général prussien : il adoucit ses conditions. En vertu d'une capitulation qui

fut signée le 24 mai 1807, il fut convenu que la garnison se retirerait avec ses armes, ses bagages et ses drapeaux sur Pilau, mais qu'elle s'engagerait à ne point servir pendant un an contre la France. Weichselmünde qui tirait toute son importance de Dantzick, se rendit le jour même où Kalkreuth capitula. La prise de Dantzick était un événement considérable : elle consolidait nos positions sur la Vistule, assurait nos lignes de communications avec l'Oder, l'Elbe et le Rhin, et nous permettait de nous mouvoir en liberté dans l'espace compris entre la Vistule et le Niémen.

A ne juger l'ensemble de notre situation que par son côté apparent, jamais elle n'avait été plus affermie, plus glorieuse. La monarchie prussienne conquise tout entière; toutes ses armées détruites; la Pologne sortant pour ainsi dire de son sépulcre à la voix de Napoléon; la Lithuanie frémissante et n'attendant, pour se lever à son tour, que la présence de nos aigles; la Suède paralysée; les Turcs armés contre la Russie; l'Autriche enchaînée par la peur dans la neutralité : tel était le tableau saisissant que nos bulletins mettaient chaque jour sous les yeux de l'Europe fascinée. Mais la réalité était loin de répondre à ces brillantes apparences. La journée d'Eylau avait dissipé bien des prestiges. L'armée était sortie de cette affreuse bataille non pas seulement décimée, mais triste et découragée. Depuis quinze ans, elle faisait la guerre en Italie et en Allemagne, pays riches, abondants et couverts de villes magnifiques. La Pologne, au contraire, surtout pendant la saison d'hiver, ne lui offrait qu'un sol âpre, ingrat, marécageux,

où la gloire de vaincre ne pouvait la consoler du manque de tout bien-être. Le soldat avait perdu sa gaieté, son insouciance, et aussi un peu de cette confiance mêlée d'ivresse que lui inspirait son chef. Il implorait le terme d'une guerre dont il n'apercevait plus distinctement le but. Les officiers pensaient à cet égard comme les soldats. La fermeté que les Russes avaient montrée à Pulstuck, à Golym et surtout à Eylau, donnait à réfléchir aux plus intrépides. Tous se disaient qu'ils avaient trouvé enfin des ennemis dignes d'eux, et que ce serait une bien rude, une bien longue tâche que celle de les réduire. Plusieurs des lieutenants de l'empereur lui conseillaient de se replier derrière la Vistule et de faire la paix. M. de Talleyrand lui-même joignait ses sarcasmes aux murmures du camp. « Rien, écrivait-il, le 20 « avril, au général Clarke, ne compense notre séjour « dans ce pays où il neige, où il pleut, où l'on s'ennuie, « et toute la Pologne ne vaut pas une seule goutte de « tout le sang que nous versons pour elle. »

D'un autre côté, l'Autriche prenait une attitude de jour en jour plus menaçante. Son langage était encore pacifique quand ses actes ne l'étaient plus : elle armait avec fureur. L'ambassadeur de Russie, le prince Razoumouski, étant venu annoncer à l'empereur François que les Russes avaient vaincu les Français à Eylau et le conjurer d'unir ses efforts aux leurs. « Battez-les en« core deux fois, avait répondu le monarque autri« chien, et je me déclare. » L'Autriche avait blâmé le plan militaire des Russes et exprimé son étonnement qu'au lieu de nous disputer pied à pied le territoire de

la vieille Prusse, ils ne cherchassent pas plutôt à nous attirer au delà du Niémen. Elle avait insinué que ses armées pourraient alors se jeter dans l'intervalle qui nous séparerait du Rhin, briser les fers de la Prusse, soulever la population et nous fermer toute retraite. Cette puissance était donc pour nous un danger permanent. Voici ce que le général Andréossy écrivait, le 20 mars, à l'empereur Napoléon : « Je ne vois aucun moyen poli-
« tique de ramener à nous ce gouvernement. Son parti
« est pris, le fait est certain. Ce que j'aperçois dans ses
« intentions, c'est le désir, le vœu, l'espoir de notre
« anéantissement, et la ferme résolution d'y concourir
« dès qu'il le pourra [1]. »

Les nouvelles de Turquie n'étaient pas non plus rassurantes. Les Russes avaient, comme nous l'avons dit, fait irruption dans la Moldavie et dans la Valachie et occupé ces deux provinces. Une conduite aussi violente semblait ne pas laisser à la Porte le choix des partis à prendre. Le sentiment de sa dignité, celui de sa conservation lui commandaient de répondre à tant d'outrages en volant aux armes. Mais la terreur que lui inspiraient les Russes était si grande, que son premier mouvement fut de s'humilier et de se mettre à leur discrétion. Heureusement, notre marche victorieuse sur la Vistule lui rendit un peu de confiance dans ses forces. Les excitations du général Sébastiani achevèrent de l'enhardir. Enfin, le 30 décembre 1806, Sélim déclara formellement la guerre à la Russie. Aussitôt, cette puissance

[1] Dépôt des archives des affaires étrangères.

réclama le concours des Anglais contre la Turquie. Cette demande embarrassa extrêmement le cabinet de Londres. Il n'était point dupe des prétendus griefs de la Russie contre son débile voisin; il ne démêlait que trop bien, au milieu des emportements factices de sa colère, l'ambition effrénée qui la tourmentait. Il aurait bien voulu la contenir; mais ses intérêts dans le Levant n'étaient plus que secondaires en présence de ceux qui l'armaient dans l'Occident contre la France. Il n'hésita donc pas à sacrifier la Turquie à la cupidité de son allié. Le 25, M. Arbuthnot se rend chez le reiss-effendi, lui reproche avec amertume sa défection, le somme de signer une nouvelle alliance avec l'Angleterre et la Russie et de chasser sur l'heure de Constantinople l'ambassadeur de France. Il déclare que, si Sélim refuse d'obtempérer à ces demandes, ce prince provoquera les ressentiments des cours coalisées et appellera sur sa couronne et sur ses peuples les plus grands malheurs. L'Angleterre s'était mise en mesure d'appuyer par une démonstration formidable les menaces de son ambassadeur. L'amiral Duckworth, qui croisait sur les côtes d'Espagne avec sept vaisseaux de ligne et plusieurs frégates, avait reçu l'ordre de se rendre dans les eaux de Ténédos et d'y rallier l'amiral Thomas Louis, qui s'y trouvait déjà avec un vaisseau de ligne et trois frégates. Duckworth arriva à Ténédos dans les premiers jours de février.

Les déclarations hautaines de M. Arbuthnot consternèrent le divan; les plus fermes furent ébranlés. Sélim, sollicité par tout ce qui l'entourait, était sur le point de s'humilier sous les injonctions impérieuses des Anglais

et des Russes. Le moment était décisif. Le général Sébastiani comprend que s'il ne tente un effort suprême pour retenir la Porte sous son ascendant, elle va de nouveau lui échapper. En conséquence, il met en œuvre tous ses moyens d'influence ; il se rend chez les principaux personnages du divan ; il prodigue aux incertains les brillantes promesses et les vives instances, aux timides les menaces, l'or à tout ce qui est corruptible, et il finit par déterminer la majorité de ce corps à rejeter les insolentes demandes de l'ambassadeur anglais. M. Arbuthnot avait prévu ce refus. L'amiral Thomas Louis était mouillé avec sa frégate, *l'Endymion*, devant Constantinople. Une fête est donnée à son bord : il l'annonce avec éclat; il invite à s'y rendre, non-seulement tout le personnel de l'ambassade anglaise, mais les principaux négociants de cette nation. Tout le monde à bord, sauf l'amiral et l'ambassadeur, ignore comment va se terminer cette fête. Le soir, à un signal donné, on coupe les câbles, les voiles sont déployées, la frégate s'éloigne et va se réunir à la flotte de l'amiral Duckworth, laissant plongés dans la stupeur le sultan, les ministres et les familles des négociants anglais. Ce départ étrange, précipité, était l'indice qu'une résolution extrême avait été prise. Le général Sébastiani prédit aux ministres ottomans une attaque furieuse et prochaine. Il les conjure d'armer sans délai les châteaux des Dardanelles et de mettre la capitale à l'abri d'un bombardement. « Le « danger presse, leur dit-il ; les heures sont comptées ; « l'escadre anglaise va forcer le détroit. Il faut que « l'énergie de la défense réponde à l'énergie de l'atta-

« que. » Inutiles conseils ! vains efforts d'une sollicitude inspirée par les lumières de l'esprit ! La présomption, fille de l'ignorance, aveugle les conseillers de Sélim. Ils ne voient point le danger qui les menace : ils ne veulent point admettre qu'une escadre anglaise ait la témérité de s'engager dans le détroit des Dardanelles. Mais bientôt, une nouvelle terrible, accablante, vient les arracher à leur funeste apathie : non-seulement la flotte anglaise a pénétré dans le détroit, mais elle l'a forcé, et elle s'avance, voiles déployées, dans la mer de Marmara.

Le succès de ce hardi coup de main était dû moins encore à l'audace de l'amiral Duckworth qu'à l'incurie des officiers de la Porte. Le capitan-pacha et Fezzi-Effendi, chargés de défendre l'entrée des Dardanelles, s'étaient laissé abuser par l'ambassadeur anglais. Pour mieux endormir leur vigilance, il avait ouvert avec eux une feinte négociation, et l'amiral avait saisi ce moment pour pénétrer dans le défilé. Les forts extérieurs construits à l'entrée du détroit, éloignés les uns des autres par un intervalle de deux milles toises, n'arrêtèrent point sa marche. Des obstacles plus sérieux l'attendaient aux châteaux d'Europe et d'Asie. Une distance seulement de huit cents toises les sépare. S'ils avaient été défendus comme ils auraient dû l'être, leurs feux, en se croisant, eussent foudroyé l'escadre de Duckworth, et pas une voile n'eût passé. Mais les Turcs n'avaient rien prévu. Les forts tombaient en ruines ; leurs ouvrages n'étaient qu'une misérable ébauche du savant système appliqué en Europe à la défense des places. Les pièces qui gar-

nissaient les remparts étaient ou de mauvais calibre, ou montés sur de vieux affûts. Nul coup d'œil parmi les canonniers, et, dans les chefs, l'ignorance la plus grossière. Les feux habilement dirigés de l'escadre anglaise eurent bientôt démonté toutes les batteries turques. L'épouvante se mit parmi les canonniers d'un des châteaux, et ils prirent la fuite. Le capitan-pacha perdit lui-même la tête ; il abandonna son poste et laissa entre les mains des Anglais un vaisseau et plusieurs frégates. Duckworth, victorieux, s'avança fièrement dans la mer de Marmara, et alla jeter l'ancre, le 20 février, à l'île des Princes, qui n'est qu'à quelques lieues de Constantinople. Sans perdre un instant, il envoya un parlementaire porter au sultan les conditions suivantes :

La Porte expulsera immédiatement l'ambassadeur de France.

Elle renouvellera son alliance avec l'Angleterre et la Russie.

Elle accordera de nouveau le libre passage du Bosphore et des Dardanelles aux vaisseaux de guerre russes.

Elle livrera tous ses bâtiments de guerre sans exception, qui resteront en dépôt, jusqu'à la conclusion de la paix maritime, dans un port d'Angleterre.

Enfin, elle retirera ses troupes des châteaux des Dardanelles, et elle consentira à ce qu'ils soient occupés par des garnisons anglaises pendant tout le temps que durera la guerre maritime.

Si elle ne souscrit sur l'heure à toutes ces conditions, la flotte anglaise va s'approcher et réduire Constantinople en cendres.

Il est impossible de peindre le désespoir et la terreur qui, à la lecture de cet ultimatum, s'emparèrent du divan et du sérail. Les femmes et les eunuques pleurent, gémissent, et conjurent Sélim de prévenir par une prompte soumission l'incendie de son palais et de sa capitale. De leur côté, les ministres, lâches et cruels tout ensemble, ne savent que se lamenter et punir Fezzi-Effendi, soupçonné de trahison, a la tête tranchée. Le capitan-pacha est dépouillé de tous ses honneurs et envoyé en exil. Au lieu de frapper ainsi les instruments subalternes de leur politique aveugle, ils auraient dû s'occuper de sauver Constantinople; mais ils n'en ont pas le courage. N'ayant pris aucune précaution contre un danger qu'ils croyaient impossible, ils considèrent comme une folie toute tentative de résistance. Le grand écuyer du sultan est député vers l'ambassadeur de France : les paroles qu'il vient faire entendre sont toutes pleines de tristesse et de découragement. Il déclare que les ministres de Sa Hautesse n'osent exposer la capitale de l'empire aux ravages d'un bombardement, et qu'ils sont résignés à subir les conditions de l'amiral anglais. Le grand écuyer ajoute que la population accuse l'ambassadeur de France d'être la cause de la guerre. « Elle est livrée à une telle exaspération, dit-il, que le « gouvernement peut à peine répondre de la vie du « général. » L'ambassadeur lui fit cette belle réponse : « Je suis ici par les ordres de mon souverain; je n'en « sortirai que par ses ordres, à moins qu'on ne m'en « arrache de vive force. Il ne s'agit de rien moins que « de l'honneur, de la sûreté et de l'indépendance de

« l'empire ottoman. La flotte de l'amiral Duckworth « peut incendier une partie de la ville, faire périr un « certain nombre d'hommes; mais, privée de l'appui « d'une armée de terre, elle ne peut s'emparer de cette « capitale. L'empereur Sélim ne voudra pas, par une « faiblesse indigne de lui, descendre du haut rang où « l'ont placé ses glorieux ancêtres. Vos remparts ne « sont pas armés; mais vous avez du fer, des muni- « tions, des vivres et des bras : ajoutez-y du courage, « et vous triompherez de vos ennemis. Je vous prie de « dire à votre auguste maître que j'attends avec con- « fiance une résolution digne de lui et de l'empire qu'il « gouverne. »

Ces paroles annonçaient plus de confiance que n'en éprouvait réellement le général Sébastiani. Au fond, il était en proie aux plus violentes anxiétés. Voici ce qu'il écrivait à sa cour, le 18 février. « Rien ne peut donner « l'idée de l'incurie et de l'insouciance du gouvernement « Turc. On travaille en ce moment à élever des batte- « ries, mais je crains bien qu'elles ne soient insuffisantes « pour mettre à couvert l'escadre et les établissements « maritimes. Si l'escadre anglaise traverse le canal, « l'ambassadeur de France ira probablement aux Sept- « Tours. Après tout cependant, le courage peut beau- « coup et je donnerai l'exemple[1]. »

Un homme que tous les historiens, soit légèreté ou ignorance, ont eu le tort de laisser dans l'ombre,

[1] Correspondance du général Sébastiani. (Dépôt des archives des affaires étrangères.)

M. Ruffin, concourut activement aux résolutions hardies de l'ambassadeur. Un long séjour à Constantinople lui avait donné une connaissance approfondie de tout le personnel du gouvernement turc. Il était initié à toutes les intrigues de Péra et du sérail. Il avait en quelque sorte le tarif de toutes les consciences, et il savait manier avec la même habileté les affaires et les hommes. Il n'était pas seulement un agent laborieux et plein de zèle : il était, sous des apparences modestes, un diplomate très-pénétrant. Personne ne connaissait mieux que lui la politique du Levant et la diversité des intérêts qui s'y trouvaient aux prises. Il savait à quel point la situation des Anglais à Constantinople était compliquée d'embarras, combien, malgré l'harmonie qui régnait en ce moment entre leur gouvernement et la Russie, ils nourrissaient contre cette couronne de défiance et d'ombrage. Il ne prenait point au sérieux ce grand courroux qu'ils affectaient de montrer contre la Porte, et il inclinait à penser que la meilleure manière de braver leurs menaces était de les mettre au défi de les exécuter. Lorsque le jeune général, improvisé ambassadeur par Napoléon, arriva à Constantinople, ce fut M. Ruffin qui, l'entourant des lumières de son expérience, guida ses pas à travers le dédale des intrigues qui, chaque jour, se croisaient en tous sens à Péra. Ce fut lui qui, au moment décisif, soutint la fermeté de l'ambassadeur, prête à faillir, et décida les chefs des uhlémas et des janissaires à repousser les insolentes demandes de l'amiral anglais.

Le général Sébastiani, quoique bien jeune encore,

avait un nom et un rang distingués dans l'armée française. La Porte subit son ascendant. D'un mouvement unanime, on lui confia le soin de défendre et de sauver la capitale. Sélim, ses ministres, les chefs militaires, les uhlémas, le peuple enfin, tous obéirent sans murmurer à ses directions. Il s'agissait d'abord d'élever sur le rivage des retranchements et de les armer. Le temps pressait : tout ce qui à Constantinople est en âge de manier un fusil ou une pioche, janissaires, bostangis, troupes régulières, Grecs, Juifs, Arméniens et Turcs volent aux retranchements. Un homme seul préside à ce vaste et subit armement, et cet homme n'est point un disciple de Mahomet, c'est un chrétien, c'est l'ambassadeur de France. Une tente est dressée dans les jardins du sérail : le général Sébastiani s'y transporte avec toute son ambassade, et c'est de là qu'il expédie ses ordres. Il se multiplie, parcourt tous les rangs, répand l'or et la louange et enflamme d'une belliqueuse ardeur toute la population. Jamais la supériorité intellectuelle de l'homme de l'Occident sur l'ignorance et l'incurie des Orientaux n'a brillé d'un plus vif éclat.

Cependant, l'ambassadeur anglais n'avait donné à la Porte que quelques heures pour accepter ou rejeter son ultimatum. Or, pour compléter les travaux de défense, il fallait absolument quelques jours. Il fut décidé que la Porte feindrait de s'humilier et engagerait avec Duckworth une fausse négociation. Le reiss-effendi, le rusé Halet, fut chargé de conduire cette délicate négociation. Il partit, arriva à l'île des Princes et entra en confé-

rences, non avec l'ambassadeur anglais qui était malade et alité, mais avec l'amiral Duckworth lui-même. Halet-Effendi consuma tout un jour en discussions préliminaires. Un jour gagné, c'était beaucoup ; mais ce n'était pas assez. Le 23 février, l'amiral, impatient de subjuguer la Porte, déclare que si elle ne se soumet pas immédiatement, il va s'approcher et incendier la ville. On reste sourd à ces menaces; on continue de pousser avec une incroyable ardeur les travaux de défense. Sur les rivages d'Europe et d'Asie s'élèvent, comme par enchantement, des remparts que l'on couvre aussitôt de canons. De vieux vaisseaux, formés en ligne d'embossage, ferment l'entrée du port, et protégent à la fois la ville et les chantiers de construction. A chaque instant, on s'attend à être attaqué; mais la flotte reste immobile devant l'île des Princes. Duckworth consume le temps à rédiger des notes foudroyantes non suivies d'effet. Bientôt, il est menacé à son tour. La prévoyance du général Sébastiani s'était étendue à l'armement des châteaux d'Europe et d'Asie. Docile à ses conseils, la Porte avait garni ces forts de nouvelles batteries et confié le soin de les défendre à des officiers français. Ces dispositions donnèrent fort à penser à l'amiral Duckworth : il comprit que, s'il prolongeait son séjour à l'île des Princes, sa retraite deviendrait ou impossible ou fort difficile, et il résolut de sortir, sans plus tarder, du détroit. Avant de s'éloigner, cependant, il voulut tenter une dernière fois de réduire la Porte. Afin de rendre ses conditions plus acceptables, il en adoucit la rigueur. Il n'insista plus pour que l'ambassadeur de

France fût expulsé de Constantinople, il n'exigea plus que la flotte ottomane lui fût livrée. Mais l'heure des concessions était passée. Constantinople, défendue par les vaisseaux du port, par les batteries de terre, par toute la population en armes, était à l'abri d'un coup de main. Tous les courages étaient raffermis. Les dernières demandes de l'amiral furent rejetées. Duckworth n'avait plus que deux partis à prendre, courir les chances d'une lutte devenue pour lui très-périlleuse ou fuir au plus vite : il choisit ce dernier parti. Le 2 mars, il leva l'ancre et quitta la mer de Marmara. Arrivée dans la partie la plus resserrée du canal, sa flotte fut assaillie par les feux croisés des châteaux, qui lui tuèrent quelques hommes, coulèrent deux de ses corvertes, et endommagèrent gravement ses mâtures; mais elle put effectuer sa sortie du détroit.

La conduite de l'amiral Duckworth a été jugée sévèrement. Son audacieux coup de main qui n'aboutit à rien; ses terribles menaces qui restent sans effets; ce temps perdu dans l'inaction, quand il lui eût été si facile, le jour de son arrivée à l'île des Princes, de fondre sur Constantinople et de tout réduire sous sa loi; enfin, ce mélange de témérité et de faiblesse couronné par une fuite précipitée : tout cela a paru étrange, inexplicable aux contemporains. La réputation de l'amiral en a souffert : il n'a pu échapper au ridicule, et ses compatriotes ne lui ont pas épargné les plus amères railleries. Ces accusations dénotent une grande injustice ou beaucoup d'ignorance.

L'amiral n'eut une connaissance exacte de ce qui se

passait à Constantinople que le jour où sa flotte vint mouiller à l'île des Princes. Il sut qu'on s'y mettait en défense et que, soutenus, enflammés par les excitations de l'ambassadeur de France et de M. Ruffin, Sélim et ses ministres étaient décidés à se jeter dans les hasards d'une résistance désespérée. Toutes les chances de vaincre étaient certainement alors du côté de l'amiral anglais. S'il n'est point venu pointer ses canons sur les murs du sérail, c'est qu'il a craint d'être forcé de livrer aux flammes une capitale opulente dont la destruction aurait hâté la ruine de la Turquie. Une telle victoire eût été un immense malheur et un deuil pour toute l'Angleterre, comme l'a été, vingt ans plus tard, la journée de Navarin. Un jour viendra sans doute où il faudra bien qu'elle se résigne au démembrement et au partage de l'empire ottoman ; ce jour n'était point venu en 1807. Lorsqu'elle avait ordonné à l'amiral Duckworth de forcer le passage des Dardanelles, elle n'avait pas supposé que le détroit franchi, Sélim oserait résister. Elle avait voulu menacer les Turcs, mais non les frapper; terrifier Sélim, et le ressaisir au milieu des angoisses de la peur; nullement saper les bases de son trône chancelant. L'attitude de Duckworth dans la mer de Marmara n'a donc pas été, comme on l'a cru généralement, de la pusillanimité, mais de l'inaction calculée. Le général Sébastiani et M. Ruffin, en décidant la Porte à faire bonne contenance, devaient déjouer le hardi dessein de l'amiral anglais, et, dans cette circonstance, ils ont montré bien plus d'esprit encore que d'audace.

A sa sortie du détroit des Dardanelles, Duckworth fut rallié par l'amiral russe, Siniawin, qui lui proposa d'y rentrer ensemble et d'aller, de concert, dicter la loi au divan. L'Anglais se garda bien d'accepter une telle proposition, non, comme on l'a dit, par timidité, mais pour ne pas donner aux Russes la joie d'humilier le croissant et de réduire Constantinople en cendres. Il abandonna ces parages et cingla vers les côtes d'Égypte.

Par les soins, l'activité et le courage d'un homme supérieur, l'Égypte échappait à l'autorité anarchique des Mameloucks. L'Angleterre, qui avait intérêt à faire durer cette anarchie, brûlait d'étouffer dans son berceau la puissance de Méhémet-Ali. Elle voulait relever le pouvoir des Mameloucks, mettre à leur tête le bey l'Elfy qu'elle avait gagné à sa cause, gouverner l'Égypte sous le nom de ce préfet déguisé, accoutumer peu à peu le pays à sa propre domination, et se trouver en mesure de s'en emparer tout à fait lorsque l'empire ottoman viendrait à se dissoudre. Dans ce but, elle venait de tenter un coup de main sur Alexandrie, où elle avait jeté cinq mille hommes, commandés par le général Makensie. Il y avait quelques jours que cette place avait capitulé, quand les signaux du port annoncèrent l'approche d'une escadre : c'était celle de l'amiral Duckworth. Toutes les troupes qu'elle avait à bord descendirent à terre et allèrent se réunir à celles de Makensie. Le général Frazer en prit le commandement et envoya de suite 1,500 hommes à Rosette pour l'occuper. Cette ville était défendue par une troupe d'Albanais qui se battirent avec un grand courage et repoussèrent les Anglais. Le 19 avril, ceux-ci

revinrent à la charge au nombre de 3,500. Cette fois, ce fut Méhémet-Ali en personne, qui, à la tête de forces considérables, descendit le Nil et vint au secours de Rosette. Il fondit, le 22 avril, sur les Anglais, leur tua près de 1,500 hommes et mit le reste en fuite. Bien convaincus après ce double échec que, pour abattre l'autorité de ce chef, il fallait, non quelques milliers d'hommes mais une armée, ils évacuèrent Alexandrie, montèrent sur les vaisseaux de l'amiral Duckworth et regagnèrent, découragés et confus, les ports de Malte et de Sicile.

A Constantinople, tout semblait réussir au gré des désirs de la France. Le crédit des Moruzzy était anéanti, le parti russe abattu et silencieux. Le général Sébastiani était devenu l'ami, le conseiller de Sélim : rien ne se décidait plus dans le sein du divan que cet ambassadeur ne fût consulté : son ascendant était sans bornes. En mettant aux prises la Russie et la Turquie, Napoléon avait espéré que la Porte, ardente à saisir une occasion unique de venger un siècle d'affronts et de désastres, ferait des efforts extraordinaires pour recouvrer la Crimée et la Bessarabie. Il voulait lui rouvrir de grandes destinées, peut-être même lier la régénération de cet empire à celle de la Pologne.

M. de Talleyrand écrivait, sous la dictée impériale, le 20 janvier 1807, au général Sébastiani : « Les Russes « n'ont point assez de troupes en Moldavie et en Valachie « pour être en état de passer le Danube; ils n'ont tout « au plus que 35,000 hommes, et ce sera les affaiblir « que de les forcer à avoir une seconde armée en

« Crimée. Il faut que l'escadre turque agisse dans la « mer Noire, où les Russes ne sont point en forces pour « leur résister. Il faut aussi remuer la Perse et diriger « ses efforts vers la Géorgie. Obtenez de la Porte qu'elle « donne au pacha d'Erzeroum l'ordre de marcher sur « cette province avec toutes ses forces. Maintenez les « bonnes dispositions du prince des Abazes, et excitez-« le à prendre part à la grande diversion contre l'en-« nemi commun. Que ce prince, le pacha d'Erzeroum, « les Persans et la Porte attaquent en même temps la « Géorgie, la Crimée et la Bessarabie[1]. »

Le 30 janvier, l'empereur Napoléon écrivit en personne au sultan Sélim pour lui proposer le concours de six vaisseaux de ligne français qui navigueraient dans la mer Noire avec quinze vaisseaux turcs. Il offrit aussi de lui envoyer plusieurs compagnies de canonniers qui seraient employés à la défense du Bosphore et des Dardanelles. Il écrivit au général Marmont qui commandait en Illyrie : « Je ne suis pas très-éloigné de vous en-« voyer avec 25,000 hommes sur Widdin, et alors vous « entreriez dans le système de la grande armée, puisque « vous en formeriez l'extrême droite. 25,000 Français « qui soutiendraient 60,000 Turcs obligeraient la « Russie à laisser non plus seulement 30,000 hommes « sur le Danube, comme elle l'a fait, mais à en envoyer « le double, ce qui ferait une diversion bien favorable « à mes opérations..... ».

Mais l'empereur s'était fait illusion sur les ressources

[1] Dépôt des archives des affaires étrangères.

d'un empire débile et mourant qui n'était plus capable de comprendre ni d'exécuter de grandes choses. Deux partis également redoutables se disputaient à Constantinople le gouvernement de l'État. D'un côté, le sultan, ses ministres, la majorité du divan et un petit nombre de pachas fidèles avaient résolu d'introduire en Turquie les institutions militaires de l'Europe. Sous la bannière opposée marchaient tous les ennemis de la réforme ; c'étaient d'abord le corps puissant des uhlémas, interprètes sacrés des livres de la loi et de la religion ; puis, les janissaires, seule force organisée de l'empire, milice à la fois amollie et turbulente, qui ne savait ni se battre ni obéir, et toujours prête au soulèvement dès qu'elle soupçonnait ses chefs de vouloir la mener aux frontières. Dans l'État, une corruption générale ; des ministres ignorants, lâches ou vendus ; un souverain doué de quelques lumières, mais dépourvu d'énergie ; des finances délabrées ; les places de guerre désarmées ; les frontières sans défense et ouvertes aux attaques de l'étranger ; partout enfin, la faiblesse, l'anarchie et la confusion : telle était la Turquie en 1807. Voilà la puissance que Napoléon abusé avait l'ambition de régénérer.

Les nouvelles du Danube étaient désespérantes. L'armée turque n'était qu'un assemblage informe de recrues levées à la hâte, sans aucune instruction ni discipline, et absolument incapables de soutenir en rase campagne le choc d'une armée russe. Les pachas qui la commandaient étaient complétement étrangers aux premiers éléments de la tactique. La plupart, corrompus ou factieux,

étaient d'intelligence, soit avec les Russes, dont ils favorisaient les mouvements par leur inaction ou leur retraite calculée, soit avec les janissaires. Aussi, les Russes s'étaient-ils emparés de presque toutes les places de la Moldavie et de la Valachie. Bender, Jassy, Choczim, Bucharest, étaient tombées successivement entre leurs mains. L'armée du général Michelson, qui, à son entrée en Moldavie, était de 80,000 hommes, s'était trouvée réduite à 35,000 par suite de l'envoi de deux divisions sur la Narrew. Bien qu'à ce point affaiblie, elle suffisait pour occuper les deux provinces, les forteresses qui avaient capitulé, et vaincre, en toutes rencontres, les troupes turques.

Sélim et ses ministres étaient humiliés de tant d'impuissance. Lorsque le général Sébastiani déplorait qu'ils ne sussent pas tirer meilleur parti des chances que leur présentaient la guerre de Pologne et le concours des armées de la France, ils répondaient avec embarras et confusion que cette guerre les avait surpris inopinément : « Ils n'avaient pas eu le temps de se mettre en mesure. « L'empire avait des ressources immenses ; ils allaient « les mettre en œuvre, appeler aux armes toute la po- « pulation musulmane et proclamer la guerre sainte. » Mais c'étaient là de vaines promesses inspirées par l'orgueil humilié, de grands mots qui contrastaient avec l'insignifiance des résultats.

L'empereur était préoccupé au plus haut point d'un tel état de choses. En associant la Turquie à sa cause, il avait obtenu un avantage considérable ; il avait obligé la Russie à diviser ses forces. Si, aujourd'hui, il était

affermi solidement sur la Vistule, il le devait surtout à la guerre allumée entre les Russes et les Turcs. Mais cet avantage, il l'avait obtenu aux dépens d'un allié qu'il avait précipité dans un abîme de dangers. Il ne pouvait, sans se déshonorer, abandonner la Porte aux ressentiments d'une puissance formidable qu'il n'avait mise aux prises avec elle que pour se tirer lui-même d'embarras. Les malheurs de la Turquie étaient son ouvrage.

Notre position se trouvait ainsi compliquée de difficultés nouvelles et en quelque sorte inextricables. De quelque côté, en effet, que se tournassent nos regards, nous ne voyions que des dangers flagrants. Sur notre front, l'armée russe qui était sortie comme la nôtre de la bataille d'Eylau, décimée mais non vaincue ; sur nos derrières, la Prusse, brisée et ravagée, mais ivre de vengeance ; sur notre flanc droit, l'Autriche, armée et menaçante ; plus loin, la Turquie, notre alliée, compromise dans son existence pour avoir embrassé notre cause : tel était le tableau exact de notre situation. Napoléon était dévoré d'inquiétudes, et il s'est trouvé rarement dans une crise aussi difficile : combattre et vaincre était la manière la plus glorieuse d'en sortir. Mais l'expérience d'Eylau lui inspirait de sérieuses réflexions. Il redoutait un demi-succès presque autant qu'une défaite, bien persuadé que l'Autriche n'attendait que cette occasion pour se déclarer et le prendre à revers.

Sa raison, non moins que ses intérêts, le portaient à désirer par-dessus tout une pacification générale. Il avait reconnu la fragilité des traités séparés. Si la paix

se faisait encore sans que l'Angleterre y intervînt, on resterait dans l'état vague et incertain qui avait causé tous les maux précédents. Mais, pour arriver à la pacification générale, il fallait d'abord que le cabinet de Londres y concourût loyalement; ensuite, que les bases en fussent débattues et arrêtées dans un congrès où seraient représentées toutes les puissances belligérantes. Que d'intérêts divers à concilier! que de points à résoudre! comment fixer les négociations sur un fond solide, quand les vicissitudes variées de la guerre pouvaient, d'un jour à l'autre, changer la face des choses? Il faudrait donc y préluder par un armistice? mais cet armistice lui-même n'avait pu se conclure. Les hostilités n'étaient suspendues qu'accidentellement, par l'effet des rigueurs de la saison; elles ne pouvaient tarder longtemps à reprendre leur cours. Napoléon ne sentait que trop bien l'impossibilité d'arriver à la pacification générale par les négociations.

Après la bataille d'Iéna, il avait refusé la paix à Frédéric-Guillaume : il s'en repentait maintenant. Cette combinaison, naguère repoussée avec le dédain que donne la victoire, se présenta de nouveau à sa pensée comme le moyen le plus simple de sortir promptement d'embarras. Bien que la démarche coûtât à son orgueil, il s'était décidé, plus de quinze jours avant la bataille d'Eylau, à faire au roi de Prusse une première ouverture pacifique. Le 29 janvier, M. de Talleyrand avait écrit dans cette intention au général de Zastrow, ministre des affaires étrangères de Prusse. « L'empereur Na-« poléon, lui avait-il dit, désirant appliquer immédia-

« tement les forces de la monarchie prussienne à la
« défense et à la conservation de l'empire ottoman,
« propose au roi, non-seulement la paix, mais une
« alliance qui sera signée sur-le-champ. Le temps
« presse, avait-il ajouté; les événements de chaque
« jour pressent eux-mêmes l'empereur Napoléon de
« prendre un parti, et, une fois qu'il l'aura pris, ni la
« Russie, ni personne ne le feront changer. Je ne dois
« pas taire à Votre Excellence que si l'alliance n'avait
« pas lieu, Sa Majesté impériale poursuivrait l'exécu-
« tion de ses vues par une mesure qui écarterait à ja-
« mais du trône la maison de Brandebourg. »

Mais le moment était passé où une alliance aurait pu être contractée entre la France et la Prusse. Après le refus de Napoléon de lui accorder la paix, cette paix implorée par lui avec de si touchantes instances, Frédéric-Guillaume avait remis ses destinées entre les mains de l'empereur Alexandre : il s'était donné à lui tout entier. Jusqu'ici, il n'avait pas eu lieu de s'en repentir. Alexandre s'était sacrifié pour relever la fortune de la Prusse. La bataille de Pulstuck, et bientôt après le sang versé à Eylau, témoignèrent assez de son dévouement à la cause de son malheureux allié. L'honneur défendait au roi d'abandonner un ami si généreux. D'ailleurs, il n'avait plus d'armée, plus de territoire, plus de ressources financières. Lui-même, de sa personne, était au milieu des Russes : il ne s'appartenait plus en quelque sorte, il n'était plus libre. Sa détresse, non moins que la reconnaissance, l'avait placé dans la dépendance absolue de l'empereur Alexandre. Il rejeta donc la proposition

de la France et répondit lui-même, le 17 février, à l'empereur Napoléon pour lui exposer les motifs de sa détermination.

Le refus de Frédéric-Guillaume ne découragea point Napoléon, et, prenant lui-même la plume, il écrivit directement au roi, le 26 février, la lettre suivante qu'il lui fit porter par le général Bertrand[1].

« Monsieur mon frère, j'ai reçu la lettre de Votre « Majesté du 17 février, que votre aide de camp, le co- « lonel Kleist, m'a apportée, et je lui ai communiqué « mes idées sur la situation actuelle des affaires. Je dé- « sire mettre des bornes aux malheurs de votre famille « et organiser le plus promptement possible la monar- « chie prussienne, dont la puissance intermédiaire est « nécessaire pour la tranquillité de toute l'Europe. Je « désire la paix avec la Russie, et, pourvu que ce gou- « vernement n'ait pas de desseins contre la Turquie, « il me paraît qu'il serait facile de s'entendre. La paix « avec l'Angleterre n'est pas moins nécessaire pour « toutes les nations, et je ne ferai pas difficulté d'en- « voyer un ministre à Memel, pour prendre part à un « congrès entre la France, l'Angleterre, la Russie, la « Prusse et la Turquie. Mais Votre Majesté sera per- « suadée, ainsi que l'expérience des temps l'a démon-

[1] Cette lettre, citée dans l'histoire des traités de paix de Schœll (tome VIII, page 405), a été extraite d'un ouvrage semi-officiel publié à Stockholm en 1810. Nous n'avons point trouvé la lettre originale au dépôt des archives : nous la donnons traduite telle qu'elle est rapportée dans la collection de Schœll, n'ayant aucun motif pour douter de son authenticité.

« tré, qu'un tel congrès pourrait durer plusieurs an-
« nées. Celui de Westphalie dura, je crois, 18 ans. La
« longueur du temps qui serait nécessaire pour exami-
« ner, peser et déterminer les intérêts réciproques des
« puissances négociatrices, et l'état indéterminé et in-
« certain qui en résulterait, ne conviennent pas à la
« situation actuelle de la Prusse. Je pense, en consé-
« quence, que Votre Majesté me fera bientôt savoir
« qu'elle a pris le parti le plus simple et le prompt, qui
« est en même temps celui qui répond le mieux au
« bien-être de votre peuple. Dans tous les cas, je prie
« Votre Majesté d'être convaincue que je suis sincère-
« ment disposé à rétablir mes anciens rapports, et que
« je souhaite un arrangement avec la Russie et l'An-
« gleterre, si elles le veulent en effet. J'aurais horreur
« de moi-même, si j'étais la cause de tant de sang ré-
« pandu : mais que puis-je faire? Je prie Votre Ma-
« jesté, etc.

« Signé : Napoléon. »

26 février 1807.

Il y avait bien loin de l'esprit doux et conciliant de cette lettre au ton menaçant avec lequel l'empereur prétendait, par la lettre du 29 janvier, imposer la paix et son alliance à Frédéric-Guillaume : c'est que, le 29 janvier, sa fortune militaire était intacte, tandis que, le 26 février, son armée n'avait pas encore réparé les ravages que la sanglante bataille d'Eylau avait causés dans ses rangs.

La lettre du 26 février ne changea rien aux résolu-

tions du roi. Un mois auparavant, le 28 janvier, il s'était lié sans retour par un traité d'alliance et de subsides avec l'Angleterre. Il avait renoncé formellement au Hanovre et promis, si ses troupes rentraient dans l'électorat, d'en prendre possession au nom du roi d'Angleterre. De son côté, ce prince s'était engagé à payer à S. M. Prussienne un subside de 300,000 livres sterling, indépendamment de celui qu'il lui avait déjà avancé dans le cours de la présente guerre, et qui se montait, dit-on, à 80,000 livres sterling.

Le 26 avril, Frédéric-Guillaume conclut, à Bartenstein, avec l'empereur Alexandre, un traité d'une bien autre importance que le précédent. Par cette transaction, une des plus hardies de ce siècle, les hauts alliés déclaraient qu'ils ne se proposaient pas d'abaisser la France, ni de s'immiscer dans son gouvernement intérieur. Ils désiraient seulement mettre des bornes à ses agrandissements toujours croissants, assurer l'indépendance des autres États par un meilleur système de frontières et d'équilibre, et dédommager celles qui avaient essuyé des pertes. (Articles I, II et III.)

La Russie s'engageait à réunir tous ses efforts pour rétablir la monarchie prussienne dans son ancienne puissance. Elle lui garantissait un équivalent pour les provinces qui ne pourraient lui être rendues et une meilleure frontière militaire. (Article IV.)

Les alliés manifestaient hautement la résolution d'enlever à la France la possession de la ligne du Rhin, incompatible, disaient-ils, avec l'indépendance de l'Allemagne. Sans prétendre rétablir l'ancienne constitu-

tion germanique, ils se proposaient de créer une fédération garantie par une bonne frontière militaire et par une ligne de défense parallèle au Rhin. Ce système devait être établi de concert avec l'Autriche, qui y était vivement intéressée. (Article V.)

Dans la convention de Bartenstein, comme dans le traité de concert du 11 avril 1805, de grands avantages étaient promis, à titre d'encouragement, aux puissances qui y adhéreraient. On garantissait à l'Autriche, si elle coopérait aux efforts communs et que la guerre fût heureuse, la restitution du Tyrol, la frontière du Mincio et la place de Mantoue. (Article VI.)

On inviterait l'Angleterre à fournir aux alliés des subsides, des armes, des munitions, et à faire des diversions sur les derrières des armées françaises. En retour, on s'engageait à procurer à S. M. Britannique un accroissement de territoire en Allemagne. (Article VII.)

La Suède n'était pas oubliée : on devait s'entendre avec elle pour stipuler les avantages qui lui seraient assurés, dans le cas où elle adhérerait au traité. (Article VIII.)

On s'entendrait avec l'Autriche, l'Angleterre et la Suède, pour forcer le Danemark à entrer dans la ligue. (Article IX.)

On promettait d'indemniser le prince d'Orange, non seulement de ce qu'il avait perdu en Allemagne, mais aussi de ses propriétés en Hollande. (Article X.)

L'Autriche et l'Angleterre seraient consultées quant à l'organisation définitive qui serait donnée à l'Italie. Dans tous les cas, on s'intéresserait vivement au sort

des rois de Sardaigne et de Naples, et l'on insisterait absolument sur la séparation des couronnes de France et d'Italie. (Article XI.)

L'on maintiendrait l'indépendance et l'intégrité de la Porte Ottomane. (Article XII.)

Les deux puissances s'engageaient à ne faire, pendant le cours de la présente guerre, aucune conquête pour leur propre compte. Ce ne serait qu'à la paix qu'elles détermineraient l'emploi de celles qu'elles auraient pu faire sur l'ennemi commun et sur ses alliés. (Article XIII.) On ne peut pas douter que la Russie ne se fût tacitement réservé, par cette dernière clause, de se faire céder plus tard la Moldavie et la Valachie. Les deux puissances n'en déclaraient pas moins qu'elles étaient parfaitement désintéressées, qu'elles faisaient généreusemeut la guerre pour l'intérêt des peuples, et qu'elles ne prétendaient à rien. On a pu juger plus tard, au congrès de Vienne, la valeur de ces pompeuses déclarations, surtout de la part de la Russie, qui a pris tout ce qu'elle pouvait prendre.

Le traité de Bartenstein démontre plus que tous les raisonnements possibles à quel point la bataille d'Eylau avait relevé les espérances de nos ennemis et aggravé notre situation.

Non-seulement l'Angleterre accéda à la convention de Bartenstein, mais, le 27 juin 1807, elle conclut avec la Prusse un second traité par lequel elle promit de payer à son allié, dans le courant de l'année 1807, un million de livres sterling.

Quand Napoléon eut perdu tout espoir de détacher

la Prusse de la Russie, il se tourna encore une fois vers l'Autriche. Elle venait d'envoyer près de lui le général de Vincent, avec la mission officielle de lui donner des explications sur ses armements, mais, en réalité, pour avoir sur le théâtre même de la guerre un observateur judicieux qui lui fît connaître l'état exact des choses. M. de Vincent avait des manières simples, une grande droiture d'esprit, et beaucoup de dextérité. L'empereur, auprès duquel il avait déjà rempli plusieurs missions de même nature, le goûtait fort. Il mit tout son art à le séduire. Il ne lui fit pas seulement un accueil cordial et plein d'empressement; il s'attacha à le convaincre que la paix du monde, en général, et la sécurité de l'Autriche, en particulier, exigeaient que cette couronne s'unît à la France par une étroite alliance. Le 11 mars, il eut avec M. de Vincent, au château de Finkenstein, un long et curieux entretien[1].

« Depuis longtemps, lui dit-il, il était convaincu « qu'il n'y aurait en Europe de tranquillité durable « que lorsque deux des premières puissances du con- « tinent seraient fortement unies pour en garantir le « repos. L'une de ces puissances sera nécessairement « la France. Quelle sera l'autre? Il souhaitait vivement « que ce fût l'Autriche. On ne pouvait désirer à Vienne « que ce fût la Russie. Ce ne pouvait être que l'une ou « l'autre de ces deux puissances. Une alliance de la « France, soit avec l'Autriche soit avec la Russie, serait

[1] Correspondance de M. de Talleyrand avec le général Andréossy. (Dépôt des archives des affaires étrangères.)

« le résultat inévitable de ce besoin de repos qu'éprou-
« vaient tous les peuples. Il faudrait bien qu'il y eût un
« terme aux longues agitations de l'Europe, et ce terme
« ne pouvait se trouver que dans une telle alliance. Il l'a-
« vait déjà proposée à l'Autriche ; il la proposait en-
« core. Mais si elle hésitait à la former, si, par ses
« incertitudes et ses lenteurs, elle les mettait dans la
« nécessité de s'entendre avec les Russes, n'en aurait-
« elle pas des regrets ainsi amers qu'ils seraient inu-
« tiles? Rien ne méritait de sa part une attention plus
« sérieuse. Il offrait de restituer au roi de Prusse son
« trône et ses États. Ce prince, bien entendu, compen-
« serait les frais de la guerre par des cessions de terri-
« toires situés sur la rive gauche de l'Elbe. L'intégrité
« de la Turquie serait reconnue et garantie. Si ces bases
« étaient agréées par la cour de Vienne, il était prêt à
« s'entendre avec elle. »

L'Autriche ne se laissa point effrayer par la menace d'un rapprochement intime entre la France et la Russie, et resta sourde aux instances réitérées de l'empereur Napoléon. Bien que meurtrie encore des cruelles blessures que lui avait faites le traité de Presbourg, elle ne se crut pas tombée si bas qu'elle en fût réduite à chercher son salut dans nos bras. Elle aima mieux intervenir comme médiatrice armée. On lui a prêté le dessein de jouer, en 1807, le rôle que nous l'avons vue remplir en 1813 avec une si profonde duplicité. Elle voulait, a-t-on dit, par cette prétendue médiation, non terminer la guerre, mais en suspendre le cours quelque temps encore, ouvrir un congrès, prolonger les négociations

jusqu'au moment où elle serait prête à entrer elle-même en lice, et puis marcher contre nous. Cette intention était certainement au fond de sa pensée; mais elle n'y était pas seule. Si la France l'inquiétait en Occident, la Russie lui inspirait sur la sécurité de ses frontières orientales des alarmes presque aussi vives. Elle voyait avec beaucoup d'ombrage les progrès croissants des armées russes en Moldavie et en Valachie, et ne doutait plus que l'empereur Alexandre ne méditât d'incorporer ces deux provinces à son empire. Elle s'effrayait d'une extension de puissance qui lui fermerait les débouchés de la mer Noire et hâterait la décomposition de l'empire ottoman. Cette appréhension était une des principales causes qui l'avaient jusqu'ici empêchée de se réunir à nos ennemis, et elle était toute préoccupée des moyens de soustraire les deux provinces grecques à la domination russe. Ses anxiétés à cet égard, quelque effort qu'elle fît pour nous les cacher, étaient plus vives encore que les nôtres.

Le 3 avril, elle avait fait des ouvertures à la France, à la Russie, à la Prusse et à l'Angleterre, et demandé que des négociations s'ouvrissent immédiatement entre elle et toutes ces puissances sur les bases suivantes :

« 1° Les affaires d'Allemagne seraient l'objet d'un « arrangement entièrement nouveau,

« 2° L'état de l'Italie serait pareillement soumis à « une nouvelle révision;

« 3° *Les affaires de Turquie seraient ajustées sur le* « *pied des traités précédents ;*

« 4° La Pologne resterait dans l'état où elle se trou-
« vait avant la guerre ;

« 5° L'Angleterre serait admise comme partie dans
« la négociation. »

Napoléon avait trop d'intérêt à ménager l'Autriche pour repousser sa médiation : il l'accepta donc avec un feint empressement, sans dissimuler toutefois qu'il pensait que l'Angleterre ne voulait intervenir dans les négociations que pour envenimer les différends existants, faire naître de nouvelles causes d'exaspération et prolonger indéfiniment les troubles du continent[1].

L'Angleterre fit à la communication de l'Autriche une réponse pleine de réserve : elle dit qu'elle était toute disposée à concourir à l'œuvre de la pacification générale, mais que, préalablement, elle voulait s'assurer si ses alliés y donneraient leur consentement.

La Russie déclara qu'elle était prête de même à accepter la médiation proposée, mais qu'avant d'ouvrir les négociations, elle désirait savoir sur quelles bases la France entendait traiter.

La Prusse, qui venait de signer la convention de Bartenstein, s'exprima d'une manière beaucoup moins ambiguë, et c'est dans sa réponse qu'il faut chercher la véritable pensée des alliés.

« Elle ne pensait pas, dit-elle, que les bases sur
« lesquelles Napoléon consentirait à traiter fussent
« telles que l'honneur permît de les accepter..... Forte
« de sa propre volonté et de l'appui de son auguste

[1] Lettre de M. de Talleyrand, 19 avril 1807.

« allié, l'empereur Alexandre, S. M. Prussienne, loin « de s'être laissé intimider par ses malheurs, persé- « vérait dans les mêmes principes qui lui avaient fait « embrasser la sainte cause des libertés européennes. « S. M. l'empereur Alexandre partageait les sentiments « du roi. De cet heureux accord était résultée une con- « vention qui fixait à la fois et le but de la guerre, et « les bases de la paix future. S. M. Prussienne s'em- « pressait donc de donner communication du traité de « Bartenstein à S. M. l'empereur d'Autriche. *S. M. Im- « périale se persuadera sans peine que le noble but « qu'elle s'est proposé en offrant sa médiation serait « atteint plus tôt et mieux rempli par son accession à « ladite convention que par l'emploi de ses bons of- « fices.* »

Napoléon avait pu craindre un moment que la médiation proposée par le cabinet de Vienne n'eût été concertée avec les souverains coalisés. La réponse de la Russie, celle surtout de la Prusse, le tirèrent d'inquiétude. Ainsi, aucune des puissances en guerre n'était disposée à accepter la médiation autrichienne. La France y voyait la pensée secrète de lui dicter des lois; l'Angleterre, un appel fait à sa générosité; la Russie, un moyen de l'écarter de la Moldavie et de la Valachie; la Prusse, un ajournement indéfini à ses misères.

La France eût mille fois préféré, si la chose avait été possible, s'arranger directement avec ses ennemis. Les communications n'avaient pas cessé d'être assez actives entre le quartier général français et celui des alliés. De part et d'autre, on s'était échangé des notes pour dé-

terminer le lieu où se réunirait le congrès, celles des puissances qui auraient le droit d'y être admises, et enfin l'esprit dans lequel devraient s'ouvrir les négociations. On était convenu :

1° Que le congrès général de pacification s'assemblerait à Copenhague;

2° Que tous les alliés des puissances en guerre, et notamment la Turquie, auraient le droit de s'y faire représenter;

3° Que les bases adoptées pour les négociations seraient l'égalité, la réciprocité et un système commun de composition entre les masses belligérantes.

Mais c'étaient là de vains efforts. Dans les deux camps on avait fini par être convaincu que le rétablissement de la paix générale, par l'intermédiaire d'un congrès, était une œuvre impraticable; il y avait une impatience égale d'en venir aux mains et de terminer, par un choc décisif, une situation devenue intolérable pour tous. Bénigsen et Napoléon s'y préparaient depuis trois mois avec une ardeur extrême. L'armée russe avait été augmentée d'une division d'infanterie, des gardes commandées par le grand-duc Constantin, et de plusieurs batteries d'artillerie. Elle présentait en ce moment, en y comprenant les Prussiens de Lestocq, un effectif de 120,000 hommes, auxquels devait se réunir un corps de réserve de 30,000 hommes, commandé par le général prince Labanoff. C'étaient donc en tout 150,000 hommes que Bénigsen serait bientôt en mesure de faire entrer en ligne. Mais le prince Labanoff était encore à plu-

sieurs journées de marche de l'armée russe ; elle avait ainsi un intérêt évident à ne recommencer les hostilités qu'après que cette jonction aurait été opérée. Ses cantonnements, couverts par un vaste camp retranché construit sur l'Alle, occupaient l'espace compris entre Heilsberg et Bartenstein.

Quant à Napoléon, sa position était si critique, une victoire, une victoire complète, décisive, lui était si nécessaire que, pour l'obtenir, il avait dû faire des efforts inouïs. Aussi avait-il attiré à lui tous ses corps disponibles. Il s'était attaché surtout à augmenter considérablement sa cavalerie et son artillerie. Son armée était formidable : elle comptait de 160 à 170,000 hommes. Il avait donc en ce moment sur son adversaire une immense supériorité. Ses corps continuaient d'occuper leurs positions sur l'Alle et la Passarge. Ney commandait l'avant-garde.

Ce maréchal ayant fait un mouvement prononcé jusqu'à Guttstadt pour tâter l'ennemi, Bénigsen conçut l'espoir de le surprendre, de le couper du centre, de l'envelopper et de le détruire. Il prit donc l'offensive, résolution téméraire puisqu'il n'avait pas encore été rejoint par ses réserves. Le 4 juin au matin, il donna ses ordres et toute son armée s'ébranla. Son aile gauche fondit sur notre avant-garde, tandis que son centre et sa droite manœuvrèrent pour contenir les corps de Davoust et de Soult. Ney se couvrit de gloire dans ce combat inégal et terrible. Assailli pendant deux jours par une nuée d'ennemis, il ne se laissa entamer sur aucun point, maintint constamment l'unité de marche

de ses colonnes, et se replia en bon ordre sur le pont de Deppen. A la nouvelle du péril qui menaçait le maréchal Ney, Napoléon avait levé tous ses camps. Soult eut l'ordre de déboucher sur Wolfsdorff, de se porter sur le flanc droit de l'ennemi et de menacer ses communications avec Kœnigsberg. Les deux armées avaient changé de rôle; c'étaient maintenant les Français qui prenaient sur tous les points l'offensive. Les Russes intimidés s'étaient retirés dans leur camp retranché d'Heilsberg. Il s'agissait de les en faire sortir et de leur livrer bataille avant qu'ils eussent été rejoints par le prince Labanoff. L'empereur résolut de se porter par la route directe de Landsberg et d'Eylau sur Kœnigsberg. Les alliés avaient entassé dans cette dernière ville des magasins immenses. Récemment encore, les Anglais y avaient débarqué 160,000 fusils : enfin, elle était le dernier refuge des autorités prussiennes. Napoléon ne mettait pas en doute que Bénigsen risquerait une bataille plutôt que de la laisser tomber dans nos mains. Ainsi, Napoléon embrasse une résolution d'une incroyable audace. Il livre aux Russes toutes ses communications avec la basse Vistule : il se place volontairement entre eux et la mer ; il se met dans la nécessité de vaincre ou de mourir. Quelle foi cet homme ne devait-il pas avoir dans son génie, dans la force et dans la valeur de son armée!

Le 10 juin, il attaqua avec furie les retranchements d'Heilsberg, afin de rejeter les Russes sur la rive droite de l'Alle. Il ne put les forcer dans leurs lignes; mais il obtint un grand résultat, ce fut de séparer le corps prus-

sien de Lestocq de l'armée russe, et d'obliger ce général à se réfugier sous le canon de Kœnigsberg. Bénigsen, séparé des Prussiens de Lestocq, se trouva réduit à 100,000 hommes. Le 11 juin, Napoléon continua son mouvement offensif. Le 12, il alla coucher à Pruss-Eylau. Là, il divisa son armée en deux parties : il porta sur Kœnigsberg les corps de Soult, de Murat et de Davoust; puis, avec le reste de ses forces, il se dirigea par Domnau sur Friedland à la rencontre de Bénigsen.

Ce général était dans une perplexité affreuse. Déjà, il était débordé sur sa droite par toute l'armée française qui s'avançait sur Kœnigsberg, et menacé de perdre ses communications avec cette ville. S'il se jetait sur les traces de l'empereur, il se mettait dans la nécessité de livrer bataille avec une telle infériorité numérique qu'il était comme impossible qu'il ne fût pas écrasé. D'un autre côté, il ne pouvait pas rester plus longtemps dans les positions qu'il occupait, car c'eût été tout compromettre à la fois, Kœnigsberg, les troupes de Lestocq, celles du prince Labanoff, et sa propre armée. Dans un tel état de choses, il prit le parti le plus sage, ce fut d'évacuer les retranchements d'Heilsberg, d'aller au-devant du prince Labanoff qu'il ne pouvait tarder beaucoup à rencontrer, et, aussitôt qu'il l'aurait rallié, de voler à la défense de Kœnigsberg. Le 11 au matin, il abandonna les positions d'Heilsberg, passa sur la rive droite de l'Alle, et se porta sur Wehlau par Bartenstein et Friedland. Le 13, il apprit à Schippenbeil que l'armée française s'était scindée en deux parties. Alors, il résolut d'arrêter la marche de ses colonnes sur Wehlau, de

s'avancer de Friedland contre les corps français qui se portaient sur cette ville, et de leur livrer une bataille décisive. Au moment où ses colonnes d'avant-garde arrivèrent aux portes de Friedland, la ville était déjà occupée par un régiment de hussards français, qui courut aussitôt annoncer au gros de l'armée que les Russes s'avançaient. Bénigsen prit possession de Friedland : ses troupes passèrent toute la nuit du 13 au 14 à traverser cette ville et allèrent prendre position en avant de ses murs, du côté de la route de Domnau.

Friedland occupe le fond d'un long défilé formé, d'un côté, par un coude de l'Alle qui enveloppe la ville au midi et à l'ouest, de l'autre, par un étang et un ravin dont les eaux vont se jeter dans l'Alle. Bénigsen résolut de disputer la possession de cette ville aux Français. Il adossa sa gauche, commandée par le prince Bagration contre l'Alle, et déploya sa droite, sous les ordres du prince Gortschakof, dans la plaine qui s'étend entre l'Alle et le village de Heinrichstorf. S'étant affaibli de deux divisions qu'il avait envoyées, sous les ordres du général Kamenski, au secours de Lestocq, il n'avait pas sous la main, à Friedland, plus de 60,000 hommes.

Quand Napoléon sut que Bénigsen l'attendait de pied ferme à Friedland, il appela à lui Murat et Davoust qu'il avait lancés sur Kœnigsberg : mais l'affaire fut engagée si vivement et si brusquement qu'il fut impossible à ces deux maréchaux d'y prendre part, en sorte qu'au lieu de 90,000 hommes qu'il aurait pu opposer à Bénigsen, Napoléon n'en réunit que 60,000. Les deux armées se trouvèrent ainsi d'égale force.

Dans la matinée du 14, lorsque les colonnes russes achevaient de déboucher de Friedland, le maréchal Lannes arriva de Domnau au village de Posthenen avec 12,000 hommes, précédant seulement de quelques heures le gros de l'armée française. Il manœuvra avec tant d'habileté et de vigueur qu'il trompa l'ennemi sur sa force réelle, et le contint jusqu'à l'arrivée des autres corps. A trois heures de l'après-midi, toute l'armée française était en ligne. Ney commandait la droite, Lannes le centre, Mortier la gauche. La garde et les réserves, placées un peu en arrière du village de Posthenen, étaient sous les ordres de Victor.

Nous avons dit que l'aile gauche des Russes était imprudemment adossée contre l'Alle. Cette position formait le nœud de la bataille. Si nous parvenions à l'emporter, c'en était fait de l'armée russe. L'empereur réserva à l'intrépide Ney l'honneur d'exécuter cette manœuvre décisive. Mortier et Lannes, qui conduisaient la gauche et le centre, devaient modérer leur fougue, tenir l'ennemi en haleine et bien se garder de le pousser trop vivement sur Friedland. Le héros d'Elchingen se surpassa dans cette grande journée. Fondre sur Bagration, foudroyer ses masses engouffrées dans le défilé formé par l'Alle et l'étang, les culbuter sur les ponts de Friedland, les poursuivre l'épée dans les reins jusque dans les murs de cette ville, tout cela fut l'ouvrage de quelques heures. Jamais combinaison, simple et profonde tout ensemble, ne fut exécutée avec une intelligence plus admirable, avec une ardeur plus impétueuse. Quand Bénigsen eut perdu tout espoir de contenir nos

masses victorieuses, il fit repasser sur la rive droite de l'Alle les débris de son aile gauche, et puis il détruisit les ponts. Tandis que sa gauche succombait et fuyait, sa droite, qui ignorait la défaite de Bagration, luttait avec des chances balancées contre Lannes et Mortier. Mais bientôt la terrible nouvelle, d'abord connue des chefs, circule dans les rangs des Russes. Gortschakoff veut se replier sur Friedland ; les flammes qui s'en échappent lui apprennent que déjà les Français ont pénétré dans ses murs. Il veut gagner les ponts ; les ponts sont coupés, et ils l'ont été par les ordres mêmes de Bénigsen. Il ne sait plus par quelle issue sortir de l'impasse où il est enfermé. Mortier, Lannes et Oudinot fondent sur ses colonnes, y sèment l'épouvante et la mort et les culbutent dans l'Alle. Longtemps elles se maintiennent serrées et compactes ; mais enfin elles cèdent, leurs lignes se brisent ; tout se disperse ; tout fuit vers la rivière. Les uns la traversent à gué, les autres à la nage ; beaucoup, que le fer et le plomb de l'ennemi avaient épargnés, périssent engloutis dans les flots. L'artillerie elle-même s'aventure dans le fleuve et y perd presque tous ses canons. La cavalerie seule échappe à ce grand désastre. Elle suit la rive gauche de l'Alle et va rejoindre Bénigsen à Allenbourg. Le jour touchait à son déclin. L'armée russe, vaincue, désorganisée, fuyait, dans un désordre affreux, vers Welhau, laissant sur le champ de bataille ou entre nos mains 10,000 tués, 15,000 blessés, 80 pièces de canon, une énorme quantité de drapeaux et un matériel immense. Le 15, elle franchit la Prégel et se porta sur Tilsitt.

Les généraux Lestocq et Kamenski, serrés de près par Soult et Davoust, avaient été forcés de se jeter dans Kœnigsberg. Quand ils surent la défaite de Bénigsen, ils n'eurent plus qu'une pensée, ce fut de rejoindre les débris de l'armée russe. Dans la nuit du 15 au 16, ils évacuèrent la ville au moment où Soult y pénétrait de son côté. Ce maréchal en prit possession, et, sans laisser de repos à ses troupes, il s'élança à la poursuite de Lestocq, dont il atteignit et entama l'arrière-garde.

Napoléon avait lancé toute sa cavalerie sur les traces de l'armée vaincue. Bénigsen, pressé de lui échapper, arriva à Tilsitt le 18 juin, traversa cette ville au pas de course, et se retira sur la rive droite du Niémen. Le lendemain, Napoléon prit possession de Tilsitt et y établit son quartier général. Enfin, il touchait à la limite qui sépare la vieille Prusse de la Lithuanie, l'Europe civilisée de l'Europe à demi barbare. Le 19 juin, il planta ses aigles sur la rive gauche du Niémen : ce fut un grand jour.

CHAPITRE XXIV

Situation de l'armée russe après la bataille de Friedland. — L'empereur Alexandre se rapproche de la France. — Motifs de cette détermination. — Ses griefs contre l'Autriche et l'Angleterre. — Envoi du prince Labanoff dans le camp français. — Demande d'un armistice. — Motifs qui empêchent Napoléon d'entreprendre le rétablissement de la Pologne. — Il recherche l'alliance de la Russie. — Système continental. — Ordres du conseil britannique. — Décret de Berlin. — Affaires d'Orient. — Révolution à Constantinople. — Déposition de Sélim. — Élévation de sultan Mustapha. — Armistice entre les armées belligérantes. — Entrevue des deux empereurs. — Alexandre. — Napoléon. — Frédéric-Guillaume. — La reine de Prusse. — Scènes touchantes. — Négociations. — Traité de paix avec la Russie. — Traité de paix avec la Prusse. — Traité d'alliance entre la France et la Russie. — Articles secrets. — Considérations.

Le désastre qui avait frappé les alliés à Friedland était immense : toutefois, il n'était décisif que contre la Prusse, dont il avait détruit les dernières ressources. Il ne lui restait plus que la petite place de Memel, le fort de Silberberg en Silésie, Graudentz sur la Vistule, et Colberg sur la Baltique. A l'exception de ces points d'une faible importance militaire, tout avait disparu dans le naufrage de sa puissance.

La situation de la Russie était bien différente; son

territoire était intact : la guerre n'avait point franchi le Niémen. Bien que fort affaiblie et dans un grand abattement, son armée présentait encore une masse imposante. Les 25,000 hommes qui arrivaient de Kœnigsberg n'avaient presque pas souffert. Le prince Labanoff avait rejoint Bénigsen avec ses réserves. A la rigueur, la Russie aurait pu prolonger la lutte. C'était du reste l'avis de la plupart des chefs militaires et notamment du généralissime. « Le secret de vaincre les « Français, disait Bénigsen, était d'agrandir la dis- « tance qui les séparait du Rhin et de les attirer sur « le Dniester. »

L'empereur Alexandre résista à ces fougueux conseils. Il craignit que, poussé à bout, Napoléon ne propageât l'insurrection polonaise jusqu'au cœur de la Lithuanie et de la Volhynie, et n'allumât dans ces provinces un incendie que la paix ne pourrait plus éteindre. D'ailleurs, il était las de porter seul le fardeau d'une guerre aussi cruelle ; et, ulcéré contre l'Autriche et l'Angleterre, il reprochait à la première de l'avoir abandonné le lendemain de la journée d'Austerlitz, d'avoir, par cette défection, suspendu la Prusse sur le bord d'un abîme, et de l'avoir vue périr sans voler à son secours; à la seconde, de n'avoir point voulu, l'année précédente, lorsqu'il était au moment de recommencer une nouvelle guerre avec des finances épuisées, lui garantir un emprunt de six millions de livres sterling (cent cinquante millions de francs), aux intérêts de cinq pour cent, ni lui avancer immédiatement un million de livres sterling (vingt-cinq millions de francs). Les principes

du ministère wigh étaient que la Grande-Bretagne devait conserver à ses alliés du continent une fidélité scrupuleuse, mais ne point user les ressorts de son crédit, ni dévorer les richesses des générations futures pour prendre perpétuellement à sa solde des armées qui ne savaient pas vaincre. Les ministres ne se contentèrent pas de rejeter la demande de la Russie : ils se donnèrent le tort gratuit d'exprimer leur refus sous une forme blessante. « Il y avait trop de dangers, disait lord « Howick, à garantir un emprunt, parce que si les gou- « vernements venaient à se brouiller, il était à craindre « que le désir de faire du mal à l'ennemi ne l'emportât « sur la loyauté des engagements pris. »

L'empereur Alexandre fut extrêmement blessé du refus et plus encore du motif allégué pour le justifier. Il y vit à la fois une défiance outrageante à l'égard de la Russie, et une parcimonie indigne d'un grand peuple.

Bientôt, il eut à se plaindre d'un grief plus grave encore. Après le désastre d'Iéna, il supplia l'Angleterre, de concert avec les rois de Prusse et de Suède, de coopérer aux efforts communs, en envoyant une armée dans le nord de l'Allemagne ou sur les côtes de la Hollande. Le cabinet anglais n'opposa d'abord que de vaines promesses aux instances de ses alliés en détresse. Il fallut les murmures de l'opinion et les excitations du parlement pour le décider à préparer une expédition. Mais, fidèle à ses habitudes parcimonieuses, il déclara qu'il ne pourrait y consacrer qu'un petit nombre de troupes. Tandis qu'il laissait écraser les Prussiens et les Russes, il employait ses forces à des opérations tout

anglaises : il ordonnait à l'amiral Duckworth de tenter un coup de main sur l'Égypte : il attaquait Buénos-Ayres et la Plata : il étendait sans mesure sa domination dans l'Inde.

La majorité du parlement, formée à la politique large et vigoureuse de Pitt, ne pouvait adopter le système étroit des lords Granville et Howick. Ils avaient perdu sa confiance, et elle ne cherchait qu'un prétexte pour les renverser. A l'occasion d'un bill ayant pour objet de dispenser du serment religieux tout sujet anglais qui voudrait servir dans les troupes de terre et de mer, elle laissa éclater son dissentiment. Elle s'empara de ce bill, l'éleva à la hauteur d'une question de cabinet, et vota en masse contre les ministres. Après une telle manifestation, ils n'osèrent tenir tête au parlement et donnèrent tous leur démission. Aux wighs succéda une administration tory, qui fut composée des amis et des disciples fervents de Pitt. MM. Perceval, Castlereagh et Canning en furent les personnages les plus éminents.

Le nouveau ministère comprit tout autrement que les lords Granville et Howick ses devoirs envers le continent. Il prit au sérieux les promesses de coopération faites à la Suède et à la Russie, et poussa avec une activité extraordinaire les préparatifs de l'expédition destinée pour l'Allemagne. Par une convention qu'il conclut, le 17 juin, avec le roi de Suède, il s'engagea à envoyer immédiatement dans l'île de Rügen une armée de 20,000 hommes qui se réunirait aux troupes suédoises. Mais lorsque s'opéra cette transaction, il était trop tard ; les Français avaient déjà gagné la bataille de

Friedland. Néanmoins, 10,000 Anglo-Hanovriens, commandés par lord Cathcart, furent envoyés immédiatement dans la Poméranie suédoise.

L'empereur Alexandre croyait avoir acquitté largement la dette d'honneur qui le liait à la Prusse. Pour la sauver, il avait sacrifié le sang de ses plus braves soldats, compromis la gloire de ses armes et la sécurité de son empire. Tous ses efforts avaient été vains; la faute n'en était point à lui, mais à la fortune. Le moment était venu de rendre à ses peuples les bienfaits de la paix. La Prusse serait la victime immolée : il était le premier à en gémir; mais nos plus généreux desseins sont subordonnés aux décrets de la Providence. Il fléchit donc sous l'ascendant de son heureux rival. Le 18 juin, le prince Labanoff Rostowski se présenta de sa part à nos avant-postes et proposa de conclure un armistice pendant lequel s'ouvriraient des négociations pour la paix.

Napoléon avait à déterminer l'usage qu'il ferait de sa dernière victoire. Poserait-il les armes? poursuivrait-il au contraire le cours de ses succès? épuiserait-il toutes les chances de sa fortune? Question immense qui contenait dans son sein tout l'avenir du monde.

L'idée d'ouvrir un congrès européen, d'y appeler toutes les puissances belligérantes, et d'y débattre les conditions de la paix générale était définitivement écartée. Nous eussions infailliblement compromis, dans d'interminables négociations, la position que nous avait donnée la bataille de Friedland. L'Autriche, pressée

par les sollicitations des alliés, eût peut-être fini par jeter dans la balance le poids de ses 200,000 hommes. La Russie et la Prusse, aujourd'hui dans l'humilité de la défaite, eussent repris espoir et courage : l'Angleterre aurait donné un développement formidable à l'expédition qu'elle préparait dans ses ports : nos ennemis de tous rangs et de toutes dates eussent reconstruit le faisceau d'une ligne générale ; et, au bout de quelques mois, il nous aurait fallu recommencer la guerre dans des conditions pires qu'avant la campagne de Prusse.

Après les refus réitérés de Frédéric-Guillaume de traiter séparément avec lui, Napoléon n'avait le choix qu'entre deux partis; relever la Pologne ou s'entendre avec la Russie.

A force de combattre et de vaincre, nous étions enfin parvenus au cœur de la Pologne. Cette nation infortunée nous avait ouvert les bras, reçus et salués comme des libérateurs. La Lithuanie, la Volhynie, l'Ukraine, frémissaient impatientes et n'attendaient pour se lever à leur tour, que l'apparition de notre drapeau. La bataille de Friedland ouvrait à nos colonnes victorieuses la route de Wilna. Il semble que Napoléon n'avait qu'à s'avancer pour rappeler à la vie la patrie de Sobieski. L'Europe eût applaudi avec enthousiasme à ce généreux dessein : tous ses peuples eussent été émus d'admiration à la vue de cette grande France et de son empereur, consacrant leur puissance et leur génie, non à faire des conquêtes, mais à venger le crime de Catherine II.

L'audace de Napoléon recula devant les difficultés d'une telle entreprise. Ces difficultés étaient immenses. Il eût fallu se condamner à une guerre indéfinie. Si la Pologne renaissait forte et puissante, la Russie perdrait le fruit de cent ans d'efforts et de combats : elle cesserait d'appartenir à l'Europe civilisée; il ne lui resterait plus en partage que les destinées obscures d'une puissance asiatique. Avant de se résigner à une telle déchéance, elle combattrait, on devait s'y attendre, jusqu'à l'entier épuisement de ses forces. Napoléon craignit d'entraîner son pays dans une lutte si terrible et si longue. Il ne fallait pas espérer que l'Autriche en resterait longtemps le témoin impassible. Peut-être, pendant quelque temps encore, n'oserait-elle se déclarer; mais elle serait bientôt ramenée, par le cours irrésistible des choses, sur les champs de bataille. Une fois la Lithuanie et la Volhynie soulevées, l'insurrection gagnerait rapidement les Gallicies, et la cour de Vienne ne serait plus maîtresse de ses résolutions.

Enfin, cette guerre, poursuivie à 400 lieues de nos frontières, sous un climat horrible, commençait à lasser, comme nous l'avons dit, les plus fermes courages. Le soldat français, tout de feu sur les champs de bataille, n'aime point les succès qu'il lui faut acheter à force de patience et de fatigues. Le péril l'effraye moins que les privations, et il a besoin de victoires promptes et brillantes qui l'électrisent et soutiennent son ardeur. Pendant les trois mois d'inaction qui avaient suivi le carnage d'Eylau, l'armée avait laissé éclater en sourds murmures son dégoût et sa lassitude.

Si, après la bataille de Friedland, il lui avait fallu s'enfoncer dans les plaines de la Lithuanie, combattre tous les jours, loin de son pays, laissant derrière elle l'Allemagne ennemie, il n'est pas sûr que sa fermeté eût résisté à de si rudes épreuves.

L'empereur écarta donc comme une entreprise trop dangereuse en ce moment la restauration de la Pologne. Dès lors, il ne lui restait plus qu'à se rapprocher de la Russie.

Mais ici se présentait une nouvelle question. Quelle espèce d'arrangement conclurait-il avec cette puissance? serait-ce une simple paix? serait-ce une alliance?

La paix sans l'alliance ne terminait rien. Elle laissait toutes les grandes couronnes dans cet état de défiance et de crainte qui les avait tant de fois liguées et armées contre nous. La paix, conclue dans de telles conditions, aurait ce même caractère d'instabilité qu'avaient eu tous les traités antérieurs. Ce ne serait point, à vrai dire, une véritable paix, mais, comme celles de Campo-Formio, de Lunéville, d'Amiens et de Presbourg, une simple trêve, un repos de quelques années, indispensables pour donner aux puissances vaincues le temps et les moyens de fermer leurs blessures, de réorganiser leurs armées et de se mettre en mesure de recommencer la lutte. Ce n'est pas là ce que voulait l'empereur. Jusqu'alors, ses plus beaux triomphes étaient restés stériles, parce que jamais il n'avait pu réussir à briser le lien moral qui unissait les monarchies du Nord. C'était ce lien fatal qu'il était impatient de rompre. Il était

tourmenté du désir de former une grande alliance qui, en même temps qu'elle contiendrait toutes les inimitiés du continent, l'aiderait à dompter l'Angleterre et l'obligerait à demander la paix.

Les Anglais avaient depuis longtemps anéanti toute la marine marchande de l'Europe, et usurpé le droit exclusif de vendre à tous ses peuples les denrées coloniales dont ils ne peuvent plus se passer. C'était une honte pour la France et pour ses alliés d'en être réduits à recevoir ses produits des mains de leurs plus cruels ennemis. En vain Napoléon s'était adressé aux Américains du Nord pour les déterminer à faire respecter leur neutralité et à s'emparer du monopole du commerce des denrées coloniales en Europe. La politique violente de l'Angleterre et la cupidité des négociants américains avaient fait échouer tous ses projets. Un ordre du conseil, du 5 septembre 1805, avait autorisé l'arrestation de tout bâtiment américain chargé de marchandises qui ne proviendraient pas des États-Unis. Bientôt l'Angleterre alla plus loin. Par son fameux ordre du conseil du 16 mai 1806, elle déclara bloquées toutes les côtes depuis l'Elbe jusqu'à Brest, et saisissable, tout navire neutre destiné pour un des ports compris dans cette délimitation. Jamais elle n'avait encore osé pousser aussi loin l'abus des blocus fictifs. Elle ne se contenta pas de paralyser par la violence de ses mesures le commerce des Américains; elle couvrit leur pavillon d'ignominie et d'outrages. Comme avant la paix d'Amiens, elle se rua sur leurs bâtiments, les soumit à une presse impitoyable, les saisit en pleine mer ou les livra aux flam-

mes, sur le simple soupçon qu'ils venaient d'une colonie ennemie, ou qu'ils se dirigeaient vers un port ennemi.

Le gouvernement fédéral, exaspéré par ces outrages, inclinait à des résolutions courageuses. Il fit rendre un bill qui non-seulement punissait de mort tout individu convaincu d'avoir pressé un matelot américain, mais qui autorisait tous les marins de l'Union à tuer les individus qui voudraient les presser à leurs bords. Malheureusement, les négociants américains ne surent pas s'élever à la hauteur des pensées de leur gouvernement. La plupart se montrèrent faibles et lâches devant la tyrannie de l'Angleterre. Ils subirent toutes ses exigences, lui prostituèrent leur pavillon, se firent ses contrebandiers, et lui assurèrent le monopole du commerce maritime. Denrées coloniales, produits manufacturés, tout partit d'elle comme d'un fleuve immense, et pénétra par mille canaux sur les marchés du continent. Là où son pavillon était proscrit, les produits arrivaient sous pavillon américain, car il n'y avait point de blocus pour ces prétendus neutres qui naviguaient pour son compte. De là, ces richesses immenses qu'elle pompait de l'Europe, et qu'elle lui renvoyait sous forme de subsides pour armer et solder nos ennemis. Ainsi, la guerre qui ruinait et désolait le continent faisait la joie et la grandeur de l'Angleterre. La bataille de Trafalgar avait mis le comble à sa puissance : elle lui avait livré l'empire absolu de la mer ; elle avait enlevé à ses ennemis les seuls moyens par lesquels ils auraient pu l'atteindre directement et la réduire. La toute-puissance de Napoléon venait expirer sur les rivages de l'Océan. A

lui, la moitié du continent, mais aux Anglais, la mer, et, avec la mer, le commerce du monde.

Poussé aux dernières extrémités, le génie de Napoléon enfanta cette prodigieuse conception qui avait pour but de couper à vif et d'un seul coup tous les liens d'industrie, de commerce, de banque et de politique qui rattachaient au continent la puissance britannique.

L'Angleterre avait monopolisé le commerce des denrées coloniales en Europe. C'est dans ce monopole, source de ses richesses, que l'empereur résolut de l'atteindre. Tous les peuples du continent étaient devenus ses tributaires, et tous les neutres, ses contrebandiers. Le continent tout-entier lui serait fermé, et les neutres qui lui prostitueraient leur pavillon seraient frappés comme elle. Elle se trouverait ainsi mise au ban de l'Europe, exclue de tous les marchés, enfermée elle et ses produits dans son île, réduite à périr d'engorgement ou à s'avouer vaincue.

C'est sous l'influence de cette grande pensée qu'il rendit à Berlin son fameux décret du 12 novembre 1806. Ce décret contient en germe tout le système continental.

Les Iles Britanniques furent déclarées en état de blocus et tout commerce et correspondance avec elles formellement interdits. (Articles I et II.)

Tous magasins, toutes marchandises, toutes propriétés appartenant à des individus d'origine anglaise furent déclarés de bonne prise. (Articles IV et V.)

Les ports de la France et ceux de ses alliés furent interdits à tout bâtiment venant directement de l'Angle-

terre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret. (Article VII.)

Tout bâtiment qui, au moyen d'une fausse déclaration, contreviendrait à la disposition ci-dessus, serait saisi, et le navire ainsi que la cargaison confisqués, comme s'ils étaient propriétés anglaises.

Lorsque l'empereur rendit ce décret, sa pensée n'allait pas encore jusqu'à en étendre l'application à tout le continent. Si grande que fût alors sa puissance, elle ne l'était pas assez pour faire la loi dans tous les ports, sur tous les marchés de l'Europe, et en exclure les marchandises anglaises. Il lui fallait absolument l'appui, le concours sincère, énergique d'une des grandes puissances continentales. Une seule pouvait largement satisfaire à toutes les exigences d'une pareille alliance, c'était la Russie. Cet empire était un des plus riches marchés exploités par l'industrie anglaise. Fermer ce marché à nos ennemis, c'était porter instantanément un grand coup à leur prospérité. Puis, par la Russie, nous tenions en échec Vienne et Berlin ; nous maîtrisions la Suède et le Danemarck ; nous assurions notre suprématie sur tout le midi de l'Europe.

Le Mecklembourg, les villes anséantiques, le Hanovre, la Hollande, l'Italie et l'Espagne étaient déjà soumis à notre influence. Le résultat infaillible, immédiat d'une alliance loyalement contractée et exécutée par les empereurs de France et de Russie devait être l'interdiction soudaine, absolue, de tous les ports et de tous les marchés du continent aux marchandises de l'Angleterre.

C'était là le brillant côté de cette combinaison hardie

et féconde. Toutefois elle avait une autre face bien différente.

Dans la situation où le désastre de Friedland avait placé l'empereur Alexandre, il devait désirer la paix. Mais il n'y avait aucune obligation pour lui de subir l'alliance de la France. Une alliance ne s'impose pas au souverain d'un si puissant empire, même après une bataille de Friedland. Elle se propose ; il l'accepte ou il la refuse; mais sa décision, quelle qu'elle soit, est toujours un acte de sa libre volonté. Si donc la France voulait obtenir le concours des forces de ce monarque contre l'Angleterre, il fallait qu'elle se résignât à la payer et à la payer fort cher. Il était facile de deviner le prix qu'y mettrait l'empereur Alexandre.

Depuis un siècle, la politique russe poursuivait trois grands buts. Le premier était de pénétrer au cœur de l'Europe civilisée en abattant la barrière qui l'en séparait; le second, d'étendre sa domination sur la mer Noire et jusque sur le Bosphore; le troisième, d'écarter de sa capitale le voisinage de la Suède en la refoulant par delà le golfe de Bothnie. Le premier de ces desseins était accompli. L'obstacle qui séparait la Russie de l'Allemagne était renversé; la Pologne n'existait plus. Il restait à accomplir les deux autres. Il était évident qu'en échange de sa coopération contre les Anglais, l'empereur Alexandre demanderait à l'empereur Napoléon de lui sacrifier éventuellement les intérêts de la Suède et ceux de la Turquie.

En ce qui touchait la Suède, notre situation était franche. Dominée par les intérêts de son commerce, par

sa situation géographique qui la rendait vulnérable aux coups de la marine anglaise et des armées russes, la Suède était sortie pour jamais de notre sphère d'influence. L'indifférence et le dédain avaient remplacé l'intimité qui nous attachait autrefois cette couronne. Napoléon pouvait sans déloyauté la livrer au bras de la Russie. L'infamie ne serait point pour lui, mais pour le souverain qui accepterait éventuellement les dépouilles de son allié.

Il n'en était pas de même de la Turquie. Si, en ce moment, elle était exposée à tous les dangers d'une lutte inégale avec la Russie, c'était Napoléon, qui, par ses excitations, par ses promesses, par ses menaces, l'y avait précipitée ; il en avait retiré des avantages immenses. N'était-ce pas à cette guerre allumée par ses propres mains qu'il avait dû ses plus grands succès dans la campagne de Pologne? Pour prix du dévouement aveugle que les Turcs lui avaient montré, irait-il aujourd'hui les livrer en holocauste à la cupidité d'une puissance, hier encore leur commune ennemie? Ne serait-ce pas se montrer coupable de la plus déloyale, de la plus noire ingratitude? Et cependant, il n'est que trop vrai qu'il les a sacrifiés. Dans l'ordre des idées morales, cette faute est immense : elle est une tache ineffaçable à sa glorieuse mémoire. Mais les événements, dans leur cours violent, irrésistible, l'ont entraîné. En lui faisant de l'alliance de la Russie une nécessité, ils l'ont forcé à l'accepter avec toutes ses conséquences.

Et puis (là est sa meilleure, et, à vrai dire, sa seule excuse) une révolution, aussi barbare dans son but que

cruelle dans ses moyens d'exécution, venait de précipiter du trône le prince avec lequel il avait noué des relations de confiance et d'amitié, Sultan Sélim, et avait élevé à sa place sultan Mustapha.

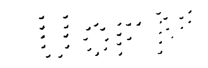
Sélim est le premier des souverains ottomans qui ait osé introduire dans son empire les institutions militaires de l'Europe, et substituer aux bandes indisciplinées du janissarisme des troupes régulières. En 1806, il était déjà parvenu à organiser un corps de 30,000 réguliers ou nizzam-djettites. Ces tentatives de réforme lui attirèrent la haine des janissaires et des uhlémas. Il eut ainsi contre lui les deux forces actives de l'empire, les troupes et les interprètes de la loi. Ils se liguèrent contre son autorité, et une première révolte éclata au mois d'août 1806. — Les insurgés quittèrent la capitale, se jetèrent dans les Balkans, soulevèrent les janissaires de la Roumélie et de la Bulgarie, attaquèrent à Andrinople les nizzam-djettites, les mirent en déroute, et s'avancèrent, ivres d'orgueil et de vengeance, sur Constantinople. Sélim, menacé de perdre le trône et la vie, céda momentanément aux clameurs de ses ennemis, renvoya ses ministres et ajourna tous ses projets. C'est à peu près à cette époque qu'éclata la guerre entre la Russie et la Turquie. Ce grand événement et l'attaque de l'amiral Duckworth firent diversion pendant quelques mois aux dissensions intérieures. Sélim se persuada que la haine des janissaires était éteinte et reprit avec ferveur l'œuvre de la réforme. Mais ceux-ci épiaient ses moindres mouvements, décidés à tout oser plutôt que de se laisser abattre. Un ordre du sultan d'incor-

porer parmi les réguliers le corps des yamacks devint le signal d'une émeute terrible. Tous les janissaires de la capitale prirent les armes, et ce fut le chef des uhlémas, le muphti en personne, qui dirigea l'exécution du complot. Les nizzam-djettites étaient en trop petit nombre encore pour résister à la masse des janissaires soulevés; du moins, ils combattirent en gens de cœur et succombèrent presque tous les armes à la main. Constantinople se trouva à la merci d'une milice déchaînée qui ternit son triomphe par d'affreux excès. Encore toute souillée du sang de ses ennemis, elle se porta au sérail, et demanda à grands cris la mort des conseillers du sultan. Sélim refusa d'abord; mais les flots de l'émeute, grossissant d'heure en heure, menaçaient d'envahir son palais. Tout ce qui l'entourait, ses femmes en pleurs, ses eunuques, le conjuraient d'apaiser la rage des révoltés en leur jetant les têtes de ses ministres. Il céda enfin et signa l'arrêt qui condamnait à mourir ceux dont le crime était d'avoir exécuté ses ordres. Il crut, par cette lâcheté, avoir désarmé ses ennemis; il ne fit que les enhardir. Ils résolurent de frapper dans sa personne le chef même de la réforme. Les uhlémas s'assemblèrent, et, avec l'appareil hypocrite du plus profond respect pour la loi religieuse, ils consultèrent le Coran, et y lurent qu'un souverain qui avait régné sept ans sans que le ciel lui eût accordé de postérité était indigne du trône, qu'un sultan sous lequel le pèlerinage de la Mecque se trouvait interrompu était un homme sacrilége, qu'enfin toute innovation était déclarée par la religion un crime irrémissible. Le

muphti se rendit au sérail, se présenta devant Sélim III, lui lut la fatale sentence qui le déposait : puis, il annonça au cousin de ce prince infortuné, à Mustapha, fils du sultan Abdulhamed, qu'il était choisi par le peuple pour occuper le trône, et le proclama empereur. Sélim subit sa destinée avec la résignation commune aux Orientaux, et rentra dans l'obscurité du sérail, où bientôt l'attendait une fin lamentable.

La révolution du 30 mai fut ourdie et exécutée par les uhlémas et les janissaires; mais les partisans de l'Angleterre et de la Russie n'y furent pas étrangers. Ils n'avaient su que trop bien exploiter l'ignorance et le fanatisme des chefs du complot. Ils leur avaient dit que Sélim était l'ami de Napoléon, que toutes les innovations introduites dans l'organisation militaire des Turcs étaient des inspirations de cet empereur, que c'étaient ses funestes conseils qui avaient appelé sur la Turquie le fléau de la guerre, et qu'en abattant le parti de la réforme, ils secoueraient le joug de la France et retrouveraient la paix au dehors, la sécurité et le calme au dedans. Par ces perfides conseils, ils avaient enflammé leur zèle et précipité la crise.

Les premiers actes du nouveau sultan annoncèrent un changement complet dans la politique de la Porte. Toutes communications intimes cessèrent entre cette cour et l'ambassadeur de France. Napoléon avait mis à la disposition de Sélim un corps de 600 canonniers qui devaient se diriger d'Illyrie sur Constantinople. Sultan Mustapha refusa de les recevoir ; l'ambassadeur de France dut expédier des courriers pour les faire



rétrograder, s'ils étaient en marche, ou les empêcher de partir, s'ils n'avaient pas encore quitté l'Illyrie. Le général Sébastiani avait perdu tout espoir de ressaisir sur le divan l'ascendant qu'il exerçait avant la dernière révolution. Voici ce qu'il écrivait à l'empereur le 1er juin. « Le nouveau sultan s'attache autant par goût « que par religion, aux anciens usages que Sélim avait « souvent violés : *il ne peut avoir que de mauvaises « dispositions contre la personne de Votre Majesté qu'il « sait avoir été l'amie de Sélim.* »

Lorsque Napoléon reçut ces graves et tristes nouvelles, il venait de gagner la bataille de Friedland. Il partagea les convictions du général Sébastiani : il crut très-sincèrement, comme son ambassadeur, que la Porte lui échappait sans retour et que le nouveau sultan, hostile aux intérêts de la France, pactisait avec ses ennemis. Il fut saisi d'un profond dégoût pour ce gouvernement qui n'avait pas la force de lutter contre une milice ignorante et fanatique et un prêtre ambitieux. La Turquie lui parut un État perdu et en dissolution. Aucun traité ne le liait vis-à-vis de la Porte. Cette cour avait fait l'inconcevable faute de se mettre en guerre avec la Russie, sans s'être préalablement unie par un traité formel avec la France. Au commencement de cette année, elle avait député vers l'empereur Napoléon Émir-Effendi. Mais cet ambassadeur n'était arrivé dans le camp des Français qu'à la fin du mois de mai, au moment où les grandes opérations allaient reprendre leur cours. Des négociations avaient eu lieu. Cependant, l'empereur avait chargé son grand écuyer, M. de Cau-

laincourt, de proposer de sa part à l'envoyé turc de conclure ce traité sur les bases suivantes : L'alliance que les deux puissances contracteraient serait offensive et défensive. Elles s'engageraient à ne point faire la paix avec la Russie, sans s'être préalablement entendues. La France garantirait à la Turquie la conquête de la Crimée si les armées turques parvenaient à s'en emparer, ainsi que la possession de la Moldavie et de la Valachie, et l'intégrité de son territoire. C'est le 28 mai que ces propositions avaient été soumises par M. de Caulaincourt à Emir-Effendi. Soit ignorance du véritable état des choses, ou que ses instructions fussent insuffisantes, l'ambassadeur turc n'avait rien voulu signer. Par toutes ces considérations, Napoléon se crut libre d'agir selon ses convenances, dégagé de tout devoir envers un souverain qui semblait être l'instrument de ses ennemis, et il résolut de faire entrer l'hypothèse de la ruine et du partage de la Turquie au nombre des éléments de la négociation qui allait s'ouvrir.

Il accueillit avec un vif empressement la proposition pacifique que vint lui faire de la part de l'empereur Alexandre le prince Labanoff. Une convention d'armistice fut signée le 21 juin, mais seulement applicable aux armées française et russe. Quand Frédéric-Guillaume eut connaissance de cette transaction, il fut saisi de douleur : il comprit que ses infortunes avaient lassé le dévouement de son allié, et que sa cause était perdue; il s'humilia, et conclut aussi lui-même avec la France, le 25 juin, une suspension d'armes.

Les deux empereurs étaient convenus d'une entrevue :

elle eut lieu le 25 sur un large radeau construit à cet effet au milieu du Niémen. Ils quittèrent en même temps les rives du fleuve, sous les yeux de leurs armées surprises et enthousiastes, et, en s'abordant, ils s'embrassèrent. La première parole d'Alexandre fut une parole d'ami. « *Je hais les Anglais autant que vous* « *les haïssez*, dit-il à Napoléon, *et je serai votre second* « *dans tout ce que vous ferez contre eux. — En ce cas*, « lui répondit l'empereur des Français, *tout peut s'ar-* « *ranger, et la paix est faite.* » Cette première entrevue dura deux heures. Elle se renouvela le lendemain sur le même radeau, et, cette fois, le roi de Prusse y assista. Il fut décidé que la moitié de la ville de Tilsitt serait neutralisée, et que les plénipotentiaires des trois puissances s'y réuniraient pour débattre et régler les conditions de la paix. Alexandre et Frédéric-Guillaume vinrent s'y établir le 26, et Napoléon leur en fit les honneurs comme si elle eût été une ville de son empire.

Les négociations de Tilsitt forment peut-être l'épisode le plus éclatant de l'histoire de la diplomatie moderne. Jamais d'aussi grands personnages, ni d'aussi grands intérêts ne se trouvèrent en présence. Ce furent les empereurs de France et de Russie qui discutèrent en personne toutes les conditions de la paix et de l'alliance qu'ils allaient conclure, et les plénipotentiaires n'intervinrent dans les négociations que pour formuler en traités les décisions de leurs souverains.

Napoléon et Alexandre étaient dignes à tous égards de se mesurer dans cette nouvelle arène qui succédait à

celle des combats. Alexandre avait tout ce qui charme et subjugue, une noble et belle figure, un grand prestige de paroles et de manières, la dignité et l'aisance incomparable d'un prince né sur les degrés du trône, et cette irrésistible séduction que donnent à un souverain jeune et beau la passion et l'habitude de plaire. Il avait de plus un art merveilleux à traiter les plus grandes affaires, et une sagacité d'autant plus dangereuse qu'elle se cachait sous un air de sincérité chevaleresque. Chez Napoléon, la grâce était pour ainsi dire une qualité de luxe. Élevé dans les camps, absorbé par les rudes travaux de la guerre et de la politique, obligé de tenir à distance, par la sévérité de son maintien, tous ces hommes naguère ses égaux, aujourd'hui ses sujets, il usait rarement de ces formes douces et attachantes qui captivent les cœurs. En général, il commandait bien plus le respect et l'admiration qu'il n'inspirait l'affection ; et toutefois, dans ces rares moments où il avait la volonté de plaire, il ne le cédait à personne en séduction. Sa parole vive et colorée, la force et l'élévation de ses pensées, fascinaient, entraînaient; et l'empereur Alexandre lui-même ne put échapper à l'ascendant de ce grand esprit. A peine ces deux princes furent-ils en présence, qu'ils semblèrent s'éprendre l'un pour l'autre de la sympatie la plus vive. Ils ne se quittaient plus : ils avaient la même table, presque la même chambre. Tous les moments qui n'étaient pas donnés aux affaires, ils les consacraient à des fêtes militaires ou à des réunions intimes. On eût dit deux amis inséparables qui n'avaient jamais cessé de mettre

en commun leur bourse, leurs plaisirs et leurs peines. Le sentiment qui les avait soudainement rapprochés avait gagné leurs armées. Les corps d'avant-garde se mêlèrent et fraternisèrent : on vit des soldats, des officiers, échanger leurs uniformes, et célébrer dans de joyeuses libations la paix et l'amitié qui allaient unir leurs souverains. Jamais des sentiments aussi vifs de conciliation et de sympathie ne succédèrent à des haines plus ardentes, à des combats plus sanglants.

Le roi de Prusse assistait aux réunions des deux empereurs, mais il y assistait comme un témoin incommode et malheureux. En sa présence, ils s'imposaient une réserve absolue, et toujours ils attendaient qu'il se fût retiré pour se livrer à leurs plus secrets épanchements. Napoléon ressentait pour ce prince une insurmontable aversion, et il se donnait le tort de la laisser paraître. La timidité naturelle de Frédéric-Guillaume s'augmentait du sentiment de sa fausse situation. Placé entre un ennemi implacable et un allié auquel il se sentait à charge, il était abreuvé de tristesse : l'expression de son visage, ses manières, toute sa contenance s'en ressentaient. Napoléon avait eu d'abord l'intention de l'écarter des conférences de Tilsitt. C'était Alexandre qui avait insisté pour que son malheureux allié y fût admis.

La reine vint aussi à Tilsitt, mais elle n'y arriva que le 26 juin, lorsque déjà les choses étaient fort avancées. Si elle était venue plus tôt, ses pleurs, sa beauté, les instances de l'empereur Alexandre, eussent peut-être attendri un vainqueur irrité, et modifié dans une cer-

taine mesure les résolutions prises à l'égard de la Prusse. Aussitôt que l'arrivée de cette princesse lui fut annoncée, l'empereur des Français alla lui rendre visite : elle le reçut d'un air apprêté et tragique[1]. « La « Prusse, dit-elle, s'était aveuglée sur sa puissance; « elle avait osé combattre un héros, s'opposer aux « destinées de la France, négliger son heureuse ami- « tié; elle en était cruellement punie. La gloire du « grand Frédéric, ses souvenirs avaient enflé son or- « gueil; ils avaient amené sa ruine. » Après ce pathétique exorde, elle fit appel à la clémence de l'empereur, et elle eut des accents d'une éloquence pénétrante. Elle le conjura de mettre le comble à sa gloire en se montrant magnanime, et de ne point réduire au désespoir un ennemi abattu et repentant. Elle toucha avec beaucoup d'art quelques-uns des points débattus entre les deux empereurs : elle insista surtout pour que la place de Magdebourg ne fût pas comprise au nombre des territoires enlevés à la Prusse. Assailli par de si vives instances, Napoléon commençait à perdre contenance quand le roi entra, au grand déplaisir de la reine, qui, d'un regard expressif, réprouva ce contre-temps. En effet, il voulut parler, discuter, et il gâta tout ce qu'avait fait la reine : l'empereur fut délivré. Ce jour-là même, il reçut cette princesse à dîner, et il eut à soutenir de nouveaux assauts. Il lui fallut une

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, par M. le comte de Las Cases, tome IV, page 257 et suivantes. — Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire le fond du récit que le prisonnier de Sainte-Hélène a fait lui-même de son entrevue avec la reine de Prusse.

extrême attention sur lui-même pour ne prendre aucun engagement, ni laisser échapper une seule parole douteuse, car il avait dans l'empereur Alexandre un témoin trop intéressé à surprendre chez lui un moment de faiblesse, pour ne pas épier ses moindres mots et jusqu'à ses gestes. Un instant avant de se mettre à table, Napoléon s'approcha d'une console, y prit une très-belle rose et l'offrit à la reine. Le premier mouvement de cette princesse fut de la refuser, puis aussitôt se ravisant, elle dit : « Oui, sire, mais avec Magdebourg ; » sur quoi l'empereur lui répliqua durement : « Mais je ferai remarquer à Votre Majesté que « c'est moi qui la donne et vous qui allez la recevoir. »

La journée avait été rude : il en coûtait à Napoléon de se montrer inflexible aux prières d'une belle reine. Il résolut d'en finir, et donna des ordres pour que tout fût immédiatement arrêté et signé. Quand, le lendemain, la reine en fut instruite, elle montra un véritable désespoir. Elle dit en pleurant que Napoléon lui avait fait des promesses, qu'il l'avait abusée, et déclara qu'elle ne voulait plus le voir. Il fallut que l'empereur Alexandre témoignât en quelque sorte contre elle, et la décidât à accepter de Napoléon un second dîner. Aussitôt que ce repas fut terminé, elle annonça la volonté de se retirer, et Napoléon la reconduisit. Arrivée au milieu de l'escalier où il s'arrêta, elle lui prit la main, la lui serra, et lui dit avec un accent dans lequel il y avait encore plus de douleur que d'amertume : « Est-il pos- « sible, qu'ayant eu le bonheur de voir de si près « l'homme du siècle et de l'histoire, il ne me laisse

« pas la liberté et la satisfaction de pouvoir l'assurer « qu'il m'a attachée pour la vie? — Madame, je « suis à plaindre, lui répondit gravement l'empereur; « c'est un effet de ma mauvaise étoile! » Arrivée à sa voiture, elle s'y jeta en sanglotant, demanda Duroc, qu'elle estimait beaucoup, lui renouvela toutes ses plaintes, et lui dit en montrant la demeure de Napoléon : « Voilà une maison où l'on m'a cruellement trompée. »

Les transactions de Tilsitt se divisent en trois parties distinctes :

Les traités de paix conclus entre la France, la Russie et la Prusse;

Le traité d'alliance entre la France et la Russie ;

Enfin les dispositions secrètes arrêtées entre les deux empereurs.

La France était représentée par le prince de Talleyrand ;

La Russie, par le prince Kourakin et le prince Labanoff;

La Prusse, par le feld-maréchal Kalkreuth et le comte de Goltz.

La première question débattue dans les conférences de Tilsitt fut la question prussienne. Il n'y en avait aucune qui eût plus de gravité, dont la solution dût exercer une plus grande influence sur les destinées de l'Europe, qui mît en présence des ressentiments plus implacables et des devoirs de fidélité plus sacrés. Depuis la bataille d'Iéna jusqu'à celle de Friedland, la Prusse avait été bien réellement l'enjeu de la guerre. Dominé par une logique impitoyable, sachant bien qu'il lui avait fait

trop de mal pour qu'elle pût jamais le lui pardonner, Napoléon brûlait de l'anéantir. Mais à son tour, Alexandre, par politique et par honneur, ne pouvait souscrire à la destruction complète d'une puissance qui lui servait de boulevard contre la France, et qui ne s'était perdue que pour avoir cédé trop facilement à ses conseils. Les deux empereurs durent mettre en œuvre tout ce qu'ils avaient de puissance d'esprit et de paroles, l'un, pour obtenir le droit d'immoler la Prusse à ses ressentiments, l'autre, pour la préserver d'une ruine absolue. Ne pouvant abattre complétement son ennemi, Napoléon se donna du moins la joie de l'humilier à la face du monde. Afin de bien constater que Frédéric-Guillaume n'avait point négocié lui-même, que c'était l'empereur Alexandre qui avait stipulé pour lui, et obtenu de la clémence du vainqueur la restitution d'une partie des provinces conquises, il exigea que les clauses à la charge de la Prusse fussent stipulées dans le traité qui fut signé le 7 juillet avec la Russie. Il fit plus, il voulut que la conclusion de ce traité précédât de deux jours celle de son traité avec la Prusse.

Cette monarchie fut dépouillée de tous les territoires qu'elle possédait, avant la guerre, sur la rive gauche de l'Elbe, ainsi que de la presque totalité des provinces polonaises qui lui étaient échues dans les trois partages. Comme si ce n'était pas assez que l'empereur Alexandre eût laissé dégrader la Prusse dans le traité qu'il avait conclu avec la France, il se fit le complice des vengeances du vainqueur d'Iéna et de Friedland : il accepta une part des dépouilles du prince infortuné

dont, hier encore, il était l'ami et l'allié et dont il avait causé tous les maux. Il réunit à son empire la ville et le territoire de Bialistock.

La ville de Dantzick fut rétablie dans son indépendance.

La Prusse comptait avant la guerre neuf millions d'habitants : elle en perdit par le traité de Tilsitt quatre millions deux cent mille.

Le démembrement de la monarchie prussienne allait causer en Allemagne un grand vide : il s'agissait de le combler en tirant le parti le plus avantageux des territoires devenus disponibles.

Napoléon conçut l'idée d'organiser entre le Rhin et l'Oder un nouvel État, qui, bien que lié par ses devoirs généraux à la patrie germanique, relèverait pourtant de la France par son origine, et lui serait à jamais uni par l'intérêt d'une conservation commune. Il voulait, au moyen des affinités que développerait ce royaume, hâter la fusion des intérêts français avec les intérêts allemands, et serrer plus fortement les nœuds qui attachaient à sa politique la confédération du Rhin. Il créa donc le royaume de Westphalie et le forma de la majeure partie des provinces prussiennes situées sur la rive gauche de l'Elbe, et de l'électorat de Hesse. Sur ce trône improvisé par la victoire il plaça le plus jeune de ses frères, Jérôme Bonaparte. (Articles XVIII et XIX.)

Des provinces échues à la Prusse dans les derniers partages de la Pologne, il fit un État séparé sous le titre de duché de Varsovie, lui donna une organisation distincte et toute polonaise, et le rattacha par un lien de suzeraineté à la couronne de Saxe. (Article V.)

Par les articles XIV, XV, XVII, XVIII et XIX, l'empereur de Russie reconnut les nouvelles dynasties créées par Napoléon, celle de Joseph à Naples, celle de Louis en Hollande, celle de Jérôme en Westphalie. Il reconnut de même la confédération du Rhin. Le traité de paix fut déclaré commun à tous les alliés de la France.

Par l'article XVI, l'empereur de Russie céda en toute propriété et souveraineté à Louis Bonaparte, roi de Hollande, la seigneurie de Jever située sur la mer du Nord, entre la principauté d'Ost-Frise et le duché d'Oldenbourg.

L'article XIII était ainsi conçu : S. M. l'empereur Napoléon accepte la médiation de S. M. l'empereur de toutes les Russies à l'effet de négocier et de conclure un traité de paix définitif entre la France et l'Angleterre, dans la supposition que cette médiation sera aussi acceptée par l'Angleterre, un mois après l'échange des ratifications du présent traité.

Des dispositions analogues furent arrêtées relativement à la Russie et à la Turquie. L'empereur Alexandre accepta la médiation de l'empereur Napoléon, à l'effet de négocier la paix avec la Porte ottomane. Il fut convenu que lorsque cette dernière cour aurait accepté la médiation de la France, les hostilités cesseraient entre les Russes et les Turcs, et qu'ils évacueraient simultanément la Moldavie et la Valachie. (Articles XXI, XXII, XXIII et XXIV.)

Ces dispositions, ainsi que celles de l'article XIII, furent reproduites et développées comme nous allons le voir dans le traité d'alliance.

Le traité de paix conclu entre la France et la Prusse fut signé le 9 juillet. Tous les sacrifices, toutes les douleurs, toutes les hontes imposés à la Prusse par le traité précédent furent énumérés de nouveau dans celui-ci, et de nouvelles clauses aggravantes y furent ajoutées.

Ainsi, il fut convenu qu'il serait ouvert à travers les États prussiens une route militaire de communication qui relierait la Saxe au duché de Varsovie. (Article XVI)

Jusqu'au jour de l'échange du futur traité de paix définitif entre la France et l'Angleterre, tous les pays de la domination prussienne seraient fermés à la navigation et au commerce des Anglais, et toutes relations cesseraient entre les ports prussiens et les îles Britanniques. (Article XXVIII.)

Par une autre disposition séparée et secrète, la Prusse promit formellement de déclarer la guerre à l'Angleterre, si, au 1er décembre 1807, cette dernière puissance n'avait pas fait la paix avec la France.

Le traité destiné à unir les intérêts des deux empires fut signé à Tilsitt, le même jour que le traité de paix.

Les deux puissances s'engagèrent à faire cause commune, soit par terre, soit par mer, dans toute guerre européenne qu'elles seraient capables d'entreprendre ou de soutenir. La Russie offrirait sa médiation à l'Angleterre. Si l'Angleterre la refusait, ou si, l'ayant acceptée, elle n'avait point, au 1er novembre 1807, conclu la paix, reconnu le principe que les pavillons de toutes les puissances doivent jouir d'une parfaite égalité et indépendance sur les mers, et restitué toutes les conquêtes

faites sur la France et sur ses alliés depuis 1805, la Russie lui notifierait, dans le courant de novembre, sa résolution de faire cause commune avec la France. (Article IV.)

Si, au 1er décembre de cette même année, l'Angleterre n'avait point répondu d'une manière satisfaisante à la notification russe, la France et la Russie sommeraient les trois cours de Stockholm, de Copenhague et de Lisbonne de fermer leurs ports aux Anglais et de leur déclarer la guerre. (Article V.) Sans faire à l'Autriche une pareille sommation, elles l'inviteraient à se séparer aussi de l'Angleterre et à lui fermer ses ports.

Si l'Angleterre acceptait les conditions offertes par les alliés, le Hanovre lui serait restitué en compensation des colonies françaises et hollandaises dont elle s'était emparée dans le cours de la présente guerre. (Article VII.)

L'article VIII formait la contre-partie des articles précédents. De même que la Russie offrirait sa médiation à l'Angleterre, la France proposerait la sienne à la Porte ottomane. Si, par suite de la révolution qui venait de s'opérer à Constantinople, la Porte n'acceptait point la médiation de la France, ou si, l'ayant acceptée, la paix n'était pas conclue dans le délai de trois mois à partir de l'ouverture des négociations, la France ferait cause commune avec la Russie contre la Turquie, et les deux hautes parties contractantes s'entendraient pour soustraire toutes les provinces européennes de l'empire ottoman, la ville de Constantinople et la province de Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs.

Au traité patent furent annexés des articles secrets.

La Russie prit l'engagement de remettre à la France la place et le territoire de Cattaro. (Article Ier.)

De plus, elle consentit à ce que la France possédât en toute souveraineté les Sept-Iles. (Article II.)

Elle promit de reconnaître Joseph, non-seulement comme roi de Naples, mais encore comme roi de Sicile, aussitôt que Ferdinand aurait reçu, en échange de cette île, l'île de Candie ou les îles Baléares.

Un plan hypothétique de partage de la Turquie d'Europe fut combiné et arrêté entre les deux empereurs. Le Bosphore, l'Hellespont, la Roumélie et la Thrace devaient rester sous les lois de la Porte. La Moldavie, la Valachie, toute la Bulgarie jusqu'à la rive gauche de l'Hèbre ou Marizza appartiendraient à la Russie. La Servie serait donnée à l'Autriche. La Bosnie, l'Albanie, l'Épire, le Péloponnèse, l'Attique et la Thessalie formeraient le lot de la France. Ce projet de partage ne devait être mis à exécution que dans le cas prévu par l'article VIII du traité d'alliance, c'est-à-dire si la Porte refusait la médiation de la France. Napoléon en donna communication au général Sébastiani qui s'y montra peu favorable, et le combattit avec une grande puissance de raison et beaucoup d'énergie.

D'autres points furent encore touchés à Tilsitt. Le cas où les Russes prendraient possession de la Finlande; celui où la France serait forcée de faire marcher ses armées à travers l'Espagne pour soumettre le Portugal et s'assurer des garanties contre la fidélité douteuse de Charles IV; celui enfin où l'Autriche aimerait mieux

combattre que de subir la loi des deux empereurs; toutes ces hypothèses ont dû être prévues et discutées au moins verbalement, dans les entretiens confidentiels de Tilsitt.

Enfin, Napoléon et Alexandre convinrent de réunir leurs efforts et d'entreprendre de concert une expédition dans l'Inde. Le nombre des troupes qu'ils emploieraient à cette grande entreprise, les points où elles se réuniraient, la route qu'elles suivraient et les arrangements à prendre avec la Perse, tout cela devait être débattu et réglé ultérieurement.

L'alliance de Tilsitt fut la soudaine et éclatante révélation d'un fait qui commençait à saisir tous les esprits étendus, c'est que la Russie doit tôt ou tard occuper dans le système fédératif de la France la place qu'y occupaient autrefois la Pologne, la Turquie et la Suède, et que, toutes les fois que ces deux grandes puissances voudront s'entendre et s'unir, elles gouverneront le monde. En 1807, deux pensées principales ont présidé à leur alliance, l'une a été d'obliger l'Angleterre à faire la paix, l'autre d'équilibrer les forces des deux empires, de telle sorte que l'un ne pût accroître ses possessions ou son influence sans que l'autre ne fût autorisé à s'agrandir dans les mêmes proportions. On peut dire qu'Alexandre et Napoléon se sont partagé l'Europe; à l'un le nord et l'orient, à l'autre le midi et l'occident.

Rarement il fut donné aux hommes d'assister à un tel spectacle; mais toute cette grandeur ne nous éblouit point. Jamais les combinaisons de la force matérielle ne

prévalurent avec plus d'audace sur les principes du droit et de l'équité : jamais on ne vit des pouvoirs humains disposer avec une autorité plus arbitraire des destinées des peuples, violer avec un plus effroyable cynisme cette morale vulgaire qui défend de sacrifier l'ami qui s'est dévoué à vous et qui a reçu vos serments. Toute notre âme se révolte à la vue de ces deux souverains, les plus puissants de ce monde, hier ennemis acharnés, alliés aujourd'hui, donnant pour ciment à leur union l'ingratitude et la déloyauté, se livrant mutuellement, à l'exemple des triumvirs de Rome, les dépouilles de leurs propres alliés, de ces mêmes alliés que naguère ils avaient arrachés à leur repos et traînés violemment à leur suite dans l'arène des combats : nouvelle et terrible leçon qui apprend aux peuples à quel prix s'achètent les conquêtes et la grandeur!

Jugée au point de vue de la politique pratique, l'alliance conclue à Tilsitt donne prise aux plus sévères critiques. Si elle eût été restreinte dans des limites convenables, conçue et appliquée dans un esprit de conciliation sincère, elle aurait été un immense bienfait pour la France et pour l'Europe. Elle eût garanti pendant de longues années le repos du continent, découragé l'Angleterre et poussé insensiblement les populations et les gouvernements dans les voies d'une pacification générale. Mais elle n'était point une œuvre pacifique : bien au contraire, elle était la plus formidable combinaison de guerre qui ait jamais été conçue. Sa grandeur même faisait sa faiblesse. Elle ne pouvait réussir qu'à la condition que tous les États

maritimes du continent concourraient loyalement, énergiquement, avec persévérance, à exclure de leurs ports et de leurs marchés les marchandises anglaises. L'empereur Alexandre avait solennellement promis son concours; mais il n'était point le vassal de l'empereur Napoléon: il n'était que son allié, allié tout aussi puissant, tout aussi indépendant dans sa sphère d'influence et d'action que le chef de la France l'était dans la sienne, parfaitement libre de violer ses serments le jour où ses convenances personnelles, les intérêts froissés ou les passions de son peuple le lui commanderaient. Une fois la Russie en dehors du système continental, tout l'édifice fondé à Tilsitt s'écroulerait. A quels termes aurait donc abouti cette alliance si chèrement achetée? A un isolement plein de péril ou à une nouvelle guerre. Les événements ne devaient que trop tôt se charger de démontrer la vanité des serments jurés à Tilsitt et la fragilité de l'œuvre qu'ils avaient prétendu consacrer.

Du reste, Napoléon ne se faisait point illusion sur l'alliance qu'il venait de contracter avec l'empereur Alexandre : le doute et les soupçons remplissaient sa pensée, et il ne savait que trop que, dans cette voie si nouvelle où les deux empires venaient de s'engager, tout était obscur, problématique, aventureux. Sa prévoyance admit toutes les chances, même celle d'une rupture prochaine des liens qu'il venait de former, et il résolut de se fortifier contre cette funeste éventualité. C'est dans cette prévision qu'il créa le duché de Varsovie. Tant que la Russie exécuterait ses engagements avec une fidélité scrupuleuse, le duché resterait ce que

l'avait fait le traité, une simple annexe du royaume de Saxe. Mais si elle manquait à ses engagements, si elle déchirait l'alliance, alors de grandes destinées s'ouvriraient pour le duché polonais. Ce que Napoléon n'avait pas osé entreprendre en 1807, lui ou son successeur pourrait alors l'accomplir. Cédant à l'appel de leurs frères, secondés par les armées de la France, les Lithuaniens, les Volhyniens, les Galliciens se lèveraient tous et concourraient à la restauration de leur commune patrie. Il avait fallu Austerlitz, Iéna et Friedland pour atteindre le Niémen et poser la première base d'une Pologne régénérée. A d'autres efforts, à de nouvelles victoires le soin d'achever la restauration de l'édifice. Toutefois de graves complications allaient sortir inévitablement de cette combinaison hardie. D'une part, l'établissement du duché de Varsovie allumerait dans le cœur de tous les Polonais des désirs et des espérances sans limites. De l'autre, il exciterait en Russie des inquiétudes et une irritation sans bornes. Pour cet empire, plus de sécurité, plus de repos. Dans le présent, des populations frémissantes qu'il lui faudra contenir sous un joug de fer; dans l'avenir, la guerre civile et la guerre étrangère. En créant le duché de Varsovie, Napoléon s'est trop hâté. Puisqu'il était forcé de placer son point d'appui sur la Russie, il aurait dû accepter cette situation franchement, sans arrière-pensée, et éviter avec le plus grand soin tout ce qui était de nature à porter ombrage à son nouvel allié. C'était une belle pensée que de tenir en réserve les provinces polonaises pour en faire la base d'une nouvelle Pologne, si jamais

l'empereur Alexandre voulait rompre l'alliance de Tilsitt. Mais la prudence défendait de restituer en ce moment au duché les signes extérieurs de la nationalité polonaise : il valait mieux l'incorporer comme une simple province à la Saxe, ne point révéler au monde le secret de nos pensées, et laisser faire au temps et à la fortune. En procédant comme il l'a fait, Napoléon a agi d'une manière contraire à l'esprit des traités de Tilsitt : il a laissé voir à l'empereur Alexandre qu'il se méfiait de ses serments; il a déposé dans le sein de l'alliance un germe de discorde qui devait irrésistiblement la dissoudre et provoquer une lutte bien autrement terrible et sanglante que celle qui venait de finir.

CHAPITRE XXV

Fin de l'entrevue de Tilsitt. — Napoléon à Dresde. — Constitution donnée au duché de Varsovie. — Retour de l'empereur en France. Son discours au Corps législatif. — M. de Champagny remplace au ministère des affaires étrangères M. de Talleyrand. — Retour de l'empereur Alexandre à Saint-Pétersbourg. — Attitude de ce prince vis-à-vis de l'Angleterre. — Premières notes échangées. — Résolution énergique embrassée par le ministère anglais. — Envoi d'une flotte anglaise dans la Baltique. — Sommations faites au Danemark. — Belle réponse du prince royal. — Attaque et bombardement de Copenhague. — Traité d'alliance entre la France et le Danemark. — Impression produite à Saint-Pétersbourg par l'attaque de Copenhague. — Rupture entre la Russie et l'Angleterre. — Ordres du conseil du 18 et du 26 novembre 1807. — Décret de Milan du 17 décembre 1807. — Conduite des Américains. — Mission du général Savary à Saint-Pétersbourg. — Répulsion de la haute société russe à l'égard de la France. — Causes de cet éloignement. — Perfides révélations faites à la Porte Ottomane. — Offre de médiation pacifique faite par l'ambassadeur de France à la Turquie. — Convention de Solobosa ratifiée par la Porte. — Ascendant de la France en Turquie.

Après avoir passé dix-neuf jours ensemble dans la plus cordiale et la plus vive intimité, les deux empereurs se séparèrent, le 13 juillet. En se quittant, ils se donnèrent de nouveaux témoignages d'estime et d'affec-

tion. Napoléon se plut à associer l'armée russe elle-même au pacte qui venait de l'unir au czar. Au moment des adieux, la garde russe était en ligne et sous les armes : il s'approcha du grenadier qui était à la droite en tête du premier rang, prit sa propre croix de la Légion d'honneur, et, l'attachant lui-même à l'habit du soldat, il lui dit : « Tu te souviendras que « c'est le jour où nous sommes devenus amis, ton « maître et moi ! »

Avant de retourner en France, l'empereur distribua ainsi ses corps d'armée. Il chargea le maréchal Davoust d'occuper avec trois divisions d'infanterie, une division de dragons et deux brigades de cavalerie légère le duché de Varsovie, dont il le nomma gouverneur. Il plaça en Prusse, en Silésie, en Poméranie, en Westphalie et dans toutes les provinces allemandes que baignent la Baltique et la mer du Nord les troupes de Bernadotte, de Soult, de Masséna, de Ney, de Victor, de Mortier, du prince Jérôme, de Lefebvre et du général espagnol La Romana. Le maréchal Brune eut l'ordre de se tenir prêt à agir contre les Suédois qui, toujours maîtres de Stralsund et de l'île de Rügen, semblaient décidés à recommencer les hostilités. Tous les contingents fournis par la confédération du Rhin rentrèrent sur leurs territoires respectifs. Napoléon ne ramena en France que la garde impériale.

Marmont, qui occupait et gouvernait les îles Illyriennes, dut prendre possession de l'État de Raguse, ainsi que de la place et du territoire de Cattaro qui faisaient partie du royaume d'Italie. Enfin, il fut enjoint

au roi de Naples d'envoyer quatre mille hommes de toutes armes dans les îles Ioniennes aussitôt que les Russes les auraient évacuées. L'empereur nomma gouverneur des Sept-Iles le général César Berthier, qui établit à Corfou le siége de son gouvernement.

Napoléon revint en France par Kœnisberg, Posen et Dresde. Il ne s'était pas borné à délivrer la Saxe des chaînes pesantes de la Prusse : il avait manifesté sa volonté de l'agrandir, de l'élever, d'en faire un État considérable et l'un des boulevards de l'Allemagne contre la Russie. Le roi et le peuple étaient impatients de lui en témoigner leur reconnaissance. Ils lui firent à Dresde un accueil plein d'enthousiame. Le 22 juillet, l'empereur donna sa sanction à la constitution du duché de Varsovie. Conçue sur le plan général des constitutions qu'il avait données à la France et au royaume d'Italie, elle n'était point, tant s'en faut, un monument de liberté politique. Mais, pour ces peuples qui, depuis la destruction de leur patrie, avaient tout perdu à la fois, leur nationalité et l'exercice de leurs droits politiques, elle était un immense bienfait. Elle consacrait l'abolition de l'esclavage, l'égalité devant la loi entre tous les citoyens, et l'hérédité de la couronne. Elle plaçait entre les mains du roi toute l'autorité exécutive et instituait un sénat et une chambre des nonces chargés de discuter et de voter les lois. L'ancienne législation fut abolie et remplacée par un code uniforme, par le code *Napoléon.*

De Dresde à Saint-Cloud l'empereur ne s'arrêta plus : il arriva dans cette dernière résidence le 27 juillet,

à cinq heures du matin. La nouvelle s'en répandit aussitôt et remplit Paris d'émotion et d'allégresse. La ville s'illumina tout entière et spontanément. Le lendemain, les autorités vinrent présenter au souverain leurs félicitations. Toutes les formules de la louange étaient depuis longtemps épuisées : l'adulation ne savait plus comment grandir ses éloges à la hauteur de l'homme et des actions qu'elle venait encore une fois glorifier. « Napoléon, dit le premier président de la cour d'ap-« pel, M. Séguier, est au delà de l'histoire humaine : « il appartient aux temps héroïques ; il est au-dessus « de l'admiration. Il n'y a que l'amour qui puisse « s'élever jusqu'à lui ! »

Le 16 août, l'empereur fit en personne l'ouverture du Corps législatif. Son discours résumait les événements accomplis depuis la dernière session et la situation actuelle de l'empire. C'était le plus magnifique tableau qu'un souverain ait jamais tracé de la puissance et de la grandeur d'un peuple.

« . . . . . Depuis votre dernière session, dit-il, de nouvelles guerres, de nouveaux triomphes, de nouveaux traités de paix ont changé la face de l'Europe politique.

« Si la maison de Brandebourg, qui, la première, se « conjura contre notre indépendance, règne encore, « elle le doit à la sincère amitié que m'a inspirée le « puissant empereur du Nord.

« Un prince français règnera sur l'Elbe : il saura « concilier les intérêts de ses nouveaux sujets avec ses « premiers et ses plus sacrés devoirs.

« La maison de Saxe a recouvré après cinquante ans « l'indépendance qu'elle avait perdue.

« Les peuples du duché de Varsovie, de la ville de « Dantzick ont recouvré leur patrie et leurs droits....

« Toutes les nations se réjouissent d'un commun « accord de voir l'influence malfaisante que l'Angle- « terre exerçait sur le continent détruite sans retour.

« La France est unie aux peuples de l'Allemagne « par les lois de la confédération du Rhin, à ceux des « Espagnes, de la Hollande, de la Suisse et des Italiens, « par les lois de son système fédératif. Nos rapports « nouveaux avec la Russie sont cimentés par l'estime « réciproque de ces deux grandes nations.

« Dans tout ce que j'ai fait, j'ai eu uniquement en « vue le bonheur de mes peuples, plus cher à mes « yeux que ma propre gloire.

« Je désire la paix maritime. Aucun ressentiment « n'influera jamais sur mes déterminations. Je n'en « saurais avoir contre une nation, jouet et victime des « partis qui la déchirent, et trompée sur la situation « de ses affaires comme sur celles de ses voisins.

« Mais quelle que soit l'issue que les décrets de la « Providence aient assignée à la guerre maritime, mes « peuples me trouveront toujours le même, et je trou- « verai toujours mes peuples dignes de moi!

« Français, votre conduite dans ces derniers temps « où votre empereur était éloigné de plus de cinq cents « lieues, a augmenté mon estime et l'opinion que « j'avais conçue de votre caractère. Je me suis senti « fier d'être le premier parmi vous....

« Vous êtes un bon et grand peuple!..... »

Il y a eu une relation constante entre les développements de la puissance de Napoléon au dehors et l'extension de son autorité au dedans, et presque toujours ses victoires sur les armées de l'Europe ont servi de prélude et d'excuses à ses empiétements sur les droits des grands corps de l'État.

La constitution de l'an VIII, bien qu'elle ne fût, même à son origine, que l'ombre défigurée du gouvernement représentatif, avait laissé debout une tribune. La France put se faire illusion et se croire libre encore en entendant les mâles accents des citoyens qui formaient la brillante opposition du tribunat. Mais la rigide vertu de ce corps causa promptement sa ruine. L'homme qui était impatient de relever le trône et de s'y asseoir ne pouvait pas supporter l'existence d'une assemblée qui mettait son courage à défendre obstinément l'institution républicaine. Un premier sénatus-consulte de 1802 réduisit le nombre des tribuns de cent à cinquante, et porta un coup mortel à leurs délibérations en les divisant en sections. Deux années plus tard, en 1804, le premier consul acheva de détruire le principe vital de ce corps : il le dépouilla de toutes ses attributions et les transféra au sénat. Le tribunat, réduit à cet état de mutilation et d'abaissement, n'était plus qu'un hors-d'œuvre, un rouage inutile dans la constitution ; mais le nom faisait peur encore. Napoléon, à son retour de Tilsitt, résolut de faire disparaître cette ombre importune qui lui rappelait les orages et les luttes par lesquels son autorité naissante avait dû passer avant de

s'affermir et de s'élever jusqu'à la couronne. Un sénatus-consulte du 19 août 1807 décréta la suppression complète du tribunat. La discussion préalable des projets de loi fut transportée des sections du tribunat dans les commissions du Corps législatif. Ces commissions furent instituées au nombre de trois : la première, de législation civile et criminelle, la seconde, d'administration intérieure, et la troisième, de finance.

Le pouvoir, dans sa jalousie ombrageuse, ne se borna pas à supprimer jusqu'au nom du seul corps politique qui avait un moment survécu au naufrage de toutes les institutions libres. Par le même sénatus-consulte du 19 août, il porta de 30 à 40 ans la condition d'âge exigée par la constitution pour être élu membre du Corps législatif. Une telle appréhension des écarts de la jeunesse dans une assemblée de *muets* et sous l'action compressive de l'autorité impériale ne peut se comprendre de la part d'un homme qui, à vingt-six ans, commandait en chef les armées de la république et remplissait déjà le monde du bruit de son nom et de sa gloire. L'esprit de vertige et d'orgueil commençait visiblement à troubler sa belle intelligence. A mesure qu'il s'élevait dans la sphère des têtes couronnées, il s'éloignait davantage de cette grande révolution dont il était le fils et l'héritier, et qu'il ne pouvait renier cependant sans attaquer l'origine de sa puissance et le principe de sa force.

Peu de temps après que l'empereur fut revenu de Tilsitt, il s'opéra dans le personnel du ministère un changement qui causa en France une très-vive sensation. En

plus d'une circonstance, le nom de M. de Talleyrand s'était trouvé, à tort ou à raison, compromis dans d'obscures intrigues de nature à éveiller des doutes sur sa moralité. La confiance de l'empereur pour son ministre en avait été altérée. Il lui répugnait cependant de se séparer d'un homme habile qui lui avait rendu de grands services, et qui possédait depuis huit ans tous les secrets de l'État. Mais M. de Talleyrand s'était aperçu que son souverain n'était plus pour lui ce qu'il était autrefois. Le prince de Neufchâtel (Berthier) venait d'être promu à la dignité de vice-connétable. Le ministre se plaignit et réclama pour lui-même une dignité du même rang. L'empereur lui fit observer que le titre qu'il ambitionnait était incompatible avec la position qu'il occupait dans le conseil. « Croyez-moi, lui dit-il, vous êtes « accoutumé aux affaires ; vous ne pouvez pas vous « en passer ; restez ministre ; c'est un conseil que je « vous donne. » Mais M. de Talleyrand ne cherchait plus qu'un prétexte honorable pour se retirer : il insista. Par un décret du 9 août, il fut nommé vice-grand-électeur et fut remplacé au ministère des relations extérieures par M. de Champagny.

Ce fut un événement, pas aussi grave pourtant que ses partisans se sont plu à le dire. Napoléon a trouvé d'habiles administrateurs pour organiser son gouvernement, de savants jurisconsultes pour rédiger ses codes, des généraux aussi éclairés qu'intrépides, et de braves soldats pour élever à une hauteur incomparable la gloire de ses armes et sa puissance. Son côté faible a été la diplomatie. Là, tout lui a fait défaut : son propre esprit

d'abord. Élevé dans les camps, plus soucieux, comme tous les hommes de guerre, du fait que du droit, trop grand capitaine pour ne pas se plaire, beaucoup plus que ne le commandait l'intérêt de son pays, au terrible jeu de la guerre, il n'avait ni dans la pensée, ni dans l'action la mesure, la patience, la fine dextérité qu'exige l'art suprême des négociations. Jamais chef de gouvernement n'aurait eu plus besoin que lui d'être éclairé, et surtout contenu dans la direction de ses affaires extérieures par un sage et habile ministre. M. de Talleyrand n'a point été cet homme. Il avait de rares et exquises qualités, un esprit judicieux, souple, étendu et d'une merveilleuse finesse. Personne n'a poussé plus loin que lui l'art de la parole dans les négociations : nul n'a mieux su tempérer par la douceur des formes ce que les ordres de son souverain avaient souvent de trop acerbe, modérer par une sage lenteur ce qu'ils avaient de trop impétueux. Il avait conservé toutes les délicatesses raffinées et l'extrême distinction de cette noblesse française qui, naguère, donnait le ton à toutes les cours de l'Europe. Aussi, dans le travail de recomposition sociale qui a rempli les premières années du Consulat, dans ce retour empressé et général aux habitudes élégantes et polies, M. de Talleyrand a été un conseil et un modèle pour tous. Comme il tenait à la Révolution par les gages qu'il lui avait donnés, et à l'ancien régime par sa naissance et ses penchants, personne ne l'a égalé à la cour consulaire dans l'art de rapprocher les opinions et les hommes.

Mais pour agir profondément sur Napoléon, pour as-

pirer à l'honneur d'être son conseiller et son guide au milieu des inextricables embarras de notre politique extérieure, il eût fallu réunir à l'ascendant d'un grand esprit celui d'un grand caractère. M. Talleyrand n'avait ni le génie actif et fécond, ni la solidité de principes, ni le cœur ardent et dévoué qu'exigeait un tel rôle. Son esprit plus fin que profond n'était fortement saisi que par le côté extérieur des événements. Très-habile à manier les hommes pris individuellement, il était insuffisant toutes les fois qu'il s'agissait de les juger en masse. Les questions d'organisation politique et sociale dépassaient sa portée. Il était superficiel, parce qu'il n'avait point de convictions, et son septicisme, qui a eu tant d'imitateurs, n'était que de la stérilité et de l'impuissance. Sa paresse égalait son indifférence; il avait le cœur aride et froid, et il était aussi incapable de haine que d'attachement. Il n'a jamais aimé fortement que deux choses en ce monde, la considération et le bien-être que donnent le pouvoir et l'argent. Serviteur de tous les gouvernements qui se sont succédé pendant sa longue vie, il ne s'est dévoué sérieusement à aucun, et la mesure de leur force a toujours été celle de sa fidélité. Il a servi Napoléon à la manière des ambitieux subalternes, en courtisan bien plus qu'en véritable homme d'État. Ministre du Directoire et du Consulat, il était resté monarchique et grand seigneur au milieu des ruines de sa caste, et il est l'homme qui a le plus contribué à remettre en valeur les dignités de cour, les blasons, les vanités nobiliaires, toutes ces grandeurs flétries dont la France s'était crue pour jamais délivrée. Sous

ce rapport, il a été l'agent le plus actif de la politique rétrograde.

M. de Talleyrand a été un courtisan accompli, un négociateur très-fin et très-délié, un type idéal d'ambassadeur; mais la France ne le comptera point au nombre des grands ministres qui ont honoré son histoire. Quelle faute a-t-il empêchée? quelle idée féconde et durable a-t-il fait prévaloir? A-t-il laissé la moindre trace d'un effort sincère, courageux pour maîtriser les penchants ambitieux de son souverain, accorder les exigences légitimes de la France avec les droits des grandes couronnes, et fonder en Europe un état de choses régulier et permanent? Sa retraite n'a pas exercé la moindre influence sur la direction de la politique impériale; mais elle a éveillé dans le cœur du ministre tombé des regrets amers qui bientôt sont devenus des ressentiments. M. de Talleyrand s'était trouvé en relations personnelles avec les chefs de tous les partis et avec toutes les cours de l'Europe; il avait tenu dans ses mains toutes les grandes affaires; un véritable prestige s'attachait à sa personne : la réputation dont il jouissait comme homme d'État était immense; on le considérait comme la lumière du conseil impérial; le jour où on le vit se retirer des affaires, on fut surpris et inquiet, et l'on commença à douter de la fortune de Napoléon.

L'empereur Alexandre revint dans sa capitale le 20 juillet, et se mit de suite en devoir de remplir l'obligation que lui imposait l'article IV du traité de Tilsitt. Il annonça officiellement à la cour de Londres qu'il

avait terminé ses différends avec la France, que le continent était pacifié, et il lui offrit sa médiation afin d'opérer une réconciliation entre elle et la France. Soit qu'il voulût gagner du temps, ou qu'il eût réellement l'espoir qu'elle accueillerait favorablement sa proposition, il apporta dans ces premières ouvertures une extrême dissimulation. Il enveloppa d'un voile impénétrable les engagements qu'il venait de contracter à Tilsitt, et continua de parler et d'agir comme un bon et sincère ami des Anglais. Sir Robert Wilson, qu'il avait eu occasion de connaître dans la dernière campagne, étant venu faire une soudaine apparition à Pétersbourg, il lui témoigna, dans les termes les moins équivoques, sa volonté de maintenir ses relations d'intimité avec la Grande-Bretagne. Il fit la même déclaration à Lord Lewison Gower. Son ministre des affaires étrangères, M. de Budberg, dit à cet ambassadeur[1] que l'empereur son maître était bien éloigné de vouloir se brouiller avec l'Angleterre, qu'il continuait de considérer cette puissance comme son meilleur allié, et que tout ce qui venait de se conclure avec la France était l'ouvrage de la nécessité et n'aurait point de durée.

Dans le moment même où ces chaleureuses protestations étaient faites à l'ambassadeur d'Angleterre, l'empereur Alexandre disait au consul de France, M. de

[1] Lettre du comte de Stedingk au roi de Suède. Saint-Pétersbourg, 24 octobre 1807. (*Mémoires* du feld-maréchal comte de Stedingk, tome II, page 370.)

Lesseps[1] : « Enfin, nous nous sommes connus, l'em-
« pereur Napoléon et moi. Combien m'ont été précieux
« les jours que j'ai passés avec lui ! que ne l'ai-je vu
« plus tôt ! Je n'oublierai jamais les sages conseils et
« les bons avis qu'il m'a donnés. Nous voilà mainte-
« nant amis, et nous le serons toujours. Je tiendrai
« ma parole, en dépit de tout ce que l'on pourra faire;
« j'y suis décidé. Je suis certain de la loyauté de l'em-
« pereur Napoléon : qui peut désormais nous faire la
« loi? Je suis médiateur entre la France et l'Angleterre.
« Si cette dernière puissance ne répond pas à nos espé-
« rances pacifiques, nous saurons l'y contraindre, et je
« vous réponds que notre union suffira pour la mettre
« à la raison. Cela finira, monsieur de Lesseps; le voile
« est déchiré et le temps de l'erreur est passé. On dit
« qu'une flotte anglaise est entrée dans la Baltique;
« croit-on m'intimider par là? »

Le cabinet anglais fit à l'ouverture de la Russie une réponse pleine de réserve, qui ne laissait soupçonner ni les craintes qui l'agitaient, ni le dessein hardi qu'il avait conçu. M. Canning écrivit à l'ambassadeur de Russie, M. d'Alopéus, qu'il aimait à penser[2] que la paix de Tilsitt et les principes sur lesquels la France était prête à négocier pourraient amener une paix honorable et sûre, « mais S. M. Britannique attendait avec « la plus vive sollicitude la communication des actes

[1] Lettre de M. de Lesseps. Saint-Pétersbourg, 18 août 1807. (Dépôt des archives.)

[2] Note de M. Canning. Londres, 5 août 1807.

« signés à Tilsitt. Jusqu'à ce qu'elle ait reçu cette im-
« portante communication, il lui était impossible de
« faire une réponse plus explicite à la note de M. d'A-
« lopéus. »

La bataille de Friedland et l'entrevue des deux empereurs avaient rempli de consternation toute l'Angleterre. Les ministres étaient trop bien informés et trop habiles pour se laisser abuser par le langage de l'empereur Alexandre et de M. de Budberg. Toutes les lettres écrites de Vienne, de Berlin, de Pétersbourg et de Stockholm leur apprenaient que le plus harmonieux accord, l'amitié la plus vive venaient soudainement de s'établir entre Alexandre et Napoléon. Quelle était la nature, quelle était la portée précise des engagements contractés à Tilsitt? Voilà ce que le ministère anglais brûlait de pénétrer. Il était difficile d'admettre que les deux empereurs se fussent bornés à signer un simple traité de paix. Tout donnait à penser qu'ils avaient scellé leur réconciliation par une véritable alliance, alliance à la fois continentale et maritime, continentale, contre les inimitiés éventuelles de la Prusse et de l'Autriche, maritime, contre la puissance britannique. L'anxiété était donc générale : il n'y avait pas un habitant de la Grande-Bretagne qui ne pressentît qu'une ère nouvelle s'ouvrait pour elle, et qu'elle allait avoir à lutter contre des périls nouveaux et immenses. En effet, cette puissance ne pouvait plus espérer de traiter sur les mêmes bases qu'en 1801. Alors, le premier consul ne lui avait demandé le sacrifice d'aucune des prétentions qui constituent son omnipotence maritime; mais

aujourd'hui qu'Alexandre et Napoléon étaient unis pour lui faire la loi, la première condition qu'ils prétendraient lui imposer serait certainement de renoncer à ses doctrines exclusives en matière de navigation. Ils voudraient l'obliger à reconnaître le principe d'une parfaite égalité entre tous les pavillons. Or, pour l'Angleterre, accepter un tel principe, c'était s'avouer vaincue, c'était abdiquer, d'abord en droit, plus tard en fait, la domination des mers. Sachons être justes envers notre grande ennemie : elle déploya dans cette effroyable crise une puissance d'énergie incomparable. Elle savait bien qu'en refusant de se soumettre aux volontés de la France et de la Russie, elle allait se trouver en guerre avec toutes les marines de l'Europe. Sous l'irrésistible impulsion des deux empereurs, le continent tout entier allait se lever contre elle et lui fermer ses ports, en sorte qu'il ne lui resterait plus en Europe un seul allié pour la seconder, plus un seul port pour servir d'abri à ses vaisseaux, plus un seul marché pour recevoir et acheter ses produits. Mais elle n'hésita pas un seul jour sur le parti qu'elle avait à prendre. Elle aima mieux affronter les dangers d'une lutte avec tout le continent que de souscrire à des conditions incompatibles avec sa suprématie maritime. Pour se sauver, elle allait se trouver forcée de déployer une violence sauvage. Nation civilisée entre toutes, il lui faudrait recourir à des moyens barbares et répandre la terreur partout où s'étendait le pouvoir de ses ennemis. Mais elle n'avait pas le choix des moyens : pour elle comme

pour tous les peuples en péril, la suprême loi était d'assurer son salut.

La France avait prise en ce moment sur toutes les puissances riveraines de la Baltique. Ses armées occupaient les ports et les places maritimes de la Prusse. Bientôt, elles auraient de même envahi la Pomméramie suédoise. Les deux empereurs allaient remettre en vigueur dans le nord de l'Europe les principes de la neutralité armée de 1780, et ils procéderaient comme avaient agi, en 1801, le premier consul et l'empereur Paul Ier; ils sommeraient les cours de Copenhague et de Stockholm de se déclarer contre l'Angleterre et de lui interdire le passage du Sund. Au premier signe de résistance que manifesterait le Danemark, les Français feraient irruption sur son territoire, et main basse sur tous ses vaisseaux, et se chargeraient eux-mêmes de la garde du Sund. La Baltique serait ainsi fermée hermétiquement aux Anglais. Tous les marchés du Nord sur lesquels ils versaient une quantité énorme de marchandises coloniales et manufacturées leur seraient enlevés du même coup. Ces conjectures étaient parfaitement fondées. Voici ce que M. de Talleyrand écrivait, le 4 août, à M. Didelot, ministre de France à la cour de Danemark : « Vous demanderez au comte de « Bernstorff ce que sa cour se propose de faire dans « le cas où l'Angleterre, refusant de traiter avec la « France à des conditions raisonnables et sur le prin- « cipe du droit égal de navigation, les principales « puissances se réuniraient pour lui déclarer la guerre « et fermer à ses bâtiments tous les ports du continent.

« *Le Danemark ne pourrait rester passif et il faudra*
« *bien qu'il se décide pour ou contre l'Angleterre.* »

On ne pouvait se flatter à Londres qu'obligée de prendre parti, la cour de Copenhague embrasserait la cause de l'Angleterre. Le Danemark était l'État du monde qui, depuis cinquante ans, avait défendu avec le plus de courage la dignité et l'indépendance de son pavillon. Déjà, cette puissance, en 1801, avait soutenu une lutte inégale, et compromis le salut de sa capitale plutôt que de sacrifier lâchement les droits de sa marine à la tyrannie des Anglais. Ce qu'elle avait fait en 1801, elle le ferait bien plus certainement encore aujourd'hui qu'elle était pressée et enveloppée par les armées de la France. Une fois le Danemark enrôlé sous les bannières des deux empereurs, la Suède ne pourrait rester à l'écart : elle aussi serait bientôt entraînée forcément dans la ligne continentale. La Russie pouvait mettre à flot en ce moment douze vaisseaux de haut bord; la Suède, dix; le Danemark, dix-huit; en tout, quarante vaisseaux de ligne, sans compter un nombre considérable de bâtiments de moindre force. Napoléon disposait déjà de toutes les ressources navales de la France, de la Hollande, de l'Espagne et de l'Italie. S'il pouvait confédérer sous sa main toutes les marines du Nord et du Midi, il se trouverait de nouveau en mesure de balancer sur mer la fortune des Anglais : il reprendrait avec passion l'exécution du grand projet qu'il avait été si près de réaliser en 1805 : il tenterait, et, cette fois, avec toutes les chances possibles de succès, d'aborder et d'envahir le territoire de son ennemi.

La Grande-Bretagne avait donc un intérêt immense à empêcher les quatre puissances riveraines de la Baltique de s'unir et de lui fermer le Sund. Dans une telle situation, que lui restait-il à faire? Une seule chose, violente, cruelle, mais indispensable à sa sécurité, c'était de gagner la France et la Russie de vitesse, de fondre à l'improviste sur Copenhague et de s'emparer de toute la marine danoise. Par cet acte audacieux, elle mettait le Danemark dans l'impuissance de lui nuire; elle brisait l'arme redoutable dont la pointe était dirigée contre le cœur de sa puissance; elle enchaînait la Suède à sa politique en lui apprenant que ce qu'elle avait fait à Copenhague, elle saurait bien le faire à Stockholm, si cette cour osait l'abandonner; elle jetait l'épouvante à Pétersbourg; elle rendait ainsi impossible la confédération des puissances du Nord; enfin, elle conservait à ses vaisseaux de guerre le libre passage du Sund, et à son commerce, l'exploitation des marchés du Nord. C'étaient là de grands résultats bien faits assurément pour tenter une puissance aussi hardie dans ses desseins qu'elle était peu scrupuleuse dans le choix des moyens de les exécuter.

L'Angleterre n'avait rempli, dans la guerre qui venait de finir, aucune des promesses qu'elle avait faites à ses alliés. Elle les avait laissé successivement accabler sans leur porter secours. Il y aurait de l'injustice pourtant à l'accuser d'avoir manqué de prévoyance. Elle avait pourvu, au moins en ce qui la concernait, à tout ce que lui commandait une politique prudente et ferme, et elle s'était mise en situation de faire face à toutes les

éventualités. Elle avait pris des mesures formidables, équipé un nombre considérable de bâtiments de guerre de toute grandeur, et elle les avait envoyés successivement, par petits détachements, pendant les mois d'avril, de mai et de juin, dans les divers ports de la Baltique. En outre, elle avait rassemblé à Yarmouth une armée de 20,000 hommes, et, dans la rade de cette ville, une escadre de douze vaisseaux de ligne, le tout bien armé, bien équipé et en état de prendre la mer au premier signal.

Lorsque le ministère anglais eut connaissance de l'entrevue des deux empereurs et de l'intimité qui s'était établie entre eux, il jugea que le moment était venu d'utiliser ce vaste armement : il ordonna à l'amiral Gambier, qui commandait l'escadre mouillée dans la rade d'Yarmouth, de prendre à son bord toutes les troupes qui étaient à terre, de se porter sur le Sund, et de là sur Copenhague.

L'escadre mit à la voile dans les derniers jours de juillet et arriva, le 3 août, à l'entrée du Sund. Avant de passer devant le château de Cronborg, l'amiral Gambier envoya demander au commandant du fort si son salut lui serait rendu coup pour coup. Sur la réponse affirmative de l'officier danois, l'escadre s'avança, franchit le détroit, et fut bientôt ralliée par tous les autres bâtiments de guerre que l'amirauté avait eu le soin de réunir depuis plusieurs mois dans la Baltique. L'amiral Gambier se trouva à la tête d'une flotte formidable. Elle se composait de trente-six vaisseaux de guerre dont dix-huit vaisseaux de ligne, et de cinq cents bâtiments

de transport. Dix mille Hanovriens que l'Angleterre avait envoyés au secours du roi de Suède, et qui opéraient en ce moment dans la Poméranie suédoise, reçurent l'ordre de venir se joindre aux troupes embarquées sur l'escadre. Cette jonction opérée, l'armée se trouva forte de 30,000 hommes. Lord Cathcart en prit le commandement.

L'arrivée de l'amiral Gambier et de sa flotte excita dans le Danemark autant de surprise que de craintes. Tout le monde s'abordait avec anxiété et s'interrogeait sur l'objet de cette expédition. Les uns présumaient qu'elle était destinée à secourir le roi de Suède dans la lutte inégale qu'il s'obstinait à prolonger contre la France; les autres, c'était le plus grand nombre, étaient convaincus qu'elle n'avait été entreprise que pour intimider le Danemark et l'obliger à se déclarer pour les Anglais. Mais l'idée que l'amiral Gambier eût reçu commission de son gouvernement de venir enlever avec la perfidie d'un pirate la flotte danoise, cette idée n'était venue à l'esprit de personne. On était persuadé que, quel que fût le dessein des Anglais, on aurait toujours le temps de pourvoir à la défense de Copenhague. Le prince royal était dans le Holstein, il y était avec l'armée. Toute son attention était fixée sur la France et sur la Russie. Voyant s'approcher le moment où il lui faudrait opter pour ces deux puissances ou pour l'Angleterre, il avait voulu se trouver en mesure de débattre avec les deux empereurs les conditions de sa soumission. Comme il ne s'était pas attendu à être attaqué si promptement par mer, il n'avait pris de ce côté aucune pré-

caution. Copenhague n'avait pour se défendre que sa garde civique et six mille hommes de garnison. Le danger augmentait d'heure en heure. Bientôt, des voiles anglaises furent signalées dans le grand Belt qui sépare l'île de Sélande du continent, et on vint annoncer au prince qu'elles cinglaient vers le sud. C'étaient en effet quatre vaisseaux de ligne, cinq frégates et huit bâtiments, de moindre échantillon, que l'amiral Gambier avaient détachés de sa flotte sous les ordres de l'amiral Keath. L'intention était évidente. Tandis qu'avec le gros de ses forces, l'amiral Gambier se porterait sur Copenhague, l'amiral Keath s'interposerait avec sa division entre la Sélande et le continent et empêcherait le prince royal et l'armée de voler à la défense de la capitale. Enfin, le prince apprit que la légion hanovrienne, commandée par lord Cathcart, évacuait la Poméranie suédoise et se disposait à rejoindre les troupes embarquées sur la flotte. Dès lors, il ne douta plus que les Anglais n'eussent résolu d'opérer une descente dans la Sélande et de s'emparer de sa capitale. Il expédia des ordres pour qu'on armât dans la plus grande célérité les forts, les côtes et la population : il était trop tard.

Le 6 août, un plénipotentiaire anglais, M. Jackson, arrive à Kiel. Ce qu'il vient proposer est le plus sanglant outrage qu'une puissance, dans l'ivresse de sa force, ait jamais osé faire à un État indépendant. Il exige :

1° Que le Danemark rompe immédiatement tous ses

liens avec la France et contracte avec l'Angleterre une alliance offensive et défensive;

2° Qu'il consente à ce que la flotte danoise soit placée sous le commandement d'amiraux anglais.

Si le prince royal rejette ses conditions, l'armée embarquée sur la flotte anglaise descendra dans l'île de Sélande, attaquera Copenhague et la livrera aux flammes.

Le prince royal avait un esprit ferme et un grand cœur. Ces propositions l'indignèrent. Il répondit[1] qu'il n'y avait point dans l'histoire d'attaque plus perfide que celle dont les Anglais se rendaient en ce moment coupables, et qu'à peine les pirates des régences Barbaresques en offriraient un exemple. Au premier mot d'alliance il s'écria : « Eh ! ne savons-nous pas « ce qu'est votre alliance? Vos propres alliés auxquels, « pendant un an, vous avez promis vainement vos se- « cours et que vous avez laissé sacrifier, ne nous l'ont- « ils pas appris? » M. Jackson fit observer au prince qu'il lui tenait un langage bien dur. « Monsieur, lui « dit S. A. Royale, quand on a eu le courage de se « charger d'une pareille mission, il faut avoir le cou- « rage de tout entendre. Ce que je vous dis, je le « dirais à votre maître, s'il était là. »

L'envoyé anglais tenait en réserve des arguments qu'il croyait sans réplique. Il offrit d'indemniser le Danemark de la perte de sa flotte par quelques colonies que lui céderait l'Angleterre. « Eh! monsieur,

[1] Lettre de M. Didelot. Kiel, 18 août.

« répliqua le prince, comment me compenserez-vous « l'honneur? »

Sans perdre un moment, il vola de Kiel à Copenhague. La traversée du grand Belt faillit lui être fatale. Les Anglais l'attendaient au passage, et ce ne fut que par une sorte de miracle qu'il leur échappa. Sa présence dans la capitale ranima tous les courages; mais, ne pressentant que trop le sort de cette malheureuse ville, il retourna à Kiel, et emmena avec lui le roi, les ministres, tous les chefs de l'administration ainsi que le corps diplomatique. Ces mesures, commandées par une rigoureuse nécessité, replongèrent la population dans le découragement. En vain, le prince prit toutes les dispositions militaires que comportait la situation; le coup était porté. A la vue de leurs princes qui les abandonnaient, les habitants de Copenhague désespérèrent de leur cause et se sentirent vaincus avant d'avoir combattu.

Le 16 août, l'armée anglaise débarqua au village de Webeck et forma aussitôt une ligne d'investissement autour de Copenhague. De son côté, la flotte s'approcha et forma le blocus du côté de la mer.

Le prince royal, dans une proclamation pleine d'éloquence et de courage, en avait appelé au patriotisme des Danois, qui y avaient noblement répondu. La population de la Sélande s'était levée en masse; paysans et bourgeois avaient marché au secours de la capitale : mais déjà l'ennemi l'enveloppait dans ses lignes profondes. Que pouvaient des bandes de citoyens non aguerris, mal armés, sans instruction, sans chefs et

rassemblés à la hâte, contre des troupes instruites, disciplinées et pourvues d'un matériel considérable? Les Danois furent repoussés dans toutes leurs attaques, et Copenhague resta livrée à la fureur dévastatrice des Anglais. Très-bien fortifiée du côté de la mer, cette ville ne l'était point du côté de la terre. A défaut de remparts, il eût fallu pour la défendre une armée de 30,000 hommes, et, comme nous l'avons dit, elle en avait à peine 6,000.

Le 2 septembre, les Anglais ouvrirent leurs feux et firent pleuvoir sur la malheureuse cité une grêle de boulets et d'obus. Ce bombardement dura trois jours et fit d'affreux ravages. L'incendie, propagé partout avec une implacable furie, dévora une quantité considérable de maisons et d'édifices publics et coûta la vie à cinq mille personnes, les unes atteintes par les projectiles de l'ennemi, les autres consumées dans leurs maisons en flammes. Copenhague n'aurait pu échapper à la honte d'une capitulation que si ses habitants, exaltés par le patriotisme, avaient résolu de s'ensevelir sous les décombres de leur ville plutôt que de se rendre aux Anglais. Le peuple et les nobles firent leur devoir : ils déployèrent un courageux élan. Mais les banquiers, les marchands et les bourgeois, frappés d'épouvante, reculèrent devant les sacrifices qu'eût entraînés une lutte prolongée. Ils intervinrent auprès du général Peyman chargé de la défense de la ville, lui représentèrent l'inutilité de la résistance, et le conjurèrent de se soumettre. Le général céda à tant d'instances et demanda, le 7 septembre, à capituler. Les Anglais répondirent qu'ils n'y

consentiraient qu'à la condition que la flotte leur serait abandonnée. Le prince royal avait expressément ordonné au général Peyman, lorsqu'il avait quitté Copenhague, de brûler la flotte plutôt que de la livrer. Le général, craignant de provoquer la destruction entière de Copenhague, n'osa exécuter cet ordre et se détermina à remettre la flotte entre les mains des Anglais. Elle se composait de dix-huit vaisseaux de ligne, de quinze frégates, de six bricks et de vingt-cinq chaloupes canonnières.

Le prince royal ne s'attendait pas que Copenhague capitulerait si promptement et à de telles conditions : il en témoigna beaucoup d'humiliation et de douleur. Au moment où lui parvint cette fatale nouvelle, il était à Kiel, dans son palais, entouré de sa famille. La duchesse d'Augustembourg, sa sœur, était près de lui et fort émue. Il lui saisit le bras d'un mouvement convulsif, et dit tout haut qu'il se considérait comme un militaire qui avait reçu un soufflet, et qu'il laverait cet affront sur les remparts de Copenhague, dans le sang des Anglais[1]. S'entretenant de ce triste sujet avec M. Didelot, ministre de France, il lui dit : « Comment a-t-on « pu s'avilir jusqu'à signer une telle capitulation et « manquer à ce point aux lois de l'honneur et aux « ordres suprêmes? J'ai juré de tirer vengeance des « brigands qui ont dévasté la capitale et pris la flotte. « Je saurai mourir, s'il le faut, plutôt que de laisser « les Anglais jouir de leur affreux succès. »

[1] Lettre de M. Didelot. Kiel, 26 septembre 1807.

Favorisés par l'éloignement de l'armée danoise, les Anglais avaient bien pu débarquer dans la Sélande; mais il leur eût été impossible de s'y maintenir. La navigation du Sund et des Belt étant interdite pendant la saison des glaces, ils eussent été assaillis par une nuée d'ennemis, d'abord par les troupes danoises, ensuite par les Français, enfin, par la population soulevée de la Sélande et de la capitale. Sentant l'impossibilité de s'établir dans l'île et ne se souciant pas toutefois de la restituer aux Danois, bien qu'ils s'y fussent formellement engagés par un article de la capitulation, ils voulurent persuader au roi de Suède de l'occuper à leur place. C'était vouloir se débarrasser d'un très-lourd fardeau et le rejeter sur un allié qu'ils savaient cependant hors d'état de le porter. Gustave IV eut le bon sens de repousser cette insidieuse proposition. Dès lors, les Anglais n'avaient plus qu'à remonter sur leurs vaisseaux et à repasser le Sund. Mais, impitoyables jusqu'à la dernière heure, ils détruisirent ou livrèrent aux flammes tout le matériel de la marine danoise qu'ils ne purent emporter. Enfin, ils quittèrent cette île de Sélande qu'ils avaient remplie d'épouvante et de deuil, et où le souvenir de leurs violences vivra éternellement comme celui d'un des actes les plus décisifs, mais les plus cruels de la politique moderne.

Cependant, comme s'ils avaient compté sur l'abattement des esprits en Danemark, ils osèrent députer au prince royal deux négociateurs, M. Jackson et M. Méry, pour lui proposer de nouveau leur alliance. M. Jackson se présenta dans cette intention devant Nieborg. Le prince

indigné défendit expressément de le laisser débarquer. Il fit saisir toutes les marchandises anglaises, arrêter tous les sujets de cette nation qui se trouvaient dans le royaume, et décréta la peine de mort contre tout Danois qui serait convaincu d'avoir entretenu des relations avec les Anglais. N'ayant plus de flotte, il ne pouvait tenter de leur disputer le passage du Sund : mais il lui restait ce qu'ils n'avaient pu lui enlever, la côte sur laquelle est assis le château de Cronborg. Il la fit hérisser de canons du plus fort calibre, déterminé à troubler, à inquiéter, dans la mesure de ses faibles moyens, la navigation de l'ennemi. Enfin, par raison, par nécessité, par vengeance surtout, il se livra sans réserve à la France. Un traité d'alliance, qui fut signé, le 30 octobre 1807, à Fontainebleau, consacra cette union intime.

Le bombardement et la prise de Copenhague causèrent à Pétersbourg une sensation inexprimable. Personne n'y était préparé. L'Angleterre avait montré pendant les dernières campagnes de Prusse et de Pologne tant d'indécision et de timidité qu'on ne l'aurait jamais crue capable de frapper un tel coup. On s'était flatté de l'endormir par le langage pacifique tenu à son ambassadeur. Quand on sut la manière dont elle venait de traiter le Danemark, on s'imagina qu'elle avait pénétré le mystère des conférences de Tilsitt, et que le bombardement de Copenhague était le commencement d'une série d'opérations dirigées contre toutes les puissances soupçonnées d'être d'intelligence avec la France. On tremblait pour les chantiers de Cronstadt ; on ne se croyait plus

en sûreté sur les bords de la Néva : on éleva à la hâte des batteries à l'entrée du fleuve à Vasili-Ostrow, et du côté de Galeeren-Haven ; on les garnit de grilles pour les boulets rouges, et l'empereur alla lui-même inspecter et presser les travaux.

Il était impossible de garder le silence en présence d'un acte tel que le bombardement de Copenhague. « La conduite des Anglais est atroce, dit l'empereur « Alexandre à M. de Lesseps : elle a comblé la mesure « de ma modération et de ma patience. Je vais m'unir « à l'empereur Napoléon pour punir leur perfidie et « les forcer à la paix. Je ne crains qu'une chose, c'est « de perdre mon escadre. » Malgré cette grande énergie de paroles, Alexandre aurait bien voulu reculer encore la rupture. Il se plaignit, mais avec des expressions si mesurées, qu'il était visible que la crainte l'emportait encore chez lui sur l'indignation. M. de Romanzoff, qui avait toujours passé pour être favorable aux intérêts français, venait de remplacer au ministère des affaires étrangères le baron de Budberg. Il écrivit à lord Lewison-Gower[1] à l'occasion de l'attaque de Copenhague. Il lui exprima l'affliction profonde et la surprise que S. M. Impériale avait ressenties, lorsqu'elle avait appris la manière dont le gouvernement anglais avait procédé à l'égard d'une puissance unie à la Russie par les liens les plus étroits.

L'ambassadeur anglais répondit en se plaignant à son tour du silence obstiné que gardait le cabinet russe sur

[1] Note du 11 septembre.

les articles secrets du traité de Tilsitt : « Est-ce donc « à la Russie de se plaindre, dit-il, lorsque cette cour « refuse la seule explication qui aurait pu rassurer « celle de Londres sur les intentions et les projets « médités à son égard ? »

Du reste, on s'était alarmé à tort à Pétersbourg. Les Anglais ne pensaient nullement à aller frapper un coup de main sur les rives de la Néva. A moins d'hostilités à outrance de la part de la Russie, ils étaient décidés à la traiter toujours avec les plus grands ménagements, la considérant bien moins comme un ennemi sérieux que comme un allié que ses malheurs avaient accidentellement séparé d'eux, mais qui leur reviendrait tôt ou tard plus dévoué et plus chaleureux que jamais. D'ailleurs, sans être dupes du langage artificieux de l'empereur Alexandre et de son ministre, ils en avaient subi l'influence dans une certaine mesure. Ils ignoraient encore le parti que prendrait la Russie, et, dans leur impatience de savoir à quoi s'en tenir, ils avaient résolu de la forcer à s'expliquer. Ils renvoyèrent à Saint-Pétersbourg sir Robert Wilson, avec de nouvelles instructions pour leur ambassadeur. Lord Gower eut l'ordre de réclamer les bons offices du cabinet russe, afin qu'il voulût bien s'interposer pour apaiser la grande colère du prince de Danemark, et lui proposer, au nom de l'Angleterre, de l'indemniser, tant de la perte de la flotte que de celle du matériel naval enlevé ou détruit[1]. En retour d'un tel procédé, la cour de

[1] Lettre de M. Stedingk au roi de Suède. Saint-Pétersbourg, 12 (24) Octobre 1807 : « Sir Robert Wilson est arrivé ici, de Londres, le 5 (17)

Danemark s'engagerait à observer, pendant la guerre présente, une scrupuleuse neutralité.

L'empereur Alexandre était à bout de dissimulation : le cours violent des choses l'entraînait. D'une part,

« au soir par la Suède. Les dépêches qu'il a apportées prescrivent à « lord Gower des démarches qui n'auront aucun succès. M. Canning, « partant du principe que l'empereur veut conserver ses liaisons avec « l'Angleterre, et qu'il n'a pas la moindre idée de rompre avec elle, « charge l'ambassadeur d'engager le ministère russe à s'entremettre « pour apaiser le Danemark et disposer cette puissance à entrer dans « un arrangement amical, par lequel le gouvernement britannique lui « assurerait sa neutralité et des dédommagements pour la perte de sa « flotte et pour tout ce qui a été détruit ou enlevé depuis le commen- « cement des hostilités. Cette proposition suppose deux choses impos- « sibles : l'une, que le prince royal de Danemark, qui s'est déjà jeté « dans les bras des Français, soit le maître d'entrer en composition « avec l'Angleterre et de conserver sa neutralité quand il en aurait la « volonté, ce qui ne paraît pas être le cas, vu tout le vacarme qu'il a « fait; l'autre, que l'empereur voulut s'exposer à se brouiller avec la « France en se mêlant de cette réconciliation, et de plus, en la garan- « tissant comme M. Canning paraît le désirer. Ayant témoigné mon « étonnement à lord Gower d'une erreur aussi étrange, il m'a avoué « qu'il y avait contribué en rendant compte à son ministre d'une con- « versation qu'il avait eue avec le général de Budberg, dans laquelle « celui-ci avait dit en propres termes que l'empereur était bien éloi- « gné de se brouiller avec l'Angleterre, qu'il la regardait au contraire, « comme son meilleur allié, et que tout ce qui venait d'être conclu « avec la France n'était que l'effet de la nécessité, et n'aurait point de « durée. »

La correspondance de M. Stedingk avec le roi de Suède jette de grandes lumières sur la politique des cabinets de Pétersbourg, de Londres et de Stockholm, après la conclusion des traités de Tilsitt. Toutefois, il faut la lire avec beaucoup de défiance. M. de Stedingk était ambassadeur de Suède à la cour de Russie. L'Angleterre avait un intérêt évident à retenir la Suède dans son alliance. Toutes les paroles de lord Gower à M. de Stedingk devaient être calculées pour faire croire à cet ambassadeur que la Russie ne se déclarerait pas contre les Anglais. Mais le bombardement de Copenhague est la preuve la plus irrésistible que le cabinet de Londres n'avait que trop bien deviné la portée des engagements contractés à Tilsitt.

l'Angleterre le pressait de lui communiquer les stipulations secrètes convenues à Tilsitt ; de l'autre, la France ne passait pas un jour en quelque sorte sans lui rappeler ses engagements ; elle le sommait, le traité d'alliance à la main, de se déclarer immédiatement contre les Anglais. Il n'était donc plus possible à la Russie d'ajourner une rupture devenue inévitable. Le 26 octobre, le comte de Romanzoff adressa à l'ambassadeur d'Angleterre, lord Lewison-Gower, une note décisive qui était une véritable déclaration de guerre : elle était à tous égards un modèle de convenance, de noblesse et de dignité. « Deux fois, disait le ministre « russe, l'empereur a pris les armes dans une cause « qui intéressait surtout l'Angleterre. Il a sollicité en « vain qu'elle y portât une coopération conforme à « son propre intérêt. Il ne lui demandait pas de joindre « ses troupes aux siennes ; il désirait qu'elle fît une « diversion ; il s'étonnait que, dans sa propre cause, « elle n'agît pas de son côté, et que, froide spectatrice « du sanglant théâtre de la guerre qui s'était allumée « à son gré, elle envoyât ses troupes attaquer Buénos-« Ayres ou s'emparer de l'Égypte. »

M. de Romanzoff rappelait ensuite l'offre que l'empereur Alexandre avait faite vainement de sa médiation à la cour de Londres. Il s'élevait avec force contre l'acte inouï auquel elle venait de se porter contre une puissance tranquille, modérée, distinguée par une longue et inaltérable sagesse, et placée au premier rang, par sa dignité morale, dans le cercle des monarchies, le tout pour exercer la plus inique et la plus odieuse spoliation.

Il s'étonnait que l'Angleterre eût porté l'inconvenance jusqu'à proposer à l'empereur de se faire l'apologiste d'un attentat qu'il réprouvait, et de rallier le Danemark soumis, dégradé, à la puissance britannique. Il rendait hommage aux nobles sentiments du prince royal, qui avait repoussé avec horreur l'avilissement auquel elle prétendait le faire descendre. M. de Romanzoff ajoutait : « Touché de la confiance que ce prince met en lui, « ayant considéré ses propres griefs contre la Grande-« Bretagne et mûrement examiné les engagements pris « par l'impératrice Catherine et par feu l'empereur « Paul, tous deux de glorieuse mémoire, l'empereur « rompt toute communication avec l'Angleterre, il « rappelle toute la mission qu'il avait à Londres, et ne « veut pas conserver près de lui celle de S. M. Britan-« nique. Il n'y aura plus dorénavant aucun rapport « entre les deux puissances.

« Il proclame de nouveau les principes de la neu-« tralité armée, ce monument de la sagesse de Cathe-« rine, et s'engage à n'y jamais déroger.

« Il prévient que rien ne sera rétabli entre la Russie « et l'Angleterre que celle-ci n'ait satisfait le Dane-« mark.

« L'empereur s'attend à ce que S. M. Britannique, « au lieu de permettre à ses ministres, comme elle « vient de le faire, de répandre de nouveau les germes « de la guerre, n'écoutant que sa propre sensibilité, se « prêtera à conclure la paix avec S. M. l'empereur « des Français, ce qui étendrait pour ainsi dire à toute « la terre le bienfait inappréciable de la paix.

« Lorsque l'empereur sera satisfait sur tous les « points qui précèdent et spécialement sur celui de la « paix entre la France et l'Angleterre, sans laquelle « aucune partie de l'Europe ne peut pas se promettre « une véritable tranquillité, S. M. Impériale reprendra « alors volontiers avec la Grande-Bretagne des rela- « tions d'amitié que, dans l'état de juste mécontente- « tement où l'empereur devait être, il a peut-être con- « servées trop longtemps. »

Aussitôt après avoir reçu cette déclaration, toute l'ambassade anglaise demanda ses passe-ports, quitta Saint-Pétersbourg, et les deux puissances se trouvèrent en guerre. Tous les ports de l'empire russe furent immédiatement fermés aux navires et aux marchandises de l'Angleterre.

Enfin, ce grand secret dissimulé avec tant de soin par l'empereur Alexandre était dévoilé. Ce n'étaient point simplement des engagements éventuels que l'empereur Alexandre avait contractés à Tilsitt avec Napoléon ; c'était bien, comme on l'avait craint à Londres, une véritable alliance, une alliance offensive et défensive dirigée exclusivement contre la puissance britanique. L'Angleterre y était préparée. Par le coup qu'elle venait de frapper à Copenhague, elle avait appris à tous ses ennemis qu'elle bravait leurs colères, qu'elle ne reculerait devant aucune violence, qu'elle combattrait opiniâtrément jusqu'à l'entier épuisement de ses forces plutôt que de renoncer à ses prétentions exclusives en matière de pavillon et de navigation. Tous les ports de l'Europe allaient être fermés à ses navires ; ses marchandises ne

pourraient plus y arriver que par l'intermédiaire et sous le pavillon des neutres. Voici les mesures qu'elle prit pour rompre les mailles de cet immense réseau jeté par les empereurs de France et de Russie sur tout le continent. Elle lança ses fameux ordres du conseil du 18 et du 26 novembre. Par ces actes, elle déclara bloqués tous les ports du continent qui étaient fermés à son pavillon, elle assujettit toutes les puissances neutres, même ses alliés, à la visite de ses croisières ; elle les contraignit, sous peine de confiscation de leurs bâtiments, à relâcher dans ses ports avant de se rendre dans un port étranger, et, en cas de réexportation de leur chargement, à lui payer un droit.

L'Angleterre disait à tous les neutres : « Le continent « proscrit mon pavillon; soit : le vôtre m'en tiendra « lieu. Je vous déclare qu'à partir de ce jour, je ne « reconnais plus de neutres. Vous me prêterez votre « pavillon, vos navires, vos équipages, et vous irez « vendre mes marchandises, comme si elles étaient « les vôtres, sur tous les marchés du continent; sinon, « je saisirai, je coulerai à fond, je brûlerai vos navires, « je presserai vos matelots; en un mot, vous serez à « moi tout entiers, sans réserve, vous serez mes com« missionnaires, mes contrebandiers, ou vous dispa« raîtrez de la mer. »

Les dernières mesures de l'amirauté ne pouvaient rester sans réponse. Si la France avait laissé les neutres sous le coup des menaces de son ennemi, le système continental eût été étouffé dans son germe. Il n'y a pas un Américain qui aurait osé se soustraire aux ordres

impitoyables du conseil, pas un seul qui ne se fût mis de suite au service des armateurs de Londres et de Liverpool. Napoléon suivit l'Angleterre sur le terrain où elle s'était placée et fulmina le décret de Milan. (17 décembre 1807.) Il déclara *dénationalisé*, ayant perdu la garantie de son pavillon, devenu propriété anglaise, et comme telle confiscable, tout bâtiment, de quelque nation qu'il fût, qui aurait souffert la visite d'un vaisseau anglais, qui se serait soumis à un voyage en Angleterre, qui aurait payé une imposition quelconque au gouvernement anglais, qui enfin aurait été expédié des ports d'Angleterre ou des colonies anglaises ou même qui s'y rendrait. (Art. 1, 2 et 3.) Ces mesures cesseraient d'avoir leur effet à l'égard des nations qui sauraient obliger le gouvernement anglais à respecter leur pavillon. Elles continueraient d'être en vigueur pendant tout le temps que ce gouvernement ne reviendrait pas au principe du droit des gens qui règle les relations des États civilisés dans l'état de guerre. (Art. IV.)

Par ce terrible décret, la France s'adressait à son tour aux Américains et leur disait : « L'Angleterre me fait « depuis quatorze ans une guerre implacable : c'est « elle qui a organisé et soldé toutes les coalitions qu'il « m'a fallu vaincre, et qui m'ont forcée, pour lui ré- « sister, à m'étendre bien au delà des limites dans « lesquelles j'eusse voulu circonscrire ma puissance : « c'est elle qui, encore aujourd'hui, trouble toutes « mes gloires, toutes mes prospérités, et qui rend la « paix impossible. Maintenant qu'elle a détruit mes

« escadres et celles de mes alliés, je n'ai plus le choix « des armes pour la combattre et la vaincre. Il faut « que je lui ravisse cet immense marché du continent « qu'elle inonde de ses produits et d'où elle pompe ces « richesses avec lesquelles elle arme et solde tous mes « ennemis. Ces marchés, je vous les livre. Vous avez « donc un intérêt immense, intérêt d'honneur et de « prospérité, à soutenir mon système, et vous ne le « pouvez qu'en faisant respecter votre neutralité. De- « puis quatre ans, vous la laissez indignement outrager « par mon ennemi ; vous lui prostituez votre pavillon. « Votre neutralité n'est plus qu'un mensonge qui me « fait plus de mal que si vous me déclariez franche- « ment la guerre. Le moment est venu de vous pro- « noncer. Faites respecter la dignité de votre pavillon, « et vous n'aurez pas de plus ferme allié que la France; « ou courbez-vous sous la tyrannie de l'Angleterre, et « dès lors, vous n'êtes plus neutres ; vous êtes des « Anglais déguisés en Américains ; vous devenez mes « ennemis, et je vous traiterai comme tels. »

Frappé par les deux puissances qui se disputaient son pavillon avec tant de fureur, le gouvernement américain prit des mesures pour le soustraire à tant de vexations et d'outrages. Il s'agissait d'abord de refréner la cupidité de ses nationaux. Il leur interdit formellement de naviguer dans les mers de l'Europe, arène sanglante où ils ne pouvaient plus paraître que pour y jouer le rôle d'esclaves ou de victimes des puissances belligérantes. Mais l'amour du lucre l'emporta chez les Américains sur le sentiment du devoir et de l'honneur ; ils se

jouèrent indignement des lois de leur pays, s'élancèrent avec plus de frénésie que jamais dans les spéculations hasardeuses du commerce maritime, et, comme il y avait tout profit à naviguer pour compte anglais, d'énormes dangers à enfreindre les décrets de l'amirauté, ils se mirent presque tous au service de nos ennemis. Un jour viendra où, nous rendant enfin justice, comprenant que les décrets de Berlin et de Milan n'étaient que des actes de représailles, provoqués et justifiés par les ordres du conseil, le gouvernement fédéral embrassera la cause du droit et de la raison et déclarera la guerre à l'Angleterre. Mais ce jour est encore éloigné : ce n'est qu'après cinq années d'hésitations et d'efforts impuissants pour contenir l'ardeur spéculative de ses marchands, qu'il prendra cette courageuse et trop tardive résolution. Jusque-là, l'Angleterre exercera sur toutes les mers la plus absolue et la plus impitoyable de toutes les tyrannies ; les négociants américains se feront partout les humbles et serviles facteurs de son commerce : partout, à force de ruses et de mensonges, ils parviendront à lui rouvrir tous les ports, tous les marchés que les décrets de Berlin et de Milan lui avaient interdits. Ils briseront ainsi sur tous les points la chaîne du système continental et concourront, pour leur part, à la ruine du grand homme qui leur avait fait l'honneur de les croire dignes de devenir les rivaux de ses ennemis.

Cependant, l'attitude de l'empereur Alexandre semblait annoncer de sa part la volonté d'exécuter avec

courage, avec loyauté et dans toute leur étendue, les engagements qui l'unissaient à la France.

Napoléon, en attendant qu'il eût fait choix d'un ambassadeur, avait envoyé à Pétersbourg, pour le représenter, son aide de camp Savary. Ce général était connu d'Alexandre. Déjà, dans deux circonstances solennelles, la veille et le lendemain de la journée d'Austerlitz, il avait été chargé par son souverain de porter à l'empereur de Russie des paroles confidentielles. Quand il arriva à Saint-Pétersbourg, il n'y trouva que haines, méfiances, esprits ulcérés, et il lui fallut dévorer toutes sortes de dégoûts et d'amertumes. Personne, dans cette capitale, n'ignorait le rôle qu'il avait rempli dans le drame de Vincennes. Les grandes familles affectèrent de considérer sa mission comme un scandale. Elles se serrèrent toutes d'un mouvement unanime et lui fermèrent leurs salons. Pendant plus d'un mois, le général Savary vécut dans une outrageante solitude. Un seul palais lui était ouvert, c'était celui de l'empereur. Mais là, chaque jour, à quelque heure qu'il se présentât, il était toujours sûr d'être admis; il n'est point d'égards, point de témoignages de considération et d'amitié dont Alexandre ne se plût à le combler. Il voulût qu'il fût de toutes les fêtes, même des fêtes de sa famille, et il obligea les deux impératrices ainsi que ses frères, qui y répugnaient beaucoup, à lui faire un accueil cordial. Le général Savary se conduisit dans cette circonstance délicate avec une dignité parfaite. Il se montra ferme sans hauteur, poli sans humilité, opposa la plus parfaite indifférence aux dédains de la

noblesse, et attendit patiemment qu'elle se lassât elle-même de lui tenir rigueur. Elle ne tarda pas à comprendre que c'était blesser le souverain que de se montrer répulsive pour un homme qu'il comblait de tant d'égards; elle changea d'attitude, et fit les premières avances. Par une sorte d'enchantement, tous les salons de Pétersbourg s'ouvrirent à celui dont, quelques jours auparavant, chacun se détournait. Tous les visages se déridèrent; c'était à qui obtiendrait l'honneur de le recevoir et de le fêter. Mais le général Savary avait l'esprit trop judicieux pour s'enorgueillir de ces succès. Il savait que c'étaient seulement des succès de cour et d'étiquette uniquement arrachés par la crainte de déplaire au souverain.

Tous les cœurs en Russie nous étaient fermés et tous les intérêts hostiles. L'opinion, nourrie depuis quinze années dans l'idée que nous étions les perturbateurs et les ennemis de l'Europe, ne voulait comprendre ni l'esprit, ni la portée des traités de Tilsitt. Elle méconnaissait ou dédaignait des avantages offerts par une main ennemie. Elle ne pouvait pas croire que le vainqueur de Friedland, élevant le vaincu à sa hauteur, fût devenu soudainement son ami. Aux yeux de tous les Russes, Napoléon n'était pas, ne pouvait pas être un allié, mais un maître. L'enthousiasme qu'affectait Alexandre pour son heureux rival leur semblait humilité et bassesse. L'armée surtout murmurait. Elle avait déployé dans les dernières guerres un grand courage, une fermeté inébranlable; elle avait beaucoup souffert, et elle s'étonnait de voir l'ennemi qu'elle avait combattu avec tant

d'acharnement transformé aujourd'hui en allié de son empereur. « Était-ce donc pour arriver à un tel résultat « qu'elle avait supporté tant de travaux, et versé tant « de sang? Ainsi, l'on répudiait sa gloire! on désavouait « ses grandes actions! Comment désormais, quand « l'empereur en appellerait de nouveau à son courage, « saurait-elle distinguer ses amis de ses ennemis? »

Aux cris de l'orgueil national outragé s'unissaient les plaintes de l'aristocratie menacée dans ses intérêts. Presque tout le sol en Russie appartient aux grandes familles. La portion la plus liquide de leurs immenses revenus provenait de la vente de leurs bois de mâture, de leurs lins et de leurs blés à l'Angleterre, qui, en échange, leur envoyait ses marchandises coloniales et manufacturées. La plupart de ces familles livrées à l'amour effréné du luxe et du jeu étaient endettées, et c'était avec une peine infinie qu'elles pouvaient soutenir l'éclat de leur rang. Une interruption même passagère de commerce avec l'Angleterre devait achever de porter le désordre et la ruine dans leurs fortunes. La contrebande, déguisée sous le pavillon américain, les faux certificats fabriqués pour dissimuler l'origine des cargaisons et des équipages, toutes ces fraudes favorisées par la conformité de la langue des Américains et des Anglais, n'ayant pas encore été pratiquées en Russie, on n'en soupçonnait pas la portée efficace. Sauf quelques marchands mieux instruits ou plus habiles que les autres, personne ne se doutait que, grâce à ces combinaisons imaginées par la cupidité, les Russes pourraient conserver leurs relations d'affaires avec l'An-

gleterre d'une manière aussi assurée, aussi fructueuse que dans l'état de paix ordinaire. Les nobles, les marchands et les banquiers, se crurent donc tous menacés d'une ruine imminente par la rupture qui venait d'éclater avec cette puissance, et il n'y eut bientôt plus dans tout l'empire qu'un cri unanime contre un système qui allait bouleverser toutes les existences. La consternation était profonde et générale. La Russie était remplie d'Anglais qui étaient venus y chercher des moyens d'existence. Les uns dirigeaient des maisons de banque et de commerce; les autres étaient médecins, instituteurs, régisseurs de grands domaines. Les palais fourmillaient de gouvernantes et de femmes de chambre anglaises. Ces étrangers, plus ou moins initiés à la vie domestique des grandes familles, y portaient la haine envenimée dont tout Anglais poursuivait alors le nom français, et il ne contribuèrent que trop, après la paix de Tilsitt, à déchaîner contre nous l'esprit des hautes classes. On peut dire qu'à la fin de 1807, il n'y avait que deux hommes en Russie qui eussent adhéré sincèrement au nouveau système, c'était l'empereur et son ministre, le comte de Romanzoff. Alexandre eut le chagrin, à son retour dans sa capitale, de voir ses plus habiles généraux, ses hommes d'État les plus estimés, opposer à ses entraînements pour le chef de la France un silence réprobateur. Bagration, Barclay de Tolly, Bénigsen, se séparèrent d'un pouvoir égaré, disaient-ils, dans une voie qui le conduirait à la honte et à la ruine. Retirés dans leurs terres, ou réunis, soit à Pétersbourg, soit à Moscou, ces illustres mécontents s'exprimaient

avec une licence de langage inusitée sur la personne de l'empereur Alexandre. On parlait hautement de la nécessité où l'on se trouverait peut-être bientôt de substituer à un jeune souverain aussi faible qu'inexpérimenté, un prince plus énergique et plus capable. Voici ce que l'ambassadeur de Suède, M. de Stedingk écrivait, le 28 décembre, au roi Gustave : « Le mécon-
« tentement contre l'empereur va en augmentant, et
« les propos que l'on entend de toutes parts sont ef-
« frayants..... Dans les sociétés particulières, et même
« dans les assemblées publiques, on s'entretient souvent
« d'un changement de règne, et l'on pousse l'oubli des
« devoirs au point de dire que toute la ligne masculine
« de la famille régnante doit être proscrite, et que l'im-
« pératrice mère et l'impératrice Élisabeth, n'ayant pas
« les qualités requises, il faudrait mettre sur le trône
« la grande-duchesse Catherine. »

Le mécontentement public ne s'exhalait pas seulement en stériles discours : on conspirait. Le maréchal Soult, dont le corps d'armée était campé sur la Vistule, eut connaissance d'un complot ourdi contre la vie de l'empereur Alexandre et en informa aussitôt le général Savary. L'empereur fut averti par l'envoyé de Napoléon de se tenir sur ses gardes.

En vertu des stipulations contenues dans les traités de Tilsitt, la France devait proposer sa médiation à la Turquie afin de rétablir la paix entre cette puissance et la Russie, et, dans le cas où la Porte rejetterait cette médiation, l'empereur Napoléon et l'empereur Alexandre

feraient cause commune contre elle et procéderaient au partage de ses provinces d'Europe.

Le secret de ces délibérations avait transpiré, et les cours de Vienne et de Londres l'avaient aussitôt révélé aux membres du divan. Défigurant avec une affreuse duplicité ce qui s'était passé à Tilsitt, transformant en décisions formellement arrêtées de simples promesses éventuelles, elles avaient affirmé aux ministres turcs que cette France à laquelle ils s'étaient livrés avec une si aveugle confiance, pour laquelle ils avaient compromis le repos et la sécurité de leur empire, les immolait lâchement à cette même Russie aujourd'hui son alliée. « Non-seulemeut, leur dirent lord Paget et l'internonce « d'Autriche, M. de Sturmer, elle n'a pas eu même la « vulgaire équité d'obliger l'empereur Alexandre à vous « accorder la paix; mais encore elle veut vous partager. « Votre perte est résolue : bientôt vous verrez les Russes « et les Français envahir conjointement vos provinces « européennes et tenter de vous rejeter en Asie. Voilà le « prix de votre dévouement à une ingrate alliée; voilà « le sort qu'elle vous prépare et que vous vous êtes attiré « en séparant vos intérêts de ceux de l'Angleterre et de « l'Autriche. »

Ignorants et crédules, les membres du divan et les ministres frémirent d'indignation en écoutant ces perfides paroles. Dans le premier moment, la peur et la colère étouffèrent en eux tout raisonnement : ils ne se donnèrent le temps ni de peser les inculpations de nos ennemis, ni d'examiner les faits. Ils ne virent que notre ingratitude; ils ne sentirent que le désir de se venger.

La fatale nouvelle ne tarda pas à se répandre, et une sourde agitation, prélude d'un soulèvement, se manifesta dans le peuple. Le divan fut convoqué solennellement : les chefs des janissaires ainsi que les uhlémas furent invités à venir, dans le sein de cette assemblée, prendre connaissance des dangers qui menaçaient l'État. Il fut décidé qu'à la moindre démarche offensive de la part de la France contre la Porte, le sultan déploierait le drapeau de Mahomet, appellerait aux armes tous les musulmans, et volerait à la défense de l'islamisme. Les chefs des janissaires et les uhlémas jurèrent tous de mourir plutôt que de laisser succomber l'empire.

Le général Sébastiani fut prié de se rendre dans le divan pour y donner des explications sur la conduite de l'empereur[1]. Les ministres turcs avaient apporté avec eux toutes les lettres de Napoléon à Sélim, toutes les dépêches et notes du maréchal Brune et du général Sébastiani lui-même. Il n'y avait pas une seule de ces lettres dans laquelle la France n'eût promis formellement de garantir l'indépendance et l'intégrité de la Turquie. Pour toute réponse aux récriminations du divan, l'ambassadeur donna lecture à l'assemblée des articles XXII, XXIII et XXIV du traité de paix signé à Tilsitt, et lui proposa, de la part de Napoléon, son officieuse médiation. Il s'attacha à prouver que ces articles, ainsi que l'offre de médiation, étaient autant de garanties de l'indépendace et de l'intégrité de la Turquie. « Ils sont la manifestation la plus évidente, leur dit-il,

[1] Dépêche du général Sébastiani. Constantinople, 9 août 1807.

« que l'empereur Napoléon n'a pas voulu vous sacrifier.
« Votre sort est entre vos mains : acceptez la médiation
« de mon souverain, et les Russes évacueront, dans un
« délai déterminé, la Moldavie et la Valachie. Vous ne
« perdrez pas un village, et bientôt un traité honorable
« aura rétabli la paix entre la Porte et la Russie. »

Tous les esprits étaient encore sous l'impression d'effroi et de ressentiment qu'avaient causée les révélations de lord Paget et de M. de Sturmer. Le langage du général Sébastiani fut écouté par tous avec défiance. On ne voulut y voir qu'une ruse pour gagner du temps et endormir la Turquie dans une sécurité trompeuse. « Nous sommes trahis, abandonnés, livrés indigne- « ment à la Russie, » dirent les ministres turcs à l'ambassadeur de France. « Sir Arthur Paget est encore à « Ténédos; nous n'avons plus de motifs pour rester « en état de rupture avec l'Angleterre. La France nous « a déliés de nos engagements; elle nous a rendu notre « liberté entière; nous vous avertissons que nous allons « traiter avec sir Arthur Paget. » Ils mirent dans leurs récriminations tant de violence et d'amertume que l'ambassadeur de France fut obligé, pour ne point compromettre la dignité de son caractère, de rompre brusquement la conférence et de se retirer.

Ces nouvelles affligèrent l'empereur. Il avait trop le sentiment des services que lui avait rendus la Turquie et de l'ingratitude dont il les avait payés pour n'avoir par la conscience troublée. L'honneur non moins que les intérêts de sa politique lui commandaient de revenir sur les promesses verbales que les sollicitations

de l'empereur Alexandre lui avaient arrachées à Tilsitt.

Le partage immédiat de la Turquie n'entrait aucunement dans ses convenances, et il avait un désir très-vif que la Porte acceptât l'offre qu'il lui avait faite de sa médiation. Toute sa crainte était que, cédant à des conseils déplorables, cette cour ne rejetât ses propositions et ne donnât ainsi à l'empereur Alexandre le droit d'exiger l'exécution des promesses qu'il lui avait faites. Il n'éprouvait pas seulement le besoin de se justifier des accusations véhémentes et malheureusement trop légitimes dont il était l'objet à Constantinople; il voulait éclairer la Porte sur les dangers qu'elle attirerait infailliblement sur elle, si elle manquait l'occasion qui se présentait de faire avec la Russie une paix honorable. M. de Champagny écrivit le 7 septembre, sous la dictée de son souverain au général Sébastiani :

« Le traité de Tilsitt a pu, au premier instant, mé-
« contenter la Porte, parce qu'il ne remplissait pas
« toutes ses espérances. Elle ne prétendait à rien moins
« qu'à recouvrer la Crimée et à étendre son empire
« jusqu'à ses anciennes limites. Mais comment a-t-elle
« pu s'aveugler au point de croire que, dans son état
« de faiblesse, lorsque son gouvernement venait d'être
« renversé, et que cette première révolution en présa-
« geait d'autres, on pût parvenir à d'aussi grands ré-
« sultats? Pouvaient-ils être l'ouvrage de ces armées
« turques si mal organisées, qui égorgent leurs chefs,
« qui ne connaissent aucune tactique, qui n'ont aucune
« discipline militaire et que 20,000 Russes ont tenues
« en échec pendant toute la campagne? Du reste, le

« traité de Tilsitt n'a-t-il pas, par l'armistice, garanti « ces armées que vous dites réduites à 10,000 hom- « mes, de l'inévitable destruction dont elles étaient « menacées? n'a-t-il pas rendu à la Porte la Valachie « et la Moldavie qu'elle n'avait pu défendre, même un « seul jour? Un trait de plume a fait ce que le grand- « vizir et toutes les forces ottomanes n'auraient pu opé- « rer pendant dix ans de guerre. La France avait-elle « d'autres engagements? quel traité la liait à la Porte?... « Un ambassadeur turc a été envoyé à l'empereur, a « passé quinze jours auprès de lui et n'a rien voulu « signer. Les liaisons qui existaient entre l'empereur « et le sultan Sélim, sans avoir aucun caractère diplo- « matique, déterminaient suffisamment les rapports « des deux souverains. Par honneur, par délicatesse, « l'empereur pouvait se regarder comme lié aux inté- « rêts de ce pays; mais ces engagements ne pouvaient « être que personnels. Sélim a été renversé du trône. « Son successeur s'est montré sous des rapports qui ne « pouvaient faire supposer qu'il fût l'ami de la France. « Quinze jours s'étaient écoulés, et vous n'aviez rien « reçu. Aucune notification, aucun ambassadeur n'a « été accrédité près de l'empereur, aucune lettre n'a « été écrite, et les vôtres attestent que les liens qui « avaient uni Sélim à la France étaient un obstacle à « une liaison semblable avec Mustapha. Les faits l'ont « prouvé. Les canonniers français, envoyés à la de- « mande de la Porte, ont été renvoyés par le nouveau « prince, renvoyés et maltraités. N'était-il pas évident « que la Porte avait changé de système? et l'empereur

« devait-il pour ce gouvernement inconstant, capri-« cieux et cruel, se refuser à une paix honorable et « continuer une guerre dont lui seul supportait tout le « poids?.... L'empereur espère que l'armistice aura été « conclu, que la Porte a accepté sa médiation, et que « son ambassadeur est en chemin pour se rendre à « Paris. Si cette conjecture est fondée, si la Porte a « continué de se confier dans l'amitié de la France, « l'empereur la soutiendra encore : il lui assurera la « possession de la Moldavie et de la Valachie, et cette « puissance aura encore quelques moments de végéta-« tion. Mais si la Porte a fait la paix avec l'Angleterre, « si elle s'est séparée de la France, regardez-la comme « perdue. L'empereur ne se refusera pas au projet pré-« senté depuis Tilsitt de partager ses provinces, et son « existence politique aura pris fin avec l'année. L'em-« pereur ne veut point hâter cette ruine inévitable; il « soutiendra la Porte, tant que la Porte lui restera « fidèle..... »

Lorsque cette lettre parvint au général Sébastiani, les dispositions de la Porte étaient entièrement changées, et elles l'étaient à notre avantage. La vérité avait enfin triomphé des calomnies de nos ennemis, dissipé les préventions du divan, éclairci ses doutes, et nous avait ramené tous ces esprits que la colère et la crainte nous avaient un instant aliénés. Le traité de paix du 7 juillet leur était apparu avec son véritable caractère, non comme un péril, mais comme une garantie. Ils avaient compris que, dans l'état de désorganisation où était la Turquie, le plus sûr encore était de s'en tenir aux

clauses conservatrices arrêtées à Tilsitt, en acceptant immédiatement et sans réserve la médiation de l'empereur Napoléon. En conséquence, les ministres turcs annoncèrent cette détermination au général Sébastiani[1]. Conformément au désir que l'empereur Napoléon avait manifesté, ils consentirent à ce que la médiation fût exercée, non pas à Constantinople, mais à Paris. Des pleins pouvoirs furent envoyés de suite, à cet effet, à Mohed-Effendi.

De Tilsitt même, l'empereur Napoléon avait envoyé le général Guilleminot à Bucharest pour qu'il se mît en relation avec les généraux russes et turcs, qu'il leur communiquât les articles XXI, XXII, XVIII et XXIV du traité de paix conclu entre la France et la Russie, et qu'il négociât une suspension d'armes entre les deux armées. A la suite de ces conférences, une convention fut signée le 24 août à Solobosa. Elle portait que, dans le cas où la paix ne pourrait se conclure entre la Turquie et la Russie, l'armistice durerait au moins jusqu'au 21 mars 1808 (article II) ; que les Turcs et les Russes évacueraient les deux provinces dans le délai de trente-cinq jours et se retireraient, les Turcs, sur la rive droite du Danube, et les Russes, sur leur propre territoire (art. III); enfin, qu'ils se restitueraient mutuellement les vaisseaux et les équipages dont ils s'étaient emparés dans la présente guerre, ainsi que leurs prisonniers de guerre. (Articles IV et VI.)

La Porte apprit avec une vive satisfaction la conclu-

[1] Dépêche du général Sébastiani. 23 août 1807.

sion du traité de Solobosa : elle se hâta de le ratifier et s'y attacha comme à une garantie de salut. A dater de ce moment, elle nous témoigna une confiance sans réserve. Jamais le nom français n'avait été entouré, sur les rives du Bosphore, d'autant d'éclat et de respect, nous avions ressaisi sur le divan tout l'ascendant que nous exercions autrefois. Les ministres, les uhlémas, les chefs des janissaires, le sultan lui-même, tous manifestaient pour l'empereur Napoléon un dévouement et une admiration sans bornes. Sultan Mustapha lui écrivit qu'il était son plus fidèle allié, et mit à sa disposition ses armées et ses flottes. Sous l'impression des premières nouvelles de Tilsitt, la Porte avait effectué la menace qu'elle nous avait faite; elle avait renoué les négociations avec lord Paget. Mais dès qu'elle crut pouvoir compter sur notre amitié, elle rompit brusquement avec l'ambassadeur anglais, et le pressa de quitter les parages du Levant. Enfin, elle nous donna le témoignage le plus expressif de son dévouement à nos intérêts: elle adhéra publiquement au système continental, et déclara tous les ports de son empire formellement interdits aux bâtiments et aux marchandises de l'Angleterre.

CHAPITRE XXVI

Application des décrets de Berlin et de Milan à tout le continent. — Impression produite sur l'Autriche par la conclusion des traités de Tilsitt. — Armements défensifs. — Mission du prince Kourakin à Vienne. — L'empereur Napoléon s'attache à rassurer cette cour. — Convention du 16 octobre signée à Fontainebleau. — L'Autriche offre vainement sa médiation à l'Angleterre. — Rappel du prince de Stahremberg de Londres. — L'Autriche adhère au système continental. — Fermeture des ports de la Prusse, des villes anséatiques, du Hanovre et du duché d'Oldenbourg aux marchandises anglaises. — Situation exceptionnelle de la Hollande. — La contrebande anglaise pratiquée ouvertement dans ce royaume. — Résistances opposées par le roi Louis aux volontés de l'empereur Napoléon. — Incorporation de Flessingue à la France. — Irritation des Hollandais. — Tristes pressentiments du roi. — Application du système continental aux ports de l'Italie. — Livourne, vaste foyer de contrebande anglaise. — Dispositions malveillantes de la reine d'Étrurie à l'égard de la France. — Occupation de la Toscane par les troupes françaises. — Communication du traité de Fontainebleau à la reine d'Étrurie.—Désespoir de cette princesse.—Réunion de la Toscane à la France.

L'alliance conclue à Tilsitt était essentiellement une alliance maritime. Son objet précis et limité était d'obliger l'Angleterre à répudier ses doctrines absolues en matière de navigation et à reconnaître le principe d'une

parfaite égalité entre tous les pavillons. Dans la prévision qu'elle refuserait la paix à de telles conditions, la France et la Russie avaient pris l'engagement de forcer toutes les puissances maritimes de l'Europe, toutes, sans exception, à lui fermer leurs ports et leurs marchés et à lui déclarer la guerre.

Au mois de novembre 1807, l'Angleterre ne comptait plus qu'un seul allié sur le continent, c'était le roi de Suède. Elle était en relations de paix avec la Prusse, l'Autriche, le Saint-Siége et le Portugal, et en guerre avec toutes les autres puissances. C'était là le caractère officiel de ses rapports avec le continent. Ses rapports réels étaient d'une nature bien différente. Elle ne se bornait pas à entretenir de simples relations de paix avec les cours de Vienne, de Rome et de Lisbonne : elle était avec ces cours, notamment avec celles de Vienne et de Lisbonne, en communications confidentielles et très-intimes. Le contraste était bien plus étrange encore entre ses relations officielles et ses relations réelles avec les États qui nous étaient le plus étroitement unis. Ainsi, elle était en guere ouverte avec la Hollande, avec la Toscane, avec l'Espagne, et jamais elle n'avait fait avec ces puissances un commerce aussi actif. Elle avait organisé sur toute l'étendue de leurs côtes une contrebande immense qui se jouait de tous nos décrets prohibitifs, et qui lui assurait, comme consommateurs, ces mêmes peuples qui la combattaient sur mer. Là où ses armateurs ne pouvaient ou n'osaient débarquer ses marchandises, c'étaient les neutres, c'étaient les Américains du nord, devenus ses facteurs, qui les y transportaient et

les vendaient pour son compte. Ce commerce illicite rencontrait non-seulement dans les populations, mais dans les gouvernements, une secrète protection. C'est ainsi qu'à force de ruses, d'audace et de persévérance, les Anglais étaient restés les maîtres exclusifs de tous les marchés du continent, et la guerre, qui aurait dû les ruiner, avait porté à un développement jusqu'alors inconnu leur commerce extérieur et leurs profits. Il s'agissait maintenant, comme nous l'avons dit, de trancher dans le vif et du même coup tous ces liens. C'est peut-être l'œuvre la plus gigantesque qu'ait jamais entreprise le chef couronné d'un grand peuple. Il ne s'agissait pas seulement de forcer l'Autriche, le Saint-Siége, le Portugal et la Suède à rompre leurs relations de paix ou d'alliance avec l'Angleterre; la tâche était bien autrement délicate et compliquée. Il fallait agir sur nos propres alliés, les contraindre à faire sur leurs côtes une police sévère, à exécuter sérieusement, loyalement les décrets de Berlin et de Milan. Napoléon allait donc s'attaquer à une masse innombrable d'intérêts, troubler toutes les populations de l'Europe dans leurs habitudes et leurs jouissances domestiques. Ce n'était plus seulement contre des souverains, contre des gouvernements qu'il allait se heurter; c'était contre des nations entières. Il allait avoir à vaincre les résistances matérielles et morales que provoqueraient infailliblement de si cruelles privations, et il lui faudrait employer ses armées à faire exécuter partout sa législation de fer. Il n'y a peut-être pas d'exemple d'un système aussi violent appliqué

à de telles masses de peuples et exécuté avec une énergie aussi implacable.

Lorsque la cour de Vienne apprit la conclusion de l'alliance de Tilsitt, elle en resta frappée de stupeur. Depuis quinze ans, l'Autriche marchait à la tête des monarchies continentales liguées contre la France. La France, toujours victorieuse, après l'avoir d'abord ménagée dans l'espoir de désarmer sa haine, avait fini par la traiter comme une ennemie implacable. Pour la première fois, à Presbourg, elle avait entamé les frontières défensives de cet empire. C'étaient là de grandes infortunes, et l'histoire de la maison de Hapsbourg n'en offrait point de comparables : mais ce n'étaient point des malheurs qui lui fussent exclusivement personnels; c'étaient ceux de son parti tout entier. Les journées de Zurich, de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna n'étaient à ses yeux que les scènes variées du grand drame qui se jouait en Europe depuis 1792, et dont le dénoûment restait encore un secret de la Providence. En effet, la France n'avait eu prise que sur les populations et sur les gouvernements que lui avaient livrés ses victoires. Dans les deux camps, chacun était resté fidèle à son drapeau. Les vaincus continuaient d'être redoutables au sein de leurs plus grandes défaites, parce qu'ils étaient unis par un même sentiment, la haine de la France; par une même pensée, celle de l'abaisser dès qu'ils le pourraient. De son côté, la France était demeurée faible au sein de sa gloire parce qu'elle était isolée et qu'elle ne voyait autour d'elle que des gouvernements ennemis

ou subjugués. Elle était condamnée à cette alternative terrible et fatale de toujours vaincre ou de succomber, de devenir plus forte à elle seule que toute l'Europe ensemble, ou de subir sa loi.

Pour la première fois, l'alliance de Tilsitt changeait cet état de choses. Des trois grandes monarchies du nord, l'une avait succombé à Iéna et n'offrait plus que d'insignifiants débris : une autre venait, par une défection éclatante de passer dans le camp de la France. La troisième était l'Autriche qui se voyait délaissée de tous. L'Europe féodale, dont elle était la tête, semblait cette fois bien réellement vaincue : ses éléments étaient disjoints et épars. L'alliance si redoutée de la France avec la Russie était enfin consommée : Tilsitt avait été témoin des embrassements des deux empereurs : le nord et le midi se donnaient la main. Saisie entre ces deux grandes forces, l'Autriche avait comme perdu l'exercice de sa liberté. Son heureux ennemi l'avait enlacée de toutes parts. Sur quelque point autour d'elle qu'elle tournât les yeux, à Pétersbourg, à Varsovie, à Berlin, à Dresde, à Munich, à Berne, à Milan et jusqu'en Turquie, elle retrouvait la France. La Russie, qui avait été jusqu'alors pour elle une force et un appui, allait devenir un danger. Tandis que nous attaquions par nos principes le système oligarchique de l'Autriche, et par nos victoires sa constitution territoriale, la Russie avait prise sur les Slaves et les Grecs de la Hongrie, et menaçait de lui enlever tôt ou tard ces populations. Ainsi, pour elle désormais plus de sécurité : au Nord, à l'Orient, au Midi, le danger était partout. Sans doute, dans leurs épanche-

ments mystérieux, les deux empereurs s'étaient entretenus d'elle et de ses destinées futures. Elle brûlait de déchirer les voiles qui enveloppaient les articles secrets du traité d'alliance. Peut-être ces articles, dissimulés avec tant de soin, cachaient-ils quelques dispositions attentatoires à sa propre existence. Comme elle avait le sentiment des torts dont elle s'était rendue coupable envers la Russie et la Prusse, elle craignait que, pour se venger de n'avoir pas été secourues par elle, elles n'eussent fait la paix à ses dépens. La cour, la noblesse, la bourgeoisie elle-même ne s'entretenaient que des maux présents et des dangers plus grands encore de l'avenir. « Alexandre et Napoléon, disait l'empereur François, « veulent fonder la dictature de l'Europe ; nous verrons « s'ils y réussiront[1]. » Le ministre comte Jérôme de Colloredo, plus énergique dans l'expression de ses sentiments, s'écria : « Nous voyons bien que tout ce qui « s'est passé à Tilsitt a été fait en haine de l'Angleterre « et de l'Autriche, et que notre perte est décidée ; mais « si nous devons périr, nous tomberons du moins avec « honneur et les armes à la main[2]. »

L'animosité publique confondait dans le même anathème la Russie et la France ; elle s'épuisait en sarcasmes amers contre le caractère personnel de l'empereur Alexandre ; on le taxait d'ineptie ; on le traitait de lâche et d'ingrat. Les plus indulgents se contentaient d'accuser sa faiblesse et sa mobilité. « C'est un enfant, disait

[1] Dépêche du général Andréossy. Vienne, 2 août 1807.
[2] Dépêche du même. Vienne, 2 août 1807.

« l'empereur François, et je ne suis pas étonné que Na-
« poléon lui ait fait faire tout ce qu'il a voulu, car il est « capable de jouer tous les rôles[1]. » Cependant, les plus avisés, qui forment partout le petit nombre, ne jugeaient point la situation aussi désespérée. A leurs yeux, Alexandre était un politique rusé qui, battu sur les champs de bataille par Napoléon, avait pris sa revanche dans l'arène de la diplomatie. Il avait dû plier sous la violence des événements; mais, au fond de son cœur, il restait toujours l'homme de la vieille et sainte cause. A la première occasion, brisant des liens détestés, il reviendrait plus dévoué que jamais à ses véritables alliés, l'Autriche et l'Angleterre.

La cour de Vienne, dans l'intention certainement de nous porter les derniers coups si nous étions battus, s'était livrée, pendant la dernière guerre, à des armements redoutables; mais plus digne que ne s'était montrée la Prusse dans une circonstance analogue, elle ne s'abaissa point à de lâches excuses. Seulement, elle se plaignit beaucoup de la Russie. Elle l'accusa d'avoir fait tout le mal. Le comte de Stadion s'en expliqua sans détour avec le général Andréossy. « Le roi Frédéric-Guil-
« laume est bien à plaindre, lui dit-il, et l'empereur « Alexandre est bien coupable. » Les autres ministres s'exprimèrent comme le comte de Stadion ; ils manifestèrent de vifs regrets de n'avoir point accepté les offres d'alliance que leur avait faites tant de fois l'empereur Napoléon.

[1] Dépêche du général Andréossy. Vienne, 5 août 1807.

Si le premier sentiment de la cour de Vienne avait été de craindre, le second fut de se préparer à une vigoureuse défense pour le cas où on viendrait l'attaquer. Les armements, un instant ralentis, furent repris avec une nouvelle ardeur. On rassembla des magasins considérables à Passau et entre Vienne et Molk, et l'on dirigea sur la Bohême une grande quantité de canons. Toutes les forces de l'empire furent concentrées sur les frontières de la Bohême et de la Moravie. Il fut décidé qu'un nouvel appel serait fait au dévouement des Hongrois et de nouveaux sacrifices en hommes, en chevaux et en argent demandés aux populations héréditaires.

La France et la Russie comprirent qu'il importait absolument de calmer les inquiétudes de la cour de Vienne. L'empereur Alexandre lui envoya en conséquence le prince Kourakin. Cet ambassadeur s'attacha à la rassurer. Il lui présenta l'alliance que son souverain venait de contracter comme une combinaison pacifique, destinée à rendre le repos au monde. Mais, en même temps, il lui déclara que le parti pris par l'empereur son maître était irrévocable, qu'il était décidé à réunir tous ses efforts à ceux de Napoléon pour forcer l'Angleterre à la paix, et qu'ainsi l'Autriche devait renoncer à tout espoir de le faire dévier de la ligne de conduite qu'il avait adoptée.

De son côté, Napoléon témoigna à la cour de Vienne les dispositions les plus pacifiques et offrit de lui donner toutes les explications qu'elle pourrait désirer[1].

[1] Dépêche du ministre des affaires étrangères de France. Paris, 3 août 1807.

Il lui communiqua les deux traités signés à Tilsitt, celui de paix et celui d'alliance. Cette communication était de sa part tout autre chose qu'une démarche officieuse; bien qu'adressée sans commentaires, elle renfermait une intimation très-précise, celle d'adhérer immédiatement au système continental. Comme État maritime, l'Autriche jouait un très-petit rôle dans les affaires du monde : elle avait un développement de côtes peu étendu et une marine militaire insignifiante; mais elle occupait en Europe une place considérable : elle était depuis seize ans sur le continent le plus ferme appui de la politique anglaise. Si elle avait continué d'entretenir avec l'Angleterre des relations d'amitié et de commerce, les marchandises manufacturées et coloniales de cette puissance seraient venues affluer dans les ports de Trieste et de Fiume, et de là se seraient répandues dans toute l'Allemagne. Il importait donc essentiellement que l'Autriche adhérât sans plus tarder au système continental.

Afin d'adoucir l'amertume d'une telle exigence, Napoléon se montra extrêmement facile sur d'autres points qui restaient en litige entre les deux cours. Ses troupes occupaient encore la place de Braunau, qui, d'après le traité de Presbourg, devait être restituée à l'Autriche, dès qu'elle-même nous aurait livré Cattaro. Le traité de Tilsitt ayant fixé le sort de cette dernière place, la cour de Vienne était impatiente de rentrer en possession de Braunau; mais, craignant un refus, elle hésitait à nous la redemander. Napoléon, sans être sollicité par elle, s'empressa, presque immédiatement après la conclusion du traité de Tilsitt, de la lui restituer.

Le traité de Presbourg avait laissé indécise la délimitation de l'Autriche et du royaume d'Italie. Depuis deux ans, la France contestait à la cour de Vienne la ville de Monte-Falcone, qui commande Trieste. Il eût certainement dépendu de sa volonté de la comprendre dans les limites du royaume d'Italie; elle y renonça. L'Autriche fit de son côté quelques concessions de territoire, et le thalweg de l'Isonzo devint la frontière des deux États. De plus, il fut convenu entre les cours de Vienne et de Paris qu'une route militaire serait ouverte sur le territoire autrichien, afin d'assurer la libre communication des provinces du royaume d'Italie situées sur la rive droite de l'Isonzo avec l'Istrie et la Dalmatie, et réciproquement. Tous ces divers points furent réglés par une convention additionnelle au traité de Presbourg, qui fut signé à Fontainebleau le 10 octobre 1807.

Napoléon, en donnant ainsi à la cour de Vienne la mesure précise de ce qu'elle avait à craindre ou à espérer de lui, avait pensé qu'heureuse d'échapper à des malheurs plus grands, elle se soumettrait à un ordre de choses qu'il n'était plus en son pouvoir d'empêcher. En effet, elle sentit que les événements étaient plus forts que sa volonté et que ses passions. La moindre hésitation de sa part à adhérer au système continental pouvait la perdre. Campées sur les bords de l'Oder et de la Vistule, maîtresses de toutes les places fortes de la Prusse, nos armées n'avaient qu'à faire un changement de front pour la prendre à revers et l'écraser. Elle fléchit donc, mais avec un secret désespoir. Elle ne laissa plus échapper une plainte, plus un regret; elle arrêta tous ses ar-

mements, rappela ses bataillons des frontières de Bohême et de Moravie, contremanda ses dernières levées et affecta une contenance calme et sereine. Ses rapports avec nous devinrent ceux d'une puissance qui sollicitait l'honneur d'avoir une place dans nos alliances. Enfin, elle nous donna le gage le plus expressif de sa condescendance; elle nous promit, si l'Angleterre refusait d'entrer en négociations pour le rétablissement de la paix maritime, d'adhérer formellement au système continental.

Son ambassadeur à Londres, le prince de Stahremberg, eut l'ordre de demander à M. Canning si sa cour était[1] disposée à faire sa paix avec la France. M. Canning répondit à cette ouverture d'une manière évasive[2]. Il exprima sa surprise qu'après les preuves réitérées que le gouvernement anglais avait données de ses intentions pacifiques, l'Autriche pût conserver encore des doutes à cet égard. « Aujourd'hui comme toujours, dit-il, il dé« sirait mettre fin aux maux de la guerre; mais, fidèle « à ses alliés, il voulait une paix qui rétablît l'équilibre « entre les intérêts respectifs de toutes les puissances « en guerre et qui garantît d'une manière stable la tran« quillité de l'Europe. » Cette réponse fut immédiatement communiquée par le cabinet de Vienne à celui des Tuileries. M. de Champagny voulut s'en expliquer lui-même avec le comte de Stadion et lui écrivit directement. Il s'attacha à lui démontrer combien les sentiments que le cabinet anglais affectait d'exprimer pour

[1] Note du prince de Stahremberg du 20 novembre 1807.
[2] Note de M. Canning du 23 novembre 1807.

la paix étaient peu sincères. « N'est-il pas évident, lui « dit-il, qu'il ne veut que gagner du temps et prévenir « le mauvais effet que fera sur tous les esprits la résolu- « tion généreuse adoptée par l'empereur d'Autriche? « Déchirons ces voiles diplomatiques sous lesquels l'An- « gleterre s'efforce de cacher la véritable question, et « allons droit au but. Que le prince de Stahremberg pro- « pose au cabinet de Londres de nommer immédiatement « des plénipotentiaires pour traiter de la paix avec la « France et la Russie. Si le gouvernement anglais ac- « cepte cette proposition, alors M. le prince de Stah- « remberg pourra rester à Londres. Mais s'il refuse, il « sera bien évident qu'il n'est pas plus sincère en ce « moment qu'il ne l'était lorsqu'il attaquait Copenhague « et déclarait l'Europe en état de blocus. »

Le cabinet de Vienne montra la plus grande docilité à faire tout ce que lui demandait la France. M. de Stahremberg invita M. Canning[1] à désigner des plénipotentiaires pour traiter avec toutes les puissances en guerre, et lui annonça qu'il était autorisé par sa cour à leur expédier des passe-ports, afin qu'ils pussent se rendre à Paris et entrer de suite en négociations. La proposition était faite en termes si nets, si précis, qu'elle n'admettait point de réponse dilatoire : il fallait accepter ou refuser. Le cabinet de Londres refusa. Il osa exprimer des doutes sur la nature des pouvoirs d'après lesquels avait agi M. de Stahremberg; il exigea, ce qu'il savait bien être une chose inadmissible[2], que, préalablement

[1] Note de M. de Stahremberg du 1er janvier 1808.
[2] Note de M. Canning, du 8 janvier 1808.

à toutes discussions, les gouvernements arrêtassent les bases de la négociation. « Lorsqu'elles seront déter- « minées, dit M. Canning, le gouvernement anglais « nommera des plénipotentiaires; mais, ce ne sera pas « à Paris, dans la capitale de son ennemi, qu'il les en- « verra ; ce sera dans une autre ville ultérieurement « désignée. » Cette réponse avait été calculée pour mettre un terme à l'espèce de médiation que la cour de Vienne s'était chargée de remplir à Londres. Ainsi, c'est l'Angleterre qui brise elle-même de ses propres mains les liens qui, depuis tant d'années, l'unissent à l'Autriche. Elle jette audacieusement le défi à toutes les puissances du continent, à ses meilleurs alliés comme à ses ennemis. Il ne restait plus à M. de Stahremberg qu'à demander ses passe-ports. Ils lui furent envoyés, et il quitta Londres avec toute son ambassade. L'empereur d'Autriche déclara toutes ses relations politiques et commerciales rompues avec l'Angleterre, et tous ses ports interdits aux navires anglais. L'ambassadeur anglais à Vienne reçut de même ses passe-ports, et les deux puissances se trouvèrent en guerre.

L'Europe ne fut point dupe de cette prétendue rupture : elle la jugea ce qu'elle était, l'œuvre d'une implacable nécessité. Voici ce que le général Andréossy écrivait, le 30 décembre, à M. de Champagny. « Déterminée « par la crainte, cette cour a exposé à celle de Londres « qu'elle s'était vue forcée de lui fermer ses ports. Les « ministres de l'empereur ont supplié M. Adair de ne pas « en vouloir à leur gouvernement, et lui ont représenté « que la maison d'Autriche n'était pas en position de ré-

« sister aux cruelles circonstances qui pesaient sur elle. »

Napoléon savait très-bien que les démonstrations amicales de l'Autriche n'étaient que des apparences et que jamais elle n'avait plus abhorré la puissance française. Mais que lui importait cette inimitié, si elle était contenue et impuissante? L'essentiel pour lui était que la cour de Vienne se soumît, silencieuse et résignée, à sa triste destinée, et le laissât librement accomplir la grande tâche qu'il avait entreprise d'abaisser la suprématie maritime et commerciale des Anglais.

Par l'article 27 du traité de Tilsitt, la Prusse s'était engagée à fermer ses ports à la navigation et au commerce britannique pendant toute la durée de la présente guerre entre la France et l'Angleterre. Un autre article secret et séparé lui avait imposé l'obligation expresse de faire cause commune avec la France contre l'Angleterre, si, au 1er décembre 1807, cette puissance n'avait point consenti à conclure la paix sur des bases équitables. Le roi aurait vivement désiré ne publier son adhésion au système continental qu'après que les bâtiments prussiens qui se trouvaient encore en mer et en Angleterre auraient effectué leur rentrée dans les ports du royaume ; mais, sur ce point comme sur tous les autres, Napoléon se montra inflexible. Le 6 novembre[1], M. de Champagny rappela au ministre de Prusse, à Paris, les promesses faites par le roi. Il lui dit que le 1er décembre approchait, que l'Angleterre avait refusé la médiation

[1] Note de M. Champagny à M. de Brockhausen. Fontainebleau, 6 novembre 1807.

de la Russie, que tout espoir de paix était ainsi évanoui, et il l'invita en conséquence à prévenir sa cour que le moment était venu de remplir les engagements contractés à Tilsitt. Le roi exécuta ce qu'il avait promis. Le 1er décembre, il publia à Memel un décret qui déclarait tous ses liens rompus avec la Grande-Bretagne, et tous ses ports fermés aux navires et aux marchandises de cette puissance.

Le décret de Berlin était depuis longtemps en vigueur dans les ports du Hanovre et des villes anséatiques. Mais après la conclusion des traités de Tilsit, la France redoubla de sévérité dans l'application des mesures prohibitives, et se chargea de faire elle-même la police sur toutes les côtes de la mer du Nord. Le tissu du réseau fut serré si fortement sur ce point du continent que l'ennemi, malgré sa hardiesse et les ruses de ses contrebandiers, ne put réussir à s'y pratiquer une issue. Les embouchures de l'Elbe, du Weser et de l'Ems lui furent hermétiquement fermées.

Napoléon avait fait occuper dans le même but le duché d'Oldenbourg : mais le souverain de ce petit État était oncle de l'empereur de Russie. Alexandre sollicita de l'empereur Napoléon qu'il voulût bien retirer ses troupes du duché d'Oldenbourg et rendre ce pays à sa complète indépendance. Prompt à saisir toutes les occasions d'être agréable à son allié, Napoléon fit évacuer immédiatement le duché d'Oldenbourg, sous la condition toutefois que les décrets français contre les marchandises anglaises y seraient sévèrement exécutés.

La Hollande présentait en ce moment au monde un étrange spectacle. Elle avait en quelque sorte deux manières d'exister qui différaient en tous points l'une de l'autre. Comme gouvernement, elle semblait dévouée sans réserve aux intérêts de la France. Ainsi, dans la dernière guerre de Prusse, le contingent qu'elle nous avait fourni s'était élevé jusqu'à cinquante mille hommes, effort immense pour un pays dont les finances étaient aussi embarrassées. Sa marine militaire était dans une situation non moins florissante. Elle comptait douze vaisseaux de ligne et un nombre considérable de bricks et de chaloupes canonnières. Ces forces avaient pris une glorieuse part à toutes nos luttes maritimes et continentales. Puis, comme peuple, ces mêmes Hollandais avaient des intérêts, des sympathies, des habitudes qui en faisaient de véritables alliés de l'Angleterre.

La Hollande est une création artificielle. Ce qu'elle est, elle le doit uniquement à la puissance de son génie spéculatif. Elle n'a point, comme la France, un sol riche et étendu sur lequel puissent se concentrer, en temps de guerre maritime, le travail et l'industrie de ses habitants. Des marais, des bruyères incultes, des digues coûtant fort cher à entretenir, des prairies qu'il lui faut disputer à la mer : voilà le sol ingrat sur lequel elle a élevé l'édifice de sa fortune. Le véritable champ ouvert à son activité, c'est la mer. C'est là qu'elle se meut, qu'elle se déploie, qu'elle vit. La destinée des Hollandais est d'être les commissionnaires, les facteurs maritimes de tous les peuples. Fermez-leur la mer et vous coupez du même coup toutes les artères qui font vivre cette nation de marchands;

vous paralysez à la fois les fortunes privées et la fortune publique. Quand la Hollande fut devenue une annexe de la puissance française, les Anglais se jetèrent avec avidité sur ses colonies, et détruisirent son commerce maritime. Toute navigation lui étant interdite, elle se fit l'entrepositaire principal des marchandises anglaises destinées aux populations des bords du Rhin et du nord de l'Allemagne. Un tel état de choses saisissait dans le vif et blessait tous nos intérêts : il enhardissait les entreprises de l'ennemi; en assurant sa prospérité il éternisait la guerre et désorganisait toutes nos mesures fiscales et défensives. Maintes fois, nous demandâmes au gouvernement batave d'accorder la conduite de ses sujets avec ses devoirs politiques. Toujours, il nous promit de faire droit à nos réclamations, et jamais ses promesses ne furent réalisées. Il était impossible que Napoléon tolérât longtemps une violation aussi manifeste des engagements qui liaient à notre fortune la république batave. Elle était l'ennemie de l'Angleterre; il fallait qu'elle fût une ennemie sérieuse, qu'elle fît la guerre à son commerce, comme elle la faisait à sa marine. Il en résulterait pour elle de cruelles souffrances; mais la France ne souffrait-elle pas? ne versait-elle pas son sang depuis quinze ans pour assurer les droits et l'indépendance de toutes les marines secondaires? La guerre était pour tout le monde un état de douleur et d'angoisses; et nos alliés devaient être solidaires de nos maux, de nos sacrifices, de nos dangers, comme ils le seraient plus tard de nos succès. Que la Hollande se conduisît en fidèle, en loyale alliée, et nous viendrions

au secours de sa misère; nous abaisserions devant elle nos barrières de douanes; nous l'associerions au mouvement de notre commerce intérieur, et ouvririons un champ immense à son activité; nous ne le pouvions pas aujourd'hui. Conclure, dans cet état de choses, un traité de commerce avec elle, c'eût été livrer l'exploitation de nos marchés au commerce anglais.

Le roi Louis avait été initié aux grands desseins de son frère : il savait bien que Napoléon ne l'avait pas élevé sur le trône pour se donner la vaine satisfaction de compter un roi de plus dans sa famille; il ne pouvait pas ignorer que, dans la position violente et transitoire où la guerre maritime avait placé la France, un roi de Hollande ne pouvait être qu'un préfet couronné de l'empereur. Louis savait tout cela; mais son caractère manquait d'énergie, et sa pensée d'étendue. Son esprit, absorbé jusqu'alors par l'étude de la littérature et de la philosophie, n'avait point d'aptitude pour les affaires. Il ne s'était point senti le courage de refuser la couronne de Hollande. Quand il l'eut acceptée, il n'eut pas la force de remplir loyalement les obligations qu'elle lui imposait. A peine eut-il régné quelques mois qu'il se laissa envahir et dominer par les intérêts bataves. Il dépouilla insensiblement le vieil homme ; il renia sa première patrie, son frère, la grande politique de la France, pour se faire le défenseur mesquin et têtu de la petite politique de la Hollande. Il se livra au bonheur philanthropique de gagner l'amour de ses nouveaux sujets, et, comme il n'y pouvait réussir qu'en tolérant leurs relations illicites avec l'ennemi, il lâcha un libre frein à la contrebande.

Invité par l'empereur à mettre en vigueur dans les ports de son royaume les mesures prohibitives décrétées le 21 novembre 1806, il s'y refusa hautement et ordonna, par un acte du 1er décembre, que le décret de Berlin ne serait mis en vigueur que dans les pays en ce moment occupés par les troupes bataves, tels que la Frise orientale, les pays d'Oldenbourg, de Jever, de Kniphausen et de Varel.

L'empereur écrivit au roi Louis pour lui exprimer tout son mécontentement. Il le menaça, s'il persévérait dans ces fâcheux errements, d'envoyer en Hollande ses propres soldats et ses douaniers, et de soumettre ce pays à des visites domiciliaires. Le roi lui répondit et chargea une députation qu'il avait envoyée auprès de son frère pour le complimenter sur ses dernières victoires de lui remettre sa lettre.

« S. M. Impériale, lui disait-il, avait à considérer « que la suppression de tout commerce et de toute na- « vigation, qui n'était qu'une grande perte pour la « France, était pour la Hollande égale à la privation de « son sol. Non-seulement le territoire était petit, mais « artificiel en partie; il nécessitait des digues coûteuses, « des fondements d'or, pour ainsi dire . . . . .
« . . . Après l'air, ce dont ce peuple avait le plus « besoin, c'était de la navigation et du secours des bras « étrangers . . . .
« S. M. Impériale avait promis par l'acte constitution- « nel un traité de commerce avantageux. Non-seule- « ment, on le refusait maintenant, mais encore, on for- « cerait les habitants à des représailles, à une petite

« guerre sur les frontières par les courses et les tenta- « tives vexatoires des agents de la douane. » Le roi terminait en suppliant l'empereur de l'aider, « parce qu'il « était son ouvrage, de protéger un pays dont l'assis- « tance lui manquerait d'autant moins que son frère y « serait mieux établi et consolidé. »

La députation hollandaise ne put rejoindre l'empereur qu'en Pologne Il la reçut fort mal : il se plaignit amèrement du peu de souci que prenaient le roi et son peuple d'exécuter les décrets impériaux. La véhémence de ses reproches donna fort à penser au roi. Il connaissait son frère : il sentit que s'il ne parvenait pas à réprimer la contrebande anglaise dans ses Etats, il compromettrait à la fois son trône et la nationalité des Hollandais. Il parut sérieusement disposé à changer de système et promit de redoubler de vigilance dans la police des côtes. Mais ses ordres ne furent nulle part exécutés. Tous les intérêts et tous les pouvoirs en Hollande étaient ligués pour se soustraire aux rigueurs du régime prohibitif. Il n'y avait pas un homme depuis le riche capitaliste jusqu'au dernier des matelots, qui ne considérât comme un acte de patriotisme de faciliter, par tous les moyens possibles, l'introduction des marchandises anglaises dans le royaume. Favorisée d'ailleurs par les brouillards si communs dans ces contrées et par la proximité de la côte d'Angleterre, la contrebande aurait mis en défaut la police la plus active.

Telle était la situation politique et commerciale de la Hollande au moment où la paix fut signée à Tilsitt. L'empereur se hâta de donner à son frère communication

des engagements qu'il venait de contracter avec l'empereur Alexandre. Il lui fit comprendre que le moment était venu de frapper les coups décisifs, et il l'invita, dans les termes les plus pressants, à concourir loyalement, énergiquement, en prince éclairé et en bon frère, au triomphe de la cause du continent et de toutes les marines secondaires. Cette fois encore, le roi promit de se conformer aux désirs de l'empereur. Il prit de nouvelles mesures pour intercepter toutes communications entre ses ports et ceux de l'Angleterre. Il interdit expressément à ses sujets de faire le cabotage sur les côtes à moins qu'ils ne fussent escortés par des bâtiments de la marine royale. A ne juger que d'après les apparences, le plus parfait accord semblait rétabli entre les deux frères : au fond, il n'en était rien.

Par le traité de Tilsitt, l'empereur Napoléon avait cédé à la Hollande la principauté d'Ost-Frise, le pays de Jever et les seigneuries de Varel et Kniphausen : mais il n'avait pas entendu lui faire un don gratuit. Il exigea qu'en échange de ces territoires, elle lui cédât le port de Flessingue et son territoire. Flessingue commande l'embouchure de l'Escaut ; elle était indispensable à la sécurité d'Anvers ; c'était comme un poste avancé contre l'Angleterre. Un traité qui fut signé le 11 novembre 1807, traité subi plutôt qu'accepté par le roi Louis, consacra la réunion de cette place à la France. La perte de Flessingue fut extrêmement sensible aux Hollandais, et le corps législatif n'hésita pas à se faire l'interprète du mécontentement de la nation. Quant au roi, il commença à désespérer de pouvoir concilier ses devoirs envers son

peuple avec les engagements envers l'empereur. La mesure prise à l'égard de Flessingue lui parut un premier pas dans une voie de spoliation qui aurait probablement pour terme l'incorporation de toute la Hollande à l'empire français. Il en conçut un extrême chagrin : au lieu de prendre une résolution courageuse, de combattre énergiquement les penchants de son peuple, ne fût-ce que pour lui conserver sa nationalité, il se jeta dans les lamentations et les plaintes. Il accusa son frère de lui faire une situation intolérable. A dater de ce moment, il se posa en prince persécuté et se prépara à jouer le rôle de martyr.

L'Italie formait la base principale de notre puissance fédérative et méditerranéenne. A l'exception de la Sicile qui était occupée par les Anglais, et du Saint-Siége, dont nous raconterons tout à l'heure les fautes et les vissicitudes, elle était soumise entièrement à notre domination. Nous lui avions donné nos lois politiques, nos codes et notre organisation administrative. Ses soldats et ses marins combattaient dans nos rangs; notre gloire était la sienne; nos succès faisaient sa grandeur. Enfin, nous étions parvenus à nous l'assimiler si étroitement, qu'elle était devenue en quelque sorte une terre française. Il semble que, dans de telles conditions, l'Italie dût être depuis longtemps inaccessible aux intrigues et aux marchandises de l'Angleterre. Il n'en était pas ainsi cependant. Là où se faisait sentir l'action immédiate de notre puissance, sur la côte de Gênes, sur toutes celles du royaume d'Italie,

nos mesures prohibitives étaient appliquées dans toute leur sévérité ; mais, partout ailleurs, elles étaient éludées. Ainsi, le voisinage de la Sicile, les relations secrètes que la vieille cour, réfugiée dans cette île, continuait d'entretenir avec les Calabres, étaient des obstacles insurmontables à une répression efficace de la contrebande anglaise sur les côtes de Naples. Napoléon espérait qu'avec le temps, et à force d'activité dans la surveillance des côtes, son frère Joseph parviendrait à assurer dans toute l'étendue de son royaume l'exécution des décrets impériaux. Mais ce n'était pas avec les sauvages habitants des Calabres que les Anglais pouvaient espérer de faire un vaste et fructueux commerce. Leurs spéculations s'étaient portées sur un point plus central et plus civilisé de l'Italie, sur les côtes de la Toscane. Ils avaient fait de Livourne un de leurs plus riches comptoirs. D'énormes quantités de denrées coloniales ou de marchandises sorties des manufactures de Manchester et de Birmingham, affluaient dans ce port sous le manteau du pavillon américain. De là elles se répandaient dans toute la péninsule; elles alimentaient les marchés de Rome, de Naples et de la Lombardie. Tout ce qui n'était pas consommé dans la péninsule passait les monts, circulait à travers l'Allemagne et pénétrait même jusqu'à Leipsick.

Le dernier souverain d'Étrurie, celui-là même que Napoléon avait fait roi en 1801, était mort, laissant un fils qui était encore en bas âge. La reine mère avait pris, sous le titre de régente, le gouvernement de l'État. C'était une femme ignorante, remplie de préjugés et de

petites passions, d'un jugement étroit et d'une volonté molle. Au lieu de s'attacher à conserver les traditions du gouvernement paternel du grand-duc Léopold, elle avait laissé s'introduire dans l'administration le désordre et le bigotisme de la cour d'Espagne. Il y a des aberrations que toute la sagacité de l'historien peut à peine comprendre et expliquer. Celles de la reine d'Étrurie sont de cette triste espèce. La prudence la plus commune lui commandait une circonspection infinie, une attention minutieuse et de tous les instants à ne donner aucun ombrage à l'empereur. Elle était enveloppée de tous côtés par la puissance de ce prince : elle savait qu'elle était d'un sang que sa haine poursuivait et que le jour où elle lui donnerait lieu de suspecter sa fidélité, il saurait bien la faire descendre de ce trône où sa main l'avait placée. Eh bien, elle ne sut pas même se laisser guider par l'instinct vulgaire de sa conservation ; elle ne s'entoura que de prêtres fanatiques et donna toute sa confiance à son confesseur, au fougueux évêque de Fiesole et à un émigré français. Elle alla chercher ses inspirations à Rome, qu'elle savait nous être hostile ; elle noua, par l'intermédiaire du nonce Morrozzo, de secrètes intelligences avec le sacré collége et avec la reine Caroline. Elle ouvrit l'oreille aux propositions insidieuses de l'Angleterre. Sous prétexte qu'elle ne pouvait, sans injustice, s'emparer de navires américains munis de certificats de nos consuls, elle ouvrit ses ports aux marchandises anglaises. Enfin, pendant la guerre de Pologne, la nouvelle s'étant répandue que l'empereur et son armée avaient été battus à Eylau, elle en ressentit

une joie indicible, et elle eut l'imprudence de la manifester. « La reine est à Livourne, » écrivait de Florence, le 8 juin 1807, le ministre de France, M. d'Aubusson la Feuillade, au prince de Talleyrand : « On remarque que « le séjour de cette princesse dans cette ville a été pré« cisément le moment où les menées de la coalition « ont eu le plus de suite et de vivacité. » Le même ministre écrivait encore le 7 septembre : « J'avais cru « d'abord à la sincérité des démonstrations amicales de « la reine pour l'empereur ; je n'y crois plus mainte« nant. Ce gouvernement est un composé d'ineptie, « de fausseté et de faiblesse. La Toscane est incontes« tablement un des foyers les plus actifs des intrigues « de nos ennemis. »

Par toutes ces fautes, la reine s'était aliéné l'affection de son peuple et perdue sans retour dans l'esprit de l'empereur. Sa ruine fut résolue. Napoléon préluda à la spoliation de la Toscane par l'occupation militaire de son territoire. Le général Miollis eut l'ordre de se porter vivement sur Florence avec 6,000 hommes et de là sur Livourne, et d'opérer dans cette ville la saisie de toutes les marchandises anglaises qui pouvaient s'y trouver[1].

Le 30 août 1807, M. d'Aubusson la Feuillade vint annoncer à la reine l'entrée du général Miollis dans ses États et la destination de son corps d'armée. Comme elle avait le sentiment de ses fautes; elle pressentit de suite le sort réservé à elle et à son fils; et elle tomba

[1] Dépêche du ministre des affaires étrangères à M. d'Aubusson la Feuillade, 18 août 1807.

dans un véritable désespoir. Après avoir passé plusieurs jours dans les larmes, elle voulut essayer si, en s'adressant directement à l'empereur, elle ne préviendrait pas la ruine de son trône : elle lui écrivit à cet effet une lettre fort touchante. Elle évita de laisser voir qu'elle avait deviné les projets de ce prince, ne parut effrayée que des charges énormes dont allait l'accabler la présence de 6,000 Français dans Livourne, et le conjura, dans les termes les plus pressants, de lui épargner ce fardeau. Le repentir venait trop tard. Bientôt le fatal arrêt qui consacrait la ruine de sa maison lui fut signifié. M. d'Aubusson la Feuillade se transporta le 24 octobre au palais Pitti, et donna connaissance à la malheureuse reine du traité qui fut signé trois jours plus tard à Fontainebleau, traité qui stipulait que le roi d'Étrurie céderait la Toscane à la France et recevrait en échange les provinces septentrionales du Portugal. Cette communication ne produisit pas sur la reine l'impression terrible que l'on pouvait craindre. Depuis six semaines, elle y était préparée. Elle accepta sa destinée avec une douleur muette : elle l'annonça à ses femmes, à ses courtisans, à tout ce qui l'entourait. Pendant plusieurs jours, ce ne furent dans le palais Pitti que pleurs et gémissements. Enfin, elle quitta cette riante et belle Toscane où il lui eût été si facile de passer une existence douce et heureuse. Elle partit avec son fils, sans avoir même la consolation de laisser des regrets dans le cœur de ses anciens sujets. Elle se rendit à Milan dans l'espoir d'y rencontrer l'empereur et peut-être de l'attendrir sur le sort de son fils. Elle eut effectivement avec ce souverain une entrevue

pénible pour tous les deux, car elle n'apporta aucun changement à la situation du jeune roi. De Milan, la reine se dirigea sur Madrid, où elle arriva précisément pour être témoin de la ruine et de l'opprobre de sa maison.

Une administration provisoire remplaça pendant quelques mois le gouvernement de la reine d'Étrurie; c'était un acheminement à une réunion définitive. Un sénatus-consulte du 30 mai 1808 déclara la Toscane incorporée à l'empire. Elle forma les trois département de l'Arno, de la Méditerranée et de l'Ombrone.

CHAPITRE XXVII

Sentiments de Pie VII envers l'empereur après la cérémonie du sacre. — Retour du pape à Rome. — Discussions religieuses. — Lettre de l'empereur au pape, datée de Boulogne, 19 août 1805. — Refus du saint-père d'annuler le mariage de Jérôme Bonaparte. — Dispositions et menées hostiles du sacré collége contre la France pendant la campagne d'Autriche (1805). — Mécontentement de Napoléon. — Il fait occuper Ancône. — Plaintes du pape. — Lettre qu'il écrit à l'empereur le 13 novembre 1805. — Réponse de l'empereur, datée de Munich, 13 janvier 1806. — Lettre du pape à l'empereur, 20 janvier 1806. — Réflexions sur la situation délicate de la France à l'égard du saint-siége et sur le système de conduite qu'aurait dû adopter la France. — Lettre violente de l'empereur au pape, 13 février 1806. — Douleur du saint-père. — Résistance du sacré collége aux volontés de l'empereur. — Lettre du pape à l'empereur, 21 mars 1806. — Procédés violents de l'empereur. — Représailles de la cour de Rome. — Résolutions extrêmes embrassées par Pie VII et le sacré collége. — Rappel du cardinal Fesch. — M. Alquier nommé ambassadeur de France à Rome. — Instructions remises à M. Alquier. — Discours énergique du saint-père à M. Alquier. — Propositions conciliatrices faites à la cour de Rome par l'intermédiaire du nonce Arezzo. — Nouveaux refus du saint-père. — Lettre écrite de Dresde, le 22 juillet 1807, par l'empereur au vice-roi d'Italie et communiquée par M. Alquier au pape. — Impression douloureuse qu'elle produit sur le pontife. — Refus obstiné du saint-père d'accéder au pacte fédéral de l'Italie. — Difficultés à l'occasion du choix d'un nouveau plénipotentiaire du saint-siége en France.—Nomination du cardinal

de Bayanne. — Ultimatum soumis par M. de Champagny au cardinal légat Caprara, le 21 septembre 1807. — Nouvelles instructions envoyées à M. Alquier.—Communication insidieuse du vice-roi à Mgr de Bayanne. — Déclaration de M. Alquier au gouvernement du saint-siége. — Le pape accepte enfin les conditions que lui impose l'empereur. — Occupation militaire des trois provinces d'Urbin, d'Ancône et de Macerata par le général Lemarrois. — Désespoir du saint-père. — Arrivée de Mgr de Bayanne à Paris. — Traité de réconciliation signé par les cardinaux de Bayanne et Caprara. — Colère du pape. — Il désavoue les cardinaux de Bayanne et Caprara. — Occupation militaire de Rome par le général Miollis. — Douleur et courage du saint-père. — Rappel de M. Alquier. — M. Edouard Lefebvre reste chargé de la direction de l'ambassade. — Ordre signifié à tous les cardinaux de retourner dans leurs pays respectifs. — Ouverture pacifique tentée par M. Lefebvre. — Il est désavoué par sa cour. — Rupture entre la France et le saint-siége. — Dernier entretien de M. Lefebvre avec le pape. — Refus inflexible du pontife — Départ de M. Lefebvre de Rome.

Le saint-siége a été l'un des gouvernements de l'Europe qui ont le plus ressenti l'influence des traités conclus à Tilsitt. Ses destinées en furent entièrement changées. Nous devons d'abord bien faire connaître la situation dans laquelle se trouvaient, l'un vis-à-vis de l'autre, le cabinet des Tuileries et le gouvernement pontifical, au moment où furent signés ces traités.

Le voyage du pape en France n'avait produit aucun des heureux effets qu'en avaient attendus les cours de Paris et de Rome. Le motif secret qui avait déterminé Pie VII à venir sacrer l'empereur en France était, comme nous l'avons dit, l'espoir que ce prince, touché d'un si grand acte de condescendance, consentirait à annuler le traité de Tolentino et lui restituerait les trois légations.

Or, ce point qui lui tenait tant à cœur, il n'avait pu l'emporter : il n'avait pas réussi davantage à faire modifier un seul des articles organiques qui étaient si contraires aux doctrines absolues du saint-siége, en sorte qu'il avait compromis sa dignité pontificale, blessé les scrupules d'une grande partie du sacré collége, légitimé par ses prières un pouvoir sorti des bras d'une révolution qui avait immolé Louis XVI, et tout cela sans profit, ni pour sa puissance temporelle, ni pour sa suprématie pontificale. Ce n'est pas tout.

Quelque temps après la cérémonie du sacre, l'empereur fut vivement sollicité par plusieurs grands dignitaires de sa cour de retenir le pape en France, d'y transporter le siége de l'autorité pontificale et de séculariser de suite les États de l'Église en les incorporant au royaume d'Italie. On ajoute qu'un de ses grands officiers aurait osé un jour sonder le saint-père sur l'éventualité d'un tel changement dans l'existence de son gouvernement.

Trop souvent, nous avons vu et nous verrons l'empereur s'abandonner à ses ressentiments, et retourner contre de perfides alliés la ruse et la duplicité dont ils s'étaient servis pour le perdre. Mais c'est outrager indignement la mémoire de ce grand homme que de laissér planer même le simple soupçon qu'il ait été tenté d'abuser de la présence du pape en France pour l'y retenir de force et le dépouiller de sa couronne temporelle. Il n'en était pas de même des personnages qui composaient sa cour. Quelques-uns, et des plus éminents[1], devenus,

[1] MM. Fouché et de Talleyrand.

par le scandale de leur conduite, les ennemis personnels de l'Église, étaient excités par une sorte de haine secrète à vouloir la ruine d'un pouvoir qu'ils avaient trahi et outragé. Ce qui est hors de doute, c'est que les oreilles du saint-père furent condamnées à entendre des paroles qui n'auraient jamais dû être prononcées devant lui. La peur fit le reste. Au fond de l'âme des prélats qui l'avaient accompagné en France, il y avait beaucoup de défiance et parfois d'étranges terreurs. Comme ils n'étaient point habitués à nos libertés de langage et d'action, une parole inconvenante ou licencieuse était interprétée par eux comme un indice de mauvais dessein. Ils voyaient du danger ou du scandale partout.

Pie VII avait annoncé l'intention de retourner à Rome et fait connaître le moment où il désirait se mettre en route. Mais, soit que ce fût l'effet d'empêchements matériels occasionnés par le voyage que l'empereur entreprit à cette même époque en Lombardie, soit toute autre cause qui n'a point été encore expliquée, il est malheureusement trop certain que le saint-père ne put partir à l'époque qu'il avait fixée. Ces retards dénotaient au moins de la part du gouvernement français une sorte de négligence inhospitalière, et Pie VII y fut extrêmement sensible. Autour de lui on ne manqua pas de lui donner une interprétation sinistre, et il paraît que lui-même finit par concevoir quelques craintes. « Si l'on « a l'intention de me retenir ici, dit-il, j'ai pris à Rome « mes précautions pour une telle circonstance. J'abdi- « querai la papauté, et le gouvernement français n'aura

« plus entre ses mains qu'un pauvre moine appelé Bar-« nabé Chiaramonti[1]. »

Les esprits à Rome étaient bien plus troublés encore. Les nouvelles de Paris, grossies par la distance et la peur, acquéraient des proportions effrayantes. Ne voyant pas arriver le saint-père, on tremblait pour la sécurité de sa personne : on se montrait mystérieusement des lettres venues de France et l'on en tirait les inductions les plus sinistres : on craignait de ne plus revoir le pontife. Mais enfin on fut tiré d'inquiétude; on apprit qu'il avait obtenu la liberté de partir et qu'il s'acheminait vers sa capitale. Il y arriva en effet avec toute sa suite, le 16 mai 1805. A la vue du vieillard, toute la population donna des marques d'attendrissement. Agenouillée sur son passage pour recevoir ses bénédictions, elle fêta sa présence plus encore par ses prières que par des cris d'allégresse.

Le pape, après son retour à Rome, prit une attitude pleine de convenance. Il ne lui échappa pas une seule plainte ; il affecta de paraître satisfait de son voyage et de l'empereur. « Je ne me suis pas décidé à mon voyage, « dit-il, par des considérations temporelles. J'ai été de « bonne foi en France pour y chercher la religion et je « l'y ai trouvée. » Il se plut à rappeler ce que l'empereur lui avait dit plusieurs fois, qu'il était pressé de toutes parts de faire cesser l'autorité temporelle du saint-siége, mais que tant que cela serait en son pouvoir, il maintiendrait cette autorité. Cependant, sous ces apparences de satisfaction, il cachait une douleur secrète : il

[1] Dépêche de M. Artaud, chargé d'affaires de France à Rome (11 floréal an XIII.)

était humilié d'avoir été solliciter vainement l'empereur à Paris, et confus de se trouver en présence des cardinaux qui avaient blâmé le voyage, sans leur apporter ce qui seul aurait pu l'excuser à leurs yeux, la restitution de Bologne, de Ravennes et de Ferrare, ou tout au moins le rappel des lois organiques. Il avait le cœur triste. Quoique l'empereur ne lui eût rien promis, il était bien près de l'accuser de l'avoir attiré dans un piége. Il avait expressément recommandé aux prélats qui l'avaient accompagné en France de ne s'exprimer sur le voyage qu'avec une extrême circonspection : ils se taisaient donc ; mais ce que leur bouche ne disait pas, leur visage l'exprimait; le mécontentement s'y peignait, et tout en eux, jusqu'à leur silence, accusait l'empereur et sa cour.

Pendant son séjour à Milan, l'empereur s'était appliqué à réorganiser le clergé de la haute Italie et toutes ses mesures avaient été autant de bienfaits. Il avait trouvé tous les séminaires dépouillés, la plupart des évêchés dans une misère profonde, les biens des fabriques et les revenus des chapitres insuffisants. Il avait remédié à tous ces maux : il avait doté les séminaires, convenablement rétribué les évêchés, amélioré la situation des fabriques et des chapitres, et réorganisé les couvents. Mais il avait constitué les revenus dont il avait doté tous ces établissements en rentes sur le grand livre, ou en traitements fixes payés par l'État. Or, la cour de Rome qui avait pris son parti, en ce qui touchait l'Église de France, avait reporté toutes ses sollicitudes sur l'Église italienne : toute son ambition était de la rétablir dans son ancienne splendeur. Ainsi, elle prétendait que les établissements

religieux de la Lombardie auraient dû être dotés, non en rentes sur l'État, mais, comme autrefois, en immeubles. L'empereur, afin de concilier les intérêts de la religion avec les lumières du siècle, avait diminué le nombre des couvents : il en avait fondu ensemble plusieurs qui appartenaient à différents ordres. Il avait cru devoir faire aussi une nouvelle circonscription des paroisses. Toutes ces dispositions étaient en elles-mêmes excellentes; mais, dans la règle, Napoléon aurait dû, avant de les arrêter, s'en entendre avec le saint-siége. Il n'avait pas voulu procéder ainsi parce qu'il avait craint de rencontrer dans les prétentions et les doctrines absolues de la cour pontificale des résistances interminables. Il n'avait pu éviter un écueil que pour en aller toucher un autre. Rome avait été fort scandalisée du dédain avec lequel l'empereur avait traité ses droits dans des questions qui ne relevaient, disait-elle, que de sa suprématie spirituelle. La blessure était profonde, l'irritation extrême.

Le pape en exprima sa douleur à Napoléon dans une lettre confidentielle qu'il lui écrivit de sa propre main, le 31 juillet 1805. L'empereur lui répondit le 19 août, du camp de Boulogne : « Je l'ai dit souvent à Votre Sainteté, « la cour de Rome est trop lente et suit une politique qui, « bonne dans des siècles différents, n'est plus adaptée « au siècle où nous vivons. La plupart des couvents « étaient désorganisés et tous étaient sous le coup d'une « suppression imminente, je les ai réorganisés. J'ai donné « tort à l'esprit philosophique du temps et consacré le « principe de l'utilité de ces établissements religieux.

« Le seul reproche que je mérite, c'est d'avoir fait tout « cela sans le concours du saint-siége, n'ayant trouvé « à Milan personne chargé de ses pouvoirs, et sachant, « par expérience, que le saint-siége mettrait trois ou « quatre ans pour terminer les affaires d'Italie et qu'elles « allaient dépérir, si je n'y portais un prompt remède. « J'ai cru qu'en faveur du motif, Votre Sainteté passe« rait sur ces circonstances. Je me trouve donc désa« gréablement affecté de ce qu'après que j'ai posé une « borne et fait tout à la satisfaction du clergé, Votre « Sainteté soit mécontente de moi. Si Votre Sainteté est « bien informée, elle saura qu'on a trouvé en Italie que « j'avais trop fait pour le clergé... »

L'empereur manifestait un désir si sincère de relever la condition matérielle et spirituelle du clergé dans la haute Italie, que le pape ne put faire autrement que de s'y montrer sensible. Il l'exprima en termes affectueux dans une seconde lettre qu'il écrivit à l'empereur, le 6 septembre; mais l'amertume n'en existait pas moins au fond de son cœur.

Le plus jeune des frères de l'empereur, Jérôme, avait épousé en Amérique une demoiselle Patterson. Napoléon, qui réservait à son frère de hautes destinées, désapprouva ce mariage, et demanda au pape, comme une marque d'amitié personnelle, qu'il voulût bien rompre des liens étourdiment formés par un jeune homme catholique avec une demoiselle protestante; mais le pape ne se montra nullement disposé à condescendre au désir de l'empereur. Après avoir examiné longuement l'affaire, il déclara que ses pouvoirs spi-

rituels ne lui permettaient pas de prononcer la nullité d'un mariage qui, bien que conclu entre un catholique et une protestante, n'en réunissait pas moins toutes les conditions d'une union légitime et indissoluble.

Ce refus causa beaucoup d'humeur à Napoléon. Il n'insista pas davantage; mais, sans plus s'inquiéter de l'obstacle suscité par la cour de Rome, il exigea que le mariage civil fût rompu. C'est par ces griefs réciproques que les deux gouvernements préludèrent à la grande querelle qui, à la fin de cette même année 1805, les brouilla tout à fait.

La troisième coalition s'était surtout proposé de nous chasser de l'Italie. Elle avait mis en œuvre tous ses moyens d'action, versé l'or à pleines mains et ourdi mille intrigues, afin de soulever contre nous les gouvernements et les populations de la Péninsule. Rome avait été sollicitée non moins que Naples et Florence de se prononcer contre nous. Au fond, la cause du saint-siége était celle des couronnes liguées contre la France. Napoléon avait eu beau relever les autels et le trône, il n'en était pas moins la personnification de la révolution; non, sans doute, de la révolution désordonnée et sanglante, mais de la révolution disciplinée et organisée. Entre le génie de la révolution et le vieux génie ultramontain, il y avait la profonde dissemblance qui existe entre la pensée libre et la pensée contenue dans les limites du dogme catholique, entre le progrès et l'immobilité. Il n'en est pas du saint-siége comme des autres gouvernements : son organisation théocratique ne lui permet pas de se rajeunir en se transformant.

Comme son prestige moral réside dans l'infaillibilité de ses dogmes, il lui est en quelque sorte interdit de transiger avec les intérêts et les pouvoirs de ce monde. Par l'essence même de son esprit exclusif, il appartenait donc au grand parti qui, depuis quinze ans, luttait avec tant d'efforts contre le torrent des idées nouvelles. A Rome, plus encore qu'à Vienne et à Saint-Pétersbourg, on redoutait le développement de cette nation hardie qui ne pouvait affermir sa prodigieuse puissance qu'à la condition de propager partout autour d'elle ses principes, ses institutions et ses codes. Une nouvelle guerre commençait : si la coalition l'emportait, l'Italie retomberait sous la domination de l'Autriche. C'était tout ce que Rome désirait le plus ardemment : elle serait assurée du moins de vivre tranquille à l'ombre de la puissance allemande; elle pourrait même espérer de rentrer dans la possession de Bologne, de Ferrare et de Ravenne. Son ambition temporelle n'allait pas au delà. Si la France, au contraire, devenait par son épée arbitre suprême de l'Italie, à coup sûr elle mettrait son génie et sa gloire à reconstituer l'unité italienne : elle l'animerait de l'esprit nouveau qui la remplissait elle-même. Que deviendraient Rome et son gouvernement de prêtres, au milieu d'une révolution qui renouvellerait toutes les destinées de la Péninsule? Devenu, à beaucoup d'égards, un hors-d'œuvre dans la nouvelle organisation de l'Italie, le gouvernement pontifical finirait par tomber tôt ou tard et disparaître. Rome ne pouvait donc rester neutre, au moins de pensées et de sentiments, dans la guerre présente. Elle était

trop prudente pour manifester hautement ses préférences; mais ses plus vives sympathies, ses prières les plus ardentes, étaient toutes pour nos ennemis. La plupart des membres du sacré collége étaient en relation permanente avec les agents de la coalition, correspondaient, par l'intermédiaire des cardinaux napolitains, avec la reine Caroline, communiquaient à tous les fonctionnaires de l'administration pontificale leur haine contre la France, et, par l'intermédiaire des moines et des curés, préparaient partout le soulèvement des masses.

Le pape était resté personnellement étranger à ces intrigues. Il était loin d'être satisfait des procédés de l'empereur envers lui, mais il était bien plus loin encore de participer, même indirectement, à des combinaisons formées en haine de la personne et de la puissance de ce prince. Doux et sympathique jusqu'à la tendresse, il avait subi l'ascendant que Napoléon exerçait sur toutes les personnes qu'il voulait s'attacher, et, par un penchant de son cœur non moins que par rigidité de conscience et sagesse d'esprit, il désirait conserver dans la guerre qui allait s'ouvrir une neutralité scrupuleuse. Avec une conscience beaucoup plus flexible, infiniment plus de dextérité à manier les affaires et les hommes, et de secrets penchants pour le parti ennemi de la France, le cardinal secrétaire d'État, Consalvi, partageait l'opinion du saint-père quant au système à suivre dans la crise actuelle de l'Europe. Mais à Rome, l'action personnelle du souverain sur la direction des grandes affaires est fort limitée, et, sauf de rares exceptions, c'est le sacré collége qui donne l'impulsion à tout. Soit

ignorance de ce qui se passait ou impuissance de s'y opposer, il est certain que Pie VII n'empêcha rien.

A peine les premières hostilités eurent-elles éclaté sur le Danube et sur l'Adige qu'il se manifesta dans tout l'État de l'Église une extrême agitation. D'anciens chefs insurgés qui s'étaient fait remarquer autrefois par leur audace et leurs cruautés, Vanni, Navarro et l'ex-moine Benignetti, reparurent dans les montagnes et sur les frontières du royaume de Naples. Ils parcouraient les campagnes, appelaient les paysans aux armes, levaient des contributions sur les villages et enrégimentaient tous les mauvais sujets qu'ils rencontraient. A Rome, sous les yeux mêmes de notre ambassadeur, nos ennemis se donnaient carrière. Ils s'y étaient formé deux clubs qui correspondaient ouvertement avec les émissaires de la coalition dans toute l'Italie : ils avaient fait une classification des habitants, et dressé une liste de proscription de tous les partisans de la France. « On « cherche toutes les occasions pour attiser la haine pu- « blique contre les Français, écrivait le cardinal Fesch « à M. de Talleyrand, le 28 fructidor an XIII. Il faudrait « écrire des volumes pour faire connaître à Votre Excel- « lence une infinité de petits détails qui, pris isolément, « signifient peu de choses, mais qui peuvent être con- « sidérés comme autant de ramifications d'un projet « plus vaste, tendant à soulever tous les peuples de « l'Italie contre nous. »

Une nuit, deux malheureux marchands de melons se prirent de querelle sur la place Navonne avec des hommes du peuple et tombèrent frappés de coups de

poignard. Les meurtriers furent arrêtés; ils portaient la cocarde française. Nos ennemis exploitèrent ce crime privé au profit de leurs passions politiques. Ils allèrent disant partout que les assassins étaient des Français, que la vie des Romains n'était plus en sûreté; et ils ne réussirent que trop, par ces déclamations, à exalter contre nous l'esprit de la populace. Le cardinal Fesch poussé à bout fit un éclat. Il écrivit au cardinal Consalvi pour se plaindre du peu de souci que prenait la police pontificale de rechercher les vrais coupables, et de l'espèce de protection qu'elle semblait accorder à nos ennemis. Sa lettre se ressentait de la situation terrible où se trouvait l'Italie. Elle était dure et hautaine. Le cardinal Consalvi se regarda comme insulté et s'en plaignit amèrement dans une lettre confidentielle qu'il écrivit à M. de Talleyrand.

Ancône, placée sur les lignes de communication du corps de Gouvion-Saint-Cyr, avait en ce moment une extrême importance. Quelques lieues seulement la séparent de Corfou, et c'est de Corfou que devaient partir les Russes destinés à frapper, conjointement avec les Anglais, un coup de main sur la basse Italie. Ancône était à peu près désarmée ; elle n'avait pour se défendre qu'une garnison de 656 hommes et 58 pièces de canon. Ses fortifications étaient dans un état complet d'abandon. La France ne pouvait pas permettre qu'une telle place restât à la discrétion de ses ennemis. Elle invita le saint-siége à mettre sans retard sur un pied de défense convenable ses forteresses et ses côtes. Une telle demande n'avait rien de contraire à la neutralité du

gouvernement pontifical. Mais outre qu'elle tendait à le jeter dans un ordre d'affaires et de travaux qui lui répugnaient, elle heurtait les passions du sacré collége. Le cardinal Fesch eut beau conjurer la cour de Rome de se mettre en défense, lui présenter le péril qui la menaçait comme prochain, comme imminent, tout fut inutile; rien ne put la tirer de son attitude passive et indolente. Napoléon n'avait que trop prévu cette insouciance et il y avait pourvu. Gouvion-Saint-Cyr avait reçu l'ordre de jeter des troupes dans Ancône au moment où il traverserait l'État de l'Église pour aller se réunir à Masséna. Le 6 novembre 1805, le général Montrichard se présenta brusquement à la tête de sa colonne sous les murs de cette place, s'en fit ouvrir les portes et s'y établit.

Le pape ne s'attendait pas à un tel coup d'autorité de la part de la France. Il en manifesta autant de douleur que de surprise; il exagéra même son mécontentement afin d'écarter de l'esprit des alliés tout soupçon qu'il fût de connivence avec la France. Il voulut exprimer lui-même son chagrin à l'empereur, et il lui écrivit à cet effet le 13 novembre. . . . .

. . . .

« Nous le dirons franchement, de l'époque de notre « retour de Paris, nous n'avons éprouvé qu'amertume et « déplaisirs, quand, au contraire, la connaissance per- « sonnelle que nous avions faite avec Votre Majesté « impériale et notre conduite invariable nous promet- « taient tout autre chose. En un mot, nous ne trouvons « pas dans Votre Majesté la correspondance de senti-

« ments que nous étions en droit d'attendre d'elle.
« Nous le sentons vivement, et, à l'égard de l'invasion
« présente, nous disons avec sincérité que ce que nous
« nous devons à nous-mêmes et les obligations que nous
« avons contractées envers nos sujets nous forcent de
« demander à Votre Majesté *l'évacuation d'Ancône, au*
« *refus de laquelle nous ne verrions pas comment pourrait*
« *se concilier la continuation des rapports avec le ministre*
« *de Votre Majesté à Rome, ces rapports étant en opposi-*
« *tion avec le traitement que nous continuerions à recevoir*
« *de Votre Majesté dans Ancône*...... »

Cette lettre était une faute. Napoléon, en occupant Ancône, avait obéi à une nécessité impérieuse. Il ne pouvait pas laisser cette place à la garde de 600 soldats du pape, au moment où 30,000 Russes et Anglais allaient débarquer sur les côtes de Naples et où Gouvion-Saint-Cyr était forcé de voler au secours de Masséna. L'occupation militaire d'Ancône par nos troupes était une conséquence forcée de l'état d'abandon dans lequel la cour de Rome avait laissé ses ports et ses forteresses. Tout autre souverain, placé dans la même situation que l'empereur, eût agi comme lui. Pie VII aurait dû faire la part des circonstances, accepter avec résignation ce qu'il n'était plus en son pouvoir d'empêcher, et bien se garder de toutes démarches, de toutes paroles qui porteraient le caractère d'une lutte personnelle entre lui et le chef de la France. Mais il avait un sentiment très-exalté de sa dignité souveraine. Il considéra l'occupation d'Ancône comme un outrage fait à sa couronne, et mit le comble à ses fautes par l'attitude qu'il prit lorsque les

Russes et les Anglais eurent opéré leur débarquement sur les côtes de Naples. Le cardinal Fesch ayant insisté pour que le gouvernement pontifical réunît, sans perdre de temps, toutes ses troupes sur la frontière de Naples, et manifestât au moins l'intention de s'opposer à l'invasion de son territoire par l'armée combinée, le pape s'y opposa de la manière la plus formelle. Il poussa l'égarement jusqu'à déclarer que si les Russes se présentaient pour occuper Civita-Vecchia, il n'y mettrait point obstacle, et se bornerait à demander qu'ils n'entrassent point dans les murs de Rome.

Napoléon reçut la dernière lettre du saint-père quelques jours avant la bataille d'Austerlitz. Il en agit avec le pontife comme avec le roi de Prusse : il ne se pressa point de répondre : il laissa les événements s'accomplir. Quand il eut mis l'Autriche hors de combat, renvoyé les Russes chez eux, dicté la loi à la Prusse, humilié et réduit tous ses ennemis, il prit la plume et répondit au pape. Sa lettre, datée de Munich, diffère essentiellement, dans le fond comme dans la forme, de toutes les précédentes. Ce n'est plus l'ami, l'égal de Pie VII qui parle, c'est un maître enivré de sa force et justement ulcéré contre Rome. Il a pénétré les intrigues du sacré collége : autour du trône pontifical, il ne voit que des ennemis de la France, des agents dévoués et passionnés de la coalition, agents d'autant plus dangereux que la religion sanctifie leur haine aux yeux des peuples. Que lui importe que Pie VII soit resté personnellement étranger aux complots de sa cour, qu'il nourrisse pour lui, dans le fond de son cœur, une affection stérile? Les

hommes auxquels il a donné sa confiance, qui dirigent tout à Rome, en ont-ils moins conspiré contre notre puissance? N'est-il pas responsable des écarts de son conseil? C'en est fait de la confiance que Napoléon avait mise dans le caractère du pontife. Il croyait se l'être pour jamais attaché ; il s'aperçoit qu'il s'est trompé ; il s'en détache à son tour : Pie VII n'est plus à ses yeux qu'un vieillard faible, d'un esprit étroit, circonscrit dans la sphère de la science théologale, subjugué par les moines et les prélats dont il a composé sa cour, et absolument incapable de déjouer leurs trames dangereuses. Il ne lui dit pas encore tout le fond de sa pensée ; il se contente de la lui laisser entrevoir ; il espère qu'une crainte salutaire l'arrêtera sur la pente funeste où il se laisse entraîner. « Très-saint père, lui écrit-il, je re-« çois une lettre de Votre Sainteté, sous la date du 13 « novembre. Je n'ai pu qu'être très-vivement affecté de « ce que, quand toutes les puissances à la solde de l'An-« gleterre s'étaient coalisées pour me faire une guerre « injuste, Votre Sainteté ait prêté l'oreille aux mauvais « conseils et se soit portée à m'écrire une lettre si peu « ménagée. Elle est parfaitement maîtresse de garder « mon ministre à Rome, ou de le renvoyer. L'occupa-« tion d'Ancône est une suite immédiate et nécessaire « de la mauvaise organisation militaire du saint-siége. « Votre Sainteté avait intérêt à voir cette forteresse plu-« tôt dans mes mains que dans celles des Anglais ou « des Turcs. Votre Sainteté se plaint de ce que, depuis « son retour de Paris, elle n'a eu que des sujets de « peine. La raison en est que, depuis lors, tous ceux,

« qui craignaient mon pouvoir et me témoignaient de
« l'amitié, ont changé de sentiments, s'y croyant auto-
« risés par la force de la coalition, et que, depuis le re-
« tour de Votre Sainteté à Rome, je n'ai éprouvé que
« des refus de sa part sur tous les objets, même sur ceux
« qui étaient d'un intérêt du premier ordre pour la re-
« ligion, comme, par exemple, lorsqu'il s'agissait d'em-
« pêcher le protestantisme de lever la tête en France[1].
« Je me suis considéré comme le protecteur du saint-
« siége, et, à ce titre, j'ai occupé Ancône. Je me suis
« considéré, ainsi que mes prédécesseurs de la deuxième
« et de la troisième race, comme fils aîné de l'Église,
« comme ayant seul l'épée pour la protéger et la mettre
« à l'abri d'être souillée par les Grecs et les Musulmans.
« Je protégerai constamment le saint-siége; malgré les
« fausses démarches, l'ingratitude et les mauvaises dis-
« positions des hommes qui se sont démasqués pendant
« ces trois mois. Ils me croyaient perdu : Dieu a fait
« éclater, par les succès dont il a favorisé mes armes, la
« protection qu'il a accordée à ma cause. Je serai l'ami
« de Votre Sainteté toutes les fois qu'elle ne consultera
« que son cœur et les vrais amis de la religion. Je le
« répète, si Votre Sainteté veut renvoyer mon ministre,
« elle est libre d'accueillir de préférence et les Anglais,
« et le calife de Constantinople; mais ne voulant pas
« exposer le cardinal Fesch à ces avanies, je le ferai
« remplacer par un séculier. Aussi bien, la haine du car-

[1] Cette phrase faisait allusion au refus du saint-père de casser le mariage de Jérôme avec Mlle Patterson.

« dinal Consalvi est telle, que mon ambassadeur n'a « constamment éprouvé que des refus, tandis que les « préférences du cardinal Consalvi étaient pour mes en« nemis. Dieu est juge qui a le plus fait pour la religion, « de tous les princes qui règnent !

« Sur ce, je prie Dieu, très-saint père, qu'il conserve « longues années au régime et gouvernement de notre « mère sainte Église.

« L'empereur des Français,
« roi d'Italie,
« Signé : NAPOLÉON. »

A Munich, le 7 Janvier 1806.

Cette lettre apprit au saint-père combien l'empereur était ulcéré : elle le remplit de douleur et d'inquiétude. Il y répondit presque aussitôt le 20 janvier. Il commença par déclarer que jamais son intention n'avait été de renvoyer le ministre de l'empereur, et s'attacha à donner aux expressions dont il s'était servi dans sa lettre précédente, l'interprétation la plus inoffensive. Puis il ajouta : « La candeur de notre caractère, à vous bien « connue, nous oblige ici à vous dire que Votre Majesté « se trompe en croyant que nous avons été poussé à « cette querelle par les mauvais conseils des autres. « Nous en avons ressenti un vif déplaisir dans notre « cœur et nous vous le manifestons avec toute sincérité. « Si Votre Majesté remonte à l'époque du 13 novembre, « moment où nous avons écrit cette lettre, elle verra « que c'était l'époque où nous la savions déjà aux portes « de Vienne, et que les glorieux succès de son grand

« génie et de ses armes avaient déjà décidé le sort de la « guerre. Nous ne pouvions donc pas, ni nous, ni au- « cun autre vous croire perdu, comme vous dites ; cette « pensée ne serait jamais entrée dans notre cœur, non- « seulement comme indigne de nous, mais encore « comme profondément douloureuse pour nous, at- « tendu notre conviction et notre attachement à votre « personne. »

Le pape se disculpait ensuite du reproche d'avoir résisté à toutes les demandes de l'empereur en ce qui touchait le mariage de Jérôme. « Nous nous sommes « trouvé, disait-il, par la force des dispositions divines, « manquer de puissance, mais non de volonté. » Il défendait avec une grande chaleur son secrétaire d'État, le cardinal Consalvi, contre les accusations dont il était l'objet et rappelait toutes les preuves d'attachement que cette éminence avait données en tant d'occasions à la France, particulièrement dans les négociations du concordat. Il suppliait l'empereur de ne pas lui donner le déplaisir de rappeler de Rome le cardinal Fesch, et le félicitait, dans les termes de la plus vive admiration, de ses nouvelles victoires. « Votre Majesté, disait-il, est de- « venue monarque des États vénitiens : nous la prions « d'y conserver intacte la religion qui y est dominante « et de ne pas faire d'innovations relativement au clergé « régulier et séculier et à ses possessions... Cet agran- « dissement de ses États en Italie, nous fait penser que « le moment est enfin arrivé de voir se réaliser par Votre « Majesté les espérances qu'elle ne nous a jamais enle- « vées, que le patrimoine de Saint-Pierre ne s'affaiblirait

« pas plus longtemps de la perte des trois légations « faites dans la révolution. » Pie VII conjurait l'empereur de rendre la ville d'Ancône à l'état pacifique dont elle jouissait avant l'occupation, et finissait par ces paroles qui empruntaient de sa position un caractère de résignation et de tristesse pénétrante. « Si l'état de tribu« lations auquel Dieu nous a réservé dans notre doulou« reux pontificat devait arriver à son comble, si nous « devions nous voir ravir une chose si précieuse pour « nous, l'amitié et la bienveillance de Votre Majesté, le « prêtre de Jésus-Christ, qui a la vérité dans le cœur et « sur les lèvres, supportera tout avec résignation et sans « crainte. De la tribulation elle-même, il recevra le *re« confort* de sa constance. Il espère que la récompense « que ne lui offre pas le monde lui est réservée plus « solide et éternelle dans le ciel, et, ne cessant pas de « prier Dieu pour la longue et prospère conservation de « Votre Majesté impériale et royale, nous lui accordons « de tout cœur la paternelle bénédiction apostolique. »

Plus que jamais nous croyons qu'après les trophées de Marengo et de Hohenlinden, il eût été d'une bonne politique pour le premier consul de ne point s'engager à fond dans les affaires d'Italie, et que la tâche de réduire l'Angleterre, d'affermir nos conquêtes sur le Rhin et l'Escaut, suffisait pour remplir, pour glorifier la vie d'un grand homme et absorber les forces d'une génération. En organisant à Campo-Formio et à Lunéville la république cisalpine, la France fit plus que propager ses principes, ses institutions et ses codes ; elle

fit une chose qui eut des conséquences incalculables; elle jeta les fondements d'une Italie nouvelle et régénérée. Le traité de Lunéville ne tarda pas à porter ses fruits. En vain le chef de la France eût-il voulu comprimer le développement du principe qu'il avait proclamé, tous ses calculs de prudence et de modération eussent été renversés par le cours irrésistible des choses. Il ne lui était pas plus possible de s'arrêter après le traité de Presbourg qu'il ne l'avait été après le traité de Lunéville. Les événements avaient marché plus vite que sa pensée, et son ambition ne faisait pour ainsi dire qu'exécuter les arrêts de sa fortune. L'organisation de la nationalité italienne était une entreprise immense. Accoutumées depuis des siècles à vivre sous des gouvernements distincts, les populations de l'Italie avaient contracté tous les défauts qui résultent du fractionnement. Partout, les intérêts de localité avaient prévalu sur les intérêts généraux. Ces Italiens, qui autrefois avaient gouverné le monde, consumaient leur belle intelligence dans de mesquines ambitions, dans des jalousies étroites et de petits desseins. Il s'agissait maintenant de refaire leur éducation politique : il fallait les délivrer de leurs préjugés, agrandir la sphère de leur intelligence en étendant celle de leurs intérêts, ennoblir leurs passions en les généralisant, et leur inspirer à tous la noble ambition de prendre dans la constitution politique du monde la place qui leur était due. Livrés à eux-mêmes, à leur inexpérience, aux haines locales qui les divisaient, ils n'auraient pu soudainement s'éclairer, se discipliner, et se fondre en un seul corps de nation. Une telle fusion ne

pouvait être opérée que par une autorité unique et suprême, qui, au prestige de la force, joignît celui du génie et de la gloire et qui s'imposât à l'Italie entière. Il fallait que les Piémontais, les Lombards, les Toscans, les Romains et les Napolitains s'habituassent à obéir à une même impulsion afin de se préparer graduellement à devenir plus tard les enfants de la même patrie. L'œuvre était déjà fort avancée en 1806. La puissance qui s'était le plus opposée à l'établissement de l'unité italienne, l'Autriche, était vaincue et refoulée par delà les Alpes Juliennes; la France l'avait remplacée partout. Napoléon régnait à Turin, à Gênes, à Milan, à Bologne, à Parme et à Venise. Tout le nord de la Péninsule lui obéissait. Bientôt le midi reconnaîtrait de même sa suprématie. Masséna s'avançait à grands pas sur Naples : la reine Caroline allait expier par la perte de sa couronne ses témérités et sa perfidie, et ce serait un Bonaparte qui prendrait sa place.

Mais un grand obstacle s'opposait à l'agrégation de tous les peuples de l'Italie sous un même gouvernement, c'était l'État de l'Église. La constitution théocratique de Rome ne s'adaptait plus à l'organisation sociale et politique de la nouvelle Italie. Un jour viendrait certainement où ces contrées autrefois si florissantes, quand elles obéissaient au sceptre de la vieille Rome, maintenant tombées si bas par la faute des institutions et des hommes, s'imprégneraient elles-mêmes de l'esprit nouveau qui commençait à vivifier toute la Péninsule; mais ce moment était encore éloigné, et il ne nous convenait pas de le hâter. Sur le trône pontifical siégeait un vieillard

qui avait acquis des droits impérissables à l'affection et à la reconnaissance de l'empereur. Quinze mois étaient à peine écoulés depuis que le pontife était venu le sacrer dans la basilique de Notre-Dame. Napoléon n'avait pu rester insensible à tant de dévouement, de douceur et de vertus, et il désirait très-sincèrement n'en être pas réduit à porter le trouble et l'amertume dans la vie de cet homme vénérable. A défaut d'affection et de reconnaissance, la prudence aurait suffi pour écarter de son esprit toute pensée de spoliation. L'impression causée par les scènes du couronnement était vive encore dans toutes les âmes. Que dirait le monde s'il voyait l'empereur Napoléon, ingrat envers un tel service, dépouiller de sa couronne temporelle l'auguste pontife qui l'avait sacré? Quel scandale une telle violence ne soulèverait-elle pas au sein de toutes les populations catholiques? Il ne fallait pas croire d'ailleurs que le pape se laisserait humblement déposséder. Poussé aux dernières extrémités, il dénoncerait à toutes les populations catholiques le fondateur de la quatrième dynastie; il frapperait d'excommunication celui que ses prières avaient consacré. Ces armes spirituelles avaient beaucoup perdu de leur puissance; il était sage pourtant de ne pas les dédaigner. Par toutes ces considérations, il n'entrait aucunement dans les vues de Napoléon de précipiter la chute du gouvernement temporel de l'Église. Cependant, il y avait des bornes aux ménagements qu'il était disposé à conserver à l'égard du saint-père. Il ne demandait pas mieux que de le laisser finir tranquillement ses jours sur son trône; mais ce ne pouvait être qu'à une

condition, c'était que le pontife n'opposerait aucun obstacle à l'exécution de ses grands desseins sur l'Italie, qu'il s'identifierait en tous points avec sa politique, qu'il considérerait comme ses ennemis tous nos ennemis et leur fermerait ses ports et ses marchés. Sans doute, le pape lui avait donné une marque signalée d'affection en venant le sacrer à Paris ; mais lui, à son tour, n'avait-il pas acquis des droits à la reconnaissance du saint-père par le zèle avec lequel il avait relevé en France le culte catholique et réorganisé le clergé? Il se croyait quitte envers Rome et fondé à exiger de cette cour la même déférence que celle qu'il obtenait de tous les gouvernements de l'Italie. Par sa lettre du 7 janvier, il avait voulu apprendre au saint-père qu'il entendait que désormais sa volonté fût obéie à Rome comme elle l'était à Milan, à Florence, à Venise, comme elle le serait bientôt à Naples. Il n'avait été que trop bien compris; mais le courageux pontife lui avait répondu en souverain qui a la prétention d'être indépendant et la volonté de se faire respecter. Il avait laissé voir qu'il s'attendait à de grands malheurs, et qu'il saurait les supporter plutôt que de manquer à ce qu'il devait à sa dignité et aux droits inaliénables de sa couronne. L'empereur ne s'était pas attendu à une résistance aussi ferme de la part du pape. Il aurait dû s'arrêter devant cette barrière qui se levait soudainement devant lui, ne point donner aux nations catholiques l'affligeant spectacle d'une lutte entre la suprématie temporelle et la suprématie pontificale, entre l'épée et la tiare, entre le maître du continent et le chef spirituel de l'Église. Comme souverain temporel, le pape était au

dernier rang parmi les princes de la terre. Quel accroissement effectif de forces pouvait nous apporter son alliance? Aucun. Dans la sphère supérieure des croyances et des idées, au contraire, le pape occupait la première place. Il régnait sur toutes les consciences catholiques; pour tous les fidèles il était plus qu'un homme, plus qu'un roi; il tenait ses pouvoirs de Dieu même, il en était le représentant et l'interprète sacré sur la terre: son autorité morale était donc immense. S'il refusait de se courber sous la main de l'empereur, à qui appartiendrait le véritable triomphe? Non à la force matérielle qui briserait la couronne temporelle du saint-siége, mais au pontife sacré qui, sans armées, sans vaisseaux, sans canons, sans places de guerre, fort seulement de sa conscience et du sentiment de ses droits, aurait le courage de braver l'homme auquel le continent tout entier était asservi. Un territoire d'une petite étendue, des populations subjuguées, mais irritées, un scandale immense et la réprobation de tout le monde catholique, voilà quelle serait la part du spoliateur des États de l'Église. Au lieu de se contenter de négocier, de tâcher de fléchir le saint-père à force de temps, de patience et de séductions, Napoléon résolut de le dompter par la menace et la violence. Le 13 février, il lui écrivit pour lui signifier ses volontés. Sa lettre ne s'adaptait point à la complexion délicate et sensible du saint-père. Elle était altière, véhémente et l'expression en était plus dure encore que la pensée.

« Très-saint père,

« J'ai reçu la lettre de Votre Sainteté, du 29 janvier. « Je partage toutes ses peines. Je conçois qu'elle doit « avoir des embarras. Elle peut tout éviter en marchant « dans une route droite, et en n'entrant pas dans le « dédale de la politique et des considérations pour les « autres puissances qui, sous le point de vue de la re- « ligion, sont hérétiques et hors de l'Église, et, sous « celui de la politique, sont éloignées de ses États, in- « capables de la protéger, et ne peuvent lui faire que « du mal. Toute l'Italie sera soumise sous ma loi. Je « ne toucherai point à l'indépendance du saint-siége; « je lui ferai même payer les dépenses que lui occa- « sionneront les mouvements de mon armée; mais nos « conditions doivent être que Votre Sainteté aura pour « moi, dans le temporel, les mêmes égards que je lui « porte pour le spirituel, et qu'elle cessera des ména- « gements inutiles envers les hérétiques, ennemis de « l'Église, et envers des puissances qui ne peuvent lui « faire aucun bien. *Votre Sainteté est souveraine de « Rome, mais j'en suis l'empereur. Tous mes ennemis « doivent être les siens.* Il n'est donc pas convenable « qu'aucun agent du roi de Sardaigne, aucun Anglais, « Russe ni Suédois réside à Rome ou dans ses États, « ni qu'aucun bâtiment appartenant à ces puissances « entre dans ses ports. Comme chef de notre religion, « j'aurai toujours pour Votre Sainteté la déférence filiale « que je lui ai montrée dans toutes les circonstances : « mais je suis comptable envers Dieu, qui a bien voulu

« se servir de mon bras pour rétablir la religion. Et « comment puis-je, sans gémir, la voir compromise par « les lenteurs de la cour de Rome où l'on ne fait rien, « où, pour des intérêts mondains, de vaines prérogatives « de la tiare, on laisse périr des âmes? Ils en répondront « devant Dieu, ceux qui laissent l'Allemagne dans l'anar- « chie; ils en répondront devant Dieu, ceux qui mettent « tant de zèle à protéger des mariages protestants et « veulent m'obliger à lier ma famille avec des princes « protestants; ils en répondront devant Dieu, ceux qui « retardent l'expédition des bulles de mes évêques et qui « livrent mes diocèses à l'anarchie. Il faut six mois pour « que les évêques puissent entrer en exercice, et cela « peut être fait en huit jours! Quant aux affaires d'Italie, « j'ai tout fait pour les évêques; j'ai consolidé les inté- « rêts de l'Église; je n'ai touché en rien au spirituel. « Ce que j'ai fait à Milan, je le ferai à Naples et partout « où mon pouvoir s'étendra. Je ne refuse pas d'accepter « le concours d'hommes doués d'un vrai zèle pour la « religion et de m'entendre avec eux; mais si, à Rome, « on passe les journées à ne rien faire et dans une cou- « pable inertie, puisque Dieu m'a commis, après de si « grands bouleversements, pour veiller au maintien de « la religion, je ne puis devenir ni ne puis rester indif- « férent à tout ce qui peut nuire au bien et au salut de « mes peuples.

« Très-saint père, je sais que Votre Sainteté veut le « bien; mais elle est environnée d'hommes qui ne le « veulent pas, qui ont de mauvais principes, et qui, « au lieu de travailler, dans ces moments critiques, à

« remédier aux maux qui se sont introduits, ne tra-
« vaillent qu'à les aggraver. Si Votre Sainteté voulait se « souvenir de ce que je lui ai dit à Paris, la religion « de l'Allemagne serait organisée, et non dans le mau-« vais état où elle est dans ce pays et en Italie. Tout « serait fait de concert avec Votre Sainteté et convena-« blement. Mais je ne puis laisser languir un an ce qui « doit être fait en quinze jours. Ce n'est pas en dormant « que j'ai porté si haut l'état du clergé, la publicité du « culte et réorganisé la religion en France, de telle « sorte qu'il n'est pas de pays où elle fasse tant de bien, « où elle soit plus respectée, et où elle jouisse de plus « de considération. Ceux qui parlent à Votre Sainteté « un autre langage la trompent et sont ses ennemis; « ils attirent des malheurs qui finiront par lui être fu-« nestes.

« Sur ce, je prie Dieu, etc.....

« Signé : Napoléon. »

Paris, le 13 février 1806.

En même temps que l'empereur adressait cette lettre foudroyante au saint-père, il envoyait de nouvelles instructions au cardinal Fesch. Il lui ordonnait d'exiger du gouvernement pontifical l'expulsion immédiate des Russes, des Anglais, des Suédois et des Sardes de Rome et de tout l'État pontifical, ainsi que la fermeture de tous les ports du saint-siége aux navires des ennemis de la France. Par une note du 2 mars 1806, le cardinal Fesch demanda que ces mesures d'exclusion fussent

immédiatement adoptées. « Elles étaient commandées, « dit-il, par le salut de l'Italie, et par celui du royaume « de Naples en particulier. »

Le pape réunit dans sa personne deux pouvoirs que la cour de Rome s'est toujours appliquée à confondre quand elle y a trouvé son intérêt, mais qui n'en sont pas moins très-distincts. Comme chef de l'Église catholique, il n'a de comptes à rendre qu'à Dieu, dont il est sur la terre le ministre suprême. Mais, comme prince temporel, il est soumis au cours perpétuellement mobile des choses humaines, et, de même que tous les chefs des petits États, il dépend forcément de la puissance de premier ordre dans la sphère de laquelle il est placé. Pendant des siècles, cette puissance avait été la maison d'Autriche. A la fin du siècle dernier, la cour de Rome n'avait point allégué le caractère tout spirituel de sa mission ici-bas, pour résister aux violentes impulsions de la ligue de Pilnitz : comme toutes les couronnes, elle avait déclaré la guerre à la république. La puissance prédominante aujourd'hui était la France. Ses armées couvraient la Péninsule : elles enveloppaient, sur tous les points, l'État pontifical. Rome devait se résigner et reconnaître la suprématie de l'empereur Napoléon. Elle devait bien savoir que l'homme qui avait tant de fois bravé et vaincu les monarchies du continent ne se laisserait point arrêter dans l'accomplissement de ses desseins par les résistances d'un pape. Mais Pie VII était incapable de se plier à de tels ménagements. L'on s'était fait à Paris une fausse idée de son caractère. L'onction de sa parole, l'expression de douceur infinie

répandue dans ses traits avaient fait supposer qu'il était flexible jusqu'à l'humilité, et qu'on pouvait tout exiger de lui. C'était une grande erreur. Sous un air de résignation évangélique, il cachait une volonté très-opiniâtre, susceptible, en certain cas, de se montrer véhémente, et un courage à l'épreuve des plus grandes infortunes, de la persécution, de la perte de son trône, même de celle de la vie. Il n'avait ni l'étendue d'esprit, ni la dextérité qu'exige le maniement des grandes affaires temporelles. C'était un homme des anciens temps, un véritable apôtre, embrasé du feu du prosélytisme, absorbé dans l'accomplissement de sa mission apostolique, et versé dans toutes les profondeurs de la science théologale qu'il avait autrefois professée. Ses droits de souverain temporel se confondaient dans sa pensée avec ceux de sa suprématie pontificale; il considérait les premiers comme un dépôt sacré qu'il devait, sous peine de trahir ses plus saints devoirs, léguer intacts à ses successeurs. Il n'était pas éloigné de se reprocher maintenant comme une coupable faiblesse d'avoir été sacrer l'empereur à Paris, et il était saisi d'une sorte d'ardeur militante qui le poussait à racheter sa faute en le bravant. Sa résolution était prise; il était décidé à maintenir, dans toute leur intégrité et sur tous les points, ses droits de souverain indépendant. Ainsi, il refuserait d'accéder à tout ce que lui demandait la France : il n'ordonnerait point aux ministres anglais, russe et sarde de quitter ses États; il ne romprait point ses relations de paix avec l'Angleterre et la Russie; il n'interdirait point ses ports à leurs navires;

enfin, il n'adhérerait point à la confédération italienne formée sous la main de la France.

Toutefois, avant de signifier à l'empereur Napoléon cette grave détermination, il voulut consulter le sacré collége. Ce conseil était composé en majeure partie d'hommes dont l'esprit perpétuellement aiguisé par les brigues de l'ambition et les subtilités de la théologie, avait acquis un degré de finesse incomparable. Ils n'avaient que trop deviné les projets du maître de la France. Ce prince n'avait pas arrêté une mesure, prononcé une parole tendant à la régénération de l'Italie, qu'ils ne les eussent analysées, pesées, commentées, et toujours ils en étaient arrivés à cette conclusion fatale, c'est que, quelque parti que prît la cour de Rome, celui de la résistance ou celui de l'humilité, sa souveraineté temporelle serait tôt ou tard emportée dans le mouvement qui renouvelait la face de l'Italie. Tous, ils se voyaient menacés dans ce qu'ils avaient de plus cher, dans leurs croyances intimes, dans leur dignité de princes de l'Église et dans leur ambition personnelle. A la presque unanimité, ils se prononcèrent formellement contre l'adhésion du saint-siége au pacte fédératif de l'Italie. « S'allier à la France, dirent-ils, ce serait déclarer la « guerre à la Russie et à l'Angleterre. Or, le pape ne « pouvait abdiquer le caractère d'apôtre de la paix, ni « prendre part à aucun acte d'hostilité ni de guerre. Ce « serait désorganiser le système du régime catholique et « introduire l'anarchie à la place de l'ordre et de l'unité. « Notamment, en ce qui touchait l'Angleterre, ce serait « appeler la persécution sur les populations de l'Irlande.

« Aux yeux du saint-père, tous les catholiques du monde « ne formaient qu'un seul peuple sur lequel devaient « s'étendre également sa vigilance et son affection pa- « ternelles. Le forcer à prendre les armes contre l'An- « gleterre et la Russie, ce serait le réduire au rôle de « vassal. Le pape avait juré de conserver intacts, ina- « liénables, les droits du saint-siége; il ne pourrait « consentir à un pareil abaissement sans se rendre « parjure. »

Encouragé par l'assentiment du sacré collége, le pape répondit le 21 mars à la dernière lettre de l'empereur.

Après avoir exprimé l'émotion douloureuse qu'elle lui avait causée, il disait : « Cette lettre roule sur tant « et de si graves sujets, elle contient des principes, des « demandes et des plaintes d'une telle amertume, et, à « la fin, elle se rapporte tellement à ce que Votre Ma- « jesté nous a fait dire par son ministre que nous nous « rendrions devant Dieu, devant le monde catholique et « l'âge futur, coupable de la plus lâche faiblesse, si nous « ne dévoilions nos sentiments de la manière la plus ou- « verte, et si nous négligions de donner aux demandes « que l'on nous fait, aux principes qu'on met en avant, « aux plaintes qu'on profère, les réponses qui nous sont « dictées par le sentiment exact de la justice, de la vé- « rité et de l'innocence. » Abordant ensuite la question principale, celle des relations du saint-siége avec l'Angleterre, la Russie, la Suède et la Sardaigne, le pape déclarait se trouver dans l'impossibilité de rompre, comme le lui demandait S. M. Impériale, avec ces diver-

ses puissances. « Nous, dit-il, vicaire de ce Verbe éter-
« nel qui n'est pas le Dieu de la dissension, mais le
« Dieu de la concorde, qui est venu au monde pour en
« chasser les inimitiés et évangéliser la paix, tant à ceux
« qui sont éloignés qu'à ceux qui sont voisins (voilà les
« expressions de l'apôtre), pouvons-nous dévier de l'en-
« seignement de notre divin instituteur? Comment con-
« tredire la mission à laquelle nous avons été destiné?
« Ce n'est pas notre volonté, c'est celle de Dieu, dont
« nous occupons la place sur la terre, qui nous prescrit
« le devoir de la paix envers tous, sans distinction
« de catholiques et d'hérétiques, de voisins ou d'éloi-
« gnés, de ceux dont nous attendons le bien, de ceux
« dont nous attendons le mal... Chasser les sujets des
« puissances en guerre avec Votre Majesté, leur fermer
« les ports, serait la même chose que rompre toute com-
« munication entre nous et les catholiques qui vivent
« dans leurs domaines... Ils ne sont pas en petit nom-
« bre; il y en a des millions dans l'empire russe; il y en
« a des millions et des millions dans les pays soumis au
« royaume d'Angleterre : ils jouissent du libre exercice
« de leur culte, ils sont protégés. Nous ne pouvons pré-
« voir ce qui arriverait si les souverains de ces États se
« voyaient provoqués par nous, et par un acte d'hostilité
« si décidé, tel que serait l'expulsion de leurs sujets et
« la fermeture de nos ports. Le ressentiment contre
« nous serait d'autant plus fort qu'il serait en apparence
« plus juste, puisque nous n'aurions reçu d'eux aucune
« injure...

« Sire, levons le voile. Vous dites que vous ne tou-

« cherez pas à l'indépendance de l'Église; vous dites « que nous sommes le souverain de Rome; vous dites « dans le même moment que toute l'Italie sera soumise « à votre loi; vous nous faites annoncer que, si nous « voulons ce que vous voulez, vous ne changerez pas « les apparences. Mais si vous entendez que Rome, « comme faisant partie de l'Italie, soit sous votre loi, « si vous ne voulez que conserver les apparences, le « domaine temporel de l'Église sera réduit à une con- « dition absolument lige et servile, la souveraineté et « l'indépendance du saint-siége seront détruites. Et « pouvons-nous nous taire? Pouvons-nous, par un si- « lence qui nous rendrait coupable de prévarication « dans notre office devant Dieu, et nous accablerait « d'opprobres devant toute la postérité, dissimuler l'an- « nonce de mesures de cette nature? Votre Majesté éta- « blit en principe qu'elle est l'empereur de Rome. « Nous répondons avec la franchise apostolique que le « souverain pontife, qui est tel depuis un si grand « nombre de siècles qu'aucun prince régnant ne compte « une ancienneté semblable à la sienne, ne reconnaît « et n'a jamais reconnu dans ses États une puissance « supérieure à la sienne, qu'aucun empereur n'a aucun « droit sur Rome. Vous êtes immensément grand; « mais vous avez été élu, sacré, couronné, reconnu « empereur des Français, et non de Rome. Il n'existe « pas d'empereur de Rome; il n'en peut exister, si on « ne dépouille le souverain pontife du domaine absolu « et de l'empire qu'il exerce seul à Rome. Il existe bien « un empereur des Romains; mais ce titre est reconnu

« par toute l'Europe, et par Votre Majesté elle-même, « dans l'empereur d'Allemagne. Ce titre ne peut appar- « tenir en même temps à deux souverains; il n'est « qu'un titre de dignité et d'honneur, lequel ne dimi- « nue en rien l'indépendance réelle et apparente du « saint-siége. Finalement, cette dignité impériale n'a « et n'a jamais eu aucun rapport avec la qualité et « l'extension du haut domaine et du domaine utile, et « toujours, depuis son origine, elle a été précédée par « une élection. »

Le saint-père se justifiait ensuite des lenteurs apportées à ses décisions en matière ecclésiastique. Répondant à l'accusation de laisser périr des âmes pour des intérêts mondains, il déclarait recevoir des mains du Très-Haut l'humiliante acerbité de ce reproche. « Dieu « et le monde, dit-il, savent si des intérêts mondains et « de vaines prérogatives ont guidé nos actions. » . . . . La lettre du souverain pontife se terminait ainsi : « Oui, la vérité triomphera toujours sur nos « lèvres. La constance à maintenir intacts les droits de « notre siége régnera dans notre cœur ; nons affronte- « rons toutes les adversités de cette vie, plutôt que de « nous rendre indigne de notre ministère. Et vous, « vous ne vous éloignerez pas de cet esprit de sagesse « et de prévoyance qui vous distingue. Il vous a fait « connaître que la prospérité des gouvernements et la « tranquillité des peuples sont inséparablement atta- « chées au bien de la religion..... Vous n'oublierez pas « que nous nous trouvons à Rome exposé à tant de tri-

« bulations et qu'il y a à peine une année que nous « sommes parti de Paris.

« Nous finissons en vous accordant de tout cœur la « paternelle bénédiction apostolique.

« Donné à Rome près Sainte-Marie-Majeure, le 21 mars « de l'an 1806.

« De notre pontificat le septième,

« Signé : Pie VII. »

Au fond, malgré toute sa fermeté, le pape craignait de pousser à bout un souverain qu'il savait aussi opiniâtre dans ses volontés que terrible dans ses ressentiments. A peine sa lettre fut-elle partie qu'il eut peur de l'effet qu'elle allait produire et qu'il s'appliqua à adoucir dans l'exécution ce que ses déterminations avaient d'irritant. Sans chasser violemment de Rome, comme le demandait l'empereur, les ministres de Russie, d'Angleterre et de Sardaigne, il les engagea confidentiellement à ne pas le compromettre davantage par un séjour prolongé dans ses États, et bientôt tous ces agents eurent quitté Rome et le territoire pontifical. Il poussa la condescendance jusqu'à faire savoir au cardinal Fesch que, bien que les devoirs de la neutralité lui défendissent de nous remettre lui-même les clefs de Civita-Vecchia, il nous verrait sans étonnement ni douleur mettre garnison dans cette place maritime. L'occasion était trop belle pour ne pas la saisir : en vertu d'un ordre de l'empereur, le général Duhesme marcha sur Civita-Vecchia, l'occupa militairement et en prit le commandement. Ainsi, le pape nous assurait tous les béné-

fices réels d'une alliance de fait? Il avait espéré que l'empereur, satisfait d'une soumission passive à tout ce qu'il avait demandé, n'exigerait pas qu'il s'avilît en donnant sa sanction morale à des actes de suprématie incompatibles, disait-il, avec les droits et la dignité de sa couronne pontificale. Mais Napoléon ne voulait pas se donner devant l'Europe le tort d'avoir violenté le pape. Plus le souverain pontife était haut placé dans les sphères supérieures du monde moral, plus l'empereur attachait d'importance à ce qu'il coopérât hautement, officiellement à la politique de la France. Les obstacles que lui opposait l'opiniâtreté du saint-père l'exaspéraient. « Je ne suis pas né à temps, disait-il à « M. de Fontanes : voyez Alexandre; il a pu se dire le « fils de Jupiter sans être contredit. Moi, je trouve dans « mon siècle un prêtre plus puissant que moi, car il « règne sur les esprits, et moi je ne règne que sur la « matière. » Un autre jour il dit : « Les prêtres gardent « l'âme et me jettent le cadavre. »

La lettre du 2 mars le fit sortir de toute mesure. Rome le poussait à bout; il accepta la lutte; il mit de côté tous ménagements et traita désormais le saint-père avec la hauteur et la rudesse d'un suzerain qui a entrepris de soumettre un vassal révolté.

Une grave indiscrétion avait été commise : les lettres confidentielles de Napoléon à Pie VII avaient été communiquées aux ministres de la coalition. L'empereur s'en plaignit amèrement et cessa toute correspondance personnelle avec le saint-père. M. de Talleyrand écrivit le 3 mai au cardinal Caprara : « Sa Majesté impériale

« fera traiter dorénavant par ses ministres toutes les af-
« faires que, par des sentiments d'affection, elle aimait
« à traiter elle-même; mais elle ne s'attendait pas que
« le premier exemple d'un abus de confiance de souve-
« rain à souverain lui serait donné par le saint-père. »

Lorsque Joseph Bonaparte monta sur le trône de Naples, la cour de Rome, au lieu de le reconnaître promptement et simplement, rappela le droit d'investiture qu'elle avait exercé dans les siècles passés sur la couronne de Naples, et manifesta la résolution de le faire valoir à l'égard du nouveau roi. C'était une prétention surannée, ridicule, et comme un nouveau défi jeté au chef de la France. Mais le pape était décidé à ne laisser infirmer aucun des droits inhérents à sa souveraineté temporelle. L'empereur en prit occasion pour l'écraser de ses dédains et l'épouvanter par ses menaces : pour la première fois, il laissa entrevoir une pensée cupide qui déjà certainement le tourmentait, celle de mettre la main sur les États du saint-siége.

M. de Talleyrand, dans une lettre qu'il écrivit le 18 mai, au cardinal Caprara, s'étonnait de l'étrange prétention soulevée par la cour de Rome, puis il ajoutait :
« *En conservant à Sa Sainteté tous les égards qui lui*
« *sont dus comme chef spirituel de l'Église, Sa Majesté*
« *impériale se verrait avec peine obligée à ne plus recon-*
« *naître une souveraineté temporelle que les empereurs*
« *français avaient eux-mêmes formée et agrandie, et qui,*
« *s'étant soutenue par leur vouloir et leur appui, a sans*
« *doute besoin de la même base pour se maintenir.* »

Sans s'en entendre préalablement avec la cour de

Rome, Napoléon fit promulguer à Lucques et dans les provinces vénitiennes récemment incorporées à ses États italiens, le concordat d'Italie. Plusieurs siéges épiscopaux étaient vacants dans les provinces vénitiennes ; il pourvut immédiatement à leur remplacement. On se montra extrêmement blessé à Rome de ces nouveaux empiétements sur les droits du saint-siége en matières ecclésiastiques. Le pape protesta par un bref qu'il fit publier à Lucques contre la mise en vigueur du concordat italien. En ce qui touchait les nouveaux évêques nommés, il déclara qu'il ne leur conférerait l'institution canonique que lorsqu'ils seraient venus la recevoir à Rome, et après qu'il aurait été négocié un concordat spécial pour les provinces vénitiennes. A ces nouvelles, la France éclate. « Quelle est donc l'espérance de Sa Sain-« teté? écrit M. de Talleyrand, le 24 mai, au cardinal « légat. Pense-t-elle porter le trouble dans la princi-« pauté de Lucques ? Pense-t-elle faire revenir Sa Majesté « sur ses déterminations? Les ordres de Sa Majesté « seront suivis; elle maintiendra son autorité et les « droits de sa couronne, et la responsabilité des troubles « qu'on aurait cherché à faire naître retombera tout « entière sur les personnes dont les conseils les auraient « excités. »

Quelques-uns des chefs de bande qui, dans les dernières guerres, avaient porté les armes contre la France, résidaient dans les faubourgs de Rome : ils y vivaient isolés, sans argent et sans crédit : ils n'étaient plus, au moins en ce moment, des hommes dangereux. Mais la France épiait toutes les occasions de trouver en faute le

gouvernement pontifical. Elle se montra indignée de la présence des chefs de bande à Rome et exigea, en termes impérieux, leur expulsion immédiate[1].

Le gouvernement pontifical, obligé, pour faire face aux dépenses résultant de la présence et du passage des troupes françaises dans ses États, de lever de nouveaux impôts, avait eu le tort extrêmement grave de publier le motif qui le forçait à augmenter ainsi les charges publiques : c'était désigner à la haine de ses sujets nos soldats et notre drapeau. L'empereur ne se borna pas à en manifester son mécontentement ; il fit une chose qui ne s'était jamais vue à l'égard d'un État indépendant ; il signifia à la cour de Rome[2] que, désirant fixer son opinion sur les véritables causes d'une augmentation d'impôts dont on voulait rejeter sur lui la responsabilité, il entendait avoir communication des revenus et des dépenses du gouvernement pontifical depuis deux ans.

Le saint-siége possédait deux petites principautés, Bénévent et Ponte-Corvo, qui étaient tout à fait enclavées dans le royaume de Naples. L'empereur, sans en demander l'agrément au pape, sans daigner seulement l'en informer, en disposa comme si elles lui appartenaient, et les donna, comme nous l'avons dit, à titre de fiefs héréditaires, Bénévent à M. de Talleyrand, et Ponte-Corvo au maréchal Bernadotte.

Quand le pape se vit ainsi frappé coup sur coup par

[1] Lettre de M. de Talleyrand au cardinal légat. Paris, le 28 avril 1806.

[2] Note de M. de Talleyrand du 18 avril 1806.

un prince dont il croyait, dans sa candeur, s'être pour jamais assuré l'affection, il fut navré de douleur. Sa dignité, comme souverain temporel, fut profondément humiliée. Mais se redressant sous le coup de ces sanglants affronts, il opposa à la puissance matérielle qui prétendait le subjuguer l'autorité spirituelle du chef de l'Église, et aux demandes hautaines de l'empereur, un refus inflexible. Il fut soutenu, encouragé dans sa résistance par tout le sacré collége. Les cardinaux Antonelli, di Pietro et Rovarella, qui étaient les personnages les plus considérés de ce corps, ceux que Sa Sainteté consultait le plus habituellement, étaient convaincus que, pour raffermir les croyances partout affaiblies, pour réchauffer dans les âmes attiédies l'ardeur de la foi, il fallait que l'Église passât par les épreuves d'une persécution. Pie VII avait fini par embrasser lui-même ces idées extrêmes. Il eût été fier et heureux de se sacrifier pour la cause de la religion; il appelait l'adversité; il ambitionnait la palme du martyre. Toutes ses mesures étaient prises pour le cas où il serait forcé de quitter Rome et de fuir. Les papiers les plus secrets des archives pontificales étaient déjà déposés en lieu sûr, les bulles d'excommunication contre la personne de l'empereur Napoléon rédigées et toutes prêtes. Les nonces actuellement en mission dans les cours catholiques avaient été pourvus d'instructions pour le cas où le pape et les cardinaux seraient enlevés et dispersés. Du sein du sacré collége sortaient des prières écrites en style vague et mystique, dans le but évident d'enflammer le peuple contre la France. Ces prières circulaient

partout ; elles étaient lues, récitées dans les églises, dans l'intérieur des familles, et attendrissaient tous les cœurs sur la situation du saint-père.

Le cardinal Fesch n'était plus en mesure de rendre à son gouvernement des services utiles dans le poste qu'il occupait à Rome. L'irascibilité de son humeur et sa fougue avaient, en maintes occasions, blessé la délicatesse du pape, et il était en état de rupture déclarée avec le cardinal Consalvi. Il était donc urgent de lui donner un successeur. D'ailleurs, Napoléon ne voulait pas exposer un prince de l'Église qui lui appartenait d'aussi près à devenir l'instrument de sa colère contre la cour pontificale. Il le rappela donc près de lui et le remplaça par un homme qui savait allier à un caractère ferme et hardi, un esprit plein de souplesse et de sagacité : c'était M. Alquier qui, précédemment, avait su démasquer avec tant d'adresse et de vigueur les projets sinistres et les duplicités de la reine de Naples. « Votre « mission, lui écrivit le 3 mai M. de Talleyrand, est de « ramener par vos conseils et votre fermeté la cour de « Rome au système d'amitié envers la France, dont elle « n'aurait jamais dû s'écarter. Si les hommes qui con- « duisent tout à Rome n'ont pour nous que des dispo- « sitions de haine et ont assez de pouvoir pour égarer la « politique du saint-père, il faut promptement l'éclairer « sur les résultats de leurs manœuvres et de leurs sug- « gestions ; Sa Majesté vous en laisse le soin. Parlez au « saint-père avec énergie des dangers où on l'entraîne. « Demandez si l'on veut se perdre ; obtenez l'éloignement « des chefs de bandes, des assassins. Faites tomber les

« influences des hommes qui, dans les conseils de « Sa Sainteté, cherchent habituellement à nous nuire. « La position du saint-siége a changé depuis qu'il est « devenu une enclave de la puissance française. La re- « connaissance lui prescrivait de l'attachement à S. M. « Impériale. Sa situation lui en fait aujourd'hui un « nouveau devoir, et ce serait mal choisir le moment « d'une offense que de prendre celui où l'on est enve- « loppé par un pouvoir qu'on aurait insulté. »

Le 16 mai, le cardinal Fesch alla prendre congé du pape et lui présenta en même temps le nouvel ambassadeur. « Je pars pour Paris, lui dit-il; je prie Votre « Sainteté de me donner ses commissions[1]. » — « Je « n'en ai point à vous donner, répondit le pape; je « vous charge seulement de dire à l'empereur que, « quoiqu'il me maltraite beaucoup, je lui suis toujours « très-attaché, ainsi qu'à la nation française. Mais « répétez-lui que je ne veux entrer dans aucune confé- « dération, que je veux être indépendant, parce que je « suis souverain, que, s'il me fait violence, je protes- « terai à la face de l'Europe et que je ferai usage des « moyens temporels et spirituels que Dieu a remis entre « mes mains. »

La France l'avait impérieusement sommé de reconnaître immédiatement le roi de Naples. Il déclara qu'il accorderait cette reconnaissance, mais à condition que l'empereur Napléon garantirait, dans les termes les plus explicites, la souveraineté temporelle, l'indépendance et

[1] Dépêche de M. Alquier, 17 mai 1806.

la neutralité du saint-siége, et qu'il promettrait de s'entendre avec lui sur l'exécution en Italie du concordat et de certains articles du code civil, notamment de ceux relatifs au divorce. Une telle fierté de langage ne convenait point à la situation actuelle du saint-père. M. Alquier s'en montra très-affligé : il se transporta à Monte-Cavallo et s'efforça de démontrer au pontife qu'en apportant une telle raideur dans ses négociations avec la France, il appellerait sur sa couronne des dangers incalculables. Tout l'art de sa parole fut inutile; le pape était décidé à tout braver, à tout souffrir, plutôt que de se soumettre aux exigences de l'empereur. « Si « je cédais aujourd'hui, dit-il à M. Alquier, je n'échap-« perais pas au danger dont je suis menacé. On déclare « à mon légat que si je ne reconnais pas le roi de Naples, « l'empereur ne reconnaîtra pas ma souveraineté. Je « vois aussi dans les lettres particulières que je reçois « de S. M. Impériale qu'elle ne me regardera plus comme « souverain si je n'accède pas au système fédératif. Or, « cette adhésion, je ne la donnerai jamais. Je reconnaî-« trai le roi de Naples ; je renoncerai à mes droits, mais « à des conditions qui assureront pour l'avenir l'indé-« pendance du saint-siége et ma tranquillité personnelle. « On inculpe à tort le cardinal Consalvi. Il paraît qu'on « croit à Paris que j'ai la faiblesse de me laisser diriger « par sa volonté et que je ne suis qu'un vieux *fantoccino*. « Je lui donnerai un successeur, et mon opinion ne va-« riera pas. »

Ces paroles furent dites du ton le plus ferme et avec un mélange de résignation religieuse et de vanité pro-

fondément blessée[1]. Toutefois, il donna à la France une sorte de satisfaction. Le cardinal Consalvi, en butte à la haine du cardinal Fesch, était considéré à Paris comme un ennemi de la France. Le pape lui retira ses fonctions de secrétaire d'État, et les donna au cardinal Casoni.

Telles étaient les relations de la France avec le saint-siége au moment où s'ouvrit la campagne de Prusse. Les destinées de la France et de son chef allaient être de nouveau soumises aux chances des combats. Par prudence, non moins que parce que son attention était appliquée à des intérêts plus graves, Napoléon laissa sommeiller sa querelle avec Rome. Il fit même, pendant le mois de janvier 1807, une démarche conciliatrice. L'archevêque de Séleucie, Monseigneur Arezzo, précédemment nonce du saint-siége en Russie, retournait d'Allemagne à Rome : l'empereur le chargea de dire de sa part à Sa Sainteté qu'il désirait mettre en oubli tous ses griefs passés et renouer avec elle des relations intimes, qu'il l'invitait donc de nouveau à souscrire aux propositions qui lui avaient été précédemment soumises.

M. Alquier s'unit à Monseigneur Arezzo pour amener Pie VII à des concessions. Il lui représenta que l'empereur faisait les premiers pas vers une conciliation et que, par reconnaissance pour ce grand prince, non moins que pour sauver sa couronne temporelle, Sa

[1] Dépêche de M. Alquier. Rome, 11 juin 1806.

Sainteté devait sans délai adhérer au pacte fédératif de l'Italie[1].

Ces paroles parurent produire sur le pape une certaine impression : il répondit qu'il allait réfléchir sur ce que M. Alquier venait de lui dire, et que, dans huit jours, il lui ferait connaître sa détermination. Ce terme expiré, l'ambassadeur retourna à Monte-Cavallo. Le saint-père lui dit qu'il avait mûrement examiné la proposition communiquée par Monseigneur Arezzo, qu'elle n'annonçait nullement que Sa Majesté impériale fût disposée à se désister d'aucune de ses prétentions, qu'il n'y avait donc pas lieu de répondre à cette nouvelle ouverture, qu'il ne ferait pas une démarche pour arriver à une conciliation impossible, qu'il ne le pouvait, ni par les lois de sa conscience, comme chef de l'Église, ni par celles de son honneur, comme prince temporel, qu'il accepterait avec courage le sort qui lui était réservé, et que l'empereur serait plus à plaindre que lui s'il devenait le persécuteur de l'Église.

M. Alquier voulut répliquer ; le pape l'arrêta d'un geste, lui fit sentir l'inutilité de ses instances et mit un terme à l'entretien.

Pendant les six mois que dura la campagne de Pologne, le saint-père attendit, calme, silencieux et résigné, l'issue de la grande lutte qui allait décider de son sort, comme de celui de tant d'autres souverains. Enfin, la fortune, un moment incertaine, se prononça : fidèle encore une fois à nos drapeaux, elle nous donna la vic-

[1] Dépêche de M. Alquier. Rome, 21 janvier 1807.

toire dans les champs de Friedland et mit le continent à nos pieds. Un courrier, expédié de Tilsitt, alla annoncer à M. Alquier ce grand événement. Aussitôt, l'ambassadeur court à Monte-Cavallo, communique au saint-père les nouvelles qu'il vient de recevoir, lui représente qu'il n'a plus que quelques instants pour donner à l'empereur une preuve déjà trop tardive de sa condescendance et le conjure de reconnaître immédiatement le roi de Naples et d'adhérer au pacte fédératif de l'Italie. Mais l'inflexible pontife répondit à M. Alquier : « J'ai informé l'empereur de mes intentions : je ne « reviendrai jamais sur les résolutions que je lui ai fait « connaître. »

Rome touchait aux grandes et décisives épreuves : il fallait fléchir ou périr.

Napoléon a vaincu, désarmé, soumis tout le continent; mais l'Angleterre s'obstine à braver sa puissance. Pour la réduire, il n'a plus qu'un moyen, c'est d'armer contre elle toutes les puissances maritimes secondaires, et de lui fermer tous les ports de l'Europe. L'État pontifical, qui touche à deux mers, ne peut rester en dehors de la ligue du continent. Il importe absolument que le saint-siége, de même que tous les autres États maritimes, s'unisse à la France et déclare la guerre aux Anglais, sous peine, si elle s'y refuse, de perdre sa souveraineté temporelle.

L'empereur est à Dresde. Le 22 juillet, il écrit au vice-roi d'Italie la lettre suivante : elle est destinée au pape. Si Napoléon ne la lui adresse pas directement, c'est qu'il juge que sa dignité ne le lui permet pas, ayant

cessé de correspondre avec lui. Le vice-roi a l'ordre de la lui envoyer. Chaque mot de cette lettre est une plainte amère ou une menace.

« Mon fils,

« J'ai vu dans la lettre que Sa Sainteté vous a adressée, « et que certainement elle ne m'eût pas écrite, j'ai vu « qu'elle me menace. Croirait-elle donc que les droits « du trône sont moins sacrés aux yeux de Dieu que ceux « du sanctuaire? Il y avait des rois avant qu'il y eût des « papes. Ils veulent, dit-il, publier tout le mal que j'ai « fait à la religion. Les insensés! ils ne savent donc pas « qu'il n'y a pas un coin du monde, en Allemagne, en « Italie, en Pologne, où je n'aie fait encore plus de bien « à la religion que le pape n'y fait de mal, non par de « mauvaises intentions, mais par les conseils irascibles « de quelques hommes bornés qui l'entourent. Ils veu- « lent me dénoncer à la chrétienté. Cette ridicule pen- « sée ne peut appartenir qu'à une profonde ignorance « du siècle où nous sommes. Il y a une erreur de mille « ans de date. Le pape qui se porterait à une telle dé- « marche cesserait d'être pape à mes yeux; je ne le « considérerais que comme l'Antechrist envoyé pour « bouleverser le monde et faire du mal aux hommes, et « je remercierais Dieu de son impuissance. Si cela était « ainsi, je séparerais mes peuples de toute communica- « tion avec Rome et j'établirais une telle police qu'on « ne verrait plus circuler ces pièces mystérieuses, ni « provoquer ces réunions souterraines qui ont affligé

« quelques parties de l'Italie, et qui n'avaient été ima-
« ginées que pour alarmer les âmes timorées. Que veut
« faire Pie VII en me dénonçant à la chretienté ? Mettre
« mon trône en interdit, m'excommunier? Pense-t-il
« alors que les armes tomberont des mains de mes sol-
« dats? Pense-t-il mettre le poignard aux mains de mes
« peuples pour m'égorger ? Il ne lui resterait plus alors
« qu'à essayer de me faire couper les cheveux et de
« m'enfermer dans un monastère. Le pape actuel s'est
« donné la peine de venir à mon couronnement : j'ai
« reconnu à cette démarche le saint prélat. Mais il
« voulait que je lui cédasse les légations ; je n'ai pu, ni
« voulu le faire. Le pape actuel est trop puissant. Les
« prêtres ne sont pas faits pour gouverner. Pourquoi le
« pape ne veut-il pas rendre à César ce qui est à César?
« Est-il sur la terre plus que Jésus-Christ? Peut-être
« le temps n'est pas loin, si l'on continue à troubler les
« affaires de mes États, où je ne reconnaîtrai le pape
« que comme évêque de Rome, comme égal et au
« même rang que les évêques de mes États. Je ne crain-
« drai pas de réunir les Églises gallicane, italienne,
« allemande et polonaise dans un concile, pour faire
« mes affaires sans pape. Dans le fait, ce qui peut sau-
« ver dans un pays peut sauver dans un autre. Les droits
« de la tiare ne sont au fond que des devoirs, s'humilier
« et prier. Je tiens ma couronne de Dieu et de mes
« peuples ; je n'en suis responsable qu'à Dieu et à mes
« peuples. Je serai toujours Charlemagne pour la cour
« de Rome, jamais Louis le Débonnaire. Jésus-Christ
« n'a pas institué un pèlerinage à Rome comme Maho-

« met à la Mecque. Tels sont mes sentiments, mon fils ; « j'ai jugé important de vous les faire connaître. Je « n'autorise plus qu'une seule lettre de vous à Sa Sainteté, pour lui faire connaître que je ne puis consentir « à ce que les évêques italiens aillent chercher leur « institution à Rome. . . . . »

Ce même jour, 22 juillet, M. de Talleyrand envoya de Dresde à M. Alquier de nouvelles instructions. L'empereur venait de prendre une grave détermination qui ouvre une phase nouvelle dans l'histoire de ses démêlés avec le saint-siége. Attribuant à l'esprit d'inimitié, dont le sacré collége était animé contre la France, la résistance obstinée du saint-père, il avait résolu de briser la majorité de ce corps. Il voulait modifier ses éléments en y introduisant vingt-quatre nouveaux cardinaux français et italiens sur les suffrages desquels il pût compter en toutes occasions. L'ambassadeur eut l'ordre d'insister auprès du gouvernement pontifical pour que cette mesure fût immédiatement adoptée. « Si vous éprouviez un re« fus, lui écrivit M. de Talleyrand, si la cour de Rome ne « revenait point à une conduite plus mesurée et plus « convenable à l'égard de la France, vous donneriez à « entendre que vous avez reçu l'ordre de réclamer vos « passe-ports et de quitter Rome. » En outre, il fut enjoint à M. Alquier d'exiger que des pleins pouvoirs fussent de suite envoyés au cardinal légat Caprara, afin qu'il pût débattre et régler d'une manière définitive tous les points en litige entre les deux cours.

M. Alquier reçut par le même courrier une lettre du vice-roi au pape, dans laquelle se trouvait incluse la

lettre de l'empereur au prince Eugène, datée de Dresde, le 22 juillet. Il était ordonné à l'ambassadeur de remettre le tout entre les mains de Pie VII.

Le 5 août, M. Alquier se rendit à Monte-Cavallo et commença par faire connaître au saint-père les nouvelles concessions que l'empereur exigeait de lui. Cette communication affecta douloureusement le pontife. En ce qui touchait les pleins pouvoirs à envoyer au cardinal légat Caprara, il déclara que des questions qui touchaient d'aussi près à la hiérarchie ecclésiastique et à la discipline de l'Église ne pouvaient être discutées et réglées autre part qu'à Rome et sur le tombeau des saints apôtres. « Il désignerait une commission de théologiens « pour qu'on pût parvenir à s'entendre, et ensuite, « par égard pour l'empereur, il voudrait bien consentir « à ce que le traité fût rédigé et signé à Paris. En tout « cas, ce n'était point au cardinal Caprara qu'il confie- « rait une telle mission. Il était trop âgé pour la rem- « plir et se défendre contre M. Portalis, *il piu gran « parlatore del mundo.* »

Il manifesta une opposition bien plus vive encore relativement à l'augmentation des cardinaux français dans le sacré collége. « L'empereur, dit le saint-père, pou- « vait, par tous les moyens d'influence qui étaient en « son pouvoir, disposer des suffrages des cardinaux « français, italiens et napolitains, et il aurait, quand il « le voudrait, dans le consistoire, une prépondérance « qu'aucune puissance ne pourrait lui disputer. » L'ambassadeur, en se retirant, déposa entre les mains du saint-père la lettre du vice-roi.

Le lendemain, il retourna à Monte-Cavallo et trouva Pie VII dans un état d'agitation et de douleur inexprimable. Le saint-père avait lu et relu la terrible lettre de l'empereur au vice-roi. A la vue de M. Alquier, il lui dit avec une expression de tristesse profonde qu'il était persuadé depuis longtemps que l'Église, pour reprendre une nouvelle force, avait besoin de se retrémper dans les orages d'une persécution, que la foi s'était attiédie dans toute la chrétienté, soit par les efforts des incrédules et des philosophes, soit par l'indifférence qui avait gagné les catholiques de toutes les classes et de tous les pays; que, personnellement, il était disposé à tout souffrir et à se sacrifier, s'il le fallait, pour la foi. Puis, montrant à l'ambassadeur la lettre de Napoléon au vice-roi, il la lut tout entière et d'une voix altérée. Quand il arriva au passage où l'empereur l'accusait d'exciter ses peuples à la révolte et au régicide, il lui fut impossible de contenir plus longtemps son émotion; des larmes coulèrent de ses yeux et il éprouva une sorte de saisissement convulsif qui lui ôta pendant quelques instants l'usage de la parole. A la vue de ce vieillard si vénérable et si malheureux, M. Alquier fut attendri et il n'eut pas la force de lui tenir un langage hautain et menaçant. Qu'eût-il servi d'ailleurs de menacer Pie VII? Bien loin de redouter l'adversité, il semblait l'appeler de toute l'ardeur de son âme comme une épreuve nécessaire pour rendre à l'Église sa splendeur passée. L'ambassadeur s'attacha donc plutôt à le convaincre qu'à l'effrayer. Il ne lui parla que de paix et concorde : il lui rappela tous les services que l'empereur avait rendus à l'Église, l'af-

fection véritable dont le cœur de ce prince était rempli pour la personne de Sa Sainteté, et il la supplia, dans les termes les plus touchants, de ne pas se refuser à une conciliation. Il fut si pressant, si pathétique, que le pape, ébranlé, consentit enfin à donner des pleins pouvoirs à un ministre qui se rendrait à Paris pour discuter et régler les points en litige.

Il restait à s'entendre sur le choix du négociateur. Après quelques jours d'incertitude, le saint-père désigna le cardinal Litta[1]. Monseigneur Litta était un des membres les plus distingués et les plus influents du sacré collége. Il avait l'esprit souple, fin et très-orné, une politesse exquise sans être obséquieuse, une remarquable élégance de parole, des mœurs austères et une foi ardente. Nul n'apppréciait mieux que lui la situation critique du saint-siége et la nécessité d'y mettre un terme. Il croyait qu'il était sage de faire des concessions, mais qu'elles devaient s'arrêter à de certaines limites, et qu'aller au delà, ce serait s'avilir sans se sauver. Malheureusement, il était un des cardinaux qui s'étaient opposés avec le plus de force à ce que le saint-père se transportât en France pour y sacrer l'empereur. Ce prince ne l'avait ni oublié, ni pardonné. Il ne lui convenait point d'ailleurs d'avoir à traiter avec un négociateur d'une trempe aussi fine que le cardinal Litta. Il fit signifier au gouvernement pontifical qu'il ne recevrait point cette Éminence. « On connaît, » écrivit M. de Champagny, le 18 août, à M. Alquier, « le vote du cardinal Litta à l'oc-

[1] Dépêche de M. Alquier, 19 août.

« casion du voyage du pape à Paris. On se rappelle que « c'est lui qui a fait entrer les Russes dans l'ordre de « Malte, admission contraire aux règlements de l'ordre « et aux principes de l'Église, ce qui rend sa religion « très-suspecte, et l'on peut s'étonner que, lorsque le « saint-siége a ici un légat qui a toujours joui de sa « confiance, il la place aujourd'hui sur une personne « étrangère aux affaires de la France, mal disposée à « les terminer et contre laquelle s'élèvent tant de pré- « ventions. »

Le cardinal de Bayanne, et, à son défaut, le cardinal Vicenzo, furent indiqués comme ceux que l'empereur verrait avec le plus de satisfaction chargés de la négociation. Monseigneur de Bayanne avait de hautes vertus; mais il était vieux, sourd, d'une volonté molle, et cardinal français : c'est à tous ces titres qu'il fut désigné. La France ayant exclu Monseigneur de Litta, le pape dut y renoncer; mais il répugnait à choisir Monseigneur de Bayanne; il voulait nommer le cardinal Pacca. L'empereur manifesta autant d'éloignement pour cette Éminence que pour Monseigneur de Litta. Dès lors, il fallut bien se soumettre : Monseigneur de Bayanne fut nommé.

Cependant, la cour de Rome voyait s'approcher la tempête, et la crainte commençait à remplir tous les cœurs. Les esprits timorés du sacré collége s'épuisaient à chercher par quels gages de soumission, par quels hommages éclatants, par quelles distinctions extraordinaires il serait possible d'apaiser l'empereur. « Si, pour « nous concilier Sa Majesté Impériale et obtenir d'elle

« qu'elle voulût bien consentir à nous laisser vivre, » dit un jour l'un des membres du sacré collége à M. Alquier, « il fallait renouveler ce qui fut fait autrefois « pour Charlemagne, s'il fallait faire plus encore, « croyez que la chose la plus facile serait celle-là[1]. »

La même proposition fut renouvelée par le cardinal de Bayanne. « J'ignore, dit-il, quelles peuvent être les « intentions de Sa Majesté sur le titre qui peut énoncer « sa puissance; mais je crois que si la consécration « d'empereur d'Occident lui paraissait convenable, on « ne ferait ici aucune difficulté de la lui offrir. Je ne « pourrai en faire moi-même la proposition; mais, si « l'on m'en parlait à Paris, j'en écrirais au pape, et je « ne doute pas qu'il ne m'envoyât son adhésion pleine « et entière. » Ce que Monseigneur de Bayanne proposait était un titre pompeux bien plus qu'une réalité. Sur le fond même des choses, l'adhésion au pacte fédératif, l'augmentation du nombre des cardinaux français dans le sacré collége, la cour de Rome restait inflexible. En vain Monseigneur de Bayanne unit ses efforts à ceux de M. Alquier pour obtenir de Sa Sainteté qu'elle voulût bien lui donner des pleins pouvoirs qui l'autorisassent à accorder tout ce que demandait la France. Pie VII lui remit de volumineuses instructions et des pouvoirs très-restreints. Il voulut essayer si, en s'adressant directement à l'empereur, il ne parviendrait pas à l'attendrir. Il lui écrivit une lettre pleine de douceur et d'onction. Il lui dit qu'il continuait d'avoir pour sa personne les

[1] Dépêche de M. Alquier, 31 août 1807.

sentiments les plus affectueux et les plus dévoués et protesta qu'il serait toujours prêt à condescendre à toutes les demandes qui ne seraient pas contraires à ses devoirs sacrés et à sa conscience. « En envoyant à Paris, « ajouta-t-il, le cardinal de Bayanne, il avait voulu « donner à la France un nouveau témoignage de son « désir de lui être agréable. » Le bruit s'étant répandu que l'empereur devait venir en Italie et se transporter à Rome, Pie VII l'invitait à descendre dans son palais du Vatican : « Il ne voulait céder à personne, lui disait-il, « l'honneur de recevoir un hôte aussi illustre. »

Cette lettre ne produisit point l'effet qu'en avait espéré le saint-père. L'empereur avait perdu tout espoir de faire entrer le pontife dans son sytème; il brûlait d'envahir le territoire pontifical. Le 21 septembre, M. de Champagny adressa au cardinal légat une note véhémente dans laquelle se trouvaient exprimées et développées toutes les conditions dont l'empereur avait résolu de faire dépendre le rétablissement de ses relations amicales avec le saint-siége : l'impatience d'en finir avec la souveraineté temporelle du pape s'y dévoile au grand jour.

« Il n'importe pas à l'empereur, dit le ministre, que « Rome ait sept ou huit Anglais de moins; ce qui lui « importe, c'est que le souverain temporel de Rome « marche avec la France, que, placé au milieu du grand « empire, environné de ses armées, il ne soit pas étran- « ger à ses intérêts, à sa politique. L'empereur ne de- « mande au pape de se liguer avec lui que contre les « infidèles, ce que le saint-siége a toujours regardé

« comme un devoir, et contre les Anglais, nation hé-
« rétique qui s'oppose à la paix du monde et qui traite
« même chez elle les catholiques en ennemis... En éle-
« vant cette prétention, l'empereur n'est déterminé par
« aucun sentiment de haine. C'est l'intérêt de l'huma-
« nité, c'est la voix de soixante millions d'hommes qui
« lui crient : Forcez l'Angleterre à vivre en paix avec
« nous, à nous rendre nos ports, nos côtes, nos vais-
« seaux, nos relations maritimes et commerciales. Ce
« sont ces nobles motifs qui l'arment dans l'exécution
« de ses vues. De là la nécessité de soustraire Rome aux
« intrigues des Anglais. *Si, seul sur le continent, le*
« *pape voulait leur rester attaché, le devoir du chef de*
« *l'empire ne serait-il pas de réunir immédiatement à*
« *l'empire cette partie de ses domaines qui s'en isole*
« *par sa politique, et d'annuler la donation de Charle-*
« *magne dont on fait une arme contre son successeur?*
« En cela, il ne porterait aucune atteinte à la religion
« qu'il fait gloire de servir, ni à la suprématie du pape
« dont il sera toujours le zélé défenseur. Mais les droits
« du trône sont différents de ceux de l'autel. Toujours
« on a distingué entre l'encensoir et le diadème. La sou-
« veraineté spirituelle est répandue en tous pays parce
« que l'Évangile a été prêché partout, et elle peut
« s'exercer avec gloire et utilité pour la religion, quel
« qu'en soit le siége, et sans son union avec une puissance
« temporelle. Toutefois, l'empereur, par condescen-
« dance pour le pape qu'il honore particulièrement, plu-
« tôt que de se porter à cette extrémité, se bornerait à
« une mesure indispensable pour lier la haute Italie aux

« États de Naples, ses armées du nord à celles du midi « et *ne réunirait à son empire que les légations d'Urbin,* « *de Macerata et d'Ancône. Il laisserait Rome sous la* « *puissance du pape, parce que Rome, ainsi isolée, ne* « *pourrait plus nuire aux intérêts de l'empire.* Telle est « Monsieur le cardinal, l'alternative offerte à Sa Sain- « teté. Il ne sera pas tenu un autre langage à son né- « gociateur. De vains discours ne le feront jamais sortir « de ce cercle. C'est au pape à choisir. Si la cour de « Vienne avait été, comme l'empereur, maîtresse de « l'Italie, elle n'aurait pas même laissé ce choix au pape, « et, depuis longtemps, ses troupes occuperaient Rome. « Sa Sainteté le sait; elle l'a dit plusieurs fois à l'em- « pereur. »

Passant aux questions religieuses, le ministre ajoutait : « Les affaires ecclésiastiques d'Italie ont trois « objets :

« Les moines d'abord : l'empereur n'en veut point. « Il n'y en avait pas dans le temps des apôtres. Il n'y en « a pas en France; l'Italie n'en a pas besoin. Mais, « dans ce temps de crise, il lui faut des soldats pour le « défendre contre les infidèles et contre les hérétiques. « L'empereur croit devoir prononcer sa volonté à cet « égard, parce que les pièces qu'il a entre les mains lui « prouvent l'intention qu'on a eue à Rome de rétablir « les jésuites, cette secte odieuse à qui la France attribue « la mort du meilleur de ses rois, et parce que les cardi- « naux, fauteurs de ces ennemis des rois, sont préci- « sément ceux qui paraissent jouir de plus de crédit à « Rome.

« L'empereur tient à ce que ses évêques italiens « soient dispensés du voyage de Rome. En cela, il ré- « clame un droit attaché à sa couronne, à cette cou- « ronne de fer qui fut non moins indépendante sur la « tête de Charlemagne que la couronne impériale.

« L'empereur demande que Venise et les pays conquis « soient compris dans le concordat d'Italie. C'est encore « un droit indispensable. Lorsque la Corse fut réunie à « la France, elle fut comprise dans le concordat de « François Ier par un acte de l'autorité du roi et non de « l'autorité papale.

« L'empereur tient à l'augmentation du nombre des « cardinaux français et à ce que ce nombre soit pro- « portionné à la population de l'empire. Comment la « France n'aurait-elle pas les mêmes droits que l'État « romain? Et ne serait-ce pas chose étrange que les « habitants de la contrée où prit naissance l'empire « de Charlemagne fussent exclus de la donation faite « par ce prince à l'Église, et, dans l'Église, à toute la « chrétienté?

« Protecteur de la confédération de l'Allemagne, « l'empereur doit soigner les intérêts de cette grande « contrée. C'est pour cela que lui a été donné le pou- « voir temporel; et, lorsque l'aveuglement et l'igno- « rance de quelques conseillers perfides portent la cour « de Rome à sacrifier en Allemagne l'intérêt des catho- « liques aux protestants, l'empereur, qui se rappelle « que la religion ne peut périr et qui a été l'instru- « ment dont Dieu s'est servi pour la rétablir en France, « ne peut-il pas se regarder comme ayant encore la

« même vocation à remplir en Allemagne?... L'empe-
« reur exige donc que le concordat d'Allemagne se
« traite sous ses yeux, soit par vous, soit par M. le car-
« dinal de Bayanne, soit par le nonce Ginga, si l'un ou
« l'autre est revêtu des pouvoirs nécessaires.

« Tels sont, monsieur le Cardinal, les vœux de
« l'empereur, fondés sur l'intérêt des peuples et sur
« celui de la religion. Si le pape refuse de s'y rendre,
« si son négociateur n'est pas revêtu des pouvoirs né-
« cessaires pour arriver au but indiqué, l'empereur,
« pour les affaires temporelles, en appellera à la su-
« prématie de sa couronne et agira comme aurait agi
« Charlemagne, des droits duquel il est héritier, comme
« a agi Charles-Quint, qui était loin d'avoir les mêmes
« droits.

« Pour les affaires ecclésiastiques, il en appellera à
« un concile général de la chrétienté, seul organe de
« l'Église infaillible et arbitre souverain de toutes les
« contestations religieuses..... »

Ainsi, Napoléon ne cache plus l'ambition immense qui le pousse vers une grandeur indéfinie. Ce n'est plus le chef de la France qui parle, c'est le nouveau Charlemagne, c'est l'empereur d'Occident. Il déclare l'Italie entière partie intégrante de son empire : il y a encore sur cette terre des souverains ; il y a un roi de Naples; il y a un pape; Napoléon ne les reconnaît plus qu'à titre de premiers vassaux de sa couronne.

Le 23 septembre, M. de Champagny envoya une copie de la note du 21 à M. Alquier et l'invita, dans le cas où les pouvoirs remis au cardinal de Bayanne seraient limi-

tés, à lui en faire donner d'additionnels qui pussent l'autoriser à signer toutes les conditions proposées. Mais, lorsque cette dernière dépêche parvint à Rome, M. de Bayanne en était déjà parti.

Il est triste de voir le maître de la France, cet homme si fort et de tant de génie, employer sa belle intelligence à tromper et à abattre un vieillard dont les résistances tenaient à des convictions ardentes et à des scrupules de conscience, après tout, très-respectables.

Ce cardinal s'acheminait vers la France, quand, à Turin, il reçut une lettre du vice-roi qui l'invitait à se rendre tout de suite à Milan. Il obéit. Le vice-roi l'interrogea sur sa mission, lui fit connaître les conditions auxquelles la France attachait sa réconciliation avec Rome. puis il lui dit : « Pouvez-vous me donner votre parole « de cardinal que vous avez des pouvoirs illimités pour « signer toutes ces conditions ? Si vous ne les avez pas, « il est inutile de vous engager dans les fatigues d'un « voyage et d'une négociation sans but, et l'empereur « fera prendre possession des provinces d'Urbin, de « Macerata et d'Ancône. »

M. de Bayanne avoua qu'il n'était pas autorisé à signer tout ce que la France demandait. Il était encore à Milan quand il y reçut une lettre de M. de Champagny, datée du 30 septembre, qui lui confirmait tout ce que le vice-roi venait de lui dire. Malgré les paroles du prince et la lettre du ministre, il pensa que sa présence à Paris serait encore plus utile aux intérêts de sa cour que s'il revenait sur ses pas, et il poursuivit son voyage.

Par une lettre également datée du 30 septembre, M. de Champagny enjoignit à M. Alquier de sommer la cour pontificale d'envoyer sur l'heure au cardinal de Bayanne l'ordre d'accepter, au moins en ce qui touchait les affaires temporelles, les conditions énoncées dans la note du 21 septembre. « En cas de refus, le gé« néral Lemarrois prendrait immédiatement possession « d'Urbin, d'Ancône et de Macerata; M. Alquier lui« même demanderait ses passe-ports et quitterait Rome « avec toute son ambassade. »

La lettre du ministre arriva à Rome le 8 octobre. L'ambassadeur se rendit aussitôt au Quirinal et déclara au cardinal secrétaire d'État que si, dans trois heures, Sa Sainteté n'avait pas envoyé au cardinal de Bayanne les pouvoirs suffisants pour accepter les bases proposées, il quitterait Rome, et les troupes françaises occuperaient les provinces d'Urbin, d'Ancône et de Macerata.

Depuis deux ans, le pape mettait sa vertu à braver l'empereur; il semblait impatient de montrer aux yeux de toute la chrétienté le chef de l'Église, chassé de son palais, exilé de sa capitale, réduit à parcourir les campagnes, à chercher, comme les premiers évêques de Rome, un asile contre les persécutions, ferme cependant au milieu de ces misères, et résigné à mourir s'il le fallait plutôt que d'avilir la majesté de la tiare. C'est avec une grande ardeur de conviction qu'il se préparait à jouer cette scène étrange qui n'était plus de ce siècle, et il en attendait des effets extraordinaires. Mais lorsqu'il s'agit de briser sans retour avec l'empereur Napoléon, tous les courages ne se trouvèrent plus à sa hauteur. Le

pieux et inflexible Antonelli, le profond théologien Pietro, le fougueux Rovarella, voulaient pousser jusqu'au bout la résistance : tous les autres cardinaux conseillèrent la soumission. Le duché d'Urbin, Macerata et la Marche d'Ancône, étaient les provinces les plus riches, celles qui alimentaient le trésor pontifical et qui fournissaient à l'éclat du trône. La crainte de voir tarir la source de leurs émoluments s'empara de la plupart des membres du sacré collége, et ce conseil de vieillards bien plus ambitieux encore que fanatiques, fut d'avis que le saint-père devait plier sous la volonté du maître de l'Italie. Pie VII avait une humble déférence pour les décisions du consistoire. Il ne se sentit pas la force de lutter contre toutes ces ambitions alarmées : il fléchit enfin, et, dans le délai fixé par l'ambassadeur de France, il déclara adhérer au pacte fédératif de l'Italie, faire cause commune avec la France contre l'Angleterre et consentir à ce que les places d'Ancône et de Civita Vecchia fussent occupées par des garnisons françaises. Mais sa dignité pontificale se retrancha dans les questions religieuses. Il refusa obstinément de souscrire à l'abolition des ordres monastiques en Italie : il ne voulut pas non plus consentir à ce que le nombre des cardinaux français fût augmenté dans le consistoire. M. Alquier, rencontrant sur cette dernière question une résistance invincible, eut le tort de la considérer comme une question religieuse dont la solution pouvait être ajournée, et de ne point la comprendre dans son ultimatum.

Cependant les grandes difficultés semblent aplanies ;

les esprits, si violemment surexcités dans les derniers jours, rentrent dans le calme et la quiétude. Le pape espère que sa couronne temporelle est délivrée de tous dangers. A sa prière, l'ambassadeur de France écrit au général Lemarrois que la cour de Rome, ayant accédé à toutes les demandes de la France, en ce qui touche les affaires temporelles, il n'y a plus lieu à exécuter les ordres éventuels que lui a donnés l'empereur, quand une nouvelle étrange, inouïe, arrive à Rome. Des courriers partis d'Urbin et d'Ancône affirment que les Français s'avancent. Bientôt le doute n'est plus permis; l'on apprend que le général Lemarrois vient de prendre possession au nom de l'empereur du duché d'Urbin, de la Marche d'Ancône et de la province de Macerata. Le fait n'était que trop vrai. C'est le 29 septembre que l'ordre avait été expédié au général Lemarrois d'envahir le territoire pontifical. Ainsi, Napoléon n'avait pas attendu, pour effectuer ses menaces, que Rome eût repoussé les conditions contenues dans sa note du 21 septembre, preuve évidente qu'il n'était point animé, comme il le disait, de sentiments de conciliation, qu'il n'avait pas voulu laisser au pape le temps de la réflexion, et que le langage tenu par le vice-roi à M. de Bayanne, par M. Alquier au cardinal secrétaire d'État, n'avait été qu'un moyen imaginé pour pousser à bout le saint-père, provoquer de sa part de nouveaux refus, et avoir un prétexte pour consommer la spoliation des plus belles provinces des États de l'Église.

Les nouvelles de Paris confirmèrent celles qu'on venait de recevoir. Le saint-père avait approuvé la réso-

lution qu'avait prise le cardinal de Bayanne de continuer son voyage en France, et lui avait envoyé un supplément d'instructions qui, cette fois, lui conférait des pouvoirs fort restreints en ce qui touchait les questions religieuses, mais très-étendus quant aux affaires temporelles.

Lorsque l'empereur eut sous la main un négociateur qu'il savait incapable de lui résister, il lui soumit un projet de traité qui tranchait toutes les questions, non plus seulement les questions politiques, mais aussi les questions religieuses qui avaient été jusqu'ici réservées. Ni le cardinal de Bayanne, ni le cadinal légat n'étaient autorisés à accepter un tel projet. Mais ces deux vieillards n'eurent point la force de braver l'empereur. Ils se persuadèrent qu'en accédant à tout, ils sauveraient la couronne pontificale; il signèrent le traité tel qu'il leur fut imposé.

En voici les principales dispositions.

« Le saint-siége fera cause commune avec Sa Majesté « dans toutes les guerres contre les infidèles et les « Anglais.

« L'empereur défendra les États du saint-siége et fera « respecter son pavillon par les Barbaresques.

« La garde des ports et des côtes de l'État pontifical « sera confiée aux troupes françaises.

« On fera des travaux pour les fortifications d'Ancône, « et le curage du port : la France aura le droit d'y entretenir deux mille hommes de troupes.

« Le saint-siége reconnaît les rois de Naples, de Hol- « lande, de Westphalie, ainsi que le grand-duc de Berg « et le prince de Lucques. — Il renonce à toute espèce

« de droit d'investiture sur la couronne de Naples, ainsi « qu'à ses droits de souveraineté sur les principautés de « Bénévent et de Ponte-Corvo.

« Le nombre des cardinaux français sera porté au « tiers du nombre total des membres du sacré collége.

« Le concordat d'Italie sera exécuté dans les États de « Venise et de Lucques. Les évêques italiens recevront « de leur métropolitain l'institution canonique et se-« ront conséquemment dispensés de faire le voyage de « Rome.

« Le saint-siége ne portera aucune atteinte aux liber-« tés de l'Église gallicane.

« Il sera négocié un concordat pour la partie de l'Al-« lemagne catholique comprise dans la confédération « du Rhin. »

Comment peindre la cansternation, l'effroi et la colère qui s'emparèrent de Rome à la nouvelle de l'occupation des provinces d'Urbin, d'Ancône et de Macerata? Les revenus de ces provinces n'étaient pas seulement la portion la plus liquide et la plus considérable du domaine pontifical : il existait entre elles et la capitale une multitude de relations d'affaires. Un grand nombre de prélats, de chanoines et d'abbés possédaient dans ces provinces de riches bénéfices, en sorte que tout le haut clergé de Rome se trouva atteint dans ses moyens d'existence. Mais de toutes ces douleurs, la plus touchante et la plus légitime était celle du saint-père. Il ne se voyait pas seulement attaqué dans sa souveraineté temporelle ; il était frappé, outragé dans sa dignité comme chef de l'Église, et comme homme. En subissant les conditions

de la France, il avait cédé bien moins à la peur qu'aux instances du sacré collége. Peut-être, au fond de sa conscience, s'était-il reproché cet acte de soumission comme une faiblesse; mais il s'était dit que du moins il avait courageusement résisté jusqu'à la dernière heure et sauvé, en s'humiliant, l'intégrité de son domaine temporel; et c'est au moment où il venait d'accepter tout ce qui était acceptable que la France le frappait et lui ravissait du même coup ses États et l'honneur. Son premier mouvement fut de révoquer toutes les concessions qu'il avait faites le 8 octobre. Quand il eut connaissance du traité signé à Paris par le cardinal de Bayanne et le cardinal légat, son indignation n'eut plus de bornes; il convoqua aussitôt le sacré collége et lui donna communication de cet acte. En présence d'une telle douleur, les cardinaux n'osèrent élever la moindre objection; tous repoussèrent le traité comme attentatoire à l'indépendance, à la dignité et aux droits spirituels du chef suprême de l'Église. Pie VII écrivit de sa propre main au cardinal de Bayanne pour désavouer tout ce qu'il avait fait : il lui signifia que jamais il ne se soumettrait aux conditions déshonorantes que l'empereur prétendait lui imposer, lui retira ses pouvoirs et mit fin à la mission dont il l'avait chargé.

Les négociations étaient rompues[1] : c'était ce que voulait l'empereur : il brûlait de s'emparer de Rome. Il envoya au général Miollis l'ordre de se diriger sans plus tarder sur cette capitale et de l'occuper. M. de

[1] Dépêche de M. de Champagny au cardinal de Bayanne (7 janvier 1808).

Champagny en informa M. Alquier par une lettre du 22 février. Il lui écrivit : « Le 25 janvier, l'armée fran-« çaise sera à Pérouse; le 3 février elle sera à Rome. « Le général Miollis qui la commande a l'air de se diri-« ger sur Naples; mais il s'arrêtera à Rome et occupera « le château Saint-Ange. Qu'on lui fournisse pour ses « troupes la solde, la nourriture et le logement, et « qu'on mette les troupes du pape sous ses ordres, et il « ne se mêlera pas de l'administration du pays... »

Une seconde lettre toute confidentielle et chiffrée, écrite le lendemain, 23 janvier, soulevait les voiles qui cachaient encore la pensée de l'empereur.

« Monsieur l'ambassadeur,

« Je vous ai fait connaître hier les dispositions qu'a « faites S. M. l'empereur pour soumettre le pape qu'é-« garent de perfides conseils, à un ordre de choses qui « se concilie avec la tranquillité de l'Italie et la néces-« sité de dérober cette presqu'île à la funeste influence « des intrigues anglaises. Dans le système qui s'établit « en Europe, l'indépendance absolue du pape n'est pas « une chose admissible, et l'idée seule en est aussi ab-« surde que son exécution est impossible. L'empereur « désire vivement que la mesure à laquelle il a recours « soumette par la loi impérieuse de la nécessité le pape « à une dépendance qui lui est encore avantageuse, puis-« qu'elle lui conserve sa souveraineté et l'intégrité de « ses possessions. Mais cette conservation n'aura lieu « qu'autant que la cour de Rome se soumettra sans bruit « et sans résistance à la loi qui lui est imposée. Tel est,

« je le répète, le premier désir de l'empereur; mais il « n'en est que plus déterminé à ne plus user de ména- « gements s'il éprouve quelque provocation de la cour « de Rome, et à anéantir la souveraineté temporelle du « saint-père, qui ne sera plus que ce qu'il doit être, le « chef spirituel de l'Église.

« *C'est en prévoyant la résistance de cette cour insensée « et aveugle que l'empereur prend la mesure dont je vous « fais part. Il veut que le séjour des troupes françaises « accoutume le peuple de Rome à vivre avec elles et sous « leur police, et les familiarise avec le peuple et la ville « de Rome, afin que si la cour papale continuait à se mon- « trer aussi insensée qu'elle l'est, elle cesse insensiblement « d'exister comme puissance temporelle sans qu'on s'en « soit aperçu.*

« Tel est donc le double but vers lequel vous devrez « diriger vos démarches. »

Le 30 janvier 1808, le pape apprit la marche du général Miollis sur Rome. Aussitôt il fait appeler l'ambassadeur de France, et l'interpellant avec une grande véhémence : « Les troupes françaises, lui dit-il, s'avan- « cent à grands pas : elles paraissent dirigées sur « Naples, d'après l'ordre de route transmis au secrétaire « d'État; mais je sais qu'elles viennent à Rome; cela « m'est annoncé de toutes parts. Je vous ai donc fait « appeler pour vous déclarer mes intentions. Il n'y aura « pas de résistance militaire; mais j'ordonnerai qu'on « ferme les portes de Rome; je me retirerai au château « Saint-Ange avec les personnes qui voudront m'accom- « pagner. On ne tirera pas un coup de fusil, parce que

« j'ai l'horreur de l'éffusion du sang ; mais il faudra que « votre général fasse briser les portes. Je me placerai à « l'entrée du fort ; les troupes seront obligées de passer « sur mon corps et l'univers chrétien saura que l'empe-« reur a fait fouler aux pieds celui qui l'a sacré. Dieu fera « le reste. »

M. Alquier s'abandonna pour la seconde fois à l'émotion que lui causait l'attitude désolée du saint-père. Il n'avait pas encore reçu la dépêche chiffrée dn 23 janvier. Il crut que son souverain, en faisant occuper Rome, n'avait réellement d'autre but que de vaincre l'obstination du pontife, et qu'il ne voulait pas donner au monde le scandale d'une spoliation qui lui attirerait le blâme de toutes les nations catholiques. Il se crut autorisé à déclarer le 29 janvier par une note verbale que, si le pape adhérait à toutes les demandes de la France, Sa Majesté impériale lui restituerait la partie du domaine pontifical dont le général Lemarrois et le général Miollis avaient déjà pris possession.

Le 1er février, l'ambassadeur fut prévenu que le général Miollis et ses troupes s'approchaient des murs de Rome. Toute sa crainte était que le pape, dans un transport d'exaltation, n'exécutât la menace qu'il avait faite de s'enfermer dans le château Saint-Ange. Mais les membres les plus sages du consistoire le firent renoncer à ce dessein téméraire. Ils lui dirent qu'il n'était point impossible que le général Miollis n'en abusât pour faire violence à sa personne sacrée, l'enlever de Rome et la conduire en France. « La résistance morale était la seule « qui convenait au souverain pontife : il devait opposer

« la résignation évangélique à l'abus de la force, laisser « les portes de sa capitale ouvertes, et rendre ainsi plus « éclatantes aux yeux du monde l'occupation violente « et inique de Rome. Pie VII se rendit à ces représen- « tations. »

Le 2 février, de grand matin, le général Miollis arriva à la tête de sa colonne à la porte del Popolo, désarma le poste qui en gardait l'entrée, marcha sur le château Saint-Ange avec huit pièces d'artillerie et somma le gouverneur de lui livrer les clefs du fort. Cet officier était un Milanais que l'ambassadeur de France avait fait secrètement sonder. Il n'eut point la folie de résister; il se rendit, et nous fûmes maîtres de Rome. Ce même jour, 2 février, le gouvernement pontifical fit afficher sur les murs de la ville une protestation contre l'entrée des troupes françaises; il exposa l'impuissance absolue dans laquelle il se trouvait de s'y opposer et exhorta ses sujets à imiter sa résignation.

Le 3, le général Miollis, conduit par l'ambassadeur de France, alla présenter ses devoirs au saint-père. Il s'attacha par toutes sortes de témoignages d'égard et de respect à calmer la douleur du vieillard; mais ce fut en vain. Pie VII s'abandonna aux plus amères récriminations; il dit qu'il n'était plus libre, qu'il était le prisonnier de l'empereur et que, tant que les troupes françaises seraient dans les murs de sa capitale, il ne se prêterait à aucune espèce de négociation.

Le pape avait des habitudes qu'il ne changeait jamais: tous les jours il sortait, soit pour faire des excursions dans la campagne, soit pour faire des stations dans les

églises de Rome. A partir du jour où les Français eurent pris possession de sa capitale, il ne sortit plus de son palais. Ses promenades furent circonscrites dans l'enceinte des jardins de Monte-Cavallo.

On touchait au carnaval. Qui ne sait l'ivresse avec laquelle toute la ville de Rome prend part aux folles joies de ces fêtes? Le pape, autant pour irriter le peuple contre nous, qu'en signe de deuil public, voulut les interdire; il fallut que le général Miollis intervînt et annulât l'ordre du saint-père : les fêtes eurent leur cours accoutumé.

Cependant on venait de recevoir à Paris la déclaration faite par M. Alquier que si le saint-siége se soumettait à toutes les demandes de la France, elle lui restituerait les territoires qu'elle avait déjà fait occuper par ses troupes. Un tel engagement était contraire aux vues secrètes de Napoléon. Il en fit exprimer en termes sévères sa désapprobation à son ambassadeur. M. de Champagny écrivit le 15 février à cet agent : « L'empe-« reur n'a que trop lieu de penser que l'obstination du « saint-père est venue surtout de l'opinion qu'il s'est « faite qu'on redoutait son influence sur l'esprit des « peuples et l'abus qu'il en pouvait faire. Il vous re-« proche d'avoir entretenu cette opinion par de faux « ménagements. Il est plus que mécontent de cette pro-« clamation du 2 février que vous n'avez par arrêtée. Il « vous rappelle à Paris pour lui donner sur les motifs de « votre conduite les explications dont il a besoin. Le « souvenir qu'il conserve de vos anciens services et la « connaissance qu'il a de vos talents, rendent ces expli-

« cations nécessaires. » Cette lettre consterna M. Alquier, qui crut y voir l'expression d'une disgrâce.

Le sacré collége était l'âme du gouvernement pontifical, le conseil suprême du pape, son guide et son soutien dans la lutte qu'il avait engagée avec le chef de la France. N'ayant pu ni le gagner, ni en modifier les éléments, Napoléon résolut d'en expulser tous les prélats qui n'étaient point nés dans les États de l'Église, et de préluder ainsi à la ruine du gouvernement pontifical en le désorganisant. En vertu de la suprématie qu'il entendait exercer sur toute l'Italie, il exigea que tous les cardinaux qui n'étaient point originaires de Rome ou de l'État pontifical retournassent immédiatement dans leurs pays respectifs. Bientôt cette mesure fut étendue aux évêques. La plupart de ces prélats étaient des hommes considérables, des chefs de ministère ou de tribunaux, des gouverneurs de provinces. Leur éloignement devait avoir pour effet de disloquer tout le personnel de l'administration du saint-siége. Les premiers auxquels il fut enjoint de quitter Rome furent les cardinaux napolitains : c'étaient Caraffa, Trajetto, Pignatelli, Salluzzo, Caracciolo et Rufoscilla. Tous avaient dans le temps servi d'intermédiaire entre la reine Caroline de Naples et le sacré collége, et avaient refusé de prêter serment d'obéissance au roi Joseph. Le jour où M. Alquier alla prendre congé du pape, il lui demanda formellement de la part de son souverain de vouloir bien ordonner aux cardinaux napolitains de sortir de Rome et de retourner à Naples. C'était faire au saint-père de cruels adieux. Pie VII en l'entendant ne

put rester maître de lui. Il répondit avec une véhémence extraordinaire : « Monsieur l'ambassadeur, les cardi-« naux napolitains ne sont point des fonctionnaires du « roi de Naples. En recevant du saint-siége la dignité « qui les distingue, ils ont prêté serment d'obéissance « au souverain pontife. Aucun motif particulier ne peut « affaiblir cette obligation. Je ne donnerai pas l'ordre « dont vous me parlez. Ils habitent Rome depuis trente « ans ; ils m'ont fait, à moi, serment d'obéissance, et « ils ne relèvent d'aucune autre autorité que la mienne. « Croyez bien que, malgré tous les tourments qu'on « me fait éprouver, l'Église ne périra pas. Vous pouvez « déclarer à Paris qu'on me hacherait en morceaux, « qu'on me ferait écorcher vif, que toujours, je dirai « *non* à l'adhésion au système fédératif. » En prononçant ces derniers mots, le saint-père avait le visage enflammé, les yeux étincelants, et des mouvements convulsifs agitaient tout son corps. Il ne voulut point donner à M. Alquier le temps de lui répondre. Il se leva brusquement, et, lui donnant le salut d'adieu, il lui fit comprendre qu'il devait se retirer [1]. M. Alquier partit immédiatement de Rome et laissa entre les mains de son premier secrétaire, M. Édouard Lefebvre qui avait déjà rempli les mêmes fonctions à Naples, la direction de l'ambassade.

Cependant, le général Miollis avait signifié aux cardinaux napolitains qu'ils eussent à quitter Rome dans les vingt-quatre heures. Tous en référèrent au pape, qui leur

[1] Dépêche de M. Alquier, 28 février.

enjoignit de ne céder qu'à la force. Il fallut l'intervention des soldats français pour faire sortir de Rome les prélats napolitains et les conduire à Terracine. Après les cardinaux napolitains, ce fut le tour des cardinaux génois, milanais, vénitiens, toscans et parmesans, et puis celui des évêques. Le pape se trouva aisi séparé des hommes qui possédaient sa confiance et au travail desquels il était le plus accoutumé. De tous les procédés de l'empereur à son égard, il n'en est aucun qui lui ait causé un chagrin plus amer. Mais son âme, bien loin de s'affaisser sous des coups si cruels, se roidissait plus énergique, plus inflexible que jamais. Au nombre des cardinaux désignés pour sortir de Rome était le cardinal Doria, génois de naissance, investi en ce moment des fonctions de secrétaire d'État. Dès qu'il eut reçu l'injonction du général Miollis, il se rendit au Quirinal pour demander les ordres du saint-père[1]. Pie VII, après l'avoir entendu, tomba dans une douleur silencieuse; bientôt, rappelant toute sa force d'âme, il lui dit qu'au moins maintenant il savait à quoi s'en tenir ; qu'il aimait bien mieux une persécution ouverte qu'une persécution sourde comme celle qu'on exerçait envers lui depuis quelque temps. Le soir de ce même jour, il chargea le cardinal Doria d'écrire à tous les cardinaux qui avaient reçu comme lui l'injonction de sortir de Rome, qu'en vertu de l'obéissance qu'ils lui avaient jurée il leur ordonnait de ne céder qu'à la force et de se faire conduire sous escorte jusqu'au lieu de leur retraite. Le cardinal

[1] Dépêche de M. Lefebvre, 23 mars 1808.

Doria fut remplacé dans le poste de secrétaire d'État par le cardinal romain Gabrielli.

Il y avait deux gouvernements dans Rome, celui du pape, et celui du général Miollis. Le pape avait pour toute armée quelques bataillons dont la véritable destination était de faire la police dans l'État pontifical; mais c'était une force organisée. Au milieu d'une commotion populaire, elle pouvait offrir un centre, un point d'appui aux résistances du chef de l'État et de la population. Il eût été imprudent de la laisser constituée en présence de l'autorité militaire du général Miollis. Il fallait, ou la dissoudre, ou l'incorporer dans les troupes françaises. Miollis préféra ce dernier parti. Le 26 février, il rassembla sur une des places de Rome les bataillons pontificaux et leur annonça que, désormais, ils étaient au service de la France. Les soldats passèrent sans difficulté sous les drapeaux de l'empereur. Mais le corps des officiers, qui se recrutait dans les meilleures familles de Rome, montra un peu d'hésitation. Tous cependant, à l'exception du colonel Basci, finirent par céder aux instances du général Miollis et prêtèrent serment entre ses mains. Ce coup d'autorité fut un nouveau chagrin pour le saint-père; ses plaintes émurent et soulevèrent tous les salons de Rome. On livra au blâme les officiers qui n'avaient pas eu le courage de briser leur épée, plutôt que de la mettre au service de l'ennemi de leur souverain. On exalta le colonel Basci : on en fit un héros. Plusieurs des officiers défectionnaires, n'osant braver l'opinion, rétractèrent ce qu'ils avaient fait et envoyèrent leur démission. Parmi eux se trouvait le fils du prince

romain Gabrielli. Le général Miollis les fit tous arrêter et conduire à la citadelle de Mantoue. Mais le pape donna à la conduite de ces officiers une entière approbation, et il écrivit, de sa propre main, une lettre au prince Gabrielli pour le féliciter du noble courage qu'avait montré son fils. Ainsi, l'audace du pontife croissait avec ses périls et ses malheurs. « S'il fallait, « disait-il, renoncer à sa couronne, il voulait du moins « prouver à la postérité qu'il en était digne. » La postérité était alors toute sa chimère. Bien qu'élevé sous un habit et dans une condition qui repoussent la gloire, il y était très sensible. Il aimait jusqu'aux vicissitudes qui répandaient sur son pontificat un caractère de grandeur, et il éprouvait une sorte de volupté délicate à braver l'homme qui avait subjugué tout le continent. Comme il n'espérait plus rien, il ne craignait plus rien. Il disait qu'il voulait profiter des jours qui lui étaient laissés, pour se préparer à finir d'une manière conforme à sa dignité. « Dans les temps de prospérité, « ajoutait-il, mon prédécesseur avait l'impétuosité d'un « lion et il est mort comme un agneau. J'ai vécu comme « un agneau, moi, mais je saurai me défendre et mourir « comme un lion. » Il n'existait donc aucun moyen humain de réduire cette âme si convaincue et si forte. Le général Miollis lui avait enlevé ses soldats en les incorporant dans ses propres troupes. Que fit l'audacieux pontife? Il donna aux milices urbaines et à sa garde-noble une cocarde différente de celle que portaient ces troupes avant leur défection, et il annonça hautement la résolution de lever dans ses États de nouveaux soldats

pour remplacer ceux qui l'avaient abandonné. Cette détermination pouvait entraîner de très-graves conséquences; il était à craindre que la nouvelle cocarde ne devînt un signe de révolte contre notre drapeau. Le général Miollis ne vit qu'un moyen de lui enlever ce caractère dangereux, ce fut de l'adopter lui-même et de la faire porter par tous les soldats et officiers pontificaux qu'il avait incorporés dans ses troupes.

M. Lefebvre n'avait pas été plus insensible que M. Alquier à la triste destinée de Pie VII. La fermeté de ce vieillard, sa dignité dans le malheur, l'avaient profondément touché, et il lui en coûtait beaucoup de servir d'instrument aux rigueurs de sa cour. Circonscrit dans la sphère étroite de sa mission, il ne pouvait, ni embrasser l'ensemble des choses, ni pénétrer toute la pensée de son souverain. L'avenir de l'Italie, sa régénération, le sort réservé à l'État de l'Église, tout cela était le secret de l'empereur. M. Lefebvre crut pouvoir concilier les devoirs de sa mission avec l'intérêt profond mêlé d'attendrissement que lui inspirait la position du saint-père, en essayant de le réconcilier avec l'empereur. Un bénédictin, le père Altieri, qui avait étudié autrefois la théologie sous Pie VII et qui lui était fort attaché, fut chargé de lui exprimer combien le chargé d'affaires de l'empereur serait heureux d'annoncer à son souverain que les dispositions de Sa Sainteté étaient changées, mais qu'un rapprochement n'était possible qu'à la condition qu'elle accepterait sans réserve l'ultimatum soumis au cardinal légat Caprara et à Mgr de Bayanne. Le pape répondit au père Altieri : « J'ai fait

« connaître à Paris tout ce que je pouvais accorder : « que voulez-vous que je fasse de plus? Et puis, tout ce « que je ferais serait inutile. Toutes les lettres que je « reçois de Paris m'annoncent que le sort de l'Église « est décidé et qu'elle doit être dépouillée de son tem- « porel[1]. »

La démarche de M. Lefebvre n'obtint pas l'assentiment de sa cour. Il avait tenté d'opérer une réconciliation comme l'avait voulu M. Alquier, et l'empereur n'en voulait pas. Voici ce que M. de Champagny lui écrivit le 17 mars : « Les circonstances doivent vous rendre « extrêmement circonspect dans vos démarches et Sa Ma- « jesté ne peut approuver toute la peine que vous vous « donnez pour nouer une négociation. *N'en prenez au- « cune. Répondez à toutes les propositions qu'on fera, et « ne faites aucun pas*. Les démarches que vous aviez « chargé le père Altieri de faire auprès du saint-père « ne peuvent conduire à aucun résultat. Ce serait bien « peu connaître les hommes de son état que de ne pas « voir que toutes ces confidences et ces conversations « mystérieuses sont dans leur caractère et ne sont que « des ruses. »

Chaque jour, l'empereur faisait un pas de plus dans la voie de violences où il était entré. Il envoya l'ordre formel au général Miollis de dépouiller le pape de tous les attributs de sa puissance temporelle et de prendre en main le gouvernement du saint-siége. Lorsque cette détermination fut connue à Rome, elle jeta l'épouvante

[1] Dépêche de M. Lefebvre, 12 mars 1808.

dans tous les cœurs. Si l'on en excepte les cardinaux Antonelli, di Pietro et Rovarella, dont la fermeté resta inébranlable au milieu de ces terribles circonstances, tous les prélats et les moines qui vivaient dans l'intimité du saint-père, le conjurèrent de s'humilier sous la main qui le frappait et de prévenir, par une soumission absolue, la ruine de son trône. Mais Pie VII se roidit contre ces âmes timorées, et, résolu d'accomplir jusqu'au bout ses devoirs de souverain, il défendit expressément à tous les nonces, cardinaux, évêques et abbés qui occupaient des fonctions publiques, d'obéir à d'autres ordres qu'à ceux qui émaneraient directement de sa personne. L'autorité du général Miollis et celle du saint-père étaient donc en perpétuel conflit. Cette situation était devenue intolérable : elle l'était pour tout le monde. pour les Français comme pour les Romains ; elle tenait en suspens tous les intérêts et tous les esprits. Chacun, à Rome, dans l'attente d'un avenir inconnu, réservait ses jugements et ses actes, ne sachant à qui obéir, et n'osant ni nous braver ni se soumettre.

Le pape avait considéré que sa dignité ne lui permettait plus d'entretenir un ministre à la cour du souverain qui l'accablait de tant d'outrages : conformément aux ordres du pontife, le cardinal légat Caprara demanda, le 30 mars, ses passe-ports. M. de Champagny lui répondit, le 3 avril, par une note pleine de hauteur et d'amertume. « La proposition dont l'empereur ne se « départira jamais, lui dit-il, est que toute l'Italie, « Rome, Naples et Milan, fassent une ligue offensive « afin d'éloigner de la presqu'île le désordre et la

« guerre. Si le saint-père adhère à cette proposition, « tout est terminé. S'il s'y refuse, il annonce par cette « détermination qu'il ne veut aucun arrangement, au- « cune paix avec l'empereur, et qu'il lui déclare la « guerre. Le premier résultat de la guerre est la con- « quête, et le premier résultat de la conquête est le « changement de gouvernement. Ces changements de- « venus nécessaires, si le saint-père persiste dans ses « refus, ne lui feront rien perdre de ses droits spirituels : « il continuera d'être évêque de Rome, comme l'ont été « ses prédécesseurs pendant les huit premiers siècles et « sous Charlemagne. Cependant, ce sera pour Sa Majesté « un sujet de douleur de voir l'imprudence, l'obstina- « tion et l'aveuglement détruire l'ouvrage du génie, de « la politique et des lumières. »

Le rappel du cardinal légat entraînait celui du chargé d'affaires de France à Rome. Il fut enjoint à M. Lefebvre de solliciter de Sa Sainteté un entretien dans lequel il lui soumettrait, pour la dernière fois, les conditions proposées par l'empereur. Si le pape y adhérait, M. Lefebvre continuerait de séjourner à Rome. Si Sa Sainteté s'obstinait à les rejeter, il laisserait finir le carême ; il demanderait ensuite ses passe-ports, quitterait Rome avant le 20 avril, et se rendrait à Ancône, où il attendrait les ordres de son gouvernement.

L'empereur procédait à l'égard du saint-père comme il procédait toujours envers les souverains qu'il voulait abattre. Le sachant fier et délicat, il avait réservé pour la crise suprême ses plus grandes rigueurs : ainsi, il n'avait pas attendu que ses dernières propositions

eussent été soumises au pontife pour le dépouiller de son autorité temporelle : le coup avait précédé la menace.

Aussitôt que M. Lefebvre eut reçu les derniers ordres de sa cour, il se rendit au Quirinal et sollicita l'honneur d'entretenir Sa Sainteté[1]. Il la trouva sombre et agitée : elle venait de recevoir de l'autorité française un nouvel affront. Le général Miollis, informé qu'on s'efforçait par tous les moyens possibles de provoquer une collision entre le peuple et les troupes françaises, avait fait désarmer et conduire au château Saint-Ange les officiers et les soldats qui composaient sa garde-noble. Sans laisser à M. Lefebvre le temps de lui adresser les politesses d'usage, le pape lui dit avec l'accent du désespoir que jamais pape n'avait été traité comme il l'était depuis quelque temps, qu'on se plaisait à l'accabler de chagrin; puis, se remettant peu à peu, il ajouta qu'il était bien sûr que l'empereur était personnellement étranger à tous ces mauvais procédés, que S. M. impériale avait l'âme trop grande pour trouver du plaisir à l'abreuver ainsi de dégoûts et d'amertume. M. Lefebvre répondit que tout ce dont se plaignait Sa Sainteté était une conséquence inévitable de la position où elle s'était placée, que cet état de choses, déplorable pour tout le monde, finirait le jour où elle consentirait à entrer dans une ligue offensive et défensive avec Milan et Naples pour la défense de la presqu'île, que sa réponse allait irrévocablement décider de son sort, et

[1] Dépêche de M. Lefebvre (13 avril 1808). Dépôt des archives des affaires étrangères.

qu'un dernier refus de sa part entraînerait irrévocablement la ruine immédiate de sa souveraineté temporelle.

Ces graves paroles firent impression sur le saint-père: il demeura pendant quelques instants silencieux et pensif; puis, il répondit qu'il réfléchirait à la déclaration que venait de lui faire M. Lefebvre, et que, dans quelques jours, il lui ferait connaître sa décision. Elle ne se fit pas attendre. Elle était conforme, en tous points, au langage qu'il n'avait cessé de tenir depuis le jour où le général Lemarrois avait pris possession du territoire d'Urbin, d'Ancône et de Macerata : il refusait, dans les termes les plus formels, d'adhérer à la ligue italienne contre l'Angleterre.

Cette réponse mettait un terme à la mission de M. Lefebvre : il demanda ses passe-ports le 19 avril, et quitta Rome, le cœur plein de compassion pour le sort du vertueux pontife dont son désir le plus ardent eût été d'empêcher la ruine.

C'en est fait de la puissance matérielle du saint-siége : l'empereur Napoléon vient de révoquer la donation faite par le plus grand de ses prédécesseurs, par Charlemagne. L'épée d'un général français a remplacé le sceptre pontifical; le souverain temporel a disparu, il n'y a plus, dans la capitale du monde catholique, qu'un pape sans États, sans sujets, sans revenus, découronné enfin et réduit à l'humble condition des premiers évêques de Rome.

CHAPITRE XXVIII

Situation politique et commerciale du Portugal et de l'Espagne en 1806. — Duplicité du prince de la Paix. — Ses relations secrètes avec les cours coalisées. — Armements. — Proclamation du 5 octobre 1806. — Nouvelle de la bataille d'Iéna. — Consternation à Madrid. — Humilité du prince de la Paix. — Il accède à toutes les demandes de Napoléon. — Envoi d'un contingent espagnol sur les bords de l'Elbe. — Nouveaux efforts de la coalition après la bataille d'Eylau pour entraîner l'Espagne. — Traités de paix et d'alliance conclus à Tilsit. — Application du décret de Berlin aux ports de l'Espagne et du Portugal. — Sommations faites par la France et l'Espagne à la cour de Lisbonne de rompre avec l'Angleterre. — Réponse dilatoire du prince régent. — La cour de Madrid en 1807. — Charles IV. — La reine. — Le prince de la Paix. — Traité de Fontainebleau, 27 octobre 1807. — Entrée de Junot en Espagne. — Invasion du Portugal. — Irrésolutions et angoisses du régent. — Arrivée de Junot à Abrantès. — Le régent et sa cour s'embarquent pour le Brésil. — Occupation de Lisbonne par les Français.

Il y avait au midi de l'Europe un petit royaume qui figure à peine au troisième rang parmi les puissances, mais auquel les vicissitudes de la guerre maritime avaient donné une grande importance commerciale, c'était le Portugal. Cet État était tombé depuis un siècle, par l'incurie de ses maîtres et l'indolence de ses habi-

tants, dans la plus servile dépendance de la puissance anglaise. Le traité de Metween (1703), qui avait fait de la liberté absolue du commerce la base des relations de ces deux États, subsistait encore dans toute sa force. Il n'y a peut-être pas d'exemple plus instructif des effets déplorables que peut produire un tel principe appliqué à des États placés dans des conditions d'industrie et de richesse très-inégales. Le Portugal vendait à l'Angleterre ses vins, ses fruits, ses cotons bruts et ses bois précieux. L'Angleterre lui envoyait en retour ses tissus de laine et de coton, ses fers, ses aciers et tous ses objets de luxe. Il n'existait aucune proportion entre ces échanges. Les produits exotiques du Portugal et de ses colonies ne pouvaient entrer en balance avec la masse innombrable de marchandises fabriquées dont les Anglais inondaient les marchés de Lisbonne et d'Oporto. En l'absence de tarifs protecteurs, l'industrie nationale n'avait pu se développer. Toutes les richesses naturelles des Portugais étaient devenues improductives entre leurs mains incultes, et il en était résulté un appauvrissement graduel du pays. Les Anglais, au contraire, grâce à la multiplicité de leurs capitaux et à l'activité de leur génie mercantile, avaient supplanté les Portugais dans l'exploitation du commerce indigène. Lisbonne et Oporto étaient devenues de véritables factoreries anglaises, qui avaient fini par absorber presque tous les capitaux du Portugal, en sorte qu'avec les apparences d'un État indépendant, ce royaume était bien réellement descendu à la condition d'une colonie anglaise. L'Angleterre régnait à Lisbonne en maîtresse

absolue : elle y régnait par la triple puissance de l'argent, de l'habitude et de sa marine. Tous les Portugais riches et pauvres, habitants des villes et des campagnes, étaient devenus, à des degrés divers, ses tributaires : tous s'étaient pliés, façonnés à sa domination. De temps en temps, leur orgueil stérile s'indignait contre la pesanteur du joug. Il était de bon goût, dans les salons de Lisbonne, d'appeler une occasion et un homme pour s'en affranchir ; mais ces aspirations vers une indépendance impossible s'évaporaient en vaines paroles, et personne ne songeait sérieusement à rompre en visière avec une puissance formidable qui avait saisi dans le vif et qui maîtrisait entièrement tous les intérêts du pays.

Les relations d'affaires des Anglais avec le Portugal, très-actives en tous temps, avaient pris, depuis le commencement de la guerre maritime, un développement immense. Ils avaient fait de Lisbonne le principal entrepôt de leurs marchandises dans le midi de l'Europe. Les produits des deux mondes affluaient dans cette capitale; les quais en étaient encombrés, et les magasins ne suffisaient plus pour les contenir ; il avait fallu construire de vastes hangars pour les recevoir et les abriter. De Lisbonne, ces marchandises se répandaient par toutes les issues, dans le reste de la Péninsule. La plus grande partie était rechargée sur des navires anglais, transportée sur les côtes d'Espagne et introduite, par l'intermédiaire des contrebandiers, dans l'intérieur de ce royaume. On évaluait à plus de cent cinquante mille balles la masse des cotons bruts qui

entraient chaque année dans le Tage : une certaine quantité, trompant la vigilance de nos douaniers, allait alimenter nos manufactures du Midi.

Un tel état de choses était incompatible avec les dispositions prohibitives que la France et la Russie étaient convenues d'appliquer à tous les ports du continent. Il importait absolument au succès de ces grandes mesures que le Portugal se soumît à la loi commune. Il ne s'agissait de rien moins que d'enlever aux Anglais un marché de quatorze millions d'âmes, marché dont ils avaient le monopole depuis plus de cent ans, et qu'ils exploitaient avec une ardeur et une habileté sans exemple.

Mais comment agir sur la cour de Lisbonne? comment l'arracher des bras de cette puissance avec laquelle tous ses intérêts étaient aussi étroitement entrelacés? L'Angleterre n'avait pas seulement dans ses mains presque toute la fortune mobilière du Portugal ; elle disposait, pour la retenir sous sa dépendance, de moyens formidables ; elle avait ses flottes et ses armées. La France était dans des conditions bien différentes. Entre elle et le Portugal, il y a un grand royaume. Pour atteindre le Portugal, pour l'obliger à séparer ses intérêts de ceux de l'Angleterre, il lui fallait absolument le bras de l'Espagne. Ainsi la question était double ; la politique portugaise se compliquait de la politique espagnole. Avant d'agir sur la cour de Lisbonne, il fallait s'assurer le concours de celle de Madrid.

La politique espagnole avait passé depuis quelques années par des vicissitudes cruelles. Incessamment sol-

licitée ou menacée par les deux grandes puissances qui, depuis quinze années, se disputaient la suprématie dans les affaires du monde, l'Espagne n'avait pas eu la liberté de se choisir un drapeau. Son intérêt le plus évident eût été de rester neutre au milieu de ce sanglant conflit. Elle aurait trouvé dans la neutralité tout ce qu'elle pouvait désirer, sécurité pour ses colonies, pour sa marine, pour son commerce, et des profits incalculables; mais les Anglais lui avaient rendu la neutralité impossible. La violence avec laquelle, une première fois après la paix de Bâle, une seconde après la rupture du traité d'Amiens, ils avaient outragé son pavillon, lui avait appris qu'ils aimaient mieux l'avoir pour ennemie que de la laisser s'enrichir à l'ombre d'une fructueuse neutralité. En dépit de ses penchants secrets qui l'attiraient vers l'Angleterre, elle se vit donc précipitée par les violences mêmes de cette puissance dans les bras de la France. Du reste, au point d'abaissement où l'avaient fait descendre l'inquisition, les moines, une dynastie dégénérée et un favori incapable, l'Espagne n'était plus en état de se mesurer avec la France. Dans une guerre avec l'Angleterre, elle n'exposait que ses vaisseaux, son commerce et quelques-unes de ses colonies. Dans une guerre avec son puissant voisin, au contraire, c'était la monarchie prise dans sa masse, c'était l'existence même de son gouvernement qui était en péril. Une victoire sur l'Èbre suffisait pour nous ouvrir le cœur du royaume et nous livrer Madrid.

L'Espagne avait donc un intérêt immense, un intérêt

de salut à vivre avec nous dans une inaltérable harmonie. C'est ce qu'avait parfaitement compris la cour de Madrid. Voilà pourquoi, malgré bien des dégoûts, elle était restée si longtemps fidèle à l'alliance qui l'enchaînait à nous. Mais enfin elle s'était lassée de porter ce fardeau : elle avait ouvert l'oreille à d'imprudents conseils et dévié de la ligne de conduite qu'elle avait suivie avec tant de constance depuis la paix de Bâle. Bien des causes concoururent à opérer ce funeste changement. La vérité nous oblige à le dire, nos procédés hautains et la dureté de notre langage y ont eu la plus forte part. Napoléon n'avait pas su traiter les Espagnols avec les ménagements que réclamait cette nation, fière encore et susceptible au milieu de ses misères. En maintes occasions, il l'avait blessée ; il avait exploité en dominateur peu scrupuleux l'incurie de Charles IV et la légèreté du favori. Mesurant ses exigences sur le mépris que lui inspirait le gouvernement espagnol, il l'avait traité moins comme un allié que comme un vassal. Ainsi, en 1801, il l'oblige à lui rétrocéder la Louisiane, et, presque aussitôt, il vend cette belle possession aux ennemis naturels de l'Espagne, aux Américains du Nord, et, par là, il leur livre en quelque sorte le Mexique. Ainsi encore, après la rupture du traité d'Amiens, il impose à son alliée un tribut annuel de 72 millions, bien qu'à la rigueur elle ne fût pas forcée à le payer, l'alliance qui l'attachait à nous étant principalement une alliance maritime. Tant d'exigences avaient enfin révolté le cabinet de Madrid et provoqué de sa part une sourde réaction contre la politique et l'influence françaises.

« Était-ce donc ainsi, disait-on, que l'empereur Napoléon récompensait une fidélité qui ne s'était pas démentie un seul jour? Et pourquoi l'Espagne lui sacrifierait-elle ses trésors et son sang? quel intérêt personnel la poussait à prendre part aux luttes du continent? que lui importaient, après tout, les destinées de l'Allemagne et de l'Italie? Dans toute alliance librement contractée, les avantages devaient être réciproques. Ici, nul profit pour l'Espagne, aucune chance d'agrandissement, point de gloire, mais des charges intolérables. » Voilà ce qui se disait dans toute l'Espagne avant la bataille de Trafalgar. Ce grand désastre porta un dernier coup à l'alliance française. Toutes les âmes furent contristées, et l'on se prit à maudire une union qui attirait sur la monarchie de telles calamités. Le malheur rend envieux; on fit des rapprochements pénibles; on compara nos prospérités à la détresse de l'Espagne. « La France, dit-on, avait sans doute éprouvé des revers maritimes; mais l'éclat de ses triomphes sur terre l'avait amplement dédommagée. Quelle gloire n'avait-elle pas acquise! que de riches provinces n'avait-elle pas ajoutées à son territoire! quelle prépondérance n'exerçait-elle pas dans tout l'Occident! Pour l'Espagne, au contraire, nulle compensation. Quels trophées pouvait-elle opposer au deuil de Trafalgar? quelles conquêtes l'avaient consolée de la perte de ses vaisseaux et de son commerce? Toutes ses villes maritimes étaient oisives et ruinées, les recettes de la douane taries, les caisses du trésor vides, une partie considérable de son revenu sacrifiée à la cupidité de son alliée, enfin ses colonies livrées sans

défense aux attaques des Anglais. Telle était la condition misérable où l'avait réduite l'alliance de la France. » Nos partisans avaient beau répondre qu'en battant tous nos ennemis sur le continent, c'était l'Angleterre que nous avions frappée dans ses alliés, que nous n'avions fait tant de conquêtes en Europe que pour obliger l'ennemi commun à restituer toutes les siennes, que, le but de la guerre étant de faire consacrer l'égalité des droits ainsi que l'indépendance de tous les pavillons, nos succès devaient profiter un jour à l'Espagne comme à nous-mêmes, que ce n'était donc pas le cas pour elle de se décourager, mais bien au contraire de redoubler de confiance dans notre politique et d'énergie dans ses efforts : ce langage ne produisait plus d'impression. Des avantages qui ne se présentaient que dans une perspective éloignée, qu'il fallait acheter par de nouveaux sacrifices, subordonnés d'ailleurs à des chances très-incertaines, ne parvenaient plus à convaincre des esprits ulcérés et profondément découragés. A ces griefs généraux venaient se joindre les anxiétés de la famille royale.

Napoléon ne se contentait plus d'humilier les armes de ses ennemis et de les affaiblir ; ses coups portaient plus haut : ils allaient frapper sur leurs trônes les souverains eux-mêmes. Déjà, la maison de Naples était tombée pour avoir osé braver sa puissance, et c'était un Bonaparte qui l'avait remplacée. Ferdinand VI était frère de Charles IV. Il n'est point vrai que le roi et la reine d'Espagne aient osé refusé de reconnaître le successeur de Ferdinand : ni l'un ni l'autre n'étaient à la

hauteur d'un tel courage : mais ils virent dans la catastrophe de leur frère un sinistre présage du sort réservé à leur branche, et ils en ressentirent une terreur secrète. Dans le même moment où Napoléon transportait sur la tête de Joseph la couronne de Naples, il établissait un autre de ses frères sur le trône des stathouders ; il élevait son beau-frère Murat à la dignité de grand-duc de Berg ; il fondait en Italie des souverainetés pour ses sœurs Pauline et Éliza. Où s'arrêterait cette propagande dynastique, qui avait succédé à la propagande révolutionnaire? Tous ces attentats successifs aux droits inaliénables des familles souveraines n'indiquaient-ils point de la part de l'empereur un dessein arrêté de renouveler, dans sa sphère d'influence et d'action, le personnel de tous les trônes, et d'y substituer des princes de sa propre famille? Charles IV et sa race pouvaient-ils espérer d'être ménagés par l'homme qui, depuis trois ans, traitait avec une dureté si impitoyable la maison de Bourbon? La main qui avait renversé du trône de Naples Ferdinand VI était bien la même qui, deux années auparavant, avait frappé le duc d'Enghien. Il y a dans la destinée des fondateurs de dynastie des lois auxquelles il leur est impossible de se soustraire. Tôt ou tard, le chef de la France serait fatalement conduit à faire en Espagne ce qu'avait fait Louis XIV ; il chercherait dans l'assimilation des intérêts dynastiques la garantie de l'alliance qui unissait les deux pays, et la consolidation de son propre trône.

Telles étaient les tristes pensées qui assombrissaient le palais de Madrid, et qui troublaient dans leurs

jouissances vulgaires, Charles IV, la reine et le prince de la Paix.

Toutes ces causes réunies agirent simultanément sur le gouvernement espagnol et lui inspirèrent une téméraire et funeste pensée, ce fut de séparer ses intérêts des nôtres et de se jeter dans les bras de nos ennemis. Quelle est l'époque précise où la cour de Madrid commença à nouer avec l'Angleterre et la Russie de secrètes intelligences? Tout fait présumer que ce fut au mois de juin de l'année 1806, et que les premières ouvertures furent faites par le baron de Strogonoff, ministre de Russie à Madrid. Il est à remarquer qu'elles le furent dans le moment même où les cours de Londres et de Saint-Pétersbourg nous témoignaient le plus d'empressement à conclure la paix. Le Portugal était certainement dans le secret de la trame. Avant de se rendre à Madrid, M de Strogonoff s'était arrêté quelque temps à Lisbonne, où il avait eu avec le ministre des affaires étrangères, M. d'Araujo, de longs et mystérieux entretiens qui avaient éveillé les soupçons de notre chargé d'affaires, M. de Rayneval. A peine était-il arrivé à Madrid, qu'il était entré en conférences suivies et très-intimes avec le prince de la Paix.

Tandis que le favori débattait avec le ministre russe les conditions de sa défection, l'Angleterre intimidait l'Espagne par la vigueur de ses coups. Elle prenait à ses gages le fameux Miranda; elle lui donnait des instructions et de l'or pour organiser l'insurrection de l'Amérique du Sud, et secondait ses tentatives par le concours de sa marine et de ses soldats. La nouvelle

venait d'arriver à Madrid qu'une escadre anglaise avait débarqué des troupes sur la côte de Buénos-Ayres, et que cette ville importante, ainsi que toute la province dont elle est la clef, était sur le point de tomber dans leurs mains.

Ainsi, tout agissait à la fois sur le gouvernement espagnol, et la pesanteur de notre joug, et les dangers de la dynastie menacée par l'ambition envahissante des Bonaparte, et les cris du commerce aux abois, et les instances de la coalition, et enfin, la crainte, si la lutte maritime se prolongeait, que les populations de l'Amérique du Sud ne se levassent à la voix de l'Angleterre et n'échappassent sans retour au sceptre de l'Espagne. La cour de Madrid n'eut point la force de résister à ce concours inouï de circonstances et de sentiments divers : elle se laissa entraîner et promit de se déclarer contre la France, aussitôt que cette puissance serait aux prises avec les cours du Nord.

Mais, pour venir se mesurer dans l'arène avec un adversaire aussi formidable que l'empereur Napoléon, il fallait une armée nombreuse, instruite, disciplinée, bien équipée, et commandée par des généraux habiles. Or, tout cela manquait à l'Espagne. Autant par l'effet de la plus déplorable incurie que pour ne point éveiller la défiance de son ombrageux allié, elle avait laissé détendus tous les ressorts de son administration militaire. Elle ne comptait pas cinquante mille soldats valides, et n'avait de bien armés, de bien équipés, de régulièrement soldés, que les corps d'élite qui formaient les gardes. Les troupes de ligne étaient dans le plus triste dénûment :

les soldats manquaient de chaussures et souvent d'habits. La solde était arriérée de plusieurs mois. Nulle instruction, et, dans tous les corps, une discipline relâchée. Pour généraux, des hommes énergiques, tenaces comme l'est la race espagnole, mais, sauf de rares exceptions, ignorants et inexpérimentés. La cavalerie n'était pas dans un meilleur état que l'infanterie : la moitié des escadrons était à pied, et l'autre avait des chevaux impropres au service de guerre. L'artillerie était à peu près désorganisée. Dans beaucoup de régiments, il n'y avait ni chevaux, ni affûts, ni canons en état de servir. Les places de guerre n'étaient suffisamment ni armées, ni approvisionnées, et beaucoup d'entre elles tombaient en ruine. Les finances de l'Espagne étaient dans une situation plus triste encore que son administration militaire. Les deux sources principales de ses revenus, la douane et les produits des mines du Pérou et du Mexique, étaient taries, en sorte que le gouvernement, pour subvenir aux dépenses les plus pressées, était forcé de recourir à des expédients ruineux. Il avait fini par ne plus payer ses employés : il en était résulté une langueur générale dans tous les services, et, chez la plupart des fonctionnaires, une effroyable vénalité.

Le prince de la Paix s'était donc engagé dans un dédale de difficultés inextricables. Il ne pouvait songer à rompre avec la France sans réorganiser la puissance militaire de l'Espagne, et il fallait qu'il armât sous les yeux de l'homme le plus vigilant et le plus soupçonneux de l'Europe, sans avoir l'argent nécessaire pour pourvoir à ces grands armements.

Une flotte anglaise, commandée par l'amiral lord Saint-Vincent, venait d'entrer dans le Tage : elle portait un diplomate anglais, lord Rosselyn. Le but de cette expédition était un mystère pour tout le monde. Le champ restant ouvert aux conjectures, chacun l'expliquait selon ses désirs et ses passions. Il est vraisemblable qu'elle se rattachait à un plan de soulèvement de toute la Péninsule contre la France : telle était notamment l'opinion de notre envoyé à Lisbonne, M. de Rayneval. Quel qu'ait été le motif véritable de l'apparition de lord Saint-Vincent dans le Tage, l'incident vint juste à propos pour servir de prétexte aux armements qu'on allait entreprendre. Le 3 juillet 1806[1], le prince de la Paix annonça confidentiellement au chargé d'affaires de France que de grandes mesures militaires venaient d'être arrêtées, et que le chiffre de l'armée allait être porté à soixante mille hommes. Sans le dire ouvertement, il donna à entendre que ces armements étaient dirigés contre le Portugal. Un autre jour, c'était le 14 juillet, il confia à M. de Vandeuil qu'il méditait un grand projet contre Gibraltar. « Dans quelque temps, lui dit-il, vous apprendrez que cette place, réputée imprenable, est tombée entre nos mains[2]. » Ces demi-confidences étaient une préparation à une communication bien plus grave. Le 23 septembre, le favori dit à M. de Vandeuil, d'un air à la fois mystérieux et solennel : « La guerre va se rallumer sur le continent. Cette fois,

[1] Lettre de M. de Vandeuil à M. de Talleyrand. Madrid, 3 juillet 1806.

[2] Dépêche de M. de Vandeuil. Madrid, 14 juillet.

la Prusse et le Portugal combattront sous les drapeaux de la Russie et de l'Angleterre. J'attends la décision de l'empereur. Tous mes vœux sont pour une rupture complète avec la cour de Lisbonne. Il importe de mettre le temps à profit, pour mieux nous assurer la première compensation par laquelle le continent devra balancer les avantages que cherche à se procurer l'Angleterre. »

Cependant, la France s'étonne de cette brusque prise d'armes; elle ne répond point aux belliqueuses ouvertures du prince de la Paix; elle écoute, elle observe et s'efforce de pénétrer les mobiles secrets qui font agir le cabinet de Madrid. Cette attitude, froide et silencieuse, embarrasse le prince. Le 2 octobre, il annonce à M. de Vandeuil que sa résolution est prise. « Toutes les armées de l'Espagne, lui dit-il, vont marcher contre le Portugal; nous sommes décidés à faire la conquête de ce royaume. » Puis, il s'étonne du silence de l'empereur; il se lamente sur tant de jours perdus. « Mais, tout, ajoute-t-il, peut se réparer encore. » Enfin, il daclare que ce ne sont pas soixante mille, mais quatre-vingt mille hommes que le roi a résolu de mobiliser. Aussitôt le cri de guerre retentit dans toutes les familles. Partout, on lève des hommes, on achète des chevaux, et l'on forge des armes. Tous les officiers et soldats en congé rejoignent leurs corps. Les colonels de milice sont invités à se trouver, le 20 octobre, dans leurs arrondissements respectifs, pour y attendre les ordres du généralissime. On ne sait pas encore avec quelle puissance on va se battre, si c'est au nord, si c'est au midi, si c'est contre la France ou contre le Portugal;

on ne sait qu'une chose, c'est que le gouvernement se prépare à la guerre, et la nation, heureuse de le voir sortir enfin de sa longue apathie, semble toute disposée à le seconder.

Au fond, cependant, tout ce mouvement belliqueux n'était qu'à la surface, et ce n'était point là le réveil d'un peuple fier et énergique. « La tristesse est portée à son comble, écrivait, le 2 octobre, M. de Vandeuil. On vient de recevoir la nouvelle que Buénos-Ayres est tombée dans les mains des Anglais... Il échappe au prince de la Paix des traits de jactance qui sont pitoyables. On parle de mobiliser une armée, et l'on n'a rien de prêt ; on parle de conquêtes, et on n'a pas même un plan raisonnable de défense. On éprouve d'inconcevables embarras dès qu'il faut pourvoir aux plus petites dépenses. Le prince de la Paix ne sait exactement ni ce qu'il peut, ni ce qu'il veut. Son agitation et ses idées ne sont pas d'un homme calme et encore moins d'un homme capable. »

Le 14 octobre, parut une proclamation qui portait la date du 5 octobre, et qui appelait aux armes la nation tout entière. Ce n'est point le roi, c'est le favori qui s'adresse aux Espagnols. Son langage est vague et obscur : il sollicite des sacrifices : il demande des chevaux à l'Andalousie et à l'Estramadure, des hommes, de l'argent, du dévouement à tout le royaume. Il annonce la guerre comme prochaine; il montre l'ennemi menaçant, et cet ennemi, il ne le nomme point. Le jour même où cette proclamation énigmatique était publiée, la Prusse succombait à Iéna. Le lendemain 15, des circu-

laires laissèrent entrevoir les intentions du gouvernement; il invitait les intendants des provinces, les évêques, les capitaines généraux, les corrégidors, à stimuler l'ardeur de la noblesse, car, disait-il, *il y va de ses priviléges et de ceux de la couronne*. A la lecture de la proclamation et des circulaires, la surprise et l'émotion furent générales. On en pesait avec soin tous les mots; on s'efforçait de découvrir, sous le voile de l'expression, la pensée secrète du favori. Les émissaires de ce prince affectaient de dire bien haut et partout qu'elles avaient été publiées en haine de l'Angleterre, et que c'était contre le Portugal que l'Espagne allait porter ses armes. Mais l'opinion publique ne fut pas dupe de cette fausse interprétation. Tout ce qui, à Madrid, était doué de quelque sagacité, soupçonna la cour de s'être entendue avec la coalition et d'armer contre la France. M. de Vandeuil, fort jeune alors, était seul dans l'ignorance de ce qui se passait. Il s'était laissé abuser par le langage artificieux du prince de la Paix, et, dans l'innocence de ses pensées, il croyait très-sincèrement à un projet de guerre contre le Portugal. Ce n'est que lorsqu'il vit tout le monde, autour de lui, persuadé que le prince nous trahissait, qu'il commença à avoir des doutes. Il alla aux enquêtes, et il apprit que le favori passait une partie de ses nuits à conférer mystérieusement avec le ministre de Russie, M. de Strogonoff, et le ministre de Prusse, M. Henry. Plein d'anxiété, il alla trouver le prince de la Paix, et lui demanda des explications sur sa conduite. Le favori témoigna une grande surprise de la démarche de M. de Vandeuil, et se plaignit, avec une

expression de douleur étudiée, d'être en butte aux calomnies du parti anglais; « mais, dit-il, je me sens le courage de les mépriser. L'empereur est personnellement instruit des motifs qui m'ont fait entreprendre la réorganisation de l'armée : je ne dois la force avec laquelle je brave tous mes ennemis qu'à l'amitié et à la protection de ce grand homme. »

Tel était l'état des choses à Madrid lorsqu'on y apprit la bataille d'Iéna et la complète destruction de l'armée prussienne. L'émotion produite par cette grande nouvelle ne saurait se décrire. La nation espagnole fut saisie d'admiration; elle oublia ses propres misères pour applaudir à ces nouveaux prodiges accomplis par le génie de l'empereur et l'héroïsme de ses soldats. Il en fut tout autrement à la cour. Comment peindre sa confusion, sa terreur? Elle fut atterrée : le vertige la prit; aussi folle dans la peur qu'elle s'était montrée étourdie dans ses armements, elle se rejeta brusquement en arrière, contremanda toutes les levées d'hommes et de chevaux, et n'eut plus qu'une pensée, celle de se faire pardonner, à force d'humilité, de mensonges et d'adulations, un caprice d'énergie et d'indépendance. Le prince de la Paix accourt chez M. de Vandeuil, le visage radieux, les manières empressées, la parole abondante et chaleureuse. Il l'accable de ses félicitations; il glorifie le vainqueur d'Iéna; il épuise, pour encenser le héros du siècle, toutes les formes du langage adulateur.

Le roi eut plus de dignité. Peu de jours après l'arrivée des nouvelles de Prusse, il y eut réception à la cour : on y courut en foule. M. de Vandeuil s'était attendu à rece-

voir du roi des témoignages publics de sa satisfaction, et il l'avait annoncé à son gouvernement[1]. Au moment où il s'approcha de Charles IV, tous les yeux se portèrent sur ce prince : on était impatient de savoir ce qu'il allait dire au représentant de l'empereur; mais le roi ne se sentit pas le courage de féliciter de ses succès un souverain dont il méditait, peu de jours auparavant, de trahir la cause. Il n'adressa pas une parole à M. de Vandeuil, qui se retira surpris et presque confus, ne sachant comment accorder un accueil si froid de la part du souverain avec les protestations si chaleureuses de son premier ministre.

Il s'agissait d'expliquer la suspension soudaine des armements naguère ordonnés avec tant de fracas. On avait montré une telle ardeur guerrière, une si vive impatience de fondre sur le Portugal, que reculer maintenant, retomber dans la somnolence accoutumée, c'était à la fois se couvrir de ridicule et justifier tous les soupçons. L'embarras du favori était extrême : il allégua d'abord la détresse des finances. « Le trésor public est aux abois, dit-il à M. de Vandeuil. Si le pape n'accorde pas les bulles nécessaires pour procéder à la vente de la moitié des biens du clergé, il sera impossible au gouvernement de soutenir l'état des dépenses actuelles et de compléter les armements. » Puis, il se plaignit de la tiédeur de l'esprit public, de la répugnance que montraient plusieurs provinces, notamment Valence et la Catalogne, à faire des sacrifices. Enfin, baissant la voix

[1] Lettre de M. de Vandeuil à M. de Talleyrand, 2 novembre 1806.

comme s'il confiait un grand secret, il déplora amèrement que l'âge et les préjugés du roi missent obstacle à l'accomplissement des promesses qui nous avaient été faites, notamment en ce qui touchait la réorganisation de l'armée[1].

Il n'y a pas de termes assez sévères pour caractériser la conduite tenue en 1806 par le prince de la Paix. Ce ne sont plus là de simples erreurs comme tous les hommes sont exposés à en commettre : ce sont des fautes qui laissent après elles des traces profondes et ineffaçables, de ces fautes qui perdent les dynasties et les peuples, et qui appellent sur leurs auteurs les flétrissures de l'histoire.

La cour de Madrid avait le choix entre deux systèmes : d'un côté, fidélité scrupuleuse à l'alliance de la France; de l'autre, rupture et guerre avec cette même puissance. Nous croyons fermement que, dans les conditions où se trouvait l'Espagne en 1806, le plus sage encore pour elle était de s'indentifier sans réserve avec la politique de la France, de prévenir, par l'ardeur et la franchise de son dévouement, jusqu'à l'ombre d'un soupçon dans l'esprit de son redoutable allié. Napoléon, une fois bien convaincu que les princes d'Espagne avaient pour jamais séparé leurs intérêts des Bourbons de France et de Naples, eût probablement laissé Charles IV finir tranquillement ses jours sur le trône. Sa position était compliquée d'assez grandes difficultés sans aller s'en créer gratuitement de nouvelles en attaquant traîtreusement les droits d'un souverain dévoué et soumis à toutes ses

[1] Lettre de M. de Vandeuil, novembre 1805.

volontés. Cependant, nous ne nous expliquons que trop les soupçons, les anxiétés des princes d'Espagne après l'événement tragique de Vincennes et la catastrophe de la maison de Naples : nous concevons leur désir, leur impatience de s'assurer des garanties contre le danger éventuel d'une spoliation dans la protection de l'Angleterre; mais c'était là un parti violent, extrême, désespéré en quelque sorte, et ils n'auraient dû s'y engager qu'avec des précautions infinies. La prudence la plus vulgaire leur commandait d'attendre, pour se livrer à des armements offensifs, le résultat des premiers chocs entre la France et la Prusse. Ce n'était pas en quatre mois que l'Espagne pouvait se flatter de réorganiser ses forces militaires, et l'issue de la grande lutte qu'elle se préparait à soutenir ne dépendait pas de quelques milliers d'hommes de plus ou de moins qu'elle pourrait jeter sur nos provinces du Midi. Elle était dans une condition exceptionnelle; elle ne pouvait rien risquer; elle ne devait jouer qu'à coup sûr. Jusqu'au moment où elle croirait pouvoir se démasquer sans danger, il fallait qu'elle enveloppât ses desseins du plus profond mystère. La bataille d'Iéna l'eût trouvée pure de toutes fautes, au moins apparentes, vis-à-vis de la France. Elle n'aurait eu à se faire pardonner ni un mot, ni un acte douteux, et Napoléon, n'ayant rien soupçonné, n'aurait point eu à punir. Le pire de tous les partis pour l'Espagne était de n'être ni alliée sincère, ni loyale ennemie, de donner dans l'ombre la main aux cours coalisées, quand elle nous croyait menacés, et puis, au bruit de nos victoires, de retomber, humble et tremblante, à nos pieds ; c'était

surtout de rester désarmée, impuissante, sous le coup de nos légitimes ressentiments.

Napoléon ne pouvait demeurer un seul jour incertain sur les dispositions de cette couronne. Engagé dans une lutte opiniâtre et indéfinie avec l'Angleterre et les puissances du Nord, forcé d'avoir les yeux sans cesse ouverts sur les intrigues et ses armées toujours prêtes à déjouer leurs desseins, il ne pouvait pas laisser derrière lui l'Espagne douteuse et désaffectionnée. Il fallait qu'en tout temps, en toute situation, puissant ou affaibli, victorieux ou vaincu, entraîné dans les hasards d'une entreprise lointaine ou réduit à disputer à l'Europe conjurée la barrière du Rhin ou les rochers des Alpes, il fallait qu'il pût compter sans réserve sur la fidélité de son allié. Sa position le rendait naturellement très-défiant, très-soupçonneux; il devait l'être surtout à l'égard des princes d'Espagne, car ils étaient d'un sang ennemi de sa maison. Si l'audace et la haine l'avaient emporté chez eux sur toutes considérations de prudence humaine, s'ils avaient manifestement trahi sa cause un seul jour, il n'y avait pas à revenir sur leurs pas. C'en était fait; ils étaient compromis sans retour. Leurs torts étaient de ceux pour lesquels il n'y a point de pardon. Il ne leur restait plus qu'à se jeter sur la France avec furie et à partager les destinées de l'Angleterre, de la Prusse et de la Russie. Ils suivirent une conduite tout opposée : ils crurent qu'à force de s'abaisser, ils rachèteraient leur infidélité. Ils ne firent que nous apprendre que leur faiblesse égalait leur perfidie, et que vis-à-vis de tels hommes nous pouvions tout oser.

C'est à Berlin, dans le palais de son ennemi vaincu, que l'empereur reçut l'étrange proclamation du prince de la Paix. Elle lui inspira d'abord plus de surprise que de colère. Il eut peine à comprendre que l'Espagne fût assez folle pour se lever contre lui avant de savoir s'il était vainqueur ou vaincu. Il eut des doutes pourtant; mais il attendit, pour les éclaircir, des informations plus précises. Bientôt elles lui vinrent de toutes parts, de Lisbonne, de Madrid, de toutes les villes maritimes de l'Espagne. A la nouvelle des derniers succès obtenus par nos armes en Allemagne, la panique s'empara de la cour de Lisbonne; elle eut peur de se trouver compromise par les fautes du prince de la Paix, et son premier mouvement fut de repousser toute solidarité avec la politique du favori. Elle alla jusqu'à lui prêter une pensée infernale, celle d'expier un moment d'infidélité à l'égard de la France, en exécutant un projet qu'elle n'avait mis en avant que pour motiver ses armements, c'est-à-dire en attaquant effectivement le Portugal avec toutes ses forces. M. d'Araujo s'en expliqua nettement avec M. de Rayneval. « C'était bien contre la France, lui dit-il, qu'était dirigée la proclamation du 5 octobre, mais intimidé par vos succès en Prusse, sans doute, le prince de la Paix cherchera à donner aux expressions vagues et obscures de sa proclamation une signification différente de celle qu'elles ont réellement : il indiquera le Portugal comme l'ennemi auquel il a fait allusion; il armera contre nous. En présence d'un tel danger, nous ne pouvons rester sans défense ; nous allons armer en toute hâte nos places frontières. »

Les dépêches du ministre de Prusse à Madrid, qui tombèrent entre les mains de l'empereur après la bataille d'Iéna, achevèrent de lui dévoiler toute la vérité. Le moment n'était pas encore venu de manifester son ressentiment. Les Russes s'avançaient à grands pas : une longue et rude campagne allait s'ouvrir en Pologne. Il différa donc sa vengeance. Il continua de témoigner à l'Espagne une confiance entière ; il parut convaincu de la loyauté de sa conduite, touché des témoignages de haute admiration que lui prodiguait le favori, et, afin de lui prouver à quel point il prenait au sérieux les protestations de ce prince, il l'invita dans les formes les plus douces, mais en termes cependant qui n'admettaient point de refus, à concourir, par un redoublement d'efforts, au triomphe de la cause commune. Voici ce que, par son ordre, M. de Talleyrand écrivit de Berlin le 27 novembre, et de Posen le 15 décembre, à M. de Beauharnais, beau-frère de l'impératrice Joséphine, qui venait d'être envoyé à Madrid en qualité d'ambassadeur :

« Les levées militaires et tous les préparatifs dont l'Espagne s'occupe sont devenus sans objet. Elle n'est exposée à aucune guerre continentale : la France couvre ses frontières au nord, le Portugal ne la menace point. Il ne faut point appeler l'attention et l'inquiétude publiques sur des dangers qui n'existent pas et qui sont sans vraisemblance.

« C'est à l'état de sa marine que l'Espagne doit donner tous ses soins. L'ennemi ne tentera pas une invasion dans ses provinces maritimes ; mais il arrête ses communications avec ses colonies ; il continue de menacer

celles-ci ; il attaque sur mer son commerce : voilà les dangers dont l'Espagne doit chercher à se préserver. C'est contre l'Angleterre qu'elle doit tourner tous ses efforts.

« Vous voudrez bien, monsieur l'ambassadeur, faire toutes les démarches nécessaires pour que l'Espagne arrête ses armements, et vous vous attacherez moins à lui montrer de l'ombrage qu'à lui faire comprendre qu'ils sont inutiles [1]. »

« L'occupation de Hambourg et des ports du Nord est l'opération qui influera le plus sur la paix maritime, qui obligera le plus les Anglais à renoncer à leur système et à restituer nos colonies. L'empereur renouvelle à Sa Majesté Catholique l'engagement de lui faire rendre toutes les siennes, et, pour lier enfin e[...] s toutes les mesures que les deux gouvernements doivent prendre d'après leurs traités d'alliance, il demande que l'Espagne fournisse quatre mille hommes de cavalerie, dix mille d'infanterie et vingt-cinq pièces de canon attelées, afin de former un corps d'observation du côté du Hanovre, et de s'opposer à l'armée anglaise qui voudrait débarquer et forcer le blocus. L'Espagne vient de faire des levées de troupes de terre ; voilà le moment de les employer [2]. »

L'empereur ne se borna pas à exiger un contingent de troupes de terre ; il demanda que l'escadre espagnole, mouillée dans le port de Carthagène et forte de six vaisseaux de ligne, se réunît à la flotte française qui était

[1] Dépêche du 15 novembre.
[2] Dépêche du 15 septembre.

dans le port de Toulon. C'était autant de gages qu'il voulait avoir entre ses mains de la soumission de l'Espagne.

Après la bataille d'Iéna, l'armée victorieuse avait fait un nombre immense de prisonniers. C'était un glorieux fardeau ; mais c'était un fardeau. Napoléon imagina de s'en décharger en partie sur l'Espagne. Il lui fit annoncer l'envoi de vingt-cinq mille Prussiens et demanda qu'ils fussent employés à la police intérieure du royaume.

Enfin, par ses ordres, M. de Beauharnais donna au gouvernement espagnol communication des grandes mesures décrétées à Berlin contre le commerce anglais, et l'invita à les mettre immédiatement en vigueur dans ses ports et sur toutes les côtes [1].

La cour de Madrid n'était point préparée à tant de demandes faites coup sur coup : elle en fut consternée ; mais elle n'était plus en situation de nous rien refuser. Elle promit les quatorze mille hommes et les vingt-cinq pièces de canon exigées ; elle promit d'envoyer à Toulon l'escadre de Carthagène ; elle poussa l'humilité au point de paraître reconnaissante des vingt-cinq mille prisonniers prussiens que la France mettait à sa charge. « C'est un bienfait de plus, dit le prince de la Paix à M. de Vandeuil ; une véritable armée étrangère dont nous serons redevables à la générosité de l'empereur. »

Même empressement à appliquer aux ports du royaume le décret de Berlin. « Ce décret, dit le prince de la Paix

[1] Lettre de M. de Talleyrand à M. de Beauharnais, 29 janvier 1807.

à M. de Vandeuil[1], était indispensable contre un ennemi aussi peu scrupuleux que le gouvernement anglais. Il faut des mesures extraordinaires pour terminer une lutte qui ne peut plus l'être par des batailles sur mer. L'Espagne garantit à la France son loyal et énergique concours : elle est liée désormais sans retour à la cause de son puissant allié, car c'est de lui seul qu'elle attend son salut. »

Les actes étaient loin de répondre à ces protestations, et le prince de la Paix se vengeait de ses bassesses officielles en apportant une lenteur calculée dans l'envoi du contingent promis. « Au lieu de quatorze mille hommes, écrivait M. de Beauharnais, le 27 avril 1807, au prince de Talleyrand, le gouvernement espagnol nous en donnera à peine le tiers : il met dans tout cela une mollesse extrême. Il nous est lié par la force; mais de l'affection, il n'en a pas. J'électrise en vain : il m'est impossible de me faire illusion sur les sentiments de cette cour pour nous. » Enfin cependant, à force d'être sollicité, pressé, presque menacé par l'ambassadeur de France, le prince de la Paix porta au complet de quatorze mille hommes le contingent exigé. Neuf mille partirent d'Espagne, traversèrent la France et s'acheminèrent sur le bas Elbe. Les cinq mille autres, conduits par le général O'Farill, s'y rendirent de Livourne et de Florence, par les routes du Tyrol et de la Bavière. Le corps tout entier fut placé sous le commandement du

[1] Lettre de M. de Vandeuil à M. de Talleyrand. Madrid, 18 décembre 1806.

général marquis de la Romana, et fit partie de l'armée d'observation que l'empereur avait rassemblée entre l'Elbe et le Wéser.

La bataille d'Eylau soumit à de nouvelles épreuves la cour de Madrid. La coalition redoubla d'efforts pour la soulever et l'entraîner. Jamais le baron de Strogonoff ne fut plus assidu auprès du prince de la Paix. Au nom de toutes les cours coalisées, il lui promit, si l'Espagne consentait à se prononcer immédiatement contre la France, la restitution de Gibraltar et une partie du territoire portugais. Il lui montra l'armée française vaincue et abîmée, l'Autriche ébranlée et prête à se déclarer, une armée anglaise sur le point de débarquer à l'embouchure du Wéser, toutes les populations de l'Allemagne ulcérées, frémissantes, et n'attendant que l'apparition des Anglais pour se lever en masse[1]. C'étaient là des offres d'une séduction presque irrésistible; mais, heureusement pour nous, la faiblesse de la cour de Madrid surpassait encore son animosité, et Napoléon put librement poursuivre ses grandes destinées. Tels étaient ses rapports avec la cour de Madrid au moment où la bataille de Friedland et les traités de Tilsit le rendirent l'arbitre suprême du continent.

Le moment était venu enfin de jeter le masque. Nous avions perdu du côté de l'Espagne toute sécurité, et elle était devenue un danger permanent suspendu sur nos provinces du Midi. Napoléon lui prêtait les plus perfides

[1] Lettre de M. de Beauharnais à M. de Talleyrand. Madrid, 13 avril 1807.

desseins. Humble et soumise tant qu'il serait fort et redouté, sans doute elle n'attendait que le moment où il serait atteint par quelque grand désastre pour l'attaquer lâchement par derrière et lui porter le dernier coup. Pouvait-il, sans manquer à tous les devoirs de la prudence, lui permettre de suivre plus longtemps les voies tortueuses dans lesquelles s'égarait sa politique? Non, assurément, et l'inexorable fatalité de sa situation, qui déjà lui avait fait entreprendre des choses si violentes, l'obligeait encore aujourd'hui à étendre sa main sur l'Espagne et à l'étreindre si fortement, qu'il lui fût à jamais impossible de s'arracher de ses bras.

Le plus pressé en ce moment était d'agir avec vigueur sur la cour de Lisbonne, et de la forcer à rompre tous ses liens avec l'Angleterre. L'occasion ne pouvait être mieux choisie pour peser sur l'Espagne et la couvrir de nos armées. M. de Talleyrand écrivit, le 20 juillet, à M. de Beauharnais : « Toutes nos vues doivent se tourner vers le rétablissement de la paix maritime, et l'un des moyens les plus certains d'obliger l'Angleterre à la conclure est de lui fermer les ports du Portugal. Vous voudrez donc bien, monsieur l'ambassadeur, entretenir de ce sujet important M. le prince de la Paix. Vous l'amènerez à signer, au nom de sa cour, une convention secrète qui renfermera les stipulations suivantes :

« La France et l'Espagne uniront leurs efforts pour déterminer la cour de Lisbonne à fermer ses ports à l'Angleterre au 1er septembre, s'il est possible. Dans le cas où le Portugal se refuserait à cette mesure, les ministres de France et d'Espagne se retireraient de Lis-

bonne, et les deux puissances déclareraient la guerre au Portugal. Une armée française de vingt mille hommes, qui sera rendue à Bayonne le 1er septembre, se réunira à l'armée espagnole et marchera contre le Portugal. »

La nouvelle demande de la France causa un grand trouble à la cour de Madrid. Elle apprit à Charles IV et à la reine que leur situation était changée, qu'une ère nouvelle s'ouvrait pour eux, et que c'en était fait de leur repos. Le régent de Portugal avait épousé une de leurs filles. On les forçait à employer contre ce prince la menace ; bientôt on exigerait leur concours pour l'expulser du trône. Jamais avait-on exigé d'un père et d'une mère qu'ils se fissent les instruments de la ruine de leur enfant ? Mais résister n'était plus possible. Ce qu'ils auraient pu tenter avant la bataille d'Iéna, même, à la rigueur, après celle d'Eylau, ils ne le pouvaient plus aujourd'hui. Leurs fers étaient rivés. Il ne leur restait plus qu'à s'humilier sous la volonté du maître impérieux qui les dominait.

Le 12 août, l'ambassadeur d'Espagne à Lisbonne, le comte de Campo-Alange et le chargé d'affaires de France, M. de Rayneval, signifièrent au régent que si, au 1er septembre 1807, il n'avait pas déclaré la guerre à l'Angleterre, renvoyé l'ambassadeur de cette puissance, rappelé de Londres son propre ambassadeur, arrêté comme otages tous les Anglais et confisqué toutes les marchandises de cette nation qui se trouvaient alors en Portugal, réuni enfin ses escadres aux escadres continentales, il serait considéré comme ayant renoncé à la cause du continent. « Eux, aussitôt demanderaient leurs

« passe-ports; ils quitteraient Lisbonne, et le Portugal « serait en guerre avec la France et l'Espagne. » Les deux puissances appuyèrent par leurs armements cette note menaçante. D'une part, un corps de trente mille hommes se rassembla en toute hâte à Bayonne, et, de l'autre, toutes les forces disponibles de l'Espagne furent dirigées sur la frontière portugaise.

Le trône de Portugal était alors occupé par un fantôme couronné. La reine Marie était folle, et, depuis l'année 1776, c'était son fils don Jean, qui, sous le titre de régent, gouvernait à sa place. Ce prince avait toutes les vertus privées. Il était bon, humain, de mœurs austères, et il portait dans toutes ses actions les scrupules d'une conscience rigide; mais il avait hérité de sa mère une intelligence infirme et reçu l'éducation d'un moine. Bigot et plein de préjugés, il consumait dans de minutieuses pratiques de dévotion les heures qu'il aurait dû consacrer aux affaires publiques. Il était irrésolu et défiant, en sorte qu'il manquait de lumières pour s'éclairer, de volonté pour se décider, et de confiance dans ses ministres pour suivre leurs conseils. Comme tous les hommes bornés et timides, il ressentait un invincible éloignement pour les esprits puissants, énergiques et novateurs. A plusieurs reprises, notamment en 1805 et en 1807, il avait donné des signes d'aliénation. On l'avait vu changer tout à coup les habitudes de sa vie intérieure, s'isoler de sa mère, de sa femme, de ses enfants qu'il aimait de la plus vive tendresse, négliger toutes les affaires et s'abîmer, pendant des jours entiers, dans une rêverie profonde et solitaire. Son état fut jugé si alar-

mant, que ses ministres mirent un instant en question s'ils ne lui retireraient pas la régence, et s'ils ne la remettraient pas dans les mains de la princesse sa femme. Tel était l'homme sur lequel reposaient les destinées du Portugal dans une des plus terribles crises qu'ait eues à traverser la maison de Bragance.

Les sommations de la France et de l'Espagne accablèrent de douleur le régent. Napoléon n'exigeait pas seulement qu'il rompît tous ses liens avec la Grande-Bretagne ; il le sommait d'arrêter et de dépouiller de leurs biens cette foule de négociants et de banquiers anglais qui tenaient dans leurs mains tout le commerce du pays. S'il hésitait à se charger de ce rôle odieux, les armées de la France et de l'Espagne allaient fondre sur le royaume. Dès lors il lui faudrait chercher par delà l'Océan une sécurité qu'il ne trouverait plus en Europe : horrible situation, digne de toute la pitié de l'histoire, et qu'il n'eût été donné à personne, pas même au plus ferme courage, à l'intelligence la plus souple, de pouvoir dominer.

Le premier mouvement du régent fut de rejeter les demandes de la France et de fuir au Brésil. M. d'Araujo annonça lui-même à M. de Rayneval la détermination du prince : « Vous nous faites, monsieur, lui dit-il le 14 août, des demandes terribles. Son Altesse royale ne consentira jamais à faire arrêter les Anglais ni à confisquer leurs propriétés. Si nous avons des griefs contre eux, ils sont trop peu de chose pour justifier une déclaration de guerre, et commencer par une injustice manifeste nous attirerait des représailles funestes. Il faut, dans une

aussi grave question, aller droit au fait et ne laisser en arrière aucune pensée. Notre monarchie se compose d'une portion européenne et d'une portion américaine. Il faut perdre une des deux. Le plus sage est de sacrifier la moins avantageuse, celle d'Europe. Après tout, les grandes commotions qui agitent le globe nous l'enlèveraient tôt ou tard. Les condescendances à l'aide desquelles nous tenterions de la sauver, ne feraient que nous déshonorer. Notre perte est inévitable; vouloir lutter serait une folie. La France a bravé et vaincu la Prusse et la Russie. Quelle résistance pourrait opposer le Portugal, eût-il cinquante mille Anglais pour auxiliaires? D'ailleurs, le Portugal succombe sous le poids de ses propres vices; c'est un vieil édifice qu'il vaut mieux laisser tomber en ruine : on ne le sauverait qu'en le refaisant à neuf. Tout cela nous commande de nous ouvrir la route du Brésil. Là, du moins, nous marcherons sur un terrain neuf, et nous resterons maîtres de n'y point laisser entrer des germes de décadence. Nous échapperons à la dépendance de la France et de l'Angleterre, et les chaînes de l'une et de l'autre, de quelque nom qu'on les honore, ne sont pourtant que des chaînes. »

Une telle déclaration semblait annoncer que les résolutions du régent étaient arrêtées et irrévocables. Il se ravisa cependant et voulut essayer, sans doute d'après les conseils du cabinet de Londres, si, par une feinte soumission, il ne parviendrait pas à apaiser ou à abuser l'empereur. En conséquence, il prit tous les dehors d'un prince qui s'humiliait devant les volontés de la France.

Il promit[1] de séparer sa cause de celle de l'Angleterre. « Il lui déclarerait la guerre, il lui fermerait tous ses ports, et mettrait à la disposition de la France tous ses vaisseaux. » Là s'arrêtait la limite de ses concessions; il refusa formellement de confisquer les propriétés des Anglais et d'arrêter leurs personnes. « De telles mesures, dit M. d'Araujo dans sa note du 21 septembre, répugnaient trop à l'esprit de justice et de religion de Son Altesse royale. »

Quand cette note fut envoyée à MM. de Rayneval et de Campo-Alange, le gouvernement portugais avait déjà fait savoir secrètement à tous les négociants anglais établis en Portugal le danger qui les menaçait, et les avait avertis de mettre en sûreté leurs personnes et leurs propriétés. Plus de trois cents familles anglaises s'embarquèrent aussitôt, et emportèrent avec elles une partie considérable du numéraire en circulation dans le royaume.

Le régent n'ayant point accepté la totalité des conditions imposées par la France, M. de Rayneval annonça que sa mission était terminée, et demanda ses passeports; mais M. d'Araujo le conjura d'attendre au moins la réponse du cabinet français à sa note du 21 septembre. Dans la prévision d'une rupture jugée inévitable, le gouvernement portugais prit diverses mesures de précaution. Il arma et équipa avec une célérité extraordinaire cinq vaisseaux de ligne, et demanda des secours à l'Angleterre. Cette puissance promit d'envoyer au plus

[1] Note de M. d'Araujo du 21 septembre.

tôt dans le Tage une escadre, qui, réunie aux vaisseaux portugais, protégerait, le cas échéant, l'embarquement et la retraite du régent et de sa famille au Brésil.

Napoléon ne se laissa point endormir par la feinte humilité de la cour de Lisbonne. Il blâma sévèrement M. de Rayneval de n'avoir pas insisté, comme le lui commandaient ses instructions, sur la remise immédiate de ses passe-ports, et ne voulut admettre aucune restriction dans la soumission du régent[1]. Sans précisément exiger que les Anglais qui se trouvaient encore en Portugal fussent individuellement incarcérés, il demanda que, par des mesures de haute surveillance, le gouvernement portugais s'assurât de leurs personnes et rendit impossible leur évasion. Il ne se contenta pas de faire savoir ses volontés à la cour de Lisbonne par l'intermédiaire de son représentant : il les signifia directement lui-même au prince régent et il lui écrivit à cet effet. Les sacrifices demandés au régent dépassaient la mesure des concessions que l'Angleterre l'avait autorisé à faire. Le prince déclara à M. de Rayneval qu'il lui était impossible de déférer à toutes les exigences de l'empereur, que sa conscience répugnait à de telles injustices, que, du reste, il allait assembler son conseil, et qu'il lui ferait connaître ce qui aurait été résolu.

Les ministres furent d'avis que Son Altesse royale ne pouvait, sans se dégrader, accéder à toutes les demandes de la France. « Nous ne nous dissimulons point les conséquences d'une telle résolution, dit M. d'Araujo à M de

[1] Lettre de M. Champagny à M. de Rayneval, 7 septembre 1807.

Rayneval ; mais l'honneur et le devoir passent avant tout. Il faut savoir supporter les inconvénients attachés à une résolution noble, ferme et juste. Après tout, le Brésil est là, et la retraite est encore honorable. » M. de Rayneval réclama de nouveau et reçut cette fois ses passe-ports. Il partit le 1er octobre et retourna en France en passant par Madrid. L'Empereur apprit avec un profond sentiment de joie que son représentant avait enfin quitté Lisbonne. Il était impatient d'une rupture qui lui donnât le droit d'envahir militairement toute la Péninsule et de prendre en main la direction suprême de cette vaste contrée.

Un des plus affligeants spectacles que présente l'histoire, c'est la dégénération lente, mais incessante, qui atteint et rabaisse au-dessous du niveau commun quelques-unes de ces grandes familles qui ont été autrefois l'honneur de leur siècle et de leur pays. Leur décadence se reconnaît à des signes infaillibles. Vainement on cherche dans leurs tristes rejetons ces qualités exquises et vigoureuses, cette noble et féconde essence qui ont illustré leur nom. Tout a disparu : on ne trouve plus que des âmes appauvries et énervées, des esprits infirmes, obscurcis par l'ignorance et les préjugés, trop souvent par des vices qui sont la honte de l'humanité. Quand ces êtres dégénérés sont de race royale, ils deviennent des fléaux de Dieu, des causes de révolution, car ils font le malheur des peuples confiés à leur sceptre. Telle était la branche des Bourbons qui occupait en ce moment le trône des Espagnes.

Charles IV avait le cœur loyal et bon. Ses mœurs étaient pures, son jugement sain et droit; mais il avait l'âme molle et pusillanime et l'esprit paresseux. Penser était pour lui une fatigue, vouloir un effort surnaturel. L'âge et les infirmités venant encore augmenter cet engourdissement moral, il avait fini par n'être plus capable de la moindre application. Sa mauvaise destinée lui donna pour épouse Maria-Luisa, fille du dernier duc de Parme. C'était une de ces femmes que, pour l'honneur de leur sexe, il faudrait condamner, dès leur plus tendre enfance, aux solitudes du cloître. Elle était artificieuse, violente, vindicative, dissolue dans ses mœurs, vulgaire d'esprit comme de cœur et surtout impérieuse. A peine eut-elle vu l'époux auquel elle était destinée, qu'elle se sentit un irrésistible besoin de le dominer. Elle y réussit sans peine. Charles IV était né pour le joug. Bientôt il n'osa plus ni penser, ni agir sans prendre l'avis de la reine, et lui abandonna la direction du gouvernement, trop heureux que la femme qui partageait son trône et son lit voulût bien consentir à le soulager du fardeau des affaires. Dès lors il se livra exclusivement à sa passion pour la chasse, et y consacra tous les moments qu'il ne donnait point aux pratiques de dévotion.

La reine voulait à tout prix gouverner, et elle ne possédait pas une seule des qualités que suppose une telle ambition. Elle avait l'esprit vif, mordant, mais capricieux, inappliqué, étranger à la science des affaires, et complétement dépourvu d'étendue et d'élévation. A de tels souverains il fallait absolument un homme qui gou-

vernât sous leur nom ; cet homme fut Godoy. Le favori fut digne de ses maîtres.

Don Emmanuel Godoy naquit à Badajoz en 1767, d'une famille noble, mais pauvre. La nature ne lui avait départi aucune de ces grandes qualités de l'esprit ou du caractère qui expliquent et justifient les hautes et rapides fortunes; mais il avait une belle figure, de la souplesse, l'humeur enjouée et facile. Sa beauté fit sa fortune. La reine le distingua dans la foule de ses gardes, l'éleva jusqu'à elle, le présenta au roi comme un jeune homme d'une capacité éminente, le fit entrer au conseil d'État, bientôt après lui confia le poste de ministre des affaires étrangères, et, de faveurs en faveurs, finit par lui livrer, avec son cœur et sa confiance, le gouvernement tout entier de l'État.

Godoy a eu le sort des favoris qui sont tombés sous le poids de la haine publique. Il a été fort calomnié, et l'on a exagéré ses vices comme ses fautes. Il avait des qualités incontestables, l'esprit naturellement juste, lucide, souple, prompt et libre des préjugés de son pays. L'habitude des affaires lui avait donné une assez grande facilité de travail. Son caractère était doux et humain. Les vifs et durables attachements qu'il a su inspirer attestent qu'il avait une puissance de séduction peu commune. Il avait surtout à un haut degré cette grâce, cet entraînement sympathique, qui sont particuliers aux hommes de plaisir. L'Espagne lui doit d'importantes améliorations. Il est le premier ministre espagnol qui ait osé braver la colère du clergé en arrêtant l'envahissement des biens de main-morte, en refrénant le pouvoir

intolérant du tribunal de l'inquisition, enfin en obtenant du saint-siége le droit de séculariser et de vendre une partie des propriétés ecclésiastiques. Plus d'une fois il a conçu de nobles et vastes desseins, tels que la réorganisation des finances de l'Espagne et de son système militaire; mais, pour conduire à fin de telles entreprises, pour triompher des mille obstacles que lui suscitaient les priviléges des nobles, l'esprit de domination du clergé, la timidité du roi et la jalousie ombrageuse de la France, il eût fallu une variété de connaissances, une fécondité et une sûreté d'esprit, une puissance de volonté et d'application qu'il n'a jamais eues. La reine a été son mauvais génie; il s'est dégradé au contact de cette femme perverse et dissolue. Bientôt se développèrent en lui les plus mauvais penchants, la paresse, la cupidité, l'amour du faste, une ambition extravagante, enfin le goût et l'habitude de la débauche. La dépravation des grands a surtout cela de funeste, qu'elle démoralise tout ce qui les entoure. Les courtisans copièrent à l'envi les vices du favori. Ce fut un nouveau moyen de lui plaire et de pousser leur fortune. Le plus lâche égoïsme prit dans les cœurs la place du devoir; on ne pensa plus qu'à soi. Tous les ressorts de la puissance publique se détendirent, et le gouvernement, à tous les degrés de la hiérarchie administrative, depuis les ministres jusqu'à ses plus intimes agents, se trouva frappé d'inertie.

La reine et le prince de la Paix, après s'être aimés longtemps, se fatiguèrent l'un de l'autre; de mutuelles infidélités suivies de scènes orageuses, mirent un terme à cette coupable union, et, d'un commun accord, ils vo-

lèrent, chacun de son côté, à de nouvelles amours. La reine, une fois lancée dans cette voie de désordres, ne s'arrêta plus. L'âge, au lieu d'éteindre chez elle ces lascives ardeurs, ne fit que les redoubler ; elle finit par aller chercher partout, par accepter de toutes mains les nombreux objets de ses préférences, et le palais des rois d'Espagne se trouva transformé en un lieu de débauches et d'orgies. Les orgies dégénéraient fréquemment en querelles violentes, et trop souvent d'étranges récits vinrent scandaliser les oreilles du peuple de Madrid. Cependant la reine conserva toujours pour Godoy un fond d'attachement que rien ne put détruire. Il a eu de nombreux successeurs, mais pas un rival. Elle lui revenait toujours. Le favori savait se prêter à des retours de tendresse qui assuraient la durée de son crédit. Après avoir été, pendant tant d'années, l'amant public de sa souveraine, il était devenu le complaisant mystérieux de ses débauches. Chaque jour, il fallait satisfaire à des prodigalités dont il connaissait la source impure. C'était lui qui toujours la tirait d'embarras, lui qui se chargeait de déguiser au roi la véritable cause des dilapidations du trésor public. Il y a peu d'exemples, dans l'histoire des derniers siècles, qu'une tête couronnée et un favori aient fait un usage plus effroyable de la toute-puissance, et gaspillé avec plus d'impudeur les destinées d'une grande et généreuse nation.

Le dévot Charles IV ne soupçonnait rien. Les désordres qui scandalisaient toute l'Espagne, lui seul ne les voyait point. Il admirait dans la reine une mère chaste, quelquefois sévère, mais toujours juste, et, dans l'homme

qui avait déshonoré sa couche, le plus grand ministre qu'ait eu la monarchie. Lui aussi, il aimait Godoy : il lui portait une tendresse de père, et il n'est point de faveurs qu'il ne lui ait prodiguées. On peut dire qu'il l'en accabla. D'abord il le fit duc d'Alcudia, plus tard prince de la Paix. Ce n'était point encore assez ; il l'unit par le sang à la maison royale en lui donnant pour épouse la fille de l'infant don Louis. Godoy était, après les souverains, le personnage le plus considérable de l'Espagne. Tous les pouvoirs publics venaient en quelque sorte se concentrer dans ses mains. Il était le véritable maître du royaume, maître détesté, méprisé, avili, mais obéi, courtisé et tout-puissant.

L'empereur, déterminé à subjuguer l'Espagne, allait donc rencontrer sur son chemin un premier obstacle ; c'était le favori. Comment en agirait-il avec ce personnage? Il n'y avait que deux manières de procéder : il fallait ou l'abattre ou le gagner. L'abattre, c'était la guerre, et la chose que Napoléon redoutait le plus au monde, c'était précisément d'entrer en collision avec le gouvernement espagnol. L'affermissement de sa suprématie sur le continent exigeait qu'il tînt quelque temps encore ses armées réunies et compactes entre l'Elbe et la Vistule. Bien loin d'aller porter la guerre en Espagne, il s'agissait au contraire d'ôter à ce pays la possibilité de la lui faire un jour. A des relations indécises, troublées par de secrètes et mutuelles défiances, il voulait substituer une situation nette, tranchée, permanente, sur laquelle il pût à tout jamais compter. Ainsi l'empereur n'avait qu'un seul parti à prendre : c'était d'abord de

gagner le favori, sauf plus tard à le briser, si ses intérêts le lui commandaient.

Le prince de la Paix avait trop abusé de sa fortune pour ne pas avoir un grand nombre d'ennemis. Les faveurs du trône le protégeaient aujourd'hui contre la haine publique; mais Charles IV était vieux : sa santé, fort altérée depuis quelque temps, laissait pressentir une fin prochaine. S'il mourait, quel serait le sort du favori? Il aurait à rendre un compte terrible au nouveau roi d'abord, et puis à tout ce peuple dont il avait, pendant tant d'années, dirigé les affaires avec une incurie si déplorable. Sa chute, il devait s'y attendre, serait aussi rapide, aussi éclatante que l'avait été son élévation, trop heureux si, par un exil volontaire, il parvenait alors à sauver ses richesses et sa tête.

Napoléon entrevit dans cette situation, mélangée de tant de grandeurs et de périls, un moyen infaillible de l'attacher à sa cause. Ses troupes s'avançaient en ce moment sur le Portugal. Bientôt il allait avoir à sa disposition un territoire de deux millions cinq cent mille âmes. Il résolut de le diviser en trois parts, d'en ériger une en principauté indépendante et de l'offrir au prince de la Paix. C'était un refuge assuré qu'il lui ouvrirait contre les vicissitudes de l'avenir. Il l'associerait ainsi à sa fortune : d'un ennemi secret, il s'en ferait un allié, un souple instrument de ses desseins. Le favori se laissa prendre à cette amorce. L'idée ne lui vint pas un instant qu'elle pût être un piége tendu à son ambition. Il ajouta la même confiance aux offres de l'empereur qu'il en avait accordé l'année précédente à celles de la coalition. Aveu-

glé par sa vanité, il crut ses fautes oubliées et pardonnées; il accepta tout.

L'Espagne était alors représentée à la cour des Tuileries par le prince de Masserano ; mais ce n'était point par ses mains que passaient les affaires les plus secrètes. Le véritable ambassadeur était un personnage obscur, entièrement dévoué au prince de la Paix, qui, sous le voile d'une mission scientifique, l'avait envoyé à Paris pour y défendre ses intérêts particuliers. Cet agent était don Eugénio Isquierdo. C'est lui qui reçut les premières ouvertures relatives au démembrement du Portugal, qui en informa secrètement le prince de la Paix, et qui fut chargé par lui de discuter les bases du traité de partage. Le prince de Masserano n'en fut instruit qu'après que toutes les conditions en eurent été arrêtées. Le traité fut signé à Fontainebleau le 27 octobre 1807.

Le Portugal était divisé en trois lots. Le premier, formé des provinces d'Entre-Duero-et-Minho avec la ville d'Oporto, était donné au jeune roi d'Étrurie, en échange de la Toscane, cédée à la France. Ce prince prendrait le titre de roi de la Lusitanie septentrionale. La province des Algarves et l'Alentejo composaient le second lot. Il était donné en toute souveraineté au prince de la Paix, qui prendrait le titre de prince des Algarves. Le nouveau royaume de la Lusitanie et la principauté des Algarves étaient placés sous la protection du roi d'Espagne. A défaut d'héritiers mâles du roi d'Étrurie et du prince des Algarves, le droit d'investiture, en ce qui touchait ces deux souverainetés, revenait à Sa Majesté

Catholique, sous la condition de ne les réunir ni sur une seule tête, ni à l'Espagne. Les trois provinces de Tras-os-Montès, de Beira et d'Estramadure, qui formaient le reste du Portugal, demeureraient en séquestre entre les mains de la France jusqu'à la fin de la guerre. Elles pourraient être alors restituées à la maison de Bragance, mais sous la condition que Gibraltar, l'île de la Trinité, ainsi que les autres possessions conquises par l'Angleterre sur l'Espagne depuis le commencement de la guerre, seraient restituées à Sa Majesté Catholique. Les colonies portugaises seraient partagées également entre la France et l'Espagne. Le roi d'Espagne serait proclamé empereur des deux Amériques, et l'empereur des Français prendrait immédiatement possession du royaume d'Étrurie.

Une convention signée ce même jour, 27 octobre, régla le mode d'occupation du Portugal par les forces combinées des deux puissances. Une armée française forte de 28,000 hommes, dont 3,000 de cavalerie, à laquelle viendrait se joindre un corps de 11,000 Espagnols, se dirigerait, à travers l'Espagne, sur Lisbonne. L'Espagne s'engageait à prendre possession de la province d'Entre-Duero-et-Minho, avec 10,000 hommes, et de l'Alentejo et des Algarves avec 6,000. Un second corps d'armée français, fort de 40,000 hommes, se rassemblerait à Bayonne, de manière à se trouver en mesure d'entrer, le 20 novembre, en Espagne, dans le cas où les Anglais opéreraient une descente en Portugal; mais il était expressément convenu que cette armée ne franchirait les Pyrénées qu'après que les deux gouver-

nements se seraient concertés et auraient conclu une nouvelle convention.

L'Empereur n'avait pas attendu que le traité de partage eût été signé pour agir contre le Portugal. Le général Junot, qui avait conservé son titre officiel d'ambassadeur de France à la cour de Lisbonne, vint prendre le commandement de l'armée d'invasion, et, le 18 octobre, il franchit la Bidassoa et se porta vivement, par la Navarre et la Castille, sur Salamanque. Partout sur cette longue route, il reçut des populations un accueil amical. A Vittoria, à Burgos, à Valladolid, on lui donna des fêtes. On se pressait en foule autour de ce drapeau français encore entouré d'une auréole de gloire si éclatante et si pure. De son côté, l'Espagne se disposa à appuyer le mouvement de Junot. Le général Taranco, chargé d'occuper les provinces portugaises destinées au roi d'Étrurie, se dirigea avec quatorze bataillons et six escadrons de la Corogne sur Oporto. Le général Solano, marquis del Socorro, pénétra dans les Algarves et l'Alentejo à la tête de huit bataillons, de cinq escadrons et d'une batterie à cheval. Enfin une division espagnole, commandée par le général Caraffa, se réunit à Alcantara, d'où elle devait marcher ensuite, de concert avec l'armée française, sur Lisbonne.

Ainsi le Portugal allait être envahi sur tous les points à la fois, au centre, au nord et au midi. Le gouvernement espagnol avait dû faire des efforts inouïs pour se trouver en mesure d'exécuter ses engagements. Afin de porter à leur complet de guerre les bataillons de l'armée active, il avait été forcé d'affaiblir toutes les garnisons

des places du nord, ainsi que les divisions qui formaient le camp de Saint-Roch : il avait pris tout ce qu'il avait de troupes disponibles, même une partie des gardes. L'armée française franchit en vingt-cinq jours la distance qui sépare Bayonne de Salamanque. Elle arriva dans cette dernière ville le 12 novembre. Elle comptait s'y reposer de ses fatigues : déjà elle avait disposé ses campements, quand elle reçut l'ordre de poursuivre sa marche.

L'Angleterre avait secrètement autorisé le régent, par un traité qui fut signé le 22 octobre, à séparer ostensiblement sa cause de la sienne et à lui fermer ses ports et ses marchés ; mais elle y avait mis pour conditions que la France et l'Espagne se déclareraient satisfaites, et ne toucheraient point au territoire portugais. Les cours de Lisbonne et de Londres jouèrent avec une dissimulation parfaite leur rôle d'ennemis officiels. Le prince régent déclara solennellement la guerre à l'Angleterre; rappela de Londres son ambassadeur, et fit mettre le séquestre sur toutes les propriétés anglaises qui se trouvaient encore dans le royaume. De son côté, l'ambassadeur anglais, lord Strangfort, simula une grande colère, fit abattre des portes de son hôtel les armes d'Angleterre, demanda avec hauteur ses passe-ports, et se retira à bord de l'*Hybernia;* mais, la nuit, une barque venait silencieusement le chercher et le ramenait à Lisbonne, où il conférait, pendant de longues heures, avec le régent et ses ministres : le matin, avant le jour, la même barque le reconduisait à bord de l'*Hybernia*.

Pour prix de sa soumission apparente, la cour de Lis-

bonne nous demanda d'arrêter la marche de nos troupes[1]. L'Empereur était persuadé que le régent le trompait; il fit expédier à Junot l'ordre de précipiter sa marche sur Lisbonne, soit pour la protéger contre les Anglais, dans le cas où le gouvernement portugais leur aurait sérieusement déclaré la guerre, comme il l'affirmait, soit pour occuper militairement cette capitale et en chasser le régent, si, comme tout le faisait croire, il était d'intelligence avec le cabinet de Londres. Il voulait que son armée arrivât comme la foudre, de manière à ne laisser ni au régent, ni aux Anglais, ni aux habitants le temps d'organiser la résistance. Il défendait à Junot de s'arrêter, même pour rassembler des vivres, « vingt mille hommes pouvant, disait-il, vivre partout, même dans un désert. »

Le pays situé entre le Tage et le Duero est l'un des plus montagneux et des plus sauvages de la Péninsule. L'Estrella, avec ses pics neigeux et ses nombreux rameaux, se dresse au centre de la Beira, comme pour servir de boulevard aux armées envahissantes de l'Espagne et couvrir Lisbonne. Junot n'avait le choix qu'entre deux routes, l'une, au nord, qui tournait la crête de l'Estrella et passait par Almeyda, Celorico et Thomar; l'autre, au midi, qui courait sur les flancs escarpés de la montagne, par Alcantara et Abrantès. La première traversait un pays riche, peuplé, où les troupes auraient vécu dans l'abondance; mais elle était beaucoup plus longue que l'autre. En outre, elle était couverte par la

[1] Note de M. d'Araujo, 22 octobre 1807

place d'Almeyda, qui nous eût arrêtés quelques jours, et cette perte de temps pouvait nous devenir fatale. La route d'Abrantès avait l'avantage d'être plus directe et de conduire l'armée à Alcantara, où l'attendait la division espagnole du général Caraffa.

Ces considérations maîtrisèrent Junot, et il prit la route d'Abrantès. Les obstacles naturels y étaient semés à chaque pas : ici, des montagnes nues, arides, presque inaccessibles à la cavalerie; là, des ravins profonds; presque partout, la stérilité et le désert. Les éléments déchaînés achevèrent de rendre cette route aussi difficile que périlleuse. La pluie tombait en abondance; les ruisseaux étaient devenus d'impétueux torrents, et toutes les rivières étaient débordées. L'armée n'avait eu le temps de rassembler ni magasins ni convois, et elle eut bientôt épuisé tout ce qu'elle avait emporté d'Alcantara. Pourtant il fallait vivre. Les soldats étaient réduits à aller chercher leurs subsistances dans les pauvres chaumières clair-semées sur les montagnes ou au fond des vallées. Pendant plusieurs jours, ils ne se nourrirent que d'oignons et de châtaignes. Junot, sachant l'importance d'un jour perdu, ne leur laissa point de repos. Lisbonne devait être le prix moins de leur valeur que de la rapidité de leur course. De là, pour eux, des misères sans nombre. C'étaient, pour la plupart, de jeunes soldats qui n'avaient point encore vu le feu. Les plus faibles ne purent résister à tant de fatigues et succombèrent; beaucoup restèrent en arrière. L'armée cessa de former une masse compacte et disciplinée, et se fractionna en une multitude de petits détachements. Les traînards formaient

une longue file qui couvrait la route l'espace de plusieurs lieues. Ce n'était plus une marche régulière, mais une course à volonté. Une poignée d'hommes déterminés aurait suffi pour arrêter et détruire dans les gorges de l'Estrella nos colonnes disjointes. Enfin, l'avant-garde atteignit Abrantès. Les autres détachements arrivèrent plus tard, successivement et dans un état déplorable. La plupart des soldats n'avaient plus de chaussures, leurs fusils, tordus et rouillés, ne fonctionnaient plus. Les chevaux pouvaient à peine se traîner, et les affûts des canons étaient tout disloqués. A la vue de ces figures amaigries par la fatigue et la faim, de ces chevaux étiques, de ces équipages délabrés et en lambeaux, on ne se fût guère douté que c'était là une armée envahissante. Du reste, elle touchait au terme de ses souffrances ; elle avait trouvé dans Abrantès tout ce dont elle était privée depuis qu'elle avait quitté Alcantara, des vivres, des fourrages de bonne qualité, des chaussures, des munitions et des équipements.

Junot n'attendit pas qu'il eût rassemblé et réorganisé son armée pour s'avancer sur Lisbonne. Il savait mieux que personne à quelle sorte de gens il avait affaire, et il agit comme s'il était à la tête des vainqueurs d'Austerlitz et d'Iéna. Il prit la plume et annonça lui-même au premier ministre du régent à son arrivée à Abrantès. « Je serai dans quatre jours à Lisbonne, lui dit-il ; mes soldats sont désolés de n'avoir pas tiré un coup de fusil : ne les y forcez pas ; je crois que vous auriez tort. »

Après le refus de l'Empereur d'arrêter la marche de

ses colonnes, on ne comprend pas que le régent ait pu hésiter un instant sur ce qu'il avait à faire. Il ne lui restait plus qu'à monter sur ses vaisseaux et à transporter son trône au Brésil; mais la perspective d'un tel exil le navrait de douleur, et son âme était en proie aux plus cruelles incertitudes. Dans de certains moments il semblait décidé à rompre sans retour avec l'Angleterre. Ainsi, le 8 novembre, il ordonna de garder à vue le petit nombre de sujets anglais qui étaient restés dans le royaume : c'étaient quelques malheureux que leurs dettes ou leur misère avaient retenus sur le sol portugais. Ainsi encore, il fit réparer et approvisionner les forts de la marine et couvrir la côte et les deux rives du Tage de batteries mobiles. Enfin, il envoya le marquis de Marialva proposer d'unir le prince de Beira, alors âgé de neuf ans, à la fille du grand-duc de Berg. Cet ambassadeur devait, en outre, offrir à Napoléon un subside considérable. Cependant, dans le moment même où il semblait se livrer à nous, le régent prenait des mesures calculées dans la prévision d'une fuite prochaine. Il avait ordonné que ses bâtiments de guerre de toute grandeur fussent radoubés, équipés, pourvus de vivres pour plusieurs mois et aménagés de manière recevoir à bord un grand nombre de personnes. Naturellement, on en conclut qu'ils étaient destinés, non pas à combattre les Anglais, mais à transporter au Brésil la famille royale et la cour. Le gouvernement fit appel à la générosité de ses sujets. Il leur fit un triste tableau de ses embarras, de ses dangers, de la pénurie du trésor, et il les invita à venir lui apporter leur vaisselle d'or et

d'argent; mais l'aristocratie portugaise et les riches négociants, remarquant qu'il y avait plus d'ostentation que de réalité dans les mesures défensives, soupçonnèrent la cour de ne leur demander leur argent que pour l'emporter au Brésil. Ils restèrent sourds à l'appel du prince, enfouirent leurs richesses et attendirent les événements.

Les Anglais avaient la promesse du régent qu'il se retirerait au Brésil dès qu'il aurait perdu tout espoir de prévenir l'envahissement de son pays. Ils ne mettaient point en doute sa bonne foi, mais ils connaissaient son caractère faible et irrésolu. Ils craignirent qu'il n'eût la force ni de fuir le péril, ni de le combattre, et, qu'au moment suprême, il n'aimât mieux encore subir le joug de la France que de s'arracher de sa capitale. Un grave incident vint fortifier leur soupçon. L'amiral russe Siniavin avait quitté la rade de Ténédos pendant les conférences de Tilsit, et tourné ses voiles vers l'Océan, afin de regagner la Baltique. Il venait de passer le détroit de Gibraltar, quand il apprit la conclusion de l'alliance de Tilsit. Il avait avec lui neuf vaisseaux de ligne, deux frégates et six mille cinq cents hommes de troupes. N'osant poursuivre sa route, de peur de tomber au milieu des croisières anglaises, il alla se réfugier dans le port de Lisbonne. On en conçut à Londres beaucoup d'inquiétude. La flotte de l'amiral Siniavin était devenue, par le cours des événements, une force entre les mains de la France. Qui pouvait calculer l'effet que sa présence dans les eaux de Lisbonne allait produire sur les déterminations du régent?

Les ministres anglais prirent leurs mesures pour toutes les éventualités. Ils envoyèrent sir Sidney Smith croiser, avec une escadre considérable, devant l'embouchure du Tage. Le général Moor se rendait de Sicile dans la Baltique, avec un corps de dix mille hommes, pour secourir le roi de Suède, menacé par la Russie, la France et le Danemark : on lui expédia en toute hâte l'ordre de s'arrêter devant Lisbonne et de prêter main forte, le cas échéant, à sir Sidney Smith. Ils devaient, l'un et l'autre, protéger l'embarquement de la famille royale, si elle exécutait son dessein de se retirer au Brésil; dans le cas contraire, ils traiteraient le Portugal en ennemi : ils s'empareraient de tous ses bâtiments, bombarderaient ses côtes, forceraient l'entrée du Tage et y saisiraient tous les vaisseaux de guerre qui s'y trouveraient, tous, y compris ceux de l'amiral Siniavin. Ce n'est pas tout : le commodore Beresford dut occuper militairement l'île de Madère, et des ordres furent expédiés au gouvernement de l'Inde pour qu'il mît la main sur tous les comptoirs que le Portugal possédait dans cette partie du monde. Ainsi, le prince régent était dans la plus affreuse des situations. De quelque côté qu'il tournât les yeux, le péril et le joug étaient partout. Il était dévoré d'anxiétés, quand une nouvelle terrible, l'arrivée des Français dans les murs d'Abrantès et la lettre de Junot fixèrent ses irrésolutions.

Abrantès occupe sur les deux rives du Tage une position très-forte. Elle est, de ce côté, le véritable boulevard de Lisbonne. Si les Portugais avaient eu la pré-

voyance de l'armer et le courage de la défendre, elle eût arrêté nos colonnes harassées et donné le temps au gouvernement de mettre la capitale à l'abri d'une surprise; mais le pouvoir avait montré une incurie si profonde, et la marche des Français avait été si rapide, qu'on les croyait encore à Alcantara quand ils touchaient aux portes de la capitale. Le jour même où le prince régent recevait la lettre de Junot, un autre message lui arrivait, et celui-là lui était adressé par sir Sidney Smith; c'était *le Moniteur* du 13 novembre, qui contenait ces lignes fameuses : *Le prince régent de Portugal perd son trône. La chute de la maison de Bragance sera une nouvelle preuve que la perte de quiconque s'attache aux Anglais est inévitable.*

Le prince venait de lire sa sentence. Il n'y avait plus à balancer; il fallait fuir : mieux valait encore un trône au Brésil qu'une abdication forcée, peut-être la prison en France. L'ordre du départ fut donné. Il s'effectua le 27 novembre sous les yeux de la population éplorée. Lisbonne offrit pendant trois jours un spectacle lamentable. Le peuple était habitué à l'administration douce et apathique de ses princes. Leur indolence et leur bigotisme ne le choquaient point. Dévot lui-même et superstitieux, il y voyait un titre de plus à son amour et à ses respects. Au moment où ils sortirent du palais et se dirigèrent vers la rive qu'ils allaient quitter, la foule se pressa autour d'eux et les accompagna dans un morne silence. Tout, dans ces adieux, fut sombre et solennel. En tête du cortége royal marchait lentement la voiture de la vieille reine. Depuis seize ans, privée

de la raison, elle n'avait point quitté son palais de Mafra; mais la vue de tout ce peuple attroupé, de cette douleur universelle, ranima, pour quelques instants, les lueurs de son intelligence. De nobles pensées lui revinrent avec le sentiment des malheurs et de la honte de son pays. « Eh quoi! s'écria-t-elle avec une incroyable expression de tristesse, nous quitterions le royaume sans avoir combattu! » Puis, s'adressant à son cocher : « Pas si vite! pas si vite! disait-elle, on croirait que nous fuyons. » Après la voiture de la reine venait celle du régent. Ce prince s'avançait, le cœur déchiré et le visage couvert de larmes. Au moment où il quitta le rivage et monta sur le vaisseau qui devait l'emporter, les sanglots éclatèrent de toutes parts, et la foule attendrie répondit à ses touchants adieux par un long gémissement. Tout le personnel de la cour, la plupart des grandes familles, beaucoup de riches négociants, les ministres, les chefs des diverses administrations, la plupart des officiers supérieurs de l'armée, suivirent la fortune des princes, et l'on porte à plus de quinze mille le nombre des personnes que reçurent les vaisseaux portugais. Des vents contraires retinrent, pendant quarante heures, dans la rade et en vue de Lisbonne, le convoi royal. Enfin les voiles s'enflèrent, l'escadre gagna la haute mer, traversa la flotte anglaise, en reçut le salut d'usage qui était comme un dernier adieu et disparut. Une éclipse de soleil eut lieu le jour même où partit la famille royale. Ce phénomène mit le comble à l'émotion qui agitait tous les cœurs. Chacun, à Lisbonne, l'interpréta dans le sens de ses craintes ou de

ses espérances; tous y virent une manifestation de la volonté divine.

Tandis que la famille royale fuyait sur ses vaisseaux, Junot s'avançait à grands pas. Sa position était fort compromise. Il avait à peine avec lui 1,500 hommes. Le reste venait derrière, non pas en masses serrées, mais par petits détachements. Une partie de l'armée portugaise, environ 10,000 hommes, occupait les murs de Lisbonne. La flotte anglaise avait à bord des troupes de débarquement. Qu'on juge du danger qu'aurait couru Junot, si les Anglais et les Portugais avaient confondu leurs efforts et marché sur lui! Mais, comptant sur le prestige du drapeau français, sur l'impression d'indicible terreur qu'allait causer sa présence, il s'avança fièrement avec sa petite troupe, entra le 30 novembre dans Lisbonne, se dirigea, sans s'arrêter, sur les forts de Bélem qui dominent et défendent le port, fit pointer ses canons sur quelques bâtiments chargés d'émigrants qui n'avaient point encore quitté la rade, les força à rentrer dans le port et s'en empara. En d'autres circonstances, une telle audace eût été de la folie : dans celle-ci, ce fut un trait de génie. Le départ de la cour et des chefs de l'administration avait désorganisé tous les services, et Lisbonne, veuve de ses princes, sans gouvernement, sans police, se trouva, pendant quelques jours, livrée aux passions cupides ou féroces de la populace. Là, comme à Naples en 1806, des bandes de brigands s'organisèrent et conçurent l'horrible dessein de forcer les prisons et de mettre la ville au pillage. Dans ce danger imminent, Junot devint un sauveur

pour les hautes classes et la bourgeoisie. Du reste, l'étonnement fut général à la vue de ses minces bataillons. L'imagination exaltée des Portugais s'était créé des types de soldats français à la taille imposante, à la figure martiale. Quand, au lieu de ces hommes d'élite, ils ne virent que des conscrits imberbes, mal vêtus, amaigris par les privations et les fatigues, ils firent sur eux-mêmes un triste retour ; ils eurent honte de s'être livrés à des enfants sans avoir brûlé une amorce, et ce sentiment ne fut pas étranger à leur conduite ultérieure.

Tandis que Junot exécutait son brillant coup de main, les armées espagnoles opéraient, avec non moins de succès, dans les provinces du sud et du nord. Le général Solano pénétrait dans l'Alentejo et les Algarves, et portait son quartier général à Sétubal, distant seulement de cinq lieues de la capitale. De son côté, le général Taranco occupait, sans rencontrer la moindre résistance, la province d'Entre-Minho-et-Duero. Il prit possession, le 15 décembre, de la ville d'Oporto.

Cependant le gros de l'armée française avait rejoint successivement le corps d'avant-garde, et bientôt Junot se trouva assez fort pour commander en maître. Il résolut de consacrer à tous les yeux, par un acte éclatant et solennel, les droits de son souverain. Un jour, c'était un dimanche, il rassembla sur la place du Roscio toutes ses troupes en grande tenue. Le peuple, attiré par ce spectacle nouveau pour lui, se pressait en foule derrière les lignes de nos soldats. A midi, une salve d'artillerie part du château des Maures ; tous les yeux se

tournent de ce côté, et l'on voit le drapeau aux armes du Portugal, qui flottait sur la plus haute des tours, tomber et faire place au drapeau tricolore. Ce jour-là, les Portugais comprirent qu'ils avaient échangé le joug mercantile de la Grande-Bretagne contre le joug militaire de l'empire français. La consternation fut générale. Le soir, une extrême agitation se manifesta dans la population : des groupes nombreux se formèrent, et le cri : *Meurent les Français!* ce cri sinistre qui, bientôt, retentira dans toute la Péninsule et armera tous les bras, se fit entendre pour la première fois. Tous les membres du gouvernement provisoire étaient réunis en ce moment chez le général Junot. Il se tourna vers eux et leur dit : *Messieurs, malheur à vous si vous osez conspirer contre l'armée de l'empereur Napoléon! vos têtes me répondront de la tranquillité du peuple.* Ces paroles remplirent de terreur tous les assistants. Le cardinal Mendoça, patriarche de Lisbonne, et, à son exemple, tous les chefs du clergé, ainsi que les personnages les plus éminents de la noblesse et de la magistrature, non-seulement reconnurent l'autorité du général français, mais encore s'appliquèrent à calmer le peuple et lui prêchèrent la soumission.

Junot maintint provisoiremeut toutes les autorités portugaises que le prince régent avait instituées avant son départ, réorganisa la police, assura la tranquillité des habitants, et fit observer par ses troupes une exacte et sévère discipline. Il nomma gouverneur militaire de Lisbonne le général Delaborde, qui savait allier à une grande vigueur de caractère un esprit modéré et juste.

Le matériel de l'armée avait extrêmement souffert. La plupart des fusils étaient rouillés et tordus, les attelages de l'artillerie disloqués, les chevaux hors d'état de servir, enfin les habits des soldats étaient en lambeaux; mais l'arsenal de Lisbonne, l'un des plus riches de l'Europe, regorgeait d'armes, de munitions et d'équipements. Junot y trouva au delà de ce qui lui était nécessaire pour remonter à neuf tous ses corps. L'armée portugaise fut dissoute; une partie des soldats fut renvoyée dans ses foyers et l'autre en France, où elle fut incorporée dans nos armées. Junot prit tous les chevaux et tous les canons, et s'en servit pour réorganiser son artillerie et sa cavalerie; il mit sur un pied de défense redoutable les forts de Bélem, la côte, ainsi que les places qui couvrent les deux rives du Tage.

La conquête du Portugal était maintenant consommée. Elle fermait aux marchandises anglaises les ports et les marchés de toute la Péninsule; elle portait au commerce de la Grande-Bretagne un dommage incalculable, et complétait la soumission de tout le midi de l'Europe aux mesures prohibitives décrétées à Berlin le 21 novembre 1806, et devenues, par les traités de Tilsit, la loi suprême du continent.

CHAPITRE XXIX

Situation politique de la Suède. — Le roi Gustave IV. — Rupture de l'armistice de Schlatow. — Les Français s'emparent de Stralsund et et de l'île de Rügen. — La Suède reste fidèle à la cause des Anglais. — Joie secrète qu'en ressent la Russie. — Duplicité de l'empereur Alexandre. — Faute et loyauté de Gustave IV. — Entrée et succès des Russes en Finlande. — Fureur du roi. — Il fait arrêter le ministre de Russie, M. d'Alopœus. — Déclaration de la Russie. — Affaires de Turquie. — La Russie refuse d'exécuter la convention de Solobosa. — Occupation prolongée des provinces prussiennes par les armées françaises. — Douleur du roi et de la reine de Prusse. — Discussions entre la France et la Russie au sujet de la Prusse, de la Moldavie et de la Valachie. — Prétentions de l'empereur Alexandre sur les deux provinces grecques. — Prétentions de l'empereur Napoléon sur la Silésie. — M. de Caulaincourt nommé ambassadeur en Russie. — Sa lettre à l'empereur Alexandre au sujet de l'arrestation du duc d'Enghien. — La Finlande déclarée partie intégrante de l'empire. — Inquiétudes et récriminations de la Porte. — Ses instances pour obtenir la paix. — Son dévouement absolu à la France. — Embarras de Napoléon. — Insinuations pour amener la Porte à céder la Moldavie et la Valachie. — Refus de la Porte. — Noble attitude du gouvernement turc et des populations. — Violente réaction contre la France à Constantinople. — Déclaration rassurante faite par le général Sébastiani. — Il promet que l'armistice sera prolongé. — Rappel de cet ambassadeur. — Mécontentement en Russie. — Plaintes de l'empereur Alexandre. — Suède. — Arrivée du général Moor à Gothenbourg et de l'amiral Saumarez dans la Bal-

tique.—Nouveaux dangers qui menacent la Zélande.—Anxiétés à Copenhague. — Reprise des îles d'Aland et de Gothland. — Plaintes du cabinet russe contre la France — Situation délicate de Napoléon à l'égard de la Russie et de la Turquie.

Au commencement de l'année 1808, il ne restait plus sur le continent qu'un seul État qui continuât d'entretenir avec l'Angleterre des relations de paix et d'amitié, c'était la Suède. Cette puissance, qui occupe une si petite place dans le monde, s'agitait en mille sens depuis quelques années pour nous faire du mal. On s'explique que, dans la dernière guerre, elle se fût mise du bord de nos ennemis. Elle était maîtrisée par sa position géographique. Tandis que la France était trop loin d'elle pour la protéger ou pour lui faire peur, la Russie, la Prusse et l'Angleterre la pressaient de toutes parts. L'une avait prise sur la Finlande, l'autre sur la Poméranie, la troisième sur toute l'étendue de ses côtes. Ces trois couronnes une fois liguées contre la France, la Suède ne pouvait pas résister à leur impulsion. Mais au lieu de ne se livrer à elles que dans la stricte mesure commandée par sa situation et par ses engagements, elle embrassa leur cause avec une passion, avec une véhémence que rien ne justifiait.

Comme nous l'avons dit, son roi s'était fait l'ardent champion de la légitimité exilée et proscrite, l'ennemi fougueux et en quelque sorte personnel de l'homme qui occupait avec tant de grandeur et de génie le trône de Louis XIV. Gustave IV était un de ces princes prédestinés par l'infirmité de leur intelligence à se perdre eux et leur dynastie. Il avait un nobe cœur, une loyauté cheva-

leresque : il était toujours prêt à se dévouer aux infortunes qui l'avaient touché. Mais l'étendue et la sûreté du jugement, cette haute prudence unie à la fermeté, ce grand art de manier les affaires et les hommes qui sont les qualités solides de l'homme d'État, il en était entièrement dépourvu. Il avait l'esprit étroit et faux, une volonté obstinée et une imagination ardente bien qu'inféconde, qui, trop souvent, le jetait dans des aberrations étranges.

La bataille de Friedland, qui porta le découragement dans le camp des alliés, enflamma son ardeur et lui inspira les plus singulières témérités de langage et de conduite. L'armistice de Schlatow durait encore : il aurait dû s'en applaudir et attendre en silence les événements. Mais ce malheureux prince ne savait jamais rien faire à propos. L'Angleterre venait de lui envoyer 10,000 Hanovriens sous les ordres de lord Cathcart. Blücher, qui ne demandait que des occasions de se battre contre les Français, était venu mettre au service de la Suède sa vengeance et son épée : il avait sous ses ordres 6,000 Prussiens. La présence de ces troupes auxiliaires inspira soudainement au roi une confiance insensée dans sa fortune, et il osa concevoir la pensée de lutter seul contre la puissance formidable qui venait de vaincre successivement la Prusse et la Russie. Vainement le maréchal Brüne, qui voulait l'empêcher de se perdre, invoqua la convention conclue avec le général Essen qui portait que les hostilités ne recommenceraient qu'un mois après la dénonciation de l'armistice. Gustave n'écouta rien : il jeta son fier défi au maître du conti-

nent, dénonça l'armistice de Schlatow et recommença, le 3 juillet, les hostilités.

Une telle démence inspira à l'empereur Napoléon plus de pitié que de colère; pourtant, provoqué comme il l'était, il ne pouvait refuser de se battre. Il voulut du moins utiliser cette reprise d'hostilités. Il ordonna au maréchal Brüne de pousser vivement devant lui les Suédois, d'assiéger et de prendre Stralsund ainsi que l'île de Rügen et d'occuper toute la Poméranie suédoise. Il arriverait ainsi aux négociations de la paix maritime avec un gage de plus dans les mains. Le 15 juillet, l'armée française parut devant Stralsund et l'investit. Mais déjà la nouvelle que la paix était conclue entre la France et la Russie était connue dans cette ville et à Stockholm. Frédéric-Guillaume enjoignit à Blücher de quitter les drapeaux de la Suède et de rentrer immédiatement en Prusse avec ses 6,000 soldats. Lord Cathcart se tint prudemment à l'écart, et bientôt après quitta la Poméranie pour venir se réunir à l'armée que portait la flotte de l'amiral Gambier. Quand les Suédois se virent ainsi abandonnés par tous leurs auxiliaires, le découragement se mit dans leurs rangs, et un cri universel de blâme s'éleva contre le roi, qui se retira, le 29 juillet, dans l'île de Rügen; Stralsund nous ouvrit ses portes. Les habitants de l'île de Rügen s'assemblèrent tumultueusement et députèrent au roi leurs magistrats pour le conjurer de capituler. Le mécontentement et la terreur remplissaient toutes les âmes. Gustave craignit, s'il poussait plus loin la résistance, de provoquer un soulèvement : il céda enfin, et une convention qui fut signée

le 7 septembre, nous mit en possession de l'île. Le roi retourna à Stockholm.

Les événements qui venaient de s'accomplir à Tilsit avaient changé de fond en comble la situation politique de la Suède. Des trois grandes puissances qui étaient naguère ses alliées, deux, la Russie et la Prusse non-seulement avaient fait leur paix avec la France, mais s'étaient unies avec elle contre l'Angleterre. Le Danemark, on n'en pouvait pas douter, embrasserait la cause des deux empereurs, en sorte que si la cour de Stockholm restait fidèle à la cause des Anglais, elle aurait bientôt sur les bras tous ses voisins. La France, devenue la grande motrice des puissances du Nord, les déchaînerait contre la Suède. Elle s'adresserait à leurs passions ambitieuses; à l'une, elle promettrait la Finlande, à l'autre la Scanie. La Suède pourrait-elle triompher de tant d'efforts ligués contre elle? La maison régnante serait la première atteinte et emportée dans cette tourmente. Napoléon avait déjà montré avec quelle dureté il traitait les têtes couronnées qui avaient l'audace de le braver. Les infortunes de la maison de Naples, celles de la maison de Brunswick, celles de la maison de Hesse-Cassel, disaient assez que ses vengeances étaient terribles. Si les vicissitudes de la guerre le rendaient l'arbitre du sort de la Suède, certes il ne résisterait pas à la tentation d'abattre dans le roi Gustave l'ami passionné des Anglais, le bruyant et chevaleresque protecteur des Bourbons, le prince qui, depuis quatre ans, ne se lassait point de l'outrager en lui refusant les titres souverains que toute l'Europe,

à l'exception de l'Angleterre, lui avaient reconnus.

Mais, d'un autre côté, la Suède, en se déclarant contre les Anglais, s'exposait à des dangers presque aussi grands qu'en lui restant fidèle. Ils ne lui avaient point épargné les menaces. Dès qu'ils avaient soupçonné ce qui se passait à Tilsit, ils lui avaient fait savoir que si elle abandonnait leur cause, ils procéderaient envers elle avec la dernière rigueur; ils ne se contenteraient pas de ruiner Gothenbourg; leurs flottes passeraient le Sund; elles iraient brûler Stockholm, et anéantiraient toute sa marine. Elle n'avait donc que le choix entre des périls également prochains et redoutables. S'il avait pu exister encore quelque incertitude dans l'esprit du roi Gustave, le bombardement de Copenhague les aurait fait cesser. Ce sinistre événement répandit l'épouvante dans Stockholm. Tout le monde, peuple, nobles et roi craignirent de s'attirer un sort semblable en embrassant la cause de la France; il fut unanimement décidé qu'on suivrait la fortune de l'Angleterre.

Cette détermination remplit d'une joie secrète le cabinet de Saint-Pétersbourg. Depuis le règne de Pierre le Grand, il nourrissait un désir ardent: c'était de délivrer la capitale d'un voisin incommode, quelquefois dangereux, en reculant jusqu'au golfe de Bothnie les limites de l'empire. L'occasion de mettre la main sur la Finlande était trop belle pour ne pas la saisir.

Par une note du 6 août, le cabinet russe exprima à celui de Stockholm sa surprise et son chagrin que le roi persistât à rester en guerre avec la France, et s'opposât ainsi au rétablissement de la paix générale sur le

continent[1]. Cette note était rédigée dans le style le plus doux; elle ne contenait pas une seule expression qui pût faire soupçonner au gouvernement suédois qu'en suivant les errements de la politique anglaise, il s'exposât au moindre danger. Après le bombardement de Copenhague, le gouvernement russe souleva pour la première fois le voile qui cachait le secret des délibérations de Tilsit. Dans une nouvelle note datée du 6 octobre, il rappela les articles secrets des traités de 1780 et de 1800, qui contenaient l'engagement formel contracté par les trois cours de Saint-Pétersbourg, de Stockholm et de Copenhague, de considérer la Baltique comme une mer fermée, et de la garantir contre toutes hostilités, violences et vexations quelconques. Il ajouta que S. M. l'empereur était prête à concourir aux mesures que la dignité, l'intérêt des trois cours du Nord et leurs obligations réciproques exigeaient d'elle, et il invita celle de Stockholm à lui faire connaître sa détermination sur cet objet important[2]. Gustave IV, au lieu de s'appliquer à pénétrer le véritable sens de la note russe et de faire une réponse évasive, rappela à l'empereur Alexandre les derniers engagements qu'ils avaient mutuellement contractés, et l'invita, en vertu de ces obligations, à concourir de tous ses efforts avec les siens pour éloigner de la Baltique les troupes françaises et rou-

[1] Note de M. le baron de Budberg à M. le comte de Stedingk, ambassadeur de Suède à Saint-Péterbourg.

[2] Note adressée le 6 octobre par M. le comte de Romanzoff au comte de Stedingk, ambassadeur de Suède. (Mémoires du feld-maréchal comte de Stedingk.)

vrir aux bâtiments anglais les ports de l'Allemagne.

La rupture entre la Russie et l'Angleterre éclata fort peu de temps après l'échange de ces premières notes. Rien encore, ni dans l'attitude, ni dans les paroles de l'empereur Alexandre, n'annonçait qu'il eût conçu le dessein de porter ses armes en Finlande. Tout se préparait cependant pour une invasion prochaine de cette province. Les officiers des gardes avaient été secrètement informés qu'ils pourraient rentrer incessamment en campagne. Les régiments qui avaient été retirés des provinces limitrophes de la Finlande pour aller se battre contre les Français y étaient retournés, et l'on portait à 60,000 hommes le chiffre total des troupes rassemblées en ce moment dans l'Ingrie, dans l'Esthonie et autour de la capitale. Enfin, le gouvernement russe réunissait dans les places et dans les villes frontières de la Finlande de grands dépôts de vivres et de fourrages.

L'ambassadeur de Suède à la cour de Saint-Pétersbourg, M. de Stedingk, informait jour par jour son souverain de ces préparatifs et l'avertissait de se tenir sur ses gardes. Mais Gustave ne tenait aucun compte de ces avis, et sa témérité croissait avec ses dangers. Au lieu de rivaliser de souplesse et d'art avec l'empereur Alexandre, il fut le premier à le provoquer. Il lui renvoya insolemment le grand cordon de Saint-André, ne voulant plus, dit-il, le porter depuis que ce prince l'avait donné à Bonaparte.

M. de Stedingk voyait avec désespoir le roi Gustave travailler à la ruine de sa maison avec la même furie que d'autres en mettent à s'élever. Le 7 décem-

bre 1807, il lui écrivit : « Le ministre de Danemark « dans cette cour, le baron de Blome, qui sait tous « les secrets des Français, m'a affirmé sous les plus « grands serments que, si nous ne faisions pas notre « paix avec la France, le parti était décidément pris « ici de nous attaquer. Il m'a dit encore qu'il savait « que Bonaparte avait promis la Finlande à l'empereur « s'il faisait la guerre à Votre Majesté, et que ce sou- « verain, ainsi que les personnes qu'il consulte, étaient « fort tentés par cette acquisition, parce qu'ils prévoient « que tôt ou tard la Pologne leur échappera. . . .
« . . . . . On se propose d'entrer en Finlande « sur trois points différents, et si la guerre est inévi- « table, il n'y aura aucun moyen de conjurer l'orage. « La Suède n'aura jamais eu à soutenir une lutte plus « inégale. »

Cependant Alexandre mettait une extrême lenteur à se déclarer contre la Suède. Quand le général Savary, et plus tard M. de Caulaincourt, stimulaient son zèle et lui rappelaient les engagements contractés à Tilsit, ce prince paraissait retenu, agité par des scrupules de conscience; il témoignait une répugnance extrême à prendre les armes contre son beau-frère : il sollicitait des ajournements. « La rigueur du froid, disait-il, empê- « chait qu'on rassemblât des magasins suffisants pour « la subsistance des troupes. Les vivres manquaient « pour les soldats et les fourrages pour les chevaux. »

Enfin cependant, pressé de nouveau par nos sollicitations, et comme s'il eût cédé à une sorte de contrainte morale, il promit de donner au général Buxhowden

l'ordre d'entrer en Finlande. Le 16 janvier 1808, M. de Romanzoff invita formellement l'ambassadeur de Suède à lui faire connaître la détermination prise par sa cour, et lui déclara que, dans la position où se trouvait l'empereur de Russie vis-à-vis de l'Angleterre, il importait absolument que ce prince sût à quoi s'en tenir avec le roi Gustave.

La réponse du roi arriva : c'était un refus énergiquement prononcé de séparer ses intérêts de ceux de l'Angleterre. M. de Stedingk, au désespoir, écrivit le 23 janvier à son malheureux souverain : . . . . .
« La Finlande perdue, la Suède cesse d'être un État « indépendant et l'on ne pourra plus dormir tranquil-« lement à Stockholm. La Norwége même ne présente-« rait qu'un faible dédommagement. . . . . .
« Le danger est des plus imminents, et il n'y a pas un « moment à perdre pour prendre un parti définitif. Si « Votre Majesté a résolu d'exposer, elle, sa famille, ses « États aux hasards d'une guerre où les plus grands sa-« crifices n'aboutiront qu'à prolonger la défense, il faut « se décider incessamment à des efforts extraordinaires « et mettre en action toutes les ressources imagina-« bles pour ne pas succomber sans gloire. Bonaparte, « désespérant d'une réconciliation avec Votre Majesté « et d'autant plus blessé du mépris qu'elle lui témoi-« gne, veut lui faire une guerre à mort, et disposer de « son trône comme il dispose de tant d'autres. » Inutiles efforts d'un serviteur aussi dévoué qu'éclairé! Les vertus de Gustave concoururent, avec les obscurités de son jugement, à accélérer sa perte. Il repoussa de tou-

tes ses forces l'idée que l'empereur Alexandre voulût lui faire la guerre, pour le punir d'être resté fidèle à l'Angleterre, hier encore leur commune alliée. Son intelligence, fermée à la vérité, mais inspirée par son cœur noble et loyal, ne pouvait pas comprendre une telle infamie. D'ailleurs, il était engagé trop avant dans les voies de la politique anglaise pour revenir sur ses pas. Sa résolution était irrévocablement prise. Il était décidé à braver tous les périls, tous les malheurs, plutôt que d'abandonner les intérêts de l'Angleterre. Le 28 janvier 1808, il signa un nouveau traité d'alliance et de subsides qui acheva de le placer dans la plus étroite dépendance de cette puissance.

L'ambassadeur de Suède s'attendait chaque jour à apprendre que l'armée russe était entrée en Finlande; il était dévoré d'inquiétudes. Le 2 février, il eut un entretien avec M. de Romanzoff, et le pressa, dans les termes les plus vifs, les plus pathétiques, de s'expliquer sur les intentions définitives de l'empereur. Le ministre russe lui répondit que la loyauté de Sa Majesté impériale ne pouvait être mise en doute. « Cela doit suffire « pour vous rassurer, ajouta-t-il avec un grand air de « sincérité, *car, jamais attaque ne serait plus injuste,* « *plus contraire aux principes que l'empereur a mani-* « *festés pendant tout son règne.* » Dans le moment même où ces perfides paroles étaient prononcées, le général Buxhowden recevait l'ordre d'entrer en Finlande. Les Russes pénétrèrent dans cette province, le 21 février, au nombre de 20,000 hommes et sur trois colonnes. Une armée de réserve, forte de 40,000 hommes,

fut cantonnée dans l'Ingrie et dans l'Esthonie, afin de leur servir d'appui, le cas échéant.

Pour l'honneur de l'empereur Alexandre, on eût aimé le voir, après son retour de Tilsit, s'expliquer d'une manière franche et nette avec le roi Gustave, lui faire connaître toute l'étendue des obligations qu'il avait contractées vis-à-vis de l'empereur Napoléon, le conjurer de ne point le réduire à l'affreuse nécessité de lui faire la guerre, épuiser enfin les prières et la menace avant de le frapper. Son long silence calculé avec un art si perfide, ses feintes irrésolutions, ses scrupules affectés de conscience, sa lenteur à se déclarer, surtout le langage pacifique et amical de ses ministres, tout cela a trompé le malheureux Gustave, endormi sa vigilance, nourri sa sécurité. L'histoire, dans sa justice, flétrira cette duplicité odieuse employée par l'un des plus puissants monarques du monde envers un des plus faibles qui était à la fois son allié et son beau-frère, et auquel il n'avait à reprocher d'autre tort que de n'avoir point trahi les serments qui, si peu de jours auparavant, les unissaient l'un et l'autre aux Anglais.

Le 29 février, la cour de Copenhague déclara formellement la guerre à la Suède, en sorte que cette puissance se trouva attaquée simultanément à l'est et au midi. Pour tenir tête à de si grands périls, il aurait fallu que le chef de l'État réunît à une énergie indomptable la science et l'habileté d'un grand capitaine. Mais jamais Gustave ne montra plus d'imprévoyance et d'incurie. Comme il n'avait pas cru au danger, il ne s'était pas mis en défense. Son armée, forte de 50,000 hom-

mes, était aguerrie et enflammée de la plus noble ardeur. Au lieu de la diviser en deux masses principales, d'employer l'une à protéger la Scanie, et l'autre à défendre la Finlande, il se mit en tête de conquérir la Norwége qui ne le menaçait point, et consacra à cette opération, aussi dispendieuse qu'inutile, 20,000 hommes qui eussent suffi peut-être pour contenir les Russes jusqu'au printemps, époque où devaient arriver les renforts promis par l'Angleterre. Les Russes, ne rencontrant point d'obstacles sur leur route, n'eurent qu'à s'avancer pour s'emparer de la Finlande. Les places de Tawastus, d'Helsingfors, d'Abo, de Sweaborg, qui en étaient les boulevards, se rendirent presque sans coup férir. Abo avait une garnison de 6,000 hommes et une flottille de 60 voiles. Avec de tels éléments de résistance, la place était en mesure de tenir longtemps. Mais l'irruption des Russes avait répandu partout une si grande terreur, le gouvernement avait apporté une telle négligence dans l'organisation de la défense du pays, que le commandant d'Abo fut saisi de panique et livra sa place. L'effroi et le découragement gagnèrent les îles d'Aland et de Gothland, qui se rendirent de même (avril 1808).

Le roi de Suède était à Gripsholm, quand il apprit l'entrée des Russes dans la Finlande et leurs premiers succès. Tout ce que son âme pouvait contenir de colère et d'indignation éclata soudainement. Comme un homme qui se voit lâchement trahi, et sans calculer la portée de ce qu'il allait faire, il publia contre l'empereur Alexandre un manifeste dans lequel il dénonça en ter-

mes amers la déloyauté de ce prince. Opposant sa propre conduite à celle du czar, il dit que la France lui avait plusieurs fois proposé de lui faire recouvrer toutes les provinces conquises par Pierre le Grand sur Charles XII, mais qu'il avait constamment rejeté ces offres, parce qu'elles étaient contraires aux engagements qui l'unissaient à la Russie, et qu'il aurait cru se déshonorer en les acceptant. Il ajouta que c'était pour être resté trop fidèle à cette même puissance qu'il avait perdu ses provinces allemandes, et que, s'il était attaqué aujourd'hui par l'empereur Alexandre, c'était pour avoir été son allié. Chaque mot de ce manifeste était à la fois une vérité et un trait sanglant dirigé contre le souverain de la Russie. Gustave ne borna pas là sa vengeance. Alexandre, en l'attaquant traîtreusement, avait violé toutes les lois de l'honneur. Il se plut à son tour à violer le caractère sacré dont était revêtu l'ambassadeur de ce prince à sa cour. Le 3 mars, il fit arrêter M. d'Alopœus et saisir tous ses papiers.

La Russie manquait du plus petit prétexte pour justifier la conquête de la Finlande. Le procédé violent du roi de Suède vint à propos pour lui servir d'excuses. Une déclaration parut le 24 mars, qui exprimait le mécontentement qu'avait fait éprouver à S. M. impériale l'outrage commis contre la dignité de sa couronne. « L'empereur, disait le comte de Romanzoff, informe « maintenant toutes les puissances que, dès ce moment, « il regarde la partie de la Finlande, jusqu'à ce jour « réputée suédoise et que ses troupes n'ont pu occuper « qu'à la suite de divers combats, comme une province

« conquise par ses armes, et qu'il la réunit pour toujours « à son empire. » L'excuse était digne de l'attentat.

La Porte avait montré une parfaite intelligence de ses véritables intérêts dans la crise qui avait suivi la conclusion du traité de Tilsit. Elle ne s'était pas contentée d'accepter notre médiation : elle avait exécuté avec la fidélité la plus scrupuleuse les obligations que lui imposait la convention de Solobosa. Dans le délai prescrit par ce traité, elle avait évacué tout le territoire de la Moldavie et de la Valachie et reployé ses troupes sur la rive droite du Danube. La Russie avait tenu une conduite bien différente. Sous prétexte que sa dignité ne lui permettait de consentir ni à l'article XI de la convention qui reculait jusqu'au 21 mars 1808 le terme de l'armistice, ni à l'article IV qui l'obligeait à restituer les bâtiments de guerre et les prisonniers dont elle s'était emparée, elle avait désavoué le général Michelson, refusé de ratifier la convention et ordonné à ses troupes qui, déjà, avaient commencé leur mouvement d'évacuation, de reprendre toutes les positions qu'elles occupaient sur la rive gauche du Danube.

Une aussi grave infraction au traité de Tilsit aurait suffi pour détruire l'harmonie qui s'était établie entre les empereurs de France et de Russie ; mais Napoléon ne s'était pas montré plus scrupuleux que l'empereur Alexandre : lui aussi s'était volontairement soustrait aux obligations contractées à Tilsit. Il avait violé, non peut-être dans la lettre, mais certainement dans l'esprit, une des dispositions fondamentales du traité du 7 juillet.

Cinq jours après la conclusion du traité de paix entre la France et la Russie, le 12 juillet, les maréchaux Berthier et Kalkreuth avaient signé une convention destinée à régler le mode d'évacuation des provinces prussiennes. Elle portait que ces provinces seraient toutes évacuées au 1er octobre 1807, à l'exception de la place de Stettin qui continuerait d'être occupée par une garnison française forte de 6,000 hommes. Mais l'évacuation n'aurait lieu (art. IV) que lorsque les contributions de guerre frappées sur le pays auraient été toutes acquittées, ou que le gouvernement prussien aurait fourni des garanties de remboursement suffisantes. Or, le chiffre de ces contributions n'était pas même encore fixé. La France demandait l'énorme somme de cent cinquante millions; la Prusse prétendait la réduire au chiffre ridicule de dix-neuf millions. Entre ces deux termes extrêmes, la conciliation n'était pas possible. Napoléon savait très-bien que la Prusse, dévorée depuis dix mois par nos armées et dépouillée de la moitié de son territoire, était hors d'état de payer, dans un délai rapproché, cent cinquante millions. Il ne les exigeait qu'afin d'avoir un prétexte plausible pour prolonger indéfiniment l'occupation de son territoire. Bien des causes l'excitaient à en agir ainsi. Il faisait vivre ses armées aux dépens d'une terre ennemie; il surveillait l'application de ses décrets prohibitifs contre les marchandises anglaises dans tous les ports de la Baltique; il pesait sur l'Autriche; il agissait sur la Russie elle-même, et se mettait en situation, soit d'empêcher le partage de la Turquie, s'il était contraire à ses intérêts, soit, le cas

échéant, d'intervenir avec l'autorité de sa toute-puissance dans la distribution de ces riches dépouilles. Aussi, bien loin de s'irriter de l'infraction commise par la Russie au traité de Tilsit, il en conçut une secrète joie. Les torts de son allié justifiaient les siens. Le séjour prolongé des Russes dans la Moldavie et dans la Valachie lui donnait le droit de prolonger à son tour l'occupation des provinces prussiennes.

Cet état de choses faisait le désespoir du roi et de la reine de Prusse. Il ne leur restait plus qu'un seul appui, c'était l'empereur Alexandre. De Memel, où ils s'étaient réfugiés, ils ne cessaient de lui écrire et de le conjurer d'obtenir de la France qu'elle rappelât immédiatement ses armées en deçà de l'Elbe. Toutes ces lettres écrites avec l'éloquence de la douleur étaient déchirantes : elles poursuivaient l'empereur Alexandre comme un remords; elles le remplissaient d'agitation et de trouble. La sécurité de son empire n'était pas moins intéressée que son honneur personnel à la prompte libération de la Prusse. Il ne voulait point admettre qu'il existât la moindre solidarité entre l'occupation de la Moldavie et de la Valachie par ses troupes et celle des provinces prussiennes par les armées de la France. « En occupant les deux provinces grecques, disait-il, « il se préparait à réaliser les promesses que son allié « lui avait faites à Tilsit. La France, en refusant d'éva- « cuer les provinces prussiennes, manquait au plus « sacré de ses engagements. Était-ce donc accorder à « un ennemi déjà si cruellement traité les bienfaits « de la paix que de continuer à le pressurer en fai-

« sant vivre à ses dépens deux cent mille hommes? »

L'ambassadeur de Russie à Paris, le comte de Tolstoï, reçut l'ordre de réclamer, dans les termes les plus formels, l'évacuation immédiate de la Prusse[1].

Napoléon avait pour lui la lettre des traités, et il était trop habile pour n'en pas tirer avantage. Il fit répondre[2] qu'il ne se regardait pas comme obligé à cette évacuation. « L'empereur Alexandre devait se rappeler que « c'était avec intention que le terme n'en avait point « été fixé pour les provinces prussiennes comme il l'a- « vait été pour la Moldavie et la Valachie. Le terme fixé « par l'armistice de Solobosa était de rigueur, tandis « que la Prusse ne devait être évacuée qu'après avoir « payé ses contributions. Elles ne l'avaient pas encore « été. Les Russes, en n'évacuant pas les provinces tur- « ques, manquaient à un engagement actuel; les Fran- « çais, en continuant d'occuper les provinces prussien- « nes, ne faisaient qu'user d'un droit incontestable »

La passion qui tourmentait l'empereur Alexandre se trahissait : évidemment, il ne mettait tant d'insistance à prolonger l'occupation de la Moldavie et de la Valachie qu'afin de recommencer la guerre aussitôt que l'armistice aurait expiré, et de se jeter sur Constantinople. Il était très-décidé, en tous cas, à ne signer la paix que lorsque la Porte aurait consenti à lui céder la Moldavie et la Valachie. L'empereur Napoléon avait réellement

[1] Dépêche de M. de Champagny au général Savary Fontainebleau, 8 octobre 1807.

[2] Dépêche de M. de Champagny au général Savary. Fontainebleau, 13 octobre 1807.

promis à l'empereur Alexandre de concourir au partage des provinces de la Turquie d'Europe : mais, dans sa pensée, ce partage n'était qu'une hypothèse dont la réalisation restait subordonnée à un ordre déterminé d'événements. Au fond, il comptait bien que ces événements n'arriveraient pas et qu'il se trouverait dispensé d'accomplir les promesses faites à Tilsit. Pour le moment le partage de la Turquie n'entrait nullement dans ses convenances, parce que la Russie et l'Angleterre étaient seules alors en mesure de s'assurer les gros lots dans la distribution des dépouilles ottomanes. Toutefois, il sentait qu'il lui serait impossible de contenir longtemps l'ambition de son allié, et que tôt ou tard il faudrait, pour l'assouvir, lui livrer la Moldavie et la Valachie; il y était résigné; mais il entendait que si la Russie s'étendait sur le Danube, la France aurait le droit de s'agrandir à son tour. Il savait où prendre ses compensations.

La haine qu'il portait à la Prusse semblait avoir puisé dans ses succès un nouvel aliment. Chaque jour et en toutes occasions, elle se manifestait plus terrible, plus implacable. Depuis qu'emporté par ses ressentiments il avait renversé la monarchie prussienne, il n'apercevait plus distinctement le but vers lequel il marchait; il se voyait jeté dans tous les hasards d'une politique vague et aventureuse. Il était impossible qu'il ne fût pas saisi d'une tristesse profonde lorsqu'en plongeant dans les obscurités de l'avenir, il s'efforçait vainement d'y démêler le terme de tant d'efforts et de combats. C'était la faiblesse de Frédéric-Guillaume, c'était l'influence

d'une reine légère et sans lumières, d'une noblesse égarée par des passions envieuses, qui avaient causé tout ce mal : il ne pouvait le leur pardonner. A son retour de Tilsit, se trouvant à Dresde, deux députations prussiennes, l'une de la ville de Berlin, l'autre des États de la Marche de Brandebourg, étaient venues lui faire hommage : « Je ne sais, leur dit-il, quel homme est votre « roi ; je le détrônais si l'empereur de Russie avait tardé « encore trois jours à faire la paix..... Plus de dix fois « je la lui ai offerte cet hiver ; je voulais le ramener « dans sa capitale ; mais il a préféré se faire l'aide de « camp de l'empereur de Russie et se jeter dans les bras « des Cosaques... C'est à moi d'ôter à votre roi tous les « moyens de me faire la guerre dans six mois, car je « ne doute pas qu'il ne finisse par faire de nouvelles « fautes. Votre roi a été mal conseillé ; jamais il n'eut de « système ferme : quand je le croyais mon ami, il ne « m'aidait pas. Je préfère l'avoir pour ennemi ; c'est alors « une autre affaire, et je sais quel parti prendre. »

Des paroles si amères prouvaient que, dans le cœur de Napoléon, la passion qui l'avait armé contre Frédéric-Guillaume ne s'était point éteinte dans la victoire, et que la paix qu'il venait de signer n'était point sincère. Si, comme le lui commandait une politique sage et élevée, il avait eu la magnanimité de rétablir la Prusse dans son ancienne puissance, il eût acquis des droits impérissables à sa reconnaissance et à son dévouement. Mais la détruire à demi, mais l'abreuver d'humiliations et d'outrages, et toutefois lui laisser assez de forces pour qu'à la première occasion favorable elle pût se

remuer encore et se venger, c'était là une combinaison détestable. L'empereur le sentait ; il était impatient de revenir sur les concessions que lui avaient arrachées les larmes de la reine Louise et les prières de l'empereur Alexandre ; il voulait réduire la Prusse à une condition si misérable, que la vengeance même lui fût impossible, disperser ses membres épars et élever sur ses ruines la maison de Saxe. La Russie convoitait la Moldavie et la Valachie. Soit : il lui ferait le sacrifice des intérêts turcs : mais Alexandre, à son tour, lui sacrifierait les intérêts prussiens. La portion de territoire que Napoléon brûlait d'enlever à la Prusse était la Silésie, et cette province, il se proposait de la donner à la Saxe. M. de Champagny écrivit, le 12 novembre, à M. de Caulaincourt : « Tout porte à penser que la Russie a des « vues sur la Moldavie et la Valachie. L'empereur Na« poléon n'y est pas absolument opposé : sous quel« ques rapports, elles peuvent servir ses intérêts en le « mettant à même de demander, à titre de compensa« tion, l'abandon d'une partie des provinces prus« siennes, ce qui, en affaiblissant encore cette monar« chie, consoliderait le système fédératif de la France. « De cette manière, l'allié de la France et l'allié de la « Russie éprouveraient une perte égale. Tous les deux « seraient également déchus de l'état où les avait laissés « le traité de Tilsit. La Prusse, il est vrai, n'aurait « plus que deux millions d'habitants ; mais n'y en « aurait-il pas assez pour le bonheur de la famille « royale ? »

Le ministre prévoit que la Russie, autant pour sau-

ver la Prusse que pour hâter le partage de l'empire ottoman, nous proposera de prendre nous-mêmes nos compensations dans la Bosnie et l'Albanie. Mais ces compensations, il les repousse. « Il faudrait, « dit-il, faire la conquête de la Bosnie et de l'Alba- « nie, ce que nous ne voulons pas. La destruction de « l'empire turc s'ensuivrait nécessairement : cette « destruction doit être reculée jusqu'au moment où « le partage de ces vastes débris pourra se faire « d'une manière plus avantageuse pour les deux em- « pires, et où ils n'auront pas à craindre qu'une puis- « sance, actuellement leur ennemie, s'en approprie, « par la possession de l'Égypte et des îles de l'Archipel, « les plus riches dépouilles. Le véritable désir de l'em- « pereur, en ce moment, est que l'empire ottoman « reste dans son intégrité actuelle, vivant en paix avec « la France et la Russie. »

Alexandre ne s'attendait pas à la proposition de son allié ; elle l'affligea autant qu'elle le surprit. Grâce à la vivacité de ses instances, la France avait restitué à Frédéric-Guillaume son trône et la moitié de ses États. Pouvait-il maintenant, sans se déshonorer, abandonner son ami malheureux à la haine de Napoléon, et l'abandonner par cupidité, pour s'agrandir lui-même en Turquie? Que dirait le monde, que dirait la postérité au spectacle d'un si lâche abandon? Ainsi la possession de la Moldavie et de la Valachie deviendrait, comme celle de Byalistock, comme celle de la Finlande, le prix de l'ingratitude et de la trahison! D'ailleurs la conservation de la Prusse, même réduite à ses proportions ac-

tuelles, importait absolument à la sécurité de la Russie. La Prusse une fois détruite, la Russie se trouverait découverte et en contact avec la puissance française ; il n'y aurait plus d'équilibre entre les deux empires : la France deviendrait trop forte. Napoléon ne convoitait la Silésie que pour la donner à la Saxe. Déjà, il avait rattaché à cette couronne le duché de Varsovie : tant de faveurs ne pouvaient être imputées à la reconnaissance. Elles indiquaient, de la part de ce prince, le dessein de substituer, dans le nord de l'Allemagne, une puissance nouvelle à la monarchie prussienne, peut-être même de rétablir la Pologne. A aucun prix la Russie ne devait permettre l'exécution de pareils projets. L'empereur Alexandre s'en expliqua très-nettement avec le général Savary. « Il comptait trop, lui dit-il[1], sur la « fidélité de son allié pour croire qu'il songeât réelle- « ment à démembrer la Prusse. Il était prêt à renoncer « aux espérances que lui donnait le traité de Tilsit, si « le sort futur de la Moldavie et de la Valachie devait « être lié à celui des provinces prussiennes, et il aime- « rait mieux ne jamais posséder les provinces grecques « que de souffrir qu'il fût enlevé un seul village à la « Prusse. »

La mission temporaire du général Savary touchait à son terme : il fut remplacé par M. de Caulaincourt. Parmi cette foule de personnages illustres qui ont été l'ornement de la cour impériale, M. de Caulaincourt se distinguait par l'exquise délicatesse, par la droiture inflexible

[1] Dépêche du général Savary. Saint-Pétersbourg, 6 décembre 1807.

et l'élévation de son caractère. A cette époque où toutes les âmes, fascinées par la grandeur et le génie du souverain, ne savaient que se prosterner, aduler et obéir, M. de Caulaincourt sut toujours concilier la déférence d'un sujet soumis et respectueux avec la dignité de sa conscience et l'indépendance de ses opinions; jamais le désir de pousser sa fortune n'en fit un courtisan. C'est par là surtout qu'il a mérité et conservé jusqu'au dernier jour la confiance de l'empereur. Il y a des hommes que Napoléon a plus aimés que M. de Caulaincourt; il n'en est aucun qu'il ait honoré d'une plus haute estime. M. de Caulaincourt avait un esprit net, ferme et étendu, et il était à la hauteur des plus grandes affaires. Il y avait dans toute sa personne une remarquable distinction, sans qu'on pût dire pourtant que ce fût la distinction d'un homme de cour. Sa politesse était froide, son abord sévère, et jamais il ne put complétement se défaire d'une sorte de roideur militaire qui contrastait avec l'abandon plein de grâce de l'empereur Alexandre. Le général Savary était bien loin d'avoir dans les manières la dignité et la noblesse de M. de Caulaincourt; mais il possédait à un bien plus haut degré que lui la souplesse et l'astuce nécessaires pour se mesurer avec le cauteleux et rusé souverain de la Russie.

Le choix du nouvel ambassadeur impressionna péniblement les salons de Pétersbourg[1]. On ne connais-

[1]. « Ce n'est plus M. de Laforest qui viendra ici en qualité d'ambassadeur de France, mais M. de Caulaincourt, qui est attendu au premier jour. Cette nomination a choqué excessivement tout le monde, et M. Sa-

sait pas au juste la part qu'il avait prise dans l'affaire d'Ettenheim; mais on savait qu'il y avait rempli une mission secrète. On ne manqua pas de dire que c'était lui qui avait été chargé par le Premier consul de présider à l'arrestation et à l'enlèvement du duc d'Enghien. On s'indignait que Napoléon osât pousser le mépris des convenances jusqu'à se faire représenter successivement à la cour de l'empereur Alexandre par les deux hommes qui avaient été les instruments de sa politique implacable à l'égard de l'infortuné prince. Le général Savary s'attacha avec un désintéressement plein de loyauté à détruire des préventions qui pouvaient nuire au succès de la mission de son successeur. A son arrivée à Pétersbourg, M. de Caulaincourt, habituellement si digne et si fier, montra une impatience étrange de se disculper d'avoir joué dans l'affaire d'Ettenheim le rôle odieux qu'on lui prêtait. Dans une lettre confidentielle qu'il écrivit à l'empereur Alexandre, il rétablit la vérité des faits et prouva qu'il n'avait pris qu'une part secondaire et indirecte à l'arrestation du duc d'Enghien. Sans doute, il importait essentiellement aux intérêts de Napoléon que l'homme chargé de le représenter à la cour de Saint-Pétersbourg y parût entouré de la haute estime qui n'est due qu'à une vie irréprochable; mais l'ambassadeur de France n'avait pas de compte à rendre

vary fait de vains efforts pour le disculper des torts majeurs qu'on lui reproche. Il paraît par là que Bonaparte reste fidèle à son système d'avilir les souverains qu'il n'a pas encore soumis. » Lettre de M. de Stedingk au roi de Suède. Saint-Pétersbourg, le.... 1807. (*Voy.* Mémoires de Stedingk, IIe volume, page 387.)

de sa conduite passée à l'empereur de Russie, pas plus que l'empereur de Russie n'avait le droit d'en demander à l'ambassadeur de France. La lettre de M. de Caulaincourt était une faute. Elle le plaça tout d'abord dans une situation d'humilité dont l'empereur de Russie ne manqua pas de tirer avantage. Ce prince affecta de se montrer touché jusqu'au fond du cœur de la démarche de M. de Caulaincourt. Faisant allusion, dans sa réponse, à l'événement d'Ettenheim, il exprima combien il était heureux d'apprendre *qu'il fût resté étranger à cette horrible affaire*[1]. Il s'autorisa de cette première communication pour enlacer l'ambassadeur, capter sa confiance et former avec lui des relations personnelles tout à fait intimes. Comme s'il eût été saisi soudainement de la plus vive sympathie pour M. de Caulaincourt, il eut pour lui mille attentions recherchées : point de jour où il n'imaginât quelque moyen nouveau de lui être agréable : il se fit son ami, le conseiller, parfois même le compagnon de ses plaisirs : il lui révélait jusqu'aux secrets les plus cachés de sa famille. M. de Caulaincourt aurait dû se demander si tant de cajoleries n'étaient point l'effet d'un plan arrêté d'avance : il ne se dit pas que toutes ces démonstrations d'une affection si chaleureuse, Alexandre les avait également prodiguées, d'abord à Napoléon, quelques jours après le désastre de Friedland, et plus tard au général Savary : il fut sans défense devant les séductions du jeune empereur : insensiblement il tomba sous le charme et devint l'ami,

[1] Lettres des 4 et 14 avril 1808.

le confident d'un prince vis-à-vis duquel il aurait dû se tenir perpétuellement en défiance : la netteté de son jugement en fut visiblement altérée.

Alexandre, semblable en cela à Napoléon, dirigeait personnellement la politique de son cabinet et conférait directement avec les ambassadeurs étrangers. Il déployait dans la discussion des grandes affaires une dextérité, un art de paroles et une vigueur de raisonnement qui en faisaient l'égal des plus fins et des plus habiles négociateurs de l'Europe.

A peine M. de Caulaincourt eut-il pris possession de son ambassade, que ce prince, abordant de front la question de Prusse et celle de Turquie, lui dit[1] : « L'empereur Napoléon a parlé à Tolstoy de la Prusse ; « cela m'a peiné. Savary vous l'aura dit, il n'avait « jamais été question de la faire entrer en compensation « des affaires de Turquie. C'est l'empereur Napoléon « qui, à Tilsit, a prononcé le premier mot sur la Vala- « chie et la Moldavie, ainsi que sur une autre partie de « la Turquie. Il n'a pas été dit un seul mot qui pût « faire supposer que la malheureuse Prusse dût servir « d'équivalent à un arrangement que l'anarchie et les « révolutions des deux provinces rendent indispensable, « plus encore que l'intérêt de la Russie. Je ne puis pas « consentir à partager les dépouilles d'un malheureux « prince que l'empereur Napoléon a désigné à la France « et à l'Europe comme ayant été rétabli en considéra-

[1] Dépêche de M. de Caulaincourt. Saint-Pétersbourg, 17 et 19 décembre 1807.

« tion de moi. Le roi Frédéric-Guillaume ne peut « d'honneur cesser d'être mon allié tant qu'il ne sera « pas remis en possession de tout ce que lui rend la « paix. » M. de Caulaincourt lui répondit que le même intérêt que la Russie portait à la Prusse, nous devions le porter à la Turquie, notre ancienne alliée : que si nous nous déterminions à la sacrifier, ce serait pour être agréable à la Russie, et que nous avions le droit d'exiger qu'en retour, elle nous sacrifiât les provinces prussiennes. Alors l'empereur Alexandre revint sur les promesses qui lui avaient été faites à Tilsit. « Je ne « puis, dit-il, entrer dans un arrangement dont il n'a « jamais été question entre l'empereur Napoléon et « moi, et qui dépouillerait un prince qui a déjà tant « perdu. Qu'il soit remis en possession de tout ce « que le traité lui restitue, et ensuite il arrivera ce que « Dieu voudra. »

Napoléon ne se laissa point ébranler par ces vives instances. Il était décidé à ne permettre à la Russie de s'étendre sur le bas Danube que si elle consentait à lui laisser prendre la Silésie. Il la demandait sans trop espérer de l'obtenir; mais qu'en résulterait-il? Que les Russes continueraient d'occuper les deux provinces grecques, et les Français les provinces prussiennes. La prolongation de cet état de choses entrait dans ses convenances. « La situation actuelle, écrivait M. de Cham- « pagny, le 12 janvier 1808, à M. de Caulaincourt, « convient à l'empereur : rien ne le presse de la chan- « ger. Il ne faut pas accélérer la détermination de la « cour de Saint-Pétersbourg, surtout si elle ne doit pas

« être conforme aux vues de l'empereur... La question « de l'évacuation de la Prusse ne tient pas seulement au « payement des contributions qu'elle doit à la France : « il est devenu facile de s'arranger sur ce point : elle « tient à la difficulté d'évacuer de ce pays, avant que « tout soit réglé entre la France et la Russie et avant « la paix avec l'Angleterre. *La guerre maritime force « l'empereur à rester le maître du continent, et il ne le « peut que par le séjour de son armée en Prusse : cela « est pour vous seul.* » Napoléon était bien moins qu'on ne l'a cru généralement sous le charme de l'alliance de Tilsit. Sans mettre précisément en doute la loyauté d'Alexandre, il se défiait des dispositions du cabinet et de la nation russes. Il craignait qu'en dépit de ses sentiments personnels, l'empereur ne fût obligé de céder aux préjugés et aux intérêts de sa noblesse, et, qu'avant bien peu d'années peut-être, la France et la Russie ne redevinssent ennemies. Par une lettre du 29 janvier, M. de Champagny demandait à M. de Caulaincourt si l'état actuel des choses pouvait exister longtemps, si l'empereur Alexandre pourrait, sans danger d'une révolution intérieure, maintenir seulement jusqu'à l'hiver suivant le système établi à Tilsit. « C'est acheter bien « chèrement l'alliance de la Russie et la sécurité du « trône d'Alexandre, disait-il, que de les payer par la « conquête de la Moldavie et de la Valachie, ou le par- « tage de la Turquie. » Dans cette appréhension, était-il sage de laisser entre les mains de la Russie une arme aussi dangereuse que la Prusse?

On avait appris successivement et coup sur coup à



Pétersbourg le renversement du trône d'Étrurie, l'invasion du Portugal, la prise de possession des places d'Espagne, et enfin l'occupation de Rome par nos armées. On avait affecté pour tous ces événements la plus complète indifférence. On s'était même presque applaudi de l'entrée de nos troupes à Lisbonne, parce qu'elles pourraient y protéger la flotte de l'amiral Siniawin : « Faites quelque chose pour l'empereur, disait « M. de Romanzoff à M. de Caulaincourt, et tout le « monde ici sera Français. Vous ne pouvez avoir de plus « fidèles alliés que nous. Vous voyez le peu d'impor- « tance que nous attachons à ce qui se passe en Italie, « en Portugal et sur les frontières d'Espagne. »

A Tilsit, les deux empereurs avaient projeté une expédition militaire dans l'Inde. De retour dans sa capitale, l'empereur Alexandre ramenait souvent sa pensée sur ce grand dessein et se plaisait à en entretenir M. de Caulaincourt. Aucun symptôme de refroidissement n'apparaissait donc encore dans les relations qui unissaient les deux empereurs : ils semblaient toujours aussi unis, aussi intimes que le jour où ils s'étaient quittés à Tilsit. Au fond cependant, on n'était point satisfait à Pétersbourg, et l'attitude de Napoléon dans les affaires de Prusse et de Turquie commençait à donner beaucoup d'humeur. On avait un extrême orgueil; on voyait le chef de la France pousser partout les rameaux de sa vaste puissance, culbuter trônes et dynasties qui lui portaient ombrage, envahir tous les territoires qui étaient à sa convenance, et l'on trouvait étrange qu'il contestât à son allié le droit de garder à son tour ce qui pouvait

lui être avantageux. Ce n'étaient pas seulement les esprits frondeurs et chagrins qui élevaient des plaintes, c'étaient les partisans les plus chaleureux de l'alliance, c'étaient M. de Romanzoff et l'empereur lui-même. Ce prince sentait qu'un avantage manifeste, une conquête éclatante pouvaient seuls consoler l'orgueil national, le rehausser lui-même dans l'estime de son peuple et légitimer l'alliance qu'il avait contractée avec Napoléon. Il ne tenait si fortement à cette alliance que parce qu'il en attendait un agrandissement considérable en Orient. « Je ne doute pas des intentions de l'empereur, disait-il « à M. de Caulaincourt[1]; mais il faut quelque chose « pour prouver à la nation et à l'armée que notre « alliance n'est pas seulement à votre avantage. Il est « de votre intérêt de la nationaliser. Je vous parle « franchement, ce sera même me servir personnelle- « ment. L'empereur, d'après ce qu'il m'a déclaré à « Tilsit, ne tient pas à l'existence de la Turquie. C'est « lui qui a fait notre lot et le sien. Quelque chose à « l'Autriche pour satisfaire son amour-propre plutôt « que son ambition. Quant à la conquête à faire pour « la France, mes troupes sont prêtes si l'empereur « revient à ses premières intentions. » Un autre jour il disait encore[2] : « Davoust est à Varsovie; cela et la « Silésie menacent trop la tranquillité de ce pays. J'ai « toute confiance dans l'empereur Napoléon; mais je « ne puis l'inspirer à tout le monde. On s'inquiéterait « ici. Mon premier devoir est d'être prévoyant. Je veux

[1] Dépêche de M. de Caulaincourt, 19 décembre 1807.
[2] Dépêche de M. de Caulaincourt, 15 février 1808.

« que cette alliance dure; je ne veux point donner de « prétexte à changer de système. L'empereur peut « prendre un riche équivalent en Étrurie ou en Por- « tugal. » L'ambassadeur ayant répondu que c'était en offrir un en Amérique, que la Silésie était le seul équivalent qui pût nous convenir, l'empereur objecta que l'Oder deviendrait une ligne formidable pour la France, que c'était de là que le grand Frédéric était parti autrefois pour attaquer la Russie. Alexandre se fatiguait à nous chercher une compensation qui pût nous convenir. « Et l'Autriche, dit-il[1], ne pourrait-on pas faire un « arrangement avec elle, lui prendre la Bohême pour « quelque chose en Italie? » Il répéta qu'il verrait sans aucune inquiétude les agrandissements de la France, pourvu qu'ils ne fussent pas aussi voisins de ses frontières que la Silésie, que, quant à lui, il ne voulait la Moldavie et la Valachie que dans un seul but, celui de consolider le système fondé à Tilsit et de nationaliser l'alliance française. « Les Turcs me les auraient déjà « cédées, ajouta-t-il, si je ne voulais les tenir de vous. » Mais Napoléon était invariablement décidé à ne point sortir du cercle dans lequel il avait enfermé le débat. De sa main puissante, il comprimait les élans ambitieux de son allié; il le tenait garrotté dans les liens du traité de Tilsit, lui offrant toute facilité pour les briser, mais à condition que lui, à son tour, les briserait, et que, si la Russie prenait la Moldavie et la Valachie, la France prendrait la Silésie.

[1] Dépêche de M. de Caulaincourt du 25 février 1808.

Cette argumentation si ferme, si serrée, désespérait l'empereur Alexandre. Il s'écriait : « Je le vois avec « douleur, l'empereur Napoléon n'est plus ce qu'il était « à Tilsit. Peu de mois ont suffi pour le changer ; il « veut rompre des engagements pris solennellement « avec moi. »

Au fond, Alexandre commençait à mollir : insensiblement les scrupules de sa conscience diminuaient et il s'accoutumait à l'idée de nous voir prendre un équivalent en Prusse. Seulement il insistait encore pour que cet équivalent ne fût pas la Silésie et que Frédéric-Guillaume fût indemnisé de ce qui lui serait enlevé.

Un grand événement, la conquête de la Finlande, non encore consommée, mais consacrée en principe et annoncée à tout l'empire, améliora sensiblement notre situation à Pétersbourg. Depuis trois mois, cette cour ne cessait de nous énumérer les sacrifices qu'elle faisait à l'alliance, et se plaignait que tant de fidélité ne fût payée que d'ingratitude. Nous avions le droit d'espérer que l'acquisition de la Finlande allait mettre un terme à toutes ces doléances. L'un des beaux rêves de Catherine II était réalisé. Ce n'était plus là une conquête lointaine, insignifiante. Suivant une heureuse expression de l'empereur Alexandre, *la Russie s'était délivrée de l'ennemi géographique*. La Finlande, au lieu d'être un danger perpétuellement suspendu sur la capitale, devenait pour elle un boulevard : elle complétait, du côté de la Baltique, le système territorial de l'empire. La Suède, dépossédée de cette province, cessait de compter parmi les puissances véritablement indépendantes : les

Russes n'avaient plus qu'à monter sur leurs vaisseaux pour venir la frapper dans sa capitale découverte. La Finlande était d'ailleurs en elle-même une acquisition précieuse; elle possédait une population d'un million d'habitants, pépinière d'excellents matelots. Le pays, couvert de forêts et de lacs, abondait en bois de mâture et de construction et en pêcheries productives. C'était à l'alliance de Tilsit que la Russie était redevable d'une telle conquête. A Pétersbourg, on l'estimait ce qu'elle valait : mais, à nos yeux, les ministres affectaient de la déprécier; M. de Romanzoff n'en parlait qu'avec une indifférence dédaigneuse. « Nous n'y avons gagné, « disait-il, qu'un désert et des lacs. » Toutes les pensées du cabinet russe et de l'empereur étaient tournées vers l'Orient. La Moldavie et la Valachie, voilà les territoires qui, seuls, semblaient allumer leur convoitise. Ils voulaient absolument les incorporer à l'empire. Sans le dire ouvertement, ils nous faisaient clairement comprendre que la consolidation et la durée de l'alliance de Tilsit étaient à ce prix.

Cependant, le séjour prolongé des Russes dans les provinces grecques excitait à Constantinople autant de surprise que d'inquiétudes. La Porte ne savait comment concilier une violation aussi flagrante de la convention de Solobosa avec le rôle de médiateur dont s'était chargé l'empereur Napoléon. Elle avait témoigné à ce grand prince une confiance sans bornes; elle s'était montrée empressée à suivre tous ses conseils, exacte et scrupuleuse à exécuter tous ses engagements : elle se croyait

fondée à demander en retour qu'il exerçât loyalement sa médiation et lui assurât promptement les bienfaits de la paix. Il ne se passait pas de jour qu'elle ne se répandît en récriminations amères contre la conduite des Russes. Elle n'osait pas encore nous accuser de l'avoir trompée; mais déjà, elle nous laissait pressentir qu'elle avait des soupçons. « Nous avons déclaré la guerre aux « Russes, parce que la France nous a sollicités de le « faire, » disaient les ministres turcs au général Sébastiani[1]. « Un négociateur russe, M. Pozzo di Borgo, « est venu nous offrir, de la part de sa cour, l'évacua- « tion des deux provinces avec la promesse de ne plus « s'immiscer dans leur administration; nous avons « tout refusé. Les Anglais ont fait mille efforts pour « nous rapprocher de la Russie; nous avons repoussé « leurs propositions. Ils ont voulu nous y contraindre « par la violence; nous avons résisté. Récemment en- « core, ils nous ont fait de nouvelles ouvertures; nous « sommes restés fidèles à l'alliance qui nous unit à vous. « Lord Paget est parti; les propriétés des Anglais sont « confisquées, leurs marchandises sont prohibées et « nos ports sont interdits à leurs vaisseaux. Enfin, « monsieur l'ambassadeur, vous avez demandé que la « paix, au lieu d'être négociée à Bucharest, ce qui eût « accéléré sa conclusion, le fût à Paris, et nous y avons « consenti. Quel est le prix de tant de dévouement? « Le traité de Tilsit est ouvertement violé par les « Russes : non-seulement ils occupent encore la Vala-

[1] Dépêche du général Sébastiani, 10 décembre 1807.

« chie et la Moldavie, mais chaque jour, ils reçoivent « de nouveaux renforts. Ils envoient aux Serviens des « quantités énormes d'armes et de munitions, et un « agent secret de la cour de Saint-Pétersbourg se « trouve à Belgrade, où il excite plus que jamais les « peuples de ces contrées à la révolte. »

Tout cela était d'une vérité saisissante. C'était la Porte, la cour inculte et barbare, qui, en cette occasioh, nous donnait, à nous, les maîtres de l'Europe, les chefs de la civilisation, des leçons de fidélité et d'honneur.

Le général Sébastiani ne savait pas qu'il y eût une négociation ouverte entre sa cour et celle de Pétersbourg au sujet de la Silésie et des deux provinces turques. Il voyait la convention de Solobosa lacérée par la Russie, et, ne connaissant point la cause d'une conduite si étrange, il ne savait que répondre aux plaintes des ministres ottomans. Il ne cessait de répéter que l'empereur son maître avait pris la Turquie sous sa protection, que sa loyauté, non moins que l'intérêt de la France, lui commandait d'exécuter scrupuleusement tous ses engagements, que la Porte pouvait donc être, à cet égard, pleinement rassurée. Ces paroles étaient recueillies avec avidité. Dans l'affreuse position où ils étaient placés, les Turcs se rattachaient à toutes les espérances, même aux illusions les plus chimériques. Ils ne savaient qu'imaginer pour passionner en leur faveur l'empereur Napoléon. Chaque jour, coup sur coup, et sous toutes les formes, ils multipliaient les témoignages de leur abnégation.

Les diverses puissances qui avaient successivement

possédé les sept Iles, Venise d'abord, puis la Russie, avaient élevé des prétentions sur certains ports de l'Albanie, d'où les îles tiraient une partie de leurs subsistances; c'étaient Praga, Vonitza, Prévésa et Buthrinto. La France, aujourd'hui maîtresse de Corfou, avait une raison de plus pour désirer la possession de ces quatre ports. Ali, pacha de Janina, au mépris des ordres du sultan, entretenait des relations avec les Anglais, et ouvrait à leur commerce les ports de l'Albanie. Puisque le sultan ne pouvait se faire obéir dans les provinces soumises à la tyrannie d'Ali, Napoléon prit une résolution violente, mais efficace; il mit la main sur Praga et fit surveiller étroitement les ports de Prévésa, de Vonitza et de Buthrinto. C'était attenter avec un dédain outrageant aux droits souverains de la Porte. Certes, elle eût été fondée à se plaindre amèrement; mais elle ne voulait alors qu'une seule chose, s'assurer l'amitié de la France, et, par l'intervention de cette puissance, obtenir la paix. Bien loin de récriminer, elle déclara qu'elle était prête à nous abandonner les quatre ports de l'Albanie. Elle fit plus; elle menaça de toute sa colère les pachas dont nous avions à nous plaindre, s'ils continuaient de se montrer malveillants et répulsifs à l'égard de nos agents. Enfin, elle mit à notre disposition tous ses vaisseaux.

Napoléon aurait bien voulu pouvoir procurer à la Turquie les bienfaits de cette paix désirée si ardemment par elle; mais les prétentions obstinées de la Russie sur les deux provinces turques lui en ôtaient les moyens. Placé entre ses devoirs de médiateur et ceux d'allié de

l'empereur Alexandre, il était dans l'embarras le plus cruel. Livrait-il la Moldavie et la Valachie à l'ambition de la Russie, il manquait à toutes les promesses qu'il avait faites à la Porte ; il se montrait à son égard déloyal et ingrat : il lui donnait le droit de l'accuser de lui avoir tendu, par sa médiation, le plus perfide de tous les piéges. Se faisait-il, comme l'honneur le lui commandait, le défenseur des intérêts de la Porte, il ébranlait dans ses fondements l'alliance de Tilsit.

Il n'était plus possible d'ajourner une décision; la Russie et la Turquie le pressaient avec une égale ardeur de se prononcer. Son parti était pris; il était décidé à faire tous les sacrifices plutôt que de rompre les liens qui l'unissaient à l'empereur Alexandre. Le point difficile était d'amener la Porte à l'idée de céder aux Russes la Moldavie et la Valachie. L'ambassadeur de France reçut des instructions adaptées à cette situation délicate. Il lui fut ordonné de voir les ministres turcs, de leur faire pressentir que tous les efforts tentés par sa cour pour faire renoncer la Russie à ses prétentions sur les deux provinces grecques, avaient été jusqu'ici infructueux, qu'elle ne conservait presque plus d'espoir de triompher de sa résistance, et que la Porte serait probablement forcée d'acheter la paix au prix de ces deux provinces[1].

Deux mois n'étaient pas encore écoulés depuis que l'ambassadeur de France avait solennellement déclaré en plein divan que l'empereur Napoléon garantissait

[1] Dépêche de M. de Champagny au général Sébastiani, le 13 janvier 1808.

l'indépendance et l'intégrité de la Turquie, et il fallait qu'aujourd'hui il vînt annoncer à la Porte que le vainqueur de Friedland, le maître du continent, l'ami et l'allié de Sélim, n'avait pas le pouvoir de protéger un empire qui s'était sacrifié pour lui. C'était une mission bien cruelle : le général Sébastiani sut trouver dans le sentiment de ses devoirs le courage de la remplir. Comment rendre l'impression que causa sur tous les membres du divan la nouvelle communication de l'ambassadeur? La consternation fut générale et profonde. Toute l'assemblée comprit que la Turquie, abandonnée par la France, était sur le penchant d'un abîme : et pourtant pas une voix ne s'éleva pour demander que l'empire achetât son salut au prix de la Moldavie et de la Valachie. On savait que si une fois on laissait les Russes s'établir sur la rive gauche du Danube et se mettre en contact avec l'insurrection servienne, avec les Grecs de la Thrace, de la Macédoine, de la Thessalie et de la Morée, ils seraient bientôt maîtres de toute la Turquie européenne. D'ailleurs, le sultan et ses ministres eussent-ils été disposés à céder les deux provinces, l'exaltation des esprits les en eût empêchés. Ce n'étaient plus les hommes sages du divan qui gouvernaient, c'étaient les uhlémas et les janissaires. L'orgueil, fruit de l'ignorance et des habitudes de domination, est le trait distinctif du peuple turc. Il n'y avait pas un janissaire qui ne se crût invincible, pas un interprète du Coran qui n'eût tous les chrétiens en souverain mépris. L'abandon de la Moldavie et de la Valachie eût irrité l'opinion et provoqué un soulèvement dont les ministres et

peut-être le sultan lui-même eussent été victimes. Ils n'avaient donc pas la liberté de résister ou de se soumettre. Dans leur situation, le parti le plus audacieux était aussi le plus sage.

Le 15 février, l'ambassadeur de France fut invité à se rendre dans le sein du divan pour y entendre la réponse à sa dernière communication[1]. « Sa Hautesse, dirent les ministres, avait remarqué avec un extrême « chagrin le changement qui s'était opéré dans les dis« positions de la France. Jusqu'ici S. M. l'empereur des « Français lui avait donné des témoignages d'amitié et « d'intérêt qui la consolaient de l'incertitude et des « dangers de sa position. Aujourd'hui, elle lui faisait « part d'un projet qui devait entraîner la Turquie dans « les plus affreux désordres; et elle n'accompagnait « une communication aussi importante d'aucune offre « de secours, d'aucune promesse d'assistance. Jamais « la Sublime Porte ne consentirait à céder la Moldavie et « la Valachie; elle préférerait mille fois la guerre à « une pareille humiliation. Sa Hautesse était accablée « de douleur : elle avait résolu d'écrire elle-même à « S. M. impériale et de lui exposer la situation critique « dans laquelle se trouvait son empire. »

Le sultan écrivit en effet, le 4 mars, à l'empereur; sa lettre était noble et touchante : nulle parole blessante; aucune amertume dans les reproches; mais un vif sentiment des droits qu'il croyait avoir acquis à la gratitude et à la protection de la France. Il rappelait à l'empereur

[1] Dépêche du général Sébastiani. Constantinople, 15 février.

Napoléon tous les témoignages de fidélité que son gouvernement lui avait donnés, sa bonne foi inaltérable dans l'exécution de ses engagements, les promesses formelles qui lui avaient été faites après la conclusion du traité de Tilsit, et les espérances légitimes qu'il avait dû en concevoir. Il finissait par solliciter de nouveau la protection de ce souverain, et le supplier de lui garantir l'intégrité de son territoire.

Les informations transmises de Paris par l'ambassadeur turc, Muhib-Effendi, détruisirent les dernières espérances que la Porte avait mises dans l'amitié de la France. Il prévenait sa cour qu'elle ne devait plus compter sur l'appui de cette puissance, que l'empereur Napoléon était irrévocablement engagé dans les voies de la politique russe, et que, si son nouvel allié l'exigeait absolument, il n'hésiterait pas à lui sacrifier la Turquie comme il lui sacrifiait en ce moment la Suède[1].

Jusqu'alors, le sultan et ses ministres avaient gardé envers nous toutes sortes de ménagements; ils s'étaient plaints, mais avec dignité, avec mesure; ils avaient exprimé encore plus de douleur que de colère. Les dernières informations de Muhib-Effendi les transportèrent d'indignation. A dater de ce moment, ils ne virent plus en nous que des alliés perfides qui les avaient trahis et livrés lâchement à leurs plus cruels ennemis : la défiance et la haine remplacèrent les sentiments de confiance et d'admiration que leur inspirait naguère l'empereur Napoléon.

[1] Dépêche du général Sébastiani, 14 mars 1808.

« La France, écrivait, le 14 mars, le général Sébas-
« tiani, est regardée comme une alliée infidèle qui a
« trahi la Sublime Porte : cette conviction est générale.
« Il est impossible de la détruire, et la Turquie a au-
« jourd'hui plus de haine contre la France que contre
« la Russie. »

Nous avions sollicité de la Porte qu'elle voulût bien ordonner à Ali, pacha de Janina, de livrer passage par l'Albanie à quatre mille soldats destinés à la défense de Corfou[1]. Cette démarche coïncida malheureusement avec l'arrivée des dernières nouvelles de France. Le reis-effendi Halet rassemble aussitôt le divan, lui fait connaître la demande de la France, puis s'abandonne aux plus violentes invectives contre cette puissance. Il dit que ce n'est point pour défendre Corfou contre les Anglais, mais pour introduire ses troupes en Albanie et en Morée, et commencer l'œuvre de destruction arrêtée à Tilsit, que l'empereur Napoléon demande le passage. La véhémence de son langage émeut et soulève tous les esprits. Informé de ce qui se passe, l'ambassadeur se transporte dans le sein du divan ; il réfute les odieuses imputations du reis-effendi ; il affirme que l'empereur son maître continue de veiller avec sollicitude sur les intérêts et la sécurité de la Turquie : il avertit l'assemblée des dangers auxquels elle s'expose par un imprudent refus ; enfin, il déclare que, si Sa Hautesse n'accède pas immédiatement à sa demande, il réclamera ses passe-ports et quittera Constantinople.

[1] Dépêche de M. de Champagny au général Sébastiani. Paris, 15 janvier 1808.

Ce discours habile et ferme retint cette fois encore le divan dans la ligne de prudence et de circonspection d'où Halet-Effendi voulait le faire sortir. Il fut décidé que le passage serait accordé; le fougueux Halet fut confondu, bientôt après renversé et remplacé par un partisan de la France. Mais Halet avait du crédit et de nombreux amis. Furieux d'avoir été déposé, il réunit chez lui les hommes les plus remuants parmi les ulhémas et les janissaires, leur dévoila le secret des dépêches de Vienne, de Londres et de Paris, et leur persuada que le partage de la Turquie avait été bien effectivement stipulé dans les articles secrets du traité de Tilsit. L'effet causé par ces révélations fut terrible. Mille rumeurs sinistres circulent aussitôt dans le peuple et excitent sa furie. Il associe, dans ses imprécations, la France et la Russie; il demande des armes; il appelle la guerre. Il accuse les ministres, le sultan lui-même, de vouloir se prêter à de lâches condescendances : de tous côtés éclatent les symptômes d'une nouvelle révolution. Le divan et le sultan n'ont pas la force de lutter contre le torrent qui les entraîne; ils cèdent et le parti français succombe de nouveau. Le caïmacan, qui nous était tout dévoué, est destitué; on révoque les firmans relatifs au passage de l'Albanie par nos troupes. Enfin, la Porte, revenant sur des concessions déjà faites, ne veut plus nous abandonner les districts de Prévésa, de Buthrinto et de Vonitza.

Du reste, le sentiment des périls qui menaçaient l'État produisit un résultat heureux; il rapprocha les esprits divisés. Tout le monde comprit que ce n'était

que par un déploiement d'énergie et de forces extraordinaires, par le concours de tous les courages et de tous les dévouements, que l'empire pouvait échapper à une ruine imminente. Des firmans furent expédiés à tous les pachas pour qu'ils procédassent sans délai à une sorte de levée en masse. Il fut décidé que l'armée serait immédiatement accrue de 300,000 hommes d'infanterie et de 50,000 de cavalerie. Le gouvernement s'appliqua à réorganiser son matériel militaire. Il fit fondre et fabriquer une immense quantité de canons, d'armes et de poudre. Ses finances ne pouvant suffire à des dépenses aussi considérables, les grands donnèrent l'exemple des sacrifices; ils mirent à la disposition de l'État leurs trésors et leurs bijoux. L'impulsion venue d'en haut se communiqua à tout le peuple. Partout il répondit à la voix de ses prêtres, à l'appel des pachas, et courut aux armes. Dans toutes les classes et dans toutes les provinces, ce fut un élan de courage, une émulation de de dévouement dont les Turcs n'avaient point donné l'exemple depuis deux cents ans. C'est que, pour toutes ces populations, il y allait des plus grands intérêts qui soient en ce monde, de leur religion et de leur existence nationale.

Cet état de choses fit naître de graves réflexions dans l'esprit de l'empereur Napoléon. Son système prohibitif appliqué à tous les ports et sur toutes les côtes du continent était sur le point de succomber à Constantinople. Ulcérée et haineuse, la Porte allait lui échapper. Il s'agissait d'imaginer un moyen de la retenir dans ses liens, sans toutefois manquer aux engagements qui

l'unissaient à la Russie. Il s'attacha à rassurer le gouvernement turc. Il lui fit savoir que, dans ce moment même, il faisait une nouvelle tentative pour amener l'empereur Alexandre à se désister de ses prétentions sur la Moldavie et la Valachie. Enfin, il alla jusqu'à lui promettre que, *quel que fût le résultat de ses démarches, les hostilités ne recommenceraient sur le Danube qu'avec son consentement*. Le général Sébastiani donna par écrit, comme il lui était ordonné, cette déclaration. Ce fut le dernier acte de sa mission. Par le cours fatal des choses, cet ambassadeur avait rempli en Turquie des rôles entièrement opposés : il avait été d'abord le sauveur de cet empire, et puis bientôt après, l'auteur involontaire d'une partie de ses malheurs. Sa position à Constantinople n'était plus tenable, et le séjour de cette capitale lui était devenu odieux : aussi ne cessait-il d'écrire à l'empereur pour le conjurer de vouloir bien lui donner un successeur. Enfin, il obtint son rappel de l'ambassade : le premier secrétaire, M. de Latour-Maubourg, le remplaça en qualité de chargé d'affaires.

La déclaration faite par le général Sébastiani produisit l'effet qu'en avait attendu l'empereur ; elle calma l'effervescence des esprits, rassura le sultan, fit prévaloir dans le divan les idées de sagesse et de prudence, et empêcha la Porte de chercher dans l'alliance de l'Angleterre une protection que lui refusait la France.

Mais à peine un péril est-il conjuré sur le Bosphore, qu'un autre nous menace sur la Néva. On apprend à Pétersbourg que la France vient de promettre à la Porte que les hostilités ne recommenceront entre les Russes

et les Turcs que lorsqu'elle y aura donné son consentement; on voit dans cette déclaration le dessein de prolonger indéfiniment l'armistice de Solobosa : on s'en étonne, et l'on est tout prêt d'y voir une trahison flagrante. On se plaint avec amertume d'avoir perdu pendant l'hiver des chances de succès qu'on ne retrouvera plus. L'empereur Alexandre s'en explique lui-même avec M. de Caulaincourt[1]. « La France, dit-il, vient de « promettre aux Turcs de faire prolonger l'armistice. « Cet engagement, je le tiendrais si les traités m'y obli- « geaient; je suis esclave de ma parole; mais plus je « lis ces traités, plus je vois que rien ne m'y engage. « Par déférence pour l'empereur Napoléon, je n'ai pas « voulu que mes troupes profitassent des avantages de « leur position et agissent offensivement; j'ai donné « à cet égard les ordres les plus formels; mais je ne « l'ai fait que par égard pour l'empereur; je ne puis « admettre que ce soit une obligation du traité de Tilsit. « Le Grand-Seigneur vient d'appeler toutes ses popula- « tions sous les armes; les firmans pour me combattre « ont été envoyés à tous les pachas : ces armements « rompent de fait et l'armistice et la solidarité que « la France prétend établir entre l'évacuation des « deux provinces turques, et celle de la Prusse. Fau- « dra-t-il donc que j'attende, pour combattre, que « 400,000 Turcs campent sur la rive droite du Danube? « L'armitice est rompu de fait. »

M. de Romanzoff tint un langage plus explicite encore.

[1] Dépêche de M. de Caulaincourt du 6 mai.

« Mon opinion, dit-il, avait été d'ordonner la reprise « des hostilités ; l'empereur Alexandre ne l'a pas voulu « avant de s'être entendu avec l'empereur Napoléon ; « mais il ne consentira jamais à un nouveau traité d'ar- « mistice. » M. de Caulaincourt répondit avec autant de raison que de fermeté que la Russie ne pouvait recommencer les hostilités sur le Danube sans décliner la médiation de la France ; que dire qu'on agirait si les Turcs se renforçaient équivalait à dire qu'on agirait quand on serait prêt ; qu'on n'avait pas plus le droit de se plaindre des armements de la Turquie, que la Turquie de ceux de la Russie, et que plusieurs divisions russes étaient venues renforcer l'armée qui occupait déjà la Valachie et la Moldavie. Puis, il ajouta : « Vous « êtes en possession de la Finlande ; vous occupez sans « de trop bonnes raisons les deux provinces turques. « Vous nous devez, ce me semble, et plus de confiance « et plus de déférence dans une affaire où le bon droit « est évidemment de notre côté. »

La Russie ne passait plus un jour sans élever quelque plainte nouvelle. Sur la demande qu'elle nous en avait faite, nous lui avions promis d'unir nos forces à celles du Danemark pour conquérir la Scanie. L'empereur avait détaché de la grande armée les 14,000 Espagnols commandés par le général la Romana ; il les avait réunis à 15,000 Danois et les avait envoyés en Fionie, sous les ordres du maréchal Bernadotte. Mais le roi de Suède, au lieu de se tenir sur la défensive, prétendait lui-même envahir la Sélande, s'emparer de Copenhague, et, dans cette intention, il avait accumulé

des forces considérables en Scanie. De puissants renforts venaient de lui arriver d'Angleterre; c'étaient d'abord 12,000 hommes commandés par le général Moor; puis, une flotte considérable conduite par l'amiral Saumarez. Moor était à Gothenbourg, et les vaisseaux de Saumarez avaient déjà pénétré dans les eaux du grand Belt. Il ne pouvait plus être question, en ce moment, de conquérir la Scanie; il fallait courir au plus pressé et protéger la Sélande menacée à la fois par les Suédois, par les Anglais et par la flotte de Saumarez. Copenhague était en proie à d'indicibles terreurs; on y redoutait un nouveau bombardement; on y appelait à grands cris les Français. Bernadotte n'aurait pas mieux demandé que de voler au secours de cette capitale; mais la présence de la flotte anglaise dans les Belt rendait fort difficile le transport d'une armée de 30,000 hommes dans l'île de Sélande. Du reste, il n'entrait nullement dans les vues de Napoléon d'accabler la Suède. Il avait bien permis à son allié de faire la conquête de la Finlande; mais il n'entendait pas lui livrer le royaume entier. M. de Caulaincourt avait excité les Russes à aller frapper Gustave IV jusque dans les murs de Stockholm : en cela, il avait été au delà des intentions de l'empereur, qui avait blâmé un zèle si emporté.

L'invasion de la Finlande avait obligé le roi de Suède à reporter sur cette province la plus grande partie de ses troupes. Grâce à l'activité et aux combinaisons habiles du général Klingspor et au patriotique dévouement des Finnois, les troupes suédoises reprirent par-

tout l'avantage. Klingspor partit vers le milieu du mois de mai de la place d'Oléaborg avec 17,000 hommes, marcha intrépidement sur les Russes, et les chassa de la Bothnie orientale. Mêmes succès dans les îles d'Aland et de Gothland. Les Suédois, bien secondés par les Anglais, forcèrent les Russes à évacuer ces deux îles et y rétablirent leur domination. L'amiral russe Kanickoff tenta de bloquer, avec vingt-quatre vaisseaux, la flotte suédoise qui était mouillée dans la passe des Vierges; mais l'amiral Saumarez arriva au secours des Suédois, mit en fuite la flotte russe, l'obligea à chercher elle-même un refuge à Baltisch-Port et l'y retint bloquée pendant plusieurs mois. Ce ne fut qu'à la fin d'octobre, quand l'approche de la saison des glaces eut obligé Saumarez à retourner ses voiles vers le Sund, qu'elle put être dégagée et regagner Cronstadt.

Ces revers inattendus causèrent à Pétersbourg une sensation douloureuse, et l'on ne manqua pas de nous les attribuer. L'empereur Alexandre ne comprenait rien aux lenteurs du prince de Ponte-Corvo. « La France s'est « engagée, dit-il[1], à seconder efficacement les efforts « de la Russie contre la Suède. Pourquoi le maréchal « Bernadotte a-t-il tout à coup arrêté son mouvement? « Pourquoi ses troupes n'occupent-elles pas en ce mo« ment la Sélande? La capitale du Danemark serait « au moins garantie et les Suédois tenus en échec. La « Russie ne peut faire tout elle-même. »

La présence d'une flotte anglaise dans la Baltique

[1] Dépêche de M. de Caulaincourt, 12 avril et 6 mai 1808.

remplissait de frayeur tout Pétersbourg ; on n'osait plus s'aventurer hors des ports ; la navigation avait cessé, et l'on s'attendait chaque jour à apprendre que les Anglais étaient venus attaquer et brûler Cronstadt. On accusait la France d'avoir attiré tous ces dangers. Les plaintes sur l'empire étaient universelles à cet égard. On trouvait que les charges de l'alliance ne balançaient pas les avantages qu'on s'en était promis ; l'on se regardait comme dupe et sacrifié. L'envahissement progressif de l'Espagne par nos armées acheva de nous aliéner tous les esprits. « Ce n'était pas assez, disait-on, que Napo-« léon eût chassé du Portugal et spolié la maison de « Bragance, réduit Charles IV au rôle de vassal, usurpé « et réuni à son empire le royaume d'Étrurie, occupé « violemment Rome et tout l'État pontifical ; il couvrait « maintenant l'Espagne de ses armées ; il s'emparait « frauduleusement des places fortes de ce royaume. « Que voulait-il donc ? Son ambition irait-elle jusqu'à « attenter aux droits des descendants de Philippe V ? » Alexandre lui-même, fatigué de toujours demander et de ne rien obtenir, laissait échapper des paroles où se trahissaient son impatience et son dépit. Les relations de confiance et d'amitié que l'entrevue de Tilsit avaient établies entre les deux empereurs commençaient visiblement à s'altérer profondément, il devenait évident que si l'un des deux ne cédait aux exigences de l'autre, les nœuds qui les unissaient se relâcheraient, et bientôt après se briseraient avec éclat. M. de Caulaincourt s'alarmait sérieusement d'un tel état de choses : il conseillait à sa cour d'ouvrir en Orient une issue

aux passions ambitieuses et mécontentes qui grondaient au sein de la nation russe. « Si nous l'exigeons absolu-
« ment, écrivait-il, l'empereur Alexandre fera évacuer la
« Valachie et la Moldavie : ce ne sera pas encore le terme
« de notre alliance; mais nous ne trouverons plus cet
« enthousiasme qui aime à prévenir nos désirs et qui
« fait qu'Alexandre se contentera d'une seule page dans
« l'histoire de ce siècle. Il faut que quelqu'un gouverne
« à Saint-Pétersbourg : autrefois c'était l'Angleterre;
« aujourd'hui, ce doit être la France. Il faut donner
« un os à ronger au ministère, quelques terres à manger
« à l'armée. »

Les événements se chargèrent d'opérer ce que n'avait pu faire le désir, égal chez les deux empereurs, de maintenir une précieuse alliance. D'une part, la révolution dynastique accomplie en Espagne et le soulèvement de toute la péninsule qui en fut la suite, de l'autre, les armements et l'attitude offensive de l'Autriche à l'égard de la France, changèrent toute la face des affaires, ébranlèrent dans ses fondements la suprême puissance que la victoire de Friedland et les traités de Tilsit avaient donnée à l'empereur Napoléon, et lui arrachèrent des concessions auxquelles, sans ces fatales circonstances, il ne se serait jamais prêté.

CHAPITRE XXX

Discordes dans le sein de la famille d'Espagne. — Jalousie et inimitié du prince des Asturies contre le prince de la Paix. — Le chanoine Escoïquitz. — Projets abominables formés par la reine et le prince de la Paix. — Le prince des Asturies sollicite la protection de l'empereur Napoléon. — Il lui demande une épouse. — M. de Beauharnais. — Intrigue ourdie pour unir le prince des Asturies à mademoiselle Tascher de la Pagerie. — Napoléon opposé à cette union. — Ses vues sur la fille de Lucien Bonaparte. — Arrestation du prince des Asturies et de ses conseillers. — Fureur de la reine. — Douleur du roi. — Anxiétés de la nation. — Pusillanimité de Ferdinand. — Caractère de ce prince. — Obstacles que rencontre en Espagne l'application du système continental. — Nécessité pour la France de s'emparer des places du nord de l'Espagne — L'empereur Napoléon annule le traité de Fontainebleau. — Entrée de nouveaux corps d'armée en Espagne. — Occupation frauduleuse des places du nord. — Inquiétudes de la cour. — Arrivée soudaine d'Isquierdo à Madrid. — Résolution de l'empereur Napoléon d'incorporer à la France les provinces de l'Ebre. — Désespoir du prince de la Paix. — Il veut emmener le roi et la reine en Amérique. — Le prince des Asturies s'y oppose. — Émeute d'Aranjuez. — Renversement du favori — Il est sur le point d'être massacré. — Abdication du roi Charles IV.

L'héritier du trône d'Espagne, Ferdinand, n'avait pu voir sans une jalousie profonde s'élever du sein des désordres de sa mère la fortune du favori. Sa haine contre Godoy datait de loin. Dès ses plus jeunes ans, elle avait été nourrie, fomentée dans son cœur par

l'abbé Escoïquitz, son précepteur. Les ennemis de ce dernier l'ont accusé d'avoir voulu faire du prince des Asturies l'instrument de sa grandeur personnelle et travaillé à la ruine du favori dans l'espoir de lui succéder. Godoy se vengea en retirant à l'abbé la direction du prince et en l'envoyant à Tolède, où il lui fit donner un canonicat : c'était un exil déguisé ; mais le nouveau chanoine ne se laissa point décourager. Du fond de sa retraite, il continua d'entretenir une correspondance mystérieuse et très-active avec son élève, lui recommandant de se tenir en garde contre tout ce qui l'entourait, d'apporter dans sa conduite une extrême circonspection, et de ne prendre aucune résolution sans le consulter.

En 1803, Ferdinand épousa une princesse de Naples, fille de la reine Caroline. Cette union a été l'origine de toutes les discordes qui, depuis, ont troublé l'intérieur de la maison d'Espagne. La princesse, élevée à l'école de sa mère, avait une pétulance de caractère, un esprit d'intrigue et de domination qui ne tardèrent pas à lui aliéner le cœur de la reine Luisa. Au bout de six mois, ces deux femmes étaient ennemies. L'abbé Escoïquitz se trouva mêlé indirectement à ces divisions domestiques ; il reçut des confidences dangereuses et donna des conseils qui le compromirent sans retour dans la cause de Ferdinand. Une mort prématurée enleva subitement la princesse des Asturies. Cette mort venait si à propos pour servir les passions haineuses de la reine, qu'on ne manqua pas de dire, sans qu'on pût alléguer la moindre preuve à l'appui d'une pareille imputation,

que la jeune princesse était morte empoisonnée. Ferdinand se trouva tout à coup plongé dans l'isolement et la tristesse. Il regarda autour de lui et s'appliqua à se faire des partisans. Un prince, un héritier du trône a-t-il jamais manqué d'amis ? Bientôt il eut une petite cour composée d'hommes sûrs et dévoués : c'était d'abord son ancien précepteur, l'abbé Escoïquitz, puis le duc de l'Infantado, le comte d'Orgaz, le marquis d'Ayerbe, le duc de San Carlos, le comte de Montarco. Ils devinrent ses conseillers intimes et le guidèrent au milieu des écueils semés autour de sa personne. La cour se trouva divisée en deux partis, celui du prince des Asturies et celui du prince de la Paix. Égarés par la haine qui les enflammait l'un contre l'autre, ils se prêtaient mutuellement les sentiments et les desseins les plus odieux. Les amis de Ferdinand accusaient le favori de vouloir écarter du trône l'héritier légitime, et peut-être d'oser concevoir la pensée de s'y mettre à sa place. Godoy à son tour laissait planer le soupçon que Ferdinand conspirait dans l'ombre contre l'autorité du roi son père. Effrayé cependant des dangers auxquels l'exposait l'inimitié du jeune prince, le favori tenta une démarche de réconciliation ; il proposa de l'unir à la sœur de sa propre femme. En formant de tels nœuds, Ferdinand ne se serait point mésallié, car la sœur de la princesse de la Paix était de race royale. Il penchait, dit-on, à l'accepter ; mais tous ses amis le dissuadèrent de contracter une alliance qui l'eût déshonoré et placé dans la dépendance de son plus grand ennemi.

Poussé à bout, menacé par le prince des Asturies, Godoy n'avait plus qu'un moyen de se garantir contre les ressentiments de son ennemi, c'était de tâcher de le perdre et d'accroître sa propre puissance. Il trouva dans la reine une auxiliaire passionnée qui ne servit que trop bien ses projets. La santé chancelante du roi faisait appréhender un changement prochain de règne. L'idée de descendre du trône, de se trouver à la merci d'un fils dans lequel elle voyait un rival, obsédait cette princesse. Poussée par les plus mauvaises passions, par la haine de son propre sang, par l'amour désordonné d'un pouvoir qu'elle était incapable d'exercer, elle conçut un projet abominable : ce fut, en cas de mort prochaine de Charles IV, de faire déclarer son fils aîné incapable de régner, de conserver, sous le titre de régente, l'autorité suprême, et de gouverner de concert avec le prince de la Paix. Il s'agissait d'accoutumer la nation à voir la toute-puissance de la reine et du favori se prolonger par-delà la mort du vieux roi. On eut recours, pour perdre le jeune prince dans l'opinion, aux plus infâmes machinations : on s'attacha à noircir sa réputation ; on le peignit comme un prince sans foi, méchant, cruel, et livré aux plus honteuses débauches. Ce n'est pas tout : on le tint éloigné de toutes les affaires ; on l'entoura d'espions et l'on frappa de disgrâce tous ses amis. Tandis qu'on abreuvait d'amertume l'héritier du trône, le favori s'élevait de plus en plus dans la sphère des honneurs. A toutes les dignités dont ils l'avaient comblé, ses souverains en ajoutèrent de plus grandes encore : ils lui déférèrent le titre d'al-

tesse royale et toutes les prérogatives des infants ; ils le nommèrent généralissime des armées de terre et grand amiral ; enfin, ce qui était plus significatif encore, ils mirent sous ses ordres directs les gardes, ainsi que la haute police du palais : c'était presque l'égaler à eux-mêmes.

La tâche la plus délicate était de gagner les chefs de l'armée et les grands corps de l'État. Séductions de toutes espèces, insinuations perfides sur la naissance douteuse de Ferdinand, promesses, prières, menaces, tout fut mis en œuvre pour corrompre les ambitieux, entraîner les faibles, intimider les cœurs fermes et courageux. L'important surtout était de s'assurer l'appui du conseil de Castille ; mais le pouvoir rencontra dans cette assemblée des résistances auxquelles il ne s'était pas attendu. La majorité resta inaccessible aux séductions du favori, et sa noble attitude retint dans la ligne du devoir ceux de ce corps dont la conscience moins ferme était disposée à faillir.

La situation du prince des Asturies devenait de jour en jour plus grave. Secrètement avertis de ce qui se machinait contre lui, ses amis étaient en proie aux plus sinistres appréhensions. C'est qu'en effet la reine et le favori ne pouvaient plus s'arrêter sur la pente fatale où ils étaient lancés, et leurs intérêts comme leurs passions semblaient les pousser l'un et l'autre à un crime.

Les relations intimes qui, après le traité de Tilsit, s'établirent entre les cours de Madrid et des Tuileries, mirent le comble aux angoisses de Ferdinand. Godoy

avait un intérêt immense à obtenir la protection de Napoléon : Napoléon en avait un non moins pressant à gagner l'homme dans lequel se personnifiait le gouvernement de l'Espagne. Qui pouvait prévoir ce que tenterait l'audace d'un favori ambitieux et d'une mère dénaturée, s'ils étaient soutenus, encouragés par le chef de la France? Des esprits troublés par la peur devaient tout admettre et tout craindre. Dans une extrémité aussi affreuse, les conseillers de Ferdinand jugèrent qu'il ne lui restait plus qu'un seul moyen de déjouer la trame ourdie par sa mère et son rival : c'était de s'adresser directement, et dans le plus grand secret, à l'empereur, d'implorer sa haute protection et de le supplier de lui choisir une épouse parmi les princesses de la famille impériale. Un nouvel ami, un guide, vint soudainement en aide, dans cette grave circonstance, au prince des Asturies, et cet ami, ce guide, fut l'ambassadeur de France en personne, M. de Beauharnais.

La fortune, qui avait secondé jusqu'ici avec tant de constance les desseins de Napoléon, qui avait mis sur sa tête la plus belle couronne du monde et à ses pieds presque toute l'Europe, la fortune lui avait refusé la satisfaction la plus douce, celle de laisser à sa postérité un trône élevé au prix de tant de périls et d'efforts. L'impératrice avait perdu l'espoir de le rendre père. Ce n'était pas le seul malheur de cette princesse. Bien qu'aucune femme peut-être n'ait possédé à un plus haut degré l'art de plaire et d'attacher, elle n'avait pas cessé d'être en butte à la haine des frères et des sœurs de son mari. Ils redoutaient l'ascendant qu'elle pouvait

exercer sur lui, et craignaient qu'elle n'en abusât au profit de ses enfants, Hortense et Eugène Beauharnais. Ils accusaient sa stérilité, qui laissait, disaient-ils, le trône impérial sans garantie. Enfin ils poussaient leur frère à la répudier et à chercher, dans des enfants issus d'un nouveau mariage, des gages de la durée de sa dynastie. Joséphine n'ignorait aucune de ces manœuvres secrètes, et elle se consumait de douleur dans l'appréhension d'un divorce qui l'écartait à la fois du trône et du lit de l'empereur. Bien moins pour rehausser l'éclat de sa maison qu'afin de se créer des points d'appui contre la haine des Bonaparte, elle était incessamment préoccupée d'élever, par des alliances princières, les membres de sa famille. Elle avait une nièce pleine de charmes et de grâces, mademoiselle Tascher de la Pagerie, qu'elle aimait tendrement, et elle rêvait pour elle de hautes destinées.

Dès que M. de Beauharnais eut pris possession de son ambassade et qu'il eut été initié aux discordes de la famille royale d'Espagne, il conçut un projet inspiré par la connaissance qu'il avait des désirs secrets de l'impératrice sa belle-sœur : ce fut d'unir mademoiselle de la Pagerie au prince des Asturies. Il dut en écrire confidentiellement à l'impératrice et demander des instructions pour une circonstance aussi délicate[1]. La conduite qu'il a tenue depuis ne permet pas un instant de douter que ces instructions, quelle que soit la main qui les ait rédigées et signées, ne lui aient été envoyées et ne

[1] Je n'ai trouvé au dépôt des affaires étrangères aucune trace de cette correspondance de famille.

l'aient autorisé à désigner aux préférences du prince des Asturies mademoiselle Tascher de la Pagerie. Il eut à ce sujet, dans les mois de juillet et d'août 1807, de nombreuses conférences avec les conseillers du prince, notamment avec le duc de l'Infantado et le chanoine Escoïquitz. On dit même que, pour mieux irriter les désirs du prince, il fit passer sous ses yeux un portrait de mademoiselle Tascher, et que la vue de cette charmante figure l'enivra.

Ferdinand suivit les conseils de ses amis, et, le 11 octobre 1807, il écrivit, à l'insu de son père et de sa mère, à l'empereur Napoléon. Sa lettre portait tous les caractères de la plus respectueuse déférence et de l'effusion la plus amicale. Il commençait par exprimer ses sentiments de respect, d'estime et d'attachement pour un héros « qui effaçait, disait-il, tous ceux qui l'avaient « précédé. » Il implorait ensuite sa puissante protection. « Je suis bien malheureux d'être obligé par les « circonstances à cacher comme un crime une action « si juste et si louable ; mais telles sont les consé- « quences fâcheuses de l'extrême bonté des meilleurs « rois. » Enfin, il sollicitait l'honneur de s'allier à une princesse de son auguste famille. « C'est le vœu una- « nime de tous les sujets de mon père, ajoutait-il ; ce « sera aussi le sien, je n'en doute pas, malgré les efforts « d'un petit nombre de malveillants, aussitôt qu'il aura « connu les intentions de Votre Majesté impériale. C'est « tout ce que mon cœur désire ; mais ce n'est pas le « compte de ces égoïstes perfides qui l'assiégent, et ils « peuvent, dans un premier mouvement, le surprendre.

« Tel est le motif de mes craintes. Il n'y a que le res-« pect qu'inspire Votre Majesté impériale qui puisse « déjouer leurs complots, ouvrir les yeux à mes bons, « à mes bien-aimés parents, les rendre heureux, et « faire en même temps le bonheur de ma nation et le « mien. Le monde entier admirera de plus en plus la « bonté de Votre Majesté impériale, et elle aura tou-« jours en moi le fils le plus reconnaissant et le plus « dévoué. » Ferdinand terminait en déclarant qu'il se refuserait avec une invincible constance à s'allier à toute personne que ce fût sans le consentement de Sa Majesté impériale, « de qui, disait-il, il attendait uniquement le choix d'une épouse[1]. »

Au fond, bien qu'on en ait dit, l'empereur fut très-satisfait de la lettre de Ferdinand. Par cette démarche illégale, presque criminelle, le prince se mettait à sa discrétion : il lui livrait le secret de sa vie domestique et en quelque sorte sa destinée. Tout réussissait ainsi au gré des désirs de l'empereur. Il ne répondit point à Ferdinand ; il ne pouvait pas lui répondre. S'il l'eût fait, il aurait manqué à tous les égards dus au roi Charles IV, et compromis le succès de la négociation du traité de Fontainebleau ; mais, sans s'engager personnellement par aucun écrit ni parole, il admit au nombre des combinaisons qui pouvaient s'offrir un jour, une alliance entre une princesse de sa famille et le prince des Asturies.

Ce n'est point à mademoiselle Tascher qu'il réservait

[1] Extrait du *Moniteur* du 5 février 1810.

l'honneur d'occuper un jour le trône d'Espagne. Il n'entrait point dans ses calculs d'élever si haut la nièce de l'impératrice. Ses vues se portaient sur une jeune personne qui lui appartenait par des liens de parenté plus directs. Lucien Bonaparte, après sa brouille avec l'empereur, s'était retiré à Rome, où il menait, sous le titre de prince de Canino, une existence heureuse, mais inutile à la France et à son frère. Dans le voyage que ce dernier fit en Italie à la fin de l'année 1807, le roi de Naples, Joseph, tenta de le réconcilier avec Lucien. Une entrevue fut ménagée entre les deux frères, et elle eut lieu le 13 décembre, à neuf heures du soir, dans la ville de Mantoue [1]. L'empereur conjura de nouveau Lucien de ne point séparer sa fortune de la sienne; il lui offrit, pour lui, le trône de Portugal, et pour sa fille Charlotte la main du prince des Asturies; mais il insista pour que son frère rompît son mariage avec madame de Jaubertou, lui offrant d'ailleurs d'assurer à cette dame et à ses enfants une grande existence en Italie. Le langage pressant de l'empereur émut beaucoup Lucien; on dit qu'il versa des larmes. Il n'en refusa pas moins de se séparer de la femme obscure, mais aimée, à laquelle il avait lié sa destinée. L'empereur n'avait pas encore perdu tout espoir de vaincre son obstination. En le quittant, il lui donna huit jours pour réfléchir et se décider. Le roi de Naples, le prince de Talleyrand, Fouché, épuisèrent tour à tour leur éloquence pour le faire renoncer à sa résolution. Tout fut

[1] *Napoléon et Marie-Louise*, souvenirs historiques de M. le baron Méneval, tome Ier, page 175 et 176.

inutile, et les deux frères se séparèrent pour ne plus se revoir qu'en 1815. Toutefois, Lucien ne voulut point enchaîner l'avenir de sa fille : il fut convenu que la jeune personne quitterait ses parents et viendrait attendre aux Tuileries le sort brillant que les événements et la volonté de l'empereur semblaient lui réserver.

Cependant, le prince des Asturies et le prince de la Paix ne pouvaient plus contenir la haine qui les poussait l'un contre l'autre. Se croyant tous les deux assurés de la protection de l'empereur, ils se persuadèrent qu'ils pouvaient tout entreprendre. Ferdinand se mit en mesure de dessiller les yeux du roi son père sur le compte du favori, et s'entendit avec ses amis afin de déjouer, en cas de mort prochaine de Charles IV, les funestes desseins de sa mère. De son côté, Godoy épia toutes les démarches du jeune prince, impatient de le saisir en délit de conspiration, afin de le transformer en criminel d'État et de le frapper dans ses droits à l'héritage du trône. Il fut secrètement informé, par une dame du palais, que Ferdinand passait une partie de ses nuits à écrire, et qu'il avait avec ses conseillers, notamment avec le duc de l'Infantado et le chanoine Escoïquitz, de longs entretiens. Ces renseignements lui suffirent. Il communiqua à la reine d'abord, puis au roi, ses soupçons et ses craintes. Le 29 octobre à six heures et demie du soir, le prince des Asturies fut arrêté et conduit, sous escorte, dans la salle du conseil. Le roi présidait en personne, entouré de tous ses ministres. Misérable jouet d'un favori ambitieux et d'une

reine dissolue, oubliant tout ce qu'il doit à sa dignité de père et de roi, ce vieillard inflige à son fils, à l'héritier de sa couronne, le plus sanglant de tous les outrages : il lui fait subir la honte d'un interrogatoire ; il s'emporte contre lui, le reconduit lui-même, à la tête de ses gardes, dans ses appartements, le somme de lui rendre son épée, place deux sentinelles à sa porte et puis rentre chez lui le cœur plein de trouble et de colère. Les conseillers les plus intimes de Ferdinand, le chanoine Escoïquitz, le duc de l'Infantado et le duc de San Carlos, sont de même arrêtés et jetés en prison. Au nombre des papiers saisis chez le prince, on trouva deux mémoires écrits de sa propre main, mais qui avaient été composés par le chanoine Escoïquitz. L'un et l'autre étaient adressés au roi et avaient pour but de lui dévoiler les projets criminels du prince de la Paix. Le caractère du favori, sa conduite privée et politique, ses vices, son ambition, tout y était peint avec des couleurs surchargées. La calomnie y était poussée jusqu'à l'absurde : on ne se bornait pas à dénoncer son incurie, son indolence, le scandale de ses mœurs ; on en faisait une sorte de monstre digne de figurer dans l'histoire à côté de Séjan. On trouva aussi chez le prince des Asturies la minute de la lettre qu'il avait écrite le 11 octobre à l'empereur, le plan de conduite à suivre après la mort du roi Charles, et enfin divers décrets tout préparés et qui portaient déjà le seing de Ferdinand VII ; la date seule était en blanc. Le duc de l'Infantado était nommé commandant des troupes ; le comte de Montarco, président du conseil de Castille ; le

duc de San Carlos conservait ses fonctions de grand maître du palais. Le poste de premier ministre était déféré au vieux comte de Florida Blanca, ancien ministre de Charles III. Au moment où Charles IV aurait cessé de vivre, Ferdinand resterait près de sa mère; il continuerait d'avoir pour elle les plus respectueux égards, mais il s'attacherait à ses pas, il ne la quitterait pas un seul instant. De son côté, le duc de l'Infantado se mettrait immédiatement à la tête des troupes; il cernerait le palais et proclamerait Ferdinand VII roi d'Espagne et des Indes. Le nouveau roi informerait sur-le-champ l'empereur de son élévation et réclamerait sa puissante protection. La lettre à ce souverain était toute prête et également signée; il n'y manquait que la date.

A la lecture de ces pièces qui la dévoilaient, la reine s'abandonna à des transports inouïs de colère; toute prudence l'abandonna. Elle fit passer dans le cœur du vieux roi la furie qui l'animait, lui représenta de simples mesures éventuelles comme un attentat médité par Ferdinand contre leur couronne. Au nom de sa dignité de reine et de mère outragée, elle exigea que le roi fît un exemple terrible en déshéritant ce fils criminel de ses droits au trône. Dans son délire de vengeance, elle laissait égarer sa parole dans les plus affreuses imprécations; elle fit peur à Godoy lui-même. « La fureur de « la reine est inouïe, écrivait M. de Beauharnais, le « 22 novembre, à M. de Champagny; elle ne parle que « de sang et de bourreau; elle vomit des injures contre « la France et l'empereur. Elle croit que la France sou- « tient son fils. Godoy craint la reine et ses fureurs. »

Charles IV ne se donna point la peine d'approfondir les motifs qui pouvaient atténuer, en les expliquant, les torts de son fils. Il crut tout ce que lui dirent le favori et la reine. Il fut frappé surtout de cet ensemble de mesures arrêtées dans l'attente de sa mort prochaine et combinées avec une prévoyance à la fois si minutieuse et si hardie. Ces décrets anticipés, et qui déjà portaient le seing de Ferdinand VII, lui apprirent que son fils était las d'attendre si longtemps la couronne, et cette révélation le navra de douleur. Il s'abandonna aveuglément aux impulsions haineuses de la reine, et adressa, le 30 octobre, à ses peuples, une proclamation par laquelle il leur annonça que son fils, le prince des Asturies, et ses perfides conseillers avaient conspiré contre sa personne et son autorité. Il voulut confier lui-même ses chagrins à l'empereur : il lui écrivit que son fils avait formé le complot terrible de le détrôner *et osé attenter à la vie de sa mère.* « La loi, dit-il, qui l'appe-
« lait à la succession doit être révoquée : un de ses frè-
« res sera plus digne de le remplacer et dans mon cœur
« et sur le trône. »

La nation espagnole aimait le prince des Asturies sans savoir s'il était digne de son amour; elle l'aimait parce qu'il était jeune et malheureux; elle l'aimait surtout parce qu'il était l'ennemi et la victime du favori. Elle attendait de lui le terme de ses propres misères, et, dans ses illusions, elle se plaisait à le parer de toutes les vertus de tous les talents qui manquaient à ses maîtres actuels. Le récit de ce qui venait de se passer la remplit de surprise et d'horreur; elle s'attendrit sur le sort de

cette jeune tête livrée à la haine d'un favori et d'une reine abhorrés, et elle trembla que les murs de l'Escurial ne vissent se renouveler la sévérité cruelle de Philippe II. Alors elle tourna les yeux vers la France et fit des vœux ardents pour que l'empereur intervînt et sauvât son prince bien-aimé ; mais Napoléon n'eut pas besoin de s'interposer entre le père et le fils. Le bon et faible Charles IV ne ressemblait guère au terrible fils de Charles-Quint. Quant au prince de la Paix, cette pâle copie de Buckingham, lui non plus n'était pas cruel. Il avait tous les vices des voluptueux ; il n'avait ni l'audace ni la logique impitoyable des ambitieux. D'ailleurs, eût-il voulu pousser les choses à l'extrême, une circonstance l'eût arrêté. Parmi les papiers trouvés chez Ferdinand se trouvait la minute de la lettre adressée le 11 octobre à l'empereur. Ce fut cette lettre, cause principale de l'exaspération de la reine, qui sauva le jeune prince. Tout donnait à penser qu'elle avait été écrite, peut-être à l'instigation, certainement avec l'assentiment de l'ambassadeur de France. L'ambassadeur était un Beauharnais, la jeune personne dont le prince avait sollicité la main, une nièce de l'impératrice : on craignit à Madrid de venir se heurter contre de tels noms.

En effet, dans l'attente d'un procès scandaleux, on avait, aux Tuileries, manifesté quelque inquiétude. Charles IV avait écrit à l'empereur qu'il considérait comme un crime plus grand que d'avoir conspiré la lettre que son fils lui avait écrite le 11 octobre. Napoléon crut entrevoir dans les plaintes du vieux roi qu'il le soupçonnait d'avoir trempé indirectement dans le complot

de Ferdinand. Il fit venir le prince de Masserano et lui dit avec l'accent d'un homme offensé qu'il n'avait reçu aucune lettre du prince des Asturies, bien que, s'il en eût reçu, personne n'aurait le droit de s'en plaindre. Il ajouta que l'arrestation de Ferdinand était une intrigue de cour, et que le prince de la Paix voulait porter au trône un autre prince à la place de l'héritier naturel. M. de Champagny s'en expliqua non moins vivement avec M. Isquierdo. « L'empereur, lui dit-il, demande expressément que, sous aucun prétexte, il ne soit rien publié sur cette affaire, ni prononcé un seul mot qui puisse compromettre son nom ou celui de son ambassadeur. Il ne s'est point mêlé des affaires intérieures de l'Espagne; il déclare sa volonté de ne s'en mêler jamais. »

Tout le monde en Espagne attendait avec anxiété le dénoûment du drame de l'Escurial. Ferdinand avait à traverser une de ces rares épreuves où l'homme aux prises avec le malheur donne la mesure de ce qu'il vaut. L'histoire du dernier siècle lui offrait un noble exemple. Dans une situation à peu près analogue, le prince royal de Prusse, qui fut plus tard le grand Frédéric, aima mieux braver la tyrannie de son père et languir plusieurs mois dans la prison de Spandau, que de s'avilir par de lâches délations. L'âme du héros futur de la Prusse se montra dans l'indomptable énergie du prince royal. Mais Ferdinand était incapable d'un tel courage. A peine eut-il été arrêté que, tout tremblant de peur, il fit savoir à sa mère qu'il avait à faire d'importantes révélations. La reine envoya le ministre de grâce et justice, Caballero, recevoir ses dépositions.

Ferdinand avoua tout; il livra les noms de ceux qui l'avaient assisté de leurs conseils, et il les livra sans exiger la moindre garantie pour la sécurité de leurs personnes.

Le favori triomphait, mais c'était un triomphe plein de dangers. La nation l'accusait d'être l'auteur des chagrins dont on abreuvait l'héritier du trône, et le poursuivait de ses malédictions. Stimulé par la reine, retenu par la crainte de s'aliéner l'empereur, n'ayant pas assez d'audace pour pousser jusqu'au bout sa fortune, le prince de la Paix ne savait plus comment sortir de la lutte à outrance qu'il avait engagée avec tant de légèreté contre le prince des Asturies. Après de grandes irrésolutions, il sentit que le plus sage encore était d'étouffer un procès qui ne pouvait tourner qu'à la honte de ses maîtres et à sa ruine personnelle. Il conseilla l'indulgence; mais, haineux jusque dans sa clémence, il exigea du prince des Asturies qu'il ferait à ses parents un aveu éclatant de ses fautes. Le pardon à de telles conditions était une flétrissure; c'était lui demander de s'avilir aux yeux des peuples qu'il était appelé à gouverner un jour. Ferdinand consentit à tout, et poussa la bassesse jusqu'à jurer amitié et dévouement au prince de la Paix. Il écrivit à son père et à sa mère pour implorer leur pardon. Voici sa lettre au roi :

« Sire,

« J'ai failli, j'ai manqué à Votre Majesté en sa qualité
« de roi et de père; mais je me repens, et j'offre à Votre
« Majesté l'obéissance la plus humble. Je ne devais rien

« faire à l'insu de Votre Majesté; mais ma religion a été « surprise. J'ai dénoncé les coupables. Je demande à « Votre Majesté qu'elle me pardonne de ne pas lui avoir « dit la vérité l'autre nuit, et qu'elle me permette de « baiser ses pieds royaux.

« Son fils reconnaissant,

« FERDINAND.

« San Lorenzo, 5 novembre 1807. »

Il était impossible d'abaisser plus bas le front qui devait porter un jour la couronne des Espagnes. Ferdinand recouvra sa liberté, mais au prix de son honneur. La nation espagnole était tellement prévenue en faveur du jeune prince qu'elle se montra pleine d'indulgence pour des lâchetés qui l'eussent révoltée en tout autre : elle aima mieux accuser la dureté de sa mère et les machinations du favori. Tout ce que l'Europe renfermait d'esprits élevés et délicats fut indigné contre Ferdinand. Napoléon, à qui rien n'échappait, ni les nobles qualités, ni les vices, qui aimait à rencontrer les premières jusque dans ses ennemis, et qui savait exploiter les autres avec une effrayante habileté, Napoléon sut à quel homme devait échoir un jour le trône d'Espagne, et cette soudaine révélation n'influa que trop sur ses déterminations ultérieures.

Le roi, docile à signer le pardon de son fils comme il l'avait été à l'accuser, fit savoir à ses peuples qu'il lui avait rendu son affection et sa confiance. N'osant pas frapper le prince des Asturies, la reine et le favori tournèrent leur rage contre ses complices. Ils les livrèrent à une commission composée de magistrats tirés des

tribunaux de Castille. Le procureur fiscal, don Simon de Viegas, conclut, dans son réquisitoire, à la peine de mort contre le duc de l'Infantado, le chanoine Escoïquitz et le marquis d'Ayerbe ; mais les juges refusèrent de servir par de lâches complaisances les passions d'un pouvoir violent et corrompu. Après une procédure qui dura trois mois, ils déclarèrent les accusés innocents[1]. Furieuse de voir ses victimes lui échapper, la reine foula aux pieds l'arrêt des juges et arracha au roi un décret qui envoyait en exil ces mêmes hommes que le tribunal venait d'absoudre.

Ces tristes événements se passaient dans le moment même où Junot s'emparait du Portugal et arborait nos couleurs sur les tours de Lisbonne. Ils suggérèrent à l'empereur de graves réflexions, ouvrirent à sa pensée de nouveaux horizons, et lui inspirèrent des désirs ambitieux que sans eux peut-être il n'eût jamais formés.

[1] Un des juges, don Eugenio Cavallero, montra en cette circonstance un courage et une vertu qui consolent des bassesses du procureur fiscal. Atteint d'une maladie mortelle, don Cavallero annonça la résolution de se faire transporter dans la salle des séances. « Il ne voulait point « mourir, disait-il, sans émettre son opinion dans une affaire qui lui « paraissait si importante à l'honneur de son roi ; » mais tous les membres se transportèrent chez lui pour y prononcer l'arrêt, et lui déférèrent l'honneur d'opiner le premier. Il prononça en faveur des accusés un discours plein d'éloquence, et conclut à l'acquittement. Deux jours après que le tribunal eut rendu son mémorable arrêt, don Cavallero expira. Cette mort, précédée de circonstances si touchantes, causa dans tout Madrid une impression profonde. Plusieurs monastères se disputèrent l'honneur de rendre les derniers devoirs au magistrat courageux que l'Espagne venait de perdre, et lui firent des obsèques magnifiques. Toute la population s'y transporta, impatiente de saisir l'occasion de donner au pouvoir un témoignage éclatant de sa réprobation.

La conquête du Portugal était achevée ; elle était l'œuvre des armées combinées de la France et de l'Espagne. Les deux puissances se trouvaient dans les conditions prévues par le traité de Fontainebleau. Le moment était venu de procéder au partage du pays conquis ; mais la situation des choses à Madrid n'était plus ce qu'elle était au mois d'octobre, quand s'était négocié le traité de Fontainebleau. Alors, les haines allumées entre la mère et le fils étaient entretenues encore dans l'enceinte du palais ; la puissance de Godoy était intacte. Depuis, un grand scandale avait été donné au monde. On avait vu le roi Charles IV épouser les passions du favori impudique qui avait déshonoré son lit, une femme, reine et mère, se déclarer ouvertement l'ennemie, la persécutrice de son fils, et ces deux souverains dégrader à l'envi, dans la personne de l'héritier du trône, la majesté royale. La nation espagnole s'était émue à ce triste spectacle, et une clameur universelle s'était élevée contre le prince de la Paix. Bien que cet homme tînt encore dans ses mains les rênes de l'État, tout annonçait sa chute prochaine. Il n'avait pour appui qu'une reine elle-même abhorrée et un vieux roi déconsidéré et malade. Toutes les pensées, toutes les sympathies se tournaient vers le prince des Asturies. Napoléon sentit qu'il ne pouvait plus étayer sa politique sur une autorité avilie, minée dans ses fondements, et que le torrent de l'opinion emporterait à la première crise. Godoy renversé, la toute-puissance passait dans les mains de Ferdinand. C'est avec Ferdinand que la France aurait désormais à traiter. Ce prince avait commencé à

se révéler dans les dernières scènes de l'Escurial. Violent et faible tout ensemble, lâche devant la force, que la force fût une tête couronnée ou un peuple en révolte, cruel à l'égard de ses ennemis abattus, ingrat envers les dévouements même les plus fidèles, aussi prodigue de serments que prompt à les violer, judicieux au fond, mais n'ayant que ce bon sens vulgaire dont les perceptions ne dépassent pas la sphère des intérêts du moment, ayant tous les instincts des tyrans, protecteur des moines et des vieilles idées, antipathique au mouvement civilisateur de l'Europe, véritable Espagnol, non par les grandes qualités qui honorent ce peuple, mais par ses vices, et, à ce titre, populaire : tel était l'homme appelé par le vœu de la nation et les droits de sa naissance à porter la couronne. Il implorait aujourd'hui la protection de l'empereur, il lui demandait une épouse, parce qu'il était malheureux et opprimé ; mais, au fond, il n'y avait pas plus de sûreté à se fier à lui qu'au prince de la Paix. Napoléon eût désiré rencontrer, soit dans Charles IV, soit dans le favori, soit enfin dans le prince des Asturies, une force sur laquelle il pût s'appuyer : cette force, il ne la trouve nulle part ; le présent et l'avenir lui échappent également.

Ce n'est pas tout. L'exécution du système continental, difficile dans tous les pays, même dans ceux qui étaient le mieux disposés, par les conditions de leur industrie, à s'y soumettre, devait rencontrer en Espagne des obstacles sans nombre. Les uns tenaient à sa configuration géographique, les autres aux vices de son gouvernement et aux habitudes des populations. La

mer l'enveloppe et la presse sur presque tous les points de ses limites. Pour garder une si grande étendue de côtes, il fallait une administration douanière fortement organisée. Celle qui existait alors se ressentait de l'état d'abandon dans lequel le prince de la Paix avait laissé tomber tous les services. Trop peu nombreuse pour suffire à la surveillance des côtes et mal payée, elle était vendue presque tout entière aux Anglais. Grâce à ce concours de circonstances, la contrebande s'était en quelque sorte acclimatée dans les provinces maritimes de l'Espagne; elle était entrée profondément dans les mœurs et dans les habitudes des populations; elle était devenue, pour les hommes jeunes et entreprenants, une industrie régulière et lucrative. L'application rigoureuse du système continental aux ports et aux côtes de la Péninsule n'était donc rien moins qu'une révolution tout entière qu'il s'agissait d'opérer dans le régime financier, économique et moral de cette grande contrée. Il fallait faire violence aux habitudes et aux intérêts de ses populations maritimes, les assujettir à des rigueurs et à une discipline qu'elles n'avaient jamais connues. Ce n'était point le bras énervé du prince de la Paix, ni l'administration inexpérimentée du prince des Asturies, qui auraient pu triompher de telles difficultés. Il ne fallait rien moins que la toute-puissance de l'empereur, partout présente et vigilante, c'est-à-dire l'occupation par ses armées de tous les points militaires du littoral.

Les Anglais avaient causé, dans le cours de la présente année, de grands maux à l'Espagne. Ils avaient

détruit son commerce avec l'Amérique, confisqué ses galions, battu en toutes rencontres, brûlé, coulé à fond ou saisi ses vaisseaux, jeté des ferments de révolte dans ses vastes colonies, anéanti par l'effet d'une contrebande effrénée son industrie manufacturière, démoralisé enfin par les habitudes d'un trafic illicite toutes les populations du littoral. Cependant ils auraient pu lui faire bien plus de mal encore : rien ne les eût empêchés de profiter de l'état de délabrement dans lequel elle avait laissé tomber la plupart de ses places maritimes, pour les assiéger et s'en emparer. Ils ne l'avaient pas même tenté, parce qu'ils n'avaient pas voulu appliquer à des entreprises subalternes des forces qu'ils avaient jugé plus utile de porter sur d'autres points. Ils n'avaient frappé l'Espagne que dans la mesure qui convenait à leurs intérêts, et réduit la guerre aux proportions d'une grande spéculation commerciale ; mais aujourd'hui que les armées de la France débordaient sur toute la Péninsule, on pouvait être certain qu'ils allaient changer leur système d'opérations. Ce qu'ils n'avaient pas voulu entreprendre contre un ennemi à demi engagé dans leur cause, ils le tenteraient à coup sûr contre l'Espagne devenue en quelque sorte une annexe de la puissance territoriale et militaire de la France. Leurs escadres dans la Méditerranée et dans l'Océan ne se borneraient plus, comme autrefois, à protéger les contrebandiers de l'Andalousie, de la Catalogne, de la Galice, des Asturies et de la Biscaye ; ils les emploieraient désormais à s'emparer de Cadix, de Carthagène, de Tarragone, de Barcelone, du Ferrol,

de Santander et de Bilbao. Notamment en ce qui touchait le Portugal, rien ne leur coûterait pour ressaisir leur ascendant sur les rives du Tage. Bientôt nous les verrions descendre dans cette arène que nos propres mains venaient de leur ouvrir, nous saisir et nous combattre corps à corps.

Ce n'était pas avec les 25,000 hommes de Junot et les 25,000 de Solano et de Taranco qu'il nous était possible de suffire aux exigences d'une situation aussi compliquée. La France ne pouvait rester renfermée dans les termes du traité de Fontainebleau, et il fallait être aussi frivôle, aussi aveugle que l'était le prince de la Paix pour avoir pris ce traité au sérieux. Les troupes du général Junot n'étaient évidemment que le corps d'avant-garde d'une armée beaucoup plus considérable destinée à occuper et à défendre tous les points menacés de la Péninsule.

Les places fortes qui sont comprises entre les Pyrénées et l'Èbre, bien qu'inégales en importance, se tiennent toutes et forment, dans leur ensemble, un réseau formidable. Les principales sont, en Catalogne, Figuières, Girone et Barcelone ; en Navarre, Pampelune ; dans la Biscaye et le Guipuzcoa, Saint-Sébastien et Bilbao. Toutes ces places se recommandent par l'excellence de leur situation militaire et forment le boulevard du royaume du côté de la France. La grande route qui conduit de Bayonne sur l'Èbre passe sous le canon de Saint-Sébastien. Pampelune défend la route qui, d'Irun, mène à Madrid par Tudela. Sur les versants méditerranéens des montagnes de la Catalogne, Figuières, Gi-

rone et Barcelone couvrent Valence et Saragosse. La possession de toutes ces places nous était indispensable pour assurer nos lignes de communication, ainsi que la sécurité de nos approvisionnements. La Sicile, Malte et Gibraltar regorgeaient en ce moment de troupes anglaises. Qui pouvait nous garantir que, désespérée de se voir envahie et subjuguée, l'Espagne ne se jetterait point dans les bras de l'Angleterre et ne lui livrerait du même coup les clefs de ses principales places maritimes? Barcelone surtout, qui a une population de près de 100,000 âmes, un port magnifique, qui est défendu par deux citadelles presque imprenables, Barcelone avait une importance militaire incalculable. Cette formidable place, occupée et défendue par une armée anglaise, incessamment approvisionnée, par les escadres de cette nation, de subsistances, d'armes et de munitions, mettrait hors de nos atteintes la Murcie et l'Andalousie, c'est-à-dire tout le littoral méditerranéen, et rendrait ainsi impraticable l'exécution du système continental dans les ports de la Péninsule. Nous ne pouvions donc pas laisser une telle ville entre des mains douteuses.

Toutes ces considérations réunies déterminèrent l'empereur à prendre un grand parti. Avant la bataille d'Iéna, l'Espagne, le croyant compromis, a voulu l'abandonner, s'unir à ses ennemis pour l'accabler. Aujourd'hui il se venge; il la trompe à son tour; il se dit que la loyauté n'est due qu'aux âmes sincères et loyales, et qu'envers les amis faux et perfides la ruse et la fourberie sont des armes légitimes. Le prince de la Paix

n'est plus qu'un instrument usé et inutile; il le sacrifie. Il sacrifie de même le jeune roi d'Étrurie. Au traité de Fontainebleau il substitue une combinaison nouvelle dont l'effet sera de lui asservir l'Espagne d'une manière bien plus sûre, bien plus efficace que n'aurait pu le faire le dévouement forcé du prince de la Paix ou du prince des Asturies. Il incorporera à son empire les provinces comprises entre les Pyrénées et l'Èbre, et il indemnisera l'Espagne en lui donnant tout le Portugal. Comme elle aura un intérêt immense à défendre et à conserver cette nouvelle possession, elle s'y emploiera tout entière; elle deviendra ainsi entre nos mains un levier formidable contre l'Angleterre. Une fois maître de la Biscaye, du Guipuzcoa, de la Navarre et de la Catalogne, l'empereur le sera de toutes les grandes lignes qui débouchent en Castille et en Murcie; Madrid sera sous sa main; la cour ne pourra plus remuer un régiment ni un canon sans sa volonté. Dès lors, que ce soit Charles IV, la reine, Godoy ou Ferdinand qui gouverne, peu lui importera! l'Espagne sera garrottée, enchaînée sans retour à sa fortune. Ce plan une fois arrêté, il s'agissait de l'exécuter avec rapidité et prudence. Ici la ruse était plus que jamais de rigueur. Il fallait que nos desseins ne fussent connus à Madrid que lorsque cette cour ne pourrait plus y mettre obstacle.

Depuis plusieurs mois, les divers corps d'armée destinés à occuper la Péninsule se rassemblaient, les uns en Bretagne, les autres sur les bords de la Gironde, en Poitou et à Orléans, d'autres enfin en Italie, et, dès qu'ils avaient complété leur organisation, ils étaient

dirigés sur les Pyrénées. Les premières divisions, désignées sous le nom de deuxième corps d'observation de la Gironde, passèrent la Bidassoa le 22 novembre. Elles comptaient 24,000 hommes d'infanterie, 3,600 chevaux et 38 pièces de canon. Elles étaient composées en majeure partie de conscrits pris, par anticipation, sur la levée de 1808, et destinés, sous le titre de légions de réserve, à la garde des frontières. Dupont, qui s'était couvert de gloire dans les dernières campagnes d'Allemagne, les commandait en chef. Ce général conduisit ses troupes, d'abord sur l'Èbre, puis sur Valladolid, où il s'arrêta. Le 9 janvier 1808, un nouveau corps d'armée, fort de 28,000 hommes, dont 2,700 de cavalerie, et composé, de même que le précédent, de jeunes soldats à peine instruits, pénétra par la même route en Biscaye. Il était commandé par le général Moncey, qui déjà, en 1794, avait fait la guerre et s'était illustré dans la Péninsule, Un troisième corps moins considérable que les deux autres (il ne comptait pas plus de 12,000 hommes, dont 2,000 de cavalerie), partit de Perpignan, où il s'était formé, et envahit la Catalogne dans les premiers jours de février. Il était sous les ordres du général Duhesme et composé presque entièrement d'Italiens. Les troisième et quatrième bataillons des régiments qui servaient en Portugal se réunirent en brigade à Saint-Jean-Pied-de-Port, et envahirent la Navarre. Enfin, des corps composés, les uns de régiments suisses, les autres de jeunes conscrits de la levée de 1808, ou de bataillons et d'escadrons tirés des dépôts de l'armée de Boulogne, s'organisèrent par les soins

des généraux Verdier et Lasalle à Orléans et à Poitiers, afin de soutenir et de renforcer ceux qui étaient déjà entrés en Espagne. Toutes ces forces dépassaient de beaucoup le chiffre de 40,000 hommes que la France s'était engagée, par le traité de Fontainebleau, à tenir disponibles le 20 novembre 1807. Leur organisation et leur direction échappèrent à l'attention de la cour de Madrid, qui n'apprit leur véritable destination que lorsqu'elles débouchèrent successivement, comme autant de torrents, des Pyrénées sur l'Èbre.

Les places de Figuières, de Barcelone, de Pampelune et de Saint-Sébastien étaient pour la plupart mal approvisionnées et occupées par des garnisons insuffisantes. Grâce à la précision et à la vigueur avec lesquelles sont exécutés les ordres de l'empereur, elles tombent toutes, et presque le même jour, entre nos mains. La ruse nous en ouvre les portes, et la lâcheté ou l'imprévoyance nous les livre.

Dans les premiers jours de février 1808, le général de brigade Darmagnac pénétra en Navarre par le défilé de Roncevaux, et se porta vivement avec trois bataillons seulement sur Pampelune. La ville, qui n'est point fortifiée, lui ouvrit ses portes et lui fit un accueil cordial. Cependant le marquis de Valsantoro, vice-roi de Navarre, qui commandait dans la citadelle, se tenait sur ses gardes. Le 16 février, de grand matin, soixante soldats français déterminés se présentent aux portes de la citadelle pour y chercher, comme d'habitude, leurs rations. La pluie tombait en ce moment. Les uns se pelotonnent négligemment sur le tablier du pont ; les autres, comme

pour s'abriter, se réfugient dans le corps de garde. A un signal convenu, ces derniers se jettent sur les fusils du poste, s'en saisissent et désarment les sentinelles qui sont en faction. Le général Darmagnac s'élance lui-même à la tête d'un bataillon du 47e et s'empare de la citadelle.

Le général Nicholas, détaché du corps d'armée du général Duhesme, se présenta, le 16 février, avec deux bataillons aux portes de Figuières, fut introduit seul auprès du commandant de la place, et lui annonça qu'un grand personnage était prochainement attendu en Espagne. Il laissa pressentir que ce personnage n'était autre que l'empereur Napoléon en personne, et qu'il lui avait donné l'ordre d'aller l'attendre à Figuières. Puis, de l'air le plus naturel, il demanda à séjourner quelques jours avec ses troupes dans la citadelle. Le commandant était un vieillard dépourvu de sagacité; sa garnison se réduisait à trois cents gardes wallonnes et canonniers. Il tomba dans le piége; il ouvrit les portes de son fort aux deux bataillons français, qui s'y établirent pour n'en plus sortir que sur ordre de l'empereur.

Duhesme avait été reçu sans défiance dans les murs de Barcelone : il avait annoncé qu'il n'y ferait qu'un court séjour, et que c'était à Valence qu'il avait l'ordre de se rendre. Le 16 au matin, il rassembla toutes ses troupes sur les glacis de la citadelle et les passa en revue. La population, avide de contempler ce spectacle, s'y porta en foule; les soldats espagnols vinrent eux-mêmes, sans armes et sans défiance, se mêler au groupe

du peuple. Le gouverneur, qui ne soupçonnait aucun piége, avait laissé les portes de la citadelle dégarnies, et les ponts-levis étaient baissés. Au moment où le général Lecchi parcourait silencieusement ses lignes d'infanterie, deux compagnies se détachent soudainement et s'élancent sur le premier pont-levis. A cette vue, les soldats espagnols veulent lever le tablier; mais le général Lecchi arrive lui-même au galop, suivi de tout son état-major; il crie de toute la force de sa voix qu'on laisse le pont baissé, qu'il veut aller saluer le commandant de la citadelle et s'expliquer avec lui. Le poste espagnol, surpris, intimidé, se laisse envelopper; nos bataillons s'approchent, le pont-levis est franchi, et le gouverneur est forcé de nous livrer les clefs de la citadelle.

Il restait à nous emparer du fort Montjoui, qui est bâti sur le sommet d'un rocher d'où il domine le port et la ville. Le général comte d'Ezpeletta de Veyre, capitaine général de la Catalogne, s'y était enfermé avec une garnison suffisante pour le défendre. La facilité de s'approvisionner de toutes choses par mer lui donnait les moyens de prolonger indéfiniment sa résistance; mais le comte d'Ezpeletta était, comme le commandant de Figuières, un vieillard timide. Sommé une première fois de livrer son fort, il avait refusé; alors Duhesme l'avait menacé de toute la colère de l'empereur. La crainte de provoquer une rupture entre son pays et la France frappa de vertige le vieillard, et il nous ouvrit les portes de Montjoui.

Saint-Sébastien eut le même sort que Pampelune et

Barcelone, et ce fut de même la ruse qui nous en rendit maîtres. Le général Thouvenot se présenta devant cette place avec un tout petit nombre d'hommes et sollicita la faveur d'y passer quelques jours. « Il ne comptait, « dit-il, s'y arrêter que le temps indispensable pour re- « cueillir les soldats isolés et les traînards. » Ces soldats arrivèrent successivement par détachements, très-faibles d'abord, et bientôt après si nombreux, que la garnison espagnole ne fut plus auprès d'eux qu'une poignée d'hommes. Le gouverneur de la place comprit trop tard qu'il avait été joué; il subit ce qu'il ne pouvait plus empêcher et remit au général Thouvenot le commandement de la place.

Ainsi, vers la fin de février, la France occupait les places de Pampelune, de Figuières, de Barcelone et de Saint-Sébastien : elle couvrait de ses armées la Navarre, la Catalogne et la Biscaye; elle était maîtresse de toutes les grandes lignes qui conduisent à Madrid et à Valence. Sa position était déjà formidable. De la possession militaire des provinces du nord à la possession politique, il n'y avait plus qu'un pas.

L'entrée du deuxième corps et sa marche sur Valladolid n'avaient ni surpris ni inquiété la cour de Madrid. Elle s'était expliqué ce mouvement par la nécessité de soutenir l'armée un peu aventurée de Junot; mais, quand elle sut que le corps d'armée du général Moncey et puis celui du général Dehesme avaient aussi franchi les Pyrénées, elle conçut des soupçons. Le prince de la Paix brûlait d'entrer en possession de la principauté des Algarves, et la reine n'était guère moins impatiente

de voir fixer le sort de sa fille, l'ex-reine d'Étrurie. L'un et l'autre réclamaient avec instance l'exécution du traité de Fontainebleau. « Le Portugal est conquis, disait le « prince de la Paix, sa capitale occupée, la population « soumise. Le régent et sa cour ont fui au Brésil : qu'at- « tendons-nous pour procéder au partage du royaume ? » L'ambassadeur de France, confident de toutes ces impatiences, avait beaucoup de peine à les calmer. La cour commença à craindre que la France ne voulût se soustraire à l'exécution de ses engagements. D'autres faits augmentèrent encore ces premières alarmes. Elle eut connaissance d'un décret rendu à Milan, le 23 décembre, par lequel l'empereur avait frappé le Portugal d'une contribution de guerre de cent millions de francs pour le rachat des propriétés des particuliers, et nommé le général Junot gouverneur suprême du royaume conquis. M. de Beauharnais vint confirmer, en les expliquant, les nouvelles décisions de son maître. « Le mo- « ment n'est pas encore venu, dit-il au prince de la « Paix, de procéder au partage du Portugal ; il faut « d'abord consolider l'œuvre de la conquête. L'empe- « reur demande à Sa Majesté Catholique qu'elle veuille « bien consentir à ce que l'exécution du traité de Fon- « tainebleau soit suspendue, et que toute l'autorité en « Portugal reste provisoirement concentrée dans les « mains du général Junot[1]. » Cette déclaration dessilla les yeux du favori : il comprit que l'empereur Napoléon l'avait trompé, que l'offre de la principauté des

[1] Lettre de M. de Beauharnais, 8 février 1808.

Algarves avait été un piége, et qu'il n'était plus même un instrument entre les mains du maître de la France. Les lettres confidentielles de son agent à Paris achevèrent de le désespérer. M. Isquierdo lui écrivit qu'il remarquait un refroidissement sensible dans les manières de M. de Champagny à son égard ; qu'on affectait visiblement de le délaisser, tandis qu'on traitait avec toute sorte de considération et d'empressement le prince de Masserano ; que l'empereur, après son retour d'Italie, avait laissé échapper sur la personne du favori des paroles de blâme et de dédain, et qu'enfin Murat, qui n'avait pas cessé jusqu'ici de servir aux Tuileries les intérêts du prince, semblait lui-même l'abandonner.

L'empereur avait demandé au sénat de consentir à une levée anticipée de 80,000 hommes sur la conscription de 1808, et le sénat l'avait accordée[1]. Les ministres avaient motivé cette mesure par la situation critique de la Péninsule, « menacée, avaient-ils dit, sur toute l'é-« tendue de ses côtes par les troupes et les flottes de « l'Angleterre. » Ces dangers, Godoy affectait de ne point les voir, il ne voyait que la main de l'empereur qui s'étendait sur l'Espagne pour l'asservir, et sur lui-même pour l'immoler aux ressentiments de ses ennemis. Ce n'était pas seulement à la cour que s'opérait le désenchantement ; la nation espagnole l'éprouvait aussi elle-même. A la vue des nombreux bataillons qui envahissaient son territoire, elle était sortie graduellement de son long sommeil ; elle avait regardé autour d'elle ; elle

[1] Sénatus-consulte du 22 janvier.

s'était demandé où était le danger imminent qui provoquait, de la part de son puissant allié, un développement de forces aussi considérable. Elle ne connaissait point le traité de Fontainebleau, et elle n'avait pas assez de lumières pour deviner ce que le prince de la Paix avait tant d'intérêt à lui cacher. L'opinion s'était partagée : les uns, pleins d'admiration pour le génie de Napoléon, se berçaient de l'espoir que ce grand homme avait pris leurs malheurs en pitié et n'accumulait tant de troupes en Espagne que pour les délivrer de l'odieux favori qui les gouvernait ; les autres, plus avisés, craignaient qu'il n'eût entrepris l'expédition du Portugal qu'afin d'avoir un prétexte pour envahir l'Espagne, et que l'invasion ne fût elle-même un acheminement à la conquête. Le décret qui frappait le Portugal d'un impôt de cent millions affecta péniblement nos plus dévoués partisans et justifia toutes les accusations de nos ennemis. On compatit d'autant plus vivement au sort des Portugais, qu'on commença à craindre de le partager un jour.

La demande que le prince des Asturies avait faite à l'empereur de lui choisir une épouse n'était plus un secret pour personne : le nom de mademoiselle Tascher était dans toutes les bouches ; mais l'empereur, impatient d'étouffer aux Tuileries comme à Madrid des espérances qu'il ne voulait point réaliser, venait de marier la nièce de l'impératrice au duc d'Aremberg[1]. Cette

[1] Cette union ne fut point heureuse. Mademoiselle Tascher pas plus que le duc d'Aremberg ne se souciaient l'un de l'autre. Ils s'étaient unis par ordre du maître, et l'on assure que le mariage ne fut point consommé. Au

détermination causa à Madrid une impression très-fâcheuse. Personne, pas même M. de Beauharnais, ne savait que l'empereur eût formé le dessein d'unir la fille de Lucien à Ferdinand. On donna une tout autre interprétation au mariage de mademoiselle Tascher; on crut y voir un symptôme d'éloignement à l'égard du prince des Asturies, et les anxiétés s'accrurent. « L'en-« thousiasme pour la France s'éteint tout à fait, écri-« vait le 15 février M. de Beauharnais ; on ne s'ex-« plique pas notre conduite en Portugal. Que signifient, « disent les Espagnols, ces contributions effroyables « dont on accable un pays qui ne peut les payer? L'en-« trée du troisième corps a causé une impression pé-« nible. Ce qui surtout décourage les bons esprits, c'est « le mariage de mademoiselle Tascher de la Pagerie « que l'on croyait réservée au prince des Asturies[1]. Les « Espagnols se croient abandonnés de la France. Cette « nation, incertaine encore sur le parti qu'elle doit

bout de quelques années, un divorce rompit des liens que, de part et d'autre, le cœur avait désavoués. En 1814, mademoiselle Tascher, mécontente des destinées que lui avait faites l'empereur, se jeta dans le parti des Bourbons. Louis XVIII se chargea de l'établir ; il lui fit épouser le comte de Guitry et la dota magnifiquement : il lui assura une dotation de 35,000 francs de rente.

[1] M. Bignon prétend que l'empereur a hautement désapprouvé M. de Beauharnais d'avoir compromis son caractère d'ambassadeur en se faisant le promoteur d'un mariage entre mademoiselle Tascher de la Pagerie et le prince des Asturies. Nous n'avons trouvé au dépôt des archives aucune lettre contenant la moindre expression de blâme sur la conduite de M. de Beauharnais. Si cet ambassadeur avait été aussi énergiquement réprimandé que le dit M. Bignon, il n'aurait certainement pas déploré avec autant de liberté de langage qu'il le fait dans plusieurs de ses dépêches le mariage de mademoiselle de la Pagerie avec le duc d'Aremberg.

« prendre, cherche à pénétrer si elle peut se sauver « elle-même.... Godoy, de son côté, perd toute contenance : son embarras et son anxiété sont extrêmes. »

Ainsi, à la cour comme partout, régnait une inquiétude vague, mais déjà pleine de troubles et de passions.

On n'osait pas encore nous accuser hautement, mais l'on commençait à nous prêter des projets sinistres contre la sécurité et l'indépendance du royaume, quand tout à coup l'on apprit que nos troupes s'étaient introduites frauduleusement dans les principales places du nord. Mille clameurs s'élèvent aussitôt contre l'empereur et le prince de la Paix; on les croit tous deux d'intelligence; des voix indiscrètes révèlent pour la première fois le secret de la transaction de Fontainebleau; on accuse le favori d'avoir vendu son pays à la France et d'avoir reçu, pour prix de sa trahison, la principauté des Algarves. Nos partisans, dont le nombre diminue tous les jours, n'osent plus nous défendre que d'une voix timide. « Ne pouvant se fier au favori, disent-ils, « il a bien fallu que Napoléon s'assurât des garanties « contre sa duplicité. » Le soupçon et le découragement avaient envahi tous les cœurs. « L'opinion se prononce « de jour en jour davantage contre la France, écrivait « M. de Beauharnais. Les nouvelles de Barcelone, de « Pampelune et de Figuières affligent et irritent; « on compte le nombre des troupes qui sont dans « la Péninsule. L'idée d'un démembrement épou« vante[1]. »

[1] Lettres de M. de Beauharnais à M. de Champagny, 22, 25 février et 4 mars 1808.

La cour était atterrée. Le prince de la Paix eut honte du degré d'abaissement auquel il était descendu. Le suprême dédain dont l'accablait l'empereur le remplit de dépit et de rage. Objet de l'exécration de l'Espagne entière, qu'allait-il devenir, maintenant que Napoléon lui retirait son appui et le montrait au monde comme l'instrument de la ruine et de l'asservissement de son pays? Vainement chercherait-il un refuge dans l'attachement de ses maîtres pour lui. Le vieux roi et la reine seraient d'impuissants remparts contre le torrent déchaîné de la haine publique. Il ne lui restait pas même la triste consolation de se plaindre. Craignant d'exciter le courroux de l'empereur, il lui fallait dévorer en silence tous les affronts dont ce souverain l'abreuvait : il se voyait circonvenu, enserré dans une étreinte de fer. A peine osait-il hasarder quelques plaintes timides. Répondant à la demande officielle que la France venait de lui faire de lui livrer les places, il dit, avec une fureur contenue, à M. de Beauharnais : « Je suis fâché « que les troupes françaises soient entrées dans les « places de Pampelune et de Barcelone avant que mes « ordres aient été expédiés; cela a produit l'impression « la plus fâcheuse, ces ordres sont arrivés vingt-quatre « heures après l'arrivée des Français. »

Le prince se tourmentait pour deviner les desseins secrets de l'empereur. Pourquoi ce mépris d'un traité conclu, il y avait à peine quatre mois, avec toutes les apparences de la bonne foi? Pourquoi ces masses de troupes qui s'avançaient dans toutes les directions et qui, déjà, enveloppaient la capitale? Pourquoi, enfin,

ce dernier attentat à l'indépendance de l'allié le plus humble et le plus soumis? L'agent que le favori entretenait à Paris, M. Isquierdo, vint en personne lui révéler le mot de cette terrible énigme. Il arriva à Madrid dans les derniers jours de février et donna communication au prince du projet que l'empereur avait résolu de substituer au traité de Fontainebleau. L'excès de l'infortune rendit au prince de la Paix un reste d'énergie. Sans perdre un moment, il renvoya son agent en France avec des instructions qui lui enjoignirent de repousser toutes les bases proposées.

M. Isquierdo revint à Paris vers le 20 mars, et aussitôt les négociations s'ouvrirent. Le grand maréchal du palais Duroc et le prince de Talleyrand furent chargés de débattre avec cet agent les intérêts de la France. On a dit que M. de Talleyrand s'était opposé de toute la force de son esprit au système adopté par Napoléon dans les affaires d'Espagne. Il n'y a point d'assertion plus erronée. M. de Talleyrand n'avait ni assez de patriotisme, ni assez de courage pour combattre avec énergie, avec persévérance, sur quelque point que ce fût, les idées ou les passions de l'empereur. Notamment en ce qui touche la question d'Espagne, il est acquis maintenant à l'histoire qu'il a plutôt excité que contenu Napoléon. Nous n'en voulons d'autre preuve que le rôle principal qu'il a accepté et rempli dans les négociations du mois de mars 1808. Il était désolé de n'être plus ministre : il craignait d'être mis à l'écart et oublié, et il saisit avidement la première occasion qui s'offrit pour remettre la main aux grandes affaires. Voici les

bases qu'il soumit lui-même, le 24 mars, de la part de l'empereur, à M. Isquierdo[1] :

Les Français et les Espagnols pourraient commercer librement dans leurs colonies respectives, les Français dans les colonies espagnoles, comme s'ils étaient Espagnols, les Espagnols dans les colonies françaises, comme s'ils étaient Français. Aucun sujet d'un autre gouvernement ne pourrait être admis sur le même pied d'égalité dans les colonies des deux puissances.

Afin d'éviter les discussions qui pourraient résulter entre les deux gouvernements d'un passage continuel de ses armées à travers la Péninsule, la France céderait le Portugal à l'Espagne. L'Espagne lui céderait en échange un territoire équivalent sur la rive gauche de l'Èbre.

L'ordre de la succession au trône d'Espagne serait réglé définitivement.

L'empereur s'occuperait de satisfaire le vœu que Sa Majesté Catholique lui avait récemment exprimé, dans une lettre confidentielle, d'unir son fils aîné, le prince des Asturies, à une princesse de la famille impériale; mais cet engagement tout verbal ne ferait point partie du traité.

Il y aurait entre les deux puissances une alliance offensive et défensive permanente. Une convention fixerait ultérieurement le contingent de troupes et de vaisseaux qu'elles devraient se fournir, le cas échéant.

[1] Dépôt des archives des affaires étrangères.

M. Isquierdo s'éleva avec beaucoup de force contre des propositions si étranges. Il dit que l'Espagne ne saurait ouvrir l'accès de ses colonies aux commerçants français et les y admettre sur le même pied d'égalité que ses propres sujets, sans aliéner ses possessions transatlantiques. Il ajouta que l'Angleterre ne consentirait jamais à ce qu'un tel privilége fût concédé à la France, et que l'Espagne ne pouvant, en temps de guerre, communiquer avec l'Amérique, ses colonies seraient perdues pour elle comme pour la France. Enfin, Sa Majesté Catholique ne pourrait accorder ce qui lui était demandé sans violer les lois fondamentales de la monarchie.

En ce qui touchait l'échange du Portugal contre les provinces situées sur la rive gauche de l'Èbre, M. Isquierdo combattit cette proposition avec beaucoup de véhémence. « Elle était entièrement opposée, dit-il, aux « stipulations du traité de Fontainebleau. La maison « d'Espagne venait d'être dépouillée du royaume d'É- « trurie ; le coup était cruel. La France, pour l'en dé- « dommager, lui avait expressément garanti toute la « partie du Portugal située entre le Duero et le Minho, « y compris la ville d'Oporto. La combinaison qu'elle « proposait aujourd'hui tendait à priver le roi d'Étrurie « de toute indemnité. Cela n'était ni judicieux, ni équi- « table. Les droits du jeune prince étaient sacrés : il « n'appartenait à personne de les fouler aux pieds. « D'ailleurs, le Portugal, privé de ses colonies, n'était « plus pour l'Espagne qu'une possession d'une faible « importance. » Puis il peignit le désespoir qui s'em-

parerait des populations voisines des Pyrénées, lorsqu'elles verraient leurs lois, leurs libertés, leurs privilèges sacrifiés à la France. « Quant à moi, s'écria-t-il, « je ne signerai jamais la cession de la Navarre ; je « craindrais trop de devenir un objet d'exécration pour « tous mes compatriotes. » Cependant il admit la possibilité d'un échange des provinces situées sur la rive gauche de l'Èbre contre le Portugal ; mais, dans cette hypothèse, les provinces du nord seraient érigées en royaume d'Ibérie, ou simplement en vice-royauté ibérienne, et données, soit au roi d'Étrurie, soit à un infant d'Espagne. Une disposition spéciale garantirait aux habitants de ces contrées la conservation de tous leurs privilèges et franchises.

Enfin, relativement à l'alliance, M. Isquierdo déclara que son gouvernement refusait de contracter des liens qui l'assimileraient aux membres de la confédération germanique. « L'Espagne, dit-il, sera toujours pour la « France une alliée fidèle ; mais elle entend conserver « une indépendance complète. »

Avant de lever cette importante conférence, M. de Talleyrand signifia à M. Isquierdo que la détermination prise par l'empereur était irrévocable, et il insista pour que la cour de Madrid envoyât sa réponse dans le plus bref délai possible. Lorsque le courrier porteur des dépêches de M. Isquierdo arriva à Madrid, il ne trouva plus le roi Charles IV sur son trône, ni Godoy à la tête du gouvernement. Une révolution les avait renversés l'un et l'autre, et avait mis le sceptre entre les mains du prince des Asturies.

Dans les premiers jours de mars, un nouveau corps d'armée, plus considérable que tous les autres (il était de 35,000 hommes) avait pénétré en Espagne sous les ordres du maréchal Bessières, et s'était dirigé sur Vittoria. La présence de ce corps portait à plus de 100,000 hommes la totalité des troupes françaises qui avaient passé les Pyrénées. Napoléon, pour ne point éveiller les soupçons du gouvernement espagnol, avait eu soin de tenir ces corps d'armée séparés sous leurs chefs respectifs ; mais, maintenant qu'ils formaient une masse assez puissante pour faire face à toutes les éventualités, il résolut de les relier en faisceau sous le commandement d'un généralissime. C'est à son beau-frère, le grand-duc de Berg, qu'il confia ce poste difficile. Ce choix a été une grande faute. Dans l'état d'excitation où étaient les esprits en Espagne, il fallait s'attendre aux plus graves événements. Tout annonçait une de ces explosions terribles qui annoncent le réveil des peuples. Au milieu de telles circonstances, il aurait fallu à la tête de l'armée française un homme d'un tact sûr et d'une prudence consommée. Murat n'était point cet homme. Brillant et incomparable dans un jour de bataille, alors qu'il fallait enlever ses escadrons et enfoncer les lignes ennemies, il ne convenait plus dans une situation qui exigeait surtout beaucoup de dextérité. Le grand-duc de Berg arriva le 13 mars à Burgos, prit sur-le-champ en main les rênes de l'armée, et, sans perdre un seul jour, s'avança sur Madrid.

La terreur et la rage étaient à leur comble dans les conseils du roi. Godoy succombait sous le poids de ses

fautes et de la haine publique. Il n'avait plus en perspective qu'une chute ignominieuse, la confiscation de tous ses biens, l'exil, peut-être l'échafaud. C'est alors que, surexcité par son ambition aux abois, il conçut une pensée hardie. S'il parvenait à traîner ses maîtres en Amérique, il échapperait à tous les malheurs dont il était menacé ; il abandonnerait une terre où son pouvoir et son nom étaient maudits ; il irait gouverner des peuples qui, n'ayant point encore souffert de son incurie, supporteraient plus docilement sa domination. Un nouveau règne, pour ainsi dire, s'ouvrirait pour lui ; Charles IV et sa race retrouveraient un trône, un empire immense, tous les trésors du Mexique et du Pérou. En conséquence, il persuada à ses souverains que Napoléon était décidé à les détrôner comme il avait détrôné la maison de Bragance. Il leur montra ses armées pénétrant par toutes les issues dans le cœur de la monarchie, sur le point d'envelopper la demeure royale, et le beau-frère de Napoléon destiné peut-être à usurper leur trône quand il les en aurait chassés. En même temps que d'une main il leur montrait le danger imminent, de l'autre il leur montrait le refuge. « La maison « de Bragance n'avait pu se soustraire à la honte d'une « abdication forcée qu'en fuyant au Brésil. La maison « d'Espagne devait fuir à son tour. Elle trouverait par « delà l'Océan de vastes possessions et des peuples nom- « breux qui salueraient son arrivée au milieu d'eux « avec transport et lui obéiraient avec amour ; mais il « fallait se presser, le torrent de l'invasion appro- « chait, et bientôt la retraite deviendrait impossible. »

La reine n'eut point de peine à se laisser persuader. Depuis vingt ans, elle et le prince de la Paix gouvernaient ensemble ; ils avaient mis en commun leur incapacité et leurs vices : ils avaient les mêmes titres au mépris de l'Espagne. Comme le favori, la reine était impatiente de se dérober à la vengeance publique et au fléau de l'invasion. Le roi fut plus difficile à convaincre. Homme simple et loyal, il ne pouvait admettre que l'empereur voulût le dépouiller de sa couronne. Tout récemment encore, c'était dans le mois de février, Napoléon lui avait envoyé en présent quinze chevaux magnifiques. Comment concilier une attention si délicate avec le dessein perfide de le détrôner? Cette supposition révoltait la raison et le cœur de Charles IV.

Évidemment, ce qui aurait convenu le mieux aux intérêts de l'empereur, c'eût été que la famille royale émigrât au Mexique : il eût trouvé l'Espagne veuve de ses souverains légitimes ; sur ce trône abandonné et vacant, il eût placé un de ses frères, et la révolution dynastique qui déjà certainement était l'objet de ses plus ardents désirs se fût accomplie immédiatement et sans secousses ; mais ce n'est pas dans ce dessein qu'il avait ordonné à Murat de se porter sur Madrid. La résolution de se retirer au Mexique était le secret de la reine et du favori, secret si bien gardé, que, jusqu'au jour où ils le révélèrent au conseil, personne ne l'avait pénétré. On voyait bien qu'ils avaient l'intention d'emmener le roi, mais on ignorait où ils voulaient le conduire. M. de Beauharnais n'en savait pas plus à cet égard que les autres. Napoléon comptait se rendre en

personne à Madrid et s'entendre avec Charles IV. Jusqu'où s'étendaient alors précisément ses vues? Comptait-il abuser de son ascendant sur un vieillard usé et timoré, et l'amener, par une sorte de contrainte morale, à lui faire immédiatement l'abandon de ses droits souverains? Nous répugnons à admettre cette hypothèse. Nous croyons plutôt que toute son ambition se bornait, pour le moment, à arracher au roi son consentement à l'échange du Portugal contre les provinces de l'Èbre.

Après bien des hésitations, Charles IV avait cédé aux prières de la reine et du favori, et s'était décidé à partir. Le 15 mars, il assembla son conseil et lui annonça sa détermination. Aussitôt un courrier s'élance sur la route de Portugal et court porter au général Solano l'ordre de revenir à marches forcées sur Séville, afin de protéger la retraite des princes sur Cadix. Tous les corps disponibles, les gardes wallones, les gardes du corps, la garnison de Madrid, sont appelés à Aranjuez ou échelonnés sur la route d'Andalousie. Le roi se rendrait d'abord à Séville; de là, il demanderait à l'empereur Napoléon des éclaircissements sur les motifs qui lui avaient fait rassembler tant de troupes dans la Péninsule, et réclamerait des garanties pour la sécurité de la famille royale et l'indépendance du royaume. Si la réponse n'était point satisfaisante, le roi et sa famille gagneraient Cadix, où ils s'embarqueraient pour l'Amérique sous la protection de la flotte anglaise qui croisait devant le port.

Bientôt le projet de départ n'est plus un secret pour

personne; il se révèle à tous les yeux dans cette agitation, dans ces mille apprêts qui précèdent un long voyage. Dans toutes les résidences royales, surtout dans le palais d'Aranjuez, une multitude d'ouvriers travaillent nuit et jour. On emballe les riches tentures, les meubles précieux et d'un facile transport, les vaisselles d'or et d'argent, les diamants de la couronne, les tableaux des grands maîtres, ainsi que les archives secrètes de la cour. D'Aranjuez et de l'Escurial, la sinistre nouvelle gagne Madrid, et y répand la consternation. Mille voix s'écrient : « Il n'y a que Godoy qui « ait pu suggérer à ses souverains la pensée d'aban- « donner leur couronne et leur peuple aux mains de « l'étranger; cette fuite ne peut être que le prix d'un « infâme marché. » Le conseil de Castille se rend l'organe de la douleur publique; il envoie au roi une députation pour le conjurer de ne point consommer une séparation qui fera le désespoir de ses sujets d'Europe. Charles IV, soit dissimulation, ou qu'une telle démarche l'eût replongé dans ses irrésolutions, parut se rendre aux instances du conseil de Castille. Il déclara, dans une proclamation publiée le 16 mars, que la réunion des troupes à Aranjuez n'avait nullement pour objet de défendre sa personne, ni de *l'accompagner dans un voyage que la malveillance seule avait pu supposer nécessaire.* Il protesta que l'armée française traversait le royaume avec des intentions pacifiques, et ajouta qu'au besoin il saurait mettre sa confiance et sa force dans le dévouement de ses sujets bien-aimés. Cette proclamation calma un peu les esprits; mais l'on ne tarda pas à

savoir que les apprêts du voyage étaient poussés avec plus d'activité que jamais. L'ordre donné à la garnison de Madrid de se rendre, dans la nuit du 16 au 17 à Aranjuez, acheva de convaincre même les plus incrédules. Alors, la passion publique, longtemps contenue, éclate, véhémente et terrible. Le 17 au matin, des masses de peuple armées se précipitent de tous côtés sur Aranjuez; la campagne entière est soulevée; on entoure le palais, on demande le roi, on veut s'opposer à son départ. Les cris de : *Meure Godoy !* se mêlent aux cris d'amour du peuple pour son souverain. Des chefs déguisés parcourent les rangs de cette foule ameutée et la dirigent avec une sorte d'ordre et de discipline.

La famille royale passa la journée du 17 dans des angoisses inexprimables. En présence des manifestations populaires, le roi hésitait de nouveau : il consulta une dernière fois son conseil, et enfin, après des débats très-longs, très-orageux, le voyage fut irrévocablement résolu. En sortant de ce conseil auquel il avait assisté, le prince des Asturies dit aux gardes du corps réunis dans le salon de service : « Le prince de la Paix est un traître; il veut emmener mon père; empêchez-le de partir. » Tout porte à croire que cette parole était un signal, qu'il y avait un vaste complot militaire organisé, que le prince en était le chef, et qu'il ne s'agissait pas seulement d'empêcher le départ de Charles IV et de la reine, mais encore d'abattre le favori et de forcer les vieux souverains à abdiquer. Un incident hâta l'explosion. Le 17 au soir, entre onze heures et minuit, une femme voilée, qui venait de sortir mysté-

rieusement de l'hôtel du prince de la Paix, est rencontrée par une patrouille. Interrogée sur sa qualité, sur son nom, sur les motifs de sa course nocturne, elle refuse obstinément de se nommer. Les soldats s'emparent de sa personne, lui arrachent ses voiles, et reconnaissent la maîtresse du prince de la Paix, dona Josepha Tudo, comtesse de Castelfiel. Tous ces hommes étaient dans le complot. A la vue de la comtesse, ils ne doutèrent pas que le prince de la Paix ne dût la suivre bientôt, et que le départ du roi ne s'effectuât cette nuit même. Alors, le chef donne le signal convenu : en un moment, toutes les troupes réunies à Aranjuez sortent dans le plus grand ordre de leurs casernes; mais, au lieu de se grouper autour du vieux roi et de la reine, de protéger leur fuite, elles s'y opposent, au contraire; elles entourent le palais, s'emparent de toutes les issues et deviennent les geôliers de leurs souverains.

Les maisons, les rues, les places publiques étaient encombrées d'hommes du peuple. Toute cette foule reposait et dormait : en un instant, et comme par une sorte d'enchantement, elle se lève d'un même mouvement, et la ville, tout à l'heure silencieuse, retentit maintenant de mille clameurs. De tous côtés l'on s'agite et l'on s'alarme : les uns vont se réunir à la troupe qui cerne le palais, les autres se portent à la lueur des torches et aux cris de : *Meure Godoy!* sur l'hôtel de ce prince. Des sentinelles en défendent l'entrée ; le peuple les désarme, brise les portes, se précipite dans l'hôtel, inonde les cours, les corridors, les appartements, monte, descend, remonte et cherche partout l'homme

qu'il hait et qu'il veut immoler. Efforts inutiles! au lieu du favori, les insurgés trouvent la princesse de la Paix et sa fille. A la vue de ces deux femmes éperdues et presque évanouies, ils s'arrêtent avec respect, ils les accompagnent hors de l'hôtel, s'attellent à leurs voitures, leur font une sorte d'ovation nocturne et les conduisent ainsi jusqu'au palais du roi; puis ils reviennent sur l'hôtel pour y chercher leur ennemi. Ne le trouvant point, ils se vengent sur ses meubles : tout ce qui leur tombe sous la main est brisé, saccagé; mais du moins ils ne déshonorent point leurs violences par le pillage : ils sortent de cette demeure, naguère si somptueuse et dont ils viennent de faire un amas de ruines, les mains pures de toutes rapines.

La terreur était à son comble dans l'intérieur du palais. Le 18, Charles IV destitua de ses fonctions de généralissime le prince de la Paix, et prit en personne le commandement de ses armées. Il avait espéré que ce décret suffirait pour apaiser la fureur du peuple et sauverait la tête du favori; mais il fut averti qu'un nouveau soulèvement devait éclater dans la nuit du 18 au 19. Alors, plein d'anxiétés, il fit venir tous les chefs militaires et les interrogea sur les dispositions de la troupe. La plupart d'entre eux s'étaient déjà donnés à Ferdinand. Tous répondirent qu'il n'y avait point à compter sur les soldats, et que le prince des Asturies pouvait seul répondre de tout. La cour passa la journée du 18 et la nuit qui suivit dans des transes affreuses. Le 19, au matin, le roi et la reine commençaient à espérer que le danger était passé, quand, à dix heures,

un tumulte effroyable s'éleva autour de l'hôtel du prince de la Paix. Ils s'informèrent et apprirent que le malheureux prince venait d'être découvert et arrêté. Au moment où l'émeute avait brisé les portes de son palais, il était sur le point de se mettre au lit, et il n'eut pas le temps de se rhabiller. N'ayant d'autre vêtement qu'une robe de chambre de molleton, il courut à l'une des portes de derrière de l'hôtel ; toutes les issues étaient gardées. Alors il gagna précipitamment les greniers, s'y blottit sous des nattes de jonc, et y resta ainsi, sans faire un mouvement, pendant trente-huit heures, n'ayant pour toute nourriture qu'un petit pain qu'il avait trouvé sous sa main au moment où il avait fui. Vaincu par les tortures de la faim et de la soif, il se décida à descendre de son grenier et tenta de s'évader ; mais il fut reconnu. Heureusement pour lui, ce ne furent ni des soldats ni des hommes du peuple qui l'arrêtèrent ; ce furent des gardes du corps. Tous le connaissaient ; ils eurent pitié de cet homme qui était sorti de leurs rangs pour s'élever si haut, et tombé maintenant au dernier degré de l'infortune. Ils résolurent de le soustraire à la rage du peuple ; ils le mirent entre leurs chevaux et le conduisirent ou plutôt le traînèrent jusqu'à leur caserne. La foule le suivit, acharnée, haletante, et faisant mille efforts pour l'arracher des mains des gardes et le mettre en pièces. Ne pouvant le tuer, ils l'abreuvèrent de mille outrages ; les uns lui jetèrent des pierres ; les autres lui crachèrent au visage ; il y en eut qui purent l'atteindre et le blesser à coups d'épieu. Enfin il arriva tout sanglant, à demi mort de faim,

de fatigue et de peur, à la caserne des gardes. A la vue de sa proie qu'on lui arrachait, le peuple, ivre de vengeance, se rua avec furie contre les portes de la caserne, comme s'il voulait en faire le siége, afin d'y saisir sa victime et de l'immoler; mais une main amie s'étendit sur lui et le sauva. Au récit de ce qui se passait, Charles IV, éperdu, ordonna à Ferdinand de voler sans plus tarder à la caserne des gardes et de protéger Godoy contre le danger qui menaçait ses jours. Le jeune prince obéit. En abordant le favori, il lui dit avec l'accent d'un maître qui daigne pardonner: « Je te fais grâce de la vie. » Pour toute réponse, le prince de la Paix lui demanda avec dignité et courage s'il était déjà roi. « Pas encore, lui répliqua Ferdinand, mais je le serai bientôt. » Le peuple ne se calma que lorsque le prince des Asturies lui eut promis à plusieurs reprises que Godoy serait livré aux tribunaux et jugé avec toute la rigueur des lois.

La chute de cet homme qui avait tant abusé de la puissance, et son arrestation, firent éclater dans toute l'Espagne un incroyable délire de joie, et malheureusement aussi des violences déplorables. Dans la plupart des villes, on brisa ses bustes; on le pendit, on le brûla en effigie. A Madrid, on pilla son palais; on rassembla sur une des places de la ville son mobilier somptueux et l'on y mit le feu. Ces manifestations sauvages de la colère publique portèrent le désespoir dans le cœur du roi et de la reine. Après avoir tremblé pour les jours de Godoy, ils avaient fini par trembler pour eux-mêmes. Poursuivis par des images lugubres, ils sentaient que leur fils l'emportait, et que leur autorité, solidaire des

fautes du favori, avait perdu toute force et tout prestige. Bien loin d'être soutenus par les ministres qui les entouraient encore, ils ne trouvaient plus autour d'eux que des esprits découragés, des conseils timides, des fidélités chancelantes, des appréhensions trop exagérées pour n'être point simulées, enfin ce froid glacial qu'inspirent aux ambitieux et aux courtisans les pouvoirs déchus ou qui sont près de l'être. Un astre nouveau se levait ; Ferdinand était roi de fait. D'ailleurs, la souveraine puissance n'avait plus d'attrait pour Charles IV et la reine, maintenant qu'ils ne pouvaient plus la partager avec le prince de la Paix. Il paraît même que le vieux roi, fatigué de régner, avait plus d'une fois exprimé, depuis quelque temps, le désir d'abdiquer, et que c'était la reine qui, tantôt par ses larmes, tantôt par ses fureurs, l'en avait empêché. Aujourd'hui la mesure était comblée. Charles IV convoqua un grand conseil composé de tous les princes de sa famille, des principaux personnages de sa cour, de tous les ministres et chefs militaires, et, en leur présence, il renonça solennellement à la couronne en faveur de son fils Ferdinand. L'acte d'abdication fut rédigé dans les termes les plus positifs et avec la plus grande clarté[1].

[1] « Les infirmités qui m'accablent, disait le roi, ne me permettent « pas de soutenir plus longtemps le poids trop lourd du gouverne- « ment de nos États, et, l'intérêt de ma santé exigeant que j'aille jouir « dans un climat plus doux du calme de la vie privée, j'ai résolu, « après les plus sérieuses réflexions, d'abdiquer la couronne en faveur « de mon héritier et bien-aimé fils le prince des Asturies. En consé- « quence, ma royale volonté est qu'on le reconnaisse et qu'on lui « obéisse comme au roi et maître naturel de tous mes États et do-

La ville de Madrid était encore émue des scènes violentes qui l'avaient troublée la veille, quand, le 20 au matin, elle apprit que Charles IV avait abdiqué en faveur de son fils. A cette nouvelle, elle fut saisie d'une ivresse de joie impossible à décrire. En un moment, toute la population fut sur pied et encombra les rues. On se communiquait la grande nouvelle; on s'embrassait, on se précipitait en foule dans les églises pour rendre à Dieu des actions de grâces. A voir de tels transports, on eût dit un peuple d'esclaves qui venait de briser ses chaînes et qui avait recouvré à la fois le bonheur et la liberté.

« maines, et, afin que la présente déclaration royale de mon abdica-
« tion libre et spontanée ressorte à cet effet et reçoive son exécution
« royale, vous la communiquerez au conseil et à tous ceux qu'il appar-
« tiendra.

« Fait à Aranjuez, 19 mars 1808.

« LE ROI. »

CHAPITRE XXXI

Perplexités de Ferdinand. — Il écrit à l'empereur. — Les vieux souverains implorent la protection du grand-duc de Berg. — Murat prend possession de Madrid. — Entrée de Ferdinand dans cette capitale. — Ferdinand veut reléguer son père et sa mère à Badajoz. — Désespoir des vieux souverains. — Lettre de la reine et de l'ex-reine d'Étrurie au grand-duc de Berg. — Attitude de Murat à Madrid. — Conduite de Ferdinand. — L'ambassadeur de France. — Napoléon impatiemment attendu à Madrid. — Alternative embarrassante pour l'empereur Napoléon. — Il se détermine à renverser les Bourbons d'Espagne. — Sa lettre à son frère Louis, roi de Hollande. — Mission du général Savary à Madrid. — Son entrevue avec Ferdinand. — Ferdinand quitte Madrid et va au-devant de l'empereur. — Il arrive à Vittoria. — Anxiétés de ce prince et de ses conseillers. — Sa lettre à l'empereur.— Arrivée de Napoléon à Bayonne. — Il répond à Ferdinand. — Angoisses du jeune prince. — Il se décide à partir pour Bayonne. — L'empereur et Ferdinand. — Entretien de l'empereur avec le chanoine Escoïquitz. — Négociations. — Position délicate de Napoléon. — Arrivée des vieux souverains et du prince de la Paix à Bayonne. — Les vieux souverains et Ferdinand. — Le jeune prince résiste aux volontés de son père. — Lettre de Ferdinand à Charles IV. — Réponse du vieux roi à son fils. — Ordres secrets expédiés par Ferdinand à la junte suprême. — Soulèvement du peuple à Madrid dans la journée du 2 mai. — Effet produit à Bayonne par la nouvelle de ces événements. — Dernière entrevue des vieux souverains avec Ferdinand. — Scènes violentes. — Imprécations. — Cession de la couronne par les vieux souverains. — Traité de cession ratifié par Ferdinand et ses frères

— Conduite de Murat. — Adresses du conseil de Castille et de la municipalité de Madrid. — Le roi de Naples, Joseph, accepte la couronne d'Espagne. — Les vieux souverains partent pour Compiègne, et Ferdinand pour le château de Valençay. — Humilité de Ferdinand. — Ses lettres à l'empereur et au roi Joseph.

La fortune semblait sourire à Ferdinand. Son ennemi abattu attendait au fond d'une prison le jugement qui devait le flétrir; le peuple entier saluait avec transport son élévation; il était roi enfin. Cependant, ce n'était pas sans un grand trouble qu'il montait sur ce trône d'où une émeute avait précipité son père. Il lui suffisait de jeter les yeux autour de lui, de compter les troupes françaises qui le cernaient de toutes parts pour se convaincre qu'il ne pouvait rien par lui-même et que sa destinée était entre les mains de l'empereur. Quel jugement ce prince allait-il porter sur la révolution d'Aranjuez? Sanctionnerait-il son élévation au trône? ou bien continuerait-il à ne voir qu'un seul roi légitime en Espagne, Charles IV! Cette redoutable question renfermait tout, le présent et l'avenir. A peine investi de l'autorité suprême, Ferdinand s'empressa d'écrire à Napoléon pour lui notifier son avénement. Sa lettre, datée du 20 mars, exprimait la déférence la plus respectueuse pour ce grand prince. « La santé de mon père dépéris« sait, dit-il. La divine Providence m'ayant appelé au « gouvernement de mes peuples, ma première loi est « d'en informer Votre Majesté. Les sentiments d'estime « et d'admiration que je nourris pour Votre Majesté « impériale seront un sûr garant de l'inviolabilité avec « laquelle je tâcherai de resserrer l'alliance intime qui

« subsiste si heureusement entre les deux empires, en « faisant tous les efforts qui seront en mon pouvoir pour « coopérer aux vastes plans que Votre Majesté aura « conçus contre l'ennemi commun. » Les ducs de Frias et de Medina-Cœli et le comte de Fernand-Nuñez, tous trois grands d'Espagne de première classe, furent chargés de porter cette lettre à l'empereur et de lui notifier officiellement l'avénement du nouveau roi.

Charles IV avait abdiqué le 19 mars sous l'impression de la peur, au milieu de la sédition du peuple et des soldats. Quand l'émeute fut apaisée, que les vieux souverains se virent seuls, délaissés par tous les courtisans, sans pouvoir, sans gardes, sans argent, livrés à la discrétion d'un fils rebelle et d'un parti exalté par la victoire, ils eurent horreur de leur situation et se prirent à regretter le trône. Ils députèrent vers Murat pour l'informer que leur fils, le prince des Asturies, leur avait fait violence, et le conjurer de presser sa marche, afin de les protéger contre les mauvais desseins de leurs ennemis.

Le grand-duc de Berg n'était plus qu'à quelques journées de Madrid quand il reçut la nouvelle de la révolution d'Aranjuez et bientôt après les lettres pressantes de Charles IV et de la reine. Elles le jetèrent dans une grande perplexité : il ne savait pas le jugement que l'empereur porterait sur les événements qui venaient de se passer; il ne pouvait traiter Ferdinand en roi. Les vieux souverains, détrônés par la révolte, imploraient sa protection; son devoir était de la leur accorder. En conséquence, il pressa sa marche, et leur envoya, pour

les rassurer, son aide de camp, le général Monthyon. Charles IV remit à ce général un acte de protestation contre son abdication et une lettre adressée à l'empereur, dans laquelle il accusait son fils Ferdinand d'avoir soulevé les troupes contre lui, et de lui avoir en quelque sorte arraché sa couronne. Il se jetait dans les bras de son puissant allié et le rendait l'arbitre de ses destinées. L'acte de protestation et la lettre portaient la date du 21 mars; mais, ce jour-là, la tempête populaire durait encore : Charles IV et la reine étaient à la merci du peuple insurgé; comment auraient-ils osé protester sous l'impression de terreur qui les dominait alors? Ils n'ont dû s'y déterminer qu'après avoir vu le général Monthyon et s'être concertés avec lui, c'est-à-dire le 23. Murat arriva avec son armée ce jour-là même sous les murs de Madrid. Il eût été sage de n'y point entrer. Puisqu'il lui était interdit de reconnaître Ferdinand, il aurait dû éviter de se trouver en contact avec l'autorité de ce prince. Occuper la capitale dans un tel moment, c'était compliquer sa position, déjà si embarrassante, de difficultés d'étiquette inextricables; c'était venir insulter à l'élévation de Ferdinand et à l'orgueil d'une population ivre d'enthousiasme et d'amour pour son jeune souverain. Il aurait dû prendre une attitude calme, réservée, se tenir à distance, tout voir, tout entendre, laisser à l'empereur la liberté entière de ses résolutions, et attendre ce qu'il aurait décidé. Malheureusement, le grand-duc ne portait point dans cette grande affaire un esprit désintéressé. A la vue de cette famille d'Espagne déchirée par ses haines intestines, de cette reine achar-

née contre son fils, de ce fils qui venait de détrôner son père, de ces vieux souverains impatients de ressaisir une couronne qu'ils ne pouvaient plus porter, il devina que Napoléon profiterait de leurs discordes pour les écarter tous et mettre à leur place un prince de sa propre famille. Mais sur quel front poserait-il cette belle couronne? Joseph régnait à Naples, Louis en Hollande, Jérôme en Westphalie; Lucien était en disgrâce; la famille impériale n'offrait plus un seul prince disponible. Un sentiment personnel, égoïste, envahit le cœur de Murat; il osa élever ses prétentions jusqu'au trône d'Espagne. Cette préoccupation ne cessa de dominer toute sa conduite et nous fut bien fatale. Il vit dans Ferdinand un rival, et fut aussitôt tourmenté du désir puéril de l'éclipser. Il s'imagina qu'en prenant immédiatement possession de Madrid, il remplirait toute la population de crainte et de respect pour le drapeau de la France, l'accoutumerait à son autorité personnelle, et comprimerait l'élan qui entraînait tous les cœurs vers Ferdinand.

Le 23, il fit dans la capitale de l'Espagne une entrée théâtrale. Les bataillons de la garde impériale ouvraient la marche. Puis venaient la cavalerie et l'artillerie. Lui-même, avec son plus brillant costume, ses armes les plus étincelantes et sa toque panachée, monté sur un cheval magnifique, s'avançait au milieu de la vieille garde. C'était là la partie saisissante du tableau. La foule, pressée sur le passage des troupes, ne pouvait se lasser de contempler ces vieux soldats de la garde, au visage basané et à l'aspect martial; mais bientôt la scène

changea, et, avec elle, les impressions des spectateurs. Après les corps d'élite s'avançaient nos bataillons d'infanterie. Ils étaient composés, en majeure partie, de jeunes soldats déjà très-fatigués par des marches forcées. A la vue de ces conscrits imberbes, les habitants de Madrid, comme naguère ceux de Lisbonne[1], ne ressentirent plus que du dédain et une sorte de pitié. Murat manqua complétement l'effet qu'il avait voulu produire.

Ce prince avait fait son entrée dans Madrid le 23 mars; Ferdinand fit la sienne le lendemain. La population avait gardé vis-à-vis de nos troupes une attitude silencieuse, mais convenable, et plus observatrice qu'hostile. Elle fit à son prince bien-aimé la plus bruyante des ovations; elle le reçut avec des trépignements d'enthousiasme et une joie frénétique que la plume ne saurait décrire. Avide de le voir et de le toucher, elle se pressait en foule sous les pas de son cheval. Les femmes pleuraient d'émotion; les hommes faisaient retentir les airs de leurs acclamations. Ces hommages s'adressaient à un jeune homme timide, d'une physionomie terne, dont une mère défiante et jalouse et un favori ambitieux avaient prolongé l'enfance; mais les Espagnols, blessés dans leur orgueil par la présence des étrangers, se plaisaient à leur montrer dans Ferdinand le souverain de leur choix. C'était comme une manière de braver Murat.

[1] « Les Espagnols admirent la cavalerie française, la garde, les généraux; mais l'infanterie, harassée, composée de conscrits, leur fait pitié, et la lutte corps à corps ne les effraye point. » (Dépêche de M. Henri, ministre de Prusse à Madrid; dépôt des archives des affaires étrangères.)

Lé soir même de ce jour, la foule des courtisans se pressait dans les appartements du jeune prince. La plupart des membres du corps diplomatique, notamment le ministre de Russie, le traitèrent en roi. L'ambassadeur de France affecta au contraire de ne saluer dans Ferdinand que l'héritier du trône. « Prince, lui dit-il[1], « vous n'avez qu'un seul parti à prendre dans ce moment, c'est d'aller présenter à l'empereur le prince « des Asturies. — C'est bien là mon intention, » lui répondit Ferdinand.

La présence des vieux souverains à Aranjuez était pour leur fils plus qu'un embarras ; elle était comme une accusation vivante. Aussi était-il impatient de les éloigner. Il voulait les reléguer à Badajoz ; il leur avait signifié sa détermination, qui les avait remplis tous les deux d'indignation et de douleur. La reine avait crié, pleuré, conjuré son fils de renoncer à son dessein. Charles IV avait allégué son grand âge, ses rhumatismes qui l'empêchaient, disait-il, d'aller vivre sous le climat humide de Badajoz. Rien n'avait pu fléchir Ferdinand. Leurs jours se passaient dans les plus cruelles angoisses. La présence d'un détachement de troupes françaises que Murat leur avait envoyé pour les protéger n'avait pu les rassurer : ils tremblaient pour eux ; ils tremblaient bien plus encore pour Godoy. Ils craignaient que Ferdinand, pour apaiser la colère du peuple, ne lui jetât la tête du favori tombé. Ils ne se lassaient pas d'écrire au grand-duc de Berg de veiller sur leurs jours et de sauver le

[1] Dépêche de M. de Beauharnais. Madrid, 25 mars 1808. (Dépôt des archives des affaires étrangères.)

prince de la Paix. La reine d'Étrurie, qui était venue chercher à la cour de son père l'indemnité promise à son fils par le traité de Fontainebleau, servait d'intermédiaire entre les vieux souverains et le grand-duc.

Les lettres de la reine Maria-Luisa à sa fille et à Murat resteront comme des monuments impérissables de la dégradation morale de cette famille. Il faut bien en citer des fragments, ne fût-ce que pour faire connaître dans quelles misérables mains étaient tombées les destinées du peuple espagnol.

LA REINE MARIA-LUISA A SA FILLE LA REINE D'ÉTRURIE.

« Aranjuez, 26 mars 1808.

« Ma chère fille,

« Vous direz au grand-duc de Berg la position du « roi, la mienne et celle du pauvre prince de la Paix. « Mon fils Ferdinand était à la tête de la conjuration; « les troupes étaient gagnées par lui; il fit sortir une « lumière à une de ses fenêtres, signe qui fit commen« cer l'explosion... Mon fils fait tout ce qu'il peut pour « faire de la peine au roi son père; il nous presse pour « que nous partions; il nous envoie à Badajoz; il nous « laisse sans aucune considération, très-content de ce « qu'il est et que nous nous en allions.... »

LA REINE MARIE-LUIZA AU GRAND-DUC DE BERG.

« Aranjuez, 26 mars 1808,

« Mon fils ne sait rien; il faut au contraire qu'il « ignore tous nos pas. Son caractère est faux : rien ne « l'affecte : il est insensible, guère porté à la clémence. « Il est mené par de mauvais sujets, et l'ambition qui « le domine le portera à tout. Il promet, mais ne fait « pas toujours ce qu'il promet. Je crois que le grand-« duc doit prendre des mesures pour empêcher qu'ils « ne tuent le pauvre prince de la Paix, car les gardes « du corps ont dit qu'ils le tueraient plutôt que de per-« mettre qu'on le sépare de leurs mains, quoique ni « le grand-duc ni l'empereur ne l'ordonnent. Ils sont « enragés; ils enflamment tout le peuple, tout le monde, « et mon fils aussi qui est tout d'eux. Ils feront de « même du roi et de moi. Nous sommes entre les mains « du grand-duc et de l'empereur. »

AUTRES NOTES ÉGALEMENT ÉCRITES PAR LA REINE AU GRAND-DUC DE BERG.

« ...... Si le grand-duc de Berg n'a pas la bonté et « l'humanité de faire que l'empereur ordonne et « promptement que cette cause (le procès de Godoy) « ne se suive pas, le pauvre ami du grand-duc, de « l'empereur des Français et de moi, ils vont lui cou-« per la tête en public, et ensuite à moi... Ils précipi-« teront l'exécution pour qu'à l'arrivée de la résolution « de l'empereur, ils ne puissent pas le sauver, étant déjà

« décapité. Le roi mon mari et moi ne pourrons voir « avec indifférence cet horrible attentat contre leur « intime ami et celui du grand-duc. Il souffre parce « qu'il est l'ami du grand-duc, de l'empereur et des « Français ; il n'y a aucun doute à cela. Mon fils est « d'un très-mauvais cœur ; son caractère est sanglant ; « il n'a jamais aimé son père ni moi ! ses conseillers « sont sanguinaires ; ils ne se plaisent qu'à faire des « malheureux et ne sentent à cœur ni père ni mère. Ils « veulent nous faire tout le mal possible ; mais le roi « et moi avons plus d'intérêt à sauver la vie et l'hon« neur de notre innocent ami que le nôtre même. Mon « fils est l'ennemi des Français, quoiqu'il dise le con« traire. Je crains qu'il ne fasse quelque attentat contre « eux. Le peuple est gagné avec de l'argent, et ils l'en« flamment contre le pauvre prince de la Paix et le roi « mon mari et moi, parce que nous sommes alliés des « Français et que nous les avons fait venir.... »

Quand on songe que la femme qui écrivait ces lettres ne couvrait de tant d'opprobre son propre fils que pour sauver son ancien amant, que le vieux et débile Charles IV rivalisait avec son impudique épouse d'abnégation et d'attachement pour l'homme qui avait publiquement déshonoré sa couche ; quand, l'histoire à la main, on rapproche de tant d'ignominie tous les actes iniques et cruels, tous les lâches abandons dont, plus tard, Ferdinand VII a souillé sa mémoire, on ne s'explique que trop le dégoût qui dut s'emparer de l'empereur pour cette branche flétrie d'une illustre famille, et l'on serait

bien près de lui pardonner l'attentat que nous allons bientôt le voir consommer à Bayonne, si, pour un souverain, le premier des devoirs n'était de respecter l'indépendance des peuples ses voisins et les droits des couronnes, quelque dégradés que soient les fronts qui les portent.

Murat déféra aux prières du vieux roi et de la reine; il les couvrit de son drapeau et obligea Ferdinand de renoncer à son dessein de les exiler à Badajoz. Il avait été l'ami du prince de la Paix, quand celui-ci était au sommet de la puissance, il ne lui manqua pas dans l'infortune; il le tira de la prison où il était détenu au village de Pinto, et le fit transporter dans le château de Villa-Viciosa. Il demanda aussi que la procédure dont il était l'objet fût arrêtée et que sa personne lui fût livrée. Par vengeance personnelle non moins que par crainte d'irriter le peuple, Ferdinand s'y refusa ; mais, sur tous les autres points, il montra un empressement plein de déférence à prévenir les moindres désirs du grand-duc. Il commença par révoquer l'ordre expédié par son père au général Solano de s'échapper du Portugal et d'accourir sur Séville : il lui enjoignit de rebrousser chemin et de reprendre en Portugal les positions qu'il venait de quitter. Solano s'arrêta quelque temps à Badajoz; mais, quand il vit la tournure que prenaient les événements, il quitta cette ville avec son corps d'armée, et vint reprendre à Cadix son poste de gouverneur de l'Andalousie.

L'armeira royale de Madrid conservait un illustre trophée de la journée de Pavie : c'était l'épée de Fran-

çois Ier. Murat eut l'indiscrétion d'exprimer le désir qu'elle nous fût rendue. Aussitôt Ferdinand s'empressa de nous livrer ce monument de la gloire castillane, et se plut à rehausser le sacrifice par l'éclat dont il l'entoura. Le 4 avril, la fameuse épée fut portée en grande pompe au palais qu'habitait Murat, et ce fut un des grands-officiers du palais, le marquis d'Astorga, qui vint la remettre en personne entre les mains du généralissime. Il eût été plus glorieux pour nous de reconquérir par une victoire ce témoin de notre ancienne défaite que d'en exiger la restitution de la part d'un pouvoir que nous allions briser.

Ferdinand ne se lassait pas de recommander aux autorités espagnoles de se montrer faciles et conciliantes envers les troupes françaises ; il entendait que partout on les accueillît comme l'armée de son plus cher allié, Sur un simple bruit, répandu à dessein par le grand-duc, que l'empereur allait se rendre en Espagne et venir à Madrid, Ferdinand lui destina ses plus beaux appartements de son palais et les fit préparer avec une magnificence digne d'un tel hôte. Il annonça cette grande nouvelle à ses peuples, heureux et fier, disait-il, de l'honneur insigne qu'allait lui faire un si grand homme. Cependant, malgré tant de condescendance et d'humilité, il ne pouvait réussir à se concilier l'amitié du grand-duc de Berg. En toutes occasions, ce dernier se montrait véhément, hautain, plein d'exigences, sans nul souci des plaintes que provoquait incessamment la turbulence de ses soldats. Il ne parlait qu'avec dédain des droits de Ferdinand, déclarant que Charles IV seul était roi, que

son abdication lui avait été arrachée par la violence, qu'il était l'allié, le protégé de la France, et que certainement l'empereur ne sanctionnerait pas l'élévation du prince des Asturies. A peine prononcées, ces imprudentes paroles étaient rapportées à Ferdinand, qu'elles remplissaient de trouble et de frayeur. M. de Beauharnais, engagé fort avant dans le parti de ce prince par ses intérêts de famille, était le seul qui lui tînt un langage amical. Il n'avait que trop pénétré les desseins ambitieux du grand-duc de Berg. Comme il ne connaissait point les destinées réservées au beau-frère de Napoléon, il n'osait le blâmer ouvertement; mais il engageait Ferdinand à compter sur la magnanimité de l'empereur, il lui conseillait d'aller au-devant de ce souverain, et de mériter sa confiance par la franchise de son langage et l'ardeur de son dévouement. En donnant de tels conseils, M. de Beauharnais était d'une entière bonne foi.

Cependant l'anxiété et le doute étaient au fond de toutes les âmes. L'occupation du pays par les troupes françaises avait révolté l'orgueil des Espagnols, excité leurs soupçons, arrêté l'élan qui les portait vers nous. Les maux qu'entraîne toujours après elle l'invasion étrangère commençaient à leur paraître intolérables ; ils abhorraient la domination de Murat, et toutefois ils étaient encore sous le prestige qui entourait la puissance et le génie de l'empereur. Il leur répugnait de croire que ce grand homme pût abuser des divisions de la famille royale pour oser porter la main sur la couronne et en dépouiller leurs princes légitimes. On brûlait de le

voir, de contempler ses traits : l'impatience à cet égard était si vive, si générale, qu'un jour, le bruit s'étant répandu qu'il arrivait, toute la population de Madrid se précipita hors des murs et courut à sa rencontre. Toutes les pensées et tous les vœux étaient tournés vers l'empereur ; le peuple, les hautes classes, les ministres, le jeune roi, les vieux souverains, Murat lui-même, tous attendaient sa décision comme l'arrêt suprême qui allait fixer leurs destinées.

La révolution d'Aranjuez avait bouleversé toutes les combinaisons de Napoléon. Par un mélange habile de ruses, de séduction et de force, il était parvenu à enlacer le roi, la reine et le prince de la Paix ; il ne leur avait laissé d'autre alternative que de se soumettre à ses volontés ou de fuir au Mexique. Aujourd'hui tout était changé : les vieux souverains étaient renversés et le favori jeté au fond d'une prison. A la place de ces personnages dont il avait si bien su exploiter l'incapacité ou les vices, venait de s'élever un jeune prince dont il ne pouvait encore apprécier au juste les sentiments et les vues, mais dont l'avénement prématuré au trône avait tous les caractères d'une protestation du peuple espagnol contre notre influence et notre domination. Il fallait maintenant édifier sur de nouvelles bases et prendre un parti. Le pire de tous eût été de vouloir rendre la couronne aux vieux souverains ; ils avaient perdu l'un et l'autre l'estime et l'attachement de la nation. Les scènes de l'Escurial et d'Aranjuez les avaient fait tomber dans un mépris universel. C'était le mouvement violent

de l'opinion, bien plus que l'ambition du prince des Asturies, qui les avait détrônés. La nation avait reporté tout son respect et tout son amour sur la tête de Ferdinand. Si l'empereur avait voulu la replacer sous le sceptre de ce vieillard incapable et de cette reine débauchée que, dans un jour de colère, elle avait forcés à descendre du trône, elle eût réagi violemment contre son autorité, et, comme il l'a dit lui-même, les vieux souverains n'auraient pas régné trois mois [1].

Napoléon n'avait le choix qu'entre deux systèmes : reconnaître immédiatement Ferdinand ou changer la dynastie. De ces deux partis, le premier avait un côté fâcheux ; il laissait la sécurité de l'empire sans garantie. Il faut le redire, car là était tout le fond de la question, les Bourbons d'Espagne comme ceux de Naples, comme ceux de France, étaient ennemis irréconciliables des Bonaparte. Il ne fallait pas espérer que jamais Ferdinand serait l'allié sincère de l'empereur ; il ne pouvait être que son vassal couronné, vassal humble et soumis tant que Napoléon conserverait la suprématie en Europe, vassal rebelle et ennemi si jamais ce prince venait à éprouver quelque grand revers. Nous devions moins compter encore sur la fidélité de Ferdinand que sur celle de Charles IV, car il y avait dans le père un fond d'honneur et de loyauté qui n'était point dans le fils. Ferdinand était un de ces hommes qu'on ne parvient à saisir et à dominer qu'en les flattant bassement ou en leur faisant peur. C'étaient là des considérations d'une

[1] Lettre de l'empereur à Murat, 29 mars 1808.

très-grande force, et toutes les subtilités de l'esprit ne parviendront pas à les amoindrir. Cependant la spoliation de la couronne d'Espagne était un attentat si odieux, elle présentait des difficultés d'exécution si grandes, elle devait entraîner des conséquences si désastreuses, qu'à tout prendre, il y avait certainement bien plus d'avantage à ne point s'y engager et à reconnaître Ferdinand VII. Ce jeune prince n'avait alors qu'une idée fixe, qu'un intérêt pressant, c'était de régner. Pour s'affermir sur ce trône où l'émeute l'avait porté avant le temps et d'où il ne pouvait plus descendre sans perdre sa liberté et peut-être la vie, il se fût donné tout entier au chef de la France; il n'est point de concessions auxquelles il ne se fût résigné. Ces provinces du nord, dont Godoy n'aurait jamais osé signer l'abandon, lui, roi d'Espagne, devenu le rival heureux et le successeur de son père, il n'eût pas hésité à les céder en échange du Portugal, si, à cette condition, l'empereur avait consenti à le reconnaître. Ajoutons que lui seul possédait assez la confiance et l'amour de son peuple pour lui faire supporter un aussi grand sacrifice. Une alliance avec une princesse de la famille impériale eût cimenté l'œuvre de la force et assuré pendant bien des années la sécurité de nos provinces du midi. Protégés par deux grands boulevards, l'Èbre et les Pyrénées, appuyés sur toutes les places de la Catalogne, de la Navarre et du Guipuzcoa, nous eussions été en mesure, quels que fussent les événements, de braver et de contenir l'inimitié des Espagnols. La paix générale une fois signée et consolidée, Napoléon aurait pu se dessaisir

des provinces de l'Èbre, et, rétablir dans leur unité territoriale, comme le conseillaient la raison, le respect des nationalités et une bonne politique, la vieille monarchie castillane et le Portugal.

La nation espagnole sortait enfin de sa longue apathie : elle commençait à envahir la scène, elle était devenue une force avec laquelle il fallait absolument compter ; mais elle était pleine de préjugés, d'ignorance et d'illusions. La régénération de son gouvernement se réduisait pour elle à un changement de règne ; elle ne voyait rien au delà. Ferdinand était son idole, voici ce que M. de Beauharnais écrivait le 5 avril à M. de Champagny : « Le peuple espagnol brûle de connaître le parti « que prendra l'empereur, il attend de lui son salut ; « mais, ce qu'il veut surtout, c'est le prince des Asturies. A cette condition, il souffrira tous les sacrifices « qu'on voudra lui imposer. » Le 7 avril, il écrivait encore : « L'enthousiasme pour Ferdinand est à son comble. La nation espagnole paraît calme, mais il ne faudrait qu'une étincelle pour l'embraser ; elle observe « avec attention tout ce qui se passe autour d'elle. » Quels seraient sa surprise et son désespoir le jour où elle verrait le chef de la France, auquel elle se livrait avec tant d'abandon, s'emparer de la couronne et la placer sur le front d'un Bonaparte ! Quelle témérité n'y aurait-il pas à choisir le moment où toute l'Espagne venait en quelque sorte de placer sur le trône son jeune roi pour le frapper dans ses droits souverains et le renverser ! Une explosion terrible éclaterait à coup sûr. Ferdinand, encore ennobli par ses malheurs, deviendrait pour tous les Es-

pagnols un objet sacré de vénération et le martyr de la sainte cause. Ce n'est pas tout : comment se défaire d'un prince déjà en possession du trône, installé dans son palais, entouré de sa cour, de ses gardes, de son peuple ? Lui déclarer la guerre? mais la guerre était précisément ce que l'empereur voulait à tout prix éviter. D'ailleurs Ferdinand, prosterné humblement à ses pieds, ne lui laissait pas même l'ombre du plus petit prétexte pour lui rompre en visière. Employer le fer ou le poison? Mais l'emploi de ces armes exécrables à l'usage des Sforze et des Borgia était répudié par la douceur de nos mœurs non moins que par le cœur de Napoléon ; et puis, une victime n'eût point suffi : Ferdinand avait un oncle, il avait des frères ; il eût donc fallu les immoler tous? Il restait un moyen, c'était de les faire enlever par Murat, ou de les attirer en France et de les y retenir prisonniers; mais l'exécution de tels coups de main était soumise à des chances très-hasardeuses. L'enlèvement provoquerait infailliblement une collision entre les habitants de Madrid et nos soldats, et une fois le peuple déchaîné, qui pouvait dire où s'arrêterait sa furie? L'autre expédient était peut-être plus odieux encore. Quel scandale aux yeux du monde entier ! quel cri de réprobation ne sortirait point de toutes les âmes ! Quelle douleur pour la France entière lorsqu'elle verrait son chef, cet homme auquel elle avait donné toute son admiration, descendre si bas dans les voies tortueuses du mensonge et de la perfidie ! Napoléon était-il convaincu que l'existence de la dynastie bourbonnienne en Espagne était absolument incompatible avec celle de sa propre maison,

dès lors, une vulgaire sagesse lui commandait d'attendre pour abattre cette famille ennemie, que l'enthousiasme du peuple espagnol pour un prince qui n'en était pas digne fût tout à fait éteint; il fallait prendre du temps et de l'espace, se créer au delà des Pyrénées un puissant parti, surveiller attentivement le jeune roi, épier ses moindres actes, tâcher de le surprendre, ce qui ne pouvait tarder, en délit de trahison, et saisir ce moment pour lui faire une guerre franche et loyale.

Mais l'empereur ne savait plus attendre ; il n'avait ni la souplesse rusée ni la dissimulation patiente qu'exigeait un tel plan de conduite. Il ne se contentait pas de former des desseins d'une audace inouïe, il portait dans l'exécution de ces desseins une fougue irrésistible. Ses merveilleux succès lui avaient donné un sentiment exalté de sa force. Il n'était effrayé que de la brièveté des jours qui lui étaient comptés, et d'avoir à léguer à ses successeurs un monument inachevé. Il avait d'ailleurs entrepris tant de choses et des choses si grandes, si difficiles, que, pour les terminer toutes, il eût fallu à la tête de l'État une suite non interrompue d'hommes supérieurs. Les œuvres que la Providence met des siècles à accomplir, il avait l'orgueil, lui, de les commencer et de les terminer dans sa courte existence. Il partageait l'erreur commune aux âmes fortes et passionnées : il croyait les autres hommes trempés comme lui, comme lui inaccessibles aux défaillances du cœur et de la tête, incapables de plier sous la mauvaise fortune, et, sans s'en rendre compte, il leur demandait presque toujours au delà de ce que peut donner la faiblesse hnmaine. Ren-

contrait-il sur son chemin des obstacles insurmontables pour tout autre, au lieu de les tourner, de transiger, de gagner les intérêts avec le temps, les hommes avec des séductions, il aimait mieux tout renverser, hommes et choses, et passer outre. En tout il voulait jouir vite et complétement.

Maîtrisé par la violence des événements plus encore que par son ambition, afin d'être en état de lutter contre l'Angleterre et éventuellement contre les puissances du Nord, il avait été obligé de ramasser sous sa main toutes les forces de l'Occident. Les trônes voisins de la France n'étaient plus occupés que par ses feudataires. Les rois de Hollande, de Westphalie, de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg, les grands-ducs de Wurtzbourg, de Berg et de Bade, le prince vice-roi d'Italie, le roi de Naples, ses sœurs Pauline et Élisa, tous ces souverains de sa création qu'étaient-ils sinon les vassaux plus ou moins dépendants du nouveau Charlemagne? Napoléon entendait qu'il en fût de même des souverains qui régneraient à Madrid et à Lisbonne. Sa détermination était donc prise : il était décidé à détrôner les Bourbons d'Espagne, et à recommencer l'ouvrage de Louis XIV, en substituant aux descendants de Philippe V une branche de sa propre famille. Les sophismes de la passion lui vinrent en aide pour étouffer le cri de sa conscience. Cette dynastie qu'il allait renverser n'était-elle pas infirme par l'intelligence, lâche par le cœur, livrée à des goûts vulgaires, quand elle ne l'était point à la corruption et à la débauche, ignorante, apathique, et aussi incapable de concevoir que d'exécuter rien d'utile et de grand? n'ap-

partenait-elle pas à cette famille qu'il retrouvait depuis huit ans au fond de tous les complots ourdis contre sa personne et sa puissance; qui, en 1804, soldait à Paris une bande de fanatiques pour l'assassiner; qui, plus tard, à Naples, était d'intelligence avec la coalition pour soulever et armer contre lui toute l'Italie; qui, à Florence, tressaillait d'une joie cruelle au récit du carnage d'Eylau; qui enfin, à Madrid, au mois d'octobre 1806, conspirait avec l'Angleterre, la Russie et la Prusse pour l'abattre? L'Espagne, sous l'action énervante de cette dynastie dégénérée, n'était-elle pas descendue au dernier rang parmi les nations de l'Europe? n'avait-elle pas vu dépérir successivement toutes ses forces? les finances, l'armée, la marine, n'étaient-elles pas dans un état de délabrement complet? Quand tous les peuples de l'Occident, et la France à leur tête, s'appliquaient, depuis quinze ans, à perfectionner toutes leurs institutions, l'Espagne, pauvre, superstitieuse, ignorante, rongée par la lèpre monacale, sans commerce, sans industrie et sans puissance, l'Espagne seule semblait vouloir se retirer du monde civilisé et rétrograder vers la barbarie. Eh bien, l'empereur saurait arrêter ce mouvement de décadence matérielle et morale, il ouvrirait à un noble peuple de belles destinées; sous sa forte et féconde impulsion, une dynastie jeune, éclairée, civilisatrice, retremperait la monarchie espagnole et la replacerait au niveau intellectuel et politique du reste de l'Europe : voilà ce que se disait Napoléon pour s'étourdir et s'affermir dans le dessein hardi qu'il avait conçu. Mais les Espagnols étaient incapables d'apprécier les

réformes par lesquelles il espérait se faire pardonner l'attentat qu'il allait commettre. La royauté avait conservé à leurs yeux tous ses prestiges; ils la regardaient comme une sorte d'émanation de l'autorité divine. Les droits du trône se confondaient pour eux avec ceux de l'autel. Le peuple croyait au roi comme il croyait au pape. Vicieux ou vertueux, incapable ou éclairé, le souverain, quel qu'il fût, était pour tous une tête sacrée, et attenter à sa couronne leur semblait à la fois un sacrilége et le plus grand des crimes. La nation espagnole n'avait pas le sentiment de son ignorance : sa paresse lui était chère; drapée fièrement dans ses haillons, elle croyait marcher l'égale des premiers peuples du monde. Jalouse de son indépendance et ombrageuse comme si elle eût été une puissance du premier ordre, elle détestait l'étranger, et repousserait des réformes qui lui seraient imposées comme un stigmate de servitude. L'empereur aurait dû calculer ce qu'il y avait de périlleux à heurter de front tous ces préjugés et toutes ces passions. Pour son malheur et celui de la France, il n'en tint pas compte; il se crut assez fort pour les braver et les dompter. Ce fut de sa part une faute immense, la plus grande peut-être qu'il ait faite dans toute sa vie.

Sa première pensée fut d'offrir le trône d'Espagne à son frère Louis, roi de Hollande. Voici la lettre qu'il lui écrivit le 27 mars 1808[1].

[1] *Documents historiques et réflexions sur le gouvernement de la Hollande*, par Louis Bonaparte, ex-roi de Hollande, volume II, page 291 et suivantes.

« Mon frère,

« Le roi d'Espagne vient d'abdiquer. Le prince de la « Paix est mis en prison : un commencement d'insur- « rection a éclaté à Madrid. Dans cette circonstance, « mes troupes étaient éloignées de 40 lieues de Ma- « drid. Le grand-duc de Berg a dû y entrer le 23 avec « 40,000 hommes. Jusqu'à cette heure, le peuple m'ap- « pelle à grands cris. Certain que je n'aurai de paix « solide avec l'Angleterre qu'en donnant un grand « mouvement au continent, j'ai résolu de mettre un « prince français sur le trône d'Espagne. Le climat de « la Hollande ne vous convient pas. D'ailleurs, la Hol- « lande ne saurait sortir de ses ruines. Dans ce tourbil- « lon du monde, que la paix ait lieu ou non, il n'est « pas possible qu'elle se soutienne. Dans cette situation « des choses, je pense à vous pour le trône d'Espagne. « Vous serez souverain d'une nation généreuse de « 11,000,000 d'hommes et de colonies importantes. « Avec de l'économie et de l'activité, l'Espagne peut « avoir 60,000 hommes sous les armes et 50 vaisseaux « dans ses ports. Répondez-moi catégoriquement quelle « est votre opinion sur ce projet. Vous sentez que ceci « n'est encore qu'un projet, et que, quoique j'aie « 100,000 hommes en Espagne, il est possible, par les « circonstances qui peuvent survenir, ou que je marche « plus directement et que tout soit fait dans quinze « jours, ou que je marche plus lentement et que cela « soit le secret de plusieurs mois d'opérations. Répon- « dez-moi catégoriquement : si je vous nomme roi d'Es-

« pagne, l'agréez-vous? puis-je compter sur vous?
« Comme il serait possible que votre courrier ne me
« trouvât plus à Paris, et qu'alors il faudrait qu'il tra-
« versât l'Espagne, au milieu des chances que l'on ne
« peut prévoir, répondez-moi seulement ces deux mots :
« J'ai reçu votre lettre de tel jour, *je réponds oui*,
« et alors, je compterai que vous ferez ce que je vou-
« drai ; ou bien *non*, ce qui voudra dire que vous n'a-
« gréez pas ma proposition. Vous pourrez ensuite
« écrire une lettre où vous développerez vos idées en
« détail sur ce que vous voulez, et vous l'adresserez à
« l'enveloppe de votre femme à Paris. Si j'y suis, elle
« me la remettra ; sinon, elle vous la renverra.

« Ne mettez personne dans votre confidence, et ne
« parlez, je vous prie, à qui que ce soit de l'objet de
« cette lettre, car il faut qu'une chose soit faite pour
« qu'on avoue y avoir pensé, » etc., etc.

La conscience timide de Louis s'effaroucha de l'offre que lui faisait son frère ; « elle lui parut, dit-il dans ses « Mémoires, impolitique et injuste. » Il répondit par un refus formel. Alors l'empereur porta ses vues sur le roi de Naples.

Il restait à décider comment Napoléon procéderait à l'égard des princes d'Espagne et les contraindrait à lui faire l'abandon de leurs droits. Voici le plan qu'il imagina. Il se rendrait d'abord à Bayonne, puis de là, s'il était nécessaire, en Espagne. Ferdinand et les vieux souverains devaient être impatients de le voir, de le solliciter, de le gagner chacun à sa cause : tous ces princes,

poussés par une même furie de haine et d'ambition, s'empresseraient certainement d'accourir vers lui. Quand il les aurait réunis sous sa main, soit à Bayonne, soit dans une ville d'Espagne, fût-ce même à Madrid, il se promettait de leur arracher, par la toute-puissance de son ascendant et moyennant certaines garanties et conditions de compensation, la cession pleine et entière de leurs droits à la couronne. Il commencerait par agir sur Charles IV. Le sceptre était devenu trop lourd pour ce vieillard. Brisé par les douleurs de l'âme et les infirmités du corps, dégoûté des affaires et des hommes, il n'opposerait, on pouvait y compter, aucune résistance aux volontés de l'empereur. Il ne s'agissait que de lui rendre pour un jour la couronne et de se la faire céder. Une fois qu'il tiendrait dans les mains l'abdication du père, l'empereur triompherait aisément de l'opposition du fils. Naturellement ce qu'il devait le plus désirer, c'était que l'entrevue eût lieu à Bayonne; mais comment décider tous ces princes à sortir d'Espagne et à se transporter sur le territoire français? comment se flatter surtout que Ferdinand viendrait se livrer entre les mains d'un souverain qui avait déchiré le traité de Fontainebleau deux mois après l'avoir signé, couvert le royaume de ses troupes sans s'être préalablement concerté avec son allié Charles IV, occupé frauduleusement les places du nord, comme si l'Espagne était son ennemie, et qui, enfin, n'avait encore manifesté aucun empressement à reconnaître le jeune roi? Il fallait donc imaginer un moyen de dissiper toute méfiance dans l'esprit du jeune prince et de l'attirer à Bayonne, sans toutefois se don-

ner le tort de l'y avoir appelé. Or, quelles mains à la fois assez souples et assez hardies sauraient tisser autour de Ferdinand les fils de cette trame? Ni le grand-duc de Berg, ni l'ambassadeur de France ne pouvaient se charger d'un tel rôle. Il fallait un personnage nouveau qui, n'ayant point de caractère officiel, pût être au besoin désavoué, et qui cependant, par son rang, par le poste de confiance qu'il occupait auprès de son souverain, fût en situation de se faire écouter. Parmi les officiers attachés à la personne de Napoléon, il en était un surtout dont le dévouement était sans bornes et toujours prêt : c'était le général Savary. Il n'était pas seulement rempli d'un zèle à toute épreuve, il avait l'esprit délié d'un diplomate et le tempérament audacieux d'un soldat : il était, ce qu'il y a de plus rare au monde, homme de conseil et d'exécution. Obéir et se dévouer à l'empereur, c'était là sa vertu. Fallait-il se charger d'une de ces entreprises hardies qu'un souverain n'ose avouer hautement tout en les ordonnant, il s'y engageait résolûment et à fond. Il savait deviner les pensées de son maître, lui épargner l'embarras de les lui dire en face, et les mettre en œuvre sous sa propre responsabilité. C'est sur cet adroit et ardent serviteur que l'empereur jeta les yeux pour remplir une mission qui exigeait autant de dextérité que d'audace. Il le fit venir, l'entretint longuement, lui exposa la situation dans laquelle le plaçait la révolution d'Aranjuez, les égards qu'il devait au vieux roi, les méfiances que lui inspirait Ferdinand, enfin, selon toutes les apparences, il lui laissa comprendre, plutôt qu'il ne lui dit ouver-

tement, ce qu'il attendait de son zèle et de sa sagacité, et puis il l'envoya à Madrid.

Savary arriva dans cette capitale le 7 avril, et trouva les esprits dans un état d'excitation extrême. Il jugea tout de suite que de grandes fautes avaient été commises, que l'ambition avait égaré le jugement de Murat, et que ce prince avait frappé trop fort et trop vite, comme cela lui arrivait toutes les fois qu'il fallait montrer plus de tact et d'esprit que de bravoure.

La première visite du général fut pour les vieux souverains. Les égards dus au malheur, non moins que la politique, lui commandaient cet acte de déférence. Il exprima à Charles IV et à la reine tout l'intérêt que l'empereur prenait à leur situation et sa volonté de les protéger contre les menées de leurs ennemis. Puis, il revint à Madrid, où il se mit immédiatement en communication avec les principaux conseillers de Ferdinand, avec le chanoine Escoïquitz, les ducs de San Carlos et de l'Infantado. C'est à la suite de ces conférences qu'il sollicita l'honneur d'être présenté au jeune prince. Afin de simplifier toutes difficultés d'étiquette, ou plutôt, il faut bien le dire, pour mieux abuser le prince, il prit la qualité de simple voyageur, ce qui lui permit de traiter Ferdinand en roi. L'entrevue eut lieu le 8 avril, en présence du chanoine Escoïquitz, du duc de l'Infantado et de don Pedro Cevallos, qui avait conservé sous le nouveau roi le poste de ministre des affaires étrangères. Quelles ont été les paroles textuelles adressées par l'aide de camp de l'empereur au jeune prince, ce point est encore aujourd'hui enveloppé d'obscurité. S'il faut en

croire don Pedro Cervallos[1] et Ferdinand lui-même[2], le général Savary aurait dit au jeune prince qu'il était envoyé pour le complimenter et savoir s'il avait pour la France les mêmes sentiments que son père; que, dans ce cas, l'empereur ne se mêlerait aucunement de ce qui s'était passé et qu'il le reconnaîtrait comme roi. Le récit du duc de Rovigo diffère entièrement de celui de M. de Cevallos. Bien loin d'entretenir les illusions de Ferdinand, le général Savary lui aurait dit, au contraire[3], que son souverain avait conçu autant d'inquiétudes que de déplaisir de la révolution d'Aranjuez, et qu'il ne prendrait aucun parti avant de s'être entendu avec Charles IV; *car*, aurait-il ajouté, *il savait tout ce qu'il pouvait perdre par l'effet de la retraite de ce prince, et il n'y resterait pas indifférent avant de connaître sur quel pied il serait avec son successeur.*

La vérité est bien difficile à démêler au milieu de ces récits contradictoires; mais ce qui ressort de l'étude attentive des faits, c'est que le général Savary avait été envoyé à Madrid pour décider Ferdinand à se rendre à Bayonne. Il a dû ne s'exprimer vis-à-vis du prince et de ses conseillers que d'une manière vague et indécise, n'être ni trop pressant ni trop réservé, éviter par-dessus tout d'engager la parole et l'honneur de son maître, et faire entendre de douces et rassurantes paroles, sans qu'elles pussent être interprétées comme une promesse formelle que l'empereur reconnaîtrait Ferdinand.

[1] Mémoires de don Pedro Cevallos, pages 27 et 28.
[2] Lettres de Ferdinand à son père, 8 avril et 4 mai 1808.
[3] *Mémoires du duc de Rovigo*, volume III, pages 278 et suiv.

Il n'est donc pas admissible qu'il ait tenu le langage précis, affirmatif, que lui a prêté don Pedro Cevallos. Il ne l'est pas moins qu'il se soit renfermé dans des termes aussi froids, aussi réservés qu'il le dit dans ses mémoires. Voici, au surplus, ce que M. de Beauharnais écrivait, le 9 avril, à M. de Champagny[1] : « Il est « difficile de peindre la joie que les habitants de Madrid « ont témoignée hier soir, lorsqu'ils ont appris que le « général Savary avait adressé *quelques paroles satis-* « *faisantes*. Elles ont donné lieu à différentes versions « sur l'étendue de la mission dont il était chargé ; *mais* « *les avis et les suppositions paraissent être unanimes,* « *quant à la substance, et, depuis hier, la nation compte* « *beaucoup sur la reconnaissance du jeune prince.* »

Les conseillers de Ferdinand n'étaient point d'accord sur le parti qu'il devait prendre. Le comte de Montijo, le général O'Farill, quelques autres encore, désapprouvaient le voyage comme intempestif, nuisible à la dignité, peut-être même à la sécurité du souverain. Le chanoine Escoïquitz fut d'un avis contraire. Il avait la candeur du savant ; il ignorait la politique, ses nécessités implacables et ses artifices. Sa confiance dans la magnanimité de l'empereur était sans bornes ; il était persuadé qu'aussitôt que ce prince aurait vu Ferdinand il le reconnaîtrait, que tout au plus lui ferait-il acheter cette reconnaissance au prix de l'abandon des provinces situées entre les Pyrénées et l'Èbre. Du reste, cette opinion n'était pas seulement celle du chanoine, c'était celle aussi de M. de Cevallos et des ducs de l'Infantado

[1] Dépôt des archives des affaires étrangères.

et de San Carlos ; Ferdinand lui-même la partageait. Il s'offrait à ce prince un parti plein de grandeur : c'était de quitter Madrid, de gagner les provinces que n'avaient point encore envahies nos troupes, d'appeler aux armes toute la nation, de se jeter dans les bras des Anglais, et de ne remettre l'épée dans le fourreau qu'après avoir chassé les Français de la Péninsule ; mais une telle résolution exigeait une âme héroïque, l'art de passionner et de diriger les hommes, enfin la connaissance de la guerre et des affaires ; il fallait être Henri IV ou Montrose. Ferdinand n'était point trempé pour concevoir et exécuter de telles choses ; il ne vit qu'un moyen de sortir de l'affreuse position où il était placé : ce fut de gagner son père et sa mère de vitesse, de courir au-devant de l'empereur, de détruire les impressions fâcheuses qu'avaient dû produire dans l'esprit de ce prince les lettres des vieux souverains et celles de Murat, et d'obtenir sa protection. En prenant ce parti, il pensait faire un acte de pure courtoisie et non d'humilité ; il ne croyait pas se rendre à Bayonne. Persuadé, d'après ce que ne cessaient de lui affirmer Murat et Savary, que Napoléon avait passé la frontière, il s'attendait à le rencontrer entre Burgos et Vittoria. Il se fit précéder par son frère don Carlos qui partit cinq jours avant lui. Avant de se mettre en route, le 8 avril, il écrivit à son père *que le général Savary venait de le quitter ; qu'il en était très-satisfait, ainsi que du bon accord qui existait entre l'empereur et lui.* En conséquence, il le priait de lui donner une lettre pour l'empereur, lettre par laquelle il lui annoncerait que le roi son fils avait pour Sa

Majesté impériale les sentiments d'amitié et de dévouement que lui-même lui avait toujours témoignés. Charles IV, après avoir pris l'avis de Murat, décida qu'il ne répondrait point à cette singulière lettre.

Enfin, le 10 avril, Ferdinand partit après avoir institué, sous la présidence de son oncle, l'infant don Antonio, une junte suprême à laquelle il remit la direction du gouvernement. Il n'emmena qu'une suite peu nombreuse, ses conseillers habituels, le chanoine Escoïquitz, les ducs de l'Infantado et de San Carlos, son ministre des affaires étrangères, don Pedro Cevallos, les comtes d'Altamira et de Labrador, et quelques autres grands d'Espagne. Le général Savary s'étant offert pour accompagner Ferdinand, celui-ci s'y prêta de bonne grâce, ne soupçonnant pas qu'il se plaçait sous la garde d'un surveillant chargé de le remettre entre les mains de l'empereur.

Il arriva le 12 au soir à Burgos. Il espérait y trouver une lettre de Napoléon qui lui annoncerait son entrée en Espagne. N'en trouvant pas, il témoigna une grande surprise et hésita s'il poursuivrait sa route ; mais, sur l'observation du général Savary que l'empereur ne pouvait être loin, il poussa sur Vittoria. Là, pas plus qu'à Burgos, nul message impérial, mais un grand mouvement de troupes françaises ; partout des colonnes en marche, et dans la population un trouble, une agitation extraordinaires. De tous côtés arrivaient les informations les plus sinistres : on sut qu'un colonel français avait dit publiquement que Ferdinand voyageait en prisonnier. Un jeune Espagnol, beau-frère de Duroc, et qui

avait pris du service en France, don Martinez Hervas, avait accompagné Savary à Madrid; ses relations de famille et sa sagacité lui avaient fait deviner ce qui se tramait contre les princes d'Espagne. Avant que Ferdinand quittât Madrid, il avait essayé, mais inutilement, de dessiller les yeux des conseillers du prince. Arrivé à Vittoria, le patriotisme l'emporta tout à fait sur ses nouveaux devoirs; il alla trouver le duc de l'Infantado, lui confia tout ce qu'il savait et tout ce qu'il soupçonnait, et lui dit que, si le roi mettait le pied en France, il n'en sortirait plus.

La peur et l'irrésolution commencèrent à s'emparer sérieusement du prince et de sa petite cour. Le 13 au soir, Savary s'étant présenté, selon l'usage, pour connaître l'heure à laquelle on se mettrait en route le lendemain, Ferdinand refusa de le voir et lui fit répondre qu'il n'irait pas plus loin. Le général se trouva fort embarrassé : il avait mission de conduire Ferdinand à Bayonne; il avait réussi à l'amener jusqu'à Vittoria; il en avait informé l'empereur, et voilà que tout à coup le prince refuse d'avancer! Il comprit que s'il ne serrait fortement le nœud du lacet, la victime allait lui échapper. En conséquence, il eut avec don Pedro Cevallos, avec le chanoine Escoïquitz et le duc de l'Infantado un long entretien dans lequel il mit en œuvre tout ce qu'il avait d'esprit, de ruse et d'éloquence, pour dissiper les alarmes qui s'étaient emparées d'eux tous. Cette fois encore, il parvint à calmer leurs inquiétudes. Cependant, jugeant que la dignité du prince ne lui permettait pas de se rendre à Bayonne tant que l'empereur ne l'y

aurait pas officiellement invité, ils décidèrent que le roi lui écrirait pour lui annoncer son arrivée à Vittoria et lui exprimer le désir qu'il avait de le voir. Savary se chargea de porter cette lettre à l'empereur. « Élevé au « trône par l'abdication libre et spontanée de son au- « guste père, disait le jeune prince, il n'avait pu voir « sans un véritable regret que le grand-duc de Berg, « ainsi que l'ambassadeur de France, n'eussent pas cru « devoir le féliciter comme souverain d'Espagne, tan- « dis que les représentants des autres cours avec les- « quelles il n'avait point de liaisons si intimes ni si « chères s'étaient empressés de le faire. » Il rappelait toutes les preuves successives qu'il avait données de son désir de resserrer les liens d'amitié et d'alliance qui unissaient les deux pays. « Il avait accédé volontiers à « l'invitation que lui avait faite le général Savary de « venir au-devant de l'empereur ; il s'était rendu dans « sa ville de Vittoria, sans égard aux soins indispensa- « bles d'un nouveau règne, qui auraient exigé sa rési- « dence au centre de ses États. » Enfin, il suppliait l'empereur de faire cesser la situation pénible à laquelle il l'avait réduit par son silence.

Napoléon avait quitté les Tuileries le 2 avril et s'était dirigé sur Bayonne. C'est pendant ce voyage qu'il reçut par des courriers successifs toutes les lettres que les vieux souverains et leur fille, l'ex-reine d'Étrurie, avaient adressées au grand-duc de Berg. Cette correspondance lui révéla que Ferdinand et tout ce qui l'entourait détestait la France, et que, s'il le laissait régner, ce jeune prince deviendrait bientôt l'instrument aveugle

de ces mêmes hommes qui l'avaient armé contre son père et contre notre influence. Napoléon soupçonnait tout cela, mais il lui restait encore bien des doutes; il n'en eut plus après la lecture des lettres de Maria-Luisa et de la reine d'Étrurie. Il eut enfin la mesure de toutes ces âmes abaissées, de tous ces esprits violents et incultes. Sa conscience s'en trouvant plus libre, il s'affermit dans la résolution qu'il avait prise d'en finir avec les princes d'Espagne.

Il arriva dans la nuit du 14 au 15 avril à Bayonne, et y trouva Savary qui l'attendait depuis vingt-quatre heures. Il prit immédiatement connaissance de la lettre de Ferdinand datée de Vittoria, s'entretint longuement avec son aide de camp, et puis le congédia. Le 16, de grand matin, il le fit appeler et lui dit, en lui remettant une lettre : « Allez trouver le prince Ferdinand et « remettez-lui cette lettre de ma part. Laissez-lui faire « ses réflexions. Il n'y a point de finesse à employer; « cela l'intéresse plus que moi : qu'il fasse ce qu'il « voudra. Sur sa réponse ou sur son silence, je pren- « drai un parti ainsi que des mesures pour qu'il n'aille « pas ailleurs que près de son père. » Il finit par ces mots : « Voyez où mènent les mauvais conseils! Voilà « un prince qui ne régnera peut-être pas dans quelques « jours, ou qui apportera à l'Espagne une guerre avec « la France. Parbleu! les peuples sont bien à plaindre « lorsqu'ils tombent en de pareilles mains. Allez au « plus vite[1]! »

[1] *Mémoires du duc de Rovigo*, vol. III, p. 308 et 309.

Pendant que ces choses se passaient à Bayonne, à Vittoria toutes les âmes étaient agitées par la peur et l'irrésolution. Plusieurs grands personnages étaient accourus des villes et des provinces voisines, moins encore pour faire hommage à leur jeune roi que pour l'avertir des dangers auxquels l'exposait son imprudente démarche. L'un d'eux surtout, l'ancien ministre Urquijo, le supplia dans les termes de la plus chaleureuse éloquence de ne point continuer ce fatal voyage. Il prophétisa tous les malheurs qui allaient bientôt accabler la maison royale ; il dit que, depuis la proclamation du 5 octobre 1806, il avait toujours été convaincu que Napoléon méditait de renverser la dynastie régnante en Espagne, comme absolument contraire à l'élévation de la sienne. « Ce dessein avait été suspendu jusqu'à une « occasion favorable. Les malheureux démêlés du père « avec le fils venaient de la lui offrir. Quel était donc « l'objet du voyage du prince? comment le souverain « d'une monarchie telle que celle de l'Espagne et des « Indes avilissait-il sa dignité aussi publiquement ? com- « ment le conduisait-on vers un royaume étranger sans « invitation, sans préparatifs, sans toute l'étiquette or- « dinairement observée, enfin sans qu'il eût été reconnu « roi d'Espagne? » Ces paroles impressionnèrent le prince et ses conseillers ; mais ils ne savaient plus comment revenir sur leurs pas. Bien qu'il fût encore en Espagne, Ferdinand n'était plus libre. Le général Verdier occupait, avec plusieurs milliers de soldats, la ville et les environs de Vittoria. Le maréchal Bessières était à Burgos avec le gros de ses forces. Nos colonnes parcou-

raient en tous sens les routes du Guipuzcoa et de la Navarre. Le prince était cerné de toutes parts. Sous prétexte d'honorer son nom, nos troupes le gardaient à vue. Pour se dérober à leur surveillance, il aurait fallu fuir, la nuit, sous un déguisement, et s'exposer à tomber entre leurs mains. Au fond, il n'y avait pas d'autre parti à prendre. Les bons conseils à cet égard ne lui manquèrent pas, et chacun revendiqua l'honneur de se dévouer pour lui. M. d'Urquijo proposa un plan d'évasion : le prince s'échapperait par une nuit profonde de Vittoria, gagnerait les montagnes de l'Aragon, et là, au milieu d'une population fidèle et brave, il attendrait ce qu'aurait résolu l'empereur. De son côté, M. d'Urquijo se rendrait à Bayonne et poserait à Napoléon l'alternative de reconnaître immédiatement Ferdinand VII comme roi d'Espagne ou d'entrer en guerre. Un autre personnage, le duc de Mahon, gouverneur de la province de Guipuzcoa, offrit de conduire le prince par des chemins détournés jusqu'à Bilbao, et là, d'assurer sa fuite par mer. Tous ces avis furent accueillis avec reconnaissance comme des témoignages d'un noble dévouement, mais on n'en suivit aucun. Les dangers vagues encore qui attendaient Ferdinand à Bayonne l'effrayaient moins qu'une rupture immédiate avec l'empereur Napoléon. Il déclara qu'il attendrait, pour se décider, le retour du général Savary ; mais, irrésolu et faible, il ne sut pas même se donner le mérite d'une entière confiance dans la magnanimité de l'empereur. En même temps qu'il allait se livrer entre ses mains, il se mettait en défense comme s'il redoutait un piége. Il faisait armer

les paysans du Guipuzcoa et de la Biscaye; il en composait sa garde personnelle; il en remplissait les rues de Vittoria, les cours, le vestibule et jusqu'aux corridors de l'hôtel qu'il habitait. Enfin Savary arriva. A la vue de cette foule d'hommes armés et fanatisés qui encombraient la ville, il comprit que, depuis son départ, la situation s'était encore aggravée. Il se concerta avec le général Verdier, écrivit au général Bessières d'envoyer en toute hâte à Vittoria un renfort de troupes, et puis il se rendit chez Ferdinand. Pour arriver jusqu'à la chambre qu'occupait ce prince, il lui fallut se faire jour à travers une multitude d'hommes de mauvaise mine, armés de fusils, de pistolets et de poignards; tous le considéraient d'un œil farouche, prêts à le massacrer et à mourir eux-mêmes plutôt que de laisser enlever leur jeune roi. La présence du général français causa à Ferdinand et à toute sa suite une anxiété extrême. Le prince prit la lettre de l'empereur et la lut avidement. En voici les passages les plus remarquables :

« Mon frère,

« J'ai reçu la lettre de Votre Altesse royale. Elle doit « avoir acquis la preuve, dans les papiers qu'elle a eus « du roi son pére, de l'intérêt que je lui ai toujours « porté. Elle me permettra, dans la circonstance actuelle, « de lui parler avec franchise et loyauté. En arrivant à « Madrid, j'espérais porter mon illustre ami à quelques « réformes nécessaires dans ses États et à donner quel- « que satisfaction à l'opinion publique. Le renvoi du

« prince de la Paix me paraissait nécessaire pour son « bonheur et celui de ses sujets. Les affaires du Nord « ont retardé mon voyage. Les événements d'Aranjuez « ont eu lieu. Je ne suis point juge de ce qui s'est passé « et de la conduite du prince de la Paix ; mais ce que « je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois « d'accoutumer les peuples à répandre du sang et à se « faire justice eux-mêmes. Je prie Dieu que Votre Al- « tesse royale n'en fasse pas elle-même un jour l'expé- « rience. Il n'est pas de l'intérêt de l'Espagne de faire « du mal à un prince qui a épousé une princesse du « sang royal et qui a si longtemps régi le royaume. Il « n'a plus d'amis. Votre Altesse royale n'en aura plus « si jamais elle est malheureuse. Les peuples se vengent « volontiers des hommages qu'ils nous rendent. Com- « ment d'ailleurs pourrait-on faire le procès au prince « de la Paix sans le faire à la reine et au roi votre père ? « Ce procès alimentera les haines et les passions fac- « tieuses. Ce résultat sera funeste pour votre couronne. « *Votre Altesse royale n'y a de droits que ceux que lui a* « *transmis sa mère.* Si le procès la déshonore, Votre « Altesse royale déchire par là ses droits. Qu'elle ferme « l'oreille à des conseils faibles et perfides. Elle n'a pas « le droit de juger le prince de la Paix. Ses crimes, « si on lui en reproche, se perdent dans les droits du « trône...

« Quant à l'abdication de Charles IV, elle a eu lieu « dans un moment où mes armées couvraient les Espa- « gnes, et, aux yeux de l'Europe et de la postérité, je « paraîtrais n'avoir envoyé tant de troupes que pour

« précipiter du trône mon allié et mon ami. Comme « souverain, il m'est permis de vouloir en connaître « les motifs avant de reconnaître cette abdication. Je le « dis à Votre Altesse royale, aux Espagnols, au monde « entier, si l'abdication du roi Charles est de pur mou- « vement, s'il n'y a pas été forcé par l'insurrection et « l'émeute d'Aranjuez, je ne fais aucune difficulté de « l'admettre, et je reconnais Votre Altesse royale comme « roi d'Espagne. *Je désire donc causer avec elle sur cet* « *objet*. La circonspection que je porte depuis un mois « dans ces affaires doit être un garant de l'appui qu'elle « trouvera en moi, si, à son tour, des factions de quel- « que nature qu'elles soient, venaient à l'inquiéter sur « son trône.

« Quand le roi Charles me fit part de l'événement du « mois d'octobre dernier, j'en fus douloureusement af- « fecté, et je pense avoir contribué, par les insinuations « que j'ai faites, à la bonne issue de l'affaire de l'Es- « curial. Votre Altesse royale avait bien des torts ; je « n'en veux pour preuve que la lettre qu'elle m'a écrite « et que j'ai constamment voulu ignorer. Roi à son « tour, elle saura combien les droits du trône sont sa- « crés. Toute démarche près d'un souverain étranger « de la part d'un prince héréditaire est criminelle.

« Le mariage d'une princesse française avec Votre « Altesse royale s'accorde, dans mon opinion, avec « l'intérêt de mon peuple, et je le regarde plus spé- « cialement comme une circonstance qui m'unirait « par de nouveaux nœuds à une maison dont j'ai à me « louer de toute manière pour la conduite qu'elle a

« tenue depuis l'époque de mon avénement au trône[1].

« ..... Votre Altesse royale connaît ma pensée tout « entière, elle voit que je flotte entre diverses idées qui « ont besoin d'être fixées. Elle peut-être certaine que, « dans tous les cas, je me comporterai avec elle comme « avec le roi son père. Qu'elle croie à mon désir de tout « concilier et de trouver des occasions de lui donner « des preuves de mon affection et de ma parfaite « estime.

« Sur ce, mon frère, je prie Dieu qu'il vous ait en sa « sainte et digne garde.

« NAPOLÉON. »

« Bayonne, le 16 avril 1808. »

Cette lettre offrait un singulier mélange de rudesse et de duplicité : elle renfermait des phrases d'une dureté si étrange, des insinuations tellement outrageantes, qu'on eût dit que l'empereur, dont le caractère fougueux répugnait à la fourberie cauteleuse, avait voulu mettre Ferdinand en garde contre les dangers qui le menaçaient. Il avait en quelque sorte obéi à deux impulsions contraires, à celle de sa conscience qui semblait dire au jeune prince : Tremblez de mettre le pied sur la terre de France ; fuyez, il en est temps encore ; puis à celle d'une politique artificieuse, qui s'efforçait d'attirer la victime dans le piége fatal. Mais le chanoine Escoïquitz, toujours sous le charme, ne fut saisi que par le côté bienveillant et amical du message impérial, et fut d'avis

[1] Tout ce paragraphe relatif au mariage a été retranché dans la publication qui en a été faite dans *le Moniteur*.

que le prince devait, sans plus tarder, se rendre à Bayonne. Nonobstant ce conseil, Ferdinand hésitait : il s'étonnait et s'affligeait que l'empereur ne lui eût pas donné dans sa lettre le titre de majesté. Le général Savary s'appliqua une dernière fois à le rassurer : il lui dit que son souverain n'avait pu le qualifier autrement que d'altesse royale, parce qu'enfin il ne l'avait pas encore reconnu, qu'il y avait bien des points sur lesquels il était plus important de s'entendre que sur celui-là, mais qu'une fois ces points réglés, il n'hésiterait pas à le qualifier de majesté. Ces paroles décidèrent enfin le prince, qui donna les ordres de départ. A la vue des voitures qui vont emmener son roi, le peuple, dont le jugement droit et simple n'est point obscurci par les sophismes de l'esprit, est tout à coup saisi d'une anxiété inexprimable. Un grand tumulte s'élève, la foule se presse autour des voitures. Soudain un homme d'une figure farouche s'élance, et, d'un trait de serpe, coupe les traits des mules. Le peuple applaudit à cet acte audacieux par des cris frénétiques; mais Ferdinand était déterminé à partir : il fit ratteler les mules, se jeta dans sa voiture, non sans ressentir un grand trouble, et s'avança vers cette France où, au lieu d'un allié et d'un protecteur, il allait trouver un ennemi, l'exil et la prison.

Le prince arriva le 20 avril, à dix heures du matin, à Bayonne. L'empereur habitait le château de Marac, situé à une petite distance de la ville. On dit que, lorsqu'on vint lui apprendre que Ferdinand s'approchait, il ne put réprimer cette exclamation : « Comment! il

« vient ; cela est impossible ! » Il monta aussitôt à cheval et alla lui rendre visite. Les deux princes s'embrassèrent avec tous les témoignages de la plus sincère cordialité. Après une entrevue fort courte, l'empereur retourna au château de Marac et envoya prier Ferdinand, son frère don Carlos et leur suite, à dîner. A six heures, les voitures impériales allèrent chercher les princes. Au moment où elles rentrèrent dans la cour du château, Napoléon sortit de ses appartements, vint recevoir lui-même Ferdinand à la descente de sa voiture, le prit par la main et le conduisit dans son salon. L'étiquette ne commandait rigoureusement ces démonstrations qu'à l'égard d'une tête couronnée. Elles comblèrent de joie Ferdinand, qui crut y voir l'indice que l'empereur allait le reconnaître ; mais, pendant le dîner, Napoléon, tout en traitant le prince avec une courtoisie recherchée, affecta d'éviter les occasions de qualifier son titre. Ferdinand et son frère don Carlos n'en quittèrent pas moins le château de Marac, radieux et pleins d'espoir. Leur illusion fut de courte durée.

L'empereur avait retenu près de lui le chanoine Escoïquitz. Quand les princes furent partis, il l'emmena dans son cabinet, et eut avec lui ce fameux entretien dont le récit, publié par le chanoine, est un des documents les plus précieux de l'histoire de ce siècle. Napoléon commença par déclarer qu'il lui était impossible de ne point s'intéresser au sort du roi Charles IV qui avait réclamé sa protection, que l'abdication de ce prince avait été forcée, et qu'il ne reconnaîtrait Ferdinand comme roi que lorsque son père aurait renouvelé libre-

ment son abdication en faveur de son fils; puis, comme s'il était fatigué de feindre, il écarta tous les voiles, et dit que les intérêts de son empire exigeaient que la maison de Bourbon, ennemie implacable de la sienne, perdît le trône d'Espagne. « La nouvelle dynastie donnerait une bonne constitution, et, par son étroite alliance avec la France, garantirait l'Espagne contre « tout ce que pourrait tenter la seule puissance qui « pouvait lui nuire. Charles IV, persuadé que les infants « ne pouvaient gouverner dans ces temps difficiles, était « prêt à lui céder tous ces droits et ceux de sa famille; « mais l'empereur estimait Ferdinand qui était venu le « voir à Bayonne avec confiance; il voulait traiter cette « affaire avec lui, et le dédommager, autant que possible, ainsi que ses frères, de ce que sa politique l'obligeait à leur ôter en Espagne. Proposez donc de ma « part à Ferdinand, ajouta-t-il, de renoncer à tous ses « droits à la couronne d'Espagne, et de recevoir en « échange l'Étrurie avec le titre de roi et une entière « indépendance pour lui et ses héritiers mâles à perpétuité. Dites-lui que je lui ferai compter en pur don « pour son établissement, une année de revenu de ce « dernier État. Lorsqu'un traité aura été signé à cet « égard, je lui donnerai ma nièce en mariage pour l'assurer de toute mon amitié. Si le prince fait ce que je « désire, l'Espagne conservera son intégrité territoriale, « son indépendance, ses lois, sa religion et ses usages. « Voilà tout mon système; je ne veux rien pour moi, « pas même un village. Si tout ceci ne convient pas à « votre prince, il est libre de s'en retourner après que

« nous aurons fixé le terme de sa rentrée et l'époque où « nous commencerons les hostilités. »

Le chanoine Escoïquitz exprima sa surprise et sa douleur en entendant des propositions qui n'étaient pas même soupçonnées de son roi et de sa nation. Il s'étendit longuement sur la révolution d'Aranjuez, et s'attacha à bien convaincre l'empereur que l'abdication de Charles IV avait été volontaire. Napoléon combattit l'opinion du chanoine, et le débat sur ce point se prolongea quelque temps jusqu'à ce que l'empereur le trancha en disant : « Laissons cela, et dites-moi, cha-« noine, si je peux oublier que les intérêts de ma mai-« son et ceux de mon empire veulent que les Bourbons « ne règnent plus en Espagne. Il est impossible que « vous ne voyiez pas comme moi que, tant qu'il exis-« tera des Bourbons sur ce trône, je n'aurai avec l'Es-« pagne aucune alliance sincère. Ils sauront feindre « tant qu'ils seront seuls et dans l'impossibilité de me « nuire; mais, lorsqu'ils me verront occupé dans une « guerre du Nord, ce qui ne peut manquer d'avoir lieu, « ils se réuniront à mes ennemis. Rappelez-vous la per-« fidie de Charles IV lui-même, qui, au mépris de notre « alliance, voulut me faire la guerre lorsqu'il me crut « tout occupé de celle de Prusse, peu avant la bataille « d'Iéna. Jamais, je le répète, je ne compterai sur l'Es-« pagne, tant que les Bourbons y régneront. Les forces « de cette nation, considérables en tout temps, peuvent « augmenter encore sous un homme de mérite qui se-« rait à la tête du gouvernement, et s'élever au point de « nuire à mon repos; ne vous étonnez donc point, cha-

« noine, si je vous répète : mauvaise politique! »

Le chanoine s'efforça de démontrer que la proclamation du 5 octobre n'était point le fait de Charles IV, mais du prince de la Paix ; puis il fit un tableau touchant de la confiance que Ferdinand avait toujours témoignée à l'empereur. « Lorsqu'il n'était que prince, « dit-il, il vous instruisit, au péril de sa vie, du désir « qu'il avait de s'unir avec une princesse de votre mai- « son. Il a renouvelé par écrit sa demande à son avéne- « ment au trône. Il ne s'est point inquiété du refus fait « par vos représentants de le reconnaître roi. Il est venu « en personne solliciter votre alliance, et, sans crainte, « sans soupçons, se mettre, avec la confiance d'un fils, « à votre disposition. L'idée qu'il avait conçue de la « justice et de la générosité d'un héros a éloigné toute « défiance de son cœur. » L'abbé finit en s'étendant sur l'heureuse influence qu'exercerait un mariage qui attacherait à jamais le nouveau roi à la famille impériale. « Vous me faites des contes, chanoine, lui répli- « qua l'empereur ; vous n'ignorez pas qu'une femme « est un lien trop faible pour fixer la politique d'un « souverain, et qu'on ne peut la comparer en rien aux « sentiments qu'inspire une origine commune. Qui me « répondra que l'épouse de Ferdinand aura sur lui de « l'ascendant ? Cela ne dépend-il pas du hasard, des « circonstances ? D'ailleurs, la mort peut rompre tous « ces liens, et la haine, assoupie momentanément, se « réveillerait alors avec plus de force. » L'empereur dit encore beaucoup d'autres choses que le chanoine n'a pu reproduire dans son récit ; il s'étendit longuement sur

le personnel des princes d'Espagne, notamment sur Ferdinand. Il dit qu'il ne s'était pas attendu à rencontrer dans le fils aîné du roi d'Espagne tant d'incurie et d'ignorance; il railla amèrement le chanoine du brillant élève qu'il avait formé, et s'échauffant par degré, il s'exprima sur le compte de ce jeune homme avec un dédain et une dureté qui laissèrent le chanoine muet et désespéré. Il mit fin à ce pénible entretien en disant à l'abbé qu'il réfléchirait de nouveau sur la question, et qu'il l'instruirait le lendemain du parti qu'il aurait pris.

Le 21 au matin, comme il l'avait dit, l'empereur fit appeler le chanoine et lui dit : « Je me suis décidé irré« vocablement à changer la dynastie qui règne en Es« pagne. Vous pouvez en instruire le prince Ferdinand; « dites-lui de se décider avant l'arrivée du roi Charles « son père. Relativement à l'échange de ses droits « contre la Toscane, s'il accepte, le traité sera fait avec « la plus grande solennité : dans le cas contraire, son « refus deviendra toujours inutile, car j'obtiendrai de « son père la cession que je désire. La Toscane restera « alors à la France, et Son Altesse royale ne recevra « aucune indemnité. » Cette déclaration arracha au chanoine une exclamation de douleur. « Sire, lui dit-il, « la résolution de Votre Majesté m'affecte d'autant plus « qu'outre le malheur de mon roi et de ma patrie, j'au« rai à gémir sur la perte de la réputation de ceux qui « étaient avec moi auprès du roi lorsqu'il s'est décidé « à venir à Bayonne. On nous considérera comme les « auteurs de cette fatale détermination : moi surtout, je « serai particulièrement blâmé. — Rassurez-vous, cha-

« noine, lui répondit l'empereur; ni vous ni les autres « n'aurez raison de vous affliger : vous ne pouviez de- « viner mes intentions, que personne ne connaissait. »

Le général Savary, le même qui, si peu de jours auparavant, faisait espérer à Ferdinand que son souverain le reconnaîtrait roi, vint lui signifier que l'empereur Napoléon avait irrévocablement résolu de renverser les Bourbons d'Espagne et de leur substituer un prince de sa propre famille, qu'en conséquence Sa Majesté impériale exigeait que le prince des Asturies, tant en son nom qu'en celui de toute sa famille, renonçât à la couronne d'Espagne et des Indes en faveur d'un frère de l'empereur. Comment Napoléon, qui avait à un si haut degré le sentiment des nobles et grandes choses, a-t-il pu soumettre à une pareille épreuve le dévouement d'un homme qui déjà ne l'avait que trop bien servi? On eût dit que le maître et le serviteur avaient voulu montrer jusqu'où ils pouvaient porter, l'un l'excès de ses exigences, l'autre l'excès de son abnégation.

Le 21 avril et les jours suivants, l'empereur fit appeler ensemble ou séparément don Pedro Cevallos, les ducs de l'Infantado et de San Carlos, et leur exposa les mêmes idées qu'au chanoine Escoïquitz. Tous reproduisirent, sous d'autres formes, les mêmes arguments que l'abbé, et tentèrent vainement de le faire renoncer à ses résolutions.

M. de Champagny intervint aussi dans ces négociations, et il eut de fréquentes conférences avec tous les conseillers de Ferdinand, notamment avec MM. de Cevallos et de Labrador. M. de Cevallos qui, en sa qualité

de ministre des affaires étrangères, se trouvait plus compromis que tous les autres, tint à M. de Champagny un langage plein de hauteur et de véhémence. « Quelle « confiance, dit-il, l'Europe pourra-t-elle mettre dans « ses traités avec la France, quand elle verra avec « quelle perfidie celui du 27 octobre a été violé? De « quelle terreur ne sera-t-elle pas frappée en considé- « rant les artifices, les trompeuses promesses, les sé- « ductions de tous genres, que l'empereur a mis en « usage pour attirer le roi à Bayonne et le dépouiller « de sa couronne! » Il avait à peine achevé ces mots, que l'empereur, qui avait tout entendu, ouvrit impétueusement la porte de son cabinet, et, apostrophant M. de Cevallos, le qualifia de traître, parce qu'ayant été ministre de Charles IV, il avait accepté les mêmes fonctions sous Ferdinand. C'est à la suite de cette conférence orageuse que M. de Champagny soumit, dans les formes régulières et officielles, aux négociateurs espagnols, les conditions que Napoléon avait communiquées lui-même au chanoine Escoïquitz. Plus elles étaient dures et outrageantes, moins Ferdinand et ses conseillers pouvaient croire qu'elles fussent définitives; ils s'étaient persuadé que l'empereur leur demandait beaucoup pour obtenir moins, et qu'en montrant de la fermeté, on s'exposait tout au plus à perdre les provinces situées sur la rive gauche de l'Èbre. Seul, l'abbé Escoïquitz émit l'opinion que la résolution de l'empereur était irrévocable et pressa son souverain d'accepter l'échange proposé, « le trône d'Étrurie valant mieux en- « core, dit-il, que l'exil ou la prison en France. » Cette

fois, le chanoine ne fut point écouté : un éclair de courage brilla dans l'âme de Ferdinand ; il repoussa le honteux marché qui lui était offert, et déclara qu'il ne renoncerait à aucun des droits de sa maison. M. de Cevallos fit connaître, le 29 avril, cette détermination à M. de Champagny. En même temps, il lui annonça que le roi son maître ayant résolu de retourner en Espagne, afin de calmer les craintes de ses sujets, il désirait effectuer son départ de Bayonne ; mais, sous prétexte qu'il attendait dans cette ville Charles IV et la reine, l'empereur refusa de laisser partir Ferdinand : le prince mesura de suite la portée de ce refus et comprit qu'il n'était plus libre. En effet, tous ses pas étaient épiés et surveillés ; la ville et les remparts étaient remplis de soldats ou d'agents de police apostés pour l'arrêter, s'il tentait de s'évader. La résistance qu'il avait opposée jusqu'ici aux volontés de l'empereur était une difficulté sur laquelle évidemment on n'avait pas compté. Napoléon ne savait plus comment sortir du défilé dans lequel il s'était engagé. Employer la violence, menacer le prince, le réduire par la terreur lui répugnait ; le laisser libre de retourner en Espagne, c'était la guerre, et il n'avait depuis un an imaginé tant de combinaisons fallacieuses que pour l'éviter. Son embarras était extrême ; heureusement pour lui, les vieux souverains lui vinrent en aide.

Conformément à ses ordres secrets, Murat avait déclaré, le 16 avril, à la junte suprême, que l'abdication de Charles IV ayant été forcée, ce prince avait protesté, qu'il avait écrit à l'empereur, qu'il lui avait demandé sa protec-

tion, et qu'en conséquence, Sa Majesté impériale avait décidé qu'elle ne reconnaîtrait d'autre roi que Charles IV.

M. de Beauharnais venait d'être rappelé et remplacé dans son poste d'ambassadeur par M. de Laforest, le même qui avait dirigé avec un si remarquable talent l'épineuse opération du partage des indemnités germaniques, et rempli plus tard, avec non moins de distinction, le poste de ministre à Berlin. L'empereur, en plaçant un homme d'autant de sagesse et de lumière auprès du bouillant Murat, avait voulu donner à ce prince un guide et comme un mentor. La junte suprême attendit, pour obéir aux injonctions du grand-duc de Berg, que le nouvel ambassadeur se fût expliqué. M. de Laforest ne laissa pas longtemps les esprits en suspens ; il appuya sans réserve la déclaration du grand-duc. Cette manifestation ne laissa plus de doute à la junte que la cause de Ferdinand ne fût perdue sans ressource. Elle n'en exprima pas moins sa surprise qu'un acte aussi grave que la déclaration du 16 avril n'eût pas été fait par Charles IV en personne. Alors, le vieux roi, conduit ou plutôt traîné par Murat, entra en scène à son tour. Il écrivit le 19 avril à son frère, l'infant don Antonio, pour lui répéter tout ce que le grand-duc avait déclaré la veille. Il lui annonça qu'il reprenait aujourd'hui même possession de la couronne, confirmait provisoirement les pouvoirs de la junte suprême, et lui ordonnait de faire connaître sa résolution à ses peuples. La junte n'était plus libre ; son autorité était méconnue, avilie ; elle n'eut point la folie de braver un pouvoir qui étreignait dans ses mains toute l'Espagne. Elle

se borna à demander qu'il lui fût permis d'informer Ferdinand de ce qui se passait, que l'acte de protestation de Charles IV ainsi que la déclaration du 17 fussent tenus dans le plus grand secret, et que, pour le moment, ce prince s'abstînt d'exercer aucun acte de souveraineté. Murat et le vieux roi consentirent à tout. Il fut convenu entre eux et la junte que Charles IV et la reine se rendraient à Bayonne pour conférer avec leur fils, et régler, sous la médiation de l'empereur, tous leurs différends. Le 25 avril, les vieux souverains se mirent en route avec la fille du prince de la Paix, et arrivèrent le 30 à Bayonne. Le prince de la Paix y était déjà depuis quelques jours. Ce personnage pouvant être un instrument utile entre les mains de l'empereur, Murat avait réclamé son élargissement. D'abord, il ne put l'obtenir ; la junte n'avait pas cessé d'alléguer l'insuffisance de ses pouvoirs. Le 20 avril, il réitéra la demande, menaçant, en cas de refus, de forcer la prison du prince et de le délivrer lui-même. Ces menaces effrayèrent la junte ; elle céda enfin : le prisonnier fut tiré du château de Villa-Viciosa, et remis, le 21, entre les mains du grand-duc de Berg qui, sans perdre un seul jour, le fit partir sous escorte pour Bayonne.

Dès que Ferdinand et don Carlos surent que les vieux souverains venaient d'arriver, ils s'empressèrent de leur offrir leurs respects. Charles IV se tourna vers son second fils et lui dit : « Bonjour, Carlos, » Il n'eut pas une parole pour Ferdinand. Le jeune prince voulut le suivre ; alors, le vieux roi se retournant, l'arrêta d'un air courroucé et lui dit : « N'avez-vous pas assez outragé

« mes cheveux blancs? » Ferdinand, triste et confus, s'éloigna, et toute espérance s'éteignit dans son cœur.

De son côté, Napoléon avait quitté le château de Marac et était venu rendre visite à Charles IV et à la reine. Sa présence jeta le vieux roi dans un grand trouble. Charles s'approcha de lui, éleva ses bras et s'écria avec une extrême émotion : « Ah! mon ami! » Puis ils s'embrassèrent avec effusion. L'entretien dura plus d'une heure. Charles IV raconta à l'empereur toutes les humiliations, tous les chagrins dont il avait été abreuvé depuis plusieurs mois, et lui dit avec l'accent de la douleur : « Votre Majesté ne sait pas ce que c'est que d'avoir « à se plaindre d'un fils; c'est le plus grand malheur « que l'on puisse éprouver! » Au nombre des personnages qui étaient accourus pour offrir leurs hommages aux vieux souverains, il y en avait un qui attirait tous les regards, moins encore par sa bonne mine que par les vicissitudes de sa destinée : c'était le prince de la Paix. A la vue de ce favori si aimé, Charles IV et la reine ne purent retenir leurs sanglots et se jetèrent dans ses bras. C'eût été une scène touchante si l'objet d'une si vive tendresse en eût été plus digne. Le 1er mai, les souverains allèrent dîner au château de Marac. Le prince de la Paix les accompagnait; mais, n'ayant point été invité, il n'avait pu prendre place à la table impériale. Charles IV se tourna d'un air tout contristé vers l'empereur, et lui dit : « Et Manuel, sire?... Godoy... » Napoléon ne put réprimer un sourire et donna l'ordre qu'on fît entrer le prince[1].

[1] Le roi souffrait de ses rhumatismes Pendant le dîner, il parla

La fortune semble fournir à Godoy une occasion de racheter toutes ses fautes. Supérieur à la haine qu'il ressent pour Ferdinand, noblement inspiré par les malheurs de sa patrie, aura-t-il le courage d'empêcher le vieux roi de flétrir ses cheveux blancs, en se faisant l'instrument de la ruine de sa maison? Ce mâle et noble langage, Godoy ne le tiendra pas. Il arrive poursuivi par les malédictions de l'Espagne entière, le cœur plein de ressentiment et de fiel, et rendant à tous ses ennemis, princes, courtisans et peuple, haine pour haine et vengeance pour vengeance. Il vit, il est libre; c'est l'empereur qui l'a tiré des mains de ses geôliers; sa haine contre Ferdinand se cache sous le masque de la reconnaissance qui l'enchaîne à son bienfaiteur. Chaque jour il s'entretient avec ce souverain, il se livre à lui sans réserve : tout ce que lui demande le maître de la France, il s'engage à le faire. Que lui importent l'indépendance de l'Espagne et l'honneur de ses maîtres? Ce qui est doux à son cœur, c'est que Ferdinand partage le sort de son père et le sien, qu'il ne puisse plus régner, qu'il reste toute sa vie condamné aux tourments de l'ambition déçue. Périsse, s'il le faut, la maison de Bourbon! le malheur de Ferdinand sera complet; Godoy sera vengé! Du reste, la colère des vieux souverains

beaucoup de sa passion pour la chasse, à laquelle il les attribuait. « Tous les jours, dit-il, quelque temps qu'il fît, hiver et été, je partais « après avoir entendu la messe et déjeuné; je chassais jusqu'à une « heure; je dînais, et j'y retournais immédiatement jusqu'à la chute « du jour. Le soir, Manuel avait soin de me dire si les affaires « allaient bien ou mal, et j'allais me coucher pour recommencer le « lendemain »

n'a pas besoin d'être surexcitée contre leur fils; eux aussi, ils arrivent ulcérés, et la vengeance leur est presque aussi douce qu'au favori. Celui-ci leur fait connaître les volontés de l'empereur; ils n'ignorent plus rien : c'est leur couronne, c'est l'existence de leur dynastie qu'on leur demande, et un cri de révolte ne sort point de leur âme! et le descendant de Louis XIV, le fils de Charles III, livre son trône, ses peuples, l'honneur de sa maison, la liberté même de ses enfants, à l'homme qui a traité d'une manière si impitoyable le dernier des Condé! Honte à jamais sur tant de lâcheté et d'ignominie!

Le jour même de son arrivée à Bayonne, le 30 avril, Charles IV fit venir son fils Ferdinand, et, en présence de la reine, de l'empereur et du prince de la Paix, il lui commanda avec l'accent de la colère de lui rendre sa couronne. Le jeune prince voulut répondre; alors le vieux roi s'élança furieux de son siége, accusa son fils d'avoir voulu lui arracher la vie avec la couronne, et le menaça, s'il résistait à ses injonctions, de le faire traiter, lui et ses conseillers, comme des émigrés rebelles. La reine prit aussi la parole et s'abandonna aux plus violentes invectives contre Ferdinand. Revenu au château de Marac, l'empereur Napoléon, encore tout ému de la scène à laquelle il venait d'assister, réunit les personnes présentes et leur en raconta en frissonnant tous les détails. Il leur peignit le vieux roi accusant son fils, se plaignant de ses conspirations, de la perte de la monarchie et des outrages faits à ses cheveux blancs. « C'était, dit-il, le roi Priam. » Parlant de

la reine, il s'écria : « Quelle femme! quelle mère! « Elle m'a fait horreur! elle m'a intéressé au sort de « Ferdinand [1]. »

Le jeune prince s'était retiré consterné, mais non encore abattu. Le 1er mai, il écrivit à son père qu'il était prêt à lui rendre sa couronne ; mais il y mit pour condition qu'il accompagnerait Charles IV à Madrid, et qu'en présence des cortès assemblées, il formulerait sa renonciation en exposant les motifs qui l'y avaient déterminé; que son père n'emmènerait point avec lui les personnes qui s'étaient justement attiré la haine de la nation espagnole; qu'enfin, s'il ne voulait plus ni régner, ni rester en Espagne, lui, Ferdinand, gouvernerait au nom du roi son père et comme son lieutenant général. Le vieux roi répondit le lendemain à son fils. Cette lettre est digne de l'attention de l'histoire ; c'est la main de Charles IV qui l'a écrite et signée, mais évidemment l'empereur qui l'a dictée. Pensées et style, tout révèle son véritable auteur. Après avoir rappelé les principaux événements qui se sont passés en Espagne depuis la paix de Bâle, le complot de l'Escurial, la clémence dont il avait fait preuve en pardonnant à son fils, Charles IV arrive à la révolution d'Aranjuez, et il dit :

« Quelle a été votre conduite? Vous avez mis en « rumeur tout mon palais; vous avez soulevé mes gar- « des contre moi; votre père lui-même a été votre pri- « sonnier : mon premier ministre, que j'avais élevé et « adopté dans ma famille, fut traîné sanglant de cachot

[1] *Mémoires sur la révolution d'Espagne*, par l'abbé de Pradt; 1 vol., p. 131.

« en cachot; vous avez flétri mes cheveux blancs; « vous les avez dépouillés d'une couronne portée avec « gloire par mes ancêtres et que j'avais conservée sans « tache... J'ai eu recours à l'empereur non plus comme « un roi à la tête de ses troupes et environné de l'éclat « du trône, mais comme un roi malheureux et aban- « donné. J'ai trouvé protection et refuge au milieu de « ses camps; je lui dois la vie, celle de la reine et de « mon premier ministre. Il connaît tous les outrages « que j'ai reçus et les violences qu'on m'a faites. Il m'a « déclaré qu'il ne vous reconnaîtrait jamais pour roi, « et que l'ennemi de son père ne pouvait inspirer au- « cune confiance aux étrangers. D'ailleurs, il m'a mon- « tré des lettres de vous qui attestent votre haine pour « la France. En m'arrachant la couronne, c'est la vôtre « que vous avez brisée. Votre conduite envers moi, vos « lettres interceptées, ont mis une barrière d'airain « entre vous et le trône d'Espagne. Il n'est ni de votre « intérêt ni de celui des Espagnols que vous y préten- « diez. Gardez-vous d'allumer un feu dont votre ruine « totale et le malheur de l'Espagne seraient la suite « inévitable. Je suis roi du droit de mes pères; mon « abdication a été le résultat de la force et de la vio- « lence; je n'ai donc rien à recevoir de vous. Je ne « puis adhérer à aucune réunion des députés de la na- « tion. C'est encore là une faute des hommes sans expé- « rience qui vous entourent. J'ai régné pour le bon- « heur de mes sujets; je ne veux point leur léguer la « guerre civile, les émeutes, les assemblées populaires « et les révolutions. Tout doit être fait pour le peuple

« et rien par le peuple. Oublier cette maxime, c'est se « rendre coupable de tous les crimes qui dérivent de cet « oubli. Lorsque je serai assuré que la religion de « l'Espagne, l'intégrité de nos provinces, leur indé- « pendance et leurs priviléges seront maintenus, je « descendrai dans le tombeau en vous pardonnant l'a- « mertume de mes dernières années. »

Le jeune prince répondit à son père le 4 mai. Sa lettre était digne et habile. Il se disculpait de toute participation personnelle à l'émeute d'Aranjuez et s'attachait à démontrer que l'acte d'abdication de Charles IV avait été volontaire. Il déclarait qu'une renonciation comme celle qu'on lui demandait ne pouvait avoir lieu sans le consentement formel de tous les individus qui avaient ou pouvaient avoir un droit à la couronne, et encore moins sans l'adhésion formelle de la nation espagnole, représentée par les cortès réunies dans un lieu de sûreté. Il finissait par renouveler son refus d'abdiquer, à moins que son père ne consentît à ce qu'il lui avait demandé dans sa lettre du 1er mai.

Le prince ne pouvait conserver la moindre illusion sur le sort qui l'attendait : ce n'était plus sa couronne qui était en question, c'était la liberté de sa personne et celle de tous les membres de sa famille. Alors il embrassa une résolution extrême : il informa secrètement son oncle, l'infant don Antonio, de sa position, et lui expédia un décret royal ainsi conçu : « La junte exécu- « tera tout ce qu'elle jugera nécessaire pour le service « du roi et du royaume, et, pour cet effet, elle a tous « les pouvoirs dont Sa Majesté elle-même serait inves-

« tie. » Ce décret parvint en duplicata à la junte suprême : le primata fut intercepté[1].

Le 4 mai, deux députés choisis par la junte suprême arrivèrent déguisés à Bayonne. Ils échappèrent à la vigilance de la police impériale, se mirent en secrète communication avec Ferdinand et lui soumirent les demandes suivantes : « Consentait-il à ce que la junte « se substituât, en cas de besoin, une ou plusieurs per-

[1] Les anxiétés du jeune prince se peignent tout entières dans la lettre suivante qu'il avait écrite le 28 avril à son oncle don Antonio, qui fut aussi interceptée, et à laquelle Charles IV, dans sa lettre du 2 mai à son fils, avait fait allusion :

« Cher ami,

« J'ai reçu ta lettre du 22, et j'ai lu les copies des deux autres « qu'elle renferme, celles de Murat et sa réponse. J'en suis satisfait. « Je n'ai jamais douté de ta prudence et de ton amitié pour moi : je « ne sais comment t'en remercier.

« L'impératrice est arrivée ici hier au soir à sept heures. Il n'y eut « que quelques petits enfants qui crièrent : *Vive l'impératrice!* encore « ces cris étaient-ils bien froids. Elle passa sans s'arrêter et fut de « suite à Marac. J'irai lui rendre visite aujourd'hui.

« Cevallos a eu hier un entretien fort vif avec l'empereur, qui l'a « appelé traître, parce qu'ayant été ministre de mon père, il s'est at- « taché à moi, et que c'était là la cause du mépris qu'il avait pour lui. « Je ne sais comment Cevallos a pu se contenir, car il s'irrite facile- « ment, surtout en entendant de tels reproches. Je n'avais pas connu « jusque-là Cevallos ; je vois que c'est un homme de bien qui règle ses « sentiments sur les véritables intérêts de son pays, et qu'il est d'un « caractère ferme et vigoureux, tel qu'il en faut dans de semblables « intérêts.

« Je t'avertis que Marie-Louise (l'ex-reine d'Étrurie) a écrit à l'em- « pereur qu'elle fut témoin de l'abdication de mon père, et qu'elle « assure que cette abdication ne fut pas volontaire. Gouverne bien « et prends des précautions, de peur que ces maudits Français n'en « agissent mal avec toi. Reçois les assurances de mon tendre atta- « chement. »

« sonnes prises dans son sein ou au dehors, afin qu'elles « se transportassent dans un lieu où elles pourraient « agir en liberté? Voulait-il qu'on commençât les hosti- « lités contre l'armée française, et, dans ce cas, quand « et comment? Fallait-il, dès ce moment, s'opposer à « l'entrée de nouvelles troupes françaises en Espagne? « Jugeait-il que l'on devait procéder immédiatement à « la convocation des cortès? Enfin, de quels objets de- « vraient-elles s'occuper? »

Le prince répondit le lendemain, 5 mai, aux députés de la junte qu'il n'était pas libre. « Il ne pouvait consé- « quemment prendre aucune mesure pour la conserva- « tion du souverain et de la monarchie ; mais il donnait « à la junte des pouvoirs illimités ; il l'autorisait, par « un décret formel, à se transporter partout où elle le « jugerait convenable, et à exercer, au nom du roi, « toutes les fonctions de la souveraineté. Les hostilités « devraient commencer du moment où le roi serait « conduit dans l'intérieur de la France, ce à quoi, di- « sait-il, il ne consentirait jamais, à moins qu'il n'y fût « absolument forcé. » Un second décret, rendu le même jour que le précédent, portait que « les cortès s'assem- « bleraient dans le lieu le plus convenable, qu'elles « s'occuperaient d'abord de lever des troupes et de l'ar- « gent pour organiser la défense du royaume, et qu'en- « fin leur session serait permanente. »

Dans le moment même où Charles IV découronnait son fils et frappait dans sa personne sa maison tout entière, le 2 mai, le peuple espagnol, en qui vivait encore la vieille énergie castillane, donnait à Madrid le premier

signal de sa longue et sanglante lutte avec le dominateur de l'Europe. L'attitude du grand-duc de Berg et de l'ambassadeur de France, après que Ferdinand eut quitté sa capitale, et, plus que tout le reste, l'élargissement du prince de la Paix, avaient porté les esprits à un degré inouï d'exaspération. Aussi aveugle dans son aversion pour Godoy que l'était le vieux roi dans l'attachement que lui inspirait cet homme, la nation poursuivait dans le favori tombé un ministre corrompu et prévaricateur, qui, pour satisfaire à ses débauches et à sa cupidité, avait dilapidé les finances de l'État, vendu l'Espagne à la France après l'avoir vendue aux Anglais, et conduit son pays à la honte et à la ruine. Une partie de la haine qu'inspirait le protégé se tourna naturellement contre le protecteur. L'Espagnol a un sentiment naturel des grandes choses : il est fier, ardent et plein de courage ; mais, comme son esprit est inculte, il ne sait point gouverner ses nobles qualités. Sa fierté dégénère presque toujours en présomption et son ardeur en véhémence. Si un service le touche profondément, il oublie moins encore un affront reçu, et son orgueil outragé le rend implacable dans sa vengeance. L'homme qui, depuis douze ans, remplissait le monde de sa gloire, avait séduit l'imagination de ce peuple amoureux du grandiose. Avant les événements d'Aranjuez, tous les Espagnols admiraient l'empereur. Ce n'était point de l'estime froide et raisonnée qu'ils ressentaient pour ce grand prince, c'était de l'enthousiasme. A la vue de leur jeune roi quittant sa capitale, allant, sans troupes et sans gardes, à sa rencontre, ils ne purent se défendre

d'une vague inquiétude. La confiance que leur inspirait la magnanimité de Napoléon les rassura. Ils partageaient les illusions de leur prince : ils croyaient, comme lui, qu'il trouverait l'empereur à Burgos ou à Vittoria; mais, quand ils virent le grand-duc de Berg prendre sous sa protection tous les objets de leur mépris, Charles IV, la reine et Godoy, lorsqu'à ces causes de désenchantement vint se joindre le fardeau de l'occupation étrangère, quand enfin ils apprirent qu'au mépris de sa dignité royale, Ferdinand avait été amené jusqu'à Bayonne, et que là l'empereur, abusant de la confiance que lui avait montrée ce jeune prince, avait osé attenter à ses droits souverains et à la liberté de sa personne, la réaction fut soudaine et terrible. En un moment, la haine contre la France envahit tous les cœurs. D'autant plus ulcérée qu'elle s'est plus abusée, la nation espagnole prend en exécration ce même homme qu'elle admirait si franchement peu de jours auparavant. Partout se manifeste cette agitation violente et convulsive qui est le signe précurseur des révolutions. A Madrid, à Burgos, à Tolède, toutes les têtes sont en feu : partout le peuple délaisse ses travaux pour ne s'occuper que des dangers qui menacent son roi : il est soulevé dans ses profondeurs comme la mer battue par la tempête. Bientôt des nouvelles étranges circulent, et la foule ignorante les accueille avidement. On dit qu'à Bayonne, Ferdinand a tenu un langage sublime, qu'il a déclaré à l'empereur qu'il aimerait mieux mourir que de se déshonorer en renonçant à ses droits souverains. On ajoute que la Biscaye, la Navarre, la Catalogne et

l'Aragon se sont levés en masse, et que les troupes françaises qui occupent ces provinces ont toutes mis bas les armes. Au récit de ces bruits mensongers, les esprits, déjà enflammés, ne peuvent plus se contenir. A Madrid, des pamphlets à la main, brûlants d'énergie et de patriotisme, sont colportés de maison en maison et appellent tous les Espagnols aux armes. Murat a beau prendre une attitude menaçante, doubler les postes, faire promener ses canons à travers la ville ; la haine, dans le peuple, est plus forte que la peur : il brave, il insulte notre drapeau, et des assassinats partiels préludent au soulèvement organisé des masses. Dejà, en plusieurs villes, notamment à Burgos et à Tolède, des collisions ont éclaté entre les habitants et nos soldats. Des deux côtés le sang a coulé, et chaque jour voit tomber dans nos rangs de nouvelles victimes. Tout annonce une commotion violente et prochaine : Murat y est préparé.

Le 1er mai, ce prince annonça à la junte suprême que le roi Charles IV appelait à Bayonne sa fille, l'ex-reine d'Étrurie, son plus jeune fils, don Francesco de Paula, et son frère, l'infant don Antonio. La junte répondit que l'infant de Paula, n'étant âgé que de treize ans, elle ne pouvait l'envoyer à Bayonne sans un ordre formel signé de la main du roi Ferdinand. Murat insista, déclarant qu'il prenait tout sous sa responsabilité. La junte, agitée par ses scrupules, et intimidée cependant, n'osait se prononcer ; elle passa à délibérer toute la nuit du 1er au 2 mai : enfin elle céda à la force et consentit au départ. Le 2 au matin, les voitures qui devaient emmener les infants

stationnaient devant le palais; la foule, bruyante et passionnée, les entourait. La reine d'Étrurie parut la première; elle descendit précipitamment les degrés du palais, se jeta dans une des voitures avec ses deux enfants et partit. Cette princesse avait quitté Madrid fort jeune pour aller régner en Toscane; elle était presque une étrangère pour les Espagnols. Quand le malheur qui poursuivait sa maison l'eut ramenée dans sa patrie, elle embrassa avec ardeur la cause des souverains déchus. Le peuple ne le lui avait point pardonné, et il la vit partir avec une sorte de joie. C'est sur une tête plus jeune qu'il avait reporté toutes ses sollicitudes. Le bruit se répand qu'on veut enlever l'infant don Francisco de Paula et le conduire à Bayonne; on dit qu'il pleure et ne veut point partir. Les voitures sont prêtes, les mules attelées; une émotion inexprimable s'empare de la multitude; les femmes et les hommes poussent des cris furieux. Dans ce moment passe un aide de camp du grand-duc de Berg, M. Auguste de la Grange. Une voix sortie de la foule s'écrie : « Le voilà! il vient enlever l'infant.» Aussitôt l'officier français est pressé et enveloppé; mille bras se lèvent pour le frapper. Il allait être massacré, si un officier des gardes wallones qui se trouvait là ne l'eût protégé au péril de sa vie.

Lorsque Murat apprit ce qui se passait, il fit avancer un bataillon et deux pièces d'artillerie qui dispersèrent à coups de fusil et de mitraille les groupes ameutés. Il crut la révolte étouffée; mais bientôt l'incendie se rallume, grandit et embrase la ville entière. En un moment, toute la population virile se précipite hors de ses

maisons, s'organise avec ensemble et discipline, et se rue sur nos soldats. Une lutte affreuse commence. Malheur aux Français isolés dans les rues ! Ils sont impitoyablement égorgés. Des moines, le crucifix à la main, conduisent en l'exaltant la populace furieuse ; de toutes les fenêtres des maisons tombent sur nos soldats une grêle de balles et de projectiles. Murat n'avait d'abord engagé qu'un très-petit nombre de soldats ; les voyant compromis, il les fit replier sur le gros de ses troupes en dehors de la ville. Puis, quand il les eut tous rassemblées, il les lança contre les insurgés. Elles débouchèrent en colonnes profondes dans les rues d'Alcala et de San Geronimo, balayèrent tout ce qui était devant elles, se portèrent sur le parc d'artillerie où l'insurrection avait concentré tous ses moyens de résistance, la forcèrent dans ce dernier retranchement, et restèrent maîtresses de la ville. L'insurrection était vaincue, mais non comprimée ; Français et Espagnols continuaient de s'entr'égorger avec une furie sans exemple. Alors, MM. O'farill et Azanza, ministres, l'un de la guerre, l'autre des finances, et tous les deux membres de la junte suprême, se rendirent auprès du grand-duc, et obtinrent de lui qu'il fît cesser le feu, lui promettant d'employer de leur côté tous leurs efforts pour apaiser le peuple. Ils parcoururent les rues de la ville un mouchoir blanc à la main ; peu à peu, les feux se ralentirent, puis s'éteignirent tout à fait. Les groupes d'insurgés se dissipèrent, et la ville, qui tout à l'heure était un champ de carnage, rentra dans le calme, calme plein de tristesse, d'amertumes et de larmes, car, des deux côtés, des

flots de sang avaient coulé, et l'on se prêtait les plus sinistres projets. Les Espagnols n'en étaient plus à croire que l'empereur voulait seulement abattre la dynastie régnante ; les imaginations épouvantées allaient bien au delà : on se disait avec effroi que le chef de la France avait résolu de conquérir l'Espagne, de l'incorporer à son empire, et, si elle osait résister, de la réduire par le fer et le feu. De son côté, Murat croyait saisir dans la spontanéité et l'ensemble avec lesquels le peuple et les bourgeois de Madrid s'étaient soulevés et armés les indices d'un vaste complot tramé de longue main. Ses soupçons s'étendaient jusqu'à la junte suprême elle-même. L'émeute était apaisée et les groupes dispersés, quand le bruit de la fusillade retentit de nouveau : on court, on s'informe, et l'on apprend que cinquante malheureux insurgés qui avaient été pris les armes à la main et condamnés à mort par un conseil de guerre, venaient d'être fusillés au Prado. La populace de Madrid avait commis sur nos soldats, dans la journée du 2 mai, des cruautés affreuses ; on avait vu des bandes de forcenés faire irruption dans les hôpitaux, se jeter sur nos soldats malades et les égorger dans leurs lits : mais ce n'était point au chef de l'armée française à venger de telles horreurs ; son devoir était de calmer les esprits et non de les exaspérer par des représailles cruelles. Il voulut contenir les Espagnols par la terreur : il ne fit qu'envenimer leur haine et nationaliser l'insurrection. La capitale était remplie d'habitants des provinces qu'avait attirés l'avénement de Ferdinand VII ; ils retournèrent dans leurs familles, où ils firent un ré-

cit passionné des scènes dont ils avaient été témoins, et propagèrent partout la haine du nom français. C'en est fait ! le prestige qui entourait notre drapeau est détruit. Les Espagnols avaient été bien près de considérer nos soldats comme des demi-dieux ; maintenant qu'ils se sont mesurés avec eux, ils voient que ce ne sont que des hommes ; ils ne les craignent plus. La guerre est commencée, guerre affreuse et sans gloire, qui, après avoir porté une atteinte profonde à la puissance morale de Napoléon, est devenue une des principales causes de ses malheurs et de sa ruine.

Pour le moment, Murat triomphait. Le 3 mai de grand matin, l'infant don Francisco de Paula partit pour Bayonne escorté par un piquet de cavalerie française. Le lendemain, ce fut le tour de l'infant don Antonio. Ce prince fit ses adieux en ces termes à la junte suprême : « Je suis parti pour Bayonne par ordre du roi, « et j'engage la junte à continuer le même système « tout comme si j'étais au milieu d'elle. Que Dieu nous « la donne bonne! Adieu, messieurs, jusqu'à la vallée « de Josaphat. »

L'empereur eut le premier connaissance des tristes événements du 2 mai; ils l'affectèrent douloureusement. Il se rendit tout de suite chez les vieux souverains, et, leur présentant le rapport de Murat, il leur dit : « Voyez ce que je reçois de Madrid ; je ne puis me « l'expliquer. » Charles IV lut avec beaucoup d'émotion la lettre du grand-duc; puis, se tournant vers le prince de la Paix, il lui ordonna de faire venir immédiatement Ferdinand et don Carlos. « Ou je me trompe

« fort, dit-il à l'empereur, ou les infants en savent « quelque chose. J'en suis au désespoir. Du reste, je « ne m'en étonne pas. » Mais comment peindre le trouble de la reine, sa figure enflammée par la colère, la véhémence de ses paroles? Elle dénonce à l'empereur son fils Ferdinand comme un traître; elle l'accuse d'avoir voulu la faire assassiner ainsi que le roi Charles IV; elle attribue à ses infâmes machinations les massacres du 2 mai. Les deux jeunes princes arrivent au milieu de ces imprécations. Ici, s'ouvre une scène sur laquelle, pour l'honneur de la royauté moderne, nous voudrions pouvoir jeter un voile. Charles IV, la voix tremblante de colère, interpelle son fils aîné, et lui demande s'il a des nouvelles de Madrid. Ferdinand garde le silence. « Eh bien, moi je vais t'en donner, » reprend le père. Et il lui apprend l'émeute du 2 mai et les massacres qui ont ensanglanté les rues de la capitale. Puis il ajoute : « Crois-tu me persuader que toi ou les misérables qui te « dirigent n'avez eu aucune part à ce saccage? Était-ce « pour faire égorger mes sujets que tu t'es empressé de « me faire descendre du trône? Dis-moi, crois-tu régner « longtemps avec de tels moyens? Qui est celui qui t'a « conseillé cette monstruosité? N'as-tu de gloire à ac« quérir que celle de l'assassin? » Ferdinand, interdit, n'avait pas la force de prononcer un mot, « Mais parle « donc, malheureux! » lui disait son père. La reine s'emporta aussi contre son fils. Elle ne se contenta pas de lui adresser les reproches les plus outrageants; elle quitta son siége, et, s'approchant du prince, leva la main comme si elle voulait le frapper. Le vieux roi,

interpellant de nouveau son fils, le somma de signer à l'instant même une abdication pure et simple, le menaçant, s'il s'y refusait, de le traiter comme un conspirateur. L'empereur était resté le témoin muet de cet horrible débat ; mais, prenant la parole à son tour, il se tourna vers Ferdinand et lui dit : « Prince, jusqu'à « ce moment je ne m'étais arrêté à aucun parti sur les « événements qui vous ont amené ici ; le sang répandu « à Madrid fixe mes irrésolutions. Ce massacre ne peut « être que l'œuvre d'une faction que vous ne pouvez « pas désavouer, et je ne reconnaîtrai jamais pour roi « d'Espagne celui qui, le premier, a rompu l'alliance « en ordonnant le meurtre de mes soldats dans le mo- « ment où lui-même venait me demander de sanctionner « l'action impie par laquelle il voulait monter sur le « trône. Je n'ai d'engagement qu'avec le roi votre père, « et je vais le reconduire à Madrid, s'il le désire. — Moi, « je ne le veux pas ! répliqua vivement Charles IV[1]. « Eh ! qu'irai-je faire dans un pays où il a armé toutes « les passions contre moi? Je ne trouverais partout que « des sujets soulevés. Irais-je déshonorer ma vieillesse « en faisant la guerre à mes sujets et les conduire à « l'échafaud ? Non, je ne le veux pas ; il s'en chargera

[1] Don Pedro Cevallos raconte cette scène d'une manière entièrement différente. Il présente Ferdinand troublé, mais résistant encore aux menaces de son père et de sa mère ; puis il ajoute que l'empereur acheva d'abattre l'énergie du jeune roi en lui disant : « Prince, « il faut opter entre *l'abdication ou la mort*. » L'accusation serait bien grave, si elle ne partait pas d'une plume ennemie. M. de Cevallos est un témoin trop intéressé à altérer la vérité pour n'être pas récusé.

« mieux que moi. » Se tournant encore vers son fils : « Tu crois donc, lui dit-il, qu'il n'en coûte rien de ré- « gner? Vois les maux que tu prépares à l'Espagne! « Tu as suivi de mauvais conseils ; je ne veux pas m'en « mêler. Va-t'en. »

Ferdinand était atterré: il sortit dans l'attitude morne et silencieuse d'un criminel qui vient d'entendre la sentence de ses juges. Son courage était épuisé. A partir de ce moment, il n'essaya plus de lutter. Le 6 mai, il envoya à son père son abdication pure et simple ; mais Charles IV n'avait point attendu que son fils lui eût rendu sa couronne pour la céder lui-même à l'empereur. La veille, 6 mai, il avait signé cet acte d'abandon, et n'y avait mis que deux conditions : la première, que la monarchie espagnole conserverait son intégrité territoriale; la seconde, que la religion catholique continuerait d'être la religion exclusive du royaume. Le traité fut signé au nom de l'empereur par le grand-maréchal Duroc, et au nom de Charles IV par le prince de la Paix. Napoléon donna pour résidence aux vieux souverains le château de Compiègne, et, en toute propriété, le château de Chambord et ses dépendances avec un revenu annuel de 8 millions de francs. Un revenu de 100,000 francs fut assuré à chacun des infants.

Ferdinand confirma solennellement, par un acte qui fut signé le 10 mai, la renonciation de son père. L'empereur s'engagea à lui payer un revenu de 1 million de francs, et lui garantit la possession, pour lui et ses hériliers, des palais et domaines de Navarre. Le chanoine Escoïquitz eut la douleur d'attacher son nom à ce

traité qui consacrait la ruine de son maître. La postérité ne séparera point les noms de Godoy et d'Escoïquitz dans cette triste et honteuse histoire des discordes et des malheurs de la maison d'Espagne.

Les infants don Antonio et don Carlos adhérèrent, le 12 mai, aux renonciations de Charles IV et de Ferdinand.

L'acte de spoliation est consommé : Napoléon tient maintenant dans ses mains la couronne des Espagnes. Sur quel front va-t-il la placer? Son choix est fait. Louis l'ayant refusée, c'est, comme nous l'avons dit, à son frère le roi de Naples qu'il a résolu de l'offrir. Il en avait informé le grand-duc de Berg; mais ce prince, qui ambitionnait la couronne pour lui-même, et qui espérait que Joseph la refuserait à l'exemple de Louis, continuait de travailler à Madrid pour son propre compte. Il s'était appliqué avec plus d'activité que d'art à se créer des partisans dans le grand corps de l'État; il avait fait sonder les membres les plus influents du conseil de Castille et même ceux de la junte suprême. M. de Laforest, au lieu de combattre des tendances et des désirs contraires aux desseins de l'empereur, eut la faiblesse de les encourager. Voici ce qu'il écrivait, le 11 mai, à M. de Champagny : « Bien que Son Altesse impériale « le grand-duc de Berg ait fait répandre de proche en « proche que Sa Majesté le roi de Naples était destiné à « régner en Espagne, j'aperçois, depuis trois jours sur- « tout, une grande froideur dans le public à se prononcer « pour Joseph Napoléon plutôt que pour Joachim. » L'empereur fut surpris et blessé que le grand-duc de

Berg osât convoiter un trône destiné au frère de son souverain, et que son ambassadeur eût accepté un rôle subalterne dans cette misérable intrigue. Il fit adresser à ce dernier de sévères reproches. Le même jour où M. de Laforest adressait à M. de Champagny la lettre que nous venons de citer, le 11 mai, ce ministre lui écrivait :

« Lorsque Sa Majesté vous a placé près de Son Altesse « impériale, son intention a été de mettre auprès du « prince un homme qui eût ce qu'il ne peut avoir, « l'expérience des affaires et la connaissance des hom- « mes, qui pût prêter aux qualités brillantes de Son « Altesse impériale l'appui des lumières acquises dans « une longue carrière civile, et de ce sang-froid avec le- « quel l'homme versé dans les affaires juge les choses. « L'empereur trouve que vous n'avez pas rempli ses « intentions. Il vous accuse d'une secrète faiblesse que « la séduction du prince rend du reste fort excusable, « d'avoir été conduit là où vous deviez conduire, et de « vous être laissé aller à une complaisance qu'il appelle « de la flagornerie. . . . .

« Son opinion est qu'il n'y a pas une voix pour le grand- « duc, qu'il ne peut pas y en avoir, que la nation espa- « gnole, étant toujours dans cette situation de haine et « d'humiliation où les derniers événements l'ont mise, « doit, par amour-propre, désirer moins que tout autre « le grand-duc, qui, dans un jour, a confondu son « orgueil et renversé toutes ses espérances... »

L'acceptation de la couronne d'Espagne par le roi de Naples mit tout naturellement un terme aux espérances

et aux secrètes menées de Murat. Si Joseph n'avait consulté que sa modération naturelle, il eût préféré son beau et paisible royaume italien au périlleux honneur de venir régner sur les Espagnes; mais il craignit, par un refus, de jeter son frère dans d'inextricables embarras. Il accepta donc la nouvelle et orageuse destinée que Napoléon venait d'ouvrir à l'ambition de sa famille; il quitta Naples et se rendit à Bayonne.

L'empereur, tout en faisant violence à la nation espagnole, voulait avoir l'air de céder à ses désirs. Il tenait surtout à ce que les premiers corps de l'État, le conseil de Castille, prît l'initiative et exprimât officiellement le vœu que la couronne fût déférée à son frère Joseph, mais le grand-duc de Berg et l'ambassadeur de France rencontrèrent dans cette assemblée des résistances auxquelles ils ne s'étaient pas attendus. Le conseil de Castille ignorait encore le traité par lequel Ferdinand avait cédé tous ses droits au trône, et ne se considérait point comme délié du serment qui l'attachait au roi légitime. Les plus sévères s'indignaient que l'empereur voulût les obliger à prendre l'initiative d'une défection qui les déshonorerait aux yeux de leurs concitoyens. Beaucoup, à demi gagnés par Murat, n'osaient émettre un vœu en faveur de Joseph, de peur de se faire un ennemi du premier. Il fallut, pour triompher des scrupules du conseil, que le grand-duc et l'ambassadeur lui donnassent communication du traité de cession signé le 10 mai à Bayonne. Le 13, l'assemblée envoya au grand-duc une adresse rédigée avec une réserve et une sécheresse calculées pour sauver la dignité de ce corps.

Il déclara qu'il lui paraissait convenable qu'en exécution de ce qui avait été ordonné par l'empereur, le choix tombât sur son frère aîné, le roi de Naples[1]. La junte suprême, ainsi que la municipalité de Madrid, suivirent l'exemple du conseil de Castille; ils écrivirent le même jour à l'empereur pour lui faire connaître leurs vœux en faveur de Joseph-Napoléon et leur désir de concourir à l'exécution de ses grands desseins.

Cependant les vieux souverains, l'ex-reine d'Étrurie, l'infant don Francisco de Paula et le prince de la Paix avaient quitté Bayonne et s'étaient dirigés sur Compiègne. Cette résidence, surtout la forêt magnifique qui l'entoure, séduisirent d'abord Charles IV; mais la sévérité du climat ne lui permit pas d'y faire un long séjour. Le 17 septembre 1808, il quitta Compiègne pour n'y plus revenir, et se transporta à Marseille, où il se fixa pendant plusieurs années.

Ferdinand, son frère don Carlos, l'infant don Antonio et quelques serviteurs fidèles demandèrent à n'être point séparés dans leur commun exil. L'empereur leur assigna pour demeure le château de Valençay, propriété du prince de Talleyrand. Ils partirent pour s'y établir le 11 mai. Le château de Valençay était un domaine princier, digne par sa magnificence des hôtes illustres qui allaient l'habiter; mais il n'en était pas moins pour l'homme qui venait d'être précipité du trône une odieuse prison. La fatalité de sa position le voulait ainsi. Ferdinand, en perdant sa couronne, ne pouvait pas conserver sa liberté; du moins il pouvait ennoblir son infortune

[1] Dépêche de M. de Laforest, 13 mai 1808.

par sa dignité et son courage; mais le malheur le trouva faible et humble comme plus tard le bonheur le trouvera ingrat et persécuteur. Le jour même de son arrivée à Valençay, il prend la plume : il écrit à son ennemi, à l'homme qui l'a découronné et fait son prisonnier, à l'empereur enfin; il lui écrit pour lui offrir ses respectueux hommages. Bientôt il s'agenouille plus bas encore. Il apprend l'élévation de Joseph sur le trône d'Espagne : par une nouvelle lettre du 22 juin, il exprime à l'empereur la satisfaction que cet événement lui fait éprouver, ainsi qu'à ses frères et à son oncle; il fait plus, il écrit lui-même au prince qui vient d'usurper sa couronne; il lui écrit pour le féliciter, et cette lettre, il l'envoie à l'empereur en le priant, quand il l'aura lue, de daigner la présenter à Sa Majesté Catholique : « une médiation si respec-« table, dit-il, lui garantissant que sa lettre sera reçue « avec toute la cordialité que lui, ses frères et son oncle « désirent. » Ce sont là des actes d'une incomparable bassesse. A la vue de Ferdinand cherchant sa sécurité en baisant la main qui le frappe, l'âme se soulève de dégoût; et pourtant il en coûte d'accabler un malheureux prince victime des combinaisons d'une politique astucieuse et inexorable. En présence d'une si grande infortune, l'histoire ne peut que gémir et se taire.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE DES CHAPITRES
